BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Cours de morale chrétienne / J. Touzery

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Touzery, Joseph. Cours de morale chrétienne / J. Touzery. 1913.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

DÉPOT LÉGAL
AVEYRON
16
1913

J. TOUZERY

COURS

DE

MORALE CHRÉTIENNE

RODEZ
IMPRIMERIE CATHOLIQUE

1913

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Morale Chrétienne

Imprimatur :

Rodez, le 15 mars 1913

✝ CHARLES, évêque de Rodez et de Vabres.

J. TOUZERY

COURS

DE

MORALE CHRÉTIENNE

RODEZ
IMPRIMERIE CATHOLIQUE

1913

COURS

DE

MORALE CHRÉTIENNE

INTRODUCTION

—o—

OPPORTUNITÉ DE CETTE ÉTUDE

Le Concile du Vatican a signalé comme la grande plaie de notre siècle la monstrueuse hérésie du *naturalisme* ou *rationalisme*, qui ressuscite les principales erreurs des Ariens et des Pélagiens.

Au moment où le saint concile jetait l'alarme, la doctrine délétère qu'il condamne avec tant de force n'était guère professée en France que dans les mauvais journaux, dans des ouvrages destinés au public lettré, ou sur des chaires de philosophie et d'enseignement supérieur.

Mais, depuis cette époque, le mal a fait d'effrayants progrès.

C'est pour l'inoculer dans les femmes françaises qu'on a créé des lycées et des collèges de jeunes filles ; il a complètement envahi les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices ; l'erreur a été propagée par d'innombrables publications populaires ; sous le nom trompeur de *morale civique*, on l'a inscrite dans le programme officiel des écoles primaires, pour atteindre l'enfance dans son plus bas âge.

On peut ajouter, plus tristement que jamais, avec le saint concile du Vatican : « Cette impiété s'étendant partout, bien des enfants de l'Eglise catholique eux-mêmes sont sortis des voies de la véritable piété, et chez eux le sens catholique s'est amoindri par l'amoindrissement insensible des vérités. »

Plusieurs fois Sa Sainteté Léon XIII a fait entendre sa voix, notamment dans une lettre mémorable adressée au Cardinal-Vicaire le 26 juin 1878, et dans plusieurs encycliques.

Le Pape Pie X a flétri également la funeste hérésie du naturalisme.

Hélas ! beaucoup de catholiques semblent ne pas entendre.

Il est plus que temps néanmoins d'ouvrir les yeux.

Les auteurs universitaires les plus habiles ont rédigé, à l'usage des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, des *cours de morale* tout imprégnés de ces erreurs ; on répand à profusion, dans les écoles de tous les degrés, des livres et des publications inspirées par cette funeste hérésie.

N'est-il pas indispensable d'opposer le remède au mal ?

Pour les classes élémentaires, il est tout trouvé, c'est le *catéchisme*.

Mais, aux élèves des classes supérieures, et aux personnes plus instruites il faut des études raisonnées assez approfondies, pour les préserver de l'atmosphère d'erreur qui les entoure et pour leur permettre de réfuter au besoin les sophismes qu'on pourrait exprimer en leur présence.

Ces connaissances indispensables, on les trouvera dans notre *Cours de morale*.

Cette étude est d'autant plus nécessaire que certaines écoles catholiques, pour préparer aux examens du brevet, adoptent des ouvrages condamnables, qui seraient mis à l'*Index*, s'ils étaient soumis au jugement du Saint-Siège.

NOTION DE LA MORALE

La *morale*, ainsi nommée, du mot latin *mores*, « mœurs, conduite », est la science qui nous enseigne comment doit être réglée notre conduite.

On l'appelle encore la science du *devoir*, la science du *bien*, la science du *bonheur*.

Notre conduite en effet est bien réglée quand nous accomplissons notre *devoir*.

Le devoir, ou ce que nous devons faire, c'est le *bien*.

La pratique du bien nous conduit au *bonheur*.

Ainsi la science du *devoir*, la science du *bien*, la science du *bonheur* est une seule et même science.

On définit encore la morale « la science qui apprend à l'homme à atteindre la fin pour laquelle il est créé. »

Dieu, en produisant les créatures, a donné à chacune une fin, une destinée, et il leur a marqué des lois pour y parvenir.

Les êtres qui n'ont point d'intelligence exécutent *par force* les lois qu'ils ont reçues du Créateur, et par conséquent ils n'ont pas besoin de les connaître.

Mais l'homme, doué de raison et de liberté, doit se rendre compte des lois que Dieu lui impose.

S'il les observe, il est fidèle à son devoir.

S'il refuse de s'y conformer, il enfreint la loi de Dieu et par là même il s'éloigne du *devoir*, du *bien* et du *bonheur*.

La loi divine est comparée avec raison à une route tracée par le Créateur pour conduire l'homme au vrai bonheur.

Importance de la morale

La morale est manifestement la plus importante de toutes les sciences.

C'est par elle en effet que nous connaissons le chemin qui nous mène à notre fin dernière et que nous possédons le moyen d'arriver au bonheur, objet suprême de nos désirs et des aspirations de notre nature.

Nous devons donc faire passer avant toute autre étude celle des préceptes de la morale.

Sources de la morale

Autant la science de la morale est nécessaire, autant il serait funeste de suivre des guides qui, au lieu de nous montrer la véritable route du bonheur, nous proposeraient une voie différente et nous conduiraient dans des précipices.

Combien de faux docteurs aujourd'hui, qui prétendent enseigner une morale nouvelle !

Ils veulent indiquer à l'homme la route qui le conduit à sa fin dernière, et ils ne savent pas pourquoi l'homme est placé sur la terre.

Evidemment ils ne peuvent que tromper et perdre ceux qui sont assez imprudents et assez crédules pour se confier à leur direction.

Dieu, qui a créé l'homme, a bien voulu lui révéler sa véritable destinée.

Il la lui fit connaître dès l'origine et il lui communiqua une lumière intérieure pour distinguer le bien du mal ; mais les passions ont obscurci ce flambeau divin.

Dieu, alors, a rappelé, au milieu des éclairs du Sinaï, les grands préceptes de la morale, qu'il a gravés sur des tables de pierre par le ministère d'un ange.

Plus tard, il s'est fait homme lui-même et il est venu sur la terre, afin de nous enseigner la vraie morale par ses exemples et par ses augustes leçons.

Pour connaître la morale, il faut donc considérer la vie de Notre-Seigneur Jésus Christ, et étudier ses préceptes.

Toute morale qui n'est pas conforme à la sienne est nécessairement fausse. Au lieu d'être le chemin du bonheur, c'est la voie du malheur et de la ruine.

Ainsi c'est à la lumière de la foi que nous étudierons cette science si nécessaire, tout en recueillant avec le plus grand soin les enseignements que la raison peut nous donner.

Avec l'Eglise pour guide, on n'a pas à craindre de faire fausse route.

Division du cours de morale

Un cours suivi de morale comprend :

1° L'étude de l'*homme*, dont la morale doit régler les actes. Cette étude est appelée *anthropologie*, du mot grec *anthropos*, « homme. »

2° Les principes de la morale, considérés d'une manière *générale*.

3° Les différentes espèces de devoirs de l'homme.

En conséquence, notre travail sera divisé en trois parties :

Première partie : *Anthropologie.*

Deuxième partie : *Morale générale.*

Troisième partie : *Morale spéciale.*

PREMIÈRE PARTIE

ANTHROPOLOGIE

L'ÉCHELLE DES ÊTRES CRÉÉS

Les êtres que l'on remarque sur la terre peuvent se diviser en quatre grandes catégories.

I

Les uns sont absolument dépourvus d'organes nécessaires à la vie.

Ils ne changent point de forme et ne peuvent ni se mouvoir par eux-mêmes, ni se reproduire ; s'ils semblent parfois s'accroître, c'est que des parties de matière très petites viennent se placer sur les premières ; de même, certaines causes, comme l'action de l'eau, par exemple, peuvent les désagréger et les décomposer. Mais il n'y a en eux aucun principe *intérieur de mouvement, il n'y a* pas de *vie*. Tels sont les *minéraux*.

II

Au-dessus de ces êtres inorganiques, on remarque les *végétaux*. Ceux-ci possèdent la vie : ils ont des organes au moyen desquels ils peuvent se nourrir, se développer et se reproduire.

Mais ils sont fixés ou attachés au sol et ils sont incapables de se mouvoir par eux-mêmes, de se transporter d'un endroit à l'autre. Ils n'ont, d'ailleurs,aucune sorte de connaissance, et ne peuvent ni sentir ,ni voir les objets qui les environnent.

Cependant ils vivent : il y a en eux une force intérieure, qui est le principe de leur existence et de leur développement ; c'est pourquoi on les appelle des *végétaux*, du latin *vegetare* « avoir de la force, du mouvement ». Cette force qui les fait vivre est une sorte d'*âme*,

mais une âme du degré le plus infime, une âme *végétative.*

III

Elevez-vous encore dans l'échelle des êtres. Considérez les *animaux.*

Ils peuvent, comme les plantes,se nourrir et se développer ; mais la force intérieure qui les fait vivre leur permet,en outre, de se mouvoir et de se transporter d'un endroit à l'autre.

De plus, ils voient, ils entendent, ils connaissent les réalités sensibles qui les environnent.

Aussi cette force est-elle d'un ordre bien supérieur à celle qui fait vivre les végétaux ; c'est à elle que la langue latine réservait particulièrement le nom d'*anima*, « âme » ou « principe de vie ». Les êtres ainsi vivifiés par une âme ont reçu le nom d'êtres animés ou *animaux.*

Cependant, bien que capables de se mouvoir et de connaître les choses matérielles, les animaux ne se rendent pas compte des motifs qui les font agir : l'abeille qui dispose sa ruche et l'oiseau qui arrange son nid le font sans savoir pourquoi. Ils sont incapables *de se guider par eux-mêmes.* Une puissance supérieure les mène à leur fin comme l'archer fait aller la flèche vers un but déterminé Ils agissent en vertu d'une tendance, d'une inclination naturelles ; ils suivent l'impulsion de l'instinct qu'ils ont reçu du Créateur : « Chaque ver produit sa soie et chaque abeille son miel, esclaves nés d'un travail uniforme et chargés de fournir l'un et l'autre un produit toujours identique. dont les siècles n'ont changé ni la nature ni même la quantité. »

IV

Il y a, sur la terre, un être placé bien au-dessus de ceux que nous venons de considérer.

C'est l'*homme.*

Non seulement il possède la vie, la faculté de se mouvoir et de connaître les objets sensibles ; mais il se conduit lui-même, il pénètre la raison des choses, il se rend compte du motif de ses actes.

Par là, il est capable de progrès, il peut assujétir la matière, il pénètre les merveilles du monde invisible, il s'élève jusqu'à Dieu.

Ainsi, la force intérieure qui anime l'homme, lui donne non-seulement la vie comme aux plantes et la connaissance sensible comme aux animaux ; mais elle le met en rapport avec le monde intellectuel. C'est une âme d'un ordre incomparablement supérieur, une âme capable de connaître les vérités qui ne tombent pas sous les sens ; en d'autres termes, c'est une *intelligence* ou une *raison.*

L'homme est donc le roi de la création. C'est lui qui est l'objet de l'*anthropologie*, du mot grec *anthropos*, « homme. »

DIVISION DE L'ANTHROPOLOGIE

L'anthropologie comprend l'*anatomie*, la *physiologie* et la *psychologie.*

1° L'*anatomie* est ainsi nommée d'une mot grec qui veut dire « couper, diviser ». Elle étudie en particulier chaque partie du corps humain ;

2° La *physiologie* s'occupe de toutes les opérations ou fonctions qui s'accomplissent dans le corps, comme la circulation du sang, la respiration, etc. ;

3° La *psychologie* (du mot grec *psyché*, âme), a directement pour objet l'âme, qui est le principe même de la vie corporelle et de toutes les actions de l'homme.

L'anatomie et la physiologie ne se rattachent qu'indirectement à l'étude de la morale, qui trace à l'âme les lois qu'elle doit suivre. Elles sont l'objet de l'histoire naturelle proprement dite.

La seule partie de l'anthropologie qui soit vraiment du domaine de la morale, c'est la *psychologie* ou étude de l'âme.

C'est cette science, la plus important d'ailleurs de l'anthropologie, que nous allons étudier brièvement en quatre chapitres :

I. Le composé humain.

II. Facultés de l'âme humaine.

III. Nature de l'âme humaine.

VI. Destinée de l'âme humaine.

CHAPITRE PREMIER

LE COMPOSÉ HUMAIN

Nous désignons l'homme par ces mots de *composé humain*, parce qu'il est composé d'une âme et d'un corps.

Au sujet du composé humain, nous examinerons quatre questions :

1° N'y a-t-il dans l'homme qu'une seule nature, par suite de l'union de l'âme et du corps ?

2° Comment s'explique l'unité du composé humain ?

3° Comment s'exerce l'action mutuelle de l'âme et du corps ?

4° Dans quelle partie du corps se trouve l'âme ?

I

N'y a-t-il dans l'homme qu'une seule nature, par suite de l'union de l'âme et du corps ?

1. Spiritualisme exagéré

D'après Platon (1), l'âme se trouverait dans le corps comme le cavalier sur son cheval, comme le cocher sur sa voiture, ou le pilote dans sa barque ; elle serait unie au corps comme le musicien à l'instrument dont il se sert, « comme le cordonnier au tranchet dont il fait usage. »

Ainsi l'homme ne serait, d'après ce penseur de l'antiquité, qu'une âme ayant pour instrument le corps qu'elle

---

(1) *Platon*, philosophe grec, né probablement à Athènes vers l'an 429 avant Jésus-Christ. Socrate, dont il était le disciple, lui donna le nom sous lequel il est connu, au lieu de celui d'Aristoclès, qu'il portait précédemment.

Jeune encore, Platon se distingua par sa science philosophique et l'an 388 il fonda à Athènes l'école de l'*Académie*.

Ce philosophe, mort vers l'an 347 avant Jésus-Christ, est l'un des plus célèbres de l'antiquité. Les écrits qu'il a laissés sont d'un style et d'une élévation de pensée remarquables.

fait agir comme un ressort met en mouvement les rouages d'une montre.

Descartes (1) soutient une opinion analogue.

« Je ne suis point, dit-il, cet assemblage de membres que l'on appelle le corps humain : je ne suis point un air délié et pénétrant répandu dans tous ces membres... je ne suis donc, précisément parlant, « qu'une chose qui pense », c'est-à-dire « un entendement, une raison » (2e *méditation*).

Ainsi, aux yeux de ce philosophe, l'homme n'est qu'une âme, à laquelle s'ajoute une machine perfectionnée appelée « le corps ».

De Bonald (2) semble partager le sentiment de Platon, lorsqu'il définit l'homme : « Une intelligence servie par des organes. »

L'expérience de chaque jour nous montre que l'union de l'âme et du corps est bien plus intime que ne le supposent ces philosophes.

Un instrument, une machine et un serviteur ne sont pas privés de l'existence parce que vous cessez de les employer.

Le corps humain, au contraire, n'existe qu'autant que l'âme le produit, le fait vivre, le soutient. Que l'âme disparaisse, aussitôt vous n'aurez plus un véritable corps humain, il ne restera qu'un cadavre qui ne tarde pas à se désagréger et à se dissoudre.

On le voit, le spiritualisme de Platon et de Descartes, qui ne veulent voir dans l'homme qu'une *âme*, ou un *esprit*, est une exagération manifeste.

---

(1) *René Descartes*, né à la Haye (Indre-et-Loir), le 31 mars 1596, mort le 11 février 1650, est considéré comme le père de la philosophie moderne.

Ses œuvres les plus connues sont : le *Discours de la méthode*, les *Méditations*, les *Principes de philosophie* et le *Traité de l'homme*.

Bien que Descartes fut chrétien, on trouve dans ses écrits le germe des principales erreurs de la philosophie contemporaine.

(2) Louis Gabriel Ambroise *De Bonald*, né au Monna, près Millau, en 1754 mort en 1840, est l'auteur d'ouvrages philosophiques fort remarquables dont les principaux sont : la *Théorie du pouvoir*, publiée en 1796 ; la *Législation primitive*, les *Recherches philosophiques*.

Malgré quelques erreurs philosophiques de détail, il est considéré comme l'un des apologistes les plus distingués de la cause catholique au XIXe siècle.

2. Idéalisme

Voici une opinion qui est encore plus excessive.

D'après une école moderne, qui a pris le nom d'école *critique* et dont le chef est l'allemand Kant (1), l'homme serait uniquement « la conscience ou le sentiment de ses propres pensées ».

Réduire l'homme à l'état d'une simple connaissance intime, c'est choquer le *sens commun*.

Pour se connaître, pour avoir conscience de soi-même, il faut manifestement posséder déjà l'existence : mais Kant ne s'arrête devant aucune absurdité. Un de ses disciples (2) va jusqu'à dire que tout ce qui existe n'est autre chose que la connaissance que nous en avons.

Ainsi, vous êtes dans votre maison, vous y pensez, alors elle existe ; vous cessez de la voir ou d'y songer, elle n'existe plus.

Vous avez des élèves : tant que vous les voyez ou que vous pensez à eux, ils existent : dès que vous cessez d'y songer, ils cesseront d'exister. Il n'existe que ce qui est dans l'idée ou l'idéal..

Voilà cependant les philosophes que nos incrédules exaltent avec enthousiasme ; c'est dans leurs écrits qu'ils vont puiser leurs systèmes anti-religieux. Lorsqu'on lit de telles excentricités, n'est-on pas obligé de reconnaître que l'Eglise est l'unique gardienne du bon sens sur la terre ?

Ajoutons que Kant, le grand inspirateur de la libre-pensée, s'exprime toujours d'une manière vague et nuageuse ; il ne s'est pas compris lui-même. Aussi ses disciples ont-ils formé plusieurs écoles opposées qui toutes prétendent enseigner la doctrine du maître.

---

(1) Emmanuel *Kant*, né à Koenigsberg, en 1724, s'appliqua à l'étude des mathématiques et de la philosophie nouvelle dont les principes se trouvent particulièrement condensés dans la *Critique de la raison pure* et la *Critique du jugement*.

Ses ouvrages ont exercé une influence désastreuse sur la philosophie de son temps et surtout sur celle du XIX^e^ siècle. Jamais homme ne contribua plus puissamment à troubler les esprits, et à jeter des nuages dans les idées les plus claires, tout en paraissant désireux de les élucider.

Kant, mort en 1804, est l'un des pères de l'incrédulité contemporaine.

(2) Jean Théodore *Fichte* (1762-1814), inspecteur de l'Université de Berlin.

3. Matérialisme

De tels excès devaient fatalement aboutir à une exagération contraire. Le spiritualisme exagéré, qui ne fait de l'homme qu'un esprit, et les extravagances de l'idéalisme, qui n'en fait qu'une idée, ont amené le *matérialisme*, qui ne voit dans l'homme que la matière ou le corps.

Cette grossière opinion n'est pas moins absurde que l'idéalisme.

Le bon sens ne proclame-t-il pas qu'il y a,dans les êtres vivants, une force spéciale qui n'existe pas dans les êtres privés de vie ? Comment expliquer, par de simples lois physiques, le développement d'une plante, d'un animal, d'un homme ? Comment la combinaison de divers éléments chimiques produirait-elle la nutrition, la connaissance, la sensation de tous les phénomènes par lesquels la vie se manifeste ? Ne serait-il pas ridicule de dire que c'est une combinaison chimique qui veut, qui a conscience de ses désirs, de ses sentiments ou de ses pensées ?

4. Unité du composé humain

D'après ce que nous avons dit, il est évident que l'homme n'est pas seulement une *âme*, ni seulement un *corps*, mais un *composé* d'une âme et d'un corps.

De cette union résulte une *personne unique*.qui s'appelle l'homme, une *nature unique*, qui s'appelle la nature humaine.

L'âme et le corps forment une personne unique. Que nos actions soient accomplies par notre âme ou par les organes de notre corps, nous disons également : « Je pense, je mange, je marche, je souffre, etc. » C'est toujours une seule et même personne qui dit : « Je veux, je marche, j'aime, je regarde, j'écoute. »

Bien plus, l'âme et le corps sont unis si intimement qu'ils ne forment qu'une seule nautre, appelée la *nature humaine* ou l'*homme*.

Essayez, en effet, de considérer un corps sans l'âme qui le fait vivre : vous n'avez plus qu'un cadavre.

Ce corps sans âme n'est donc pas la nature humaine.

Si vous envisagez l'âme sans le corps, vous ne pouvez pas davantage dire qu'elle soit un homme ; elle est un être incomplet, dépouillé d'une partie de lui-même, tant qu'elle n'est pas unie au corps qu'elle doit vivifier.

Ainsi la nature humaine suppose l'union de l'âme et du corps qui ne forment qu'une seule substance.

On peut donc définir l'homme « *une âme raisonnable incorporée* » ou bien «*un corps vivifié* par une âme raisonnable, ou mieux encore « *une substance composée d'un corps et d'une âme raisonnable.* »

II

Comment s'explique l'unité du composé humain ?

La matière et la forme

Comment se peut-il que le corps et l'âme soient unis en une seule substance ? Comment concevoir une union substantielle entre un corps et un esprit ?

Pour nous l'expliquer, les philosophes chrétiens nous font remarquer,à la suite d'Aristote (1) et de saint Augustin(2),les deux éléments qui constituent tout objet corporel : l'un qu'ils appellent la *matière* et l'autre qu'ils nomment la *forme substantielle* ou simplement *la forme.*

---

(1) *Aristote*, surnommé le *Philosophe*, parce qu'il est considéré comme le prince des sciences philosophiques, était né à Stagire, (Macédoine) l'an 384 avant Jésus-Christ.

Après avoir été disciple de Platon, qui l'appelait *l'Intelligence de l'école*, il devint maître à son tour et vit accourir de nombreux élèves.

Il dirigea l'éducation d'Alexandre le Grand, il alla ensuite fonder à Athènes l'école du *Lycée*, rivale de l'*Académie*.

Il enseignait en se promenant et il fut pour ce motif appelé le *Péripatéticien*, d'un verbe grec qui veut dire « se promener ». Ses disciples et son système reçurent le même nom.

Les œuvres d'Aristote sont très considérables, elles forment une véritable encyclopédie. Nul n'a poussé plus loin que lui l'étude des problèmes philosophiques.

Il mourut en 322.

(2) *Saint Augustin*, l'un des plus illustres docteurs de l'Eglise, était né en 354 à Tagaste, près d'Hippone, en Afrique.

Après avoir embrassé les erreurs des Manichéens, il revint à la foi catholique, grâce aux prières de sa mère et aux exemples de saint Ambroise, évêque de Milan, qui lui conféra le baptême.

Augustin avait 32 ans.

Ordonné prêtre par Valère, évêque d'Hippone, il ne tarda pas à devenir le coadjuteur et, quelque temps après, le successeur de ce pontife, dont il gouverna l'Eglise pendant 36 ans.

Saint Augustin est incontestablement un des plus vastes génies de l'humanité. Il a traité tous les sujets, particulièrement les questions théologiques et philosophiques. Parmi ses chefs-d'œuvre, nous signalerons la *Cité de Dieu* et les admirables commentaires de ce grand docteur sur l'Ecriture Sainte.

Saint Augustin est mort en 430.

Prenez, par exemple, un morceau de fer et un lingot d'or.

Dans chacun de ces deux fragments, il y a une certaine quantité de matière ; mais, dans le fer, cette matière n'est pas de même nature que dans l'or.

Il y a donc *quelque chose* qui distingue la matière du fer de la matière de l'or.

Ce quelque chose qui caractérise l'or s'appelle la *forme substantielle* de l'or ; ce qui est spécial au fer est la *forme substantielle* du fer.

Pour les philosophes, par conséquent, le mot *forme* n'a pas, comme dans le langage vulgaire, le sens de figure, d'aspect ; ce terme est à peu près l'équivalent du mot *nature*.

2. Forme substantielle des minéraux

On voit, par ce qui précède, qu'il y a, dans les minéraux ou êtres qui ne vivent pas, non seulement la *matière*, mais aussi une *forme* qui les distingue les uns des autres.

Il y a de la matière dans le fer, dans le caillou, dans l'or, dans l'argent ; mais chacune de ces substances a sa *forme* ou sa nature particulière. La forme du fer n'est pas la forme de l'or ; la forme ou la nature de l'argent n'est pas celle du caillou, etc.

Chaque substance inorganique a sa forme substantielle, c'est-à-dire une nature propre, qui distingue cette substance de toute autre substance.

Remarquons, en outre, qu'il n'existe pas de matière inorganique sans forme substantielle.

Essayez de vous imaginer une matière *réelle* avec du poids et de l'étendue : il faut nécessairement que cette matière soit ou du fer ou de l'or,ou de l'air,ou si l'on veut, un autre objet physique ou chimique, mais toujours un corps d'une nature ou forme substantielle déterminée.

Aucune *matière* ne peut donc exister sans une *forme*.

C'est en s'unissant avec sa forme qu'une substance acquiert sa réalité ; c'est cette forme substantielle qui lui donne son existence.

3. Forme substantielle des végétaux

Dans les plantes, aussi bien que dans les minéraux, il y a une *matière* et une *forme substantielle*.

Prenez, par exemple, un chêne, un poirier, un pommier. Dans tous ces végétaux, vous remarquerez une certaine quantité de *matière* ; mais la matière du poirier n'est pas celle du pommier ni celle du chêne. Chacun de ces arbres est d'une nature ou forme substantielle différente, et c'est ce qui les distingue les uns des autres.

Remarquez ici la puissance et l'énergie de cette *forme* substantielle. Elle existait déjà dans la graine qui a donné naissance à ces grands arbres.

A voir les petites graines qui produisent les plantes, vous croiriez souvent qu'elles sont absolument semblables et cependant chacune a sa nature propre, sa *forme substantielle.*

Et cette forme est précisément la forme qui va puiser, dans la terre et dans l'air,tout ce qui est nécessaire à l'existence et au développement de la plante.

C'est elle qui aura la vertu de trouver, autour d'elle, tous les éléments physiques ou chimiques dont elle a besoin, de les transformer d'abord en une herbe de son espèce, puis en une tige plus forte qui portera des fruits. Quelle vigueur ! quelle étrange merveille !

Ainsi, non seulement la forme substantielle distingue le végétal d'un autre végétal ; elle est encore le principe intérieur qui fait vivre et croître la plante ; elle se confond avec cette sorte d'âme d'ordre inférieur que nous avons appelée l'âme *végétative.*

4. Forme substantielle des animaux

Voyez maintenant la forme substantielle qui distingue les divers animaux. Combien elle l'emporte en énergie et en puissance sur celle qui diversifie les plantes !

Cette force intime, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, permet à l'animal de connaître les objets qui l'environnent et de se transporter vers ceux dont il a besoin.

Tandis que la forme substantielle de la plante ne puise ce qu'il lui faut que dans l'air qui l'entoure, l'animal peut reconnaître lui même la nourriture qui lui convient, et, pour la prendre, il va d'un endroit à l'autre.

Il conserve le souvenir des impressions qu'il a reçues ; il recherche les objets qui lui ont procuré des sensations agréables ; il s'éloigne de ceux qui lui en ont causé de pénibles.

5. L'âme, forme substantielle du corps humain

Dans le minéral, dans la plante, dans l'animal, nous avons reconnu la nécessité d'une forme substantielle, douée d'une énergie et d'une dignité plus grandes, à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des êtres.

L'homme, à son tour, se distingue des autres êtres par une forme substantielle qui donne à son corps l'existence, la vie, le développement et qui lui procure en outre la connaissance et le vouloir : cette forme substantielle, c'est son âme.

Tel est l'enseignement de l'Eglise catholique, qui, dans le concile œcumérique de Vienne ,déclare hérétique « quiconque oserait prétendre que l'âme humaine ou intelligente n'est pas essentielelment par elle-même la forme du corps humain. »

Le pape Léon X confirme la même doctrine et, dans le cinquième concile de Latran, il définit que « *l'âme intelligente est véritablement par elle-même et essentiellement* la *forme* du corps humain. »

Le pape Pie IX enseigne cette même vérité dans une lettre à l'évêque de Cologne. Il y proclame que, d'après la doctrine catholique, l'homme est composé d'un corps et d'une âme, de telle manière que l'*âme raisonnable est par elle-même la forme immédiate et véritable du corps*.

6. Conclusion

Il nous est facile maintenant d'expliquer comment l'âme et le corps sont unis en une seule substance.

Puisque l'âme, ainsi que nous l'avons expliqué, est la forme *substantielle* du corps humain, elle est le principe d'unité qui en rassemble les éléments. Elle pénètre en quelque manière tous les organes de ce corps comme la *nature* ou *forme* de l'or pénètre tous les atomes d'un morceau d'or, comme la *forme substantielle* de la vigne est répandue dans toutes les fibres d'un cep vigoureux.

Non seulement l'union de l'âme et du corps n'empêche pas qu'il y ait dans l'homme une substance *une*, quoique composée mais encore la présence de l'âme est nécessaire pour réunir en un seul tous les nombreux *corps simples* et les principes immédiats si divers qui concourent à la composition du corps humain.

De là vient que les impressions sensibles, que nous ressentons, sont éprouvées non par l'âme seule, mais par le composé humain tout entier.

C'est aussi la raison de l'impression éprouvée par les organes corporels, même dans les travaux purement intellectuels. L'intelligence n'a aucun organe ; mais l'âme intelligente fait naturellement ressentir au corps, dont elle est la forme, l'influence de ses opérations les plus intimes.

III

Comment s'exerce l'action mutuelle de l'âme et du corps ?

Lorsque l'on part d'un faux principe, on est obligé d'en admettre les conséquences.C 'est ce qui est arrivé aux divers philosophes qui n'adoptent pas la doctrine catholique, au sujet de l'unité du composé humain. Ils ont recours, pour expliquer l'action mutuelle de l'âme et du corps, aux systèmes les plus bizarres, parmi lesquels nous nous contentons de rappeler les plus connus.

1. Système du médiateur plastique

Deux philosophes protestants, l'un anglais, Rodolphe Cudworth (1), l'autre, suisse, Jean Leclerc (2), ont emprunté à Platon l'explication appelée *système du médiateur plastique.*

Dans leur pensée, l'âme ne peut pas absolument agir sur le corps, ni le corps agir sur l'âme. Ce rôle appartiendrait à un intermédiaire supposé, qu'ils appellent *médiateur plastique.*

Ce médiateur exerce entre l'âme et le corps un office analogue à celui qu'un interprète remplit entre deux per-

---

(1) Rodolphe *Cudworth*, philosophe anglais et protestant, grand admirateur de Platon, né en 1617 et mort en 1688, a composé le *Système intellectuel de l'Univers.*

(2) Jean *Leclerc*, pasteur protestant, né à Genève en 1657, devint au commencement du XVIII^e^ siècle, l'un des apôtres de l'incrédulité. Il a composé un grand nombre d'écrits les uns en latin et les autres en français.
Il mourut en 1736.

sonnes qui désirent se comprendre et qui ne parlent pas la même langue. Cette troisième substance communique à l'âme les impressions du corps, et elle transmet au corps les impulsions ou mouvements de l'âme.

La réfutation est facile.

Si l'âme et le corps ne peuvent pas agir l'un sur l'autre, comment le feraient-ils sur une substance intermédiaire ? Ou bien cette prétendue substance est spirituelle, et, d'après les auteurs du système, le corps ne peut pas avoir sur elle plus d'action que sur l'âme ; ou bien elle est corporelle, et alors l'âme aura, pour lui imprimer son impulsion, autant de difficultés que pour la communiquer au corps.

Ainsi ce *médiateur plastique* n'explique rien ; il invente sans raison une substance nouvelle, et il ne fait que reculer la difficulté en la compliquant davantage.

2. Système des causes occasionnelles

D'après le Père Malebranche (1), c'est une illusion de croire que l'âme agit sur le corps, et que le corps agit sur l'âme. Il n'en est rien, dit-il. Qu'est-ce qui se passe donc ? C'est Dieu qui agit directement sur le corps et sur l'âme.

Lorsque, par exemple, le corps est blessé, Dieu fait éprouver à l'âme une impression de douleur. Si mon âme veut que je marche, Dieu fait aussitôt mouvoir mon corps ; mais le corps et l'âme n'ont aucune action l'un sur l'autre ; ce sont comme des horloges différentes qui marquent continuellement la même minute, parce que le même horloger est toujours là pour les mettre d'accord.

Tel est le système appelé des *causes occasionnelles*, d'après lequel les actes de l'âme ne seraient pas la cause véritable des mouvements du corps, ni les sensations corporelles la cause des impressions de l'âme ; elles en seraient seulement l'*occasion*. Dieu remue mon bras, à l'occasion de l'acte de ma volonté qui le décide ainsi ; mais, dit Malebranche, « la volonté des esprits n'est pas ca-

---

(1) Nicolas *Malebranche* (1638-1715) oratorien célèbre, né à Paris, a composé plusieurs ouvrages remarquables de métaphysique, notamment la *Recherche de la vérité*, les *Méditations métaphysiques et chrétiennes*.

Il appartient à l'école de Descartes.

pable de mouvoir le plus petit corps qu'il y ait au monde. »

Si Malebranche n'était pas un philosophe de marque, cette explication ne mériterait pas d'être mentionnée. Elle choque manifestement le sens commun et notre expérience personnelle. Nous sentons très bien que c'est notre âme qui fait mouvoir notre corps. Au besoin nous en aurions la preuve dans la résistance que nous offre souvent le corps et dans les difficultés que nous avons parfois à surmonter pour le faire agir.

3. Système de l'harmonie préétablie

Le système de l'harmonie préétablie, imaginé par Leibnitz (1), ressemble au précédent.

Ce philosophe part de ce faux principe, qu'une substance ne peut agir sur une autre substance. Ainsi, impossible d'admettre l'action réelle de l'âme sur le corps, ou du corps sur l'âme.

Notre âme, dit Leibnitz, est une horloge que Dieu a parfaitement réglée, en la créant, et dont il a déterminé d'avance toutes les impressions, tous les désirs, toutes les pensées, tous les actes. En même temps, il a destiné à cette âme un corps dont il a précisé avec non moins de soin toutes les évolutions et tous les changements successifs. C'est une autre horloge qui sera toujours en parfaite harmonie préétablie ou fixée d'avance. Vous allez à la promenade, vous croyez que votre âme y pousse votre corps qu'elle anime : erreur, prétend Leibnitz. Dieu, en vous créant, vous avait imprimé cette intention, comme toutes les autres que vous pourrez avoir, et il n'avait pas manqué de faire accorder avec tout ce qui devait s'accomplir dans votre âme la série des mouvements corporels qui se succèdent dans votre vie.

Ici, non seulement le sens commun est choqué, mais la

---

(1) Godefroi Guillaume *Leibnitz*, (1646-1716) était né à Leipzig, ville d'Allemagne. Jeune encore, il fit paraître sur les mathématiques et sur les doctrines théologiques plusieurs travaux qui attirèrent sur lui l'attention.

Il publia également divers ouvrages philosophiques, notamment les *Nouveaux essais sur l'entendement humain*. Quoique protestant, Leibnitz avait un esprit large et il fut en correspondance avec Bossuet pour tenter de réconcilier le protestantisme avec le catholicisme.

responsabilité humaine est complètement détruite. Si Dieu avait réglé d'avance la succession de tous les désirs et de tous les actes de notre âme, c'est lui qui en serait l'unique auteur responsable. Il faudrait lui attribuer les crimes même que nous commettons.

Mais pourquoi nous attarder à réfuter ces vaines imaginations ? Qui de nous ne sent très bien que, lorsque nous voulons mettre notre corps en mouvement, c'est bien notre volonté qui le fait agir et que l'impulsion prétendue qui déterminerait fatalement toutes les modifications de notre corps, n'est qu'une fantaisie déraisonnable de Leibnitz ?

4. Système de l'influx physique

Les rêveries de Malebranche et de Leibnitz, qui avaient nié l'action réelle et réciproque de l'âme et du corps, ne pouvaient longtemps être prises au sérieux. Aussi Euler (1) et Newton (2) ne tardèrent-ils pas à proclamer que l'âme agit réellement sur le corps, qui, de son côté, agit lui-même sur l'âme.

Ils méconnaissaient d'ailleurs, comme Descartes, l'unité de substance du composé humain.

D'après eux, le corps et l'âme ont une existence distincte ; ils exercent l'un sur l'autre une action ou influence naturelle que ces philosophes appellent l'*influx physique*. Ce système n'est pas une explication, c'est une simple affirmation.

Les partisans de l'influx physique se contentent de dire que l'âme, pour transmettre ses volontés aux organes du corps, se sert des nerfs, qui lui apportent à leur tour les impressions des sens. Mais comment admettre que le corps, qui est inerte de sa nature, puisse par lui-même exercer sur l'Âme une influence directe et naturelle ?

---

(1) Léonard *Euler* (1707-1783) célèbre savant protestant, était né à Bâle. Ses principaux écrits sont des ouvrages sur les mathématiques et ses *Lettres à une princesse d'Allemagne sur plusieurs objets de physique et de philosophie*.

(2) Isaac *Newton* (1642-1727) l'un des plus illustres mathématiciens et astronomes dont s'honore la science, a découvert les lois de la gravitation universelle. Il était né à Woolsthurpe, comté de Lincoln, en Angleterre.

5. Explication des philosophes catholiques

Avec la doctrine catholique de l'unité du composé humain, l'explication devient facile. L'âme, étant la forme substantielle du corps, ne constitue avec ce corps qu'une seule substance. L'âme et le corps possèdent en commun une même existence.

N'est-il pas évident dès lors qu'ils doivent agir l'un sur l'autre ? Sans l'âme, le corps ne peut rien faire ; il tient de l'âme ses facultés, son action et même son existence ; de son côté, l'âme, dans sa condition présente, est créée pour vivifier le corps et pour agir en union avec lui.

Il y a donc nécessairement une influence mutuelle et constante de l'âme sur le corps et du corps sur l'âme : c'est une conséquence de l'unité du composé humain.

—o—

Remarquons à ce sujet combien il est indispensable aux meilleures intelligences de consulter la tradition catholique dans leur investigations philosophiques. Si Malebranche et Leibnitz avaient été fidèles à cette règle de conduite, que de lumière, ils auraient pu projeter sur la philosophie ! Ils l'ont méconnue et leurs prodigieux travaux n'ont eu pour résultat que des systèmes qui choquent le sens commun.

IV

Dans quelle partie du corps se trouve l'âme ?

1. L'âme est dans chaque partie du corps

Saint Augustin répond très clairement à cette question.

« L'âme, dit-il, est tout entière, non seulement dans l'ensemble du corps auquel elle est unie, mais encore dans chaque partie de ce corps. »

Avec ce saint docteur, tous les philosophes catholiques enseignent que l'âme humaine se trouve tout entière en même temps dans chaque partie du corps.

Cette doctrine est une conséquence de l'union substantielle qui existe entre l'âme et le corps de l'homme.

Si l'âme n'était que le moteur du corps, elle pourrait

n'avoir son siège que dans une seule partie du corps ; de là elle transmettrait son impulsion au corps tout entier, comme, par exemple, dans une montre, le grand ressort met en mouvement tous les rouages.

Telle était l'idée de Platon qui plaçait l'âme dans la tête. Descartes, imbu d'une opinion analogue, voulait qu'elle fut dans le cerveau : il lui assignait pour siège la glande pinéale. Il alléguait d'ailleurs des raisons physiologiques dont la science contemporaine a démontré la futilité.

Mais l'âme n'est pas un simple moteur ; elle est, nous l'avons vu, la forme substantielle du corps. C'est par elle que le corps humain a non seulement la vie, mais la nature qui lui est propre ; si vous lui enlevez l'âme, ce n'est plus un corps humain.

Par conséquent, partout où se trouve le corps, il faut aussi la présence de l'âme ; toute partie d'où l'âme serait absente ne serait pas une partie de l'homme, car elle n'aurait point la forme substantielle qui lui communique son existence propre.

L'expérience confirme cette doctrine philosophique. Dès que l'âme quitte le corps qu'elle vivifiait, chaque partie de ce corps est aussitôt privée de l'action qui lui est propre : l'œil cesse de voir, la main cesse de toucher, l'oreille n'entend plus.

De plus, nous sentons très bien que la chaleur, le froid, la douleur et les autres impressions du même genre affectent notre âme dans toutes les parties du corps qui en sont atteintes.

L'âme se trouve donc dans tout le corps et dans chaque partie du corps.

2. L'âme n'est pas dans le corps par manière de quantité

Comment concevoir que l'âme puisse se trouver à la fois dans toutes les parties du corps ?

Gardez-vous de supposer que l'âme est dans chaque partie du corps, comme un objet matériel est dans la boîte qui le renferme, comme l'eau se trouve dans le vase qui la contient.

Seuls, les objets corporels peuvent ainsi occuper une place matérielle déterminée.

L'âme, étant spirituelle, n'est pas précisément contenue par le corps qu'elle forme et qu'elle fait vivre ; ce serait elle, plutôt, qui contiendrait le corps humain, comme la force intime d'une plante ou d'une graine contient l'arbre qu'elle fait croître. Nous pouvons avoir une idée de cette propriété de l'âme par notre propre pensée qui d'une manière différente, mais non moins mystérieuse, renferme les divers objets auxquels elle s'applique.

Mais comment l'âme peut-elle se trouver tout entière dans chaque partie du corps ?

Ce n'est pas en *quantité*. Quand un objet matériel est placé dans un lieu quelconque, il s'y trouve en *quantité*. Il occupe une certaine place. Les métaux, les pierres et les autres objets corporels ont besoin d'espace parce qu'ils forment une quantité ; ils ont des parties distinctes ; ils ont de l'étendue, une partie occupe un endroit et les autres parties se trouvent dans une place différente.

L'âme, étant incorporelle n'a ni partie, ni quantité ; par conséquent elle ne peut pas être dans le corps par manière de *quantité*, comme le serait un objet matériel. Vous ne pouvez pas dire que la moitié de l'âme, par exemple, se trouve d'un côté du corps et l'autre moitié de l'autre côté ; non, l'âme est tout entière dans tout le corps.

3. L'âme est par son essence dans chaque partie du corps

Mais si elle n'y est pas par manière de quantité, comment y est-elle ? Elle y est avec toute la perfection de sa *nature*, oc, comme disent les philosophes, de son *essence*.

Voyez, par exemple, une belle couche de neige. Dans cette couche, où est la *blancheur ?* Vous ne direz pas que, dans une partie de la neige, il y a une moitié de la blancheur et dans une partie l'autre moitié ; mais, dans chaque partie de la neige, vous reconnaîtrez la blancheur tout entière, c'es-à-dire tous les caractères qui la constituent, avec toute son *essence*, avec toute sa *perfection*.

De même, dans un lingot d'or pur, la *forme substantielle* ou *nature* de ce lingot d'or est tout entière dans chacune des parcelles dont il est composé. En chaque parcelle, se trouve la *nature* ou l'*essence* de l'or, aussi bien que dans le lingot tout entier.

4. L'âme n'agit pas dans tout le corps avec la même force

Il y a une troisième manière, pour un objet, de se trouver dans un autre objet ; c'est d'y être par sa *force*, sa *puissance*, son *énergie*. Prenez, par exemple, un fer rouge: le feu se trouve dans ce fer par sa *force* ou son *énergie* ; il est de la même manière dans le bois qu'il consume.

L'âme est-elle tout entière dans chaque partie du corps par sa *force* ou son *action* ?

L'expérience nous répond que son énergie, sa force et sa puissance diffèrent suivant les parties du corps où elle agit. Ainsi l'âme a la vertu de voir les choses corporelles, et cependant elle n'exerce pas cette faculté par les oreilles et par les mains ; elle n'entend pas par les yeux... Chaque organe est destiné à une faculté particulière de l'âme, qui n'exerce son action totale et complète qu'au moyen de tous les organes réunis en un seul corps.

On peut remarquer quelque chose d'analogue dans la *blancheur* de la neige. Quoique tout entière, avec toute sa nature et toute sa perfection, dans une seule parcelle de neige, elle n'y est pas avec toute sa puissance et toute son énergie. Dans une certaine quantité de neige, la blancheur frappera vivement votre regard, réfléchira le soleil et produira d'autres effets qu'il vous sera impossible de constater si vous n'avez devant vous qu'une parcelle de neige presque imperceptible.

CHAPITRE II

—o—

FACULTÉS DE L'AME HUMAINE

Une faculté, c'est le pouvoir ou la puissance de faire quelque chose. Les facultés de l'âme sont donc comme des instruments au moyen desquels l'âme opère et agit.

Certaines facultés que nous avons se trouvent seulement dans notre âme ; d'autres ont leur siège dans le composé humain, c'est-à-dire dans l'âme et le corps unis ensemble ; cependant ces dernières facultés elles-mêmes ont leur principe dans l'âme. Le corps, privé de l'âme, serait inerte et n'exercerait aucune faculté.

On distingue cinq sortes de facultés :

1° Les facultés *végétatives* ; 2° les facultés *sensitives* ; 3° les facultés *intellectuelles* ; 4° les facultés *appétitives* ; 5. la faculté de *locomotion*.

ARTICLE PREMIER

Facultés végétatives

Les facultés végétatives sont celles qui permettent à l'âme de nourrir et de faire croître le corps auquel elle est unie. C'est donc sur le corps et par le corps que s'exercent directement ces facultés.

Aussi ne se trouvent-elles pas seulement dans l'âme, mais dans le composé humain tout entier.

C'est au moyen de ces facultés qu'un être possède la vie. On les remarque dans le dernier degré de l'échelle des êtres vivants qui, pour ce motif, sont appelés *végétaux*.

Les facultés végétatives sont au nombre de trois :

1° La faculté de *nutrition*, au moyen de laquelle l'être vivant se nourrit et transforme en sa propre substance les aliments qu'il puise autour de lui.

2° La faculté d'*accroissement*, par laquelle il peut grandir et se développer.

3° La faculté de *reproduction*, qui permet au végétal de reproduire d'autres êtres de même nature.

Prenez un chêne, par exemple : il se nourrit, c'est-à-dire qu'il a la faculté de puiser dans la terre et dans l'air ce qui lui est nécessaire pour vivre ; il se *développe* et *grandit*, en s'assimilant les substances dont il se nourrit. Enfin il se *reproduit* en portant des fruits ou glands qui, jetés en terre, peuvent devenir à leur tour des chênes vigoureux.

Ces facultés de la vie végétative, que nous remarquons dans les êtres vivants d'un degré inférieur, sont aussi l'apanage des animaux et de l'homme. Les âmes d'un ordre supérieur possèdent, indépendamment des facultés qui leur sont propres, celles qui appartiennent aux divers êtres des degrés inférieurs.

L'étude de ces trois facultés est du domaine de la *physiologie*, qui étudie les organes et les fonctions de nutrition et de reproduction. Il nous suffit d'avoir rappelé que c'est l'âme qui est le principe de toutes ces manifestations de la vie.

ARTICLE II

Des Sens

Les facultés *sensitives*, comme les facultés végétatives, appartiennent au composé humain tout entier ; elles sont communes à l'âme et au corps. A ce titre, on les appelle facultés *organiques*, parce qu'elles s'exercent par des *organes*, bien que le principe de toutes ces facultés réside dans l'âme. On leur donne le nom de *sens*, du latin *sensus*, formé du verbe *sentire* « sentir, connaître. »

Ainsi les sens sont des facultés, au moyen desquelles nous percevons les objets matériels ou physiques ; de là vient que ces objets sont appelés *sensibles*.

Les philosophes chrétiens distinguent les sens *extérieurs* et les sens *intérieurs*.

Parlons successivement des uns et des autres.

Sens extérieurs

Les sens extérieurs sont ceux qui ont un organe externe. Tout le monde sait qu'il y en a cinq ; *la vue, l'ouïe, l'odorat, le goût* et *le toucher*.

1. La *vue* est, dit S. Augustin, le plus noble de tous les sens. Elle perçoit la lumière et les couleurs. Les yeux en sont l'organe. L'image des objets extérieurs est imprimée sur la rétine au moyen des rayons lumineux et elle est transmise au cerveau par l'intermédiaire du *nerf optique*.

2° Le sens de l'*ouïe* nous fait percevoir les sons. En nous faisant entendre la parole, il nous apporte les pensées de nos semblables. Il est ainsi un moyen puissant d'éducation et d'enseignement. L'organe de l'ouïe, c'est l'oreille dont le tympan reçoit les vibrations des corps sonores, que le nerf acoustique transmet au cerveau.

3° L'*odorat* est un sens inférieur au précédent. Il nous fait connaître les *odeurs* ou particules extrêmement subtiles qui se dégagent de certains corps appelés corps *odorants* et qui se répandent dans l'air. Ces odeurs, en pénétrant dans les *fosses nasales*, y produisent une sensation spéciale que le cerveau reçoit au moyen du *nerf olfactif*.

4° Le *goût* a pour organe la *cavité buccale*, particulièrement le *palais* et la partie antérieure de la langue. Il perçoit les saveurs dont le *nerf gustatif* fait parvenir l'impression jusqu'au cerveau.

5. Le *toucher* est répandu dans toutes les parties du corps, la main en est le principal organe. Il nous fait connaître le poids des corps, leur degré de dureté ou de mollesse, de poli ou de rudesse, de chaleur ou de froid et particulièrement leur résistance. C'est par les *nerfs tactiles* que les impressions du toucher arrivent au cerveau.

Ce sens est moins délicat que les autres, qui s'exercent sur des objets impalpables. Aussi est-il moins sujet à l'illusion, et Delille a pu dire de lui :

Le toucher, roi des sens, les surpasse en richesse.

Tous nos sens d'ailleurs nous font connaître avec certitude les objets qui sont de leur domaine, pourvu qu'ils soient sains, bien disposés, qu'ils s'exercent d'une manière normale et qu'il n'y ait point d'intermédiaire capables d'altérer les impressions qu'ils reçoivent.

L'impression que les objets extérieurs produisent sur notre âme au moyen des sens a reçu le nom de *sensation*.

Cette impression ou sensation est inséparable de la perception des objets qu'elle nous fait connaître, et c'est à tort que la plupart des philosophes modernes distinguent la sensation de la perception ou connaissance sensible. Lorsque, en plongeant mes mains dans l'eau chaude, j'éprouve la sensation de la chaleur, je connais en même temps l'existence de l'eau chaude. Si mon œil éprouve la sensation de la lumière, il en perçoit par là-même la présence.

Nous n'étudions pas ici la sensation au point de vue physiologique. Contentons-nous de dire qu'elle est accompagnée d'un mouvement nerveux transmis par l'extrêmité des nerfs qui ont été ébranlés.

Sens intérieurs

Les *sens internes* ou *intérieurs* sont au nombre de quatre : le *sens commun* ou *centralisateur*, *l'imagination*, *l'estimative* ou *discernement instinctif* et la *mémoire*. Tous ces sens intérieurs ont pour organe le *cerveau* ou *encéphale*.

Sens commun

Les philosophes désignent, sous le nom de *sens commun*, un sens intérieur à l'aide duquel notre âme se rend compte des sensations de toute sorte qu'elle reçoit du dehors et les distingue les unes des autres. Ce sens est ainsi nommé parce qu'il est le centre *commun* de toutes les impressions dont nos sens extérieurs ont été affectés.

Cette faculté « qui réunit les sensations, dit Bossuet, est appelée le *sens commun* ; terme qui se transporte aux opérations de l'esprit, mais dont la signification propre est celle que nous venons de remarquer. »

Il est utile de rappeler que, dans le langage ordinaire, ce terme est pris dans une acception toute différente.

Il est aisé de concevoir la nécessité de ce sens *commun* ou *centralisateur*. Sans lui, comment pourrait-il y avoir de l'unité dans les connaissances de notre âme ?

Comment les distinguerions-nous, s'il n'y avait pas un sens intérieur chargé de ce travail ? Comment pourrions-nous grouper ensemble les impressions de même nature, les rattacher aux causes qui les produisent ? Lorsque, par

exemple, je sens la chaleur du feu, que j'en aperçois la lumière, que j'entends le pétillement qui s'y produit, voilà trois sortes de sensations distinctes causées par un même objet : le toucher, l'ouïe, la vue m'indiquent à la fois la présence du feu. N'ai-je pas besoin d'un nouveau sens pour avoir conscience de ces trois impressions entrées par des portes diverses, pour les grouper ensemble, pour savoir qu'elles proviennent d'un même objet extérieur ?

Ce sens centralisateur a son organe aussi bien que les sens extérieurs. Il réside dans le cerveau, instrument délicat, qui reçoit lui-même, au moyen du système nerveux, toutes les impressions des sens extérieurs.

Imagination

Ce sens est ainsi appelé parce qu'il désigne la faculté qu'a l'âme de se faire une *image* intérieure des objets.

L'imagination est une sorte de trésor intime où se conservent les impressions précédemment reçues.

Lorsque nous ne sommes plus en présence des objets qui ont frappé nos sens, nous pouvons réveiller en nous une image de ces mêmes objets, nous pouvons même produire d'autres images qui résultent de diverses sensations que nous avions auparavant éprouvées.

Ainsi, imaginer une chose, c'est la sentir, mais d'une manière tout autre que si elle était actuellement présente à nos sens extérieurs.

L'imagination, comme le sens commun, a pour organe le cerveau. Elle est excitée, non seulement par les objets eux-mêmes, mais encore par le langage, et par les circonstances de toute sorte qui sont capables de réveiller le souvenir d'un objet sensible.

Estimative

L'*estimative* ou *discernement instinctif* est une sorte de jugement. C'est un sens particulier, au moyen duquel nous connaissons certaines qualités des objets corporels, bien que ces qualités ne tombent pas directement sous nos sens. L'estimative distingue particulièrement les objets utiles des objets nuisibles.

Ce sens se trouve chez les animaux eux-mêmes ; il leur permet de choisir la nourriture qui leur convient ; l'oiseau connaît, au moyen de l'estimative, les pailles qui lui

serviront à construire son nid ; la brebis prend la fuite aux approches du loup.

Dans l'homme, l'*estimative* est perfectionnée par l'expérience et la raison ; mais le petit enfant en est déjà pourvu pour les besoins de sa conservation.

Lorsque cette faculté est éclairée par les lumières de la raison, on lui donne quelquefois le nom de *raison particulière* ; dans ce cas, elle n'est pas seulement un sens ; elle reçoit alors l'influence plus ou moins accusée des lueurs de l'intelligence.

Mémoire

La *mémoire* est le couronnement de tous les autres sens intérieurs. Elle recueille et conserve les impressions qu'ils ont reçues ; elle reconnait toutes les images conservées par l'imagination et toutes les appréciations de l'estimative.

Ainsi tous les autres sens procurent à la mémoire les richesses qu'elle a pour but de conserver.

ARTICLE III

Facultés intellectuelles

1. Notion de l'intelligence

Les facultés végétatives et les facultés sensibles n'appartiennent pas seulement à l'âme, elle résident à la fois dans l'âme et dans le corps. C'est pourquoi elles ont pour instrument un organe corporel.

Mais voici une faculté qui existe dans l'âme seule et qui ne peut s'exercer par le moyen d'aucun organe, parce qu'elle est purement spirituelle : c'est l'*intelligence*.

Pour la plupart ds philosophes modernes, l'*intelligence* ne se distingue pas de la faculté de connaitre ; c'est à elle qu'ils rattachent les connaissances même purement sensibles. C'est pourquoi, d'après eux, les animaux eux-mêmes sont intelligents.

Quoique assez communément admise, cette acception n'est pas conforme à la signification primitive et à la notion réelle du mot « intelligence » ; elle ne peut d'ailleurs qu'amener du trouble et de la confusion dans les idées.

Nous attacherons donc à ce terme le sens beaucoup plus restreint que lui donnent les philosophes catholiques. Pour eux, l'*intelligence* est « la faculté de connaître ce qui est *immatériel* ».

Cette faculté est ainsi nommée du latin *intus legere* «lire dedans ». Pourquoi ? Parce qu'elle pénètre à travers l'écorce des choses sensibles, pour y découvrir les idées immatérielles et les vérités dont elle acquiert la connaissance.

Sur la terre, en effet, nous ne pouvons pas connaître les choses immatérielles d'une manière directe Notre intelligence est unie à un corps ; elle n'existe et n'agit ici-bas que sous l'enveloppe du corps.

Elle subit nécessairement les conséquences de sa condition présente et elle ne connait les choses immatérielles qu'au moyen dss objets sensibles qui en sont en quelque sorte l'écorce et le miroir.

Dans le langage strictement philosophique, on donne parfois le nom d'*intellect* à la *faculté* que nous avons de connaître les choses immatérielles, et le nom d'intelligence s'applique plus spécialement à l'*exercice* même de cette faculté, à l'action de connaître ou de comprendre. Mais habituellemnt, les mots *intellect* et *intelligence* s'emploient l'un pour l'autre.

2. Opérations de l'intelligence

Dans le travail de l'intelligence, il y a plusieurs actes ou opérations qu'il est bon de connaître : 1. l'*abstraction* ; 2. la *réflexion* ou *conscience* ; 3. le *ugement* ; 4. le *raisonnement*.

1. Abstraction

La première opération de l'intelligence, c'est l'*abstraction*, ainsi nommé du latin *abstrahere* « tirer de, séparer», Elle consiste en effet à tirer d'un objet sensible une connaissance imatérielle.

Idées

Voici, par exemple, des arbres qui frappent mes regards. Non seulement une empreinte sensible de ces arbres se fixe dans mon imagination ; mais je me rends

compte de ce qui distingue un arbre d'un autre objet. A la vue des arbres que j'ai considérés, j'ai acquis une connaissance immatérielle de l'*arbre* et lorsque j'en verrai d'autres, je pourrai dire aussitôt : « Voilà des arbres ». C'est que mon esprit a dégagé des arbres matériels qui étaient sous mes yeux, l'*idée* même d'un arbre, et cette idée qu'il conserve, je puis l'appliquer non seulement à tous les arbres que je rencontrerai, mais encore à tous les arbres imaginables.

Prenons maintenant divers objets de couleur *blanche*. Je les regarde et je ne m'occupe que de la *blancheur* qui appartient à chacun d'eux. Cette blancheur n'est pas, elle-même, un être matériel.

Cette idée ne me représente pas tel ou tel objet *blanc*, mais c'est la *blancheur*, dégagée, dans mon esprit, de toute matière, et susceptible de se rencontrer dans une multitude indéfinie de choses diverses.

Une connaissance ainsi obtenue, au moyen de l'abstraction, s'appelle *idée*, *notion ou concept*.

Il y a, comme on le voit, deux sortes d'abstractions : l'une consiste à tirer mentalement d'un objet matériel, qui existe en réalité, comme un arbre, une pierre, une maison, l'idée de cet objet lui-même ; l'autre nous fait dégager d'un objet non pas l'idée de cet objet, mais l'idée d'une qualité qui appartient à cet objet et qui ne saurait exister par elle-même, comme la *blancheur*, la *rondeur*, la *largeur*, *l'étendue*. Ces qualités ne subsistent que dans les êtres, elles n'ont que l'existence idéale qui leur est donnée par l'*abstraction* de notre esprit ; aussi les noms qui les désignent sont-ils appelés noms *abstraits*.

Notions générales

Les idées que l'inteligence acquiert au moyen de l'abstraction sont dites *générales* ou *universelles*, parce qu'elles ne s'appliquent pas seulement à un objet particulier, mais à une multitude indéfinie d'objets de même nature.

L'idée d'*arbre*, par exemple, s'étend à tous les arbres imaginables ; l'idée de *couleur* à toutes les couleurs possibles.

Parmi les notions universelles, il y en a qui sont plus générales que d'autres : l'idée d'*arbre* est plus générale

que celle de *chêne*, moins générale que celle de végétal ; l'idée d'*oiseau* est plus générale que celle d'*aigle*, elle l'est moins que celle d'*animal*.

C'est ce qui donne lieu à la division en *genres* et en *espèces* des diverses sortes d'êtres qui existent dans la nature.

« Le *genre*, dit Bossuet, est ce qui convient à plusieurs choses différentes en espèce.

» L'*espèce* est ce qui convient à plusieurs choses différentes seulement en nombre.

» La *différence* est ce qui, ajouté au genre, constitue l'espèce. »

L'idée d'*oiseau*, par exemple, est un genre ; l'*aigle* est une espèce d'oiseau : la *différence* consiste dans les caractères essentiels qui servent à distinguer l'aigle des autres oiseaux.

La même idée peut-être à la fois *genre* et *espèce* : genre par rapport aux idées moins générales, espèce par rapport à une idée plus générale.

Ainsi l'idée d'*oiseau* est genre par rapport à l'*aigle* ; elle est *espèce*, si on la rapproche de l'idée *d'animal*.

Notions fondamentales

Il y a certaines idées générales qui sont dites *fondamentales*, parce que toutes les autres s'y rattachent. Signalons les idées fondamentales de *substance*, de *quantité*, de *rapport*, de *qualité*.

1° La *substance* est « un être qui existe par lui-même», qui n'a pas besoin, pour exister, d'être fixé à un autre objet. Un *arbre*, une *pierre*, un *homme*, sont des *substances*, parce que ces divers êtres *subsistent* par eux-mêmes ; la *couleur*, la *blancheur*, l'*étendue* ne sont pas des substances, parce qu'elles se trouvent dans un objet auquel elles sont inhérentes.

Tout ce qui ne peut exister par soi-même s'appelle, dans le langage philosophique, *accident*. L'accident est donc l'opposé de la substance.

2. La *qualité* est un accident qui donne à une substance une manière d'être particulière ; la *couleur*, la *vertu*, la *santé*, sont des qualités.

3° On appelle *quantité* « tout ce qui est divisible, » ou,

en d'autres termes, « tout ce que l'on peut augmenter ou diminuer ». Les sciences mathématiques ont pour objet spécial l'étude des quantités.

4° Tout ce qui fait qu'une chose peut en rappeler une autre se nomme *rapport* ou *relation*. L'objet que l'on considère tout d'abord est le *sujet* de la relation : celui qui est rappelé par ce sujet en est le *terme* et le lien qu'il y a entre eux est le *fondement* de la relation.

Voici, par exemple, une colombe dont la blancheur me rappelle un cygne ; la *colombe* est le sujet du rapport, le *cygne* en est le terme, la *blancheur* en est le fondement.

Si je considère, dans une personne, sa qualité de *créature*, cette créature sera le sujet du rapport, le *Créateur* en sera le terme, et ce rapport a pour fondement la création.

2° *La conscience*

Qu'est-ce que la conscience ?

Gardons-nous de confondre la conscience, considérée comme un acte de l'intelligence, avec la conscience *morale*, dont il est souvent question dans le langage ordinaire.

La conscience morale est une lumière intérieure qui nous permet de distinguer le bien du mal. La conscience dont nous parlons ici est celle qu'on nomme conscience *psychologie* : c'est la connaissance que nous avons des actes ou opérations de notre intelligence.

Les philosophes chrétiens ont soin de distinguer la conscience *habituelle* et la conscience *actuelle*.

La conscience *habituelle* est en quelque sorte à l'état *latent* : elle fait que l'âme, se trouvant présente à elle-même, se connaît et connaît ses propres actes, même lorsqu'elle ne s'en rend pas compte, comme le savant connaît, alors même qu'il n'y songe pas, certaines matières qu'il a étudiées. Cette conscience est dite « habituelle » parce qu'elle habite ou réside d'une façon permanente dans l'âme.

La conscience *actuelle* est la connaissance que l'âme reçoit de ses opérations intellectuelles en se repliant sur elle-même ; elle s'appelle *conscience réfléchie*, parce qu'elle met l'âme en face d'elle-même, comme un objet qui se réfléchit dans une glace. Ce retour de l'âme sur elle-même s'appelle la *réflexion*.

Ainsi la conscience actuelle ne diffère pas, à proprement parler, de la réflexion.

La conscience psychologique n'est pas, comme l'ont prétendu certains philosophes, une faculté spéciale de l'âme ; c'est le regard de l'intelligence se repliant sur elle-même.

Un être matériel est incapable de rentrer ainsi en lui-même ; mais notre âme est douée de cette ressource, parce qu'elle est spirituelle ; elle se voit, elle contemple ses propres opérations, et cet acte par lequel elle se connaît, se nomme la *conscience*.

Objets connus par la conscience

Quels sont les objets que la conscience nous fait connaître ?

1° Par la *conscience* l'âme se connaît elle-même et connaît sa propre *existence*.

La nature et les propriétés de l'âme échappent cependant au regard de la conscience ; elles ne lui sont manifestées qu'à l'aide du raisonnement.

2° La conscience révèle à l'âme non seulement les actes de son intelligence, mais encore ceux de sa volonté.

Les *impressions* et les *connaissances sensibles* reçues par notre âme ne sont pas directement du domaine de la conscience,qui,étant un acte de l'intelligence,ne peut connaître que ce qui est immatériel ; elles nous sont transmises par le *sens* intérieur, que nous avons appelé *commun* ou *centralisateur*.

Plusieurs philosophes modernes ne distinguent pas les connaissances intellectuelles des connaissances sensibles ; ils donnent le nom de *sens intime* soit à la *conscience*, soit au *sens commun* qui en est complètement distinct.

Cette confusion, opposée à la vraie philosophie, les entraîne dans une foule d'erreurs et rend leur langage vague, obscur et souvent inexact.

3. Le jugement

Le premier acte ou opération de l'intelligence, c'est l'*appréhension*, par laquelle elle acquiert l'*idée* ou première notion d'un objet au moyen de l'*abstraction*.

Une seconde opération, c'est la *conscience* ou connaissance par laquelle notre intelligence se rend compte, à l'aide de la *réflexion* ou retour sur elle-même, des actes divers qu'elle accomplit.

Voici un troisième acte de l'intelligence, le *jugement.*

Le jugement est une opération intellectuelle qui compare deux notions, pour décider si l'une convient à l'autre.

Par exemple, j'ai l'idée de *lion* et l'idée plus générale d'*animal* ; je compare ces deux notions et, voyant que l'une convient à l'autre, je dis : « *le lion est un animal* » ; je prononce un jugement.

On distingue les jugements *affirmatifs* qui unissent les deux idées comparées, comme dans l'exemple que nous venons de donner, et les jugements *négatifs* qui séparent les deux idées. Ex. *L'âme n'est pas un corps.*

Dans tout jugement, il faut remarquer trois éléments :

1° La première idée ou *notion*, au *sujet* de laquelle on décide si la seconde notion qu'on lui compare lui convient ou ne lui convient pas ; cette première notion porte le nom de *sujet.*

2° La seconde notion, qui porte le nom *d'attribut* parce que le jugement a pour but de décider si cette seconde notion doit être ou non *attribuée* au sujet.

3° Un mot qui rapproche ou sépare les deux notions. C'est le verbe *être*, employé sans négation dans le jugement *affirmatif* ; et accompagné d'une négation dans le jugement *négatif.*

Un jugement énoncé dans le langage s'appelle une *proposition.*

Dans la proposition, comme dans le jugement, on distingue le *sujet*, le *verbe* et *l'attribut.*

Ainsi toute affirmation ou négation de l'esprit est un *jugement.*

Lorsqu'un homme a l'habitude de former des jugements conformes à la vérité, on dit «qu'il a *du jugement* ou encore qu'il a bon *jugement.* On dit au contraire de celui qui ne juge pas exactement « qu'il n'a pas de jugement. »

La faculté de bien juger dans la pratique de la vie porte souvent le nom de *bon sens.* C'est une qualité maîtresse. Sans elle, l'homme ne peut manquer de tomber dans des écarts déplorables.

Dans le langage ordinaire, on réserve habituellement le nom de *jugement* aux affirmations ou négations qui ont une certaine importance.

On l'applique plus particulièrement aux sentences des magistrats qui prononcent si un accusé est coupable ou ne l'est pas, qui décident de quel côté se trouve le bon droit lorsque deux personnes ne peuvent tomber d'accord.

En réfléchissant, on constatera que, dans les moindres affirmations de l'intelligence, il se produit un acte analogue à ces affirmations ou déclarations solennelles qui reçoivent dans les tribunaux le nom de *jugements*.

I. Le raisonnement

Du raisonnement en général

Le raisonnement est une opération par laquelle notre intelligence, à l'aide de deux jugements, en forme un troisième.

Voici, par exemple, deux jugements ou propositions :

Tout arbuste est un végétal

Or le rosier est un arbuste.

De ces deux jugements, vous pouvez déduire un troisième jugement, à savoir :

Donc le rosier est un végétal.

La conjonction *or* rattache la seconde proposition à la première.

La conjonction *donc* exprime que la troisième proposition découle des deux autres.

Notre intelligence est faible, et ne voit pas la vérité du premier coup d'œil. Le raisonnement est une sorte de lunette d'approche qui lui permet de connaître les vérités les unes après les autres, ou, si l'on veut, c'est une sorte d'échelle au moyen de laquelle elle s'élève d'une vérité qu'elle connait à une vérité qu'elle ne connait pas encore.

Dieu voit en même temps et par un seul acte toutes les vérités ; son intelligence n'a besoin d'aucun raisonnement.

Les Anges, bien que n'ayant pas une connaissance infinie,voient néanmoins d'un même regard toutes les vérités qu'ils connaissent ; ils n'ont donc pas à recourir au

raisonnement pour arriver de l'une à l'autre ; ce sont de *pures intelligences.*

Mais l'homme ne connaît directement que quelques vérités qu'on appelle pour ce motif vérités *premières.*

Ces vérités, vues du premier coup par notre intelligence, sont la base du raisonnement et des connaissances humaines ; aussi les appelle-t-on vérités *fondamentales.*

Voici les principales.

Ce qui est, est. — Cette vérité première s'appelle « principe d'*identité.* »

La même chose ne peut être et ne pas être en même temps. — C'est le principe de *contradiction*, analogue au précédent.

Deux choses égales à une troisième sont égales entr'elles. — C'est le principe d'*égalité.*

Il n'y a pas d'effet sans cause. — C'est le principe de *causalité.*

Sur ces vérités fondamentales reposent les lois du raisonnement, au moyen duquel notre intelligence déduit des vérités ou connaissances dont l'ensemble constitue les diverses *sciences.*

Les vérités *premières* sont encore appelées vérités *évidentes*, parce qu'on les *voit* sans le secours d'aucun raisonnement ou démonstration.

C'est parce que l'intelligence humaine a besoin du raisonnement qu'on lui donne le nom de *raison.*

La raison n'est donc pas une faculté distincte de l'intelligence : c'est l'intelligence elle-même,considérée dans l'homme, avec cette infirmité, avec cette myopie naturelle, qui ne permet de voir les vérités que peu à peu, en allant de l'une à l'autre, au moyen du raisonnement.

Aussi dit-on que la raison est le caractère distinctif de l'homme, qu'on peut définir : « *un animal raisonnable* » ; c'est à dire « un corps vivifié par une âme douée de *raison.* »

La déduction et l'induction

On distingue deux sortes de raisonnement : la *déduction* et l'*induction.*

La *déduction* va du général au particulier : du tout à ses parties,du genre à l'espèce,de l'espèce à l'individu.

Tout végétal a des organes pour vivre.

Or le rosier est un végétal.

Donc le rosier a des organes pour vivre.

Voilà une déduction : on part du genre *végétal* où l'on reconnaît une propriété caractéristique et l'on arrive au *rosier*, pour conclure que cette espèce de végétal possède la propriété en question.

La *déduction* porte aussi le nom de *syllogisme*.

L'*induction* au contraire va du particulier au général : des parties au tout, des individus à l'espèce, de l'espèce au genre.

Le rosier, le chêne, la violette, le gazon ont des organes pour vivre.

Or le rosier, le chêne, la violette, le gazon sont des végétaux.

Donc les végétaux ont des organes pour vivre.

Ainsi l'induction consiste à généraliser les faits particuliers dont on a constaté un certain nombre d'exemples. C'est par l'induction que les astronomes peuvent prévoir à l'avance les phénomènes célestes ; c'est par elle que le physicien formule les lois du monde matériel ; par l'induction, en voyant ce qui s'est fait autrefois, nous présageons ce qui se fera demain.

Il faut remarquer cependant que l'induction ne procure pas toujours une certitude absolue.

Pour que la conclusion fut d'une rigueur mathématique, il faudrait avoir examiné tous les phénomènes du même genre, avant de formuler une loi qui se rapporte à tous ces phénomènes. Pour affirmer par l'induction qu'une propriété se trouve dans tous les végétaux, il serait nécessaire de les examiner l'un après l'autre, sans en excepter aucun.

Néanmoins, lorsqu'on a parcouru un certain nombre d'exemples, on arrive à une sorte de certitude morale. Ainsi, le soleil s'est levé tous les jours depuis que les hommes se succèdent sur la terre : nous en concluons très légitimement qu'il se lèvera demain.

Quant au raisonnement *déductif* ou *syllogisme*, il est un guide infaillible, lorsqu'il est fait conformément aux lois du raisonnement.

La logique et le sophisme

La science qui fait connaître les règles du raisonnement s'appelle la *logique*.

On nomme *sophisme* un raisonnement qui cache l'erreur sous l'apparence de la vérité.

Les sophistes sont très nombreux aujourd'hui. Ils abusent du langage pour revêtir de paroles trompeuses et séduisantes les raisonnements les plus creux et les plus faux.

Une personne intelligente, qui a sérieusement étudié la philosophie, ne s'y laisse pas prendre facilement. Mais combien de personnes de bonne foi sont aujourd'hui victimes des sophismes dont se servent les incrédules et les francs-maçons pour couvrir leurs mensonges !

C'est d'eux que le Seigneur a dit : « Gardez-vous des faux prophètes qui viennent à vous sous des peaux de brebis et qui au dedans sont des loups ravisseurs. »

3. Division des facultés intellectuelles

Deux facultés intellectuelles

Ce n'est pas à une seule et même faculté qu'il faut rapporter les diverses opérations intellectuelles dont nous avons parlé. Les philosophes catholiques distinguent en notre âme deux facultés intellectuelles : l'une qu'ils appellent l'intellect *actif* et l'autre qu'ils nomment l'intellect *passif*.

Voulez-vous vous rendre compte du rôle spécial de chacune de ces deux facultés, examinez ce qui se passe dans l'ordre corporel.

Vous voici, par exemple, dans une chambre obscure. Si vous désirez voir ce qu'elle renferme, comment y arriverez-vous ?

Il vous faut d'abord une *lumière* qui dégage ces objets des ténèbres où ils sont plongés et qui vous permette de les distinguer les uns des autres.

Cette lumière ne suffit pas. Quelque éclairée que soit la chambre où vous vous trouvez, vous ne verrez aucun des objets qu'elle contient, si vous n'avez pas un organe corporel destiné à recevoir et à transmettre à votre âme l'image lumineuse de ces divers objets.

Voilà l'image de ce qui se produit dans l'ordre des connaissances immatérielles. Pour les acquérir,nous avons besoin à la fois d'une *lumière* et d'un *œil*.

La *lumière intellectuelle* c'est l'intellect *actif* ; *l'œil* de l'intelligence se trouve dans l'intellect *passif*.

Intellect actif

L'intellect *actif* est ainsi appelé parce qu'il *agit* sur les images sensibles des objets extérieurs. L'imagination lui apporte ces images.

En les éclairant de sa lumière, l'intellect actif en dégage les idées immatérielles qui sont cachées dans tous les objets sensibles comme les réalités matérielles sont enveloppées par l'obscurité des ténèbres.

C'est ce qui s'accomplit au moyen de *l'abstraction*, que nous avons déjà étudiée.

Aussi l'intellect actif porte-t-il encore les noms de *faculté d'abstraction* ou de *lumière intellectuelle*.

Intellect passif

L'intellect *passif* est comme l'œil de l'intelligence. On le nomme ainsi, parce qu'il exerce un rôle *passif*, en recevant l'idée *abstraite* que l'intellect actif retire d'un objet corporel, de même que l'œil de notre corps reçoit sur la rétine l'image lumineuse des objets sensibles qui l'environnent.

Mais le rôle de cette faculté n'est pas purement *passif*. Non seulement cet œil intellectuel reçoit de l'intellect *actif* plusieurs idées successives ; mais il les compare entre elles, il prononce des jugements, il forme des raisonnements.

Lumière intellectuelle

Ainsi, d'une part une lumière qui agit sur les images des objets extérieurs et en retire des idées immatérielles ; et d'autre part, un *œil* spirituel qui reçoit ces idées et qui les compare, voilà nos facultés intellectuelles.

Quelle est cette lumière ? Elle est toute spirituelle, cela va sans dire. Elle est comme un rayon de l'Eternelle Lumière que Dieu met dans l'âme, en la créant à son image et à sa ressemblance. « Seigneur, s'écrie le Psalmiste, la lumière de votre divin visage est empreinte sur nous. »

Ce n'est pas à dire cependant que nous voyions les choses immatérielles en Dieu et avec la lumière même de

Dieu, comme l'ont prétendu, à la suite de Mallebranche, certains philosophes qu'on appelle les *Ontologistes*. Cette opinon a été justement condamnée par l'Église. Autre chose est la Lumière Incréée et autre chose la ressemblance de cette lumière. à laquelle Dieu nous a fait participer en créant dans notre âme la lumière intellectuelle.

Quant à l'intellect *passif*, c'est un miroir ou mieux un *œil spirituel* qui reçoit les idées dont l'enrichit à tout moment l'intellect actif.

Idées, notions, concept

Les *idées* sont ainsi appelées d'un mot grec que veut dire *image*, *représentation*. On les appelle aussi *notions*, du latin *notus* « connu », parce qu'elles sont la première connaissance intellectuelle d'un objet.

Considérée dans l'intellect passif, l'idée porte souvent le nom de *conception* ou concept, parce qu'elle est formée ou conçue dans l'intelligence.

Mémoire intellectuelle

Non content de recevoir et de comparer les idées, l'intellect *passif* a la propriété de *conserver* les idées qu'il a reçues et les jugements qu'il a formés. Cette propriété s'appelle la *mémoire intellectuelle*.

La mémoire intellectuelle n'est donc pas une faculté distincte de l'intellect *passif* ; elle est cet intellect passif lui-même, considéré en tant qu'il conserve les idées et les connaissances qu'il a acquises.

4 Exercice des facultés intellectuelles

Les facultés sensibles agissent toujours au moyen d'un organe corporel. Il en est tout autrement des facultés *intellectuelles*.

Ces dernières, ayant pour objet les êtres immatériels, ne peuvent pas s'exercer au moyen d'un organe. Ce qui est immatériel en effet échappe absolument à la portée d'un organe corporel.

C'est donc dans l'âme seule que se trouve le siège des facultés intellectuelles.

Est-ce à dire que l'intelligence soit dans une complète

indépendance à l'égard du corps et qu'elle n'en subisse jamais l'influence ? Assurément non.

Bien qu'elle exerce ses facultés sans le secours d'aucun organe, l'âme se trouve étroitement unie au corps ; elle est continuellement sous la dépendance des facultés sensibles.

Cette même âme possède à la fois les facultés intellectuelles, les facultés sensibles et les facultés végétatives.

Il ya plus : l'intelligence, n'agissant que sous l'enveloppe du corps,ne peut connaitre les vérités immatérielles, qui forment son domaine, qu'au moyen des images que les sens lui procurent et sur lesquelles travaille la lumière intellectuelle.

Dans la condition présente, elle ne perçoit pas directement la vérité ; elle la dégage des images sensibles et par conséquent c'est par l'ntermédiaire du corps qu'elle peut ici-bas la connaître.

ARTICLE IV

Facultés appétitives

Les philosophes donnent le nom de *facultés appétitives* ou *d'appétits* aux inclinations qui portent notre âme vers ce qui lui convient.

A l'aide de ses facultés sensibles et de ses facultés intellectuelles,l'âme peut connaître des objets de toute nature ; elle éprouve de *l'attrait* pour ceux qui lui paraissent bons, et de la *répulsion* à l'égard de ceux qu'elle juge mauvais.

Cette disposition, en vertu de laquelle l'âme ressent de l'attrait ou de la répulsion pour les objets qu'elle connait, voilà ce que, dans le langage philosophique, on appelle *appétit*, du latin *appetere* « désirer ».

On peut distinguer trois sortes d'appétits : 1° l'appétit *naturel*, 2° l'appétit *sensible*, 3° l'appétit de la *raison*, auquel on donne le nom de *volonté*.

1. Appétit naturel

Par appétit *naturel*,on entend la tendance qui porte les êtres dénués de raison à rechercher,sans s'en rendre comp-

te,ce qui leur convient ; c'est *l'instinct* dans les animaux; chez les êtres inanimés, c'est la *loi* qui les régit.

En vertu de l'appétit naturel, l'oiseau dispose son nid, le ver produit sa soie, l'abeille fait son miel, l'eau coule, le feu brûle, etc.

Cet appétit naturel n'est pas une faculté spéciale, c'est plutôt une loi générale qui régit toutes les facultés que Dieu à départies à ses créatures.

2. Appétit sensible

L'appétit *sensible* nous porte vers le bien qui frappe nos sens, et nous éloigne du mal qu'ils nous révèlent.

Cet appétit se trouve dans les animaux : ils savent ce qui leur est utile, bien qu'ils ne se rendent pas compte du motif pour lequel une chose leur plaît ou leur déplait.

L'appétit sensible comprend l'appétit *concupiscible* et l'appétit *irascible*.

L'appétit *concupiscible* est celui que nous venons de définir. C'est la faculté par laquelle notre âme est inclinée vers les objets qui affectent agréablement ses sens. L'enfant qui court après les bonbons et le gourmet qui recherche un mets délicat suivent l'attrait de l'appétit *concupiscible*, ainsi nommé du latin *concupiscere*, « désirer ».

Ainsi, ce qui est *agréable*, tel est l'objet direct de l'appétit *concupiscible*.

L'appétit *irascible* a pour objet immédiat, non ce qui est agréable, mais la difficulté qu'il faut surmonter pour l'obtenir.

C'est la faculté qui nous fait rechercher une chose, parce que nous voyons en elle le moyen de surmonter les obstacles qui entravent nos désirs.

Voici deux jeunes gens qui se montrent empressés de continuer la lecture d'un livre.

L'un est captivé par un récit qui l'intéresse et dont il lui tarde de connaître la continuation. Il est attiré par l'appétit *concupiscible*.

L'autre ne trouve que de l'ennui dans sa lecture ; mais il en a besoin pour se préparer à un examen important dans lequel il veut à tout prix réussir. C'est l'appétit *irascible* qui l'entraîne.

Ces deux formes de l'appétit sensible existent dans les animaux, comme chez les hommes.

Dans l'homme, l'appétit sensible est soumis, dans une certaine mesure à l'empire de la raison, dont l'autorité cependant est loin d'être complète ; l'appétit sensible, en effet, est souvent excité en nous par la seule vue de l'objet sensible, avant même que la raison ait pu se faire entendre. Cet appétit d'ailleurs est plus ou moins influencé par les organes corporels.

3. De la volonté

La *volonté* est l'appétit de la raison. On peut donc la définir « une inclination qui porte l'homme vers tout ce que sa raison juge lui être bon. »

Il y a une chose que la volonté cherche toujours d'une manière nécessaire et absolue ; c'est son *bien* ou son *bonheur*. Notre nature étant créée pour le bonheur, nous le cherchons dans tous nos actes.

Mais le bien que poursuit notre volonté n'est pas toujours son bien réel ; c'est souvent un mal véritable que nous prenons pour un bien. Ainsi le bien qui est l'objet de notre volonté est tantôt réel, tantôt apparent.

Les actes de la volonté ou actes *volontaires*, sont ceux que nous accomplisons en nous rendant compte des motifs pour lesquels nous les faisons

La Liberté

Notre volonté est douée d'une qualité précieuse, qui doit être plus particulièrement l'objet de nos études. parce qu'elle est le principe de nos actes et qu'elle joue dans la morale un rôle capital, c'est la *liberté*.

Nous diviserons en quatre paragraphes distincts ce que nous avons à dire sur ce sujet :

1° Notion générale de la liberté. 2° Du *fatalisme* ou des diverses erreurs opposées au dogme de la liberté. 3° Preuves de la liberté morale. 4° Principes de la liberté morale.

I

1. Notion générale de la liberté

La liberté, considérée d'une manière générale, est le

pouvoir d'agir ou de ne pas agir, de choisir entre deux choses celle que l'on préfère.

On distingue deux sortes de *libertés* : la liberté *morale* et la liberté *physique*.

La liberté *morale* est le pouvoir qu'a notre volonté de choisir, comme il lui plait, une chose ou une autre. On l'appelle *libre arbitre*, c'est-à-dire « libre choix ». C'est la liberté proprement dite, celle dont nous avons à parler en nous occupant de la volonté humaine.

Sur la terre, notre volonté peut choisir, non-seulement entre les divers biens particuliers qu'elle connait, mais encore entre le bien et le mal. Ce pouvoir qu'elle a de choisir le mal n'estpas,tant s'en faut, une attribution essentielle de la liberté ; c'est plutôt un défaut ou une infirmité de la volonté humaine.

Etre capable de choisir le mal est un signe de la liberté, comme la maladie est l'indice de la vie.

La liberté *physique* consiste à agir sans contrainte, à exécuter sans obstacle ce que la volonté a résolu. C'est la liberté de nos actes extérieurs.

Esope (1) et Phèdre (2) ont dépeint cette liberté dans la fable « *le Loup et le Chien* », que La Fontaine a si parfaitement imitée. »

II Du fatalisme

Le *fatalisme* est la doctrine des hérétiques de toute nuance qui nient la liberté morale.

Cette erreur est ainsi appelée, du latin *fatum*, « destin, » parce que les premiers philosophes qui l'ont soutenue dans l'antiquité prétendaient que tout est soumis à une sorte de puissance aveugle qu'ils appelaient le Destin. Ce Destin était, à leurs yeux, la cause nécessaire de tous les évènements qui s'accomplissent.

Quelque manifeste que soit l'existence de la liberté morale, comme elle impose à l'homme sa responsabilité, il y a eu de tout temps des esprits pervers ou des hom-

---

(1) *Esope*, célèbre fabuliste latin, mort vers l'an 500 avant Jésus-Christ.

(2) *Phèdre*, fabuliste latin du 1er siècle après Jésus-Christ, probablement originaire de Macédoine et affranchi à Rome.

mes corrompus, qui n'ont pas craint de nier ouvertement cette vérité fondamentale.

Signalons ceux qui ont fait le plus de bruit dans l'histoire.

1° Les *Stoïciens* (1) ou fatalistes proprement dits, qui formulèrent, avant la venue *de* JÉSUS-CHRIST, le système du Destin aveugle, que nous venons de rappeler.

2° Les *Manichéens* ou disciples de Manès (2), niaient, eux aussi, la liberté morale.

D'après eux, toutes nos actions proviennent nécessairement de deux principes qui se disputent le monde : un principe bon et un principe mauvais. Il n'est personne qui puisse, dans une de ses actions, se soustraire à l'influence du principe qui le domine.

3° Les *Mahométans* (3) prétendent, comme les Stoïciens, que tout est soumis à une sorte de destin immuable : « C'était écrit », disent-ils après toutes leurs actions.

4° A la suite de Luther (4), les *Protestants* niaient absolument la liberté humaine.

---

(1) *Stoïciens*, philosophes de l'école fondée par Zénon vers l'an 300 avant Jésus-Christ.

Ils étaient ainsi nommés du mot grec *stoa*, « portique » parce qu'ils se réunissaient dans un portique d'Athènes.

(2) *Manès*, hérésiarque persan, né à Caroub vers l'an 240, mélangea le système de Zoroastre avec les doctrines chrétiennes.

Il prétendait qu'il existe deux principes éternels indépendants le *bon* et le *mauvais*, et il se donnait lui-même pour le *Paraclet* promis par Jésus-Christ.

Ses disciples se livrèrent à toute sorte de désordres. Les francs-maçons ont hérité, dit-on, de plusieurs points de la doctrine manichéenne.

(3) *Mahométans*, sectateurs de la religion de Mahomet, célèbre imposteur, né à La Mecque vers 571. Cette fausse religion fut d'abord appelée *islamisme*, du mot arabe *islam* qui signifie « résignation à la volonté de Dieu ».

Mahomet fut chassé de son pays en septembre 622 et cette fuite ou *hégire* sert de point de départ à l'ère des Mahométans. Il imposa sa religion par la force des armes et mourut à Médine en 632.

La doctrine de Mahomet se trouve exposée dans le *Coran* ou *Al-Coran* nom qui signifie « le livre »; c'est un mélange confus de sentences empruntées à la Bible et à quelques sages de l'antiquité.

(4) *Luther*, hérésiarque fameux, était né à Eisleben, (Saxe) en 1483. Entré dans l'ordre de Saint-Augustin, il fut employé à prêcher les indulgences ; bientôt la jalousie et l'orgueil l'éloignèrent de l'Église.

En 1517, il se mit à attaquer publiquement plusieurs dogmes, en particulier celui des indulgences. Comme il résistait opiniâtrement au Souverain Pontife il fut excommunié en 1520.

Calvin (1) propagea en France les mêmes erreurs, auxquelles il ajouta d'autres hérésies.

5° Les *Jansénistes* (2) firent revivre, au XVII^e^ siècle, les idées soutenues par les Luthériens et les Calvinistes, mais en couvrant leur doctrine d'un masque hypocrite.

La volonté de l'homme, disaient-ils, subit nécessairement l'influence des motifs les plus forts : « Il est nécessaire que nous fassions ce qui nous plaît davantage. »

Ainsi ils anéantissaient la liberté humaine.

6° Les matérialistes (3), les positivistes (4), les panthéistes (5) et la plupart des autres incrédules de nos jours renversent à leur tour d'une manière plus ou moins directe, le dogme de la liberté morale.

« Tout ce que nous faisons, disent les uns, provient de notre tempérament. »

« La vertu et le vice, dit Taine (6), sont des produits comme le vitriol et le sucre. »

Dès ce moment, sa fureur ne connut plus de bornes. Il attaqua passionnément l'autorité de l'Église et du Pape, se mit à prêcher contre les vérités de la foi et il alla jusqu'à nier la liberté humaine. Il mourut tristement le 18 février 546.

(1) Jean *Calvin*, né à Noyon en 1509, mort à Genève en 1564, publia son livre de *l'Institution Chrétienne*, au moyen duquel il propagea ses fausses doctrines.

Il se réfugia pendant quelque temps à Genève, qui devint dès lors le centre du mouvement protestant au XVI^e^ siècle.

(2) Les *Jansénistes* ainsi nommés de *Jansénius* évêque hollandais qui fit paraître ses doctrines dans un livre nommé l'*Augustinus*, parce qu'il les attribuait à saint Augustin. On ne tarda pas à y remarquer diverses erreurs qui se rapprochaient du protestantisme, notamment celle qui attaque indirectement la liberté humaine.

Ces enseignements furent propagés en France par l'abbé de Saint-Cyran : et ils y firent malheureusement beaucoup d'adeptes à la fin du XVII^e^ siècle et pendant le XVIII^e^.

(3) *Matérialistes*, incrédules qui ne reconnaissent que la matière et nient l'existence des êtres spirituels.

(4) *Positivistes*, philosophes matérialistes dont le chef est Auguste Comte, de Montpellier, (1798-1857). Ils nient tout ce qui n'est pas directement constaté par l'observation sensible.

En vertu de leur système, ils prétendent exclure de la science les vérités métaphysiques et l'existence des êtres spirituels.

(5) *Panthéistes*, partisans du panthéisme, du grec *pan theos* « tout Dieu », système impie qui prétend que Dieu s'identifie avec la nature, que tout ce qui existe, c'est Dieu. Cette doctrine, on le voit, n'est qu'un athéisme déguisé.

(6) Hippolyte-Adolphe *Taine*, né à Vouziers (Ardennes) le 21 avril 1828, mort à Paris, le 5 mars 1893, est un des plus illustres représentants de l'école positiviste. Parmi ses principaux ouvrages, on peut compter les *Philosophes français au XIX^e^ siècle*, où

Telles sont les aberrations des hommes les mieux doués au point de vue de l'intelligence, lorsqu'ils ont eu le malheur de repousser les lumières de la foi.

D'autres incrédules ont reçu le nom de *Déterministes* parce qu'ils prétendent que notre volonté est toujours *déterminée* par une influence extérieure qui la subjugue absolument et l'empêche d'être libre.

L'anglais Hebert Spencer (1), rêveur impie, né à Darby en 1820 est l'un des partisans les plus connus de cette opinion. Il a fait revivre les systèmes absurdes des gnostiques (2) et des panthéistes des premiers siècles.

3. Preuves de la liberté morale

La *raison*, l'*expérience*, le *bon sens*, le *témoignage des peuples* et la *foi* sont absolument d'accord pour proclamer l'existence de la liberté morale.

1° La *raison* établit clairement cette vérité.

Assurément notre volonté ne peut se dispenser de chercher son bonheur et si elle voyait devant elle un bien parfait, dans lequel elle trouverait la satisfaction de tous ses désirs, cet objet s'imposerait à son choix.

Elle ne pourrait s'empêcher de s'y attacher, de même que notre intelligence ne peut se dispenser d'accepter les

---

Taine manifeste ses idées matérialistes. L'œuvre capitale de Taine est sa grande étude historique sur les origines de la France contemporaine. Cet ouvrage remarquable lui a valu une célébrité de meilleur aloi.

(1) *Herbert Spencer* a publié un grand nombre d'ouvrages philosophiques qui le rattachent à l'école positiviste.

Il détruit les fondements de la morale, non seulement par le déterminisme qu'il professe, mais encore par la notion grossière du *bien* qu'il identifie avec l'*utile*.

Il controlit d'ailleurs le système positiviste, en se faisant le champion des hypothèses absurdes de l'évolution indéfinie qui, contrairement aux faits et à l'expérience, soutient la transformation ou évolution successive et ne voit dans l'homme qu'un singe perfectionné.

Son système d'éducation a été l'objet d'un engouement ridicule, motivé surtout par l'impiété de Spencer.

(2) *Gnostiques*, hérétiques des premiers siècles, ainsi appelés du mot grec *gnosis* « connaissance » parce qu'ils avaient la prétention d'avoir la véritable connaissance des choses divines.

Ils niaient la divinité de Jésus-Christ, faussaient les enseignements de l'évangile et se livraient à toute sorte de désordres.

Leur système doctrinal ressemblait assez, quoique en termes différents à l'*évolutionnisme* contemporain.

vérités qui s'imposent à elle par leur évidence manifeste, comme, par exemple, « deux et deux font quatre. »

Mais tel n'est pas le caractère des biens particuliers qui s'offrent à nous sur la terre.

Notre volonté y rencontre toujours quelque côté défectueux. Elle ne remarque pas en eux un rapport nécessaire et évident avec son propre bonheur.

Les uns exigent, pour être obtenus, de la peine et de la fatigue ; d'autres laissent du vide dans le cœur ; ceux-ci troublent la conscience ; ceux-là ne sont que des biens apparents, qui, en définitive, conduisent l'homme à sa perte.

En un mot, ces biens, quels qu'ils soient, se présentent à notre volonté avec quelque aspect plus ou moins fâcheux.

La vertu elle-même, qui est le plus précieux de tous les biens, puisque seule elle nous procure le vrai bonheur ,a néanmoins ses épines et ses difficultés. Elle gêne notre égoïsme, elle ennuie notre paresse, elle est opposée à plusieurs de nos tendances naturelles.

Ainsi aucun des biens particuliers qui s'offrent à nous ne nécessite l'adhésion de notre volonté. En tous, nous pouvons considérer de bons et de mauvais côtés ; par conséquent, nous demeurons libres de choisir ce qui nous parait préférable.

Notre volonté possède donc le *libre arbitre* ou *liberté morale.*

Remarquons d'ailleurs que notre volonté n'est portée par aucun besoin de sa nature à rechercher un bien particulier plutôt qu'un autre.

Elle poursuit nécessairement le bonheur, et les *moyens d'y parvenir.*

Mais ce bonheur parfait, Dieu seul peut le lui procurer.

Et comme personne sur la terre ne voit Dieu d'une manière directe, aucune nécessité naturelle n'oblige notre volonté à le rechercher comme son bien suprême.

Nous ne sommes pas saisis davantage par le rapport des biens particuliers qui nous environnent avec le bonheur parfait.

Un grand nombre de ces biens ne sont pas, par eux-

mêmes, des moyens de parvenir au bonheur parfait ; ceux qui ont un rapport nécessaire avec notre bonheur ne portent pas ce caractère d'une manière assez évidente pour entraîner irrésistiblement notre volonté.

En présence des biens particuliers qui s'offrent à elle, notre volonté n'est donc nécessitée par aucun d'eux, elle est libre de choisir une chose ou une autre ; elle est par conséquent douée du *libre arbitre*.

2° L'*expérience* de tous les instants nous atteste que nous jouissons du libre arbitre et que nous avons le pouvoir de choisir une chose plutôt qu'une autre.

Lorsque je veux me lever, je sens en dépit de tous les déterministes, que je pourrais vouloir rester assis.

Il en est de même des autres actes particuliers que j'accomplis par l'effet de ma volonté.

Nous avons une parfaite conscience que nous sommes libres *avant*, *pendant* et *après* nos *déterminations*.

Avant de prendre une résolution, nous nous rendons compte de la liberté de notre choix, puisque nous examinons le pour et le contre.

Au moment où nous prenons une décision, notre sens intime nous atteste que c'est bien nous-même qui faisons ce choix et qu'il dépendrait de nous d'en faire un autre, si nous le voulions.

Après la détermination que nous avons prise, nous savons parfaitement que nous avons joui de la liberté en faisant notre choix.

Ce qui le prouve, c'est que, si notre détermination a été mauvaise, elle excite en nous des remords ; si au contraire nous avons fait une bonne action, nous en ressentons de la joie. Comment éprouverions-nous ces sentiments, si notre liberté ne nous apparaissait pas avec évidence ?

Lorsque, sans le savoir, nous avons fait un acte répréhensible, nous sentons très bien que, dans ce cas, nous ne sommes pas coupables, parce que, alors, notre volonté n'a pas joui de sa liberté.

3° Le *bon sens* ou sens commun établit avec non moins d'évidence que l'homme possède le *libre arbitre*.

Si l'homme n'était pas libre, il serait ridicule de don-

ner des conseils et des avis, des ordres, de faire des défenses, des menaces ou de promettre des récompenses.

« Enlevez la liberté, dit Saint Augustin, et toute morale disparait. »

Si l'on admet que l'homme agit toujours par nécessité, il n'y a plus de différence entre la vertu et le vice. Néron qui chante l'embrasement d'Ilion au spectacle de Rome qu'il vient d'incendier a le même mérite que saint Louis qui va soigner les lépreux : l'un et l'autre ne font que céder à une nécessité irrésistible.

Supprimez la liberté et toute loi devient inutile, parce qu'une loi n'est raisonnable qu'autant qu'on peut s'y soumettre librement.

Les contrats, les alliances, les promesses n'ont plus de raison d'être : la même nécessité qui les fait établir, fait aussi qu'on les viole.

Sans la liberté, point de religion ; car si les hommes n'étaient pas libres, quelle obligation pourraient-ils avoir à remplir envers Dieu ou avec leurs semblables ?

Dépouiller l'homme de sa liberté, c'est donc saper par la base la *famille*, la *société*, la *morale* et la *religion* : c'est rendre l'homme semblable à la bête.

Il est facile, du reste, de comprendre que c'est surtout la liberté qui nous distingue des animaux.

Les êtres inanimés subissent nécessairement la loi que Dieu leur a imposée : ainsi une pierre jetée en l'air retombera en vertu de la pesanteur ; l'eau coule dans la rivière d'après la même loi ; tous les objets physiques sont contraints de se conformer à toutes les lois du Créateur.

Les animaux possèdent l'*estimative du* jugement instinctif ; la brebis, à la vue du loup, prend la fuite ; le petit chien aboie lorsque les voleurs se présentent, en vertu de ce même instinct naturel ou par suite de l'habitude et du dressage ; mais l'homme juge au moyen de sa raison ; il délibère et choisit librement ce qu'il croit préférable.

4° *Le témoignage du genre humain* tout entier vient à son tour proclamer l'existence du libre arbitre.

Les hommes mêmes qui, dans leurs livres ou dans

leurs cours, attaquent cette vérité fondamentale afin de dépraver leurs semblables, sont les premiers à la reconnaitre en pratique.

« Montrez-moi, disait Fénelon, un homme qui attaque la liberté et je me charge de lui faire reconnaitre plus de trente fois par jour que l'homme est libre.

» Si son enfant l'insulte ou que son domestique le vole, je lui dirai : « De quoi vous plaignez-vous ? Votre enfant et votre domestique ne sont pas libres », et il me demandera aussitôt si je me moque de lui ; ce qui prouve que sa doctrine choque le sens commun. »

« Les ennemis les plus acharnés de la liberté dit Eusèbe, dans sa *Préparation évangélique*, délibérèrent sur ce qu'ils ont à faire ; ils louent ou blâment les actions des autres ; ils avertissent leurs enfants ; ils les punissent et s'efforcent de les ramener à de meilleurs sentiments ; ils détruisent donc leur doctrine par leur propre conduite et ils se condamnent eux-mêmes. »

5° Enfin la liberté humaine est un des principaux dogmes de la *Foi catholique*.

Ecoutons l'Esprit-Saint, dans le livre de l'Ecclésiastique : (XV. 14.)

« Dieu a créé l'homme au commencement et il l'a abandonné à son propre conseil. Devant lui le bien et le mal, la vie et la mort ; il aura ce qui lui plaira. »

La même doctrine se trouve exprimée en un grand nombre d'autres passages de la Sainte Ecriture.

Aussi le saint concile de Trente prononce-t-il les anathèmes de l'Eglise contre tous ceux qui nient le dogme de la liberté.

Voici en quels termes il condamne les protestants, qui osaient prétendre que, par suite du péché originel, les hommes ont complètement perdu leur liberté.

« Si quelqu'un dit que depuis le péché, le libre arbitre de l'homme est perdu, est éteint, ou que c'est une chose qui n'a qu'un nom sans réalité, qu'il soit anathème. »

IV. Principes du libre arbitre

Par principes du libre arbitre, nous entendons les facultés de l'âme dans lesquelles se trouve ce libre arbitre.

A ce sujet il y a trois opinions différentes :

1° Quelques philosophes prétendent que le libre arbitre réside uniquement dans la *volonté* et qu'il ne dépend en aucune façon de l'intelligence.

D'après eux, la volonté prend ses déterminations d'elle-même, sans que la raison exerce sur elle la moindre influence.

Leur opinion peut être ainsi formulée : « Ceci me plaît ou est bon pour moi parce que je le choisis. »

L'expérience quotidienne nous permet de constater qu'il faut renverser cette formule et que nous disons au contraire en pratique : « Je *choisis* ceci ou cela parce que cela me plaît. »

Avant de prendre un parti,nous réfléchissons, nous prononçons des jugements *pratiques* sur les avantages ou sur les inconvénients de telle ou telle détermination.

Notre raison exerce donc sur notre libre arbitre une action incontestable.

Ainsi cette première opinion ne saurait être soutenue.

2° Le second sentiment est plus sérieux. Il admet une certaine influence de la raison sur les déterminations de la volonté.

Nos actes libres, sont toujours précédés d'un jugement quelconque de la raison pratique ; mais notre volonté peut à son gré se conformer à ce jugement pratique ou n'en pas tenir compte.

Même lorsque la raison s'est prononcée en dernier ressort et qu'elle a rendu sa dernière décision pratique, la volonté garde toujours le pouvoir de prendre une détermination opposée.

La raison n'a que voix consultative dans l'acte libre, et, en dernière analyse, c'est la volonté qui en est l'unique principe.

Ce sentiment peut se formuler en ces termes : « *Je le veux ; ma volonté me tient lieu de raison.* »

3° L'opinion que nous venons d'exposer est soutenue par quelques philosophes chrétiens.

Elle n'est pas adoptée néanmoins par les principaux docteurs.

Saint Thomas (1), et, après lui, les principaux représen-

---

(1) *Saint Thomas d'Aquin*, né en 1225, à Rocca-Secca, près d'Aquin, est l'un des plus grands génies de l'humanité.

A cause de la pénétration et de l'élévation de son intelligence,

tants de la philosophie catholique, professent un troisième sentiment.

D'après eux, le libre arbitre réside à la fois dans l'*intelligence* (*ou* la raison) et dans la *volonté*.

La volonté, en effet, conforme toujours sa détermination au dernier jugement pratique prononcé par l'intelligence.

Cette influence infaillible de la décision de la raison sur celle de la volonté ne nuit en rien à la liberté ; car le jugement *pratique* qui entraîne ainsi la volonté est lui-même parfaitement libre.

La liberté réside donc à la fois dans deux principes distincts : dans la volonté et dans l'intelligence.

Elle réside dans la volonté qui, d'elle-même, se porte à ce que la raison lui montre comme un *bien* qu'elle doit choisir.

Elle réside en dernière analyse dans la riason qui prononce librement un jugement pratique sur le choix à faire.

La raison en effet peut envisager le bien sous une multitude d'aspects ; elle peut préférer un bien sensible au bien absolu ; elle le fait en toute liberté.

Ses jugements ne cesseraient d'être libres que si elle reconnaissait avec une pleine évidence qu'un objet est pour elle le *bien* à tous les points de vue.

Ce n'est pas ce qui se produit dans les jugements pratiques.

Les divers actes que nous pouvons accomplir s'offrent à nous à mille points de vue différents ; aussi notre raison demeure-t-elle parfaitement libre de choisir le côté qui flatte davantage sa manière de voir.

Dès qu'elle a prononcé son *dernier jugement pratique*,

---

il est appelé l'*Ange de l'école* ou le *Docteur angélique*. Il mourut en 1274, à l'âge de 49 ans, et il a laissé des œuvres considérables où sont traitées toutes les questions philosophiques et théologiques.

Sa *Somme théologique* est un exposé complet de la doctrine chrétienne, et sa *Somme de la foi catholique contre les Gentils* réfute d'avance les objections de tous les siècles contre la saine philosophie et contre la doctrine catholique.

Les papes Pie IX et Léon XIII ont plusieurs fois insisté pour ramener les esprits aux doctrines philosophiques de saint Thomas qu'on peut considérer comme un phare lumineux de la pensée.

Léon XIII a proclamé saint Thomas patron des écoles catholiques.

la volonté s'y conforme infailliblement. Elle embrasse immédiatement ce que la raison pratique a jugé meilleur.

Voilà pourquoi la liberté suppose nécessairement la raison ; les animaux, qui n'ont pas de raison pour délibérer et pour choisir, sont par là même dénués de liberté.

La plupart des objections formulées contre la liberté proviennent de ce qu'on n'a pas réfléchi à la doctrine philosophique que nous venons d'exposer.

On n'oubliera donc pas que la liberté réside dans un double principe ; dans la *raison pratique* qui choisit l'objet qu'elle juge meilleur, et dans la *volonté*, toujours fidèle à suivre la direction de la raison, qui est ainsi la racine et le premier principe de la liberté.

ARTICLE V

Faculté de locomotion

1. Siège de la faculté de locomotion

La faculté de locomotion est une faculté *organique*, au moyen de laquelle l'âme transporue d'un lieu à un autre le corps auquel elle est unie. Nous appelons cette faculté « *organique* », parce qu'elle ne se trouve pas dans l'âme seule, mais qu'elle réside dans la *substance humaine*, c'est-à-dire dans l'âme unie au corps.

I. Certains philosophes, notamment Descartes et Leibnitz, ont prétendu que la locomotion était une faculté purement corporelle.

Cette opinion est manifestement erronée. Il est évident en effet que la faculté de locomotion suppose un principe intérieur de mouvement, un principe de vie.

Ce principe ne peut être confondu avec les propriétés corporelles. C'est une force particulière qui en est entièrement distincte.

Prenez un corps qui n'est pas vivant, tel qu'une pierre par exemple. Ce corps est incapable de se transporter par lui-même d'un endroit à un autre.

Tout objet qui possède la faculté de se mouvoir lui-même ne peut exercer cette faculté que sous l'impulsion d'une force ou puissance intérieure que nous appelons l'âme.

La faculté de locomotion n'appartient donc pas au corps tout seul, mais seulement au corps uni à l'âme.

II. D'autres philosophes ont soutenu, avec Platon, que la faculté de locomotion ne réside que dans l'âme.

Ce sentiment, diamétralement opposé au précédent, n'est pas davantage l'expression de la vérité.

L'âme, en effet, toutes les fois qu'elle met le corps en mouvement fait quelque chose en dehors d'elle-même. Or, l'âme humaine ne peut exercer son action sur les choses extérieures qu'au moyen du corps auquel elle est unie.

Il faut donc que cette faculté de locomotion se trouve à la fois dans l'âme et dans le corps.

L'expérience du reste nous atteste qu'il en est réellement ainsi.

Vous vous promenez, par exemple, vous sentez parfaitement que votre âme et votre corps participent également aux mouvements que vous accomplissez.

Le principe de ce mouvement est dans votre âme ; mais il ne peut s'exécuter qu'au moyen des organes corporels.

2. Organes de la locomotion

On distingue deux sortes d'organes de la locomotion ; les uns sont nommés organes *passifs* ; on appelle les autres organes *actifs*.

Les organes passifs sont les *os*, ou organes durs dont l'ensemble a reçu le nom de *squelette*.

Ces os, destinés à soutenir le corps, constituent en même temps l'appareil de la locomotion ; ils servent de leviers pour les divers mouvements que l'âme fait exécuter au corps, et de point d'attache pour les muscles.

Les organes *actifs* sont les *muscles*, c'est-à-dire des parties composées de fibres qui peuvent se raccourcir ou s'allonger à volonté.

Il faut encore compter au nombre des organes actifs de locomotion certains nerfs, appelés *nerfs de mouvement*, parce qu'ils transmettent aux muscles l'impulsion du mouvement.

L'étude de ces divers organes est du domaine de la psychologie et de l'anatomie. Nous n'avons donc pas à nous en occuper dans notre cours de morale.

3. Principes de la locomotion

C'est dans l'âme qu'il faut chercher les *principes* de la locomotion, puisque c'est l'âme qui donne aux organes la première impulsion du mouvement.

Mais de quelles facultés provient cette première impulsion ?

Il y en a deux.

Pour les animaux, ces deux facultés sont l'*estimative* ou *instinct d'appréciation* et *l'appétit*.

Par l'*estimative*, ils connaissent ce qui leur est utile ou nuisible. L'*appétit* les porte à rechercher ce que l'estimative leur fait trouver convenable.

L'estimative entraîne l'appétit, et l'appétit donne son impulsion aux organes de la locomotion.

Ainsi les animaux courent vers l'objet qui leur plaît ; lis s'éloignent de celui qui leur déplaît ; ils s'efforcent de surmonter ce qui fait obstacle à leur instinct.

Dans l'homme la *raison pratique* se substitue, pour tous les actes libres, à l'*estimative* des animaux. Aussi appelle-t-on ces actes *actes humains*, parce qu'ils proviennent de la raison, qui est l'apanage distinctif de l'homme.

Toutefois l'*estimative*, la *raison* et l'*appétit* n'exécutent point les mouvements ; ces facultés ne font que les commander. C'est pourquoi elles en sont les *principes*.

Pour mettre ces mouvements à exécution, une autre faculté est nécessaire, la *faculté organique de locomotion*.

C'est cette faculté qui transporte d'un endroit à l'autre le corps des hommes et des animaux, conformément aux tendances de l'appétit ou aux décisions de la raison.

Rappelons que la *faculté de locomotion* s'ajoute aux facultés *sensibles* pour distinguer le règne *animal* du règne *végétal*.

CHAPITRE III

—o—

NATURE DE L'AME HUMAINE

Nous connaissons les facultés de l'âme humaine.

Il importe d'étudier aussi la *nature* de cette âme, qui est le principe de notre vie, de nos mouvements et de tous nos actes.

Cette étude suppose l'examen de quatre questions importantes.

1° L'âme est-elle un corps ?
2° L'âme est-elle une substance ?
3° L'âme est-elle incorruptible ?
4° L'âme est-elle immortelle ?

Nous répondrons à ces questions, en quatre articles successifs : 1° la *simplicité* de l'âme : 2° la *spiritualité* de l'âme : 3° l'*incorruptibilité* de l'âme ; 4° l'*immortalité* de l'âme.

ARTICLE I^er^

Simplicité de l'âme

1. Notion de la simplicité de l'âme ?

Que faut-il entendre par la *simplicité* de l'âme ?

Tous les *corps* ou êtres *matériels* sont *composés* d'un certain nombre de parties ; par suite de cette composition, ils sont divisibles, ils ont de l'étendue.

La *simplicité*, au contraire, telle que nous l'entendons ici, est la propriété d'un être qui n'est pas composé de diverses parties, qui par conséquent ne peut pas être divisé, qui n'a aucune étendue, en d'autres termes qui n'est pas un corps.

Il s'agit de savoir si l'âme possède cette propriété, ou bien si ele est divible et étendue, si elle est un corps.

9. Le matérialisme

Certains prétendus philosophes ont osé dire que l'âme humaine est un être corporel.

Cette odieuse doctrine, qui confond l'âme avec la matière, est connue sous le nom de *matérialisme*.

Dans l'antiquité païenne, elle a été formulée par les Stoïciens et par les disciples de Démocrite (1) et d'Epicure (2). Ils ne voyaient dans l'âme qu'un être *corporel*, distinct néanmoins du corps humain.

D'autres philosophes païens identifiaient l'âme avec le corps humain dont elle n'aurait été, d'après eux, qu'une partie plus perfectionnée.

C'est cette dernière opinion que les coryphées de limpiété du XVIII[e] siècle ont tenté de faire revivre.

Helvétius (3), Diderot (4), Lamettrie (5), et plusieurs autres incrédules, l'ont soutenue au nom de la science. On l'appelle le matérialisme *physiologique*.

Au XIX[e] siècle, le même système a trouvé des partisans parmi les savants orgueilleux qui s'appliquent à saper par la base les croyances les mieux établies.

Signalons notamment Cabanis (6), Moleschott (7),

---

(1) *Démocrite*, philosophe grec, né vers le milieu du V[e] siècle avant Jésus-Christ.

Il ne voyait dans l'âme qu'un corps très délié et impalpable contenu dans le corps visible.

(2) *Epicure*, philosophe grec, (337-270 avant Jésus-Christ), est le père de la secte philosophique des Epicuriens. Il soutient le système de l'éternité de l'univers, composé, d'après lui, d'atomes immuables. Il est un des ancêtres de l'école panthéiste et matérialiste.

(3) *Helvétius* Claude-Adrien, (1715-1771), fut un des coryphées de l'incrédulité au XVIII[e] siècle.

Ses fausses doctrines sont particulièrement formulées dans le livre de l'*Esprit*.

(4) *Diderot* Denis (1713-1784), fils d'un coutelier de Langres, professait l'athéisme et le matérialisme. Il fut l'un des principaux auteurs de l'Encyclopédie du XVIII[e] siècle, et l'un des hommes les plus corrupteurs de cette époque d'impiété.

(5) *Lamettrie* Julien Offray, (1700-1751), incrédule du XVIII[e] siècle, né à Saint-Malo. Il manifesta spécialement son impiété dans son *Histoire naturelle de l'âme*.

(6) *Cabanis* Pierre-Jean-Georges, (1757-1303), né à Cosnac (Corrèze), a composé divers ouvrages de médecine.

(7) *Moleschott* Jacques, docteur médecin hollandais, né le 9 août 1822, et naturalisé italien. Il a professé un matérialisme abject à l'Université de Turin et ensuite à Rome. Il expose ses idées dans ses *Recherches sur l'Histoire naturelle*, et dans plusieurs autres ouvrages.

Flourens (1), Larousse (2), Auguste Comte (3), Littré (4), Taine (5), et plusieurs autres célébrités de la libre-pensée contemporaine.

Inutile de rappeler que ce système contredit à la fois la doctrine traditionnelle de l'Eglise et le témoignage du plus vulgaire bon sens. Quoi de plus absurde en effet que de confondre avec un objet matériel la force intérieure qui nous fait vivre : l'âme qui pense, qui raisonne, qui aime et qui veut !

Lorsqu'on voit des savants tomber dans de telles aberrations, on ne peut s'empêcher de se rappeler la parole des Saints Livres : « *Se disant sages, ils sont devenus des insensés.* »

3. Preuves de la simplicité de l'âme

Sans entrer dans des dissertations métaphysiques, il est facile d'établir d'une manière péremptoire que l'âme n'est pas et ne peut pas être corporelle.

Première preuve : Transformation du corps humain

De l'aveu des matérialistes eux-mêmes, le corps humain se transforme et se renouvelle sans cesse.

« *Toute* la matière, dit Flourens qui, dans plusieurs expériences a constaté la vérité de son affirmation, *tout* l'organe matériel, *tout l'être* paraît et disparaît, se fait et se défait et une seule chose reste, c'est-à-dire celle qui fait et défait, celle qui produit et détruit, c'est-à-dire la force qui vit au milieu de la matière et qui la gouverne.»

« Cet échange de matière, qui est le mystère de la vie animale, ajoute Moleschott, s'opère avec une rapidité remarquable... La concordance des résultats qu'on a ob-

---

(1) *Flourens* Marie-Jean-Pierre, né à Maureilhan (Hérault), le 15 avril 1794, mort à Paris le 6 décembre 1867, membre de l'Institut, a écrit plusieurs ouvrages philosophiques, notamment *De l'Instinct et de l'intelligence des animaux ; de la Vie et de l'Intelligence.*

Son fils, Gustave Flourens, (1838-1871), exprime des idées analogues dans la *Science de l'homme.*

(2) *Larousse* Pierre, (1817-1875), né à Toucy (Yonne).

(3) Auguste *Comte*, chef de l'école positiviste. (Voir page 47).

(4) *Littré* Maximilien-Paul-Emile, (1801-1881), après avoir embrassé les erreurs de l'école positiviste, est revenu vers la fin de sa vie à de meilleures idées. Il est l'auteur d'un remarquable *Dictionnaire* de la langue française.

(5) *Taine.* (Voir page 47).

tenus à la suite de diverses expériences est une garantie positive de l'hypothèse d'après laquelle il faut *trente jours* pour donner au corps entier une composition nouvelle. Les *sept ans* que la croyance du peuple fixait pour la durée de ce laps de temps, sont donc une exagération colossale. »

Quelle que soit la durée nécessaire pour le renouvellement des corps, il est certain que cette transformation s'accomplit d'une manière complète dans un temps assez court ; après quelques années, il ne reste dans le corps humain aucune des parties qui s'y trouvaient au commencement. Toute personne adulte a changé de corps plusieurs fois ; elle ne possède actuellement aucune parcelle de son premier corps.

Si donc notre âme était corporelle, elle aurait complètement disparu pour faire place à une âme nouvelle, elle aurait même été plusieurs fois remplacée.

Notre expérience nous atteste cependant que notre âme n'est pas changée. Si vous avez trente, quarante, cinquante ans, vous sentez parfaitement que l'âme qui pense et qui se souvient en vous aujourd'hui, est bien celle que vous aviez il y a dix ans, il y a vingt ans, il y a trente ans.

Ainsi, tandis que, d'après la science, toute la matière passe et change sans cesse, votre âme est demeurée la même. Vous ne pouvez avoir aucun doute à cet égard.

Par conséquent, l'âme n'est pas matière, elle n'est pas un corps.

Deuxième preuve : La nature de la forme substantielle

Dans tous les êtres que nous voyons autour de nous, nous avons déjà remarqué deux éléments : la *matière*, ou l'ensemble de toutes les parties qui composent un corps quelconque et qui lui donnent son étendue, et la *forme substantielle* ou le principe qui donne à chaque corps sa nature propre pour le distinguer d'un corps d'une espèce différente.

Même dans les minéraux, la *forme substantielle*, envisagée en elle-même, n'est pas un corps. Elle est *matérielle* sans doute, en ce sens qu'elle ne peut subsister que dans la matière à laquelle elle donne son existence réelle ; mais elle est vraiment *simple* et indivisible.

Prenez, par exemple, la forme substantielle de l'or ; séparez-la par la pensée de toute matière ; cette forme, envisagée sans la matière dans laquelle vous l'avez rencontrée, est une force *simple*, qui ne peut être divisée en plusieurs parties ; c'est le principe qui unit ensemble toutes les molécules ou parties de matière contenues dans un lingot ou dans une pièce d'or ; mais ce n'est pas de la matière, ce n'est pas un être étendu et corporel, ce n'est pas un corps.

Si la forme substantielle n'est pas un corps même dans les minéraux, à plus forte raison ne pourra-t-elle pas l'être dans les végétaux et dans les animaux, qui sont plus élevés dans l'échelle des êtres.

Ainsi on ne saurait trouver un être corporel sans la forme substantielle ou force qui donne à la plante sa vie ; à l'animal son existence, son principe vital et ses connaissance sensibles. Encore moins pourrait-on voir un corps dans l'âme humaine qui est la forme substantielle du corps humain.

L'âme n'est donc pas un corps.

Troisième preuve : Le principe de vie

S. Thomas, dans sa *Somme théologique*, établit en quelques mots que l'âme n'est pas un corps.

L'Âme, dit-il, est le premier principe de la vie, puisque on appelle *animés*, du latin *anima* « âme », tous les êtres vivants, et qu'on dit *inanimés* tous ceux qui sont dépourvus de la vie.

Il est impossible que le premier principe de la vie soit un corps.

Remarquez tout d'abord, en effet, qu'il n'est pas nécessaire à un corps d'être principe de la vie ; le prétendre ce serait soutenir que tous les corps sont vivants. Il n'en est rien cependant, puisque tous les jours nous constatons que la vie ne se trouve que dans certains corps et non dans les autres.

Direz-vous que cette propriété, ce principe spécial est lui-même un corps ?

Si vous le prétendez, voici la conséquence.

Dans ce corps imaginaire dont vous voulez faire le premier principe de la vie d'un autre corps, il faut nécessairement reconnaître d'abord les propriétés générales des corps puisque vous vous obstinez à y voir un corps,

et il faut y trouver en même temps le caractère spécial qui en fait un principe de vie.

Quoi que vous fassiez, ce premier principe de vie se distinguera touours du corps lui-même. Il ne peut donc pas être un corps.

Par conséquent l'âme n'est pas un corps.

Cette démonstration est vraiment péremptoire pour toute personne qui a l'habitude des raisonnements philosophiques ; mais elle peut échapper, à cause de sa simplicité même, à certains esprits étrangers à la métaphysique.

En voici une quatrième dont la rigoureuse logique s'impose à tous, même aux intelligences les plus ordinaires.

Quatrième preuve : Les actes des facultés de l'âme

En nous occupant des facultés de l'âme humaine, nous avons constaté que cette âme :

1° Connait les choses sensibles ;

2° A l'idée des êtres matériels ;

3° Prononce des jugements ;

4° Fait des raisonnements ;

5° A conscience d'elle-même.

Il est facile de comprendre que les facultés qui permettent à l'âme d'accomplir ces divers actes ne peuvent pas convenir à un corps.

I. Si l'âme n'était pas simple, si elle était, comme tous les corps, composée de parties, elle ne connaitrait même pas les objets corporels.

Supposons que vous êtes à Paris. Vous venez de visiter attentivement la métropole de Notre-Dame, l'église du Vœu National, et les curiosités de la Capitale.

Qu'arrive-t-il ?

C'est que, par un seul acte de votre âme, vous pouvez vous représenter chacune des merveilles que vous venez de contempler ; vous pouvez même, si vous le voulez, vous les rappeler toutes à la fois et vous former intérieurement une vue d'ensemble de la grande cité.

N'est-il pas aisé de comprendre qu'une telle connaissance exige la simplicité de l'âme ?

Prenons, comme exemple, la métropole.

Si l'âme était composée de parties, ou bien chacune de ces parties connaitrait une portion de ce bel édifice, ou

bien chaque partie le connaîtrait tout entier, ou bien cette connaissance serait l'apanage d'un partie privilégiée de l'âme.

Aucune de ces suppositions n'est admissible.

1° Ne serait-il pas ridicule de prétendre qu'il y a dans une partie de l'âme l'image d'une portion de l'église Notre-Dame, et dans une autre partie l'image d'une autre portion ?

S'il en était ainsi, l'on verrait séparément chaque fragment de ce splendide édifice ; mais on n'en pourrait voir l'ensemble, à moins d'imaginer dans l'âme une partie spéciale qui aurait mission de rattacher ensemble les divers fragments vus par chacune des autres parties, ce qui nous conduit à la troisième supposition.

2° Direz-vous que chaque partie de l'âme voit la métropole de Paris tout entière ?

Alors autant vous supposerez de parties, autant il y aura d'images de ce monument.

Mais comment réduire à une seule ces images si nombreuses ? Vous ne le pourriez qu'en prétendant que l'une des parties de l'âme s'acquitte de cet office, ce qui nous ramène encore à la troisième hypothèse.

3° Si vous dites qu'une seule des parties de l'âme voit l'image de la métropole, ou rattache ensemble les fragments considérés par les autres parties, ou bien ramène à l'unité les images multiples qu'elles ont reçues, je vous réponds que cette partie, puisqu'elle est unique, est vraiment *simple* et que c'est elle que nous appelons l'*âme*.

Le même raisonnement peut s'appliquer à tous les objets sensibles que nous connaissons.

Ajoutons que l'âme ne peut connaître tant d'objets divers sans en conserver intérieurement l'image.

Que de milliers et de milliers d'images entassés dans nos souvenirs !

Ces images sont manifestement incorporelles ; or, si l'Âme était corporelle, elle ne pourrait conserver des images incorporelles.

II. L'Âme connaît les êtres *immatériels*. Elle a l'idée de la *vérité*, de la *justice*, de la *science*, du *progrès*, de la *perfection*, etc... Toutes ces notions sont immatérielles ; les sens sont absolument incapables de les percevoir.

Il est nécessaire, en effet, qu'il y ait proportion entre un objet et la faculté de le saisir ou de le connaître. Or, tout

être immatériel échappe absolument à un corps. Entre les deux, il ne peut y avoir aucune proportion.

Si l'âme était corporelle, il lui serait donc impossible d'acquérir des idées immatérielles.

III. — Ce que nous venons de dire de l'idée des êtres immatériels s'applique, à plus forte raison, aux *jugements* portés par notre intelligence.

Dans tout jugement, nous l'avons vu, on compare deux idées différentes.

Si je dis, par exemple : « Dieu est bon », je compare l'idée de Dieu et celle de bonté.

Cette comparaison ne peut se faire qu'autant qu'elle s'accomplit dans un être simple.

S'il y avait dans l'âme plusieurs parties, une de ces parties aurait une idée, l'autre partie aurait une autre idée ; mais il serait impossible d'associer ces idées de manière à former un jugement unique.

IV. Impossible à plus forte raison d'associer ensemble, dans une substance corporelle, plusieurs jugements pour faire un *raisonnement*.

Comment arriverait-on, si l'âme n'était pas simple, à conclure que les deux jugements que l'on a formés s'accordent ou ne s'accordent pas ?

V. L'âme a conscience d'elle-même, elle se connaît. Or nous sentons très bien que l'âme qui connaît est bien la même que l'âme connue.

L'âme se replie donc sur elle-même. Ce ne serait pas possible, si elle était corporelle ; la matière, en effet, ne se pénètre jamais elle-même ; l'œil ne se voit pas lui-même, il voit seulement ce qui est en dehors de lui.

Ainsi les diverses facultés de notre âme ne peuvent être celles d'un corps ; les principales opérations qu'elle produit ne peuvent être accomplies par un corps.

Par conséquent l'âme n'est pas un corps. Elle est *simple*.

ARTICLE II

Spiritualité de l'âme

1. Notion de la spiritualité

Nous avons montré que l'âme humaine est *simple*, ce qui veut dire qu'elle n'est pas composée de parties, comme le sont les corps qui nous environnent.

Nous ajoutons qu'elle est *spirituelle.*

Que faut-il entendre par cette qualité de l'âme humaine ? Quelle différence y a-t-il entre la *simplicité* et la *spiritualité ?*

Il est essentiel, avant d'aller plus loin, d'éclaircir cette question.

Parmi les êtres *simples* ou *incorporels*, il en est de deux sortes.

Les uns *subsistent par eux-mêmes*, indépendamment de toute matière, comme par exemple, Dieu et les anges : ce sont des *substances.*

Il y a d'autres êtres incorporels qui *ne subsistent pas par eux-mêmes*, mais qui existent seulement dans une matière à laquelle ils sont nécessairement fixés ; si cette matière vient à faire défaut, ils disparaissent avec elle.

Tels sont les êtres abstraits. La *blancheur*, par exemple, ne peut exister que dans les objets matériels ; si vous faites disparaître la matière de ces objets, vous n'aurez plus de blancheur.

On en peut dire autant, pour la plupart des cas, de cet élément constitutif que nous avons précédemment reconnu dans tous les corps et que nous avons appelé leur *forme substantielle.*

Ainsi la forme substantielle de l'*or* ou d'un *minéral* quelconque n'a d'existence réelle qu'autant qu'elle est inhérente à une matière ; enlevez cette matière, aussitôt la forme substantielle de l'or ou de tout autre minéral cesse d'être une réalité.

Bien qu'elle soit une force plus active et d'un degré plus élevé, la forme substantielle d'une *plante*, à son tour, a besoin, pour subsister, de la matière dont ce végétal est composé.

Ces formes substantielles, comme tous les êtres abstraits, ne sont donc pas des substances, puisqu'elles ne subsistent pas par elles-mêmes, mais seulement dans une matière et par une matière qui leur sert de soutien.

Voilà deux catégories « d'être simples » entre lesquels nous constatons une différence capitale ; les uns subsistent par eux-mêmes, les autres ne peuvent subsister que dans une matière. Ceux qui subsistent par eux-mêmes possèdent une énergie particulière qui ne se trouve pas dans les autres ; cette énergie spéciale, nous l'appelons la *spiritualité.*

La spiritualité, c'est donc la propriété en vertu de laquelle un être *simple* subsiste par sa propre force, indépendamment du secours de la matière.

Vous saisissez maintenant la question. Il s'agit de savoir si la nature de l'âme *humaine* est analogue à celle des êtres simples qui ne subsistent que dans la matière à laquelle ils sont unis, ou bien si elle est une substance proprement dite, ayant une existence et une activité qui lui sont propres, indépendamment du corps qu'elle vivifie.

2. Preuves de la spiritualité de l'âme

« L'âme est incorporelle, dit S. Augustin, et elle *subsiste par elle-même*. »

La réponse de ce grand docteur est celle de tous les philosophes catholiques ; c'est celle de l'Église ; c'est celle du genre humain tout entier, qui a toujours professé que l'âme humaine survit au corps et que par conséquent elle subsiste indépendamment du corps.

1. Si l'âme ne subsistait pas par elle-même, il lui serait impossible d'accomplir un acte quelconque, sans le concours du corps. En disant, par exemple, que le feu n'existe jamais en dehors d'un objet embrasé, vous me donnez aussitôt le droit de conclure que ce même feu, pour exercer son action et pour me réchauffer, a toujours besoin du corps embrasé sans lequel il ne peut même pas exister.

Il faut donc admettre que l'âme est spirituelle et subsiste par elle-même, ou bien il faut prétendre qu'elle est incapable d'accomplir un acte quelconque indépendamment du corps.

Mais n'est-il pas facile de constater que l'âme humaine accomplit des actes nombreux, auxquels le corps n'a pas la moindre part ?

Rappelez-vous les deux facultés qui la distinguent : son *intelligence*, qui connaît les êtres *immatériels*, les vérités *immatérielles* ; sa *volonté*, capable de s'attacher au bien incorporel, à la vertu, au devoir, à Dieu lui-même.

Sans doute c'est au moyen des sens que l'intelligence parvient à acquérir ses connaissances ; mais dès qu'elle les a obtenues, combien elle s'élève au-dessus de la matière, dans les opérations qu'elle accomplit !

Voyez le penseur qui pénètre les vérités philosophiques, le mathématicien qui étudie les lois des nombres, l'as-

cète qui médite sur la loi divine ou sur les vertus chrétiennes.

Pouvez-vous croire raisonnablement que ce soit avec le concours d'un organe corporel que leur intelligence contemple la *vérité*, *l'absolu*, *la justice*, *le devoir*, *la vertu ?*

Y a-t-il quelqus rapport entre ces idées immatérielles et une partie quelconque du corps humain ?

Les matérialistes, qui prétendent faire du cerveau l'organe de l'intelligence, peuvent-ils soutenir sérieusement que quelques lobes du cerveau, d'une structure plus parfaite, concourent avec l'intelligence à produire la pensée, à percevoir la *justice*, la *vérité*, la *vertu ?*

Remarquez encore, dans les actes de l'âme, cette indépendance merveilleuse qui semble la soustraire aux lois de l'espace et du temps.

Votre pensée se transporte en un instant d'une extrémité du monde à l'autre, elle s'élève jusqu'aux astres, jusqu'aux réalités invisibles des cieux ; elle remonte avec non moins de facilité le cours des siècles écoulés ; elle s'élance dans les âges futurs.

Quel est donc l'organe corporel, qui pourraait être dégagé de la sorte des lois qui gouvernent la nature matérielle ?

On le voit par ces exemples, c'est bien par elle-même, indépendamment de toute matière, que l'âme accomplit tous les actes de l'ordre intellectuel.

C'est par elle-même aussi et sans le secours d'aucun organe qu'elle produit les actes de la volonté. Ne serait-il pas absurde de prétendre qu'elle emploie un organe quelconque pour rechercher le devoir, pour s'attacher à la vertu, pour s'élever vers Dieu ?

II. L'expérience de chaque jour confirme cette vérité.

Qui n'a constaté souvent une sorte d'antagonisme intérieur entre la raison et la sensibilité, entre la volonté et les impressions sensibles ?

La volonté cependant maîtrise la sensibilité. Elle peut donc agir sans elle et même contre elle.

Ainsi l'âme humaine agit indépendamment des organes corporels, et par conséquent elle subsiste par elle-même, elle est *spirituelle*.

ARTICLE III

Incorruptibilité de l'âme

1. Notion de l'incorruptibilité

Que faut-il entendre par l'*incorruptibilité* ?

L'incorruptibilité, c'est la propriété d'un être qui ne peut être atteint par la *corruption*.

Mais qu'est-ce que la *corruption* ? Dans le langage philosophique, que nous employons ici, ce terme a une signification plus générale que dans la parole ordinaire.

Le mot *corruption* est formé du mot latin « *ruptum* » « rompre » et du préfixe *cum* « avec » ; il veut donc dire *rompre avec* ; il indique une rupture, une séparation entre deux êtres qui se trouvaieent liés ensemble.

Et, en effet, dans le sens philosophique, la *corruption* est la séparation d'une matière quelconque et de la forme substantielle qui donnait à cette matière sa nature propre.

Lorsque, par exemple, par des procédés chimiques, la matière de l'eau perd sa forme substantielle ou sa nature d'eau pour se *transformer* en oxygène et en hydrogène, les philosophes disent que l'eau *se corrompt* ; la forme substantielle de l'eau se sépare de la matière à laquelle elle se trouvait attachée pour faire place à deux formes substantielles nouvelles, la forme de l'*oxygène* et celle de l'*hydrogène*.

De même la rouille est une altération ou corruption du fer.

Un objet embrasé se corrompt lorsque, par l'action du feu, il est réduit en cendres ; à sa forme naturelle succède une nouvelle forme substantielle.

Une plante se corrompt, à son tour, en perdant la forme substantielle qui lui donne la vie.

L'animal se corrompt lorsqu'il meurt ; son âme, qui était sa forme substantielle, disparait alors pour faire place à la forme substantielle qui caractérise les restes de l'animal privé de vie.

Le corps de l'homme enfin se *corrompt* au moment où il est séparé de l'âme qui le vivifiait ; dès lors, il est un cadavre ; l'âme, l'ayant quitté, cesse d'être sa forme substantielle, elle est remplacée par la forme *cadavérique*.

Cette série d'exemples nous montre la vérité de cette parole de Plutarque : *Corruptio optimi pessima*, « la pire corruption est celle de l'être le meilleur ».

Les théologiens catholiques en trouvent une application plus saisissante encore dans l'âme en état de péché mortel. L'âme est destinée à être unie à Dieu par la grâce, et lorsque, par le péché, elle se sépare de Dieu qui lui donnait la vie surnaturelle, elle se trouve, disent-ils, dans le pire état de *corruption*.

Mais, en s'exprimant ainsi, ils emploient le terme « corruption » dans un sens métaphorique. L'âme, en effet, ne peut pas être sujette à la corruption, au sens naturel et philosophique du mot. C'est cette incorruptibilité de l'âme que nous allons établir.

2. Preuves de l'incorruptibilité de l'âme

I. Pour qu'un être quelconque soit sujet à la corruption, il faut nécessairement, ou bien que cet être soit composé de parties, ou bien qu'il n'ait d'existence que dans un corps composé lui-même de parties.

Il est évident, en effet, que, dans un objet dégagé de toute matière, aucune séparation n'est possible, puisqu'il n'y a qu'un élément simple ; par conséquent un objet de ce genre ne peut être atteint par la corruption.

Telle est l'âme humaine, ainsi que nous l'avons déjà montré. Elle ne peut pas se corrompre par la dissolution de ses parties puisqu'elle est *simple* ; elle ne peut pas davantage périr, comme l'âme des bêtes, par la dissolution du corps ; car elle existe par elle-même, indépendamment du corps qu'elle anime, puisqu'elle est *spirituelle*.

L'âme humaine est donc incorruptible.

II. Les opérations de l'âme humaine nous prouvent qu'elle est incorruptible.

Par son intelligence, elle arrive à connaître les vérités immuables et incorruptibles, c'est-à-dire indépendantes de toute circonstance de temps et lieu ; par exemple : « *Deux et deux font quatre. Il faut aimer la vertu. Il faut fuir le mal.* »

Toutes ces vérités sont absolues et ne peuvent jamais cesser d'être.

Mais comment l'âme pourrait-elle s'élever jusqu'à ces

vérités immuables, incorruptibles de leur nature, si elle n'appartenait pas elle-même à l'ordre supérieur des êtres incorruptibles ?

III. Tout être désire naturellement une existence proportionnée à sa nature.

Les animaux ne saisissent par les sens que les choses présentes ; aussi leur attrait les porte-t-il à rechercher instinctivement leur conservation au moment présent ; mais leur inclination ne va pas au-delà ; n'ayant pas l'idée de l'avenir, ils ne tendent pas à vivre dans l'avenir.

L'âme humaine, en vertu de son intelligence, connaît l'absolu, elle a l'idée de l'avenir. Par suite elle aspire naturellement à une existence absolue et perpétuelle. On ne saurait supposer que ce désir naturel et universel soit sans fondement.

Cette tendance naturelle de l'âme humaine nous permet donc de conclure qu'elle ne sera jamais soumise à la corruption, *qu'elle est incorruptible.*

3. Origine de l'âme

Si l'âme est incorruptible de sa nature, d'où vient-elle ? Quelle est son origine?

Rien n'est plus étrange que les diverses idées philosophiques à ce sujet.

Tout le monde connaît l'opinion de Pythagore (1) et d'Empédocle (2), suivis sur ce point par Platon.

A les entendre, les âmes, avant de vivifier sur la terre des corps humains, auraient mené une vie céleste ; c'est, disent-ils, pour expier quelque crime ou pour tout autre motif inconnu que ces âmes ont été ensuite emprisonnées dans un corps terrestre.

---

(1) *Pythagore*, mathématicien et philosophe grec, né à Samos en 569 avant J.-C., visita la Phénicie, l'Egypte, la Babylonie et rentra en Grèce.

Il fonda, à Crotone, une école où, pendant deux ans de noviciat, ses élèves étaient soumis à un silence rigoureux et ne recevaient ses leçons qu'à travers une cloison. Il enseignait des choses bizarres.

C'était un mathématicien distingué. On lui attribue la découverte du *Carré de l'hypothénuse* et la *Table de multiplication* qui porte son nom. Il mourut à Tarente en 470.

(2) *Empédocle*, philosophe grec, né à Agrigente, vivait au V^e^ siècle avant J.-C.

Il se distinguait par son ostentation et passait pour un magicien et un dieu. On prétend qu'afin de faire croire qu'il s'était élevé dans le séjour des dieux, il se jeta dans le cratère de l'Etna.

L'astronome contemporain Flammarion (1) n'a pas craint récemment de faire revivre cette opinion bizarre.

Il prétend sans rire que précédemment son âme a habité dans les astres et il insiste, dans ses écrits, sur cette assertion, qui est un exemple entre mille, des aberrations affirmées par les incrédules.

Une autre école non moins extravagante prétend, avec Lamark (2) et Darwin (3), que les âmes, comme tous les divers êtres, proviennent de l'*évolution* (4) ou du perfectionnement de la matière qui se transforme continuellement par la force de la nature.

Qui vous a dit qu'un rocher informe ne deviendrait pas, dans la suite des âges, un homme vivant et doué d'intelligence ?

On croit rêver, en lisant les travaux de ces savants qui s'obstinent à construire les hypothèses les plus insensées pour contredire les vérités fondamentales de la religion.

Eh quoi ! les plus habiles d'entr'eux ne peuvent arriver, malgré toutes les ressources de la science, à transformer une seule espèce, et l'on ose dire que cette merveille s'est partout accomplie d'elle-même ? C'est contredire à la fois la science et le bon sens.

D'autres philosophes ont prétendu que l'âme se formait par suite d'une influence purement matérielle, toutes les fois qu'il se rencontrait un corps humain placé dans les conditions requises pour avoir la vie.

---

(1) *Flammarion* Camille, astronome, né à Montigny-le-Roi (Haute-Marne), le 26 février 1842.

Après avoir passé quatre ans au Bureau des longitudes, il se mit à écrire dans les journaux, à faire des conférences populaires, et fonda un observatoire à Juvisy-sur-Orge (Seine-et-Oise).

La plupart de ses écrits sont plutôt une œuvre d'imagination que de science et paraissent indignes d'un vrai savant.

(2) Lamarck, (1744-1829), naturaliste célèbre, né à Barentin, en Picardie. Il occupa une chaire de zoologie au moment de la réorganisation du muséum, en 1795.

(3) *Darwin* Georges-Howard, naturaliste anglais, né à Down, en 1845, a donné son nom au Darwinisme, système erroné et antiscientifique qui soutient sans raison le transformisme ou transformation des espèces.

(4) *Evolution*. Système de la plupart des incrédules contemporains qui prétendent, contrairement à l'expérience et au bon sens, que la matière *évolue*, c'est-à-dire se développe et se perfectionne d'une manière indéfinie.

Ce système s'appelle aussi le transformisme ; il ne voit dans l'homme qu'un singe perfectionné qui, lui-même, serait passé par toutes sortes de transformations pour devenir singe.

C'est ainsi que se produit l'âme du corps de la bête. Mais l'âme humaine, étant une substance spirituelle, ne peut provenir d'une action matérielle.

Une autre opinion veut que Dieu ait créé toutes les âmes au commencement du monde pour les unir, dans la suite des âges, aux différents corps qui ont été successivement formés.

Tous ces systèmes sont erronés.

Les philosophes catholiques enseignent que Dieu crée directement l'âme humaine, chaque fois que, d'après les lois qu'il a établies, un corps humain est préparé pour la recevoir.

Cette âme est une substance spirituelle qui possède d'une manière éminente les facultés des âmes d'un degré inférieur.

'Aristote compare les diverses sortes de formes substantielles, dans l'échelle des êtres, à des figures dont l'une contient les autres et les dépasse. Le carré, dit-il, contient le triangle et le dépasse ; le pentagone renferme à la fois le carré et le triangle et il les dépasse. De même l'âme intellectuelle possède en vertu tout ce qui se trouve dans l'âme *sensitive* des animaux et dans l'âme *nutritive* des plantes et elle est douée en outre d'une force supérieure.

Le pentagone n'a pas de limite spéciale pour contenir la surface du triangle ou celle du carré, parce qu'il dépasse en étendue ces diverses surfaces ; de même l'homme n'a pas besoin d'une âme distincte pour posséder la vie, et d'une autre âme pour jouir de la sensibilité et de l'intelligence ; il n'y a en lui qu'une seule âme, *l'âme intelligente*, qui possède tous les avantages des âmes d'un ordre inférieur.

ARTICLE IV

Immortalité de l'âme

1. Notion de l'immortalité

La « mortalité » est la condition de tout être qui doit *mourir*, c'est-à-dire « perdre la vie ». L'*immortalité*, au contraire, est la propriété d'un être qui ne peut pas perdre la vie ; cette qualité par conséquent ne convient qu'à un être vivant.

Dieu est nécessairement immortel. Il est même *éternel* : non seulement sa vie n'aura point de fin, mais elle n'a jamais eu de commencement, parce que Dieu ne peut pas ne pas existér.

Une créature peut être immortelle par *nature* ou par *grâce*.

La créature vivante est immortelle par *nature*, si elle est douée de propriétés naturelles qui demandent la conservation perpétuelle de sa vie.

Elle est immortelle par *grâce*, lorsque c'est par un privilège spécial du Créateur, et non en vertu de ses qualités naturelles, qu'elle doit toujours exister.

Ainsi, au moment où nos premiers parents furent placés dans le paradis terrestre, ils étaient destinés, par *grâce*, à être *immortels :* Dieu leur avait préparé des secours surnaturels, pour les préserver de la mort, qui est naturelle à toute créature corporelle.

De même, après la résurrection, les hommes sont appelés à devenir immortels par suite d'un bienfait spécial du Seigneur.

Est-ce seulement cette immortalité de grâce ou de faveur que nous attribuons à l'âme humaine ?

Non, c'est une immortalité de nature. Les propriétés naturelles qui distinguent notre âme demandent qu'elle ne cesse jamais d'exister ; c'est ce qu'il nous sera facile d'établir.

2. Preuves de l'immortalité de l'âme

I. L'immortalité de l'âme est une conséquence de son incorruptibilité.

L'âme ne périt point avec le corps ; elle lui survit, comme la lampe, inaccessible à l'action de la flamme, demeure intacte lorsque l'huile qu'elle portait a été consumée.

Pour que l'âme cessât d'exister, il faudrait donc que Dieu lui enlevât l'existence qu'il conserve à toutes ses créatures ; il faudrait qu'il l'annihilât en la précipitant dans le néant d'où il l'a tirée.

Une telle supposition est inadmissible.

1° Cette annihilation est contraire à l'ordre que Dieu a établi dans l'univers. C'est une vérité reconnue de tous les savants, « que rien ne se perd dans la nature. » Sous

le flot incessant des transformations de la matière, les atomes qui la composent demeurent toujours.

Dieu laisse tous les êtres subsister conformément à leurs propriétés naturelles.

De même qu'il n'enlève pas à la lumière la puissance d'éclairer, au feu celle de brûler, de même il n'enlève pas l'existence à un être qui subsiste par lui-même et qui est incorruptible de sa nature.

2° Dieu a mis dans l'homme un désir universel de bonheur.

Manifestement ce désir n'est point satisfait sur la terre. On ne peut admettre cependant que Dieu, infiniment sage et infiniment bon, ait mis vainement ce désir dans le cœur de l'homme.

3° Saint Jean Chrysostôme nous fait remarquer avec raison combien il répugne à la justice de Dieu que l'âme ne soit pas immortelle.

Personne, observe ce grand docteur, ne peut refuser de reconnaître que Dieu est souverainement juste. S'il est juste, il donne à chacun selon ses œuvres. Il est incontestable néanmoins que, dans la vie urésente, les hommes ne sont pas traités d'après leurs mérites : souvent les vertus des bons, au lieu d'être récompensées, provoquent contre eux des persécutions et des désagréments de toute sorte.

D'autre part, les méchants prospèrent souvent sur la terre ; leurs crimes ne reçoivent pas toujours les châtiments qui leur sont dus.

Il faut donc que Dieu se réserve, après la vie présente, un temps où il rendra à chacun selon ses œuvres, où chacun sera traité comme il le mérite.

C'est cette espérance qui soutient les justes au milieu de leurs épreuves.

II. Le sentiment universel des peuples est à bon droit considéré comme une preuve certaine de la vérité en faveur de laquelle il se produit. Il est ,en effet, comme le remarque Cicéron, la manifestation d'une loi de la nature.

Si vous interrogez l'histoire, vous constaterez que les peuples de tous les temps et de tous les pays ont proclamé l'immortalité de l'âme.

Mirabeau lui-même est obligé d'en convenir dans son détestable livre sur le *Système de la nature*.

« Il n'y a pas, dit-il, de dogme plus populaire que celui de l'immortalité de l'âme ; il n'y a rien de plus universellement admis que la foi à une autre vie ».

Le naturaliste le plus distingué du XIX^e^ siècle, M. de Quatrefages (1), qui a étudié avec tant de soin les mœurs les croyances de tous les peuples, proclame la même vérité.

« Il est des notions se rattachant généralement les unes aux autres, que l'on retrouve dans les sociétés humaines même les plus restreintes et les plus dégradées. Partout on croit à un monde autre que celui qui nous entoure, à certains êtres mystérieux d'une nature supérieure qu'on doit redouter ou vénérer, à *une existence future qui attend une partie de notre être après la destruction du corps.*

» En d'autres termes, la notion de la divinité et celle d'une autre vie sont tout aussi généralement répandues que celles du bien et du mal. Quelques vagues qu'elles soient parfois, elles n'en enfantent pas moins partout un certain nombre de faits significatifs.

» C'est à elles que se rattachent une foule de coutumes, de pratiques signalées par les voyageurs, et qui, chez les tribus les plus barbares, sont les équivalents bien modestes des grandes manifestations de même nature dues aux peuples civilisés. »

Une telle unanimité de croyance ne peut avoir d'autre cause que la voix même de la nature, qui atteste au fond de la conscience humaine le dogme de l'immortalité de l'âme.

III. Ajoutons que l'immortalité de l'âme est une vérité de foi,enseignée par la sainte Ecriture, proclamée par Notre-Seigneur Jésus-Christ et définie par la sainte Eglise, notamment dans le concile de Latran célébré sous le pape Léon X :

« Nous condamnons, y est-il dit, et nous réprouvons, avec l'approbation du saint Concile, tous ceux qui oseraient prétendre que l'âme intelligente n'est pas immortelle. »

---

(1) *De Quatrefages de Bréau* (Jean-Louis-Armand), né à Valleraugue (Gard), le 10 février 1810, mort le 12 janvier 1892, l'un des plus illustres savants du XIX^e^ siècle.

3. L'âme séparée du corps

L'âme continue donc à vivre lorsqu'elle est séparée du corps.

Dans cette condition nouvelle, elle n'exerce pas, il est vrai, les fonctions de la vie végétative et de la vie sensitive, puisque ces fonctions ne peuvent s'accomplir qu'au moyen des organes corporels ; mais son intelligence ne cesse pas de connaître, sa volonté ne cesse pas d'agir.

1° L'âme séparée du corps se connaît elle-même. En réfléchissant sur ses actes et sur ses facultés, elle s'enrichit de nouveles connaissances.

2° Elle conserve toutes les connaissances qu'elle avait précédemment acquises. « Nous garderons dans le Ciel, dit S. Jérôme, la science de ce que nous aurons appris sur la terre ».

3° Elle peut grandir dans la science de la vérité par la onctemplation de ce qu'elle connaît déjà ; mais, étant séparée du corps, elle n'acquiert plus ses connaissances au moyen d'images sensibles.

4° Elle peut avoir des relations avec les autres âmes ou même avec les anges.

Il est impossible de préciser la nature de ces rapports naturels que les âmes ont entre elles.

5° Les âmes séparées du corps ne connaissent pas, en vertu de leurs facultés naturelles, les actes des vivants qui demeurent sur la terre. « La vie de l'esprit, dit S. Grégoire, est séparée et distincte de la vie terrestre ; les morts cessent d'avoir des rapports avec les vivants. »

Le saint docteur ajoute néanmoins que cette règle ne s'applique pas aux justes décédés dans l'amitié de Dieu. Une grâce spéciale leur permet de connaître tout ce qui peut les intéresser sur la terre, comme nous le montre l'usage d'invoquer les saints.

Les âmes séparées peuvent d'ailleurs connaître ce qui se passe sur la terre, non seulement par une révélation divine, mais encore par l'intermédiaire des autres âmes qui quittent la terre après elles, ou par le ministère des Anges.

CHAPITRE IV

—0—

DESTINÉE DE L'AME HUMAINE

Par la destinée de l'âme humaine, il faut entendre la fin pour laquelle notre âme a été créée, le but qu'elle doit atteindre.

La connaissance de cette destinée peut être considérée comme le fondement de la morale.

La morale, en effet, est la science qui apprend à l'homme à atteindre la fin pour laquelle il a été créé et pour se diriger vers cette fin, il est évident qu'il faut avant tout la connaître.

L'étude des questions relatives à la destinée de l'âme humaine embrasse la notion du bien et du bonheur, les biens apparents, le bien réel, les conditions nécessaires pour arriver au bonheur et à l'hérésie moderne du matérialisme ou rationalisme propagée pour empêcher l'homme de parvenir au bonheur.

Ce chapitre comprendra donc cinq articles : 1° La destinée et le bonheur ; 2° les biens apparents ; 3° le bien réel ; 4° Conditions nécessaires pour acquérir le bonheur ; 5° l'hérésie rationaliste.

ARTICLE 1er

La destinée et le bonheur

L'âme a une destinée

Il est évident que l'âme a une destinée. Dieu, étant souverainement sage, ne fait rien sans motif ; il y a donc un but dans toutes ses œuvres : il assigne à chaque créature une fin déterminée.

Mais quelle est la destinée de l'âme ? Il nous importe souverainement de la connaître, rien ne nous est plus nécessaire que de savoir pourquoi nous sommes créés.

La réponse à cette question n'est pas difficile : notre âme est faite pour *chercher et trouver son bien.*

Mais qu'est-ce que « le bien ? »

Le bien, nous disent les philosophes, c'est ce qui est convenable à un être « c'est ce que tous les êtres désirent. »

Expliquons cette définition.

Toutes les fois que l'on agit, on cherche nécessairement un bien réel ou imaginaire.

La volonté de l'homme, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, ne cesse de poursuivre ce qui lui paraît être son bien.

Il en est ainsi, du reste, pour toutes les créatures. En leur donnant l'existence, Dieu a mis en elles une inclination naturelle, qui les porte toujours à rechercher *leur propre bien.*

Ainsi l'homme, comme tous les autres êtres, recherche naturellement son bien. La possession de ce bien s'appelle le *bonheur* ou la *félicité.*

Rapports de la destinée et du bonheur

Il y a donc un rapport intime entre la *destinée* de l'âme et le *bonheur.*

L'âme trouve le bonheur dans la pleine satisfaction de ses désirs. Mais ces désirs invisibles, qui les a mis en elle ?

C'est Dieu lui-même.

En créant une âme, il lui donne des attraits naturels parfaitement en rapport avec la fin à laquelle il la destine. Si l'âme poursuit le bonheur, c'est qu'elle est créée pour le bonheur ; le bonheur, c'est sa destinée.

Appelés au bonheur, tous les hommes le recherchent invinciblement dans tous les actes ; mais s'ils poursuivent tous leur propre bien, ils sont loin de le placer *dans le même objet.*

Consultez l'expérience : les uns sacrifient tout à la fortune ; pour d'autres, le bien suprême, c'est la jouissance des sens ; pour ceux-ci, c'est la santé ; pour ceux-là, la réputation ; d'autres tiennent par-dessus tout à la vertu ; tous veulent organiser leur vie pour obtenir le bien qui leur paraît le meilleur ; mais, dans le choix de ce bien, quelle diversité d'appréciations !

Ne se passe-t-il pas quelque chose d'analogue dans l'ordre corporel ? Tout le monde aime naturellement ce qui est bon ; mais le goût de celui-ci le porte à préférer le vin, l'un aime mieux les friandises, l'autre une nourriture plus substantielle.

Au fond, de tout cela, qu'est-ce qui est meilleur?.. C'est ce qui flatte davantage le goût le plus sain, le palais le plus exercé.

Voilà l'image du bien que la volonté recherche.

Chacun poursuit celui qu'il préfère.

Mais il y a beaucoup de biens qui ne sont qu'apparents et qui ne peuvent pas par conséquent procurer le bonheur.

Le bien réel, le bien parfait, c'est celui que recherchent les hommes dont la volonté est bien disposée, dont les affections sont parfaitement équilibrées.

Rien n'est plus nécessaire que de connaître ce bien véritable. Puisque l'âme est destinée au vrai bonheur, il faut bien qu'elle y parvienne, sous peine de renverser l'œuvre du Créateur et de subir les conséquences d'un tel désordre.

Nous aurons donc à considérer successivement les différents biens auxquels les hommes s'attachent, afin de discerner celui qui, étant seul capable de nous donner le vrai bonheur, doit être l'objet de nos aspirations et de nos constantes recherches.

Saint Augustin signalait déjà de son temps 288 sectes différentes de philosophes sur cette seule question du véritable objet du bonheur de l'homme.

Grâce aux lumières que nous avons reçues de la révélation chrétienne, il nous sera facile de résoudre la difficulté. Après avoir examiné tour à tour les différentes catégories de biens, nous arriverons à celui qui constitue la félicité de l'âme, parce qu'il doit combler tous ses désirs.

ARTICLE II

Les biens apparents

1. Les richesses

Tout ce qui peut servir à satisfaire les besoins de l'homme s'appelle la *richesse*.

On distingue les richesses *naturelles* (1), directement utiles par elles-mêmes, comme les vêtements, les aliments, l'habitation, les plantes, les terres, etc. ; et les richesses *artificielles*, imaginées par l'art de l'homme pour faciliter l'échange des richesses naturelles, pour être comme la mesure des diverses valeurs ; elles ont reçu le nom de *monnaie*.

Le bonheur de l'homme ne consiste ni dans les unes, ni dans les autres.

1° Il ne peut se trouver dans les richesses *naturelles*.

Ces richesses, pourquoi les recherche-t-on ?

Pour se procurer certaines commodités, certains avantages.

L'homme n'est donc point fait pour elles. Il est le roi de la nature corporelle ; selon la parole du Psalmiste, *toutes les choses terrestres sont soumises à ses pieds*.

Ce sont donc, au contraire, ces richesses qui sont créées pour lui.

Inférieures à l'homme, comment pourraient-elles le perfectionner, lui procurer son bien suprême, réaliser sa fin dernière et son bonheur ?

2° Les richesses *artificielles* n'ont de prix qu'à cause des richesses naturelles qu'elles servent à obtenir.

Personne ne les rechercherait si elles n'étaient un moyen d'acquérir les richesses naturelles qui permettent de satisfaire les divers besoins de la vie. Il n'y a donc pas en elles les conditions requises pour que l'homme y trouve sa fin dernière ou son bonheur.

Le B. Boëce (2) nous donne une raison de l'insuffisan-

(1. Plusieurs économistes modernes appellent richesses *naturelles* celles que Dieu a mises directement à notre disposition, comme l'eau, l'air, la lumière : et richesses *produites* ou *artificielles*, celles qui réclament le travail de l'art ou de l'industrie pour devenir utiles à l'homme, comme le blé, le chanvre, etc.

(2. Le *B. Boëce*, célèbre philosophe, naquit vers l'an 470 et mourut en 525. Théodoric, roi arien des Ostrogoths, l'éleva à la dignité consulaire que Boëce honora par sa science, ses vertus et ses brillantes qualités. Son attachement à la foi catholique lui valut la persécution des courtisans du roi arien. Il fut mis en prison à Pavie. C'est là qu'il composa son admirable traité de la *Consolation*, digne couronnement de ses autres œuvres philosophiques. Mis à mort et torturé par ses persécuteurs, il laissa une mémoire bénie ; un culte lui fut rendu. Ce culte immémorial a été consacré par l'autorité du Saint-Siège, qui a mis au rang des bienheureux cet éminent philosophe.

ce des richesses pour le bonheur : « Elles offrent, dit-il, plus d'avantages quand on les dépense que quand on les amasse ; l'avarice rend l'homme odieux, la libéralité l'ennoblit. »

Mais si les richesses constituaient le bien parfait de l'homme, manifestement le meilleur usage qu'on en ferait serait de les *conserver*, non de les *dépenser* : avoir trouvé le bien suprême, c'est le posséder et en jouir, ce n'est pas s'en dépouiller.

2. Les honneurs

L'honneur est le témoignage que l'on rend à l'excellence de quelqu'un.

L'homme tient naturellement à recevoir ce témoignage, surtout de la part des personnes vertueuses et considérées.

Pourquoi l'honneur a-t-il quelque prix ? Parce qu'il est l'expression du mérite, vrai ou supposé ,des personnes qui en jouissent.

Il faut donc placer au-dessus de l'honneur les mérites personnels dont il n'est que le reflet. Mieux vaut être digne d'honneur que d'être honoré sans le mériter.

Par conséquent l'honneur n'est pas lui-même le bien suprême de l'homme ; il pourrait tout au plus en être le signe extérieur.

Ajoutez à cela que le bonheur est quelque chose d'intime ; il doit se trouver en celui qui le possède.

L'honneur, au contraire, appartient plutôt à celui qui le rend qu'à la personne qui le reçoit.

Nouvelle preuve que la félicité de l'homme n'est pas dans les honneurs.

3. La gloire

Ce que nous venons de dire de l'honneur s'applique également à la *gloire*. « Une réputation brillante, accompagnée de louanges », voilà la gloire.

Elle aussi n'a de valeur qu'à cause des qualités ou des bonnes actions qui la méritent ; elle leur est subordonnée ; elle ne peut donc pas être la fin dernière de l'homme, ni lui procurer le parfait bonheur.

De plus, la gloire humaine est souvent fausse et trompeuse :

« Plusieurs, dit le B. Boëce, se sont fait un grand nom, par suite des opinions erronées du peuple. Quoi de plus honteux qu'une telle gloire ! Ceux qui l'ont usurpée doivent rougir eux-mêmes des louanges qu'on leur décerne.»

4. La puissance

C'est en vain que l'homme croirait trouver son bonheur dans la puissance.

Le bonheur, nous l'avons rappelé, ne se distingue pas du bien parfait de l'homme.

Evidemment la puissance n'est pas un bien parfait.

Ne savons-nous pas que souvent on l'emploie pour le mal ? Le bon usage qu'on en peut faire est donc préférable à cette puissance elle-même, qui, par conséquent, ne constitue pas le souverain bien et ne peut donner le parfait bonheur.

5. Les biens extérieurs en général

Voici trois raisons générales qui montrent clairement l'impossibilité de trouver le bonheur dans l'un des biens extérieurs dont il a été précédemment question :

1° Le bonheur parfait doit suffire pleinement par lui-même, aucun bien nécessaire ne peut manquer à ceux qui en jouissent. Mais, malgré les biens dont nous avons parlé, que de choses nécessaires dont on est souvent privé, telles que la sagesse, la santé corporelle, etc. !

2° Le bien parfait de l'homme ne saurait être pour lui une source de maux.

Tel est néanmoins le caractère des richesses, qui sont *souvent*, au dire de l'Ecriture, *une cause de malheur pour celui qui les conserve*. (Eccl... 16). Il en est de même de l'honneur, de la gloire et de la puissance, « qui ne peuvent, selon Boëce, bannir ni les chagrins cuisants, ni les aiguillons de la crainte. »

3° Ces différents biens proviennent de causes extérieures, et le plus souvent la divine Providence semble les distribuer au hasard. Aussi les appelle-t-on des biens de *fortune*, ce qui veut dire *du sort, du hasard*.

N'est-il pas évident que le bonheur, au contraire, est quelque chose d'intime, qu'il provient d'un principe qui est en nous, puisqu'il est la destinée que notre *nature* a reçue du Créateur ?

Les biens extérieurs sont donc impuissants à donner à l'homme le bonheur.

6. Les biens du corps

Les biens du corps, tels que la santé, la beauté, la force ne constituent pas le bonheur.

Ce qui nous le fait d'abord pressentir, c'est qu'ils sont communs aux bons et aux méchants, qu'ils ne dépendent pas de notre volonté.

L'âme est supérieure au corps ; c'est elle qui le fait vivre et qui lui conserve les avantages dont il est doué.

Par conséquent l'intelligence, qui est un bien de l'âme, est au-dessus de tous les biens corporels ,qui lui sont subordonnés ; ces derniers biens ne sont donc pas les meilleurs et par suite ce n'est point en eux que se trouve le bonheur.

De plus, ces biens corporels sont communs aux hommes et aux animaux ; le bonheur de l'homme, au contraire, lui appartient en propre.

Certains animaux sont même mieux doués que l'homme, au point de vue des avantages corporels : le lion a plus de force, le cerf plus d'agilité, l'éléphant vit plus longtemps.

Si des avantages de ce genre procuraient le souverain bien, l'homme ne serait point au-dessus des animaux : qui oserait néanmoins contester sa supériorité ?

Ce n'est donc pas dans les biens corporels qu'il doit chercher son bonheur.

7. Les plaisirs des sens

On ne peut faire consister le bonheur de l'homme dans les plaisirs des sens .

L'animal participe à ces plaisirs aussi bien que l'homme ; le roi de la création, doué d'une âme spirituelle et immortelle, n'a pas à demander son bonheur à des jouissances où la brute elle-même cherche ses satisfactions :

« Si de tels plaisirs procurent le bonheur, il faudra, dit Boëce, proclamer bienheureux les animaux même les plus grossiers ».

Analysez la nature du plaisir, vous remarquerez qu'il n'est pas lui-même le bonheur, mais seulement un

sentiment qui résulte du bonheur, ou d'une parcelle de bonheur.

Lorsque l'on éprouve du plaisir, n'est-ce pas à cause d'un bien que l'on possède, tantôt d'une *manière réelle*, tantôt seulement par l'*espérance* ou par le *souvenir ?*

Ce bien-là constitue lui-même le bonheur de l'homme, si c'est un bien parfait.

Mais, s'il est imparfait, il ne peut donner qu'une part de bonheur réel ou apparent.

Les plaisirs corporels ne résultent que d'un bien très imparfait, puisque le bien qui les procure est accessible aux sens de notre corps, et que les sens ne s'élèvent pas au-dessus des objets matériels.

L'âme, au contraire, s'élance dans la sphère de l'invisible ; son intelligence pénètre les vérités générales et universelles ; son domaine est incomparable. Le bien qu'elle poursuit est donc infiniment supérieur à tous les biens capables de procurer des plaisirs sensibles ; « *Tout l'or*, dit lEcriture, *n'est auprès de la sagesse que vile poussière* ». (SAP. VII, 9).

Ainsi, les plaisirs corporels, loin de constituer par eux-mêmes le bonheur, ne peuvent même pas provenir directement d'un bien capable de nous le procurer ; les biens sensibles d'où ils viennent n'ont point ce qu'il faut pour apporter à l'homme sa vraie félicité.

8. Les biens de l'âme

Le bonheur de l'homme consiste-t-il dans quelque bien de l'âme ?

Précisons d'abord cette question.

Par « le bonheur de l'homme » on peut entendre : 1° le *bien* même qui procure ce bonheur ; 2° la *possession* ou la jouissance de ce bien.

1° Aucun bien de l'âme ne peut suffire pour rendre l'homme heureux.

Pour nous apporter le bonheur, il faut un bien *parfait*, capable de combler les désirs de notre volonté, qui soupire après l'*infini*.

Les biens qui se trouvent en notre âme sont tous limités, bornés, incapables par conséquent de satisfaire les aspirations du cœur humain.

Quant à l'âme elle-même, elle n'est qu'une sorte de

capacité qui a besoin d'être remplie par quelque chose ; elle ne trouve en elle rien qui puisse la combler.

2° Voulez-vous savoir maintenant si c'est dans l'âme qu'il faut chercher la *possession* ou la jouissance du bonheur, la réponse est toute simple.

L'âme seule est en nous le principe de la vie, de la connaissance, du sentiment ; c'est donc uniquement par elle que l'homme peut jouir du bonheur.

En résumé, le *bien* qui nous procure le bonheur est supérieur à l'âme ; mais c'est à l'âme qu'il appartient de posséder ce bien et d'en jouir.

Ainsi, selon ce que vous entendez par « le bonheur », vous direz qu'il n'est pas ou qu'il est un bien de l'âme.

9. Insuffisance des biens créés

Pour nous procurer le bonheur, un bien doit être *parfait, infini.*

S'il lui manque quelque chose, il ne satisfait pas pleinement les aspirations de notre volonté ; et ainsi nous ne pouvons posséder qu'un bonheur incomplet.

Mais, le bien infini, où le trouver ?

Evidemment il n'est pas dans les choses créées, qui n'ont toutes qu'une bonté limitée, telles qu'elles l'ont reçue du Créateur.

Dieu seul par conséquent peut *combler les désirs de l'homme* (Ps. CII,5) et lui donner une mesure de bonheur en rapport avec ses aspirations.

C'est ce que nous rappelle saint Augustin : « Vous nous avez faits pour vous, Seigneur, et notre cœur est dans l'agitation, tant qu'il ne se repose pas en vous ».

ARTICLE III

Le bien réel

1. Distinction des biens apparents et du bien réel

Les richesses, les honneurs, la gloire, les biens extérieurs, les biens du corps, les plaisirs du sens, les biens naturels de l'âme, en un mot les biens créés, quels qu'ils soient, sont incapables de procurer le bonheur de l'homme.

Aussi tous ces biens sont-ils dits « *apparents* », ils ne

sont pas, en effet, le *vrai* bien, le bien *réel* de l'âme ; ils n'en ont que l'apparence.

On les appelle pour ce même motif, *faux biens*, *biens mensongers*, *biens frivoles*. Ils sont parfois désignés sous les noms de *biens périssables*, *biens temporels*, par opposition au véritable bien de l'âme, qui est *impérissable* et *éternel*.

On leur donne encore le nom de biens *terrestres*, parce qu'on les trouve sur la terre, de biens *secondaires* ou biens *relatifs*, parce qu'ils ne sont des biens que *relativement* à une fin *secondaire* qu'on peut se proposer, mais ils ne le sont pas pour atteindre la *fin dernière* ou destinée de l'âme.

Le bien réel qui procure à l'âme son bonheur, qui couronne sa destinée, est appelé bien *absolu*, par opposition à ces biens relatifs ; bien *increé* ou *inRni*, bien *suprême* ou *souverain bien*.

Ce bien, nous l'avons déjà remarqué, c'est Dieu lui-même.

Dieu seul est donc le bien *réel*, le bien *absolu*, le *souverain bien* de l'âme. Dieu seul est le véritable objet de sa destinée.

2. Participation de l'âme au Souverain Bien

Puisqu'il n'y a que Dieu, le Bien increé, qui puisse donner à l'homme le parfait bonheur, il est évident que ce n'est pas par nos facultés sensibles que nous participons à ce bonheur : les choses visibles seules agissent sur nos sens, et Dieu, qui est un pur esprit, leur est complètement inaccessible.

Remarquez d'ailleurs que les animaux jouissent, comme nous, de la sensibilité ; comment admettre dès lors que cette faculté soit celle qui jouit du bonheur propre à notre nature ?

Ce n'est donc pas dans nos facultés sensibles, mais dans notre *intelligence* que résidera notre bonheur.

Il se trouvera également dans notre *volonté*.

Plusieurs docteurs catholiques pensent, avec saint Bonaventure (1), que le bonheur parfait provient à la fois de l'acte de l'intelligence et de l'acte de la volonté.

---

(1) Saint *Bonaventure* (Jean de Fidenza, 1221-1274), né à Bagnarea en Toscane, est une des plus pures lumières du XIII[e] siècle.

Entré dans l'ordre de St-François, il enseigna la théologie à Pa-

D'autres, avec Scot (1), estiment que ce bonheur est un acte de complaisance et d'amour et qu'il faut par conséquent le rattacher spécialement à la *volonté*.

Mais, d'après saint Thomas, c'est dans l'acte ou contemplation de l'*intelligence* que réside essentiellement le vrai bonheur et la jouissance de la volonté n'en est que la conséquence.

Quoi qu'il en soit, c'est par les facultés intellectuelles que l'homme arrive à la possession de Dieu, son souverain bien, sa félicité suprême.

Est-ce à dire que la sensibilité n'y doive avoir aucune part ?

Non, certes. L'expérience nous apprend que, dans la vie présente, notre intelligence ne fonctionne qu'avec le secours des sens corporels, qui sont ainsi la condition nécessaire du bonheur imparfait auquel on peut arriver sur la terre ; ils nous servent d'instrument pour obtenir notre félicité suprême.

De plus, selon la remarque de saint Ausgustin, lorsque notre âme sera enivrée de son bonheur, elle en fera nécessairement rejaillir les délices sur le corps qui lui sera intimement uni.

Après la résurrection, elle répandra cette félicité sur ses sens afin d'en glorifier et d'en perfectionner les opérations ; ainsi la sensibilité participera à cette abondance de bonheur dont jouira directement l'intelligence.

3. Vision intuitive

C'est donc la contemplation ou la vision divine qui constitue le bonheur de l'homme.

---

ris et devint ensuite général de son ordre et cardinal de l'Église romaine.

Il est appelé le *Docteur séraphique*.

On remarque dans ses admirables écrits une grande élévation de pensée, une parfaite connaissance des mystères de la foi et un ardent amour pour Jésus-Christ.

(1) *Scot* (Jean-Duns), était né en 1274 dans la Grande-Bretagne. Il mourut à Cologne en 1308, à l'âge de 34 ans, après avoir étonné le monde par la lucidité et la pénétration de son intelligence et par ses merveilleuses connaissances. On lui a donné le nom de *Docteur subtil*.

Ses disciples, sous le nom de Scotistes, ont formé une école célèbre, opposée souvent à celle des *Thomistes*, dans les principales questions qui ne touchent pas aux vérités définies par l'Église.

Cette vérité résulte manifestement des explications précédentes.

Puisque Dieu seul peut nous donner le bonheur et que, d'autre part, ce bonheur réside en notre intelligence, il ne peut consister que dans la vision de Dieu.

L'intelligence est faite pour contempler la vérité. Son bonheur sera donc de voir Dieu face à face.

Rappelons-nous que l'homme n'est pas parfaitement heureux tant qu'il lui reste quelque chose à désirer et à rechercher.

De son côté, notre intelligence éprouve le besoin de connaître la nature intime des objets dont l'existence lui est manifestée. De là, l'attrait de la science. Que d'expériences pour découvrir la nature intime du soleil, des corps qui nous entourent ! Le savant n'a pas de repos, dans ses recherches, tant qu'il n'a point pénétré, jusque dans sa nature intime, la cause première de ce qu'il étudie.

Cette soif intellectuelle devient bien autrement ardente lorsqu'on se trouve auprès de Dieu, premier principe de toutes choses.

Son existence nous est révélée par les merveilles de la création ; mais nous ne pouvons y découvrir les secrets de sa divine nature.

C'est assez pour exciter en nous le désir de connaître ce Dieu caché, dont les splendeurs nous sont proclamées par tout ce que nous voyons.

Tant que ce désir n'est point satisfait, notre intelligence ne jouit pas du bonheur qu'il lui faut. Elle a besoin de contempler ce Dieu, de le voir face à face, et de plonger sans obstacle son regard dans les magnificences de son immensité.

Aussi bien, la foi chrétienne nous révèle qu'effectivement le bonheur de l'homme consiste dans la contemplation de Dieu.

La Sainte Ecriture nous le répète de mille manières :

« *Il n'y a de gloire qu'à connaître et à contempler le Seigneur* (JÉR. X, 3). »

« *Nous voyons Dieu maintenant comme au moyen d'un miroir ; alors nous le verrons face à face.* » (I COR. XIII, 12).

« *Quand il se sera montré à nous, nous lui ressemblerons ; et nous le verrons tel qu'il est* (I. JOAN. III, 2). »

« *Comme le cerf altéré soupire après les eaux vives, ainsi mon âme, Seigneur, soupire après vous* (PS. XLIV). »

« *La vie éternelle, Seigneur, consiste à vous connaître* » (JOAN. XVII, 3).

On pourrait multiplier encore les divines paroles qui nous apprennent que le bonheur de l'homme consiste dans la vue de Dieu, dans la vision de l'essence divine.

Cette contemplation de Dieu est appelée par les théologiens « la vision *intuitive* », du latin *intueri* « voir, contempler. »

4. Possibilité du bonheur parfait

Nous connaissons le véritable objet de la félicité de l'homme. Mais ce bonheur, est-ce seulement un rêve, un idéal, ou bien est-ce une réalité à laquelle nous pouvons prétendre ?

Proposer cette question, c'est demander si l'homme est capable d'obtenir le bien parfait. Or, rien n'est plus certain.

Notre intelligence s'élève jusqu'à la connaissance de la vérité universelle ; notre volonté aspire à jouir du bien parfait.

Serait-il possible qu'ayant ainsi entrevu la vérité, notre esprit fut dans l'impuissance d'arriver à la contempler ?

Comment supposer que Dieu, qui a mis en nous un désir naturel du bien parfait, n'ait pas eu l'intention de satisfaire cet attrait irrésistible ?

La foi d'ailleurs nous révèle que l'homme est appelé à jouir un jour de la vision de Dieu, et cette vision, nous l'avons dit, constitue le bien parfait de l'homme.

Ainsi l'homme peut réellement parvenir au bonheur.

5. Le bonheur parfait n'appartient pas à la vie présente

Quoique le bonheur parfait constitue la véritable destinée de l'âme humaine, ce n'est jamais dans la vie présente qu'elle peut l'obtenir.

En voici deux motifs :

1° Puisque le bonheur est un bien parfait, il faut qu'il soit exempt de tout mal et qu'il puisse satisfaire tous nos désirs.

Mais ne sait-on pas qu'il est impossible sur la terre d'être à l'abri de tout mal ?

Selon la remarque de saint Augustin, la vie présente est troublée par une multitude de maux inévitables : ignorance de l'esprit, mouvements déréglés des passions, souffrances et peines du corps.

Nous ne pouvons pas davantage aspirer en ce monde à la réalisation de tous nos vœux.

Naturellement nous désirons la conservation de nos biens ; et tous les biens terrestres sont passagers et fugitifs.

La vie elle-même nous échappe ; et par instinct nous voudrions toujours la garder, parce que nous avons une horreur naturelle de la mort.

Ainsi, maux de tout genre, impuissance à satisfaire nos désirs, en voilà plus qu'il ne faut pour empêcher la perfection de notre bonheur dans la vie présente.

2° La vue de Dieu peut seule nous procurer le vrai bonheur, ainsi que nous l'avons montré ; mais cette vision divine est absolument impossible dans la vie présente. Nouvelle preuve que le bonheur parfait n'est pas de ce monde.

6. Insuffisance de nos facultés naturelles pour arriver au bonheur parfait.

Les facultés naturelles de l'homme peuvent lui obtenir un bonheur imparfait auquel il est permis de prétendre en cette vie ; mais, pour le bonheur parfait, les ressources de la nature sont absolument insuffisantes.

Le bonheur parfait ne se trouve que dans la vue de l'essence divine.

Or, non seulement cette vision bienheureuse est au-dessus de la portée de l'homme ; mais elle dépasse infiniment la sphère des facultés naturelles d'une créature.

Cette vérité est un dogme de foi.

Sans en donner ici une démonstration étendue, comme le fait la philosophie chrétienne, il nous suffira de remarquer que la vue et la connaissance de l'intelligence se produisent d'une manière conforme à sa nature.

Les yeux de notre corps ne peuvent voir que certaines choses matérielles et sensibles ; les objets trop éloignés, la plupart des objets fluides et à plus forte raison les choses immatérielles de leur nature échappent à leur perspicacité. De même, notre intelligence contemple par ses forces naturelles les idées et vérités abstraites ; mais Dieu,

par sa nature, est trop au-dessus de nous pour que notre intelligence soit capable de le percevoir.

Comme l'eau ne peut dépasser son niveau naturel, sans un moteur qui l'élève plus haut, ainsi notre intelligence a besoin d'une force supérieure à la sienne pour parvenir à la vue de Dieu.

Par conséquent, il nous est impossible d'arriver au bonheur, avec nos seules facultés naturelles.

Non seulement l'homme est incapable d'obtenir le bonheur parfait par ses propres forces, mais il ne peut même pas l'acquérir avec le secours des anges ou d'autres créatures d'une nature supérieure à la sienne.

Le bonheur auquel nous sommes destinés est si sublime qu'il dépasse absolument toute puissance créée ; aucune créature, quelque parfaite qu'elle soit, ne saurait nous y conduire.

Dieu seul peut donc le faire ; son secours immédiat nous est indispensable pour obtenir une telle félicité.

Admirons en cela la spéciale bonté du Créateur envers nous.

Il en résulte manifestement que Dieu a voulu nous honorer de son intimité.

D'une part, en effet, pour atteindre notre fin suprême, nous avons besoin de la faveur de son amitié ; d'autre part, son infinie sagesse n'a certainement pas voulu nous refuser les moyens nécessaires pour acquérir le bonheur auquel il nous a destinés.

7. Observations importantes

La question qui précède est d'une importance capitale. On peut dire qu'elle est la clef de la morale.

Les rationalistes, qui dirigent actuellement en France l'éducation publique, soutiennent que l'homme peut parvenir par ses propres forces au bonheur de sa fin suprême.

L'Eglise les a plusieurs fois condamnés, notamment au concile du Vatican en ces termes :

« Si quelqu'un dit que l'homme ne peut être élevé de Dieu à une connaissance et à une perfection qui dépasse la perfection naturelle, mais que, de lui-même, il peut et doit par un continuel progrès arriver enfin à la possession de tout vrai et de tout bien, qu'il soit anathème. »

On ne doit pas trop s'étonner de cette tendance de l'incrédulité.

D'après les théologiens les plus autorisés, le péché des anges rebelles dans le ciel, consista dans leur prétention de parvenir à leur fin suprême par les seules ressources de leur brillante nature.

Il n'est pas surprenant qu'ils essaient d'inspirer à l'homme, dont ils jalousent la haute destinée, le sentiment d'orgueil qui les perdit eux-mêmes.

Aussi, presque à toutes les époques, se sont-ils efforcés de persuader à l'esprit humain sa suffisance personnelle pour atteindre le bonheur.

Aujourd'hui surtout, si nous avons à cœur notre salut et celui de nos frères, il importe de nous bien dégager du souffle de l'hérésie et de nous rappeler que l'homme est incapable, par ses propres forces, d'arriver au bonheur suprême.

8. Réponse à quelques objections

L'Ange de l'école a d'avance exposé et réfuté les objections que nos modernes incrédules opposent à cette vérité proclamée par l'expérience aussi bien que par la raison et par la foi.

1° La nature, dit-on d'abord, ne peut nous faire défaut en ce qui nous est indispensable.

Ne doit-on pas regarder comme nécessaires les facultés propres à nous procurer la réalisation de notre fin dernière ? Supposer que nous n'en sommes pas naturellement doués, n'est-ce pas une contradiction ?

Cette objection est plus apparente que réelle.

Voyez le petit enfant qui vient de naître ; laissez-le abandonné à lui-même, vous êtes sûr qu'il ne peut vivre. Direz-vous que la nature lui fait défaut en ce qui lui est nécessaire ? Non, parce que la famille sera là pour lui procurer les secours dont il a besoin.

L'homme adulte, à son tour, n'a point, comme l'animal, un vêtement naturel qui le couvre et le protège ; mais sa raison et ses mains lui fournissent le moyen de se procurer tout ce que réclame sa conservation.

Ainsi, quoique la nature ne donne pas à l'homme une force naturelle qui le rende capable d'arriver par lui-même au bonheur, elle lui procure, avec le libre arbitre, le moyen de se tourner vers Dieu, principe et cause de sa félicité, et d'implorer son tout puissant secours.

« Ce que nous pouvons par nos amis, dit Aristote, nous le pouvons en un sens par nous-mêmes. »

Et c'est ainsi que l'amitié que Dieu nous offre nous conduit à notre bonheur.

2° Mais, ajoute-t-on, puisque l'homme est au-dessus des créatures dépourvues de raison, il a dû recevoir des ressources plus abondantes qu'elles.

Ces créatures non raisonnables peuvent elles-mêmes, à l'aide de leurs facultés naturelles, atteindre leur propre fin. Ne faut-il pas, à plus forte raison, que les forces naturelles de l'homme soient suffisantes pour le conduire à sa destinée ?

Cette objection n'a pas plus de valeur que la précédente.

La nature humaine, il est vrai, est obligée de s'adresser à un secours extérieur pour obtenir sa fin suprême. Mais aussi, quelle fin sublime !...

Ne vaut-il pas mieux atteindre le bien parfait au moyen d'un secours extérieur que d'être réduit à se contenter d'un bien imparfait et mesquin qu'on peut se procurer sans aucun auxiliaire ?

Si l'on disait à un homme : « Choisis ; tu peux, il est vrai, par tes seules forces gagner cinq francs ; mais, si tu travailles avec moi, tu auras cent millions », son choix ne serait-il pas bientôt fait ?

Dieu nous a donc traités très libéralement, en nous offrant un bonheur parfait que nous ne pouvons obtenir par nous-mêmes, mais auquel nous sommes assurés de parvenir si nous recourons à son bienveillant secours.

Ainsi l'homme raisonnable, appelé aux jouissances de la félicité suprême, moyennant la grâce divine qu'il doit implorer, se trouve dans une condition infiniment préférable à celle de la créature inférieure qui, incapable de prétendre à ce bonheur, n'a, pour ce motif, aucun besoin d'un secours surnaturel.

ARTICLE IV

Conditions nécessaires pour acquérir le bonheur parfait

1. La grâce et la lumière de gloire.

Aucune créature ne peut, par ses façultés naturelles, arriver au bonheur de voir Dieu face à face.

Entre la divine splendeur et notre faiblesse intellectuelle, il y a un abîme immense que nous sommes incapables de franchir par nous-mêmes.

Lorsque deux objets ne peuvent être associés ensemble, il est indispensable, pour les unir, que l'un des deux soit transformé.

Dieu est immuable et souverainement parfait. Ce n'est donc pas en lui que ce changement peut s'accomplir. Il faut que ce soit dans notre âme.

Mais comment se produit cette transformation ?

Une vertu nouvelle s'ajoute à nos facultés.

Cette vertu est entièrement *surnaturelle*, puisqu'elle dépasse infiniment nos forces naturelles et même celles de toute créature imaginable. Elle n'est, par conséquent, qu'un secours spécial de Dieu lui-même, seul capable de nous communiquer une puissance qui ne saurait en aucune façon appartenir à la créature .

En quoi consiste ce secours divin qui nous transforme et nous permet de contempler Dieu ?

Pour en avoir une idée, considérez ce qui se passe dans l'ordre des choses sensibles.

C'est surtout par le sens de la vue que nous connaissons les objets corporels ; par analogie, la connaissance intellectuelle est elle-même appelée *vision*.

Pour voir les objets sensibles, notre regard a besoin d'un secours extérieur qui se nomme « *la lumière* ».

C'est donc avec beaucoup d'à-propos que l'Ecriture et les saints Docteurs nomment *lumière de gloire* le secours divin qui nous donnera la puissance ineffable de voir Dieu face à face, comme la lumière physique nous permet de considérer les objets corporels qui nous environnent.

« *En votre lumière, Seigneur, nous verrons la lumière.* Ps. XXXV, 10.)

Cette lumière que nous verrons, c'est Dieu, et nous le contemplerons avec le secours des rayons de sa divine clarté.

« *La cité céleste n'a besoin ni de soleil, ni de lune ; car la clarté de Dieu l'illumine* » (AP. XXII, 21).

« *Dieu est lumière* » (JOAN I. 5.)

« *Il est revêtu de lumière comme d'un vêtement* » (Ps. CIII. 2).

De même que nous ne pouvons voir le soleil qu'au moyen des rayons qui s'échappent de cet astre éclatant, de même nous ne pouvons voir Dieu, s'il ne fait resplendir sur notre ame le rayonnement de son infinie lumière.

Comprenez maintenant pourquoi les divines Ecritures

aiment à nous montrer Dieu sous des symboles de *lumière* et de *feu*. C'est que rien ne peut, dans la nature, exprimer, d'une manière plus vive l'éclat divin qui doit nous illuminer un jour.

Ainsi la *lumière de gloire* qui nous élèvera à la vision divine sera une *participation* de la divinité, comme la lumière du soleil est un *rayonnement* de ce globe lumineux qui nous éclaire.

Cette lumière étant supérieure à notre capacité naturelle ne nous est point due ; c'est une faveur, un privilège gratuit, une « *grâce* ».

Nous en recevons déjà les premiers rayons sur cette terre par le don de la foi et par la vie *surnaturelle* ou *vie de la grâce* ; mais ce n'est ici-bas qu'une lumière incomplète, qui n'aura son épanouissement et son éclat que dans la vie future, où elle sera la *lumière de gloire*.

2. La coopération de l'homme

L'âme humaine ne peut parvenir au bonheur sans un secours de Dieu qui, dans la vie présente, s'appelle la *grâce*, et qui devient la *lumière de gloire*, au moment où elle atteint sa destinée.

De son côté, elle doit apporter sa coopération à l'acquisition de son bonheur.

Comment se réalise cette coopération de l'homme ?

I. Il est essentiel tout d'abord que sa volonté soit *droite*.

Que faut-il entendre par cette *rectitude* ou droiture de la volonté ?

Elle consiste à vouloir suivre la règle que Dieu, notre Créateur, nous a donnée pour nous amener à notre fin dernière, où se trouve notre félicité suprême.

La nécessité d'une telle disposition n'est-elle pas évidente ? Une plante pourrait-elle vivre et se développer contrairement aux lois physiques qui régissent la nature matérielle ? Les astres rempliraient-ils la fin qui leur est assignée, s'ils s'écartaient des orbites que leur a marqués la main du Tout-Puissant ?

Ainsi en est-il à plus forte raison de l'âme humaine : pour obtenir le bonheur auquel elle est destinée, il faut avant tout que sa volonté soit *droite*, ou disposée à suivre la voie qui lui est tracée par son souverain Créateur.

II. Après avoir communiqué à la volonté humaine la rectitude qui lui est nécessaire, Dieu aurait pu l'introduire immédatement au sein du bonheur, sans lui demander des efforts et des actes personnels.

Cette condescendance, néanmoins, quoique possible en elle-même, ne paraîtrait pas en parfaite harmonie avec les plans de la divine sagesse.

Considérez en effet la série des êtres destinés au bonheur parfait.

Au-dessus de tous, vous voyez Dieu lui-même : cette félicité complète, il la possède essentiellement, de toute éternité ; elle est inséparable de sa nature divine ; il lui appartient donc d'en jouir sans aucun élan ou mouvement préparatoire, sans aucun effort qui ait précédé ce bonheur.

Regardez maintenant les créatures ; une telle félicité dépasse absolument leurs ressources. N'est-il pas, dès lors, convenable, pour la leur donner, d'exiger d'elles au moins un élan vers ces délices qui leur sont destinées ?

Les anges possèdent une nature supérieure à la nôtre ; l'unique élan d'un seul acte *méritoire* leur a suffi pour obtenir la félicité suprême.

Mais les hommes, pour y arriver, ont besoin de plusieurs efforts successifs, de plusieurs mouvements ou actes désignés sous le nom de *mérites*.

Conséquemment le philosophe Aristote a dit avec raison que « le bonheur est la récompense des actions vertueuses. »

Ainsi Dieu possède le bonheur essentiellement ; — les *anges* l'ont obtenu par un seul acte méritoire ; — les *hommes* y parviennent par une suite d'actes méritoires ou de bonnes œuvres.

Les petits enfants baptisés, qui meurent sans avoir atteint l'âge de raison, obtiennent, il est vrai, le bonheur sans avoir acquis des mérites personnels ; mais c'est en vertu des mérites de Jésus-Christ, à qui les unit merveilleusement le sacrement qu'ils ont reçu.

ARTICLE V

L'hérésie rationaliste

Les incrédules qui refusent de croire à la destinée surnaturelle de l'homme sont appelés *rationalistes*, du mot latin *ratio*, « raison », parce qu'ils prétendent n'avoir d'autre guide et d'autre lumière que la raison, et qu'ils repoussent avec orgueil la lumière supérieure que Dieu nous donne par la révélation.

La plupart des livres et des publications de notre époque sont malheureusement imprégnés de cette hérésie funeste, qui fait de nombreuses victimes.

Aussi nous paraît-il très important, avant de terminer ce chapitre, de montrer, dans un dernier article, que le rationalisme est une erreur monstrueuse et qu'il est le principe des maux les plus affreux.

I. Erreur du rationalisme

Le rationalisme est manifestement une erreur puisqu'il est en opposition avec le *bon sens*, le *cri de notre âme*, les *données de l'histoire* et la *splendeur divine* de l'Eglise.

1° *Il contredit le bon sens*

Les rationalistes, pour établir leur système, sont obligés de repousser les vérités les plus évidentes.

1° Ils refusent au Créateur la puissance de se manifester à l'homme par une révélation.

N'est-il pas incontestable cependant que, si Dieu a pu nous faire connaître la vérité en nous donnant une intelligence, il peut nous la révéler également par d'autres moyens ?

2° Ces incrédules osent soutenir que la raison est parfaitement capable de conduire l'homme à sa destinée.

L'expérience de chaque jour atteste au contraire que la raison ne suffit pas pour diriger l'homme dans la voie du bien.

Ce qui le prouve d'une façon péremptoire, c'est que tous

des peuples qui n'ont pas reçu les lumières de l'Evangile sont tombés dans les abîmes de la dégradation et de la barbarie.

Notre France elle-même a pu constater, à la fin du XVIII[e] siècle, ce que pouvait la raison. Avec les principes des philosophes, on fit de notre pays, pendant quelques années, le théâtre de toutes les scélératesses et de tous les brigandages.

sagesse le juge utile ?

3° Les rationalistes prétendent enfin que Dieu n'a pas le pouvoir d'accomplir des miracles et de déroger ainsi aux lois de la nature.

Cette affirmation est en opposition manifeste avec le bon sens comme avec l'expérience de tous les siècles.

Pourquoi Dieu, qui a créé toutes les lois de la nature, ne serait-il pas le maître de les modifier à son gré, lorsque sa

2° Le rationalisme contredit le cri de notre âme.

Le suprême besoin de notre nature, c'est le bonheur, que notre âme appelle de toute ses forces.

L'homme en effet a nécessairement soif de son propre bien, et tant qu'il n'a pas obtenu le bonheur parfait, cette soif ne peut être apaisée.

Mais ce bonheur, nous l'avons vu, ne peut se trouver que dans la vision divine.

Par conséquent le rationalisme, en niant notre destinée surnaturelle, proclame par là que nous ne pouvons parvenir au bonheur parfait.

3. *Le rationalisme contredit les données de l'histoire.*

Depuis l'origine du monde, tous les peuples ont cru à une révélation surnaturelle. De tout temps il y a eu parmi les hommes une religion qui s'est dite révélée par Dieu, des pratiques que l'on a crues établies d'après les indications positives de Dieu lui-même.

De plus, les faits les plus considérables de l'histoire sont des « miracles ».

La vie de Jésus-Christ est le centre de l'histoire, puisque,

dans la supputation des années, on part de Jésus-Christ pour la chronologie des évènements qui ont précédé et qui ont suivi son apparition sur la terre.

Cette vie est une suite merveilleuse de miracles, établis par des témoignages contemporains avec plus de certitude que tout autre évènement de l'histoire.

L'existence du peuple hébreu, le seul qui fut vraiment civilisé avant l'ère chrétienne, ne peut s'expliquer que par une suite continuelle de miracles. Sa législation et son culte ne sont basés que sur des livres révélés.

Le christianisme, qui a remplacé le judaïsme et qui, depuis Jésus-Christ, a été la religion de tous les peuples civilisés, a pour base la révélation du Nouveau Testament et les faits miraculeux qui s'y trouvent renfermés, particulièrement la résurrection de Jésus-Christ.

Ainsi l'histoire tout entière atteste l'existence de la révélation divine que les rationalistes contredisent audacieusement.

1° *Le rationalisme repousse la splendeur de l'Eglise.*

Depuis dix-neuf siécles, l'Eglise catholique ne cesse de combattre en faveur de la justice, de la liberté et de toutes les saintes causes.

C'est elle qui, par ses apôtres et par la vaillance de ses martyrs, a triomphé des monstruosités du paganisme.

Par ses docteurs et par ses moines, elle a civilisé le monde barbare ; elle a détruit l'esclavage. On l'a toujours vue se dévouer au soulagement de toutes les misères. Dans tous les siècles, elle a produit des saints qui attestent son origine divine par leurs œuvres et par leurs miracles.

Ces miracles sont incontestables. Saint François Xavier, par exemple, a rendu la vie à plusieurs morts.

Pour ne parler que de notre siècle, indépendamment des miracles établis juridiquement dans toutes les causes de béatification et de canonisation soumises au Saint-Siège, qui ne connait les innombrables prodiges qui frappent par leur évidence tous ceux qui ne veulent pas fermer les yeux?

Qu'il nous suffise de rappeler les faveurs extraordinaires obtenues, du vivant du Vénérable Jean-Baptiste Vianney, curé d'Ars, par l'intervention de cet homme de Dieu, et, à l'heure actuelle, les merveilles qui s'accomplissent à Lourdes en présence de tant de milliers de spectateurs, particulièrement à l'occasion du pèlerinage national qui a lieu chaque année au mois d'août ?

Que font les incrédules à la nouvelle de ces faits éclatants ?

Loin de répondre avec le bon sens populaire : « Le doigt de Dieu est là », ils refusent même d'examiner ces miracles. Le moindre fait naturel est l'objet de leurs investigations ; et quand il s'agit de ces faits si nombreux, si extraordinaires, si importants, ils s'obstinent à ne pas vouloir en parler.

S'il en est question dans leurs écrits, c'est pour proférer des railleries insolentes ou des sophismes ridicules ; mais ils n'essaient même pas de bégayer une bonne raison.

D'où vient cet aveuglement opiniâtre, qui rappelle celui des Pharisiens ? C'est qu'ils ont peur du miracle. Ils ne veulent pas du surnaturel. Fils de Lucifer, ils prétendent, comme l'Ange déchu, ne rien devoir à la grâce de Dieu, et ils ferment les yeux à la lumière.

Ils refusent de voir cette splendeur de l'Eglise catholique dont les titres et l'éclat merveilleux attestent d'une manière irréfragable la divine mission parmi les hommes.

II. Malheurs causés par le rationalisme

L'erreur du rationalisme est le fléau du genre humaine Elle est la cause d'une multitude de maux et d'infortunes de toute sorte pour chaque *individu*, pour les familles, pour la société tout entière.

1° *Malheurs des individus*

Pour chaque personne qui en est atteinte, l'erreur du rationalisme entraîne les plus terribles infortunes soit dans la vie future, soit même dans la vie présente.

Voyez d'abord quelle catastrophe attend le rationaliste à son heure dernière.

Sa destinée sera complètement manquée. Créé pour le bonheur suprême, il n'y pourra point parvenir ; il sera condamné aux abîmes éternels de l'enfer.

Aussi peut-on appliquer avec raison au malheureux rationaliste qui s'obstine dans son hérésie, la parole que le Sauveur disait au sujet du traître Judas : « Il vaudrait mieux pour lui qu'il ne fut jamais né. »

Dans la vie présente, le rationaliste est déjà fatalement condamné à la misère et à l'indigence du cœur.

Son hérésie le dépouille de l'œil de la foi, plus précieux encore que le regard de l'intelligence. S'il est douloureux de rencontrer un homme privé de l'usage de la raison, il est bien plus triste de voir celui qui était appelé à la dignité du chrétien dépossédé des dons magnifiques de la grâce.

Pour le rationaliste, point d'espérance, puisqu'il méconnaît les splendides promesses de Jésus-Christ et les biens que ce divin Rédempteur nous a mérités.

Il ne peut goûter les joies de la charité, et il est fatalement condamné à être en quelque sorte sans Dieu, puisqu'il a brisé le premier lien qui l'attachait au Créateur.

Dans ces conditions, il ne peut que devenir l'esclave de ses passions et de Satan.

2° *Malheurs dans la famille*

Non content de dépouiller l'individu pour le temps et pour l'éternité, le rationalisme s'attaque à la famille et lui arrache toutes ses grandeurs.

1° L'enfant baptisé est déchu de ses titres les plus glorieux : cette hérésie néfaste lui enlève son auréole de fils de Dieu, de frère de Jésus-Christ, d'héritier du paradis.

La foi chrétienne le présente à ses parents comme un dépôt incomparable que Dieu leur a confié.

Aux yeux du rationaliste, au contraire, le petit enfant ne

sera souvent qu'un petit animal perfectionné ; au lieu d'être regardé comme un précieux trésor que protège un ange gardien et dont il faudra rendre compte au souverain juge, il n'est pour l'incrédule que ce qu'il était pour les païens, une chose dont on peut user à son gré.

Si l'enfant est malade ou contrefait, le rationalisme, à la suite des législations les plus vantées de l'antiquité païenne, permettra de s'en débarrasser comme d'un objet inutile et sans valeur.

2° La foi chrétienne oblige le chef de la famille à voir en son épouse une image de l'Eglise elle-même et à se dévouer pour elle comme Jésus-Christ s'est dévoué pour son Eglise.

Mais supposez une pauvre femme entre les mains d'un rationaliste dont la conduite est en rapport avec ses doctrines.

Que verra-t-elle ? Tant qu'elle conviendra à son mari, celui-ci s'en accommodera sans doute ; mais le jour où il aura d'autres fantaisies, il la traitera comme un objet de rebut : il en fera son esclave comme le font les musulmans et comme l'ont toujours fait les peuples qui n'étaient pas chrétiens.

3° D'autre part, le chef de la famille, que la foi nous fait considérer comme le représentant de Dieu, se fera peut-être respecter par la force brutale tant qu'il lui restera assez de vigueur ; mais, le jour où il sera devenu vieux et cassé, on le regardera comme un meuble sans usage, et à l'exemple des païens, on ne trouvera rien de mieux que de le faire disparaître.

Telles seraient les conséquences du rationalisme, si on en appliquait les principes ; les fondements même de la famille seraient détruits.

3° *Malheurs pour la société*

Le rationalisme, par ses doctrines délétères, étouffe tous les germes de vie et de salut, capables de procurer le bonheur de la société.

Il livre les hommes faibles à l'exploitation des plus forts.

Ainsi, dans les sociétés civilisés du paganisme, les neuf dixièmes au moins des hommes étaient les esclaves dès autres et la société ne pouvait se maintenir que par l'institution brutale qui donnait au maitre droit de vie et de mort sur ses esclaves.

Le rationaliste n'estime que les biens de la vie présente, par conséquent, les pauvres et les faibles sont méprisés et personne ne travaille à soulager leurs souffrances.

Les riches ne songent pas aux malheureux, ils ne s'occupent que d'accroitre leur propre fortune et de développer leur puissance ; aussi la société devient un véritable enfer.

Les peuples, n'ayant pas pour arbitre de leurs différends l'autorité du représentant de Dieu, sont continuellement en guerre les uns avec les autres et c'est toujours la raison du plus fort qui a le dernier mot.

Ainsi. pas de bonheur dans l'éternité, et une sorte d'enfer sur la terre pour les individus, pour les familles, et pour la société : voilà les fruits du rationalisme.

Resumé de l'anthropologie

Dans cette première partie appelée l'ANTHROPOLOGIE, nous avons étudié *l'homme*, à qui la *Morale* enseigne la route qu'il doit suivre pour parvenir à sa véritable destinée.

L'Histoire naturelle s'occupe du corps de l'homme ; la morale s'attache à la *psychologie* ou étude de l'âme.

La *psychologie* comprend quatre chapitres : 1° Le *Composé humain* ; 2° les *facultés de l'âme* ; 3° la *nature* de l'âme ; 4° *la destinee* de l'âme.

I. Composé humain

L'homme est une substance composée d'une âme raisonnable et d'un corps.

L'âme. est la forme substantielle du corps, avec lequel elle constitue une substance unique, la substance humaine : Ainsi s'explique l'influence mutuelle et constante de l'âme sur le corps et du corps sur l'âme.

L'âme est tout entière dans tout le corps et dans chaque partie du corps ; mais elle n'exerce pas également son énergie dans les diverses parties du corps.

II. Facultés de l'âme

L'âme possède cinq sortes de facultés.

1° les facultés *végetatives* destinées à entretenir et à reproduire la vie du corps : l'étude de ces facultés appartient à la *physiologie*.

2° les facultés *sensitives*, ou les cinq *sens extérieurs* et les quatre *sens intérieurs* ;

3° les facultés *intellectuelles*, qui s'exercent par *l'abstraction*, la *conscience*, le *jugement* et le *raisonnement* et qui comprennent *l'intellect actif* et *l'intellect passif*.

4° les facultés *appétives*, qui sont de trois sortes : *l'appétit naturel*, *l'appétit sensible* et l'appétit de la *raison*, appelé la *volonté*.

La volonté est la faculté maitresse de l'âme.

Elle est douée de la *liberté morale* dont l'existence est clairement établie par la *raison*, *l'expérience*, le *témoignage du genre humain* et *la foi catholique*.

5° La *faculté de locomotion* réside dans la substance humaine : ses organes sont du domaine de la physiologie et de l'anatomie ; mais elle a l'âme pour principe.

III. Nature de l'âme

Pour déterminer la *nature* de l'âme, nous avons établi:

1° Qu'elle est *simple*, ou, en d'autres termes, qu'elle n'est pas un corps ;

2° Qu'elle est *spirituelle*, c'est-à-dire qu'elle est une véritable substance, subsistant par elle même ;

3° Qu'elle est *incorruptible* ;

4° Qu'elle est *immortelle*, en vertu de sa propre nature.

IV. Destinée de l'âme

La destinée de l'âme est d'arriver au bonheur pour lequel elle a été créée.

Ce bonheur ne peut se trouver ni dans les *richesses*, ni dans les *honneurs*, ni dans la *gloire*, la *puissance*, les biens

extérieurs, ou les biens du *corps*, ni dans aucun bien créé..

Il ne peut consister que dans la vision et la possession de Dieu.

D'autre part, nos facultés naturelles sont incapables de nous procurer un bien si excellent.

Nous ne pouvons y parvenir que par le secours de la *grâce*, auquel doit s'ajouter notre coopération personnelle.

—o—

Pour si peu que l'on réfléchisse à la destinée de l'âme humaine, on comprend combien est criminelle et funeste l'hérésie rationaliste, qui éloigne l'homme du bonheur pour lequel il est créé.

Le *bon sens*, le *cri de notre âme*, l'*histoire* et l'*Eglise catholique* s'accordent à nous montrer clairement que ce système est aussi mensonger que désastreux!

Le rationalisme est une source de maux innombrables pour l'*individu*, pour la *famille* et pour la *société*.

Questionnaire

Pour rendre plus facile l'étude de cette première partie de la morale chrétienne, il sera bon de se servir du questionnaire suivant.

Introduction

Quelle est la grande hérésie moderne ? Qui en a signalé les dangers ? Quel remède faut-il y oppser ?

Indiquez l'étymologie du mot *morale* ? Qu'est-ce que la morale ?

Comment les êtres privés de raison observent-ils les loi du Créateur ? Comment l'homme doit il les accomplir ?

A quoi est comparée la loi divine ?

Pourquoi la morale est-elle la plus utile des sciences ?

Qui nous a enseigné la vraie morale ? A quelle lumière faut-il l'étudier ?

Comment se divise une étude complète sur la morale ?

Anthropologie

Comment se divisent les êtres qui sont sur la terre ?

Quelles sont les propriétés qui distinguent les *minéraux*, les *végétaux* et les *animaux* ?

Quelle est l'intelligence qui dirige les mouvements des animaux ?

Quel est le caractère distinctif de l'homme ?
Quelle est la science qui étudie l'homme ?
Comment se divise l'anthropologie ? Comment s'appelle-l'étude de l'âme ? Comment se divise cette étude ?

Chapitre Ier — *Le composé humain*

Que disent Platon, Descartes et de Bonald au sujet du composé humain ? — Qu'en pense l'école idéaliste de Kant ? — Qu'en disent les rationalistes ? — Qu'en pensent les catholiques ?

Qu'est-ce que les philosophes entendent par la *matière* et la *forme* ?

Quelle est la forme substantielle des minéraux ? — des végétaux ? — des animaux ?

Quelle est la forme substantielle du corps humain ?

Que fait l'âme dans le corps ?

Que savez vous du système du *médiateur plastique* ? Comment réfutez-vous ce système ? En quoi consiste le système des *causes occasionnelles* ? Que faut-il en penser ?

Qu'entendez-vous par le système de l'*harmonie préétablie* ? Montrez-en la fausseté. Que savez vous du système de l'*influx physique* ?

Comment les philosophes catholiques expliquent-ils l'action mutuelle de l'âme et du corps ?

Où est l'âme humaine, d'après S. Augustin ? Quelle était l'opinion de Platon et de Descartes ? Pourquoi ce sentiment est-il inadmissible ? Que constatons-nous par l'expérience ?

Comment l'âme se trouve-t-elle tout entière dans chaque partie du corps ? Y est-t-elle en *quantité* ? de sa *nature* ? Expliquez votre pensée par une comparaison.

L'âme exerce-t-elle également son action dans chaque partie du corps ?

Chapitre II. — *Facultés de l'âme*

Qu'est-ce qu'une faculté ? Où se trouvent nos facultés ?
Combien distingue-t-on de sortes de facultés ?

I. Qu'entendez-vous par les facultés *végétatives* ? Quel est le siège des facultés végétatives ? Dans quels êtres les remarque-t-on ? Quelles sont les facultés végétatives ?

Ces facultés se trouvent-elles seulement dans les végétaux ? Quelle est la science qui étudie ces facultés ?

II. Quel est le siège des facultés sensitives ? Pourquoi les appelle-t-on facultés organiques ?

Comment définissez-vous les sens ? Combien y a-t-il d'espèces de sens ?

Qu'entendez-vous par les sens extérieurs ? Enumérez-les. Quel est l'objet de la vue ? Quel en est l'organe ? Comment

nous fait-elle connaître les objets extérieurs ? Quel est l'avantage de l'ouïe ? Comment l'oreille perçoit-elle les sons ? Qu'entendez-vous par les odeurs ? Que percevons nous au moyen du sens dn goût ? Quel est l'organe du toucher ? Que nous fait-il connaître ?

Nos sens nous font-ils connaître les objets avec certitude ? Qu'est-ce que la sensation ? De quoi est-elle accompagnée ?

Combien y a-t-il de sens internes ? Quels sont-ils ? Quel n est l'organe ?

Qu'entendez-vous par le sens commun ? Pourquoi le nomme-t-on ainsi ? Quelle est l'utilité de ce sens ?

Qu'est-ce que l'imagihation ? Pourquoi est-elle ainsi nommée ?

Qu'entendez-vous par l'estimative ? A quoi sert elle ? Ce sens existe-t il chez les animaux ? Existe t-il dans l'homme?

Qu'est-ce que la raison particulière ?

Qu'entendez-vous par la mémoire ? Quel rapport a t-elle avec les autres sens intérieurs ?

III. Y a-t-il une faculté purement spirituelle ? Comment la nommez-vous ?

Qu'est-ce que les modernes entendent par l'intelligence ? Comment faut-il définir cette faculté ? Pourquoi est-elle ainsi nommée ? Par quels moyens arrive-t-elle à connaître les choses immatérielles ? Quelle différence peut-on mettre entre l'*intellect* et l'intelligence ?

Quels sont les principaux actes de l'intelligence ?

Quelle est l'étymologie du mot *abstraction* ? En quoi consiste l'opération intellectuelle ainsi nommée ? Expliquez ce travail par des exemples. Comment appelez-vous la connaissance immatérielle qui provient de l'abstraction ? Combien distinguez-vous de sortes d'abstractions ?

Pourquoi les idées obtenues par l'abstraction sont-elles appelées notions *générales* ?

Y a-t-il certaines idées plus générales que d'autres ? Qu'entendez-vous par le *genre*, l'*espèce*, la *différence* ? La même idée peut-elle être à la fois *espèce* et *genre* ?

Qu'entendez-vous par les notions *fondamentales* ? Indiquez les principales.

Qu'est-ce que la *substance* ? — l'*accident* ? — la *qualité* ? — la *quantité* ? — la *relation* ou *rapport* ?

Qu'entendons-nous nous ici par la conscience ? Qu'est-ce que la conscience morale ?

Quelle différence y a-t-il entre la conscience *habituelle* et la conscience *actuelle* ? La conscience est-elle un acte de l'intelligence où une faculté spéciale ?

Qu'est-ce que notre âme connaît par la conscience ?

Quelle est la confusion faite, au sujet de la conscience, par certains philosophes modernes ?

Rappelez le nom des trois premiers actes de l'intelligence.

Qu'est-ce que le jugement ? Qu'entendez-vous par les jugements *affirmatifs* et les jugements *négatifs ?* Combien d'éléments y a-t-il dans tout jugement ?

Qu'est-ce qu'une proposition ? Comment désigne-t-on habituellement la faculté de bien juger ? Qu'est-ce que le bon sens ?

Que signifie le mot *jugement* dans le langage ordinaire ?

Qu'entendez vous par le *raisonnement* ? Donnez un exemple. A quoi peut-on comparer le raisonnement ? Comment Dieu voit-il la vérité ? Comment la voient les anges ? Comment la voit l'homme ?

Pourquoi certaines vérités sont-elles appelées vérités premières ? Pourquoi les appelle-t-on *fondamentales* ? Enoncez les principales vertus *premières* ?

Qu'entendez-vous par les *sciences* ?

La *raison* est-elle une faculté spéciale ? Pourquoi l'intelligence humaine porte-t-elle ce nom ?

Comment peut-on définir l'homme ?

Combien y a-t-il de sortes de raisonnements ? Qu'est-ce que la *deduction* ? Expliquez-vous par un exemple ? Comment s'appelle encore la déduction ?

Qu'entendez-vous par l'*induction* ? Donnez un exemple ? A quoi sert l'induction ? Quelle certitude peut elle donner ? Le syllogisme donne-t il une certitude absolue ?

Qu'entendez-vous par la *logique* ? Qu'est-ce qu'un sophisme ?

Toutes les opérations intellectuelles sont-elles accomplies par la même faculté ?

Combien distingue-t-on de facultés intellectuelles ?

Que faut-il pour voir un objet corporel ?

Comment ces deux éléments se trouvent-ils dans la vision intellectuelle ?

Quels sont les divers noms de l'intellect *actif* ?

Pourquoi l'intellect *passif* est-il ainsi nommé ?

Cette faculté est-elle purement *passive* ?

Quelle est la nature de la lumière intellectuelle ou intellect actif ?

En quoi consiste l'erreur des Ontologistes ?

Que signifie le mot *idée* ? Pourquoi les idées sont-elles appelées *notions* ?

Qu'entendez-vous par un *concept* ou *conception* ?

L'intellect passif peut-il retenir les idées et les connaissances qu'il a acquises ? Comment s'appelle cette propriété ?

La mémoire intellectuelle est-elle une faculté distincte de l'intellect *passif* ?

Les facultés intellectuelles s'exercent-elles par un organe corporel ? Pourquoi résident-elles dans l'âme seule ?

L'intelligence est elle absolument indépendante ? Que reçoit-elle par le moyen du corps ?

IV. Qu'entendez-vous par les appétits ou facultés appétitives ? Quelles peuvent être les tendances de l'âme par rapport aux objets qu'elle connait ? Quelle est l'étymologie du mot *appétit* ? Combien en distinguez-vous de sortes !

Qu'est-ce que l'appétit *naturel* ? Est ce une faculté ?

Qu'est-ce que l'appétit *sensible* ? Qu'entendez-vous par l'appétit *concupiscible* ! Pourquoi est-il ainsi nommé ? Qu'est ce que l'appétit *irascible* ? Donnez un exemple. Qu'est ce qui distingue l'appétit sensible, chez l'homme ? Cet appétit est-il entièrement soumis à la raison ?

Qu'est ce que la volonté ? Quel est l'objet que la volonté recherche nécessairement ? Est-ce toujours un bien réel ? Qu'entendez vous par les actes volontaires ?

Comment se divise ce que nous avons à dire de la liberté ? Qu'est-ce que la liberté en général ? Combien distinguez-vous de sortes de libertés ?

Qu'est-ce que la liberté morale ? Pourquoi l'appelle-t-on libre arbitre ? Qu'est-ce que notre volonté peut choisir ? La faculté de choisir le mal est-elle essentielle à la liberté ?

Qu'est-ce que la liberté physique ? Dans quelle fable en trouvez-vous la description ? Qu'est-ce que le *fatalisme* ? D'où vient ce nom ?

Par qui la liberté a-t-elle été attaquée ? Qu'en ont dit les *Stoïciens*, les *Manichéens*, les *Mahométans*, les *Protestants*, les *Jansénistes*, les incrédules modernes ? Qu'entendez-vous par les *Déterministes* ?

Combien de sortes de preuves pouvez-vous apporter en faveur de la liberté morale ?

Comment l'établissez vous par la *raison* ?

Comment l'*expérience* nous prouve-t-elle la liberté ? En quoi sentons-nous que nous sommes libres *avant*, *pendant*, et *après* nos déterminations ?

Montrez que la négation de la liberté choque le sens commun ; que cette négation renverse la morale, les liens sociaux, la religion ; qu'elle enlève à l'homme sa dignité.

Comment établissez-vous la liberté par le témoignage de tous les hommes, et même de ceux qui attaquent cette vérité ? Que nous enseigne la foi au sujet de la liberté ?

V. Qu'entendez-vous par la faculté de locomotion ? Où réside-t-elle ?

Combien y a t-il de sortes d'organes de la locomotion ? Quels en sont les organes passifs et actifs ?

Qu'entendez-vous par les *principes* de la locomotion ? Quels sont-ils dans les animaux ? Quel est le rôle de l'*estimative* ? de l'*appétit* ? Quelle est la faculté qui remplace l'estimative dans les actes libres que l'homme accomplit ?

Que fait la faculté de locomotion ? Quels sont les deux grands règnes qu'elle sert à distinguer dans la nature ?

Chapitre III. — *Nature de l'âme*

Peut-on attribuer les actes intellectuels au composé humain ? Quel est l'objet des facultés intellectuelles ? Un tel objet serait-il proportionné à une âme qui ne serait pas spirituelle ? Est-il possible que le corps reçoive et conserve la science ? la vérité ?

L'intelligence pourrait-elle avoir des idées générales et universelles, si elle s'exerçait par un organe déterminé ?

Quelles différences remarquez-vous entre l'âme humaine et l'âme des bêtes ? Qu'est-ce qui caractérise la connaissance des animaux ? Peuvent-ils percevoir ce qui est immatériel ? A quoi faut-il attribuer les manifestations d'intelligence qu'on remarque dans les animaux ?

Quelle est la nature de l'âme des bêtes ? Comment se forme-t-elle et comment disparaît-elle ?

Qu'est-ce que l'incorruptibilité ? Qu'est-ce que la corruption au sens philosophique ? En quoi consiste la corruption de l'eau, — du fer, — d'une plante, — d'un animal ?

Dans quelles conditions un être peut-il se corrompre ? L'âme est-elle en dehors de ces conditions ? Quel est le caractère des vérités connues par l'intelligence ? Que doit être l'intelligence pour saisir des vérités de cette nature ?

Qu'est-ce l'immortalité ? Dans quelle classe d'êtres peut-on la rencontrer ? Quelle immortalité convient à Dieu ? Combien distinguez-vous de sortes d'immortalité ? Quel est le genre d'immortalité qui appartient à l'âme humaine ?

Quelle loi générale remarquez-vous dans la nature ?

Quel est le désir universel de l'âme humaine ? Ce désir est il réalisé sur la terre ? Peut-on supposer qu'il ne le sera jamais ? En quoi consiste la justice divine ? Que faut-il que Dieu se réserve pour l'exercer ?

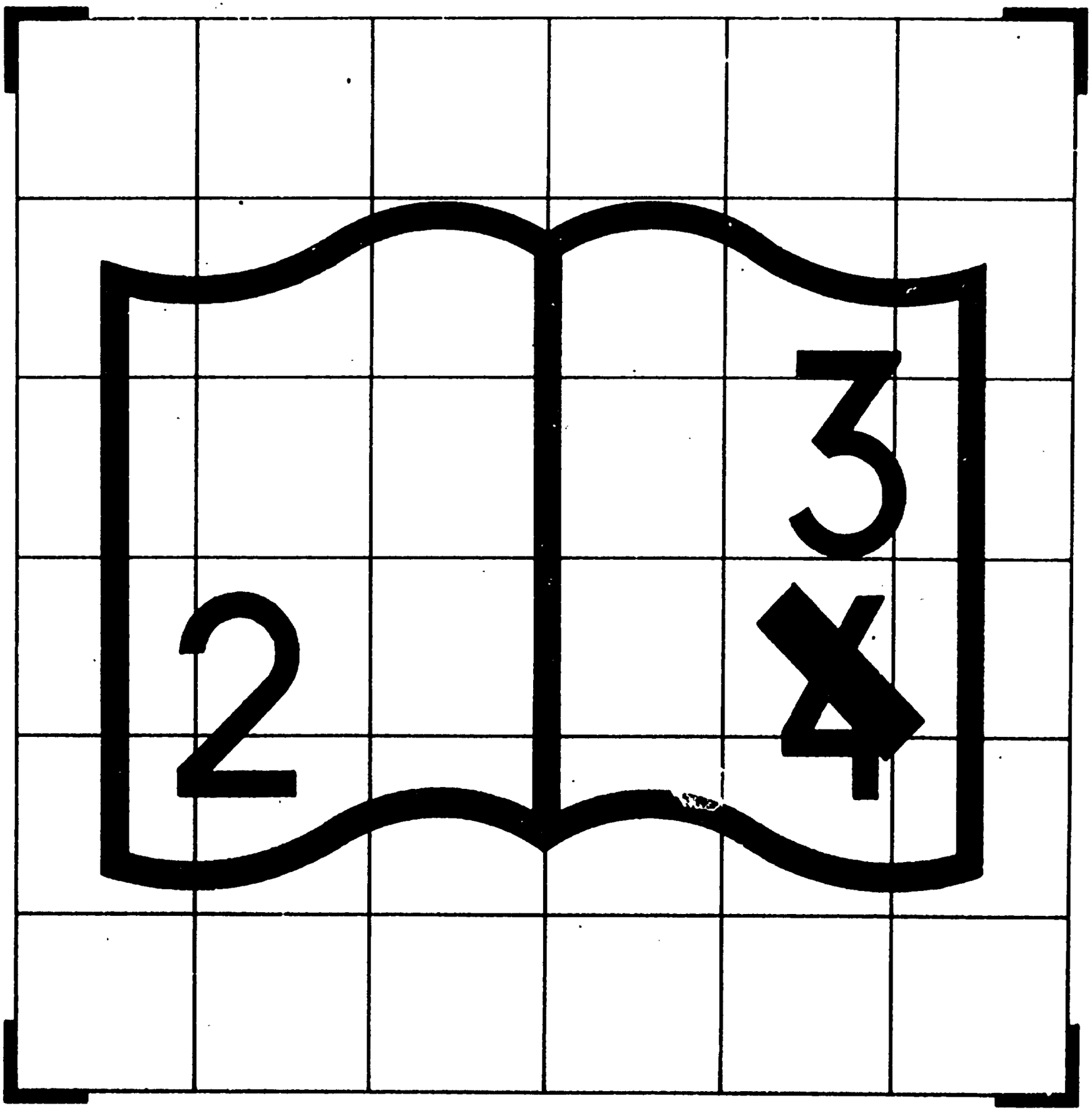
Le sentiment universel des peuples peut il être allégué en faveur de l'immortalité de l'âme ?

L'immortalité de l'âme est-elle un dogme de foi ?

L'âme séparée du corps exerce-t-elle les fonctions de la vie végétative et de la vie sensitive ? Son intelligence et sa volonté continuent-elles à agir ?

Quels sont les objets que peut connaître l'âme séparée du corps ? A-t-elle des rapports avec les autres esprits ?

Par quels moyens les âmes séparées du corps peuvent-elles connaître ce qui se passe sur la terre ?


31
2
4

Chapitre IV. — *Destinée de l'âme*

Qu'entendez-vous par la destinée ? Pourquoi la question de la destinée de l'âme est-elle capitale dans la morale ?

Montrez que l'âme humaine a une dstinée. Qu'est ce que le bien ? Comment s'appelle la possession du bien de l'homme ? Montrez le rapport entre la destinée et le bonheur ?

Tous les hommes placent-ils leur bien dans le même objet ? Signalez les prnicipaux biens qu'ils recherchent ? Quel est le bien rèel ? Pourquoi faut-il le connaître ?

Qu'appelle-t-on *richesse* ? Combien y a-t-il de sortes de richesses ? Les richesses *naturelles* peuvent-elles donner le bonheur à l'homme ? Pourquoi recherche-t on les richesses *artificielles* ¿ Peuvent elles faire le bonheur de l'homme ?

Qu'est ce que l'*honneur* ? Pourquoi ne peut-il pas donner le bonheur ? En qui se trouve l'honneur ?

Qu'est-ce que la gloire ? Pourquoi ne constitue-t-elle pas le bonheur de l'homme ? La gloire humaine est-elle toujours en rapport avec la réalité ?

La puissance donne-t-elle le vrai bonheur ?

Pourquoi le bonheur n'ést il pas dans les biens extérieurs ?

Pourquoi ne peut-il se trouver ni dans les biens du corps ? — ni dans les plaisirs des sens ? — ni dans les biens créés ?

Montrez que Dieu seul est le bien réel.

Dans quelles facultés résidera notre bonheur ? Pour quels motifs la vision divine constitue-t-elle le bonheur de l'homme ? Expliquez le besoin que nous avons de voir Dieu. Que dit à ce sujet la Sainte Ecriture ?

Comment savons-nous que l'homme est capable d'obtenir le bien parfait ? Pourquoi est-il impossible de posséder ici-bas le parfait bonheur ?

Quel bonheur pouvons-nous obtenir au moyen de nos facultés naturelles ?

Pourquoi le secours d'une créature ne suffit-il pas pour nous conduire au bonheur ? Comment Dieu nous montre-t-il sa bienveillance en nous donnant une destinée où lui seul peut nous conduire ?

Qu'est-ce que la *lumière de gloire* ? Qu'est-ce que la grâce ?

Qu'est-ce que la volonté *droite* ? Est elle nécessaire ? Suffit-elle pour jouir aussitôt du bonheur ? Montrez la différence entre Dieu, les anges et l'homme pour parvenir au bonheur ? Pourquoi faut-il que l'homme fasse des actes qui le disposent au bonheur ? Comment s'appellent ces actes ?

Qu'entendez-vous par les rationalistes ? Montrez que le rationalisme contredit le *bon sens*, le *cri de notre nature*, l'*Histoire* et la splendeur de l'Eglise.

Quels maux cette hérésie entraîne-t-elle pour l'individu ? — pour la famille ? — pour la société ?

II. Après avoir communiqué à la volonté humaine la rectitude qui lui est nécessaire; Dieu aurait pu l'introduire immédatement au sein du bonheur, sans lui demander des efforts et des actes personnels.

Cette condescendance, néanmoins, quoique possible en elle-même. ne paraitrait pas en parfaite harmonie avec les plans de la divine sagesse.

Considérez en effet la série des êtres destinés au bonheur parfait.

Au-dessus de tous, vous voyez Dieu lui-même : cette félicité complète, il la possède essentiellement, de toute éternité ; elle est inséparable de sa nature divine ; il lui appartient donc d'en jouir sans aucun élan ou mouvement préparatoire, sans aucun effort qui ait précédé ce bonheur.

Regardez maintenant les créatures ; une telle félicité dépasse absolument leurs ressources. N'est-il pas, dès lors, convenable, pour la leur donner. d'exiger d'elles au moins un élan vers ces délices qui leur sont destinées ?.

Les anges possèdent une nature supérieure à la nôtre ; l'unique élan d'un seul acte *méritoire* leur a suffi pour obtenir la félicité suprême.

Mais les hommes, pour y arriver. ont besoin de plusieurs efforts successifs, de plusieurs mouvements ou actes désignés sous le nom de *mérites*.

Conséquemment le philosophe Aristote a dit avec raison que « le bonheur est la récompense des actions vertueuses. »

Ainsi Dieu possède le bonheur essentiellement ; — les *anges* l'ont obtenu par un seul acte méritoire ; — les *hommes* y parviennent par une suite d'actes méritoires ou de bonnes œuvres.

Les petits enfants baptisés, qui meurent sans avoir atteint l'âge de raison, obtiennent, il est vrai, le bonheur sans avoir acquis des mérites personnels ; mais c'est en vertu des mérites de Jésus-Christ, à qui les unit merveilleusement le sacrement qu'ils ont reçu.

ARTICLE V

L'hérésie rationaliste

Les incrédules qui refusent de croire à la destinée surnaturelle de l'homme sont appelés *rationalistes*, du mot latin *ratio*, « raison », parce qu'ils prétendent n'avoir d'autre guide et d'autre lumière que la raison, et qu'ils repoussent avec orgueil la lumière supérieure que Dieu nous donne par la révélation.

La plupart des livres et des publications de notre époque sont malheureusement imprégnés de cette hérésie funeste, qui fait de nombreuses victimes.

Aussi nous paraît-il très important, avant de terminer ce chapitre, de montrer, dans un dernier article, que le rationalisme est une erreur monstrueuse et qu'il est le principe des maux les plus affreux.

I. Erreur du rationalisme

Le rationalisme est manifestement une erreur puisqu'il est en opposition avec le *bon sens*, le *cri de notre âme*, les *données de l'histoire* et la *splendeur divine* de l'Eglise.

1° *Il contredit le bon sens*

Les rationalistes, pour établir leur système, sont obligés de repousserles vérités les plus évidentes.

1° Ils refusent au Créateur la puissance de se manifester à l'homme par une révélation.

N'est-il pas incontestable cependant que, si Dieu a pu nous faire connaître la vérité en nous donnant une intelligence, il peut nous la révéler également par d'autres moyens ?

2° Ces incrédules osent soutenir que la raison est parfaitement capable de conduire l'homme à sa destinée.

L'expérience de chaque jour atteste au contraire que la raison ne suffit pas pour diriger l'homme dans la voie du bien.

Ce qui le prouve d'une façon péremptoire, c'est que tous

des peuples qui n'ont pas reçu les lumières de l'Evangile sont tombés dans les abîmes de la dégradation et de la barbarie.

Notre France elle-même a pu constater, à la fin du XVIII^e siècle, ce que pouvait la raison. Avec les principes des philosophes, on fit de notre pays, pendant quelques années, le théâtre de toutes les scélératesses et de tous les brigandages.

sagesse le juge utile ?

3° Les rationalistes prétendent enfin que Dieu n'a pas le pouvoir d'accomplir des miracles et de déroger ainsi aux lois de la nature.

Cette affirmation est en opposition manifeste avec le bon sens comme avec l'expérience de tous les siècles.

Pourquoi Dieu, qui a créé toutes les lois de la nature, ne serait-il pas le maître de les modifier à son gré, lorsque sa

2° *Le rationalisme contredit le cri de notre âme.*

Le suprême besoin de notre nature, c'est le bonheur, que notre âme appelle de toute ses forces.

L'homme en effet a nécessairement soif de son propre bien, et tant qu'il n'a pas obtenu le bonheur parfait, cette soif ne peut être apaisée.

Mais ce bonheur, nous l'avons vu, ne peut se trouver que dans la vision divine.

Par conséquent le rationalisme, en niant notre destinée surnaturelle, proclame par là que nous ne pouvons parvenir au bonheur parfait.

3. *Le rationalisme contredit les données de l'histoire.*

Depuis l'origine du monde, tous les peuples ont cru à une révélation surnaturelle. De tout temps il y a eu parmi les hommes une religion qui s'est dite révélée par Dieu, des pratiques que l'on a crues établies d'après les indications positives de Dieu lui-même.

De plus, les faits les plus considérables de l'histoire sont des « miracles ».

La vie de Jésus-Christ est le centre de l'histoire, puisque,

dans la supputation des années, on part de Jésus-Christ pour la chronologie des évènements qui ont précédé et qui ont suivi son apparition sur la terre.

Cette vie est une suite merveilleuse de miracles, établis par des témoignages contemporains avec plus de certitude que tout autre évènement de l'histoire.

L'existence du peuple hébreu, le seul qui fut vraiment civilisé avant l'ère chrétienne, ne peut s'expliquer que par une suite continuelle de miracles. Sa législation et son culte ne sont basés que sur des livres révélés.

Le christianisme, qui a remplacé le judaïsme et qui, depuis Jésus-Christ, a été la religion de tous les peuples civilisés, a pour base la révélation du Nouveau Testament et les faits miraculeux qui s'y trouvent renfermés, particulièrement la résurrection de Jésus-Christ.

Ainsi l'histoire tout entière atteste l'existence de la révélation divine que les rationalistes contredisent audacieusement.

4° *Le rationalisme repousse la splendeur de l'Eglise.*

Depuis dix-neuf siècles, l'Eglise catholique ne cesse de combattre en faveur de la justice, de la liberté et de toutes les saintes causes.

C'est elle qui, par ses apôtres et par la vaillance de ses martyrs, a triomphé des monstruosités du paganisme.

Par ses docteurs et par ses moines, elle a civilisé le monde barbare ; elle a détruit l'esclavage. On l'a toujours vue se dévouer au soulagement de toutes les misères. Dans tous les siècles, elle a produit des saints qui attestent son origine divine par leurs œuvres et par leurs miracles.

Ces miracles sont incontestables. Saint François Xavier, par exemple, a rendu la vie à plusieurs morts.

Pour ne parler que de notre siècle, indépendamment des miracles établis juridiquement dans toutes les causes de béatification et de canonisation soumises au Saint-Siège, qui ne connaît les innombrables prodiges qui frappent par leur évidence tous ceux qui ne veulent pas fermer les yeux?

Qu'il nous suffise de rappeler les faveurs extraordinaires obtenues, du vivant du Vénérable Jean-Baptiste Vianney, curé d'Ars, par l'intervention de cet homme de Dieu, et, à l'heure actuelle, les merveilles qui s'accomplissent à Lourdes en présence de tant de milliers de spectateurs, particulièrement à l'occasion du pèlerinage national qui a lieu chaque année au mois d'août ?

Que font les incrédules à la nouvelle de ces faits éclatants ?

Loin de répondre avec le bon sens populaire : « Le doigt de Dieu est là », ils refusent même d'examiner ces miracles. Le moindre fait naturel est l'objet de leurs investigations ; et quand il s'agit de ces faits si nombreux, si extraordinaires, si importants, ils s'obstinent à ne pas vouloir en parler.

S'il en est question dans leurs écrits, c'est pour proférer des railleries insolentes ou des sophismes ridicules ; mais ils n'essaient même pas de bégayer une bonne raison.

D'où vient cet aveuglement opiniâtre, qui rappelle celui des Pharisiens ? C'est qu'ils ont peur du miracle. Ils ne veulent pas du surnaturel. Fils de Lucifer, ils prétendent, comme l'Ange déchu, ne rien devoir à la grâce de Dieu, et ils ferment les yeux à la lumière.

Ils refusent de voir cette splendeur de l'Eglise catholique dont les titres et l'éclat merveilleux attestent d'une manière irréfragable la divine mission parmi les hommes.

II. Malheurs causés par le rationalisme

L'erreur du rationalisme est le fléau du genre humaine Elle est la cause d'une multitude de maux et d'infortunes de toute sorte pour chaque *individu*, pour les familles, pour la société tout entière.

1° *Malheurs des individus*

Pour chaque personne qui en est atteinte, l'erreur du rationalisme entraîne les plus terribles infortunes soit dans la vie future, soit même dans la vie présente.

Voyez d'abord quelle catastrophe attend le rationaliste à son heure dernière.

Sa destinée sera complètement manquée. Créé pour le bonheur suprême, il n'y pourra point parvenir ; il sera condamné aux abîmes éternels de l'enfer.

Aussi peut-on appliquer avec raison au malheureux rationaliste qui s'obstine dans son hérésie, la parole que le Sauveur disait au sujet du traître Judas : « Il vaudrait mieux pour lui qu'il ne fut jamais né. »

Dans la vie présente, le rationaliste est déjà fatalement condamné à la misère et à l'indigence du cœur.

Son hérésie le dépouille de l'œil de la foi, plus précieux encore que le regard de l'intelligence. S'il est douloureux de rencontrer un homme privé de l'usage de la raison, il est bien plus triste de voir celui qui était appelé à la dignité du chrétien dépossédé des dons magnifiques de la grâce.

Pour le rationaliste, point d'espérance, puisqu'il méconnait les splendides promesses de Jésus-Christ et les biens que ce divin Rédempteur nous a mérités.

Il ne peut goûter les joies de la charité, et il est fatalement condamné à être en quelque sorte sans Dieu, puisqu'il a brisé le premier lien qui l'attachait au Créateur.

Dans ces conditions, il ne peut que devenir l'esclave de ses passions et de Satan.

2° *Malheurs dans la famille*

Non content de dépouiller l'individu pour le temps et pour l'éternité, le rationalisme s'attaque à la famille et lui arrache toutes ses grandeurs.

1° L'enfant baptisé est déchu de ses titres les plus glorieux : cette hérésie néfaste lui enlève son auréole de fils de Dieu, de frère de Jésus-Christ, d'héritier du paradis.

La foi chrétienne le présente à ses parents comme un dépôt incomparable que Dieu leur a confié.

Aux yeux du rationaliste, au contraire, le petit enfant ne

sera souvent qu'un petit animal perfectionné ; au lieu d'être regardé comme un précieux trésor que protège un ange gardien et dont il faudra rendre compte au souverain juge, il n'est pour l'incrédule que ce qu'il était pour les païens, une chose dont on peut user à son gré.

Si l'enfant est malade ou contrefait, le rationalisme, à la suite des législations les plus vantées de l'antiquité païenne, permettra de s'en débarrasser comme d'un objet inutile et sans valeur.

2° La foi chrétienne oblige le chef de la famille à voir en son épouse une image de l'Eglise elle-même et à se dévouer pour elle comme Jésus-Christ s'est dévoué pour son Eglise.

Mais supposez une pauvre femme entre les mains d'un rationaliste dont la conduite est en rapport avec ses doctrines.

Que verra-t-elle ? Tant qu'elle conviendra à son mari, celui-ci s'en accommodera sans doute ; mais le jour où il aura d'autres fantaisies, il la traitera comme un objet de rebut : il en fera son esclave comme le font les musulmans et comme l'ont toujours fait les peuples qui n'étaient pas chrétiens.

3° D'autre part, le chef de la famille, que la foi nous fait considérer comme le représentant de Dieu, se fera peut-être respecter par la force brutale tant qu'il lui restera assez de vigueur ; mais, le jour où il sera devenu vieux et cassé, on le regardera comme un meuble sans usage, et à l'exemple des païens, on ne trouvera rien de mieux que de le faire disparaître.

Telles seraient les conséquences du rationalisme, si on en appliquait les principes ; les fondements même de la famille seraient détruits.

3° *Malheurs pour la société*

Le rationalisme, par ses doctrines délétères, étouffe tous les germes de vie et de salut, capables de procurer le bonheur de la société.

Il livre les hommes faibles à l'exploitation des plus forts.

Ainsi, dans les sociétés civilisés du paganisme, les neuf dixièmes au moins des hommes étaient les esclaves dès autres et la société ne pouvait se maintenir que par l'institution brutale qui donnait au maître droit de vie et de mort sur ses esclaves.

Le rationaliste n'estime que les biens de la vie présente, par conséquent, les pauvres et les faibles sont méprisés et personne ne travaille à soulager leurs souffrances.

Les riches ne songent pas aux malheureux, ils ne s'occupent que d'accroître leur propre fortune et de développer leur puissance ; aussi la société devient un véritable enfer.

Les peuples, n'ayant pas pour arbitre de leurs différends l'autorité du représentant de Dieu, sont continuellement en guerre les uns avec les autres et c'est toujours la raison du plus fort qui a le dernier mot.

Ainsi, pas de bonheur dans l'éternité, et une sorte d'enfer sur la terre pour les individus, pour les familles, et pour la société : voilà les fruits du rationalisme.

Resumé de l'anthropologie

Dans cette première partie appelée l'ANTHROPOLOGIE, nous avons étudié *l'homme*, à qui la *Morale* enseigne la route qu'il doit suivre pour parvenir à sa véritable destinée.

L'Histoire naturelle s'occupe du corps de l'homme ; la morale s'attache à la *psychologie* ou étude de l'âme.

La *psychologie* comprend quatre chapitres : 1° Le *Composé humain* ; 2° les *facultés de l'âme* ; 3° la *nature* de l'âme ; 4° *la destinée* de l'âme.

I. Composé humain

L'homme est une substance composée d'une âme raisonnable et d'un corps.

L'âme est la forme substantielle du corps, avec lequel elle constitue une substance unique, la substance humaine : Ainsi s'explique l'influence mutuelle et constante de l'âme sur le corps et du corps sur l'âme.

L'âme est tout entière dans tout le corps et dans chaque partie du corps ; mais elle n'exerce pas également son énergie dans les diverses parties du corps.

II. Facultés de l'âme

L'âme possède cinq sortes de facultés.

1° les façultés *végetatices* destinées à entretenir et à reproduire la vie du corps : l'étude de ces facultés appartient à la *physiologie*.

2° les facultés *sensitives*, ou les cinq *sens extérieurs* et les quatre *sens intérieurs* ;

3° les facultés *intellectuelles*, qui s'exercent par *l'abstraction*, la *conscience*, le *jugement* et le *raisonnement* et qui comprennent *l'intellect actif* et *l'intellect passif*.

4° les facultés *appétives*, qui sont de trois sortes : *l'appétit naturel*, *l'appétit sensible* et l'appétit de la *raison*, appelé la *volonté*.

La volonté est la faculté maitresse de l'âme.

Elle est douée de la *liberté morale* dont l'existence est clairement établie par la *raison*, *l'expérience*, le *témoignage du genre humain* et *la foi catholique*.

5° La *faculté de locomotion* réside dans la substance humaine : ses organes sont du domaine de la physiologie et de l'anatomie ; mais elle a l'âme pour principe.

III. Nature de l'âme

Pour déterminer la *nature* de l'âme, nous avons établi:

1° Qu'elle est *simple*, ou, en d'autres termes, qu'elle n'est pas un corps ;

2° Qu'elle est *spirituelle*, c'est-à-dire qu'elle est une véritable substance, subsistant par elle même ;

3° Qu'elle est *incorruptible* ;

4° Qu'elle est *immortelle*, en vertu de sa propre nature.

IV. Destinée de l'âme

La destinée de l'âme est d'arriver au bonheur pour lequel elle a été créée.

Ce bonheur ne peut se trouver ni dans les *richesses*, ni dans les *honneurs*, ni dans la *gloire*, la *puissance*, les biens

extérieurs, ou les biens du *corps*, ni dans aucun bien créé.

Il ne peut consister que dans la vision et la possession de Dieu.

D'autre part, nos facultés naturelles sont incapables de nous procurer un bien si excellent.

Nous ne pouvons y parvenir que par le secours de la *grâce*, auquel doit s'ajouter notre coopération personnelle.

—o—

Pour si peu que l'on réfléchisse à la destinée de l'âme humaine, on comprend combien est criminelle et funeste l'hérésie rationaliste, qui éloigne l'homme du bonheur pour lequel il est créé.

Le *bon sens*, le *cri de notre âme*, l'*histoire* et l'*Eglise catholique* s'accordent à nous montrer clairement que ce système est aussi mensonger que désastreux.

Le rationalisme est une source de maux innombrables pour l'*individu*, pour la *famille* et pour la *société*.

Questionnaire

Pour rendre plus facile l'étude de cette première partie de la morale chrétienne, il sera bon de se servir du questionnaire suivant.

Introduction

Quelle est la grande hérésie moderne ? Qui en a signalé les dangers ? Quel remède faut-il y opposer ?

Indiquez l'étymologie du mot *morale* ? Qu'est-ce que la morale ?

Comment les êtres privés de raison observent-ils les lois du Créateur ? Comment l'homme doit il les accomplir ?

A quoi est comparée la loi divine ?

Pourquoi la morale est-elle la plus utile des sciences ?

Qui nous a enseigné la vraie morale ? A quelle lumière faut-il l'étudier ?

Comment se divise une étude complète sur la morale ?

Anthropologie

Comment se divisent les êtres qui sont sur la terre ?

Quelles sont les propriétés qui distinguent les *minéraux*, les *végétaux* et les *animaux* ?

Quelle est l'intelligence qui dirige les mouvements des animaux ?

Quel est le caractère distinctif de l'homme ?
Quelle est la science qui étudie l'homme ?
Comment se divise l'anthropologie ? Comment s'appelle l'étude de l'âme ? Comment se divise cette étude ?

Chapitre Ier — *Le composé humain*

Que disent Platon, Descartes et de Bonald au sujet du composé humain ? — Qu'en pense l'école idéaliste de Kant ? — Qu'en disent les rationalistes ? — Qu'en pensent les catholiques ?

Qu'est-ce que les philosophes entendent par la *matière* et la *forme* ?

Quelle est la forme substantielle des minéraux ? — des végétaux ? — des animaux ?

Quelle est la forme substantielle du corps humain ?

Que fait l'âme dans le corps ?

Que savez vous du système du *médiateur plastique* ? Comment réfutez-vous ce système ? En quoi consiste le système des *causes occasionnelles* ? Que faut-il en penser ?

Qu'entendez-vous par le système de l'*harmonie préétablie* ? Montrez-en la fausseté. Que savez vous du système de l'*influx physique* ?

Comment les philosophes catholiques expliquent-ils l'action mutuelle de l'âme et du corps ?

Où est l'âme humaine, d'après S. Augustin ? Quelle était l'opinion de Platon et de Descartes ? Pourquoi ce sentiment est-il inadmissible ? Que constatons-nous par l'expérience ?

Comment l'âme se trouve-t-elle tout entière dans chaque partie du corps ? Y est-t-elle en *quantité* ? de sa *nature* ? Expliquez votre pensée par une comparaison.

L'âme exerce-t-elle également son action dans chaque partie du corps ?

Chapitre II. — *Facultés de l'âme*

Qu'est-ce qu'une faculté ? Où se trouvent nos facultés ?
Combien distingue-t-on de sortes de facultés ?

I. Qu'entendez-vous par les facultés *végétatives* ? Quel est le siège des facultés végétatives ? Dans quels êtres les remarque-t-on ? Quelles sont les facultés végétatives ?

Ces facultés se trouvent-elles seulement dans les végétaux ? Quelle est la science qui étudie ces facultés ?

II. Quel est le siège des facultés sensitives ? Pourquoi les appelle-t-on facultés organiques ?

Comment définissez-vous les sens ? Combien y a-t-il d'espèces de sens ?

Qu'entendez-vous par les sens extérieurs ? Enumérez-les. Quel est l'objet de la vue ? Quel en est l'organe ? Comment

nous fait-elle connaître les objets extérieurs ? Quel est l'avantage de l'ouïe ? Comment l'oreille perçoit-elle les sons ? Qu'entendez-vous par les odeurs ? Que percevons nous au moyen du sens du goût ? Quel est l'organe du toucher ? Que nous fait-il connaître ?

Nos sens nous font-ils connaître les objets avec certitude ? Qu'est-ce que la sensation ? De quoi est-elle accompagnée ?

Combien y a-t-il de sens internes ? Quels sont-ils ? Quel n est l'organe ?

Qu'entendez-vous par le sens commun ? Pourquoi le nomme-t-on ainsi ? Quelle est l'utilité de ce sens ?

Qu'est-ce que l'imagination ? Pourquoi est-elle ainsi nommée ?

Qu'entendez-vous par l'estimative ? A quoi sert elle ? Ce sens existe-t il chez les animaux ? Existe t-il dans l'homme?

Qu'est-ce que la raison particulière ?

Qu'entendez-vous par la mémoire ? Quel rapport a t-elle avec les autres sens intérieurs ?

III. Y a-t-il une faculté purement spirituelle ? Comment la nommez vous ?

Qu'est-ce que les modernes entendent par l'intelligence ? Comment faut-il définir cette faculté ? Pourquoi est-elle ainsi nommée ? Par quels moyens arrive-t-elle à connaître les choses immatérielles ? Quelle différence peut-on mettre entre l'*intellect* et l'intelligence ?

Quels sont les principaux actes de l'intelligence ?

Quelle est l'étymologie du mot *abstraction* ? En quoi consiste l'opération intellectuelle ainsi nommée ? Expliquez ce travail par des exemples. Comment appelez-vous la connaissance immatérielle qui provient de l'abstraction ? Combien distinguez-vous de sortes d'abstractions ?

Pourquoi les idées obtenues par l'abstraction sont-elles appelées notions *générales* ?

Y a-t-il certaines idées plus générales que d'autres ? Qu'entendez-vous par le *genre*, l'*espèce*, la *différence* ? La même idée peut-elle être à la fois *espèce* et *genre* ?

Qu'entendez-vous par les notions *fondamentales* ? Indiquez les principales.

Qu'est-ce que la *substance* ? — l'*accident* ? — la *qualité* ? — la *quantité* ? — la *relation* ou *rapport* ?

Qu'entendons-nous nous ici par la conscience ? Qu'est-ce que la conscience morale ?

Quelle différence y a-t-il entre la conscience *habituelle* et la conscience *actuelle* ? La conscience est-elle un acte de l'intelligence ou une faculté spéciale ?

Qu'est-ce que notre âme connaît par la conscience ?

Quelle est la confusion faite, au sujet de la conscience, par certains philosophes modernes ?

Rappelez le nom des trois premiers actes de l'intelligence.

Qu'est-ce que le jugement ? Qu'entendez-vous par les jugements *affirmatifs* et les jugements *négatifs* ? Combien d'éléments y a-t-il dans tout jugement ?

Qu'est ce qu'une proposition ? Comment désigne-t-on habituellement la faculté de bien juger ? Qu'est-ce que le bon sens ?

Que signifie le mot *jugement* dans le langage ordinaire ?

Qu'entendez vous par le *raisonnement* ? Donnez un exemple. A quoi peut-on comparer le raisonnement ? Comment Dieu voit-il la vérité ? Comment la voient les anges ? Comment la voit l'homme ?

Pourquoi certaines vérités sont-elles appelées vérités premières ? Pourquoi les appelle-t-on *fondamentales* ? Enoncez les principales vertus *premières* ?

Qu'entendez-vous par les *sciences* ?

La *raison* est-elle une faculté spéciale ? Pourquoi l'intelligence humaine porte-t-elle ce nom ?

Comment peut-on définir l'homme ?

Combien y a-t-il de sortes de raisonnements ? Qu'est-ce que la *deduction* ? Expliquez-vous par un exemple ? Comment s'appelle encore la déduction ?

Qu'entendez-vous par l'*induction* ? Donnez un exemple ? A quoi sert l'induction ? Quelle certitude peut elle donner ? Le syllogisme donne-t il une certitude absolue ?

Qu'entendez-vous par la *logique* ? Qu'est-ce qu'un sophisme ?

Toutes les opérations intellectuelles sont-elles accomplies par la même faculté ?

Combien distingue-t-on de facultés intellectuelles ?

Que faut-il pour voir un objet corporel ?

Comment ces deux éléments se trouvent-ils dans la vision intellectuelle ?

Quels sont les divers noms de l'intellect *actif* ?

Pourquoi l'intellect *passif* est-il ainsi nommé ?

Cette faculté est-elle purement *passive* ?

Quelle est la nature de la lumière intellectuelle ou intellect actif ?

En quoi consiste l'erreur des Ontologistes ?

Que signifie le mot *idée* ? Pourquoi les idées sont-elles appelées *notions* ?

Qu'entendez-vous par un *concept* ou *conception* ?

L'intellect passif peut-il retenir les idées et les connaissances qu'il a acquises ? Comment s'appelle cette propriété ?

La mémoire intellectuelle est-elle une faculté distincte de l'intellect *passif* ?

Les facultés intellectuelles s'exercent-elles par un organe corporel ? Pourquoi résident-elles dans l'âme seule ?

L'intelligence est elle absolument indépendante ? Que reçoit-elle par le moyen du corps ?

IV. Qu'entendez-vous par les appétits ou facultés appétitives ? Quelles peuvent être les tendances de l'âme par rapport aux objets qu'elle connaît ? Quelle est l'étymologie du mot *appétit* ? Combien en distinguez-vous de sortes !

Qu'est-ce que l'appétit *naturel* ? Est ce une faculté ?

Qu'est-ce que l'appétit *sensible* ? Qu'entendez-vous par l'appétit *concupiscible* ! Pourquoi est-il ainsi nommé ? Qu'est ce que l'appétit *irascible* ? Donnez un exemple. Qu'est ce qui distingue l'appétit sensible, chez l'homme ? Cet appétit est-il entièrement soumis à la raison ?

Qu'est ce que la volonté ? Quel est l'objet que la volonté recherche nécessairement ? Est-ce toujours un bien réel ? Qu'entendez vous par les actes volontaires ?

Comment se divise ce que nous avons à dire de la liberté ? Qu'est-ce que la liberté en général ? Combien distinguez-vous de sortes de libertés ?

Qu'est-ce que la liberté morale ? Pourquoi l'appelle-t-on libre arbitre ? Qu'est-ce que notre volonté peut choisir ? La faculté de choisir le mal est-elle essentielle à la liberté ?

Qu'est-ce que la liberté physique ? Dans quelle fable en trouvez-vous la description ? Qu'est-ce que le *fatalisme* ? D'où vient ce nom ?

Par qui la liberté a-t-elle été attaquée ? Qu'en ont dit les *Stoïciens*, les *Manichéens*, les *Mahométans*, les *Protestants*, les *Jansénistes*, les incrédules modernes ? Qu'entendez-vous par les *Déterministes* ?

Combien de sortes de preuves pouvez-vous apporter en faveur de la liberté morale ?

Comment l'établissez vous par la *raison* ?

Comment l'*expérience* nous prouve-t-elle la liberté ? En quoi sentons-nous que nous sommes libres *avant*, *pendant*, et *après* nos déterminations ?

Montrez que la négation de la liberté choque le sens commun ; que cette négation renverse la morale, les liens sociaux, la religion ; qu'elle enlève à l'homme sa dignité.

Comment établissez-vous la liberté par le témoignage de tous les hommes, et même de ceux qui attaquent cette vérité ? Que nous enseigne la foi au sujet de la liberté ?

V. Qu'entendez-vous par la faculté de locomotion ? Où réside-t-elle ?

Combien y a t-il de sortes d'organes de la locomotion ? Quels en sont les organes passifs et actifs ?

Qu'entendez-vous par les *principes* de la locomotion ? «Quels sont-ils dans les animaux ? Quel est le rôle de l'*estimative* ? de l'*appétit* ? Quelle est la faculté qui remplace l'estimative dans les actes libres que l'homme accomplit ?

Que fait la faculté de locomotion ? Quels sont les deux grands règnes qu'elle sert à distinguer dans la nature ?

Chapitre III. — *Nature de l'âme*

Peut-on attribuer les actes intellectuels au composé humain ?Quel est l'objet des facultés intellectuelles? Un tel objet serait-il proportionné à une âme qui ne serait pas spirituelle ? Est-il possible que le corps reçoive et conserve la science ? la vérité ?

L'intelligence pourrait-elle avoir des idées générales et universelles, si elle s'exerçait par un organe déterminé ?

Quelles différences remarquez-vous entre l'âme humaine et l'âme des bêtes ? Qu'est-ce qui caractérise la connaissance des animaux ? Peuvent-ils percevoir ce qui est immatériel ? A quoi faut-il attribuer les manifestations d'intelligence qu'on remarque dans les animaux ?

Quelle est la nature de l'âme des bêtes ? Comment se forme-t-elle et comment disparait-elle ?

Qu'est-ce que l'incorruptibilité ? Qu'est-ce que la corruption au sens philosophique ? En quoi consiste la corruption de l'eau, — du fer, — d'une plante, — d'un animal ?

Dans quelles conditions un être peut-il se corrompre ? L'âme est-elle en dehors de ces conditions ? Quel est le caractère des vérités connues par l'intelligence ? Que doit être l'intelligence pour saisir des vérités de cette nature ?

Qu'est-ce l'immortalité ? Dans quelle classe d'êtres peut-on la rencontrer ? Quelle immortalité convient à Dieu ? Combien distinguez-vous de sortes d'immortalité ? Quel est le genre d'immortalité qui appartient à l'âme humaine ?

Quelle loi générale remarquez-vous dans la nature ?

Quel est le désir universel de l'âme humaine ? Ce désir est il réalisé sur la terre ? Peut-on supposer qu'il ne le sera jamais ? En quoi consiste la justice divine ? Que faut-il que Dieu se réserve pour l'exercer ?

Le sentiment universel des peuples peut il être allégué en faveur de l'immortalité de l'âme ?

L'immortalité de l'âme est-elle un dogme de foi ?

L'âme séparée du corps exerce-t-elle les fonctions de la vie végétative et de la vie sensitive ? Son intelligence et sa volonté continuent-elles à agir ?

Quels sont les objets que peut connaitre l'âme séparée du corps ? A-t-elle des rapports avec les autres esprits ?

Par quels moyens les âmes séparées du corps peuvent-elles connaitre ce qui se passe sur la terre ?

Chapitre IV. — *Destinée de l'âme*

Qu'entendez-vous par la destinée ? Pourquoi la question de la destinée de l'âme est-elle capitale dans la morale ?

Montrez que l'âme humaine a une dstinée. Qu'est ce que le bien ? Comment s'appelle la possession du bien de l'homme ? Montrez le rapport entre la destinée et le bonheur ?

Tous les hommes placent-ils leur bien dans le même objet ? Signalez les principaux biens qu'ils recherchent ? Quel est le bien réel ? Pourquoi faut-il le connaître ?

Qu'appelle-t-on *richesse* ? Combien y a-t-il de sortes de richesses ? Les richesses *naturelles* peuvent-elles donner le bonheur à l'homme ? Pourquoi recherche-t on les richesses *artificielles* ¿ Peuvent elles faire le bonheur de l'homme ?

Qu'est ce que l'*honneur* ? Pourquoi ne peut-il pas donner le bonheur ? En qui se trouve l'honneur ?

Qu'est-ce que la gloire ? Pourquoi ne constitue-t-elle pas le bonheur de l'homme ? La gloire humaine est-elle toujours en rapport avec la réalité ?

La puissance donne-t-elle le vrai bonheur ?

Pourquoi le bonheur n'est il pas dans les biens extérieurs ?

Pourquoi ne peut-il se trouver ni dans les biens du corps ? — ni dans les plaisirs des sens ? — ni dans les biens créés ?

Montrez que Dieu seul est le bien réel.

Dans quelles facultés résidera notre bonheur ? Pour quels motifs la vision divine constitue-t-elle le bonheur de l'homme ? Expliquez le besoin que nous avons de voir Dieu. Que dit à ce sujet la Sainte Ecriture ?

Comment savons-nous que l'homme est capable d'obtenir le bien parfait ? Pourquoi est-il impossible de posséder ici-bas le parfait bonheur ?

Quel bonheur pouvons-nous obtenir au moyen de nos facultés naturelles ?

Pourquoi le secours d'une créature ne suffit-il pas pour nous conduire au bonheur ? Comment Dieu nous montre-t-il sa bienveillance en nous donnant une destinée où lui seul peut nous conduire ?

Qu'est-ce que la *lumière de gloire*? Qu'est-ce que la grâce?

Qu'est-ce que la volonté *droite* ? Est elle nécessaire ? Suffit-elle pour jouir aussitôt du bonheur ? Montrez la différence entre Dieu, les anges et l'homme pour parvenir au bonheur ? Pourquoi faut-il que l'homme fasse des actes qui le disposent au bonheur ? Comment s'appellent ces actes ?

Qu'entendez-vous par les rationalistes ? Montrez que le rationalisme contredit le *bon sens*, le *cri de notre nature*, l'*Histoire* et la splendeur de l'Eglise.

Quels maux cette hérésie entraîne-t-elle pour l'individu ? — pour la famille ? — pour la société ?

Morale Chrétienne

DEUXIÈME PARTIE

MORALE GÉNÉRALE

I

Objet de la morale générale

La première partie du cours de morale a été consacrée à l'anthropologie ou étude de l'homme. Elle s'occupe tout spécialement de son *âme*, principe de sa vie, de ses mouvements et de toutes ses actions.

L'homme a reçu de Dieu une destinée incomparable ; il est appelé à jouir de la Vision divine. C'est là sa fin et son suprême bonheur.

Mais, pour y parvenir, il faut qu'il ne s'écarte point de la route que le Créateur lui a tracée. Chacun des actes qu'il accomplit peut préparer sa félicité ou occasionner sa ruine.

Rien n'est donc plus essentiel que de savoir dans quelles conditions et d'après quelles règles ces actes doivent se faire, pour que l'homme ne cesse jamais de marcher dans la voie qui le conduit à sa destinée.

Tel est l'objet de la morale *générale*, ainsi appelée parce qu'elle s'occupe des caractères généraux et de la division générale des actes humains, tandis que la morale *spéciale* ou particulière étudie successivement chacune des espèces d'actions que l'homme est tenu de faire ou d'éviter.

II

Division de la morale générale

La morale générale peut se diviser en six chapitres.

Le premier traite des *actes humains* en général.

Le second chapitre est consacré à la règle *intérieure* qui guide l'homme dans l'accomplissement de ses actes ; cette règle se nomme la *conscience*.

Le troisième chapitre s'occupe de la règle *extérieure* des mêmes actes, ou de la *loi*.

Le quatrième chapitre a pour objet l'étude des actes opposés à la conscience ou à la loi. Ces actes sont désignés par les moralistes chrétiens sous le nom de *péchés*; ils constituent le mal moral.

Le cinquième chapitre, au contraire, examine les actes conformes à la conscience et à la loi. On les appelle des actes *bons*, des *mérites*.

Un sixième chapitre étudie les principales *causes* qui concourent à l'accomplissement des actes humains.

Parmi ces *causes*, les unes, telles que les habitudes, les vertus, les vices, les passions sont des causes intérieures ; d'autres sont extérieures, comme, par exemple, la grâce, les tentations.

CHAPITRE PREMIER

Les Actes Humains

I

Caractères distinctifs des actes humains

L'exercice quelconque de l'une de nos facultés, en d'autres termes, tout ce que nous faisons, s'appelle un *acte*, ou une *action*.

Plusieurs auteurs trouvent une différence dans la signification de ces deux termes.

Pour eux, l'acte est purement intérieur, il est accompli uniquement par les facultés de l'âme : les pensées, les désirs les résolutions intimes de la volonté sont des actes.

L'action est au contraire extérieure ; ce nom désigne tout ce que l'on fait au moyen des organes corporels ; ainsi, marcher, gesticuler, parler, voilà des actions.

En pratique, on ne tient guère compte de cette distinction. Conformément à l'usage, nous emploierons ces deux expressions l'une pour l'autre.

Parmi les actes ou actions de l'homme, il en est qui lui sont propres, qui lui appartiennent spécialement en sa qualité d'homme.

Quels sont ces actes ? Nous pouvons déjà le pressentir.

En parlant de la liberté humaine, nous avons remarqué que cette faculté est l'apanage distinctif de l'homme, et qu'elle joue dans la morale un rôle capital ; c'était dire que les actes vraiment propres à l'homme, sont les actes libres. Aussi réserve-t-on le nom d'actes *humains* à ceux que l'homme accomplit en vertu de sa liberté.

Les actes libres ou actes humains ont pour principes l'intelligence et la volonté. Nous avons précédemment expliqué en effet que le libre arbitre réside dans ces deux facultés, qui élèvent l'homme au dessus de tous les autres êtres placés sur la terre. De là vient que les actes libres sont appelés aussi des actes *réfléchis*, c'est à dire soumis à l'examen de l'intelligence : des actes *volontaires*, c'est à dire produits ou commandés par la volonté.

Cette notion des actes humains nous fera comprendre le caractère spécial qui les distingue.

Ces actes étant volontaires, nous ne pouvons les accomplir sans nous proposer une fin, et sans nous rendre compte de cette fin ou motif qui nous fait agir. « Lorsque nous voulons, dit Bossuet, nous voulons toujours pour quelque raison. » Si nous n'avons pas en vue d'autre fin, nous cherchons au moins notre propre satisfaction ; il est impossible de faire un acte délibéré, sans une fin quelconque.

Ce motif que notre intelligence propose à notre volonté et qui la détermine à agir, est donc un caractère distinctif des actes humains.

Chez les animaux, il n'y a point d'actes délibérés, parce que les animaux sont incapables de se rendre compte du but pour lequel ils agissent.

Leurs actes, il est vrai, ont une fin. Le petit agneau broute l'herbe pour se nourrir, l'oiseau recueille les matériaux dont il a besoin pour faire son nid, l'abeille va puiser dans les fleurs le suc qui servira pour la production de son miel.

En tout cela, ces divers animaux agissent manifestement pour un but déterminé ; mais ils le font sans s'en rendre

compte ; ils suivent l'impulsion de l'instinct qu'ils ont reçu de Dieu et ne sont que les instruments du Créateur qui a assigné lui même à leur acte la fin qu'ils poursuivent sans en avoir conscience.

Les hommes au contraire, ayant reçu en partage la raison et la liberté, peuvent se déterminer à eux-mêmes la fin de leurs actions. C'est ce qu'ils font toutes les fois qu'ils agissent librement. Voilà pourquoi c'est aux actes libres qu'on réserve le nom d'actes humains.

Assurément l'homme accomplit aussi d'autres actions, indépendantes de sa raison et de sa volonté. Que de mouvements qui lui échappent spontanément sans qu'il y ait réfléchi, sans qu'il les veuille en aucune façon !... Mais, dans ce cas là, il n'agit point en homme. De telles actions pourront être appelées des actions d'*homme* ; mais ce ne sont pas des actes humains. puisque l'homme n'en est point le maître et qu'elles ne dépendent pas des facultés qui le distinguent des créatures placées au dessous de lui. Il n'y a donc pas lieu de parler ici de ces actions involontaires.

Les seules dont nous ayons à nous occuper sont celles que nous avons appelées des actes *volontaires*, *réfléchis*, *délibérés* ou *libres*, des actes *humains*.

II

Division des actes humains

Les moralistes se placent à divers points de vue pour donner une division des actes humains.

I. Considérés en eux-mêmes, les actes humains sont *bons*, *mauvais* ou *indifférents*.

On appelle actes *bons* ceux qui sont conformes à la droite raison ; actes *mauvais* ceux qui ne sont pas dans l'ordre, qui sont en opposition avec les lumières d'une raison bien éclairée ; actes *indifférents*, ceux qui ne sont ni bons ni mauvais, et dans lesquels on ne remarque ni conformité, ni opposition avec l'ordre de la raison.

II. Par rapport au souverain législateur, on distingue :

1° Les actes *licites* ou *permis* et les actes *défendus*. Tous les actes bons ou indifférents sont licites : les actes mauvais sont défendus.

2° Les actes *commandés* et les actes *facultatifs*. Nous sommes obligés d'accomplir les actes commandés ; les actes facultatifs nous sont seulement conseillés ou permis.

III. Par rapport au *principe qui les produit*, les actes humains sont :

1° *Naturels* ou *surnaturels* : naturels, si nos forces naturelles sont capables de les accomplir ; surnaturels, lorsqu'ils ne peuvent être produits sans le secours de la grâce divine.

2° *Intérieurs* ou *extérieurs* : intérieurs, lorsqu'ils sont accomplis par les facultés de l'âme, sans se manifester en aucune façon ; extérieurs, lorsqu'ils sont exécutés par des facultés extérieures et que par là ils se manifestent au dehors.

IV. Par *rapport à la volonté*, qui est le principe intérieur de tous les actes humains, ces actes sont tantôt *produits immédiatement*, tantôt *commandés* par cette faculté.

III

Actes de la volonté

1. Actes produits immédiatement par la volonté

L'acte spécial de la volonté ou l'acte de vouloir s'appelle une *volition* ; on lui donne parfois le nom de *résolution*, de *détermination*.

Il y a plusieurs sortes de volitions qu'il est utile de distinguer les unes des autres pour avoir une notion exacte de plusieurs termes fort usités dans le langage ordinaire.

1° L'*intention*, des deux mots latins *in tendere* « tendre vers », est un acte intérieur par lequel nous cherchons à atteindre un but déterminé. Ce mouvement procède évidemment de la volonté, seule capable de faire agir les autres facultés de l'âme.

2° Le *choix* ou *élection* est l'acte par lequel la volonté préfère une chose à une autre. Le choix suppose l'usage de la raison qui examine les avantages des divers objets ; mais il s'accomplit par la volonté qui s'applique à l'objet jugé le meilleur.

Le choix diffère de l'intention en ce que l'objet de l'*intention*, c'est un but que la volonté poursuit, tandis que l'objet de l'élection est plutôt un moyen choisi par elle pour arriver à cette fin.

3° Le *consentement*, du latin *cum sentire* « sentir avec », est un acte d'acquiescement, d'adhésion de la volonté à une chose ; cet objet, elle le sent, elle s'y attache, elle s'y complait.

Dans l'*élection*, il y aussi consentement ; mais il y a en outre une préférence donnée à un objet sur d'autres objets auxquels la volonté peut également consentir.

4° L'*usage* est la conséquence de l'élection : dès que la volonté a choisi un objet, elle y applique ses facultés, elle s'en sert ; cet acte qu'elle produit c'est l'*usage*.

5° La *jouissance* a beaucoup de rapports avec l'usage ; mais, tandis que l'usage concerne surtout une chose considérée comme moyen, la « jouissance » s'applique spécialement à l'objet qui est la fin recherchée par la volonté.

Ce terme, du mot français « joie » ajoute à l'idée d'*usage*, celle de « complaisance, d'agréable repos ». Le mot *fruitio*, que nous traduisons par « jouissance », rend cette idée d'une manière encore plus parfaite. Il a pour élymologie le terme latin que nous rendons par le mot français *fruit*,

Le fruit est le dernier produit qu'on attend de l'arbre qui doit le porter ; c'est le fruit qui procure du plaisir et du profit. De même la jouissance se rapporte au bien suprême qui sera le fruit de nos actes et de nos efforts. On peut, il est vrai, la trouver en des biens passagers ; mais il n'y aura de plaisir complet, de *jouissance* parfaite que dans la possession de notre fin dernière.

2. Actes commandés par la volonté

La volonté met en excercice toutes les autres facultés, dont elle est la reine, semblable au chef d'une armée, qui fait marcher tous les soldats placés sous ses ordres.

Toutefois, bien qu'elle commande les actes de l'intelligence, elle reçoit à son tour l'impulsion de cette faculté ; c'est l'intelligence qui présente à la volonté les objets propres à l'attirer ou à l'éloigner ; et ainsi elle la met en mouvement, elle la fait agir.

La volonté commande à la sensibilité, mais pas d'une manière complète, parce que l'appétit sensible est soumis en même temps à l'imagination et aux dispositions corporelles

Sa puissance ne s'étend pas sur les *actes de la vie végétative*, qui s'exercent indépendamment de la raison et de la volonté, aussi bien chez l'homme rustique qui n'y a jamais songé que chez le savant qui s'adonne à l'étude des lois de la physiologie.

Quant aux *organes corporels*, ceux qui sont au service de la sensibilité obéissent à la volonté dans la même mesure que la sensibilité elle même : « Mon esprit, dit saint Augustin, commande à la main de se mettre en mouvement, et elle le fait si facilement qu'on peut à peine distinguer l'ordre donné de son exécution. »

Les organes de la vie végétative, comme leurs actes, n'obeissent pas à la volonté ; ils suivent seulement les lois naturelles qui leur ont été tracées par le Créateur.

IV

Circonstances des actes humains

Le mot *circonstance* vient du latin *circum stare* « se tenir autour ». Une circonstance est donc pour un acte ce que sont, pour les choses matérielles, les objets qui les environnent, le milieu dans lequel elles se trouvent.

Par conséquent, la circonstance ne constitue pas la substance même des actes humains, mais elle s'y rattache et en modifie plus ou moins la nature.

Il faut tenir un grand compte des circonstances des actions que l'on accomplit. Ces circonstances peuvent, en effet, rendre mauvais un acte qui serait bon en lui même ; elles contribuent aussi à augmenter considérablement le mérite des bonnes actions.

Aristote, dans sa *Morale* et Cicéron, dans sa *Rhétorique*, ramènent à sept les diverses circonstances qui peuvent accompagner nos actions.

Ces circonstances se trouvent exprimées dans le vers latin suivant :

Quis, quid. ubi, quibus auxiliis, cur, quomodo, quando.

Ce qui veut dire : *Qui, quoi, où, avec quels secours, pourquoi, de quelle manière, quand.*

En effet, dans une action quelconque, on peut considérer :

1. Celui qui l'accomplit (*Qui*).

2. La chose même que l'on fait (*Quoi*).

3. Le lieu où on l'accomplit (*Où*).

4. Les moyens, les secours ou les instruments dont on se sert pour cette action (*Avec quels secours*).

5· Le motif pour lequel on agit (*Pourquoi*).

6· La manière dont on accomplit l'action que l'on fait (*Comment*).

7· Enfin le moment où on l'accomplit (*Quand*).

Il est facile de constater que toutes les circonstances d'une action se rapportent à l'une de celles que nous venons de mentionner.

Parmi ces circonstances, il en est deux qui sont beaucoup plus importantes que les autres ; *Ce que l'on fait* et le *motif pour lequel on agit.*

1· D'abord ce *que l'on fait.* C'est la substance même de l'action beaucoup plus qu'une circonstance qui l'accompagne. C'est ce qu'on appelle l'*objet* de l'action, ou l'action elle même et c'est par conséquent ce que l'on doit considérer avant tout pour apprécier la valeur d'un acte humain.

2· Le *motif* pour lequel on agit est d'une souveraine importance.

Nous l'avons remarqué en effet, ce qui caractérise l'acte humain ou acte volontaire, c'est qu'en l'accomplissant la volonté se propose une fin. Rien n'influe donc sur la valeur de cet acte comme le but que l'on a en vue, le *pourquoi* de l'action que l'on accomplit.

Cette circonstance capitale s'appelle la *fin de l'acte humain* ; c'est celle dont il faut s'occuper tout d'abord après avoir considéré l'*objet.*

L'*objet* peut être comparé au corps de l'action et l'*intention* à l'âme qui donne à l'action son caractère distinctif. Ce sont donc là deux éléments constitutifs de l'action plutôt que deux circonstances.

Il ne reste en réalité que cinq circonstances proprement dites.

Trois de ces circonstances se rattachent à l'action elle-même : le *temps*, le *lieu* et la *manière.*

Les deux autres circonstances se rapportent à la cause de l'action : Celui qui l'accomplit en est la cause *principale*,

les instruments ou *secours* dont il se sert, en sont la cause *instrumentale*.

Observation. — Ces circonstances ne s'appliquent pas seulement aux actions morales ; les auteurs de rhétorique s'en occupent aussi et les désignent par le nom de *lieux communs*, parce que ce sont des sources communes où l'on peut puiser lorsqu'on veut écrire ou parler sur un sujet quelconque.

Toutes les personnes qui ont à faire une compositiou littéraire, dans quelque genre que ce soit, trouveront beaucoup de profit à réfléchir sur ces diverses circonstances. Par exemple, si l'on veut faire la description d'un objet matériel quelconque, tel que le fer, on se demandera *qui* le produit et on pourra passer en revue les différentes personnes qui concourent à son exploitation ; *quoi*, ou ce que l'on fait, amène la description du fer lui-même, de sa nature et de ses propriétés ; *où* se rapporte aux différents lieux dans lesquels ce métal est fabriqué ou exploité : la circonstance, *avec quels secours*, fait songer aux machines de toute sorte et aux industries diverses développées par le génie de l'homme pour la production de cet utile métal ; *pourquoi*, réveille dans l'esprit le souvenir de ses destinations si variées, de ses innombrables usages ; *de quelle manière*, c'est l'explication du mode de travail auquel on s'applique pour utiliser le fer ; enfin la circonstance *quand* fait songer aux époques spéciales où l'emploi du fer devint plus particulièrement avantageux.

Il en serait de même si l'on avait à faire un récit ou une narration ; chacune des circonstances que nous venons de rappeler offrirait à l'esprit ou à l'imagination des ressources abondantes et variées.

IV

Moralité des actes humains

1. Faux systèmes des incrédules sur la moralité

On appelle *moralité* des actes humains le caractère en vertu duquel ces actes sont *bons* ou *mauvais*.

De tout temps les hommes ont distingué des actes *bons* et des actes *mauvais*.

D'ou provient la différence entre les actes bons et les actes mauvais ? Qu'est-ce qui fait qu'un acte est bon ou qu'il est mauvais ?

Voilà une question capitale dans l'étude de la morale.

Pour la résoudre, les incrédules ont imaginé divers systèmes, qu'il suffit d'exposer avec précision pour en comprendre la fausseté.

1° D'après Saint-Lambert (1) suivi par un certain nombre de rationalistes modernes, ce qui fait la bonté ou la malice des actions, c'est *l'op nion publique.*

Pour décider si un acte est bon ou s'il est mauvais, il n'y a donc qu'à consulter l'opinion. Lorsque l'opinion du peuple se prononce pour la bonté d'un acte, il en faut conclure que cet acte est bon en réalité. Au contraire l'acte est mauvais, si le peuple lui attribue ce caractère.

Inutile d'insister sur l'absurdité d'une telle doctrine. Qui ne sait que l'opinion publique est très souvent inspirée par des préjugés ; qu'elle condamne aujourd'hui ce qu'elle approuvera demain ?

Honorer ses parents, assister les malheureux, voilà des actes qui toujours ont été considérés comme bons. Qui oserait prétendre que c'est uniquement de l'opinion publique qu'ils tirent ce caractère ?

Alors il dépendrait du public de les rendre mauvais, si tel était son bon plaisir. Le jour où les anarchistes et les sans patrie formeraient une majorité, l'amour de la patrie aurait cessé d'être un bien, il deviendrait un mal. Tous les crimes des peuples barbares seraient des vertus.

Le bon sens proteste hautement contre ces honteuses conséquences. Si certains actes ont toujours été considérés comme bons, c'est que la raison proclamait qu'ils l'étaient en effet ; l'opinion publique n'était que la manifestation du témoignage des lumières de cette raison que Dieu nous a donnée.

2° Un sentiment tout aussi absurde et qui compte de nos

---

(1) Saint-Lambert, (1716-1803) né à Nancy, fut l'ami des encyclopédistes. Son poème des *Saisons* lui ouvrit les portes de l'Académie française en 1770

jours des partisans plus nombreux encore que le précédent, c'est celui d'Hobbes (1), qui trouve dans la *loi civile* le fondement du bien et du mal.

A ses yeux, ce que la loi civile demande est toujours bon ; ce qu'elle défend est par là même mauvais. Ainsi c'est sur la loi civile que reposeraient l'honnêteté et la justice.

On s'étonne de voir un homme aussi intelligent que Paul Janet se faire, dans son *Cours de morale*, le champion d'un pareil système.

Ne sait-on pas que les législateurs peuvent être des tyrans ? N'en a-t on pas vus, dans tous les temps, qui ont cherché à mettre leur autorité au service de l'injustice ? N'y en a-t-il pas qui ne se rendent pas compte de ce qui est utile à la société ? Voyez, dans notre histoire, la Convention nationale déclarer mauvais un jour ce que le lendemain elle proclame excellent ; applaudir des actes qu'elle juge quelques jours après dignes de l'échafaud. Croit-on que la trahison deviendra légitime parce qu'un tyran en aura fait une loi ? Croit-on qu'un fils pourrait outrager son père, parce que la loi civile lui prescrirait cette infamie ?

Non, la loi civile ne saurait être le fondement suprême du bien et du mal, qui existent antérieurement à toute loi humaine ; la raison et la conscience attestent la distinction essentielle qu'il y a entre le bien et le mal.

3° Robinet (2), dans son livre de la *Nature*, prétend qu'il y a dans l'homme un *sixième sens physique*, à l'aide duquel nous distinguons le bien du mal, comme nous pouvons discerner les saveurs au moyen du goût.

D'après lui, par conséquent, la différence du bien et du mal n'est qu'une question de sensibilité. Ce qui plaît à ce sixième sens, c'est le bien ; ce qui ne lui plaît pas, c'est le mal.

---

(1) Hobbes (Thomas) philosophe anglais, né à Malmesbury en 1608, consacra son talent à ébranler les principes de la morale et de la philosophie. Il mourut en 1678 et passa en France une partie de sa vie.

(2) Robinet (Jean-Baptiste-René) né à Vienne en 1735, termina ses jours dans sa ville natale en 1820. Son *Traité de la nature* renferme quatre volumes.

On voit d'avance les suites monstrueuses d'un pareil système, qui ouvre un libre cours aux passions les plus viles. Si le plaisir est la règle du bien, il faudra s'abandonner sans crainte à tous les penchants et à toutes les convoitises ; on ne devra repousser que ce qui fait souffrir la nature.

Ces conséquences suffisent pour montrer la fausseté du système qui en est le principe.

Il est facile d'ailleurs de remarquer que cette opinion est, comme les précédentes, en opposition absolue avec la raison et la conscience, qui nous attestent intérieurement qu'autre chose est le bien et autre chose est ce qui nous plaît ; que le bien et le mal ne dépendent en rien de nos impressions et sont fondés sur des principes immuables.

4° Le système Gall (1) a certaines analogies avec le précédent ; il place le siège de la moralité dans les organes physiques.

De ces organes dépendent, d'après lui, d'une manière irrésistible les tendances de l'homme pour le vice ou pour la vertu.

Par suite, les forfaits les plus abominables ne méritent aucun blâme ; les actes les plus excellents ne sont pas dignes d'éloges ; les uns et les autres sont le fruit de ces inclinations organiques dont l'homme subit nécessairement l'impulsion.

Ce système est à la fois la destruction de la morale et de la liberté.

5° Hutcheson (2), père de l'école écossaise, trouve le fondement de la moralité, non dans un sens physique, mais dans une sorte de *sentiment spirituel* qui juge certains actes bons, tandis que les autres lui semblent mauvais.

Pour Smith (3), le bien est dans la sympathie, le mal dans l'antipathie.

---

(1) Gall (François-Joseph), célèbre médecin né en 1758 dans le Grand-duché de Bade, s'est spécialement appliqué à l'étude du cerveau et de la phrénologie. Son système des bosses a fait beaucoup de bruit, mais n'est fondé sur aucune expérience scientifique. Il mourut à Montrouz en 1818.

(2) Hutcheson (1695-1747), philosophe écossais.

(3) Adam Smith (1723-1790), philosophe écossais, s'est occupé spé-

Cette école est une sorte de déification de l'égoïsme ; elle contredit, manifestement la raison qui nous enseigne que, dans bien des circonstances, il est louable de sacrifier ses affections les plus intimes.

Une mère n'est elle pas digne d'éloge lorsqu'elle envoie sous les drapeaux, en l'exposant à la mort, le fils en qui se concentrent toutes ses affections ? La mère des Machabées n'était-elle pas admirable, lorsqu'elle disait à son plus jeune fils : « Mon enfant, je t'en conjure, regarde le ciel » !

Non, le bien et le mal ne dépendent ni de notre sentiment, ni de notre sympathie, mais de la rectitude de ces sentiments, qui nous est manifestée par la raison.

6° Pour Darwin (1) et Spencer (2) le fondement du bien et du mal se trouve dans l'utilité publique, dans l'intérêt général.

7° D'autres philosophes ne voient d'autre fondement du bien et du mal que l'utilité personnelle. C'est l'égoïsme tout pur.

Au fond, tous ces systèmes se ressemblent ; en réalité, ils détruisent la morale, sous prétexte d'en expliquer la nature.

Ils font de « la morale une espèce d'arithmétique qui consiste à examiner, dans le choix des actes, quels sont ceux qui doivent nous procurer le plus de plaisir, au point de vue de la durée, de l'intensité, de la certitude, de la pureté. Le malhonnête homme est un mauvais calculateur ». *Picavet et Daloi.*

Voilà jusqu'où descendent les partisans les plus distingués de la morale indépendante. C'est à ce degré de dégradation que le rationalisme s'efforce d'abaisser l'esprit public. Il

---

cialement d'économie politique, et a propagé les fausses idées du libéralisme économique.

(1) Darwin (Charles) naturaliste anglais (1809-1882) a soutenu les rêveries de la transformation successive des espèces ; c'est un matérialiste et un athée.

(2) *Herbert Spenser*, incrédule Anglais, né en 1820, a publié de nombreux ouvrages de philosophie et de morale où il propage les idées les plus fausses et les subversives.
Plusieurs auteurs universitaires ont malheureusement préconisé en France ses idées et son système d'éducation

veut fatre de l'homme une sorte de brute à qui la raison ne rendra d'autres services que de lui procurer des jouissances plus raffinées.

Ces extravagances des philosophes, même les plus estimés dans nos écoles publiques, ne démontrent elles pas avec évidence que l'homme ne peut absolument pas se passer, dans l'étude de la morale, du secours divin de la Révélation ?

2. Vrai fondement de la moralité

Pour les philosophes catholiques, la question de la moralité est des plus simples.

Un acte est *bon* s'il conduit l'homme à sa fin ; il est *mauvais* s'il le détourne de sa fin dernière.

Dieu, en créant l'homme, lui assigne une destinée ; il lui donne une loi qui doit le conduire à cette fin suprême.

Les actes conformes à cette loi, voilà les actes *bons* ; au contraire, les actes opposés à cette loi sont les actes *mauvais*.

Comment pouvons-nous savoir si un acte est conforme ou opposé à cette loi divine ?

Nous en jugeons tout d'abord à l'aide de notre raison, au moyen de *cette lumière divine que Dieu a imprimée sur nous pour nous montrer ce qui est bien.* (Ps. IV. 6, 7).

La première vérité de l'ordre moral que l'esprit le plus inculte perçoit avec évidence est celle-ci :

Il faut faire le bien, il faut éviter le mal.

C'est cette vérité qui sert de point de départ à la morale.

Voici deux autres principes qui résultent clairement de ce que nous avons déjà dit.

1° *L'acte bon* ou *le bien*, c'est l'acte libre qui est conforme à la droite raison. La droite raison est celle qui est d'accord avec la *Raison divine*, règle suprême de toute raison droite.

L'acte *mauvais* ou le *mal*, c'est l'acte libre qui n'est pas conforme à la droite raison.

En dernière analyse, ce qui fait qu'un acte est bon ou mauvais, c'est la *conformité* ou *l'opposition* de cet acte avec la *Raison divine.*

3. Règles de la moralité

Le bien ou le mal d'une action résulte d'abord de la nature ou de l'*objet* même de cette action.

L'*intention* contribue aussi à rendre nos actions bonnes

ou mauvaises. « Une action est bonne, dit Boèce, si la fin est bonne ; elle est mauvaise si la fin pour laquelle on l'accomplit est mauvaise. » Lorsque notre intention est mauvaise, nous voulons, par là même, soustraire à Dieu une action qui doit lui appartenir ; c'est manifestement un mal.

Enfin les actions peuvent devenir bonnes ou mauvaises par suite des *circonstances*.

Dans l'ordre matériel, pour qu'un objet soit bon, il ne suffit pas qu'il ait toutes les qualités essentielles à son espèce ; il faut que sa perfection soit complétée par un ensemble de qualités harmonieuses, telles que la figure, les couleurs, les proportions. De même, dans les actes humains, leur perfection exige que les circonstances qui les accompagnent soient toutes en rapport avec la loi de Dieu.

Une action, pour être vraiment bonne, doit l'être dans son *objet*, dans sa *fin* et dans ses *circonstances* ; si l'objet et les circonstances sont indifférents en eux-mêmes, il faut que la *bonté* se trouve au moins dans l'intention.

Pour qu'une action soit *mauvaise*, il suffit qu'il y ait un désordre dans l'*objet*, dans la *fin* ou dans les *circonstances*.

De là cet adage des moralistes : « *Un défaut quelconque rend l'action mauvaise* »

Ce principe néanmoins a besoin d'être précisé. Pour l'expliquer, les docteurs ont établi les quatre règles suivantes :

1re *règle*. — La fin ou intention *mortellement* mauvaise pervertit l'action et la rend gravement coupable.

Ainsi, je donne une aumône à un pauvre dans l'unique but d'obtenir qu'il m'aide à commettre un crime ; je me rends ainsi coupable d'un péché grave.

2e *règle*. — L'intention ou la fin *véniellement* coupable rend mauvaise une action qui n'a pas d'autre mobile ; mais, à moins que l'action soit mauvaise par elle-même, elle devient seulement un péché véniel par suite de cette intention répréhensible.

Par exemple, je vais à l'église uniquement par vanité ; mon action est véniellement mauvaise, comme l'intention de vanité qui l'inspire.

3e *règle*. — L'intention ou la fin *véniellement* mauvaise, jointe à une intention bonne, n'enlève pas à l'action que l'on accomplit sa bonté substantielle.

Par exemple, je fais l'aumône pour soulager un malheureux, mais je la fais aussi pour acquérir une réputation de générosité. L'action que j'accomplis garde sa bonté et son mérite intrinsèque ; le péché véniel qui accompagne mon intention est une tache qui la dépare.

4e règle. — Toute circonstance *gravement* mauvaise enlève à une action toute sa bonté ; mais s'il s'agit d'une circonstance qui n'est que *véniellement* mauvaise, l'action conserve sa bonté intrinsèque ; cette circonstance ne fait que lui enlever une part de son lustre.

4. Des actes indifférents

On appelle actes indifférents les actes qui ne sont ni *bons* ni *mauvais* au point de vue de la moralité.

Y a-t-il des actes de ce genre ?

Les théologiens catholiques conviennent qu'un grand nombre d'actes sont indifférents de leur nature.

Tels sont les actes qui ne sont ni prescrits, ni défendus, ni conseillés par eux-mêmes, mais qui peuvent devenir bons ou mauvais, selon l'intention pour laquelle on les accomplit, par exemple écrire, se promener, parler, se récréer.

Mais une question beaucoup plus difficile à résoudre, et très controversée parmi les moralistes, c'est de savoir s'il y la des actes humains indifférents, lorsqu'on les considère avec toutes les circonstances dans lesquelles ils se produisent.

Saint Bonaventure et plusieurs théologiens, parmi lesquels nous mentionnerons Abelly, évêque de Rodez, sont d'avis qu'il peut y avoir des actes indifférents même en tenant compte de toutes les circonstances qui les accompagnent ; ils mentionnent notamment les différents actes qui ne sont défendus par aucune loi et dans lesquels on n'a d'autre intention que de se satisfaire, de se procurer les commodités de la vie, par exemple, regarder de jolies fleurs dans un jardin, se reposer sur un lit moelleux, boire du café, fumer, priser, considérer un beau spectacle, etc.

Ils rangent dans la même catégorie l'omission des pratiques qui sont simplement conseillées.

D'autres théologiens, en plus grand nombre, enseignent avec saint Thomas qu'en pratique il n'y a pas d'actes volontaires *indifférents* et que tous les actes humains sont nécessairement bons ou mauvais.

Voici leur raisonnement.

Ou bien les actes que l'on accomplit sont conformes aux lumières de la droite raison et par là même ils sont *bons*, ou bien ces actes ne sont pas conformes à la droite raison et alors ils sont *mauvais*.

Tous nos actes appartiennent à Dieu ; si nous les accomplissons pour une fin raisonnable et que d'ailleurs ils ne soient pas mauvais en eux-mêmes, alors ils sont bons. Si nous les accomplissons pour une fin que la raison n'approuve pas, ils sont mauvais.

Saint Grégoire confirme cette doctrine par ces paroles du saint Evangile : « *Toute parole oiseuse que les hommes auront dite, ils en rendront compte au jour du Jugement.* »

A nos lecteurs de se prononcer et de choisir l'opinion qui leur semblera préférable.

CHAPITRE II

LA CONSCIENCE

I

Définition de la Conscienee

Pour diriger les actes humains, deux règles nous ont été données : l'une se trouve au dedans de nous-mêmes, elle s'appelle la *conscience* ; l'autre nous vient du dehors, c'est la *loi*.

Occupons-nous d'abord de la première.

La *conscience* est une décision pratique de notre raison qui juge qu'un acte peut ou doit être *accompli* parce qu'il est *bon*, ou bien qu'il doit être *évitée* parce qu'il est *mauvais*.

La conscience est donc une lumière qui brille dans notre âme pour nous éclairer sur la valeur de nos actes.

S'il s'agit d'un mal, elle nous le montre afin de nous en préserver ; si c'est une action vertueuse, elle nous en manifeste le mérite. Saint Bonaventure compare la conscience

à un livre que Dieu a mis dans notre âme pour que nous puissions y lire ce que nous avons à faire.

Tout homme qui vient en ce monde reçoit avec la raison la lumière de la conscience, qui est son plus précieux apanage, et qui est daus son âme un écho de la voix de Dieu.

II. *Diverses sortes de Consciences*

Certains pêcheurs parviennent, à force de crimes, à étouffer dans une certaine mesure les cris de la conscience. C'est le plus terrible châtiment qui puisse leur être infligé. Il est triste pour l'homme d'être privé du flambeau de la raison ; mais c'est un malheur bien plus affreux encore pour lui d'être dépouillé de cette lumière intérieure, qui lui trace la route du bonheur, en lui manifestant le bien et le mal.

Il y a plusieurs sortes de consciences.

I. On distingue d'abord la conscience *antécédente* et la conscience *subséquente*.

La conscience *antécédente* est celle qui se prononce sur une action avant qu'elle soit accomplie. C'est elle qui est la règle intérieure de nos actions. Il faut en effet que la conscience ait déjà parlé pour que nous puissions nous conformer à ses indications.

La conscience est appelée *subséquente* lorsqu'elle juge une action déjà accomplie.

Si cette action est bonne, la conscience *subséquente* fait entendre intérieurement ses félicitations et ses louanges. S'il s'agit d'une action mauvaise, la conscience la reproche ; elle nous blâme et accuse celui qui l'accomplit ; alors elle s'appelle le *remords*.

II. La conscience *droite* ou *vraie* est opposée à la conscience *erronée*.

La conscience *droite* ou *vraie* est celle qui nous propose comme un bien ce qui l'est en effet et qui voit un mal en ce qui est réellement mal.

La conscience *fausse*, au contraire, est celle qui regarde comme bonne une action mauvaise, ou qui juge mauvaise une chose bonne ou permise.

Telle personne, par exemple, croira faire une bonne action, en disant un mensonge pour rendre service ; elle a

une conscience fausse, parce qu'elle juge bon un acte qui est répréhensible.

III. La conscience est *certaine* ou *douteuse*.

Elle est *certaine* lorsqu'elle se prononce avec assurance et sans crainte de se tromper sur la valeur de l'acte qu'elle apprécie.

Elle est *douteuse* lorsqu'elle hésite et qu'elle ne décide pas nettement si l'acte est bon ou s'il est mauvais.

Dans la rigueur des termes, la conscience *certaine* mérite seule le nom de conscience. Si la raison hésite, si elle ne se prononce pas, il n'y a pas de décision pratique sur la moralité de l'acte ; il n'y a donc pas de conscience.

Toutefois, dans l'usage ordinaire, on donne le nom de conscience *douteuse* au doute que la raison éprouve, lorsqu'elle ne sait pas se prononcer sur la moralité d'une action.

IV. On distingue encore la conscience *délicate*, la conscience *scrupuleuse* et la conscience *large* ou *relâchée*.

1° La conscience *délicate* est celle qui saisit promptement les moindres défauts qui pourraient se rencontrer dans un acte. Elle est, dans notre conduite morale, ce qu'est la lumière éclatante, ou une vue pénétrante dans le mouvement extérieur de notre vie.

Toute âme désireuse de son vrai perfectionnement doit donc s'efforcer d'acquérir une conscience délicate.

2° On appelle conscience *scrupuleuse* une conscience qui, sans motif ou pour des raisons futiles, voit le mal où il n'est pas, ou qui du moins l'exagère. C'est une espèce de conscience fausse.

On l'a ainsi nommée du mot latin *scrupulus*, « petit caillou », parce qu'elle cause à l'âme un ennui continuel, analogue à cette sorte de gêne et de souffrance qu'éprouve le voyageur lorsque de petits cailloux se sont introduits dans sa chaussure.

3° La conscience *large* est celle qui regarde facilement comme permises des choses qui en réalité sont défendues ou qui trouve légères des fautes qui sont graves.

C'est une autre sorte de conscience fausse, opposée à la conscience scrupuleuse.

Il est dangereux d'avoir une conscience *large* ou *relâchée*.

Si on n'y prenait pas garde, avec une conscience de cette nature, on arriverait peu à peu à n'avoir pas de conscience, ce qui est pour l'homme le comble de la dégradation.

Comme il importe souverainement d'avoir une conscience bien formée, nous étudierons successivement les principes de conduite qui concernent : 1° la conscience *certaine* ; 2° la conscience *douteuse* ; 3° la conscience *scrupuleuse* ; 4° la conscience *large*.

III

Principes relatifs à la Conscience

I. Conscience certaine

On peut ramener à cinq principes les règles de conduite qui concernent la conscience certaine.

Premier principe. — Il n'est jamais permis d'agir contrairement à la conscience certaine qui *ordonne* ou *défend*.

Ainsi, lorsque notre conscience juge qu'une action est un mal, et qu'à ce titre elle nous l'interdit, nous commettons un péché en accomplissant cette action.

De même, si la conscience prononce qu'une action est *obligatoire*, nous nous rendons coupables en nous abstenant de l'accomplir.

Remarquez bien que nous parlons de la conscience qui *ordonne* et de la conscience qui *défend* ; celle qui *ordonne* décide qu'un acte est obligatoire, celle qui *défend* prononce au contraire qu'une action nous est interdite sous peine de péché.

Quelquefois la conscience *conseille* : c'est lorsqu'elle nous propose une action comme un plus grand bien que nous ne sommes pas tenus d'accomplir.

D'autres fois elle *permet*, elle déclare qu'une action ne nous est défendue par aucune loi.

Deuxième principe. — Si la conscience certaine *conseille*, sans intimer un ordre ou une défense, il est mieux de se conformer à ses invitations ; mais on n'est pas obligé de les suivre. En s'y refusant, on ne commet pas ne péché, on résiste seulement à une bonne inspiration.

Troisième principe. — La gravité du péché que l'on commet en agissant contre la conscience certaine qui ordonne

ou qui défend est telle que notre conscience nous la fait paraître. Si la conscience juge qu'il y a péché mortel, nous commettons en lui résistant un péché mortel.

Quatrième principe. — Si notre conscience est *vraie* en même temps que certaine, nous devons nous conformer à toutes ses indications. Toutes les fois, par exemple, qu'elle décide qu'une action est permise, nous pouvons l'accomplir sans crainte.

Mais si nous avions quelque raison de croire que notre conscience n'est pas parfaitement formée, nous ne pourrions pas alors nous en rapporter pleinement à son jugement, et notre premier devoir serait de nous appliquer à la former aussitôt.

Du reste, dès que nous nous apercevons que notre conscience n'est pas bien formée, elle cesse alors d'être certaine, elle devient *douteuse.*

Cinquième principe. — Lorsque la conscience certaine est en contradiction avec un supérieur à qui nous devons obéir, il faut la suivre, si elle continue à demeurer certaine malgré les ordres de ce supérieur.

Mais si la conscience est mal formée et qu'on s'en aperçoive, c'est au supérieur qu'il faut obéir ; on doit à plus forte raison suivre les ordres du supérieur, toutes les fois que la conscience est douteuse.

2. Conscience douteuse

Les principes relatifs à la conscience douteuse sont les suivants :

Premier principe. — Toutes les fois qu'on doute si une une action que l'on est sur le point d'accomplir est un péché, il n'est pas permis de la faire tant qu'on conserve ce doute. Ce serait en effet se rendre coupable, que d'accepter volontairement le mal qu'on entrevoit dans une telle action.

Quelle est donc la conduite à tenir dans une circonstance de ce genre ?

Il faut, avant d'agir, faire disparaître le doute de sa conscience.

On y réussira, soit en prenant l'avis d'une personne sage et éclairée, soit en réfléchissant et en appliquant à la circons-

tance dans laquelle on se trouve, les principes de la sagesse et de la liberté chrétiennes.

Si, par exemple, un supérieur quelconque nous prescrit une chose dont la légitimité nous paraît douteuse, il est facile de rendre notre conscience certaine, à l'aide du principe suivant : « *En cas de doute, il faut obéir à ses supérieurs.* »

Autre exemple. Après mûre réflexion, nous ne savons pas si l'action que nous voulons faire est ou n'est pas défendue. Si nous n'avons pas le temps de consulter et que d'ailleurs cette action ne nous paraisse pas offrir d'inconvénients pour le prochain ou de danger pour le salut de notre âme, nous pouvons tranquilliser notre conscience à l'aide du principe suivant : « *Une loi n'est pas obligatoire, tant que son existence est douteuse.* »

Remarque, — Il arrive parfois que la conscience est *perplexe*, c'est-à-dire qu'elle craint de commettre un péché, quelque parti qu'elle prenne. Elle croit qu'il est mal d'accomplir une action ; il lui paraît également qu'il est mal de s'en abstenir.

Que faire dans cette anxiété ? Le principe suivant va nous donner la réponse.

Deuxième principe. — Lorsque la conscience est perplexe, on suit le conseil d'une personne sage et éclairée, si on peut prendre son avis.

Dans le cas où il est impossible de consulter, on choisit celle des deux solutions que la conscience juge la moins répréhensible. En agissant ainsi, on ne pèche pas parce qu'on rend sa conscience certaine à l'aide du principe suivant : « *Nous ne sommes jamais dans la nécessité de pécher.* »

Pour déterminer ce qu'il y a de moins répréhensible, on s'inspirera des règles suivantes :

1° Obéir à la loi divine plutôt qu'à une loi humaine ;

2° Faire passer les prescriptions des supérieurs plus élevés avant celles des supérieurs d'un ordre inférieur.

Si le mal paraît égal des deux côtés, on peut adopter la solution que l'on préfère, pourvu qu'on ne se laisse pas guider dans ce choix par des tendances coupables ou par les inspirations perverses d'une conscience gâtée.

3. Conscience scrupuleuse

Les principaux signes qui révèlent une conscience scrupuleuse sont les suivants :

1° La crainte de pécher en des choses que les personnes les plus timorées n'hésitent point à faire, même lorsqu'un confesseur éclairé a dit qu'elles étaient permises.

2° Les inquiétudes dont on ne peut se donnet à soi-même aucune raison.

3° L'obstination contre les décisions de son confesseur et les consultations faites à un grand nombre de directeurs pour des choses très ordinaires.

4° Les questions réitérées au sujet d'une action de même nature sur laquelle on a consulté plusieurs fois.

5° La préoccupation occasionnée par des minuties et par des circonstances auxquelles les personnes sensées ne font pas attention.

6° Surtout, les troubles de l'âme au sujet des confessions précédentes, alors que plusieurs fois on a été rassuré à ce sujet par son confesseur.

Premier principe. —Le scrupuleux doit d'abord être convaincu qu'il faut absolument combattre les scrupules, comme une plaie désastreuse.

Deuxième principe. — Le scrupuleux ne doit pas changer de confesseur ; il faut qu'il se soumette d'une manière absolue aux décisions qui lui sont données par le directeur de sa conscience.

Troisième principe. — Il ne doit pas réfléchir sur ses scrupules ni lire ou étudier des livres où sont traitées les matières qui provoquent ses difficultés.

Il aura soin de se prémunir contre l'oisiveté et de s'éloigner de la solitude.

Quatrième principe. — Quelque doute qu'il ait sur ses confessions précédentes, il s'en rapportera avec une entière confiance aux décisions de son confesseur.

En se conformant à ces principes, et en ayant recours à la prière avec persévérance, on sera certainement guéri de la maladie du scrupule ; mais la condition essentielle, c'est l'obéissance à son confesseur.

4. Conscience large

Premier principe. — La conscience large est extrêmement dangereuse parce qu'elle engourdit l'âme, et qu'elle empêche souvent de se réconcilier avec Dieu ceux qui auraient absolument besoin de le faire.

Second principe. — Il n'est pas toujours permis de suivre la conscience large qui ne voit pas de mal dans une action. Lorsqu'elle doute qu'une chose est permise, elle doit tenir grand compte de ce doute et généralement s'abstenir de l'action dont il s'agit.

Troisième principe. — Les personnes qui ont la conscience large doivent, pour se guérir, s'appliquer plus sérieusement encore que les autres à la connaissance de leurs devoirs, faire de pieuses lectures et penser souvent aux grandes vérités de la foi, surtout aux rigueurs de la justice divine.

CHAPITRE III

LA LOI

I

Notion de la loi

La *conscience*, lumière intérieure qui dirige nos actes, en nous faisant connaître la bonté ou la malice des actions, doit être elle-même l'écho fidèle d'une règle extérieure qui s'appelle la loi. Les *actes humains*, en effet, sont, comme tous les phénomènes de la nature, soumis à une *loi*.

1. Etymologie du mot *loi*

Ce mot « loi », en latin *lex*, vient, d'après certains auteurs, du latin *ligare* « lier» ; la loi est en effet une sorte de lien qui saisit notre volonté pour lui imposer des prescriptions auxquelles elle doit se conformer.

Quelques écrivains trouvent l'étymologie de cette expression dans le mot latin *legere*, « lire », parce que la loi devait être fréquemment lue par le peuple.

Selon d'autres docteurs, parmi lesquels nous signalerons saint Augustin, le terme *lex* « loi » est formé du verbe latin *legere* ou *eligere* qui veut dire « choisir », parce que la loi nous signale les actes que nous avons à choisir

pour parvenir à notre fin dernière. Aussi la loi est-elle souvent appelée, dans les Saintes Ecritures, la *voie*, le *sentier*, le *chemin*, la *route* ; elle trace à l'homme la voie qu'il doit suivre, le chemin qui le conduit au bonheur.

C'est dire combien ce sujet mérite tout spécialement notre étude. Les Livres saints y reviennent à chaque page et ne cessent de célébrer les avantages et l'excellence de la loi que le Seigneur a donnée à l'homme.

La loi, dit saint Thomas, est « *une prescription de la raison, promulguée pour le bien commun par celui qui a mission de prendre soin de la société.* »

L'explication des termes de cette définition nous donnera une idée claire et précise de ce que c'est que la loi.

1° C'est une « *prescription* ».

Remarquez l'étymologie de ce terme : *præscriptio* « écriture placée au devant ».

Une prescription toutefois n'est pas une indication quelconque, c'est une règle qu'on est tenu de suivre, et non une simple *invitation* ou un *conseil*, qui est seulement *proposé*. La prescription est *imposée* d'une manière rigoureuse. Refuser de s'y conformer, c'est manquer à son devoir, c'est faire un acte mauvais et répréhensible.

2° La loi est une prescription de *la raison*

Les actes, en effet, auxquels la loi doit servir de règle sont des actes *humains*, des actes réfléchis.

Comment prétendrait on soumettre de tels actes à une prescription portée au hasard et sans connaissance de cause ? Pour que les actes humains soient raisonnables, il faut manifestement que la règle qui les dirige soit elle-même dictée par la raison.

Quelle extravagance par conséguent de prétendre, comme certains incrédules, que la loi à laquelle l'homme est naturellemeut soumis n'est autre chose que l'œuvre du hasard, des forces aveugles de la nature, et de n'y pas reconnaitre la manifestation de la Raison divine !

3° Cette prescription doit être *promulguée*, c'est-à-dire manifestée.

Elle ne pourrait, en effet, servir de règle aux actes qu'on accomplit, si on ne la connaissait pas.

La manifestation d'une loi porte le nom de promulgation.

4° La loi est faite pour le *bien commun*.

Les actes humains auxquels la loi sert de règle doivent conduire l'homme à son bonheur. Ce même bonheur ou bien de l'homme est donc aussi la fin de la loi.

Mais, remarquons-le bien, la loi n'est pas faite pour un seul ; elle s'adresse à la société toute entière ; c'est donc pour le bien *général* ou *commun* qu'elle est promulguée, et non pour le bien *particulier*. « La loi, dit saint Isidore, n'est pas faite pour les intérêts privés, mais pour l'utilité commune des citoyens. »

La loi se distingue ainsi du *précepte* ou *commandement*, prescription qui ne concerne que certaines personnes déterminées ou même un seul individu, tandis que la loi, promulguée pour le bien *général*, s'adresse à la société toute entière.

5° La loi est établie « *par celui qui a mission de prendre soin de la société* ».

Puisque les lois ne peuvent être portées que pour le bien *commun* de la société, ce n'est pas à des membres particuliers de la société qu'il appartient de les établir : c'est à la personne publique qui a reçu mission de gouverner toute la société.

Ainsi le dépositaire des pouvoirs publics a seul le droit de faire la loi ; mais un supérieur quelconque peut imposer des préceptes.

II. *Principales formes de la Société*

La loi s'adressant à la société toute entière, il faut, pour en bien comprendre le but et l'importance, se faire une idée exacte de la *société*.

Qu'est ce donc que la société ?

Une société n'est pas une agglomération quelconque ; c'est *une réunion d'hommes qui, mettant en commun leurs forces individuelles, se concertent pour obtenir une même fin, un même bien.*

Ce résultat ne peut être obtenu sans une *autorité* ou *pouvoir* qui détermine ce bien commun et qui unit ensemble les divers membres de la société.

I. La première forme de la société, c'est la *famille*, composée de quelques personnes qui vivent dans une même maison sous l'autorité paternelle.

II. Plusieurs familles, en se groupant dans un même lieu, donnent naissance à la *commune*, dont le maire et la municipalité sauvegardent les intérêts communs.

Plusieurs communes réunies peuvent former un canton, et plusieurs cantons ensemble composent un département ou une province.

En réunissant plusieurs départements, ou provinces, on obtient une société *complète*, qui ne relève d'aucune autre société de même nature.

Cette société indépendante, comprenant les divers groupes que nous venons d'énumérer, s'appelle un *peuple*, une *nation* ou un *Etat*, du mot latin *statum* « avoir de la stabilité ».

L'*Etat* ou la nation constitue la société *civile* proprement dite.

Elle est ainsi appelée du mot latin *civis* « citoyen ». Les hommes, en effet, qui sont membres d'un Etat reçoivent à ce titre le nom de « citoyens ».

Toute société *parfaite*, c'est-à-dire qui ne dépend pas d'une autre société ayant une fin de même nature, a le droit de prendre les moyens nécessaires pour atteindre sa fin. Elle exerce ce droit sur ses membres par le pouvoir *législatif*, le pouvoir *judiciaire* et le pouvoir *exécutif*.

Nous ne parlons ici que du pouvoir *législatif* ou pouvoir de *faire des lois*.

III. La société telle que nous venons de l'envisager, ou société civile, a pour but de procurer le bien temporel de ses membres. Mais l'homme a une destinée plus élevée : Il est créé pour la vie éternelle.

A côté de la société civile, qui s'occupe des intérêts terrestres, il y a donc une société d'un ordre supérieur, dont les membres sont unis pour arriver à leur fin dernière, à l'éternelle félicité.

Cette société se nomme l'*Eglise*. Elle ne résulte pas seulement de la réunion d'hommes groupés ensemble en vue de leurs intérêts de l'ordre le plus élevé. Elle a reçu la consé-

création directe de Dieu lui-même, qui l'a fondée et qui lui a transmis sa propre autorité.

Par suite, l'Eglise, indépendamment du pouvoir inhérent à toute société complète, pouvoir qu'elle possède aussi bien que l'Etat, est investie en outre d'une autorité divine qu'elle a reçue directement de son fondateur.

Ses lois sont des lois humaines, il est vrai, puisque c'est à des hommes que JÉSUS-CHRIST a confié le pouvoir de les faire ; mais elles revêtent une autorité divine, non seulement parce que toute autorité s'exerce au nom de Dieu, mais surtout parce que JÉSUS-CHRIST a communiqué expressément à l'Eglise sa suprême autorité.

Les lois de l'Eglise sont appelées lois *ecclesiastiques* ou *canoniques*.

Les lois civiles dirigent la société civile ; les lois canoniques sont portées pour les membres de l'Eglise.

IV. L'ensemble des lois porte le nom de *droit*, du latin *dirigere*, « diriger ». Les lois en effet servent de règle à la conduite des membres de l'Eglise ou d'une nation.

Les lois de l'Eglise forment le droit *ecclesiastique* ou *canonique* ; les lois *civiles* constituent le droit *civil*.

Les lois *civiles*, selon leur objet, se subdivisent en lois *constitutionnelles*, en lois *civiles* proprement dites, en lois *militaires*, etc.

V. On donne aussi le nom de *droit* à « la faculté morale en vertu de laquelle une personne peut légitimement avoir ou faire une chose. »

Nous disons « *légitimement* » c'est-à-dire d'une manière conforme à la loi : c'est dans la loi, en effet, que se trouve le fondement du droit.

Le Créateur a tracé à l'homme une loi qui règle ses actions, et, en vertu de cette loi, l'homme a le *droit* de revendiquer tout ce qui est conforme aux besoins de sa nature.

La notion du *devoir* est corrélative à la notion « du droit ». Si j'ai le droit ou la faculté d'avoir ou de faire une chose, les autres ont le *devoir* de respecter mon droit.

Le *devoir* est donc *une obligation morale qui astreint la volonté à faire ou à omettre quelque chose.*

Le *devoir* est une conséquence de la *loi* et du *droit*. Tout ce qui est prescrit par la loi est par là même un devoir ; à chaque droit correspond le devoir de le respecter. Si j'ai le droit de cueillir les fruits de mon jardin, mon voisin est tenu de me laisser le libre exercice de ce droit.

VI. On distingue encore des lois qui règlent les rapports des divers Etats entre eux ; on les appelle le *droit des gens*, du latin *gens*, « nation »

Le *droit des gens* n'est au fond qu'une aplication de la loi naturelle aux relations mutuelles des peuples.

Il a été perfectionné par l'influence de la loi divine et plus particulièrement par l'action merveilleuse de la loi évangélique.

C'est pourquoi, chez les peuples chrétiens, le droit des gens est bien plus excellent que chez les peuples infidèles qui méconnaissent même, trop souvent, les prescriptions fondamentales de la loi naturelle.

III

Diverses sortes de lois

Parmi les diverses sortes de lois, il importe tout d'abord de distinguer les lois *divines* et les lois *humaines*.

1. Les lois divines comprennent la *Loi éternelle*, la loi *naturelle* et la loi *divine positive*.

1° La *Loi éternelle* est le principe et la règle de toutes les lois auxquelles l'univers obéit.

Cette loi s'identifie avec la *Raison éternelle* de Dieu, qui gouverne et dirige toutes choses. C'est la règle d'après laquelle, dans son infinie sagesse, il accomplit de toute éternité toutes ses œuvres,

2° La loi *naturelle* est la loi que Dieu a intimée à l'homme en le créant. Cette loi, inhérente à la nature humaine, est donnée aux hommes par le Créateur, pour conduire tous ceux qui l'observent fidèlement à leur bonheur suprême et pour procurer le bien du genre humain tout entier.

Dieu, d'ailleurs, a donné à toutes ses créatures une loi conforme à leur nature

Les animaux et les êtres inanimés eux-mêmes ont leurs

lois ; mais, comme ils n'ont pas de volonté libre, ils accomplissent ces lois sans le savoir et sous l'impulsion même de leur nature.

Telles sont les lois de l'*instinct*, de la *physique*, de la *physiologie*, de l'*astronomie*.

Plus on étudie ces lois, plus on en admire la sagesse, l'harmonie et la simplicité. Elles suffisent pour élever tout esprit droit à la connaissance de l'Intelligence infinie du Créateur.

3° La loi *divine positive* est celle que Dieu nous a donnée directement pour préc r et pour compléter la loi *naturelle*.

On distingue spécialement la loi *primitive*, manifestée aux premiers hommes dès l'origine du monde ; la loi *ancienne*, révélée aux Juifs sur le mont Sinaï, et la loi *nouvelle* ou *évangélique*, apportée sur la terre par JÉSUS-CHRIST et promulguée le jour de la Pentecôte.

II. Les lois *humaines* sont celles qui ne viennent pas directement de Dieu, mais qui sont portées par le représentant de l'autorité dans la société : celles de l'Eglise s'appellent lois *canoniques* ou *ecclésistiques* ; celles de l'État sont des lois *civiles*.

IV

La loi naturelle

La loi *naturelle*, ainsi appelée parce qu'elle est inhérente à notre nature, est une lumière de la raison qui nous fait discerner le bien du mal.

En créant l'homme, Dieu lui imprime une tendance conforme à la destinée qu'il lui prépare. De même qu'il marque aux astres l'orbite qu'ils doivent parcourir, de même il donne à la raison de l'homme une impulsion propre à le conduire à sa fin dernière.

Cette impulsion ou lumière que Dieu communique à la raison s'appelle la *loi naturelle*. C'est une participation à la *loi éternelle*.

Prescrip ion fondament le

Parmi les diverses prescriptions de cette loi naturelle, il en est une qui est fondamentale, c'est celle-ci : *Il faut faire le bien et fuir le mal.*

Le bien, c'est ce que notre volonté raisonnable désire, c'est notre fin.

La raison nous enseigne clairement que nous devons chercher notre fin et que par conséquent nous devons faire le bien.

Elle proclame en même temps que nous devons éviter tout ce qui nous éloigne de notre fin, c'est-à-dire le mal ; ainsi il faut éviter le mal.

Voilà le précepte fondamental de la loi naturelle. Tous les autres commandements qu'elle renferme ne sont qu'une conséquence de cette première prescription.

Tout ce que notre raison nous montre comme un bien, nous devons le faire ; tout ce qu'elle nous signale comme un mal, nous sommes tenus de nous en abstenir.

Diverses catégories de préceptes

On peut rattacher à trois catégories les préceptes de la loi naturelle.

1° Certaines prescriptions de la loi naturelle se rapportent à la fois à toutes les créatures qui existent.

Ainsi tous les êtres recherchent leur conservation en vertu d'une loi naturelle.

Il y a un premier précepte qui oblige l'homme à rechercher ce qui est nécessaire à la conservation de sa vie et à s'abtenir de tout ce qui pourrait la détruire. Le suicide est donc une violation de la loi naturelle.

Il faut bien remarquer que la loi naturelle s'applique à tous les êtres qui existent, selon la nature de chacun.

Pour l'homme doué de raison, c'est une loi *morale* ou loi proprement dite ; pour l'animal, c'est simplement une loi d'*instinct* ; pour les êtres inanimés, c'est une loi *physique*.

2° Il y a une deuxième catégorie de préceptes, qui, dans une certaine mesure, sont communs à l' homme et aux animaux.

La nature, par exemple, invite les animaux à s'occupe du soin de leurs petits.

De même les hommes sont tenus, en vertu de la loi naturelle, de s'appliquer à l'entretien et à l'éducation de leurs enfants.

3. Il y a enfin des préceptes qui concernent uniquement l'homme raisonnable.

Ainsi la raison exige que nous cherchions à connaître et à aimer notre Créateur.

Elle nous enseigne que nous sommes appelés à vivre en société avec des hommes qui ont la même nature que nous.

Elle nous oblige donc à connaître Dieu et les devoirs que nous avons envers lui ; elle nous ordonne aussi de respecter les droits de l'homme, qui est notre prochain.

Telles sont en résumé les trois catégories de préceptes qui se rapportent à la loi naturelle.

Immutabilité de la loi naturelle

La loi naturelle, étant inhérente à la nature de l'homme, est par là même immuable ; il n'appartient à personne de la modifier, ni de s'y soustraire.

Certaines applications de la loi naturelle, il est vrai, peuvent changer, selon les circonstances ; ce qui est prescrit à l'homme, dans certains cas, peut être défendu dans d'autres. Ainsi la loi naturelle ordonne de rendre exactement un dépôt confié ; mais si la personne dont on l'a reçu le réclame pour faire une mauvaise action, on n'est pas obligé alors de le lui rendre au moment où elle veut l'avoir.

Toutefois, comme on le voit par cet exemple, les préceptes ne changent pas ; les circonstances peuvent seulement en faire varier l'application.

Connaissance de la loi naturelle

La loi naturelle est écrite dans le cœur de l'homme ; cette loi est donc à la portée de tous. Pour la connaître, on n'a qu'à rentrer en soi-même et à écouter la voix de son propre cœur.

Remarquons cependant qu'il faut distinguer les premiers principes de la loi naturelle et certaines conséquences éloignées, qui sont moins évidentes et qui échappent à la multitude.

Ainsi l'homme ne peut s'empêcher de savoir qu'il est obligé de faire le bien et de fuir le mal ; cette prescription est gravée dans son cœur d'une manière ineffaçable.

Mais, dans la pratique, on peut s'aveugler et fausser cette voix de la conscience qui dicte qu'il faut faire le bien ; on peut regarder comme bien ce qui est mal et comme mal ce qui est bien.

Il y a certains préceptes de la loi naturelle qu'on méconnait, parce qu'ils sont seulement la conclusion des premiers principes. De même que les ignorants, par exemple, ne savent pas que les trois angles d'un triangle sont égaux à deux angles droits, de même ils ne perçoivent pas certains devoirs de la loi naturelle, qui ne découlent des premiers principes que par voie de conséquence.

C'est ainsi que, dans la suite des âges, on a vu des peuples entiers, au sein des ténèbres du paganisme, regarder comme actions louables des crimes sévèrement défendus par la loi naturelle.

Ainsi l'idolâtrie, qui est un forfait contre la loi naturelle, était considérée comme une pratique religieuse. Les parents païens prétendaient avoir le droit de tuer leurs enfants, les maitres s'arrogeaient le droit de vie et de mort sur leurs esclaves et l'opinion publique ne songeait pas à blâmer ces monstruosités.

De nos jours encore, il se produit contre la loi naturelle de grands désordres, auxquels, dans certains milieux, on s'abandonne sans remords.

L'instituteur, par exemple, est tenu avant tout d'instruire ses élèves de leurs devoirs envers Dieu, et combien d'écoles où on oüblie cette obligation fondamentale !

Il est beaucoup d'hommes qui se prétendent honnêtes et qui ne rendent à Dieu aucune sorte de culte. C'est une violation manifeste de la loi naturelle : on voit cependant ce crime se généraliser de plus en plus.

V

La loi divine positive

La loi divine *positive* est ainsi appelée du latin *positum*, « établi », soit parce qu'elle provient d'un acte *positif* du législateur et non pas seulement de la nature de l'homme, soit parce qu'elle est *établie* comme un supplément de la loi naturelle.

Les rationalistes ne craignent pas de contester à Dieu le droit de faire des lois positives. Ils lui refusent un pouvoir qu'ils reconnaissent à l'homme.

Quels sophismes allèguent-ils donc pour donner à leurs affirmations quelque apparence de raison ?

« Dieu, disent-ils, en créant l'homme, lui a donné la *loi naturelle*. Cette loi suffit pour le conduire. Inutile par conséquent d'y ajouter des lois positives. Dieu, en effet, est infiniment sage ; il ne fait donc rien d'inutile ; il ne doit pas, par conséquent, établir de lois positives. »

Il est facile de saisir le vice d'un tel raisonnement.

On pourrait tout d'abord répondre à ces incrédules : « Puisque, d'après vous, la loi naturelle est pleinement suffisante, soyez logiques et proclamez de même l'inutilité des lois humaines. Si vous prétendez que Dieu ne peut rien ajouter à la loi naturelle, reconnaissez au moins que l'homme ne le peut pas davantage. »

Mais qui oserait dire de bonne foi que la loi naturelle suffit pleinement pour diriger notre conduite ?

1° Les savants qui osent le soutenir ne peuvent pas tomber d'accord pour déterminer les préceptes de la loi naturelle. Lisez leurs écrits, vous n'y trouvez que contradictions et incertitudes au sujet des principes même de la morale. Comment donc cette loi, où ils rencontrent eux-mêmes tant d'obscurités, serait-elle suffisante pour la masse du genre humain, qui n'a ni la culture ni le loisir nécessaires pour l'étudier ?

2° Au reste, consultez l'histoire. Dans tous les temps, vous voyez les peuples les plus civilisés méconnaître ouvertement les prescriptions les plus saines de la loi naturelle.

Que sont les mœurs publiques dans l'antiquité, en dehors du peuple juif, qui est gouverné par une loi positive de Dieu ?

Depuis Jésus-Christ, la morale des peuples qui n'ont pas connu la loi évangélique, n'a t elle pas été partout une véritable monstruosité ?

Un rapide regard sur l'histoire nous montre donc avec évidence que non seulement la loi positive n'est pas inutile, mais qu'elle est moralement nécessaire pour que l'homme n'altère pas la loi naturelle et qu'il en reconnaisse les préceptes.

3° Souvenez-vous d'ailleurs que la destinée de l'homme est au-dessus de ses forces naturelles. Il lui faut donc une loi supérieure pour l'élever jusqu'à la hauteur de cette fin sublime à laquelle il doit parvenir.

4. Et puis, quelle impertinence pour l'homme de vouloir assigner à son Créateur la mesure dans laquelle il lui donnera sa loi !

Puisque Dieu veut traiter l'homme avec tendresse, qui peut lui interdire de lui manifester, chaque fois qu'il le veut, la route la meilleure pour arriver à son bonheur ?

C'est trop insister sur des objections si frivoles. Mais comme la doctrine qu'elles expriment remplit trop souvent les manuels scolaires, il était nécessaire d'en signaler le venin.

En fait, l'histoire des peuples civilisés atteste l'existence d'une loi positive divine.

Dieu a parlé aux hommes dès l'origine, c'est la loi *primitive*.

Il a solennellement donné aux Hébreux une loi positive sur le mont Sinaï, c'est la loi *ancienne*.

Ensuite son divin Fils est venu enseigner aux hommes une loi plus parfaite : c'est la loi *évangélique* ou loi *nouvelle*.

Loi primitive

La loi primitive n'était guère que l'expression de la loi naturelle.

Dieu y ajouta néanmoins quelques préceptes *positifs*, pour obtenir ainsi de la créature intelligente un hommage de dépendance. C'est ainsi qu'il défendit au premier homme de manger du fruit de l'arbre de la science du bien et du mal.

A la loi primitive on peut rattacher celle que Dieu voulut donner à Noé et celle qu'il imposa plus tard à Abraham, en lui donnant le précepte de la *Circoncision*.

Ces diverses lois contenaient les préceptes moraux de la loi naturelle, promulguée à nouveau au peuple juif sur le mont Sinaï par la loi *ancienne* ou *mosaïque*.

Comme cette loi est devenue le Code fondamental de tous les peuples civilisés, il importe de la faire connaître avec plus de détails.

Loi ancienne

On appelle *loi ancienne* la loi qui fut promulguée sur le mont Sinaï et transmise aux Hébreux par Moïse.

Cette loi fut donnée au peuple Juif, parce que c'est de

ce peuple que devait naître Jésus-Christ, dont la loi ancienne préparait l'avènement.

C'est donc aux Juifs seulement que s'adressaient les préceptes positifs de la loi ancienne ; les autres peuples n'étaient tenus d'observer, parmi les préceptes de cette loi, que ceux qu'imposait déjà la loi naturelle.

La loi ancienne comprend trois sortes de préceptes : les préceptes *moraux*, les préceptes *cérémoniaux* et les préceptes *judiciaires*.

Les préceptes *moraux*, comme leur nom l'indique, sont ceux qui se rapportent à la conduite et aux bonnes mœurs.

Ils comprennent les devoirs de l'homme envers Dieu, envers lui-même et envers ses semblables.

Les préceptes *cérémoniaux* complètent les préceptes moraux ; ils déterminent les diverses pratiques du culte que les Juifs étaient tenus de rendre à Dieu.

Les préceptes *judiciaires* ont pour but d'expliquer et de préciser les préceptes moraux concernant le *prochain*.

Préceptes moraux

Les préceptes moraux de la loi ancienne peuvent se subdiviser en trois catégories.

Dans la première classe, il faut compter les préceptes qui ne font que rappeler les obligations fondamentales imposées déjà par la loi naturelle, par exemple : *Honore ton père et ta mère. Tu ne tueras pas. Tu ne voleras pas.*

La seconde catégorie comprend les préceptes qui découlent de la loi naturelle par *voie de conséquence*, mais qui ne sont guère connus que des personnes éclairées et réfléchies, par exemple : *Honore le vieillard*, etc.

Enfin on rattache à la troisième catégorie certains préceptes moraux qui ne sont manifestés à l'homme d'une manière suffisamment claire que par la révélation divine.

Tels sont les préceptes suivants exprimés dans la loi ancienne : *Tu ne prendras pas en vain le nom de Dieu. Tu ne feras aucune sculpture, aucune image.* Ce dernier précepte était imposé au peuple juif, afin de le préserver de l'idolâtrie.

Les préceptes moraux se trouvent renfermés dans le *Décalogue* qu'un ange écrivit lui-même sur deux tables de pier-

re, appelées les *tables de la loi* (1).

Le *décalogue* est ainsi nommé, des mots grecs *déca* « dix » et *logos* « parole », parce qu'il est divisé en dix paroles ou préceptes distincts.

Trois préceptes se rapportent à Dieu ; ils étaient inscrits sur la première table, et ils occupaient plus d'espace que les sept autres que l'ange avait gravés sur la seconde table et qui se rapportent au prochain.

Le Décalogue est à la fois le code autorisé de la loi naturelle, et l'expression positive de la loi morale divine, promulguée solennellement par le Seigneur sur le mont Sinaï.

C'est la loi fondamentale, la loi primordiale du bonheur de l'homme et des sociétés. Toute morale qu'on essaierait de formuler en dehors du Décalogue est une morale fausse ou tout au moins incomplète.

La loi du Décalogue doit être l'objet continuel de nos méditations. Elle est généralement exprimée, dans nos catéchismes, en lignes rimées, qui en facilitent la mémoire.

Voici la traduction même du texte des dix préceptes du Décalogue, tel qu'il est formulé au livre de l'*Exode*, chap. XX.

I. Je suis le Seigneur ton Dieu, qui t'ai tiré de la terre d'Egypte, de la maison de servitude.

Tu n'auras point de Dieu étranger devant moi.

Tu ne feras point d'images taillées, ni aucune figure de ce qui est en haut dans le Ciel, et en bas sur la terre, ni de tout ce qui est dans les eaux sous la terre.

Tu ne les adoreras point et tu ne leur rendras point de culte : car je suis le Seigneur votre Dieu, le *Dieu* fort et jaloux, qui venge l'iniquité des pères sur les enfants, jusqu'à la troisième et quatrième génération, dans tous ceux qui me haïssent.

Et qui fais miséricorde, dans la suite de mille générations, à ceux qui m'aiment et qui gardent mes préceptes.

II. Tu ne prendras point en vain le nom du Seigneur ton Dieu, car le Seigneur ne tiendra point pour innocent celui qui aura pris en vain le nom du Seigneur son Dieu.

III. Souviens-toi de sanctifier le jour du sabbat ; tu travailleras et feras tes œuvres pendant six jours ; mais le sep-

---

(1) On sait que ces deux tables furent renfermées dans l'*Arche d'alliance*, qui fut cachée par le prophète Jérémie dans une grotte de Palestine, au moment de la ruine de Jérusalem par Nabuchodonosor. On croit que l'Arche d'alliance sera retrouvée à la fin du monde.

tième jour est le repos du Seigneur ton Dieu. Dans ce jour, tu ne feras aucun ouvrage, ni toi, ni ton fils, ni ta fille, ni ton serviteur, ni ta servante, ni les bêtes qui sont à ton service, ni l'étranger qui sera dans l'enceinte de tes villes. Car le Seigneur a fait en six jours le ciel, la terre et la mer, et il s'est reposé le septième ; c'est pourquoi il a béni et sanctifié le jour du Sabbat.

IV. Honore ton père et ta mère afin que tu vives longtemps sur la terre que le Seigneur te donnera.

V. Tu ne tueras point.

VI. Tu ne commettras point d'adultère.

VII. Tu ne déroberas point.

VIII. Tu ne porteras point de faux témoignages contre ton prochain.

IX. Tu ne convoiteras point sa femme.

X. Tu ne convoiteras pas non plus ni sa maison, ni son serviteur, ni sa servante, ni son bœuf, ni son âne, ni aucune de toutes les choses qui lui appartiennent.

Préceptes cérémoniaux

Dieu avait formulé avec les plus grands détails toutes les prescriptions relatives au culte.

Cette multiplicité de pratiques avait pour but d'éloigner les Juifs de l'idolâtrie et de figurer d'avance tous les effets de la Rédemption.

Les préceptes cérémoniaux se rapportent aux *sacrifices*, aux *objets sacrés*, aux *sacrements* et aux *observances*.

1° Les *sacrifices* figuraient l'immolation de JÉSUS-CHRIST et les fruits de la Rédemption. Ils avaient pour but de rendre à Dieu le culte d'adoration qui lui est dû. Toutes les pratiques à observer dans l'offrande des sacrifices étaient minutieusement déterminées.

On ne pouvait immoler que certains animaux désignés par la loi et connus sous le nom d'animaux *purs*. Ces animaux devaient n'avoir aucun défaut extérieur.

Les sacrifices étaient de diverses sortes.

Ils comprenaient d'abord *l'holocauste*, dans lequel la victime était consumée tout entière ; les *hosties pacifiques*, dont une partie était consumée et le reste servait à la nourriture des prêtres et du peuple qui participaient ainsi au sacrifi-

ce ; *les hosties pour le péché* dont les prêtres seuls prenaient une partie pour leur propre usage.

Il y avait aussi des sacrifices dans lesquels aucune victime n'était immolée, tels que les sacrifices de farine, de pain, de vin, etc.

Tous ces sacrifices figuraient d'avance JÉSUS CHRIST et ses divins mystères.

2° Les *objets sacrés* avaient surtout pour but d'inspirer au peuple le respect de Dieu et des choses divines. A cette fin, il fallait pour le culte sacré un tabernacle spécial, des vases particuliers, des ministres choisis et consacrés par le Seigneur.

Dans le tabernacle, on remarquait l'arche d'alliance, l'autel des parfums, la table de propitiation, le chandelier d'or.

Tous ces objets figuraient encore JÉSUS-CHRIST, qui nous procure la propitiation de nos péchés, qui est notre véritable arche d'alliance, notre pain de vie et la lumière du monde.

Les fêtes juives, qu'on peut rattacher encore aux objets sacrés, étaient la figure des fêtes chrétiennes.

3° Les *sacrements* de l'ancienne loi étaient également établis pour préparer les hommes à la venue de JÉSUS-CHRIST et à leur salut.

Parmi ces sacrements nous distinguerons la Circoncision, qui était le signe des Hébreux ; la consécration des prêtres, celle de l'Agneau pascal, les expiations, les ablutions, etc.

Ces sacrements produisaient une purification légale ; mais par eux mêmes ils n'avaient point la vertu de remettre le péché : ils étaient seulement pour l'âme un moyen de se préparer à en obtenir le pardon de la miséricorde divine.

4° Certains préceptes cérémoniaux se rattachent aux *observances* ou pratiques observées par les Juifs en dehors du culte divin. Ainsi il y avait des animaux dont ils ne pouvaient pas se nourrir, tels que, par exemple, le porc, certaines sortes de gibier, etc.

En les leur interdisant, Dieu avait en vue non seulement la santé corporelle du peuple, mais encore certaines indications qui figuraient les habitudes de la vie chrétienne.

D'autres prescriptions concernaient les vêtements. Il était défendu, par exemple, de porter des habits tissus de laine et

de lin. Le principal motif de cette proscription, c'est que les païens se servaient de vêtements de ce genre dans le culte des idoles.

Toutes les autres observances relatives aux usages sociaux, aux sépultures, étaient motivées par des raisons analogues.

Il importe de remarquer que ces préceptes cérémoniaux, ayant pour but de préparer les hommes à la venue de JÉSUS-CHRIST, n'étaient imposés aux Juifs que jusqu'au moment de cet avènement du Messie ; ils devaient être abrogés par la promulgation de la loi nouvelle.

Préceptes judiciaires

Les préceptes judiciaires déterminaient, comme nous l'avons dit, les rapports des Juifs entre eux ou avec les Gentils.

On en distinguait quatre sortes :

1° Les uns réglaient les rapports des princes avec le peuple.

Le régime politique des Juifs était un mélange harmonieux de *monarchie*, d'*aristocratie* et de *démocratie*.

A cause de la situation particulière de ce peuple, Dieu lui-même en désignait directement le chef.

On élisait ensuite dans le peuple soixante-douze vieillards c'était l'*aristocratie*. Mais le peuple lui-même désignait les vieillards et les choisissait dans son sein ; c'était l'élément démocratique.

2° D'autres préceptes réglaient les rapports mutuels des sujets entre eux.

Ils déterminaient avec précision la manière de rendre la justice, les règles relatives aux propriétés et aux transactions commerciales.

3° La troisième catégorie de préceptes concernait les rapports du peuple avec les étrangers.

Plusieurs se rapportaient aux relations pacifiques, d'autres expliquaient les lois de la guerre.

4° Les préceptes relatifs à la famille domestique réglaien les rapports des maîtres et des serviteurs, des époux entre eux, des parents et des enfants.

Loi nouvelle

Ce qui caractérise la loi nouvelle, c'est la grâce du Saint-Esprit, donnée aux hommes par Jésus-Christ.

Aussi cette loi a-t-elle été promulguée le jour de la Pentecôte, au moment même où le Saint-Esprit est descendu sur les apôtres

La loi nouvelle est une loi *parfaite*. Il ne peut donc pas être question d'y substituer une loi meilleure, et par conséquent elle sera maintenue jusqu'à la fin des siècles.

Elle a certains rapports avec la loi ancienne qui en était la figure. La loi ancienne contenait la loi nouvelle, comme la graine de froment renferme l'épi, comme la graine d'un fruit contient l'arbre qu'elle doit produire.

La loi nouvelle détermine les actes intérieurs et les actes extérieurs. Les préceptes de cette loi s'appliquent donc non seulement aux actions extérieures. mais encore à tous les désirs et à toutes les pensées de l'homme.

De plus, comme la loi nouvelle est parfaite, elle ne contient pas seulement des préceptes. elle renferme aussi des conseils.

La loi ancienne était une loi de servitudes et rien n'y était laissé au libre choix de l'homme. Mais la loi évangélique étant une loi de liberté, ajoute aux préceptes des *conseils* ou invitations qui indiquent à l'homme les moyens les plus faciles et les plus assurés pour parvenir au suprême bonheur, tout en lui laissant la faculté d'en faire usage ou de ne pas y avoir recours.

C'est sur les conseils évangéliques qu'est fondé l'état religieux ou état de perfection dans lequel l'homme renonce à tous les biens temporels qui pourraient le séduire et empêcher son cœur de s'unir parfaitement à Dieu. Par la *pauvreté*, il se dépouille des richesses ; par la *chasteté*, il s'éloigne des satisfactions sensibles ; par l'obéissance, il renonce à sa volonté personnelle. à l'ambition et à l'honneur.

Indépendamment de ces conseils généraux, la loi Evangélique renferme des conseils particuliers aux différentes circonstances dans lesquelles on peut se rencontrer.

VI

Lois ecclésiastiques

Parmi les lois humaines, les plus dignes de respect sont incontestablement les lois *ecclésiastiques*, ou lois portées par l'Église, qui représente sur la terre l'autorité même de JÉSUS CHRIST.

L'Église est une société proprement dite, une société complète. A ce titre, elle a le pouvoir d'imposer des lois à tous ses membres, qui sont les chrétiens baptisés.

Elle possèderait ce droit alors même qu'elle serait une société purement humaine ; mais l'autorité divine qu'elle a reçue directement de son Fondateur s'ajoute à celle dont elle est naturellement investie, comme toute société parfaite, pour rehausser et rendre plus indiscutable son pouvoir législatif.

I. Le Souverain Pontife est le Chef de l'Église. C'est donc à lui qu'appartient dans sa plénitude le droit de faire des lois, qui obligent tous les fidèles.

Le Pape exerce ce pouvoir par la publication des *Bulles*, des *Brefs*, des *Rescrits* et des *Décrets* des *Congrégations romaines*.

1° Les *Bulles* sont des Constitutions faites par le Pape pour les affaires importantes. Elles sont ainsi nommées du latin *bulla*, « boule », parce qu'on y suspend, à l'aide d'un cordon de soie ou de chanvre, un sceau de plomb ou d'or, semblable à une petite boule et sur lequel on a gravé, d'un côté, l'image des saints apôtres Pierre et Paul, de l'autre le nom du Pontife régnant.

Les bulles, écrites sur un fort parchemin en caractères gothiques, sont expédiées par la *Chancellerie apostolique*.

On désigne une bulle par les premiers mots qu'elle renferme.

Les collections de bulles portent le nom de *Bullaires*.

2° Les *Brefs*, ainsi appelés à cause de leur brièveté, sont usités pour les affaires moins importantes Ils sont écrits en latin, sur un parchemin léger : c'est le *Secrétaire des brefs* qui les envoie. Ils portent l'empreinte d'un cachet de cire rouge figurant saint Pierre occupé à la pêche. C'est pourquoi on dit qu'ils sont expédiés « sous l'*Anneau du pêcheur* »,

3° On appelle *Rescrits* les réponses écrites du Pape aux demandes qui lui sont faites.

Certains rescrits ne sont que de simples lettres ; mais il en est qui contiennent des *décrets* proprement dits, et qu'on doit considérer par conséquent comme ayant force de loi pour les diocèses auxquels ils s'adressent.

4° Les décrets des Congrégations romaines doivent être regardés comme des oracles du Souverain Pontife lui-même et peuvent par conséquent constituer de véritables lois.

Les Congrégations romaines ont été réorganisées par la Constitution *Sapienti Consilio*, publiée le 29 juin 1908 par le Pape Pie X.

Voici le nom et les attributions de ces congrégations, qui sont au nombre de onze :

1° La Congrégation du *Saint Office* ou de l'*Inquisition Romaine et Universelle* veille au maintien de l'intégrité de la foi et des mœurs.

2° La *Consistoriale*, ainsi appelée parce qu'elle prépare les matières qui doivent êtres décidées en Consistoire, est chargée d'organiser les diocèses dans les pays qui ne relèvent pas de la Propagande.

3° La Congrégation de la *Discipline des Sacrements*, s'occupe des dispenses de mariage, de l'Eucharistie, et généralement de la discipline des Sacrements.

4° La *Congrégation du Concile* règle tout ce qui se rapporte à la discipline du clergé séculier et du peuple chrétien ; elle explique et détermine les commandements de l'Église, et interprète le Concile de Trente.

5° La *Congrégation pour les Affaires des Sociétés religieuses* est chargée de la surveillance et de l'approbation des congrégations religieuses et des pieuses sociétés qui vivent à la manière des religieux.

6° La *Congrégation de la Propagande* a sous sa juridiction tous les pays de mission, c'est-à-dire les contrées où la hiérarchie ecclésiastique n'est pas encore organisée.

7° La Congrégation de l'*Index* examine les écrits et ouvrages qui sont mis au jour. Son rôle est de signaler et de proscrire les publications dangereuses pour les fidèles.

8° La *Congrégation des Rites* interprète les lois liturgiques et veille à leur exécution. Elle règle tout ce qui se rapporte aux cérémonies et au culte.

9° La Congrégation de la *Cérémoniale* est comme une an-

nexe de la Congrégation des Rites ; elle est destinée à maintenir l'étiquette du cérémonial de la cour pontificale.

10° La Congrégation des *Affaires ecclésiastiques extraordinaires* est chargée surtout des questions ecclesiastico-politiques, telles que la négociation des Concordats.

11° La Congrégation des *Etudes* règle les questions relatives aux Universités catholique dont elle surveille la doctrine, l'organisation et les statuts.

II. Les *Conciles Œcuméniques*, assemblées générales où sont convoqués tous les évêques du monde catholique, possédent, comme le Souverain Pontife, la plénitude du pouvoir législatif.

Il faut remarquer, cependant, que les décisions des Conciles ne reçoivent leur autorité que du Pape lui-même. Elles seraient nulles si elles n'étaient pas expressément approuvées par le Saint-Siège.

Les assemblées qui se tiennent au dehors de l'autorité pontificale sont appelées des *conciliabules* ou *conventicules*.

III. Les *Conciles provinciaux* sont des réunions tenues par les divers évêques qui forment une province ecclésiastique.

Les lois qu'ils portent n'obligent que dans la province à laquelle ces évêques appartiennent ; il fant d'ailleurs qu'elles soient sanctionnées par l'autorité pontificale.

IV. On appelle *Synode* l'assemblée du Clergé d'un diocèse sous la présidence de son évêque.

On y porte, non des lois générales, mais des lois particulières au diocèse.

Ces lois sont ordinairement appelées des *statuts*.

V. Les *évêques* ont par eux-mêmes le droit d'imposer des lois à leurs diocésains ; ces lois portent le nom de *statuts*, *ordonnances épiscopales* ou *mandements*.

VI. Enfin les prélats peuvent aussi porter des *statuts* pour les communautés qu'ils ont mission de diriger.

Les chapitres des cathédrales peuvent en établir pour l'église cathédrale à laquelle ils sont attachés et pour le clergé qui en fait partie.

VII. Pour qu'une loi générale oblige tous les fidèles, il suffit qu'elle soit promulguée à Rome.

Cette promulgation s'accomplissait autrefois en affichant

le texte des constitutions sur les portes de la basilique du Vatican et sur le champ de Flore. Depuis le 1er janvier 1909, elle résulte de l'insertion d'une loi ou constitution dans le recueil officiel qui parait tous les mois à l'Imprimerie du Vatican sous le titre : *Acta Sanctæ Sedis*, « Actes du Saint-Siège ».

VIII. Certaines lois générales sont introduites par la *coutume*. Dans ce cas, elles tirent leur valeur de l'approbation tacite du Souverain Pontife, qui est censé les consacrer de son autorité au bout d'un certain laps de temps.

Aussi, est-il nécessaire qu'une coutume, pour devenir légitime, soit *raisonnable, acceptée par le peuple, de longue durée et approuvée par l'autorité au moins d'une manière tacite.*

IX. Dans certains cas, la coutume contraire à une loi est considérée comme une abrogation ou suppression de cette loi.

Mais il est essentiel qu'elle soit revêtue de toutes les conditions dont nous venons de parler et qu'elle remonte au moins à trente ans de durée.

Ce n'est pas seulement par la coutume que les lois sont abrogées. Elles peuvent l'être par le législateur lui-même, qui a aussi le pouvoir d'en accorder la *dispense*, c'est-à-dire de permettre qu'elles ne soient pas exécutées dans certains cas particuliers ; il peut encore *déroger* à la loi, c'est-à-dire en modifier certains articles.

Le premier supérieur peut *annuler* la loi portée par un autre supérieur placé sous sa dépendance. Ainsi le Pape peut annuler les lois faites par un évêque ou par un Concile quelconque.

X. Les lois ecclesiastiques antérieures au Concile de Constance ont été réunies dans un recueil qu'on appelle le *Corpus juris*, « le corps du droit ». Ce recueil lui-même se divise en six parties, qui sont l'objet des études de ceux qui s'appliquent à la science du *droit ecclesiastique* ou *droit canon*.

Les autres lois ecclésiastiques n'ont jamais été réunies en un recueil authentique.

Le Pape Pie X a chargé une commission de faire un recueil complet des lois canoniques.

VII

Lois civiles

Des lois civiles en général

On appelle lois *civiles* celles qui sont portées par l'Etat ou société *civile.*

La loi étant, comme nous l'avons dit, une prescription de la *raison* pour le *bien commun*, il est essentiel que toutes les lois civiles soient conformes à la loi *naturelle* ; il faut, comme l'observe saint Isidore, qu'elles soient *justes*, *honnêtes*, *utiles et conformes aux mœurs du pays.*

Toute loi civile faite en opposition avec une loi d'un ordre supérieur, c'est-à-dire avec la loi naturelle, la loi divine, ou la loi ecclésiastique, est par là même injuste et oppressive : ce n'est pas une loi, c'est une mesure tyrannique.

Droit romain

Chaque nation a ses lois particulières. Cependant il y avait autrefois un recueil ou code fameux qui contenait des lois admises dans toute l'Europe, comme l'expression du « droit commun ». On le regardait comme « la raison écrite ».

Ce code contenait ce qu'on appelait le *Droit romain*. Il avait été publié au VI^e^ siècle par ordre de l'empereur Justinien.

A cette époque commencèrent à se former les diverses nations européennes. Il n'est donc pas étonnant qu'elles eussent toutes recours à cet ensemble de lois qui était, à leurs yeux, le fruit de la civilisation et de la sagesse des siècles.

Le *droit romain* comprenait quatre parties : le *Digeste*, appelé aussi les *Pandectes*, les *Institutes*, le *Code révisé* et les *Novelles.*

Histoire sommaire de notre législation

Comme les autres peuples, la France avait adopté le droit romain, qui devint ainsi la base de notre législation. Un grand nombre de lois y furent ajoutées successivement, en vertu des coutumes ou des ordonnances royales.

La révolution de 1789 renversa l'édifice social.

L'Assemblée constituante, l'Assemblée législative et la Convention élaborèrent tour à tour une infinité de lois, souvent en contradiction les unes avec les autres.

Sous le Directoire, une commission fut chargée de préparer un projet de *Code civil.*

Le *Consulat* continua à s'occuper de ce travail. C'est alors que les Chambres discutèrent et adoptèrent tour à tour 36 lois usuelles qui se rapportaient principalement à l'organisation de la famille et de la propriété.

Après avoir été promulguées séparément, ces lois furent réunies en un seul corps qu'on appela le *Code civil des Français* ; il est divisé en 2281 articles.

La promulgation de ce *Code civil* eut lieu le 31 mars 1804.

On l'avait composé en mêlant aux anciennes lois françaises des lois révolutionnaires. Le caractère distinctif de cette œuvre, c'est le parti pris de bannir de la nouvelle législation toute idée religieuse, et même le souvenir de Dieu Voilà le vice radical de ce recueil.

D'autres codes parurent successivement les années suivantes.

Le Code de *procédure*, qui détermine les règles à suivre pour l'instruction et le jugement des procès en matière civile, fut promulgué en 1806.

L'année suivante, fut publié le *Code de commerce*, où se trouvent les principales lois concernant les commerçants et les transactions commerciales.

Le Code d'*Instruction criminelle*, publié en 1808, contient les règles à suivre pour constater les *crimes* ou *contraventions*.

Le *Code pénal* date de 1810. Il détermine les crimes ou délits qui doivent être punis, et les peines qu'il faut leur appliquer.

A ces codes on a ajouté plus tard deux *Codes de justice militaire* et le *Code forestier* qui concerne les bois et les forêts.

On ne trouve dans ces différents codes qu'un nombre assez restreint de lois, celles qui sont les plus usuelles. Le Code civil, par exemple, n'en contient que 36.

Les autres lois sont publiées dans le *Bulletin des lois*. Il y en a des milliers. Leur nombre s'accroît chaque jour, ce qui rend l'étude de notre législation de plus en plus compliquée.

Diverses sortes de lois

Les lois civiles se rattachent au *droit privé* et au *droit public*.

On appelle *droit privé* l'ensemble des lois qui règlent les rapports des particuliers entr'eux.

Le *droit public* est celui qui détermine l'organisation des pouvoirs publics et les rapports des particuliers avec l'État.

Le droit public à son tour comprend le *droit constitutionnel* et le *droit administratif*.

Le droit constitutionnel détermine l'organisation de l'Etat et les attributions des pouvoirs publics.

Le droit administratif concerne les foctionnaires de toute sorte subordonnés aux représentants des pouvoirs publics et les rapports des particuliers avec ces fonctionnaires.

On distingue les lois *commerciales*, *forestières*, *pénales*, *d'instruction criminelle*, etc., selon la diversité des objets auxquels elles se rapportent.

On réserve parfois le nom de lois *civiles* à celles qui concernent plus spécialement les rapports habituels des particuliers entre eux.

Pouvoir législatif

Actuellement le pouvoir législatif est dèterminé en France par les lois constitutionnelle de 1875.

Ce pouvoir est confié au Sénat et à la Chambre des députés.

Le gouvernement a l'initiative des projets de loi. Chaque sénateur ou député peut présenter des *propositions des lois*.

Les projets pris en considération son' examinés par une commission qui fait un rapport ; ils deviennent ensuite. en séance publique, l'objet de deux délibérations successives dans chacune des deux Chambres. Cependant une seule délibération suffit, dans chaque Chambre, lorsqu'on déclare l'urgence.

Quand les deux Assemblées ont successivement voté un texte identique. le Président de la République promulgue la loi, en la faisant publier par le *Journal Officiel*.

Les lois sont obligatoires à Paris un jour franc après la promulgation au *Journal officiel*, et, dans les arrondissements, un jour franc, après que le *Journal officiel* est parvenu au chef-lieu de l'arrondissement,

Le *Président de la Republique* n'a pas le droit de faire des lois proprement dites, mais il porte des *décrets*.

Ces décrets sont des prescriptions qui ont pour but de faire appliquer une loi.

Dans certains cas,ces prescriptions ont le caractère d'une véritable loi que le Président de la République est chargé de faire au nom du pouvoir législatif qui lui confère expressément cette mission.

Les ministres font des *circulaires* dont les prescriptions n'obligent que leurs subordonnés, agents de l'administration.

Ils portent des *arrêtés ministériels* à l'égard des particuliers.

Les prescriptions des *Préfets* dans leur département et des maires dans leur commune portent le nom d'*arrêtés*.

Les *Préfets* peuvent, par les *arrêtés généraux*, prescrire des mesures d'intérêt général pour le département.

Les *maires* font des *arrêtés généraux* pour assurer l'exécution de la loi ou pour maintenir l'ordre dans leur commune.

Les préfets et les maires ont aussi le droit de faire des *arrêtés individuels*, c'est-à-dire relatifs à une personne ou à un objet déterminé.

Ces arrêtés ne sont pas des lois, mais des mesures prises par des préfets ou par les maires pour assurer l'exécution der lois.

Les autres fonctionnaires font appliquer les lois dans le ressort de leurs attributions par des actes appelés *décisions*.

On appelle *arrêts* les sentences portées par les juges pour faire appliquer la loi.

CHAPITRE IV

LE PÉCHÉ

I

Nature du péché

Définition du péché

Dans les deux chapitres qui précèdent, nous avons étudié tout d'abord la *conscience*, qui est la règle *intérieure* de nos actes ; ensuite la *loi*, règle extérieure dont la première est comme un écho retentissant dans notre âme.

Les actes qui ne sont pas conformes à l'une de ces deux règles sont appelés des *péchés*.

Lorsqu'un acte est en opposition avec la loi, c'est un péché *matériel*. S'il est en opposition avec la conscience, c'est un péché *formel*.

Toutes les fois que la conscience est droite et vraie, le péché formel est aussi un péché matériel.

Mais souvent on ne connaît pas la loi, même après avoir fait ce qu'on a cru nécessaire pour s'instruire de ses devoirs ; transgresser une loi dans ces conditions, c'est commettre un péché *matériel*, mais non un péché formel parce qu'on n'agit pas contre sa conscience.

Parfois on regarde comme contraire à la loi des actes qui ne le sont pas en réalité. En accomplissant ces actes, on commet des péchés formels puisqu'on agit contre sa conscience ; on ne fait pas cependant de péché matériel.

Ces explication nous aident à bien comprendre le sens de la définition ordinaire du péché : « *C'est une désobéissance à la loi de Dieu.* »

Puisque la loi de Dieu a pour but de nous conduire à notre fin dernière, celui qui commet le péché se détourne par là-même de sa fin suprême et de son bonheur.

La définition de saint Augustin est semblable à la précédente : « Le péché, dit-il, est une *parole*, une *action* ou un *désir* contre la loi éternelle. »

Le terme « désir » désigne les actes purement intérieurs qui demeurent dans notre volonté.

Souvent nos désirs se manifestent par des paroles ; nous pouvons aussi les mettre extérieurement à exécution et alors ils deviennent une action complète.

Si nos désirs, nos paroles ou nos actions sont contraires à l'ordre que Dieu a établi et que nous avons appelé la loi éternelle, nous mettons le trouble dans l'œuvre du Créateur. C'est ce désordre qui s'appelle un péché.

Gravité de ce désordre

Aucun mal physique n'est comparable à cette perturbation morale.

Supposez que notre planète fut douée de liberté, et qu'au lieu de suivre l'orbite que lui a tracé la Providence divine

elle voulût s'en écarter, quelle terrible catastrophe ! Ce serait la perdition totale de la terre et de ses habitants.

L'homme est bien supérieur par sa dignité à notre planète et à tout l'univers matériel. Si donc il se détourne de sa route, qui est la loi divine, c'est une ruine morale effroyable.

Plusieurs moralistes contemporains repoussent le nom de « péché ».

Pour eux, la violation de la loi est un *mal*, une *faute*, un *délit*, un *crime*, un *forfait*, selon que le désordre qu'elle renferme est plus ou moins grave ; mais ils ne lui donnent jamais le nom de péché.

L'idée de « péché » renferme en effet celle d'une offense à Dieu, et, comme ils prétendent établir une morale sans Dieu, ils éloignent systématiquement toute expression qui rappelle la souveraine autorité du Créateur.

A les entendre, le bien et le mal n'ont d'autre sanction que la conscience humaine.

Plusieurs philosophes incrédules, comme nous l'avons vu, poussent l'aberration jusqu'à confondre le bien avec le plaisir ou l'intérêt.

L'idée de Dieu les importune, ils veulent que l'homme ne relève que de lui-même. Aussi, dans leur impiété, refusent-ils de désigner les actes mauvais par une expression qui rappelle l'outrage qu'ils font à Dieu.

II

Diverses sortes de péché

Les moralistes chrétiens divisent les péchés à plusieurs points de vue.

Indépendamment du péché *matériel* et du péché *formel*, ils distinguent les péchés de *cœur*, de *parole* et d'*action* ; les péchés *contre Dieu*, *contre soi-même* et *contre le prochain* ; les péchés de *faiblesse*, d'*ignorance*, de *malice* ; les péchés de *commission* et d'*omission* ; le péché *actuel* et le péché *habituel* ; le péché *originel* et le péché *personnel* ; le péché *mortel* et le péché *véniel*.

Nous examinerons successivement ces différentes sortes de péchés.

Péchés de cœur, de parole et d'action

Il est aisé de saisir la différence qu'il y a entre les péchés du *cœur*, les péchés de *parole* et les péchés d'*action*.

Ces divers péchés ont entre eux des rapports analogues à ceux qu'on remarque entre une construction complète, des murailles et ses fondations.

Le péché du cœur ou de désir peut se comparer aux fondements d'un édifice ; le péché de parole aux murs qui le surmontent ; le péché d'action à l'édifice tout entier : c'est le péché complet.

Ces trois sortes de péchés sont donc trois degrés distincts dans le péché.

Péchés contre Dieu, contre soi-même et contre le prochain

1° Tous les péchés sont contre Dieu, puisque tous sont en opposition avec sa sainte loi.

Il y a néanmoins des péchés qui offensent Dieu d'une manière plus directe, parce qu'ils sont opposés aux grands devoirs que nous avons à remplir envers Dieu. Tels sont les péchés contraires aux trois vertus théologales et à la vertu de religion.

C'est à ces sortes de péchés qu'on donne plus particulièrement le nom de *péchés contre Dieu.*

2° Il y a des devoirs que nous avons surtout envers nous-mêmes, comme, par exemple, le devoir de la tempérance, de la patience.

Ces diverses obligations se rapportent à la vertu de *tempérance* et à la vertu de *force.*

Tous les actes opposés à ces devoirs sont appelés spécialement des péchés *contre soi-même* ; en réalité les péchés que nous commettons sont tous contre nous, puisqu'ils sont notre plus grand mal.

3° Si l'homme était isolé, il n'aurait que ces deux sortes d'obligations.

Mais il est appelé à vivre en société : il faut donc qu'il respecte les droits de ceux qui l'entourent, et c'est pourquoi nous avons des devoirs à remplir envers le prochain. La pratique de ces devoirs se rapporte principalement à la vertu de *justice.*

Les manquements à ces différents devoirs sont des *péchés contre le prochain.*

Péchés d'ignorance, de fragilité et de malice.

Les péchés que nous commettons ont leur principe tantôt

dans la *volonté*, tantôt dans la *sensibilité*, tantôt dans l'*intelligence*. De là vient qu'on distingue les péchés d'*ignorance*, les péchés de *faiblesse* et les péchés de *malice*.

1° L'*ignorance* consiste à ne pas savoir ce que l'on est tenu de connaître.

Ainsi tous les hommes sont obligés de connaître les principales vérités de la foi, les commandements de Dieu et de l'Eglise et les devoirs de leur état. S'ils n'en sont pas instruits, ils se trouvent dans l'ignorance, et cette ignorance en elle-même est un péché.

On peut rencontrer cependant certaines personnes qui ont fait leur possible pour sortir de leur état d'ignorance : elles n'ont pu y réussir faute d'intelligence ou d'un maître capable de les instruire ; leur ignorance est appelée *invincible*. Elle n'est point volontaire et par conséquent elle n'est pas un péché.

Mais si on avait volontairement négligé de s'instruire, on serait dans une ignorance vincible et volontaire, qui est un péché, toutes les fois qu'elle s'applique à des vérités ou à des devoirs que l'on est obligé de connaître.

Qu'elle soit volontaire ou invincible, l'ignorance est cause d'un grand nombre de péchés qu'on oppelle « *péchés d'ignorance* ».

On fait beaucoup d'actions défendues, parce qu'on ne connait pas la loi qui les interdit.

Lorsque l'ignorance est invincible, l'action défendue qui en est la conséquence n'est pas elle-même un péché formel, et on n'en est pas responsable devant Dieu.

Il en serait autrement si on agissait par suite d'une ignorance coupable ou *vincible*.

2° Les passions ou entraînements de notre sensibilité ne peuvent pas nous faire consentir au péché malgré nous ; mais elles ressemblent aux maladies qui affaiblissent notre corps et qui l'empêchent d'agir ; elles obscurcissent notre raison et ainsi elles mettent notre âme dans un véritable état d'infirmité.

Les péchés qui proviennent de cet état de faiblesse spirituelle sont appelés des péchés de *faiblesse* ou de *fragilité*.

3° Les péchés de *malice* ont leur siège dans la volonté.

On donne le nom de « *malice* » au désordre d'une volonté

qui préfère le mal au bien. Naturellement, nous recherchons tous notre bien ; mais il nous arrive de préférer le bien apparent au bien véritable, un intérêt temporel aux intérêts éternels, le plaisir d'un moment à Dieu lui-même ou à son amour. C'est ce désordre de notre volonté qui s'appelle la *malice*.

Les péchés commis ainsi par malice sont bien plus graves que les péchés de fragilité ou d'ignorance ; car lorsqu'on pèche par malice, la volonté elle-même s'attache au mal et c'est dans la volonté que se trouve le péché. Lorsque, au contraire, on pèche par passion, c'est dans la sensibilité que se trouve le mal. Si la volonté s'y trouve entraînée, c'est en quelque sorte malgré elle, et d'une manière momentanée.

Péchés de commission et d'omission

Les péchés de *commission* sont ceux qui consistent à *faire* ou *commettre* un acte défendu. Ils sont opposés aux péchés d'*omission*, par lesquels on s'abstient d'accomplir une obligation déterminée.

On appelle souvent préceptes *positifs* les préceptes qui prescrivent une action et qui sont violés par les péchés d'*omission*, et on nomme préceptes *négatifs* ceux qui interdisent une action et qu'on enfreint par un péché de *commission*.

Péché actuel et péché habituel

Le péché *actuel* est l'acte même de désobéissance à la loi divine.

Le péché habituel est un état d'âme qui résulte du péché *actuel* tant que ce péché n'est pas réparé.

On l'appelle aussi l'*état de péché*.

Péché originel et péché personnel

Le péché *originel* est un péché habituel qui résulte, d'après les enseignements de la foi, de la désobéissance du premier homme.

Tous les hommes apportent ce péché en venant au monde. C'est un péché d'origine dont ils ne peuvent être délivrés que par une grâce de la miséricorde divine.

Le péché personnel est celui que nous commettons nous-mêmes ; c'est une désobéissance personnelle.

III

Le péché mortel et le péché véniel

Distinction du péché mortel et du péché véniel

Le péché mortel, dit saint Augustin, est celui qui mérite la damnation.

Le péché véniel, du latin *venia*, « excuse, pardon », est celui qui ne nous fait pas encourir la damnation éternelle.

D'où vient la différence entre ces deux sortes de péchés?

Pour nous la faire saisir, saint Thomas compare le péché à une maladie corporelle. Certaines maladies mènent fatalement à la mort, parce qu'elles attaquent le principe même de la vie humaine ; d'autres maladies, au contraire, n'atteignent pas la source de la vie : ce sont de simples indispositions.

On constate que des effets analogues résultent pour l'âme, du péché, qui en est la maladie.

Parfois, il détruit en elle la source même de la vie : tel est le péché mortel qui la sépare entièrement de Dieu, sa fin dernière et principe de sa vie ; ce péché est donc irréparable.

Le péché véniel, au contraire, laisse subsister dans notre âme la charité qui lui donne la vie. Il ne la sépare pas de sa fin dernière, il l'empêche seulement de la rechercher avec toute la perfection désirable; aussi est-il facile de le réparer.

Ainsi le péché mortel est le péché *irréparable*, parce qu'il nous sépare de Dieu, unique source de notre vie spirituelle ; le péché véniel est celui *qu'il est facile de réparer*.

Il y a des péchés *mortels de leur nature* ; tels sont. par exemple, ceux qui attaquent directement l'amour de Dieu ou du prochain,comme le blasphème, le parjure, l'homicide etc.

D'autres péchés sont *véniels de leur nature* : tels sont ceux qui renferment le désordre du péché, sans être en opposition directe avec l'amour de Dieu ou du prochain, par exemple, les paroles oiseuses. les mensonges joyeux, etc.

C'est surtout par les enseignements de l'Église que nous pouvons distinguer les péchés mortels de ceux qui sont véniels de leur nature.

Un péché qui est véniel de sa nature devient péché mortel lorsque celui qui le commet croit commettre un péché mortel, par suite d'une fausse conscience.

D'autre part,un péché mortel de sa nature,peut n'être que véniel, lorsqu'on le commet sans réflexion, ou lorsqu'on n'y donne pas un plein consentement.

Conditions d'un péché mortel

Les théologiens enseignent que, pour constituer un péché mortel, il faut la réunion des trois conditions suivantes :

1° Une matière *grave*, c'est-à-dire. un acte qui est de sa nature un péché mortel, ou du moins que l'on croit tel.

2° Une attention entière.

3° Un plein consentement.

Danger des péchés véniels

Les pêchés véniels, quelque nombreux qu'ils soient, ne peuvent pas, dans leur ensemble, atteindre la gravité d'un péché mortel ; mais ils disposent l'âme à commettre le péché mortel.

C'est du reste ce qui se passe dans l'ordre corporel. Une indisposition légère qui se prolonge longtemps et dont on ne cherche pas à se préserver, peut occasionner une maladie grave, et avoir pour conséquence un état désespéré.

De même, le péché véniel affaiblit les forces de l'âme, et l'homme qui s'obstine à le commettre volontairement,finit par tomber dans le péché mortel, selon ces paroles de l'Ecriture : « Celui qui méprise les petites choses tombera peu à peu ».

L'apôtre saint Paul, en parlant de l'édifice spirituel que nous avons à construire chaque jour dans notre âme, compare d'abord les bonnes œuvres à l'or, à l'argent et aux pierres précieuses que nous amassons pour l'éternité ; ensuite il trouve l'image du péché véniel dans le *bois*, *l'herbe* et la *paille*. Il ajoute que ceux qui recueillent le bois, l'herbe et la paille, seront sauvés comme par le feu, et il rappelle ainsi le châtiment du péché véniel qui doit être expié et purifié par le feu du purgatoire.

Remarquez que la paille se consume plus vite que le foin, qui lui-même est plutôt brûlé que le bois. Certains péchés véniels s'expient plus facilement que d'autres.

D'après les saints docteurs, la paille e.. le symbole des péchés véniels dits de *fragilité*. Ce sont les moins dangereux. Ils consistent dans cette multitude d'actions irréfléchies et

peu réglées qu'ont à se reprocher les personnes les plus fidèles à Dieu. Ces péchés sont vite réparés et purifiés par le feu du purgatoire, de même que la paille est promptement consumée.

L'herbe rappelle les péchés véniels de leur nature, mais auxquels notre volonté est attachée. Ces péchés sont bien plus difficiles à réparer que les précédents et il faut s'en préserver avec soin ; car ils offrent des dangers sérieux pour l'âme qui les commet.

Le bois, qui brûle lentement, est l'image des péchés qui ne sont véniels que par défaut de réflexion ou de consentement, quoiqu'ils soient mortels de leur nature.

Ces péchés sont particulièrement redoutables. parce qu'il est très difficile de déterminer le degré de réflexion ou de consentement qu'on leur donne.

IV

Effets du péché

Les effets du péché peuvent se ramener à trois : 1° l'*amoindrissement* des dons de la nature ; 2° la *tache* du péché ; 3° le *châtiment* du péché.

Amoindrissement des dons de la nature

On peut distinguer trois sortes de dons de la nature : 1° les *facultés* de l'âme et du corps, ou principes constitutifs de la nature humaine ; 2° les *dispositions naturelles* que nous avons pour le bien ; 3° les *dons de la justice originelle*, que Dieu avait prodigués à notre premier père avec tant de munificence.

1° Les facultés qui constituent la nature humaine ne sont ni enlevées, ni amoindries par le péché. Quoique coupable et transgresseur de la loi, l'homme n'est pas dépouillé des dons divins qui sont essentiels à sa nature ; il conserve son intelligence, sa volonté, ses aptitudes corporelles.

2° Les *dispositions* que Dieu nous avait données pour le bien ou pour la vertu sont considérablement diminuées par le péché, qui est opposé à la vertu et qui affaiblit dès lors l'inclination naturelle que nous avons pour elle. Aussi les saints docteurs nous enseignent ils que, par le péché, l'homme est *blessé* dans ses facultés naturelles.

Les blessures faites à notre nature atteignent toutes les facultés de notre âme.

Dans l'*intelligence*, le péché a produit la blessure de *l'ignorance* ; dans la *volonté*, il a causé celle de la *malice* ; *l'activité naturelle* a été atteinte par la blessure de la *faiblesse* ; *l'attrait* ou appétit naturel ; ou le bien a été dépravé par la *concupiscence*.

Toutes ces blessure sont la conséquence du péché originel.

3° Les dons de la justice originelle ont été enlevés totalement par le péché.

Cette perte est pour l'âme une véritable dégradation, parce qu'elle avait été destinée à posséder ces dons incomparables.

Il y a plus. La privation de la justice originelle a précipité l'homme dans une terrible catastrophe ; elle a pour résultat cet affreux phénomène qui s'appelle la mort et le triste cortège des maux qu'elle entraîne avec elle.

L'effet de la justice originelle était de maintenir la raison dans une parfaite dépendance à l'égard de Dieu. Le corps à son tour était pleinement soumis à la raison et à la volonté.

Mais, dès que la justice originelle a disparu, le désordre s'est emparé de l'homme tout entier : la raison s'est insurgée contre Dieu et les autres facultés naturelles se sont soulevées contre la raison, qui avait pour mission de les diriger.

Enfin l'homme a perdu le privilège de l'immortalité, qui était un apanage de la justice originelle : son corps, condamné à la mort, s'est trouvé assujetti à toutes sortes de misères et de maladies.

Tache du péché

C'est par métaphore qu'on donne le nom de « tache » au désordre permanent que le péché produit dans l'âme.

Un objet corporel est empreint d'une *tache*, lorsqu'il a perdu son éclat ou sa propreté, par suite du contact d'un autre objet qui le détériore. Voici, par exemple, une robe resplendissante de blancheur ; elle est mise en contact avec de l'huile ou avec de l'encre : elle est aussitôt dépravée par une tache.

Par analogie, on donne le nom de tache, dans l'ordre spirituel, à la perte de l'éclat dont l'âme devrait resplendir.

L'âme humaine a été appelée à posséder un double éclat :

un éclat *naturel*, provenant de la lumière de la raison, qui lui permet de se conduire elle-même dans les actes qu'elle accomplit ; une *splendeur surnaturelle* infiniment plus brillante, répandue en elle par la *grâce* divine qui la dirige dans les sentiers de la vertu.

L'une se met en *contact* avec les objets qu'elle aime. Si elle a le malheur de pécher, c'est qu'elle s'attache à certaines choses contraires à la lumière de la raison, et surtout à la lumière de la grâce.

Qu'arrive-t-il alors ? Cet attachement ou ce contact avec des objets dont elle ne peut point s'approcher lui fait perdre aussitôt le double éclat qui provenait de la lumière de la raison et de la lumière de la grâce, et c'est pour ce motif qu'on l'appelle métaphoriquement « *une tache* ».

Cette tache du péché persévère dans l'âme, tant que l'homme demeure soustrait à la lumière de sa raison et à la lumière de la grâce. Pour qu'elle disparaisse, il faut que l'âme recouvre la grâce de Dieu.

Le péché véniel ne produit pas dans l'âme une tache proprement dite, parce qu'il ne diminue pas la charité. Il gêne cependant, dans une certaine mesure l'exercice de cette vertu et des autres vertus chrétiennes, et ainsi il projette comme une ombre momentanée sur l'éclat de l'âme.

Châtiment du péché

Dans l'ordre naturel, toutes les fois qu'un être inférieur s'insurge contre une force supérieure, il est nécessairement déprimé ou écrasé par elle.

Voilà ce qui arrive à l'âme toutes les fois qu'elle commet le péché.

1. Elle s'insurge contre la raison et elle en est punie par le *remords de* la *conscience*.

2. Elle se met en révolte contre la société : elle mérite d'être châtiée par la justice humaine.

3. Son grand crime, c'est de se révolter contre Dieu et elle est soumise surtout au châtiment divin.

Tel est le triple châtiment qu'elle encourt.

Le châtiment divin, dans une certaine manière, est *infini*, parce que l'âme s'éloigne du bien infini. Il est *fini* et limité à un autre point de vue, parce que l'âme s'attache à un bien limité.

La peine du *dam*, ou de la privation de Dieu, correspond à l'éloignement du bien infini ; la peine du *sens* est infligée à l'attachement aux biens sensibles ou finis.

Tout péché qui détruit dans l'âme la charité mérite un châtiment éternel.

Dès lors, en effet, il ne subsiste dans l'homme aucun principe de retour et de salut. Un tel péché est irréparable, à moins que Dieu lui même n'intervienne ; mais l'on ne peut aller a Dieu que par la charité.

Si donc la charité cesse d'exister dans l'âme, il n y a plus aucun moyen de retourner vers lui et d'échapper à la peine qui, par conséquent, doit être éternelle.

Aussi la foi catholique nous enseigne-t elle que les châtiments de l'enfer sont éternels.

CHAPITRE V

LES ACTES BONS ET LE MÉRITE

I

Effets généraux des actes bons

Après nous être occupés des *actes humains*, nous avons étudié la *loi*, qui en est la règle *extérieure* ; la conscience, qui en est la règle *intérieure* ; les *péchés*, actes opposés à ces deux règles qu'a établies le Créateur pour diriger notre conduite.

Parlons maintenant des actes *bons* ou conformes à ces mêmes règles.

Tout homme qui accomplit un acte humain *mauvais*, en est *responsable*, puisqu'il le fait librement ; la conscience lui rappelle qu'il est *coupable* et par conséquent *répréhensible* ; sa faute doit être *réparée* ou *expiée* par un châtiment.

L'effet des actes bons et conformes à la loi est diamétralement opposé : celui qui les accomplit reçoit aussitôt le *témoignage* d'une bonne conscience ; il devient *digne de louange* ; bien plus, il *mérite* une *récompense*.

Le *mérite* et la *récompense* qui en est la suite, telles sont les conséquences principales d'un acte bon ou conforme à la loi.

II

Du mérite en général

Conditions du mérite

Que faut-il entendre par le *mérite* ?

Le *mérite*, c'est la valeur d'un acte ; c'est « le droit que donne cet acte à une juste récompense ».

Pour qu'un acte ait ainsi du *mérite*, donne droit à une récompense, trois conditions sont nécessaires :

1° Il faut que cet acte soit *bon*.

S'il ne l'est pas, loin d'être récompensé, il provoque un châtiment.

2° Il faut qu'il en résulte quelque *avantage* ou *profit* pour autrui.

S'il n'en est pas ainsi, cet acte ne peut réclamer aucune *compensation* ou *recompense* d'un service qu'il n'a pas rendu.

3° Il faut enfin que cet avantage ou service ne soit pas déjà rétribué. Un boulanger, par exemple, me vend du pain ; je le lui paie au prix courant, nous sommes quittes ; je me suis déjà acquitté envers lui, il n'a pas droit à une nouvelle récompense.

Mérite de justice et de convenance

Il importe de distinguer avec soin le mérite de *justice*, ou mérite proprement dit, et le mérite de *convenance*.

Le mérite de *convenance*, comme son nom l'indique, est celui qui appartient à un acte, non en vertu de cet acte lui-même, mais par suite de certaines convenances, telles que l'amitié ou la situation de la personne pour laquelle cette action est accomplie.

Un soldat accomplit un acte de vaillance sur le champ de bataille ; il n'a pas un droit absolu à la croix d'honneur ; mais il convient de la lui donner : elle lui revient en vertu d'un mérite de convenance.

Le mérite de *justice* est le droit qu'une action acquiert par elle-même à recevoir une récompense. Prenez, par exemple, un soldat qui se trouve dans les conditions réglementaires d'âge et de capacité pour obtenir de l'avancement ; il a droit à cet avancement, en vertu d'un *mérite de justice*.

Le mérite de *justice* se subdivise à son tour.

Il comprend le mérite de *justice rigoureuse*, qui a un droit absolu à la récompense, et le mérite de *justice condescendante*, qui n'a droit à la récompense qu'en vertu de la condescendance de celui qui l'accorde.

On peut acquérir du mérite à l'égard de son *prochain*, à l'égard de la *société* et par rapport à *Dieu*.

Voici, par exemple, un homme généreux qui fait librement à un indigent un don désintéressé.

Il mérite évidemment la reconnaissance du pauvre qu'il a secouru.

Un brave volontaire, voyant sa patrie menacée, court sous les armes pour la défendre : il acquiert un droit manifeste à la reconnaissance de la patrie.

La solidarité demande que tout ce qui se fait pour le bien d'un membre de la société, soit récompensé par la société tout entière ; et, d'un autre côté, le bien procuré à toute la société doit être reconnu par chacun des membres qui la composent.

Mais pouvons-nous acquérir du mérite auprès de Dieu, à qui nous devons déjà tout ce que nous possédons et qui a compensé d'avance tout ce que nous pouvons faire pour lui ?

Oui, répondent les moralistes chrétiens, nous pouvons acquérir du mérite, même auprès de Dieu, et avoir droit à ses récompenses.

Il est évident que nous ne pouvons rien demander à Dieu en vertu d'un mérite de justice rigoureuse ; mais sa bonté nous permet d'obtenir des *mérites de justice* qu'il veut bien s'engager, par condescendance, à récompenser magnifiquement.

C'est là le mystère de la grâce et la grande merveille de la miséricorde divine, dont nous avons à nous occuper.

III

Nos mérites auprès de Dieu

Pouvons-nous mériter auprès de Dieu ?

Nos actes doivent nous conduire à Dieu, qui est notre fin dernière.

Lorsque nous accomplissons des actes bons qui se rapportent à Dieu, nous l'honorons, nous servons ainsi les inté-

rêts de sa gloire, et par conséquent nous acquérons des mérites auprès de lui.

De plus, Dieu est le souverain de la société humaine qu'il gouverne avec une admirable sagesse. La justice exige qu'il châtie les coupables, à cause du dommage que leurs péchés causent à la société ; elle demande aussi qu'il récompense ceux qui enrichissent le monde moral de leurs bonnes actions.

Les actes bons possèdent donc du mérite auprès de Dieu, soit à cause de la gloire extérieure qu'ils procurent à sa divine Majesté, soit à cause de l'utilité qu'ils offrent à la société, dont il est le chef suprême et la Providence.

Ce mérite est il un mérite de *justice* condescendante ou simplement un mérite de convenance ?

Pour répondre à cette question il faut distinguer le mérite *naturel* et le mérite *surnaturel*.

Le mérite *naturel* est celui d'une action que l'homme accomplit par ses propres forces, en vertu de ses facultés et de ses ressources personnelles : le mérite *surnaturel* n'appartient qu'à un acte qui résulte de forces supérieures à celles de la nature et qui a pour principe la grâce divine.

Mérites surnaturels

Nous avons montré que l'homme est incapable d'arriver par lui-même à sa fin dernière, et que la *grâce divine* lui est indispensable pour atteindre sa destinée.

Par conséquent, pour honorer Dieu comme il le doit et pour pratiquer le bien que le Créateur exige de lui, l'homme a besoin du secours de cette divine grâce.

Il ne peut dont acquérir des *mérites* proprement dits ou des mérites de *justice* qu'en demeurant uni à Dieu par la grâce.

Par suite, les mérites de *justice* auprès de Dieu sont toujours des mérites *surnaturels*.

Les mérites surnaturels constituent la richesse de la vie chrétienne.

Ils ont une valeur qui dépasse tout ce que l'imagination peut concevoir. Les œuvres auxquelles ils se rattachent sont en effet des œuvres *divines*, puisque c'est Dieu lui-même qui, par sa grâce, en est le véritable principe ; et cepen-

dant, en vertu de la condescendance de notre Père céleste, le mérite de ces œuvres est attribué au chrétien qui les accomplit.

Une récompense éternelle est due à *chaque mérite surnaturel* proprement dit, en vertu de la promesse formelle de Dieu lui-même.

Aussi le chrétien fidèle prépare-t-il à chaque instant un nouveau fleuron à sa couronne d'immortalité.

Il importe de remarquer les conditions nécessaires pour ces précieux mérites.

La première est l'*état de grâce* ou de *charité*. Pour produire des actions divines, il est essentiel, en effet d'être uni à Dieu ; on ne saurait l'être sans la charité ou l'état de grâce.

La deuxième condition, c'est que l'acte accompli soit un acte humain moralement bon.

Certains théologiens exigent en outre que cet acte soit rapporté à Dieu par une intention de charité ; mais il en est d'autres qui ne jugent pas cette condition nécessaire et qui regardent comme vraiment *méritoires* tous les actes bons accomplis en état de grâce.

Mérite de convenance par rapport à Dieu

Quant au mérite de convenance, qui n'est pas un mérite proprement dit, il peut se rencontrer, par rapport à Dieu, dans les actes de l'ordre purement naturel.

De plus, certains actes accomplis en état de péché peuvent avoir un mérite *surnaturel* de *convenance* ; ainsi les jeûnes et les prières du pécheur peuvent lui obtenir la grâce de la conversion ; mais ce n'est pas en vertu d'un mérite proprement dit, c'est en vertu de la miséricorde divine qui se tourne toujours vers ceux qui la cherchent.

Il y a loin de ce mérite de convenance, qui ne peut recevoir aucune récompense éternelle, au mérite de justice, attaché aux œuvres accomplies en état de grâce, en vertu des promesses divines.

C'est pourquoi la première sollicitude du chrétien doit être de persévérer dans l'état de grâce et de rapporter à Dieu toutes ses actions pour remplir sa vie de mérites dont chacun vaut pour lui un poids éternel de gloire.

CHAPITRE VI

CAUSES DES ACTES HUMAINS

Parmi les causes des actes humains, les unes sont intérieures, comme les *habitudes* et les *passions* ; les autres sont extérieures, comme la *grâce* et les tentations.

ARTICLE PREMIER

CAUSES INTÉRIEURES

I

Des habitudes

Notion de l'habitude

Le mot « habitude » vient du mot latin *habitus*, qui est le participe passé du verbe latin *habere*, « avoir, posséder ». Une « habitude », si l'on s'en rapporte à l'étymologie de cette expression, c'est donc une chose *possédée*, que l'on a.

Parmi les choses que l'on possède, il en est qui sont entièrement extérieures, comme les biens, les meubles, l'argent, les vêtements.

Il en est d'autres qui appartiennent d'une manière plus intime à celui qui les a, qui ne font qu'un avec lui en quelque sorte. C'est à elles qu'on a réservé le nom d'habitudes. Par conséquent, on entend par *habitude* « une qualité, une disposition quelconque de l'âme ou du corps ».

Dans ce sens général, les philosophes distinguent les habitudes *physiques* ou *corporelles*, telles que la *santé*, la *maladie*, la *beauté*, la *force*, etc. ; les habitudes *intellectuelles*, qui résident dans l'intelligence, comme la *science*, la *sagesse* ; et les habitudes *morales* qui ont pour siège le cœur ou la volonté, comme la *vertu*, le *vice*, la *justice*, la *religion*, etc.

Le plus souvent, quand on parle d'une habitude, il s'agit d'une habitude *morale*.

Dans cette signification restreinte, une habitude est donc « une disposition du cœur ou de la volonté. »

Diverses sortes d'habitudes

Il y a diverses sortes d'habitudes.

I. Si nous les divisons d'après le principe d'où elles proviennent, nous distinguons les habitudes *naturelles*, les habitudes *acquises* et les habitudes *infuses*.

1° Les habitudes *naturelles* sont celles qui naissent avec celui qui les possède ; elles viennent de sa nature elle-même.

2° Les habitudes *acquises* sont le résultat des actes réitérés que l'on accomplit ; en s'appliquant à l'étude, par exemple, on acquiert la science.

3° Les habitudes *infuses* sont les plus excellentes. Elles sont ainsi appelées, du latin *infusus* « répandu dans », parce que Dieu lui-même les répand dans notre âme sans aucun travail de notre part. Telles sont les vertus que le chrétien reçoit au moment où le saint baptême lui est conféré.

II. Au point de vue des actes que les habitudes nous disposent à accomplir, il faut surtout distinguer les habitudes bonnes ou les *vertus*, et les habitudes mauvaises ou les *vices*.

Nous allons parler successivement des unes et des autres.

II

Des vertus

Les vertus en général

Une *vertu*, nous venons de le rappeler, est « une habitude bonne », en d'autres termes, c'est « une habitude qui nous perfectionne et nous aide à pratiquer le bien ».

On distingue les vertus *intellectuelles*, les vertus *morales* et les vertus *infuses*.

Vertus intellectuelles

Parmi les vertus intellectuelles ou vertus de l'intelligence, les unes sont *spéculatives* et les autres sont *pratiques*.

I. Il y a trois vertus intellectuelles spéculatives : la *sagesse*, la *science* et l'*intelligence*.

1° La *sagesse* est une vertu qui dispose l'intelligence à s'élever à la cause première. Elle consiste à rapporter tout à Dieu, principe et fin de toutes choses.

2° La *science* nous dispose à acquérir des connaissances, au moyen de l'étude et du raisonnement.

3° La vertu d'*intelligence* est une disposition qui permet à l'homme de voir la vérité par intuition et comme d'un seul coup d'œil.

II. On compte ordinairement deux vertus intellectuelles *pratiques* : l'*art* et la *prudence*.

L'*art* est une vertu intellectuelle qui aide à bien exécuter les travaux que l'on accomplit, de quelque nature qu'ils

soient. Une personne, par exemple, qui a de l'aptitude pour le dessin, a l'art du dessin ; celui qui a des dispositions pour bier. parler, a l'art de bien parler.

Les arts sont de plusieurs sortes. On les appelle arts *mécaniques* lorsque le corps semble y avoir plus de part que l'esprit et qu'ils s'occupent tout spécialement des objets utiles aux nécessités de la vie pratique : la menuiserie, la couture, la maçonnerie, voilà des arts mécaniques.

Les *beaux arts*, au contraire, sont ceux dans lesquels l'esprit semble avoir plus de part que le corps ; ils sont ainsi nommés parce qu'ils ont surtout pour but d'exécuter le *beau*. De ce nombre sont la *littérature*, la *musique*, la *peinture*.

La *prudence*, par certains côtés, se rattache aux vertus intellectuelles, parce qu'elle est comme l'œil de toutes les vertus ; mais elle est plutôt rangée parmi les vertus morales dont nous allons parler.

Vertus morales

Une vertu *morale* est « une bonne disposition de la volonté ». C'est aux vertus morales principalement que s'applique la définition que nous avons donnée de la vertu en général, en disant « qu'elle nous aide à pratiquer le bien ».

Les vertus intellectuelles nous disposent à connaître la vérité ; les vertus morales nous font accomplir de bonnes actions. On les appelle vertus « morales » du latin *mores* « mœurs, conduite », parce qu'elles nous portent à nous bien conduire et à bien faire nos actions.

Toute véritable vertu morale suppose au moins deux vertus intellectuelles, la *prudence* et l'*intelligence* des principes naturels de la vérité et du bien.

1° La *prudence* est l'œil des vertus. De même que les yeux du corps nous permettent de voir où nous devons placer nos pas, de même la prudence nous enseigne de quelle manière nous devons agir. Cette vertu est donc la première des vertus morales.

2° Comme nous avons des rapports avec Dieu et avec nos semblables, il faut une vertu spéciale pour régler notre conduite à ce point de vue. Tel est l'objet de la *justice*.

C'est « une vertu qui nous fait rendre à chacun ce qui lui est dû ».

Nos devoirs ou dettes sont de diverses natures ; autre chose est ce que l'on doit à un égal, à un supérieur ou à un inférieur ; autre chose est ce qui est dû en vertu d'une convention, en vertu d'une promesse ou en vertu d'un bienfait reçu.

Ainsi la justice donne naissance à une multitude d'autres vertus.

La *religion* nous fait rendre à Dieu ce qui lui est dû ; la *piété* nous fait accomplir nos devoirs envers nos parents ou envers notre patrie ; la *reconnaissance* nous porte à nous acquitter de nos dettes à l'égard de nos bienfaiteurs.

3° Il y a dans notre âme certains mouvements impétueux ou passions, qui nous portent avec une ardeur excessive à rechercher ce qui nous plait, ou à repousser avec violence ce qui nous déplaît.

La vertu qui impose à ces mouvements une sage modération porte le nom de *tempérance* ; elle donne naissance à plusieurs autres vertus morales, telles que la *sobriété*, la *chasteté*, etc.

4° Parfois notre nature est portée à reculer devant les obstacles qui l'entravent dans la pratique du bien ; elle a besoin d'être soutenue par la vertu de *force*, à laquelle se rattachent plusieurs autres vertus morales, notamment la *magnanimité*, la *patience*, etc.

On le voit donc, parmi les vertus morales, il en est quatre auxquelles on peut rapporter toutes les autres. Aussi saint Grégoire nous dit-il que tout l'édifice de nos bonnes œuvres repose sur ces quatre vertus.

« Nous savons, dit de son côté saint Ambroise, qu'il y a quatre vertus *cardinales*, la prudence, la justice, la tempérance et la force. »

Ces quatre vertus sont appelées « cardinales », du mot latin *cardo* « gond ». Elles soutiennent, en effet, les autres vertus, comme les gonds servent de point d'appui aux portes qui reposent et se meuvent sur eux.

Vertus infuses

Nous avons fait connaître les vertus *intellectuelles* et les vertus *morales*.

Il nous reste à parler des vertus *infuses*.

Les vertus *morales*, qui disposent l'homme à vivre conformément à la droite raison, lui suffisent, dans une certaine mesure, pour les nécessités de la vie présente ; mais elles ne sont pas capables par elles-mêmes de le conduire à sa fin dernière.

Notre destinée consiste, nous l'avons montré, dans la vue même de Dieu, en qui nous devons trouver un jour notre suprême bonheur.

Cette vision et cette jouissance de Dieu sont absolument au-dessus des forces de la créature. Pour y parvenir, il faut que l'homme reçoive sur la terre une certaine participation de la divinité.

C'est ce qui fait dire à l'apôtre saint Pierre que, par JÉSUS-CHRIST, nous devenons *participants de la nature divine*.

Ainsi les vertus *naturelles* ne suffisent pas à l'homme. Il a besoin de certaines habitudes ou vertus supérieures à sa nature et que Dieu lui-même répand dans son âme, pour lui permettre d'arriver un jour à la vision divine.

Ces vertus sont appelées *surnaturelles* ou *infuses*.

Parmi ces vertus infuses, les plus importantes mettent l'homme en communication directe avec Dieu : ce sont les vertus *théologales*.

Il en est d'autres qui ont pour effet d'amener l'homme à conformer tous ses actes à sa destinée, ce sont les vertus *morales infuses*.

Disons un mot des unes et des autres.

1° Vertus théologales

Les vertus *théologales* sont ainsi nommées, du grec *théos* « Dieu ».

Cette dénomination rappelle à la fois leur *objet*, leur *origine* et la voie par laquelle la *connaissance* de ces vertus arrive jusqu'à nous.

Dieu est l'objet immédiat des vertus théologales ; elles nous mettent directement en rapport avec lui.

C'est Dieu seul qui les répand dans nos âmes. Lui seul nous en fait connaître l'existence, par les lumières de sa divine révélation.

On voit dès lors la différence qui distingue les vertus théologales des vertus intellectuelles et des vertus morales.

Les vertus intellectuelles se rapportent à des vérités accessibles à notre raison ; les vertus théologales ont pour objet Dieu lui-même qui, selon la parole des Saints Livres, *habite une lumière inaccessible.*

Les vertus *morales* concernent les devoirs que la loi naturelle nous impose et que la raison nous fait connaître ; les vertus théologales et les autres vertus infuses s'élèvent plus haut ; elles nous dirigent dans l'accomplissement des lois d'un ordre supérieur, que Dieu nous a tracées pour nous conduire à notre bonheur suprême.

On compte trois vertus théologales : la *foi*, l'*espérance*, et la *charité*.

Pour que nous puissions atteindre notre destinée, il faut en effet tout d'abord que notre intelligence soit élevée jusqu'à Dieu qu'elle ne voit pas ; c'est là ce que produit la vertu de *foi*, qui nous fait connaître les vérités divines, inaccessibles à nos sens et à notre raison.

Ce n'est pas assez de connaître Dieu : il faut, pour arriver à lui, que notre activité se dirige vers ce Bien souverain avec l'espoir de l'obtenir : tel est l'effet de la vertu d'*espérance*.

Cet élan de l'âme vers Dieu ne suffit pas encore. Pour compléter les rapports mutuels qui rapprochent notre âme de Dieu, une communication plus intime est nécessaire. Elle se produit par la vertu de *charité*, qui transforme notre âme d'une manière merveilleuse en la faisant participer à la vie même de Dieu.

Ainsi se réalise l'union qui s'établit sur la terre entre l'âme et Dieu, par la *grâce sanctifiante*.

Lorsque la durée de l'épreuve aura pris fin, cette union deviendra la vision, ou jouissance de Dieu dans la gloire du ciel.

2· *Vertus morales infuses*

Au moment où Dieu met dans notre âme les trois vertus théologales, sa bonté ne s'arrête pas là. Il nous communique aussi des vertus morales *infuses* ou *surnaturelles*, qui viennent transformer et perfectionner les vertus *morales naturelles* ou *acquises*, dont nous avons déjà parlé.

Les vertus que nous avons en naissant ou que nous ac-

quérons par nos actes, ne nous permettraient pas d'accomplir entièrement les pratiques de la vie chrétienne.

Pour conformer notre conduite à tous les enseignements de la foi, nous avons besoin de vertus infuses que Dieu nous donne, sans aucun concours de notre part. Ces vertus morales infuses ne sont pas de la même espèce que les vertus morales naturelles qui y correspondent. La vertu naturelle de tempérance, par exemple, nous porte à ne rien prendre pour notre nourriture contrairement à la droite raison : la vertu infuse ou surnaturelle de tempérance nous invite à réduire notre corps en servitude, comme dit l'Apôtre, afin de le mortifier et d'imiter JÉSUS-CHRIST, notre divin Maître.

La vertu naturelle de prudence nous fait régler nos affaires et notre vie conformément aux principes de la sagesse humaine ; la vertu infuse de prudence nous amène à disposer notre existence de la manière la plus efficace et la plus parfaite pour arriver au salut, qui est notre souverain Bien.

Les vertus naturelles peuvent exister dans l'âme sans la charité ; elles se sont rencontrées parfois dans une certaine mesure chez les païens ; les vertus infuses supposent toujours la charité.

A son tour, la charité est nécessairement accompagnée des vertus infuses qui lui servent de cortège. Dans l'ordre naturel, Dieu, en nous accordant le bienfait de l'existence, nous a donné en même temps tous les organes nécessaires pour l'entretien de notre vie ; de même, lorsqu'il répand en nous la charité qui est la vie de l'âme, il nous communique aussi toutes les autres vertus requises pour l'exercice de la vie chrétienne.

La foi et l'espérance peuvent exister dans l'âme d'une certaine manière et comme en germe, sans la charité ; mais elles ne sont des vertus parfaites, qu'autant qu'elles sont accompagnées de la charité.

C'est donc avec raison qu'on appelle la charité « la reine des vertus » ; c'est elle qui les perfectionne, et c'est d'elle que toutes les autre vertus dépendent dans une certaine mesure.

Les vertus naturelles elles-mêmes, séparées de la charité, sont des vertus mortes ; leurs actes n'ont aucun mérite pro-

prement dit, et dans ce cas, ils ne peuvent pas être récompensés dans le Ciel.

3· Dons du Saint-Esprit

Parmi les vertus infuses, il en est qui appartiennent à un ordre plus élevé de perfection ; on les appelle les *dons* du Saint-Esprit. En quoi ces dons se distinguent-ils des vertus infuses proprement dites ?

Les expressions même dont se sert l'Ecriture Sainte pour les désigner nous permettent de saisir cette différence.

Voici en quels termes le prophète Isaïe annonce que ces dons seront l'apanage du Sauveur du monde : « *Sur lui*, dit-il, *reposera l'esprit de sagesse et d'intelligence, l'esprit de conseil et de force, l'esprit de science et de piété et il sera rempli de l'esprit de la crainte du Seigneur.*

Ainsi chaque don est appelé un « esprit », c'est-à-dire un mouvement, une impulsion de l'Esprit de Dieu.

Dans les actes qu'il accomplit, l'homme peut suivre le mouvement de son propre esprit ou celui de l'Esprit divin.

Mais, pour être capable de se conformer aux impulsions de l'Esprit de Dieu, il a besoin d'aptitudes spéciales, plus parfaites que celles qui lui suffisent pour agir d'après le mouvement de sa raison personnelle.

La capacité intellectuelle que vous demandez à un élève qui suit des cours de haute littérature ou de géométrie descriptive est bien supérieure à celle que vous exigez d'un étudiant qui se contente d'aller à une leçon de grammaire ou d'arithmétique élémentaire.

De même, l'homme qui veut conformer ses actes à l'impulsion directe de Dieu, doit être doué de qualités plus élevées que celui qui se contente de suivre les inspirations de son intelligence bornée.

Ce sont précisément ces habitudes d'un ordre supérieur, que les théologiens appellent *les dons du Saint-Esprit*. Elles sont en effet les biens par excellence que Dieu accorde à l'âme sur la terre.

Ces dons nous sont nécessaires pour arriver au salut. Quoique perfectionnée d'une manière surnaturelle par les vertus théologales et par les vertus infuses, notre raison est encore incapable de nous conduire à Dieu, notre bien su-

prême. Dans l'ordre surnaturel. nous ne pouvons rien faire sans être dirigés par Dieu lui-même. Nous sommes semblables au petit enfant qui a besoin, pour marcher, non seulement de la force de ses petites jambes, mais de l'appui de sa mère. L'impulsion du Saint-Esprit nous est indispensable, et pour être capable de la suivre, notre âme a besoin en outre des dons du Saint-Esprit.

Ces dons divins sont inséparables de la charité. Toutes les fois que nous possédons la charité, le Saint-Esprit habite en nous et il ne s'y établit jamais sans nous apporter le bienfait de ses dons. Toute personne qui a la charité possède donc par là même les dons du Saint-Esprit.

Ces dons sont répandus dans notre âme, comme les vertus infuses, au moment du saint baptême. Ils nous sont communiqués avec une plus grande abondance par le sacrement de Confirmation.

Les sept dons du Saint-Esprit correspondent merveilleusement aux nécessités de la vie spirituelle.

Le don de *crainte de Dieu* met notre volonté à l'abri des atteintes de la concupiscence; le don de *piété* l'entraîne vers les choses divines ; le don de *force* lui permet de surmonter tous les obstacles qui s'opposent à ses élans vers Dieu ; le don de *science* lui fait connaître la voie la plus sûre pour arriver jusqu'à lui.

Les quatre dons que nous venons de mentionner servent à perfectionner les quatre vertus cardinales. Les trois autres sont le complément des vertus intellectuelles.

Le *conseil* nous indique ce qu'il faut faire, l'*intelligence* nous révèle les beautés divines, la *sagesse* nous permet de les goûter et de rapporter à Dieu toutes nos œuvres.

Les dons, en général, sont supérieurs aux vertus ; les vertus théologales l'emportent néanmoins sur les dons, elles leur servent de règle et de motif.

4° Les béatitudes

I. La *béatitude*, entendue d'une manière générale, c'est le bonheur pour lequel nous avons été créés.

On dit souvent, dans le langage ordinaire, qu'on possède un objet lorsqu'on a des titres ou valeurs qui permettent de l'obtenir. Par exemple, une personne possède cinquante

mille francs si elle a des titres au moyen desquels elle peut se faire donner cette somme.

Il y a des titres qui nous permettent d'obtenir la béatitude.

Ces titres, ce sont les actes des vertus infuses et, surtout, les actes des dons du Saint-Esprit. Nous ne pouvons, en effet, être élevés à notre bonheur suprême que par l'action du Saint-Esprit.

Ces explications préliminaires nous permettront de saisir la nature des *béatitudes.*

Parmi les actes des vertus ou des dons, il en est qui sont plus particulièrement propres à nous conduire au bonheur éternel. Ce sont ces actes, généreusement accomplis, qu'on appelle les *béatitudes.* Celles-ci diffèrent donc des vertus et des dons comme un acte se distingue de la disposition ou de l'habitude qui le fait exécuter.

Les récompenses promises, dans l'Evangile, aux béatitudes, concernent à la fois la vie *présente* et la vie *future.*

Elles s'appliquent, avant tout, à la vie éternelle dont les actes des béatitudes sont le gage anticipé. Elles regardent aussi la vie présente ; car toutes les fois que nous accomplissons les actes des béatitudes, nous éprouvons sur la terre un avant-goût du bonheur céleste.

II. Les béatitudes évangéliques sont exposées dans l'Evangile avec un ordre parfait.

Les trois premières ont pour but de nous préserver de la fascination du faux bonheur que poursuivent aveuglément les hommes du siècle et dont la recherche est le principal obstacle à notre félicité suprême.

1° Les mondains font consister le bonheur d'abord dans l'abondance des richesses et des honneurs ; l'homme se soustrait à ce danger par la pauvreté volontaire et par l'humilité. C'est la première béatitude : « *Bienheureux les pauvres d'esprit, car le royaume des cieux est à eux.* »

2° Le monde place aussi sa félicité dans la pleine satisfaction des passions.

La passion de l'emportement ou de la colère nous entraîne dans des excès auxquels nous soustrait la seconde béatitude : « *Bienheureux ceux qui sont doux, car ils posséderont la terre.*

3° La passion qui porte les hommes à rechercher leurs satisfactions et leurs plaisirs est réprimée par la souffrance et la pénitence volontaires ; c'est la troisième béatitude : « *Bienheureux ceux qui pleurent ; car ils seront consolés.* »

Le bonheur consiste ensuite dans la vie active et dans la vie contemplative.

La vie active est celle qui nous fait rendre au prochain tous les services que nous lui devons et même des services de surérogation.

4° Par la justice, nous accordons au prochain tout ce que nous lui devons ; mais le Saint-Esprit fait que notre désir de rendre à chacun ce qui lui est dû est en quelque sorte *notre faim et notre soif*. Aussi la quatrième béatitude consiste-t-elle dans ces actes de justice accomplis avec amour et empressement : « *Bienheureux ceux qui ont faim et soif de la justice, parce qu'ils seront rassasiés.* »

5° C'est par la *libéralité* et par la *compassion* que nous rendons au prochain des services gratuits et généreux. La cinquième béatitude est donc la suivante : « *Bienheureux les miséricordieux, car ils obtiendront miséricorde.* »

6° La vie contemplative est précisément celle qui constitue l'union à Dieu dont nous jouirons dans le ciel. Elle nous permet d'éprouver sur la terre un avant-goût de ce bonheur qui est de voir et de contempler Dieu. Pour cela, la première condition requise est d'avoir le cœur pur C'est ce qu'exprime la sixième béatitude : « *Bienheureux ceux qui ont le cœur pur parce qu'ils verront Dieu.* »

7° Cette vie contemplative produit dans notre âme la paix qui, selon l'Apôtre. surpasse tout sentiment et qui consiste en ce qu'une parfaite harmonie règne dans toutes nos facultés.

Aussi la septième béatitude est-elle conçue en ces termes : « *Bienheureux les pacifiques parce qu'ils seront appelés enfants de Dieu.* » L'homme vit alors auprès de Dieu avec la même intimité que l'enfant qui demeure auprès de son père.

8° Enfin le dernier effet de la vie contemplative, c'est de dominer absolument tous les évènements du monde et de ne goûter que Jésus et Jésus crucifié. C'est la huitième béatitude, ainsi exprimée : « *Bienheureux ceux qui souffrent persécution pour la justice !* »

5· *Fruits du Saint-Esprit*

I. Dans l'Evangile, les œuvres ou actes de l'homme sont désignés sous le nom de *fruits* : « Vous les reconnaîtrez par leurs fruits, dit le Sauveur ». Les bons fruits, ce sont les bonnes œuvres.

Pourquoi ce nom ?

Dans la plante, on appelle *fruit* ce que le végétal produit lorqu'il a atteint son parfait développement. C'est surtout par son fruit que la plante nous procure de l'utilité ou de la jouissance. Le fruit est donc ce qu'on retire de la plante, ce que la plante produit. Ce nom est formé du latin *frui*, « jouir ».

De même, dans l'ordre moral, le fruit de l'homme c'est ce que l'homme produit ; ce sont les actes qu'il accomplit.

Les actes que nous faisons sont de deux sortes.

Les uns procèdent de notre raison et de notre volonté, ce sont des fruits purement *humains* ; d'autres actes sont l'œuvre du Saint-Esprit, qui habite en nous et on les appelle les « fruits du Saint-Esprit ».

Ces actes sont des *fleurs*, si on les considère par rapport à la vie éternelle ; ce n'est que dans le ciel en effet que nous recueillons tout le fruit de nos bonnes œuvres. Toutefois, sur la terre, ces mêmes actes peuvent être considérés comme de véritables fruits, parce qu'ils nous procurent dès ici-bas une vraie jouissance et un grand profit.

C'est pourquoi on appelle « fruits du Saint Esprit » toutes les bonnes actions que le Saint-Esprit produit par nous et qui nous procurent dans la vie présente un avantage ou un profit analogue à celui que le fruit nous offre dans l'ordre matériel.

Ainsi toutes les béatitudes sont des fruits du Saint-Esprit : il n'y a pas de béatitude en effet qui ne nous procure quelque avantage spirituel dans la vie présente. Mais tous les fruits ne sont pas des béatitudes. Pour mériter ce nom, il faut que les fruits renferment un caractère saillant de perfection et d'héroïsme.

II. Les fruits du Saint Esprit sont énumérés avec ordre dans l'épitre aux Galates (V,22 et 23).

L'apôtre Saint Paul rappelle d'abord les différentes œuvre s

mauvaises qui sont des fruits de mort et de péché et qui empêchent de posséder le royaume de Dieu.

Il ajoute ensuite :

« Au contraire, les fruits de l'Esprit Saint sont : la charité, la joie, la paix, la patience, la longanimité, la bonté, la mansuétude, la foi, la modestie, la continence et la chasteté ».

Telle est la momenclature complète des douze fruits du Saint-Esprit ; tels sont les produits incomparables dont le Saint Esprit fait jouir l'homme sur la terre.

L'Ange de l'Ecole nous découvre merveilleusement les harmonies intimes de ces douze fruits.

Pour que l'homme atteigne sa perfection, il faut d'adord que l'ordre règne dans son âme ; il est nécessaire, en second lieu, que l'ordre soit établi entre l'homme et les êtres de même nature qui l'environnent ; enfin l'ordre doit être maintenu aussi entre l'âme et les objets qui lui sont inférieurs.

I. La condition essentielle pour que l'ordre existe dans l'âme, c'est qu'elle soit attachée à Dieu, son souverain bien. Tel est l'effet de la *charité*, qui est le premier fruit du Saint-Esprit.

Cette union de l'âme à son souverain bien produit la *joie*, deuxième fruit du Saint-Esprit.

L'âme qui se réjouit de posséder son bien suprême ne recherche pas autre chose ; elle trouve dans cette jouissance le bienfait de la *paix*, troisième fruit que le Saint-Esprit lui procure.

Lorsqu'elle goûte la joie et la paix, l'âme supporte volontiers les maux et les afflictions qui peuvent lui survenir du dehors : c'est la *patience*, ou quatrième fruit du Saint-Esprit.

Bien plus, elle attend de bon cœur les biens qu'elle ne possède pas encore, et c'est en cela que consiste la *longanimité*, cinquième fruit du Saint-Esprit.

Ainsi un ordre parfait règne dans l'âme elle-même, qui goûte tous les avantages de cette harmonie intérieure, de cette santé spirituelle.

II. Lorsque l'ordre est établi dans notre âme, il faut le faire régner aussi dans les rapports avec le prochain ; c'est ce qui résulte encore de l'action du Saint-Esprit.

La *bonté*, qui est le sixième fruit, nous porte à vouloir du bien à nos frères ; elle établit ainsi des liens d'harmonie entre eux et nous.

Ce n'est pas assez de vouloir du bien au prochain, il faut lui en faire : c'est le fruit de la *bénignité* ou de la bienfaisance, qui est si doux à l'âme.

De plus, la bonne harmonie avec le prochain nous fait supporter de bon cœur ses mauvais procédés et ses défauts ; c'est en cela que consiste la *mansuétude* ou la douceur, qui est le huitième fruit du Saint-Esprit.

Cette bonne harmonie exige encore que nous ne nuisions jamais au prochain en le trompant ou en usant de ruse ou de fourberie, dans nos rapports avec lui : c'est la bonne *foi* ou la *fidélité*.

Tels sont les heureux fruits qui résultent de la bonne harmonie de l'homme avec son prochain.

III. Pour être complet, l'ordre doit s'établir enfin par rapport à toutes les choses sensibles qui sont placées au-dessous de nous.

Notre corps doit être réglé dans sa tenue, dans ses paroles et dans ses actions : en cela consiste la *modestie*, dixième fruit du Saint-Esprit.

L'âme doit s'abstenir des choses sensibles, même de celles dont l'usage pourrait lui être permis, et c'est la *continence*.

Il faut surtout qu'elle s'éloigne de toutes les satisfactions sensibles qui sont défendues, et tel est le fruit appelé la *chasteté*.

Ainsi le Saint-Esprit produit dans l'homme les divers fruits, qui font de son âme un arbre merveilleux : c'est le véritable arbre de vie, dont les fruits immortels sont en opposition avec les fruits de mort et de péché.

III

Les vices

Notion du vice

Dans son acception la plus large, le mot *vice* signifie « défaut, imperfection » et il s'applique non seulement à l'homme, mais encor aux objets de toute sorte. « Tout ce qui manque à la perfection de la nature, dit saint Augustin, est un

vice » C'est ainsi qu'on parle de vice de construction, vice de forme, vice de raisonnement.

Ce terme néanmoins s'emploie surtout pour désigner un défaut moral ou une qualité mauvaise de l'âme. Ainsi entendu, le vice est l'opposé de la vertu.

La vertu est une habitude qui nous perfectionne et nous aide à pratiquer le bien ; le vice, au contraire, est une habitude qui nous dégrade et nous porte à commettre le mal.

Le vice est donc un désordre dans la créature intelligente. La vertu, selon saint Augustin, est l'*ordre de l'amour* ; on peut dire aussi que le vice est le *désordre de l'amour*.

La vertu établit un ordre admirable dans les différentes affections dont nous sommes capables, ne nous faisant aimer que ce qui est véritablement aimable et nous le faisant aimer suivant qu'il mérite plus ou moins de l'être, Dieu par préférence à tout et tout le reste d'une manière subordonnée à son amour. Le vice renverse l'ordre raisonnable de l'amour ; il nous fait aimer ce qui ne renferme que quelque parcelle de bien, plutôt que ce qui est le bien universel et infini ; il nous fait préférer, selon le langage de l'Ecriture, l'eau bourbeuse à la source des eaux vives.

Sous l'impulsion du vice, l'âme devient aveugle et déraisonnable ; elle recherche les choses non à cause de ce qu'elles sont, mais parce qu'elles lui plaisent ; elle n'a point la vérité pour objet.

Les vices capitaux

I. Parmi les vices, il en est un qu'on considère comme le *roi* ou le *chef* de tous les autres : c'est l'*orgueil*, ainsi appelé d'un mot grec qui veut dire s'*enfler*.

L'orgueil en effet est une estime déréglée de notre propre excellence. Il nous porte à nous élever au-dessus de ce que nous sommes, et par suite à nous séparer de Dieu. Aussi la Sainte Ecriture proclame-t-elle que ce vice est le principe de tous les péchés, et saint Augustin, dans son traité de la *Cité de Dieu*, nous montre que c'est l'orgueil, ou amour désordonné de soi, qui a élevé sur la terre la cité du mal.

II. Indépendamment de ce vice, qui est le prince et le père de tous les autres, il y en a sept qui sont appelés *capitaux*, du mot latin *caput*, « tête », parce que chacun d'eux est le principe de plusieurs autres vices.

Ces sept vices capitaux sont ainsi énumérés par saint Thomas : la *vaine gloire*, l'*avarice*, la *gourmandise*, la *luxure*, la *paresse*, l'*envie* et la *colère*.

III. L'Ange de l'Ecole explique, avec sa précision ordinaire, l'origine de ces différents vices.

Si nous avons une inclination pour le mal, c'est parce que ce mal revêt à nos yeux l'apparence d'un bien sensible.

Parmi les biens trompeurs qui nous attirent, les uns se rattachent à l'honneur ou à la gloire : le vice qui nous y attache aveuglément s'appelle la *vaine gloire*.

Les richesses et les possessions matérielles de toute nature forment une seconde catégorie de biens apparents. La recherche immodérée de ces biens s'appelle l'*avarice*, c'est le second vice capital.

Les jouissances corporelles sont une troisième classe de biens apparents ; elles comprennent les satisfactions grossières de la bouche que la *gourmandise* nous fait poursuivre avec excès, et les jouissances honteuses des sens, triste objet du vice de la *luxure*.

Ainsi voilà quatre vices capitaux, provenant de l'*attrait* immodéré de l'homme pour les biens apparents.

Trois autres vices résultent de la répulsion que nous cause un *mal apparent* ou d'ordre purement temporel.

Par la *paresse*, nous redoutons la peine ou fatigue qui accompagne l'accomplissement du devoir.

L'*envie* nous fait considérer le bien du prochain comme un mal personnel ou comme une infériorité qui nous blesse et nous attriste.

La *colère* excite en nous un mouvement déréglé contre un objet ou une personne qui nous déplait : ce mouvement est accompagné en général du désir de vengeance.

IV. Les docteurs catholiques, avec saint Grégoire le Grand et saint Thomas, énoncent habituellement les vices capitaux comme nous venons de le faire.

Certains théologiens comptent huit vices capitaux, en désignant d'abord l'*orgueil*, principe de tous les autres.

La plupart des auteurs modernes comprennent la vaine gloire dans l'*orgueil*, qu'ils énumèrent le premier parmi les sept vices ou péchés capitaux.

V. Les théologiens signalent, à propos de chacun des sept vices capitaux, un certain nombre d'autres vices qui en découlent et qui en sont appelés les *filles*, parce que le nom latin de la plupart d'entr'eux est un nom féminin.

Ainsi les filles de la *vaine gloire* sont l'*ambition*, la *présomption*, la *jactance*, l'*ostentation*, l'*hypocrisie*.

Parmi les filles de l'*avarice*, on compte la *dureté du cœur*, l'*inquiétude de l'esprit*, la *perfidie*, la *ruse*, etc.

Celles de la *luxure* sont l'*aveuglement de l'esprit*, l'*inconsidération*, l'*inconstance*, la *précipitation*, l'*égoïsme*, la *haine* de Dieu, la *langueur* et même la perte de la foi.

La *gourmandise* a pour filles l'*ioresse*, la *stupidité*, la *bouffonnerie*, le *babillage* et l'*impureté* de toute sorte.

L'*envie* est mère de la *détraction*, de la *calomnie*, des *murmures*, des *rapports*.

La *colère* a pour filles la *rixe*, l'*indignation*, l'*injure*, les *clameurs*, le *blasphème*.

La *paresse* donne naissance à la *torpeur*, la *divagation de l'esprit*, le *dégoût de la prière*.

IV

Les passions

Des passions en général

Parmi les causes des actes humains, il en est une qui mérite d'être spécialement signalée : nous voulons parler des *passions*.

On appelle *passions* certains mouvements excités dans l'*appétit sensible* par la vue ou l'imagination d'un bien ou d'un mal quelconque.

Les philosophes, ainsi que nous l'avons expliqué, distinguent deux sortes d'appétits sensibles : l'appétit *concupiscible* et l'appétit *irascible*.

L'appétit *concupiscible* est une inclination vers le bien qui affecte agréablement nos sens.

L'appétit *irascible* ou *courageux* nous porte à affronter et à surmonter les difficultés qui nous empêchent d'obtenir un bien que nous cherchons.

Il y a six passions qui se rattachent à l'appétit concupiscible : l'*amour*, la *haine*, le *désir*, l'*aversion* ou la *fuite*, la *joie* ou le *plaisir*, et la *tristesse*.

Les passions ou mouvements de l'appétit irascible sont au nombre de cinq : l'*espoir*, le *désespoir*, l'*audace*, la *crainte* et la *colère*.

Nous allons faire connaître brièvement ces diverses passions.

Passions de l'appétit concupiscible

1. L'*amour* est l'inclination de l'appétit pour un objet quelconque.

L'amour *sensible* est une inclination de l'appétit sensible ; c'est celui là par conséquent qui est une passion.

L'amour *intellectuel* est une inclination de la volonté. Il prend aussi les noms de *dilection*, de *charité* et d'*amitié*.

Le mot « de charité » ajoute a l'idée d'amour une idée de perfection ; la charité, comme ce terme l'indique, est l'amour d'une chose *chère*, d'un objet qui à de la valeur. Aussi cette expression désigne-t-elle plus particulièrement l'amour de Dieu, l'Etre infini, l'Etre inappréciable.

« L'*amitié* » sert à désigner plus particulièrement un mouvement, une tendance de l'âme.

2°. La *haine* est l'opposé de l'amour ; c'est une répugnance de l'appétit sensible pour un objet quelconque.

La haine est un effet de l'amour. Un objet ne nous répugne que parce qu'il est contraire à un bien que nous aimons.

3°. Le *désir* est l'amour d'une chose que l'on n'a pas et que l'on veut obtenir.

4°. L'*acersion* ou la *fuite*, opposée au désir, est la haine d'un objet absent dont on veut se tenir éloigné.

5°. Le *plaisir* est le mouvement ou sentiment que l'on éprouve, par suite de la présence d'un objet que l'on aime. Appliqué aux objets de l'amour intellectuel ou aux sens intérieurs le plaisir prend le nom de *joie*.

6°. La *douleur* est le contraire du plaisir, c'est l'impression occasionnée par un mal ou par la privation d'un bien. La *tristesse*, opposée à la joie, atteint seulement les sens intérieurs, tandis que la douleur affecte aussi les sens extérieurs.

Passions de l'appétit irascible

1°. L'*espoir* est le mouvement de l'appétit sensible vers un bien difficile à obtenir mais auquel néanmoins il peut arriver.

2°. Le *désespoir* est le mouvement de l'âme en présence

d'un bien qu'elle désirerait, mais qu'elle se juge incapable d'atteindre.

3°. L'*audace* est le mouvement de l'appétit irascible, qu affronte un péril imminent, qu'il croit pouvoir surmonter. L'audace naît de l'espérance.

4.. La *crainte* est opposée à l'audace ; c'est une sorte d'affaissement de l'âme à la vue d'un mal redoutable qu'il ne lui semble pas possible d'éviter. Cette passion revêt diverses formes : elle s'appelle la *lâcheté*, la *honte*. la *stupeur*, selon qu'elle provient de la peine qu'on n'ose prendre, de l'opinion que l'on redoute ou des terreurs de l'imagination.

5°. La *colère* est une forte inclination à nuire, autant qu'il est en nous, à l'obstacle qui nous empêche d'obtenir ce que nous désirons. Elle est généralement le fruit de la tristesse ou d'une autre passion.

Influence des passions sur la volonté

Considérées en elles-mêmes,les passions ne sont ni bonnes ni mauvaises.

Elles sont en effet des mouvements de l'appétit sensible qui, par lui-même, n'est pas doué de liberté et qui,par conséquent. n'est pas responsable de ses propres actes.

Mais l'appétit sensible est soumis dans l'homme à la direction de la raison ; par conséquent ses actes ou ses mouvements participent à la bonté ou à la malice de l'acte libre et volontaire dont ils dépendent.

On voit par là ce qu'il faut penser de l'antique querelle entre les *stoïciens* et les *péripatéticiens*.

Les stoïciens, qui avaient pour chef le philosophe Zénon (1), prétendaient que toutes les passions étaient mauvaises ; d'après eux, pour être sage, il fallait n'avoir aucune passion.

Les *péripatéticiens*, disciples d'Aristote (2),soutenaient au contraire que les passions modérées étaient bonnes et que les passions déréglées étaient mauvaises.

---

(1) Zénon de Citium, né dans l'île de Chypre, au IV^e^ siècle avant Jésus-Christ, donnait des leçons dans un portique très fréquenté d'Athènes. Un portique s'appelle en grec *stoa*. De là le nom de *stoïciens*, donné aux disciples de Zénon.

(2) Aristote, le plus grand des philosophes de l'antiquité païenne, était né à Stagire (Macédoine), l'an 381 avant Jésus-Christ. Il fut

Cette discussion provenait surtout d'une confusion de mots.

Les stoïciens ne précisaient pas suffisamment la nature des passions. Il est probable qu'ils ne donnaient ce nom qu'aux mouvements déréglés de l'âme et, dans ce sens, il est vrai de dire que les passions sont les maladies de l'âme.

II. Il y a une telle liaison entre les sens et la volonté, que les passions exercent une influence considérable sur la volonté libre. C'est ce qu'il importe de bien remarquer par rapport à la *concupiscence* ou amour des choses sensibles qui est comme l'expression de l'appétit *concupiscibie*, et par rapport *à la crainte* qui se rattache à l'appétit *irascible*.

Lorsque le mouvement de la concupiscence précède l'acte de la volonté, il augmente l'intensité de cette volonté, qui se rattache à l'appétit *irascible*.

Lorsque le mouvement de la concupiscence précède l'acte de la volonté, il augmente l'intensité de cette volonté, qui se porte plus vivement vers l'objet des convoitises de l'appétit sensible. Mais si la volonté est plus intense, elle est moins libre, parce que l'attrait de la concupiscence trouble le jugement de la raison ; quelquefois même il est si véhément que la raison n'a pas le temps de parler et la liberté est comme étouffée.

Lorsque la concupiscence est la suite de l'acte volontaire, elle n'amoindrit pas la liberté ; elle est au contraire une manifestation de l'intensité de l'acte libre. Si c'est un acte défendu, il n'en est que plus coupable.

III. La *crainte* ne fait pas disparaître la liberté, à moins que, par son excès, elle ne trouble la raison.

Un acte accompli sous l'influence de la crainte est volontaire d'un côté, puisque aucune puissance terrestre ne peut contraindre notre volonté, et il est involontaire à un autre point de vue, puisque c'est la crainte seule qui détermine à l'accomplir. Ainsi la crainte exerce une influence considérable sur la volonté libre.

---

chargé de l'éducation d'Alexandre-le-Grand ; ensuite il revint à Athènes pour donner des leçons de philosophie, comme il avait déjà fait, avant d'être appelé à la cour du roi de Macédoine. Il donnait ses leçons en se promenant ; c'est pourquoi ses disciples furent appelés péripatéticiens, du grec *péripatéteuein* « se promener ».

CAUSES EXTÉRIEURES DES ACTES HUMAINS

ARTICLE II

I

De la grâce

Nous avons parlé des causes intérieures des actes humains ; il nous reste, pour terminer la morale générale, à dire un mot de leurs causes extérieures. Il y en a deux principales : la *grâce*, qui nous fait produire les actes bons et la *tentation* qui nous porte à ceux qui sont mauvais.

Occupons-nous d'abord de la *grâce*.

Nous avons brièvement expliqué le nom de la grâce, et la nécessité de ce secours surnaturel pour parvenir à notre destinée. Essayons de nous rendre compte de l'influence que la grâce exerce sur les actes de l'homme.

La grâce habituelle

Distinguons d'abord avec soin la grâce que les théologiens nomment « grâce *actuelle* » et celle qu'ils appellent « grâce *habituelle* ».

La grâce *habituelle* est ainsi nommée parce qu'elle « habite » dans l'âme ; elle est un état permanent ; « elle est, dit le catéchisme romain, une qualité divine inhérente à l'âme ; elle est comme une splendeur et une lumière qui fait disparaître toutes les souillures de nos âmes, qu'elle rend plus belles et plus resplendissantes.

Cette grâce habituelle donne à l'âme une vie divine. Elle nous est communiquée par le saint baptême, appelé le sacrement de la *régénération* parce qu'il fait renaître l'homme, en lui procurant le bienfait de cette vie nouvelle et en le rendant chrétien.

La perte de la grâce est une véritable mort spirituelle ; aussi le sacrement de Pénitence, qui nous permet de recouvrer la vie de la grâce, est-il une *résurection*.

Ainsi tout ce que la vie produit dans l'ordre matériel, la grâce habituelle l'accomplit dans l'ordre moral.

Sans cette grâce, il nous est impossible de rien faire d'utile pour notre destinée, d'acquérir aucun mérite. Les actes moraux que nous faisons sans jouir de l'état de grâce peuvent être conformes aux règles de l'équité naturelle ; mais ils sont incapables de nous conduire à notre félicité suprême, parce qu'ils ne sont pas inspirés par le souffle vivifiant de la grâce,

La grâce habituelle est donc indispensable pour produire des actes surnaturellement bons et capables de nous amener à la vision divine.

La grâce actuelle

La grâce habituelle ne suffit pas. La grâce *actuelle* nous est également nécessaire.

Cette dernière est ainsi nommée, parce qu'elle est seulement un *acte*, une impulsion du Saint-Esprit sur les facultés de notre âme.

La grâce habituelle est comparable au soleil qui pénètre l'atmosphère, l'illumine et la réchauffe pendant une journée radieuse ; la grâce actuelle est un éclair rapide qui passe dans les airs ; c'est l'action instantanée, l'impulsion passagère du Saint-Esprit sur l'âme, tandis que la grâce habituelle est la communication faite à l'âme de la nature même et de la vie de Dieu.

Pour nous bien faire entendre ce que c'est que la grâce actuelle, les moralistes chrétiens l'appellent une *excitation* de l'âme, une *impulsion*, un *mouvement*, un *secours*, un *avertissement* céleste.

Cette grâce s'adresse tantôt à l intelligence et alors elle est plus spécialement appelée une *lumière*, une *illumination* ; tantôt à la volonté, et elle reçoit alors le nom d'*inspiration*, de *souffle* de la grâce ; le plus souvent elle est accordée à ces deux facultés à la fois.

Elle est indispensable à l'homme qui ne possède pas encore la grâce habituelle pour parvenir à cet état de vie surnaturelle : on l'appelle alors grâce *prévenante*.

Elle est nécessaire à celui qui possède l'état de grâce pour accomplir des actes surnaturels ; elle porte alors le nom de grâce *coopérante*.

Nous avons un besoin tellement absolu de la grâce actuelle pour tout acte de la vie chrétienne, que sans elle nous ne pouvons même pas avoir une bonne pensée, dans l'ordre surnaturel,

Dieu attache souvent la grâce actuelle à certains moyens extérieurs, tels que la prédication, les pieuses lectures, les saintes cérémonies, les grands spectacles de la nature, le miracle ; mais cette grâce est intérieure et complètement distincte des circonstances qui l'accompagnent.

Si nous sommes dociles aux inspirations de la grâce actuelle, notre fidélité nous attire infailliblement d'autres grâces qui s'enchaînent les unes les autres et qui deviennent le principe d'une multitude innombrable d'actes surnaturels et méritoires.

La fidélité à la grâce est donc la meilleure voie à suivre pour pratiquer la plus pure morale et pour arriver au bonheur.

La grâce et la liberté

L'action de la grâce n'empêche pas d'ailleurs que l'homme demeure libre. Il peut résister à la grâce. D'autre part, les bonnes œuvres qu'il accomplit sous la divine impulsion de la grâce actuelle sont en même temps le fruit de sa volonté.

Comment se concilient la grâce et la liberté humaine ? C'est un mystère qu'essaient d'expliquer deux systèmes théologiques connus sous le nom de *thomisme* et de *molinisme*. Le thomisme est généralement enseigné par les écoles dominicaines ; le molinisme est d'ordinaire professé par les savants de la Compagnie de Jésus.

A première vue, on est parfois tenté de reprocher au thomisme de trop laisser à la grâce, au molinisme, de faire une part trop grande à la liberté.

« Vous tenez d'une main, dit le Père Monsabré, le dogme de la souveraineté divine et de l'autre le dogme du libre arbitre. Il est possible que le nœud invisible qui doit unir ces deux choses soit mal fait par les opinions ; mais soyez convaincu que Dieu a bien fait le lien. »

« La grâce est si gracieuse, dit à son tour Saint François de Sales, elle saisit si gracieusement nos cœurs pour les attirer, qu'elle ne gâte rien en la liberté de notre volonté ; elle touche puissamment, mais pourtant si délicatement les ressorts de notre esprit, que notre franc arbitre n'en reçoit aucun forcément ;... elle nous presse, mais elle n'oppresse pas notre franchise ; et nous pouvons malgré ses efforts, consentir ou résister à ses mouvements selon qu'il nous plaît. »

II
La tentation

Causes de la tentation

La grâce nous aide à faire le bien ; la tentation nous en éloigne, elle nous porte à faire le mal.

Le mot de « tentation » est pris quelquefois dans le sens *d'épreuve* ; ainsi entendue, la tentation peut provenir de Dieu lui-même, qui nous l'envoie pour nous faire acquérir de nouveaux mérites.

Mais généralement le terme de tentation signifie *séduction* ou *excitation au péché.*

Cette sorte de tentation, qui est celle dont nous nous occupons ici, ne peut jamais avoir Dieu pour auteur.

Elle provient, tantôt d'une cause *intérieure*, telle que les *vices* ou les *passions*, tantôt d'uue cause *extérieure*, comme le *monde* ou le *démon.*

Satan est l'ennemi de l'homme, il fait tous ses efforts pour nous éloigner de la route qui nous conduit au bonheur.

Le démon exerce son influence sur nos *sens* et sur notre *imagination.*

Il agit sur nos *sens*, en produisant sur nous des impressions sensibles et quelquefois même d'une manière extérieure en apparaissant sous diverses formes. Il va jusqu'à se transformer en ange de lumière. Il apparut à saint Martin, sous la figure de Notre-Seigneur. Mais Dieu ne lui permet en général ces moyens extraordinaires de séduction qu'à l'égard des personnes qu'il soutient par une grâce spéciale, afin de mieux montrer et de couronner avec plus d'éclat les victoires héroïques de ses élus. C'est ce que l'on voit par l'histoire du saint homme Job, de saint Antoine, de sainte Madeleine de Pazzi et d'un grand nombre d'autres saints, plus récemment encore dans la vie du bienheureux curé d'Ars.

Le plus souvent le démon se sert de l'intermédiaire des créatures, qu'il revêt d'appats trompeurs pour nous entraîner au mal.

Il agit sur l'*imagination*, par des représentations intérieures, par des fantômes qu'il provoque dans les facultés sensibles de notre âme pour la tromper ou l'épouvanter.

Enfin le démon attaque quelquefois le *corps* de l'homme.

C'est ce qui a lieu dans le phénomène de *l'obsession*, qui consiste en ce que un ou plusieurs démons se tiennent auprès d'une personne pour l'attaquer et l'importuner.

Quelquefois, même, en vertu d'une permission divine, surtout dans les pays païens, le démon se rend maître

du corps de l'homme : c'est le phénomène de la *possession*, par lequel le démon habite d'une manière permanente dans le corps d'une créature qu'il tyrannise.

Ceux qui souffrent de la possession sont appelés *possédés*, *énergumènes* ou *démoniaques*.

Ces phénoménes sont très rares, grâce à Dieu. Du reste, dans aucun cas, le démon ne peut agir directement sur notre *intelligence* ni sur la *volonté*, qui est un sanctuaire que Dieu seul peut contraindre. Le démon ne peut exercer sur notre volonté qu'une action indirecte, par voie de *persuasion* et d'*inclination*.

Sa tactique est de nous faire commettre d'abord des fautes légères, pour nous entraîner insensiblement aux péchés plus graves.

Il n'est rien qu'il ne mette en œuvre pour nous porter au mal.

Avantages de la tentation

On pourrait s'étonner que Dieu permette la tentation, qui est souvent la cause de la perte de l'homme. On n'en sera pas surpris, si on réfléchit aux nombreux avantages dont elle est la source.

1° La tentation nous fait connaître notre faiblesse et nous procure ainsi le don de l'humilité. « Personne, dit saint Augustin, ne se connaît, s'il n'est tenté. »

2° La tentation nous purifie, comme le creuset purifie l'or, en nous détachant des biens de ce monde et en nous faisant faire quelquefois une sorte de purgatoire anticipé.

3° Elle est un exercice salutaire, où notre vertu se développe. Celui que la tentation a éprouvé ressemble au soldat aguerri qui a vu le feu de l'ennemi. Les tentations sont à l'âme ce que les coups de marteau sont à l'enclume : elles la rendent plus forte et plus brillante.

4° La tentation nous porte à la prière et à l'union à Dieu. Abandonnés à nous-mêmes, nous perdons le souvenir de Dieu. La tentation nous relève vers Lui et nous fait dire : « *Seigneur, sauvez-nous ; nous périssons* »

5° Elle augmente ainsi le trésor de nos richesses surnaturelles. Chaque fois que l'âme repousse une mauvaise suggestion, elle acquiert de nouveaux mérites.

6° Enfin la tentation contribue à la gloire de Dieu dont la grâce se sert d'une faible créature pour triompher de toutes les forces de l'enfer.

De ces avantages des tentations, il faut bien se garder de conclure qu'on doit les désirer ; ce qui est une provocation au mal ne saurait être légitimement l'objet de nos vœux. Mais nous devons les supporter avec patience, avec résignation et même avec joie, bien assurés que Dieu ne permettra jamais que nous soyons tentés au-dessus de nos forces.

Degrés de la tentation

La tentation a ordinairement trois degrés : la *suggestion* ou proposition; la *délectation* ou complaisance et le *consentement* ou adhésion.

A proprement parler, c'est la suggestion qui constitue la tentation.

La complaisance que l'âme prend à l'objet proposé par la tentation commence le péché. Elle est mauvaise, lorsque l'âme s'y arrête volontairement, alors même qu'elle n'acquiescerait pas à l'objet de la tentation, ce qui constitue le consentement.

Le consentement consomme le péché.

Quelquefois la volonté s'arrête à la simple délectation ; d'autres fois, elle arrive d'un seul coup au consentement lui-même.

L'Esprit-Saint nous avertit de *préparer notre âme à la tentation*.

Rien n'est plus important en effet, puisque, si nous succombons à la tentation, c'est notre ruine morale ; si nous la surmontons, c'est un triomphe méritoire et glorieux.

Règles à suivre dans la tentation

Les moralistes nous signalent divers moyens de vaincre les tentations. Voici les principaux :

1° Avant la *tentation*, le chrétien doit employer le temps de la paix à préparer la guerre, prévoir les ruses de l'ennemi, et, selon le conseil du Sauveur, « *Veiller* et *prier*. »

Veiller, c'est se tenir en garde contre tous les dangers qui peuvent menacer la sécurité de l'âme ; se maintenir dans la modestie, dans la garde des sens et dans le recueillement ; c'est surtout se préserver de l'oisiveté et fuir toutes les occasions de péché.

Prier, c'est invoquer Dieu en tout temps, par toutes sortes d'invocations et de supplications. « Tant que vous serez tourné vers le ciel, dit saint Chrysostôme, vous tomberez difficilement dans quelque embûche ; c'est le démon qui est le chasseur ; élevez-vous au dessus de ses filets. »

2° *Pendant la tentation*, il faut repousser par le mépris les tentations légères : une oraison jaculatoire suffit.

Pour les tentations graves, il faut mettre beaucoup de promptitude à les rejeter et en même temps recourir à la prière avec la ferme confiance que Dieu ne souffrira jamais que nous soyons tentés au dessus de nos forces.

C'est alors qu'il faut de préférence invoquer les saints noms de Jésus et de Marie.

« Le nom de Marie, dit saint Alphonse, est pour les démons comme un coup de tonnerre, comme l'éclat de la foudre ; il leur ôte la proie qu'ils tiennent déjà dans leurs griffes. »

On ne saurait trop recourir, pour lutter contre le démon, à l'usage des sacramentaux, tels que le signe de la croix, les reliques des saints, la récitation de l'Evangile, les *Agnus Dei* et surtout l'usage de l'eau bénite : « Rien n'égale, dit sainte Thérèse, la puissance de l'eau bénite pour chasser les démons. »

A l'égard des tentations violentes, il importe d'abord de bien conserver son sang froid. Opposons aux attaques de notre adversaire une résistance calme et vigoureuse ; gardons-nous de céder en rien à la tentation.

Un moyen très important, c'est la réception pieuse et sainte de l'Eucharistie. « Rien, dit saint Jérôme, ne fortifie l'âme comme le pain de vie. »

Enfin il faut avoir soin de faire connaître ses tentations au directeur spirituel de sa conscience. On est bien plus fort quand on est armé d'un bon conseil et d'instructions qui peuvent diriger dans la lutte.

Résumé de la Morale générale

Nous avons divisé en trois parties notre cours de morale.

Dans la première partie, ou anthropologie, nous avons étudié *l'homme*, en nous occupant spécialement de son *âme*.

La seconde partie est appelée *morale générale*, parce qu'elle traite des actes humains considérés d'une manière *générale* : elle étudie nos actes et les règles générales auxquelles ils doivent être conformes pour nous conduire au bonheur.

Elle comprend six chapitres :

1. les *actes humains* ;
2. la *loi* ;
3. la *conscience* ;
4. les *péchés* ;
5. les actes *bons* et les *mérites* ;
6. les *causes des actes humains*.

I. *Actes humains*

1. Ce qui caractérise les actes humains, c'est qu'ils sont accomplis par la volonté et qu'ils ont une fin que l'homme choisit lui même.

2. Les actes humains se divisent en actes *bons*, *mauvais* ou *indifférents*. — *licites* ou *défendus*, *commandés* ou *facultatifs*, *naturels* ou *surnaturels*, — *intérieurs* ou *extérieurs* — *produits* par la volonté ou *commandés* par elle.

3. Dans les actes humains, il faut considérer *l'objet*, la *fin*, et les *circonstances*.

La moralité d'un acte dépend de l'*objet* même de cet acte, de sa *fin* et des *circonstances* qui l'accompagnent.

Il y a des actes *indifférents* en eux-mêmes. Les théologiens ne s'accordent pas pour juger s'il y en a, lorsqu'on tient compte de toutes les circonstances, dans lesquelles ils s'accomplissent.

Saint Bonaventure et son école sont pour l'*affirmative* ; saint Thomas soutient au contraire que les actes qu'on accomplit sont toujours *bons* ou *mauvais*.

II. *La loi*

1. La loi est une prescription de la raison, promulguée pour le bien commun par celui qui a mission de prendre soin de la société.

2. Les diverses sortes de lois, indépendamment de la loi *éternelle* qui concerne toutes les créatures, sont la loi *naturelle* et la loi *positive*, qui s'appliquent spécialement à l'homme.

La loi *positive* comprend la loi *divine* et la loi *humaine*.

La loi humaine est faite par le chef de la société : on la divise en loi *civile*, loi *ecclésiastique* et *droit des gens*.

3. Le précepte fondamental de la loi *naturelle*, c'est qu'il faut faire le bien et fuir le mal.

Cette loi est *immuable* et inscrite dans le cœur de l'homme.

4. La loi divine *ancienne* comprend les préceptes *moraux* ou le décalogue, les préceptes *cérémoniaux* et les préceptes *judiciaires*.

5. La loi divine *nouvelle* détermine les actes intérieurs et les actes extérieurs ; elle renferme des préceptes et des conseils.

6. Les lois *ecclésiastiques* sont faites par le Pape au moyen des *bulles*, des *brefs*, des *rescrits*, et des *décrets des congrégations*.

Elles sont faites aussi par les *Conciles* et par les *Evêques*, ou introduites par la *coutume*.

L'ensemble des lois ecclésiastiques forme le droit *ecclésiastique* ou droit *canon*.

7. Les lois *civiles* sont portées par l'Etat :

L'ancien code des lois était le *droit romain*.

Le *Code civil* actuel comprend les lois les plus usuelles.

III. *La conscience*

1. La conscience est une lumière intérieure qui règle nos actes.

On distingue la conscience *antécédente* et la conscience *subséquente*, la conscience *droite* et la conscience *erronée*, la conscience *certaine* et la conscience *douteuse* ; la conscience *délicate*, la conscience *scrupuleuse* et la conscience *relâchée*.

2. Il y a cinq principes au sujet de la conscience certaine, deux principes relatifs à la conscience douteuse, quatre concernent la conscience scrupuleuse et trois qui se rapportent à la conscience large.

IV. *Le péché*

1. Les actes humains mauvais ou opposés à la règle s'appellent des *péchés*.

On distingue le péché *matériel* et le péché *formel* ; les péchés de *cœur*, de *parole* et d'*action* ; les péchés *contre Dieu*, *contre soi même* et *contre le prochain* ; les péchés de *faiblesse*, *d'ignorance*, *de malice* ; les péchés de *commission* et *d'omission* ; le péché *actuel* et le péché *habituel* ; le péché *originel* et le péché *personnel* ; le péché *mortel* et le péché *véniel*.

2. Les effets du péché sont l'*amoindrissement* des dons de la nature, la *tache* du péché et le *châtiment*.

3. Le péché mortel détruit le principe de la vie et devient par là même *irréparable*, tandis que le péché véniel peut être *réparé*.

Certains péchés sont *mortels* de leur nature, d'autres sont véniels.

Les péchés véniels sont de trois sortes.

V. *Des actes bons*

Les actes bons ont pour conséquence le *mérite* et la *récompense*.

Le mérite est le droit à une juste récompense.

On distingue le mérite de *convenance* et le mérite de *justice*, le mérite *naturel* et le mérite *surnaturel*.

Pour qu'un acte ait un mérite surnaturel, il faut qu'il soit bon et que celui qui l'accomplit se trouve en état de grâce.

VI. *Causes des actes humains*

Les actes humains ont pour principales causes intérieures les *habitudes* et les *passions* et pour causes extérieures la *grâce* et les *tentations*.

1. Les habitudes sont *naturelles*, *acquises* ou *infuses*.

Il y a des habitudes *bonnes* ou *vertus* et des habitudes mauvaises ou *vices*.

Parmi les vertus, il faut distinguer les vertus *intellectuelles*, les vertus *morales* et les vertus *infuses*.

Les vertus infuses comprennent les vertus *théologales* et les vertus *morales infuses*.

Aux vertus infuses il faut rattacher les dons du Saint Esprit.

Les *béatitudes* et le *fruits* du Saint-Esprit sont les divers actes que nous accomplissons sous l'influence du Saint Esprit.

Le premier des vices est l'*orgueil*.

Il y a en outre sept vices capitaux.

2. Les passions sont des mouvements de l'appétit sensible.

Il y a six passions qui se rattachent à l'appétit *concupiscible*, et cinq qui se rapportent à l'appétit *irascible*.

Les passions dépendent de la volonté et elles exercent sur elle à leur tour une influence considérable.

3. La grâce de Dieu nous fait produire les actes bons. On distingue la grâce habituelle et la grâce actuelle.

Quoique la grâce nous aide à faire le bien, elle ne nuit pas à notre liberté.

4. La tentation nous porte à faire le mal ; elle provient principalement du démon qui agit sur notre imagination. sur nos sens et parfois même sur notre corps.

Les tentations offrent de précieux avantages.

Pour les surmonter, il faut surtout veiller et prier.

Questionnaire

I. Qu'avons-nous étudié dans l'anthropologie ? Que faut-il pour que l'homme parvienne à sa destinée ? Quel est l'objet de la morale *générale* ? Pourquoi l'appelle-t-on morale *générale* ? En quoi diffère-t-elle de la morale *spéciale* ?

II. Comment se divise la morale générale ? Faites connaître l'objet des six chapitres qu'elle renferme ?

CHAPITRE PREMIER. — *Les Actes Humains*

I. Qu'est-ce qu'un *acte* ou une *action* ? Quels sont les actes auxquels on réserve le nom d'actes *humains* ? Comment ces actes sont-ils encore appelés ? Pourquoi n'y a-t-il pas d'actes délibérés chez les animaux ? L'homme ne fait-il que des actes humains ?

II. Comment se divisent les actes humains considérés en eux-mêmes ? Qu'entendez-vous par les actes bons ? mauvais ? indifférents ? Comment distingue-t-on les actes par rapport au Souverain Législateur ? Définissez les actes *licites défendus, commandés, facultatifs.*

Qu'entendez-vous par les actes *naturels* et *surnaturels* ? *intérieurs* et *extérieurs* ?

Comment divisez-vous les actes par rapport à la volonté ?

III. Comment s'appelle l'acte spécial produit par la volonté ? Nommez les diverses sortes de volitions. Qu'est-ce que l'*intention* ? — le *choix* ou *élection* ? En quoi le choix diffère-t-il de l'intention ? Qu'est-ce que le *consentement* ? Ses rapports avec l'élection. Qu'entendez-vous par l'*usage*, - la *jouissance* ? Distinction entre ces deux termes.

Quels sont les actes commandés par la volonté ? Dans quelle mesure commande-t-elle à l'*intelligence* ? — à la *sensibilité* ? — aux actes de la vie végétative ? — aux *organes corporels* ?

IV. D'où vient le mot circonstance ? Qu'entendez-vous par les circonstances des actions ? Pourquoi faut-il s'en occuper ?

Indiquez les circonstances générales des actions.

Montrez que toutes se ramènent à sept. Quelles sont les plus importantes ? Doit-on les considérer comme des circonstances proprement dites ? A quoi se rattachent les autres circonstances ?

La considération des circonstances est-elle seulement utile dans la morale ? Quel parti peut-on en tirer dans la composition littéraire ? Expliquez-le par des exemples.

V. Qu'entendez-vous par la moralité ? Indiquez les systèmes des philosophes rationalistes par rapport au fondement de la moralité.

Quel est, d'après Saint-Lambert, le principe fondamental de la distinction du bien et du mal ? Montrez la fausseté de ce système.

Exposez l'opinion de Hobbes. A-t il beaucoup de sectateurs ? Que faut-il penser de son système ?

Quelle est l'opinion de Robinet ? Montrez-en les odieuses conséquences et la fausseté manifeste.

D'où vient, d'après l'école écossaise ; la différence du bien et du mal ? Que pensez-vous de ce système ?

Réfutez l'opinion de Darwin et de tous les rationalistes qui confondent un acte bon avec un acte utile. Faites ressortir ce qu'il y a d'odieux dans ces doctrines. A quoi réduisent elles l'homme ?

Que prouvent ces extravagances des philosophes rationalistes ?

Quelle est la doctrine des philosophes catholiques ? Quels sont les actes bons et les actes mauvais ? Comment pouvons-nous distinguer le mal du bien ?

Quelle est la première vérité de l'ordre moral ? A quelle science cette vérité sert-elle le point de départ ? Qu'est-ce l'acte *bon* ou le *bien* ? — l'acte *mauvais* ou le *mal* ? Qu'est-ce qui fait en dernière analyse qu'un acte est *bon* ou *mauvais* ?

D'où provient le bien et le mal d'une action ? Quelle influence l'intention exerce-t-elle sur la moralité des actions ? Les circonstances contribuent elles à la moralité d'une action ? Que faut il pour qu'une action soit *bonne* ? Dans quel cas une action est-elle *mauvaise* ? Enoncez un adage qui se rapporte à ce sujet.

Combien y a t-il de règles concernant la moralité des actions ? Enoncez et expliquez ces règles.

Qu'entendez-vous par des actes indifférents ? Y a t-il des actes indifférents ? l'eut-il y en avoir si on tient compte de toutes les circonstances qui les accompagnent ? Quel est le sentiment de saint Bonaventure ? Exposez l'opinion de saint Thomas.

CHAPITRE II. — *La Conscience*

I. Qu'est-ce que la conscience ? Comment est elle une lumière ? A quoi la compare saint Bonaventure ? A quelle faculté se rattache la conscience ? Peut-on l'étouffer ? Est-ce un malheur d'y réussir ?

II. Quelles sortes de consciences distinguez-vous ? Qu'est-ce que la conscience antécédente ? Qu'est-ce que la conscience subséquente ? Qu'entendez-vous par la conscience *droite* ou *oraie* ? -- par la conscience *fausse* ?

Dans quel cas la conscience est-elle *certaine* ? Dans quel cas la conscience est-elle *douteuse* ? Peut-on alors lui donner le nom de conscience ? Qu'est-ce que la conscience *délicate* ? Qu'entendez vous par la conscience *scrupuleuse* ? Pourquoi est-elle ainsi appelée ? Qu'est-ce que la conscience *large* ? Quels en sont les dangers ? Sur quelles sortes de consciences devons nous donner des principes de conduite ?

III. Combien y a t-il de principes au sujet de la conscience certaine ? Enoncez le premier principe. Qu'est-ce que la conscience qui *ordonne* — qui *défend* ? — qui *conseille* ? — qui *permet* ?

Quel est le principe relatif à la conscience qui conseille ?

Quelle est la gravité du péché que l'on commet en agissant contre la conscience certaine ?

Quel est le principe à suivre lorsque la conscience certaine est vraie ? — lorsqu'on craint qu'elle ne soit pas bien formée ? Dans ce dernier cas, est-elle vraiment certaine ?

Que faut-il faire si la conscience est en contradiction avec les supérieurs ?

Quel est le premier principe qui se rapporte à la conscience douteuse ?

Comment peut-on faire disparaître le doute de sa conscience ? Donnez des exemples.

Qu'entendez-vous par la conscience perplexe ?

Quel est le principe relatif à la conscience perplexe ? Que faut-il faire quand on ne peut pas consulter ? Quelles règles faut-il suivre pour déterminer ce qu'il y a de moins répréhensible ? Que faire lorsque le mal paraît égal des deux côtés ?

Quels sont les principaux signes d'une conscience scrupuleuse ? Enoncez le premier principe qui se rapporte à cette sorte de conscience. Quels sont les autres principes concernant la conscience scrupuleuse ? Quelle est la condition essentielle pour être guéri du scrupule ?

Quel est le premier principe au sujet de la conscience large ?

Peut on suivre toujours la conscience large ? Que faut-il faire lorsqu'elle est douteuse ? Enoncez le troisième principe concernant la conscience large ?

CHAPITRE III. — *La Loi*

I. D'où vient le mot *loi* ? Comment la loi est-elle un lien ? Pourquoi fait-on venir ce mot du latin *legere* ou *eligere* ?

Comment saint Thomas définit-il la loi ?

D'où vient le mot « prescription » ? Qu'est-ce qu'une prescription ? Pourquoi faut-il que la loi soit une prescription de la raison ? Que prétendent à ce sujet certains incrédules ?

Pourquoi la loi doit-elle être promulguée ? Pour quelle fin la loi est-elle faite ? Par qui sont portées les lois ?

II. Qu'est-ce que la société ? Qu'est-ce que la famille ? Comment est formée la commune ? Quest-ce que l'Etat ? Quels sont les droits d'une société parfaite ? Quelle différence y a t-il entre l'Eglise et l'Etat ? Comment appelle-t-on les lois de l'Eglise et les lois de l'Etat ? Qu'entendez-vous par le *droit* ? Définissez le *droit*, entendu dans le sens de la faculté morale ? D'où résulte la notion du droit ? Quelle était l'erreur des révolutionnaires ?

Qu'est-ce que le devoir ? Quels rapports voyez-vous entre la loi et le devoir ?

III. Comment peut-on diviser les lois ? Combien distinguez-vous de lois divines ?

Qu'est ce que la loi *eternelle* ? — la loi *naturelle* ? Toutes les créatures ont-elles une loi naturelle ?

Qu'entendez-vous par la loi *divine positive* ?

Quelles sont les lois humaines ? Comment les divisez-vous

IV. Qu'est-ce que la loi naturelle ?

Quelle est la prescription fondamentale de la loi naturelle Expliquez cette prescription.

Combien distinguez-vous de catégories de préceptes de la loi naturelle ? Quelles prescriptions se rapportent à toutes les créatures ? Quelles sont celles qui concernent l'homme et les animaux ? Quels sont les préceptes qui ne regardent que la créature raisonnable ?

Pourquoi la loi naturelle est-elle immuable ? D'où vient que les applications de cette loi peuvent changer ?

Comment la loi est-elle à la portée de tous ? Cette connaissance s'applique-t-elle à tous les préceptes de cette loi ? D'où vient qu'on peut ignorer certaines prescriptptions de la loi naturelle ? La multitude en a-t-elle ignoré plusieurs dans la suite des âges ? N'y a-t-il pas des savants contemporains qui en méconnaissent aujourd'hui ?

V. Qu'est ce que la loi positive ? Quelles conditions doit-elle avoir ? Qu'ajoute-t-elle à la loi naturelle ? Pourquoi est-elle ainsi nommée ? Comment se divise la loi positive ?

Qu'est-ce que la loi positive divine ? Que prétendent les rationalistes ? Comment tentent-ils de justifier leur aberration ? Quelle première réponse pourrait-on faire à cette objection ? Peut-on soutenir de bonne foi que la loi naturelle est suffisante ?

Comment les contradictions des philosophes prouvent-elles que cette loi ne suffit point ?

Montrez-le par l'histoire. Etablissez la nécessité d'une d'une loi positive divine par suite de la vraie destinée de l'homme.

N'est-ce pas insulter Dieu que de vouloir l'empêcher de nous donner une loi ?

L'histoire atteste-t-elle l'existence d'une loi positive divine ? Combien connaissez-vous de lois positives divines ?

Qu'est-ce que la loi ancienne proprement dite ? Par qui a-t-elle été transmise aux hommes ? Etait-elle promulguée pour tous les hommes ?

Quels sont les préceptes de la loi ancienne qui obligeaient le genre humain tout entier ?

Combien y-a-t-il de sortes de préceptes dans la loi ancienne ? Qu'entendez-vous par les préceptes *moraux* ? Quel est l'objet des préceptes *cérémoniaux* ? En quoi consistent les préceptes *judiciaires* ?

Combien distinguez-vous de catégories de préceptes moraux ? Quels sont les préceptes de la première catégorie ? Quels préceptes comprend la seconde catégorie ? Quels sont ceux qui se rattachent à la troisième catégorie ?

Où se trouvent renfermés les préceptes moraux ? Pourquoi le *Décalogue* est-il ainsi nommé ? Où fut-il écrit ? Que sont

devenus les tables de la loi ? Quels étaient les commandements gravés sur la première ? Quels préceptes y avait-il sur la seconde table ? Que faut-il penser du Décalogue ? Comment est-il généralement exprimé ? Donnez la traduction du texte du Décalogue.

Quel était le but des préceptes cérémoniaux ? A quoi se rapportaient ces préceptes ?

Que figuraient les sacrifices ? Pourquoi étaient-ils offerts ? Quels animaux pouvait-on immoler ? Combien distinguez-vous de sortes de sacrifices ? Qu'était l'holocauste ? Qu'entendez-vous par les hosties pacifiques ? - par les hosties pour le péché ?

Quel était le but des objets sacrés ? Mentionnez les principaux. Que figuraient-ils ?

Pourquoi étaient établis les sacrements de l'ancienne loi ? Indiquez les plus remarquables. Que produisaient-ils ?

Qu'entendez-vous par les observances ? Signalez les plus connues. Pourquoi étaient-elles établies ?

Quelle était la durée de ces préceptes cérémoniaux ?

Combien distinguez-vous de sortes de préceptes judiciaires ? Que remarquez-vous sur le régime politique des Juifs ? Que réglaient les autres préceptes judiciaires ?

Quel est le caractère distinctif de la loi nouvelle ? Quel jour a-t-elle été promulguée et pourquoi ? Pourquoi est-elle écrite dans les cœurs ? Pourquoi ne pouvait elle être donnée qu'après l'œuvre de la Rédemption ? Peut-elle être remplacée par une loi meilleure ? Quels rapports a-t elle avec la loi ancienne ?

Que détermine la loi nouvelle ? Pourquoi y a-t-il des *conseils* dans la loi nouvelle ? Qu'indiquent les conseils ? Quel est l'état qui repose sur les conseils évangéliques ? Quels sont ces conseils ? En quoi consistent les conseils particuliers ? Comment sont-ils manifestés à chacun ?

VI. A quels titres l'Eglise a-t-elle le droit de faire des lois ? Comment le Pape exerce-t-il ce pouvoir ?

Qu'entendez-vous par les *Bulles* ? Pourquoi leur donne-t-on ce nom ? Comment sont faites les bulles ? D'où sont elles expédiées ? Comment désigne-t-on une bulle ? Quel nom donnez-vous à des collections de bulles ?

Que remarquez-vous au sujet des *Brefs* ? Quelle empreinte portent-ils ? Qu'entendez-vous par des *rescrits* ? Les rescrits ont-ils force de loi ? Les décrets des Congrégations romaines sont-ils des lois ?

Faites connaître le nom et la mission des Congrégations romaines.

Les conciles œcuméniques ont-ils le pouvoir de faire des lois ? D'où tiennent-ils ce pouvoir ? Comment s'appellent les assemblées tenues en dehors de l'autorité du Saint-Siège ?

Qu'entendez-vous par les conciles provinciaux ? Dans quelle mesure les lois qu'ils portent sont-elles obligatoires ? Quelle est la condition requise pour ces conciles ?

Qu'est-ce qu'un synode ? Comment s'appellent les lois portées dans un synode ? A qui s'appliquent-elles ? Quel nom donnez-vous aux lois faites par les évêques ?

Dans quelle mesure les prélats et les chapitres des cathédrales peuvent-ils faire des lois ?

Quelle est la promulgation suffisante pour une loi générale ?

Y a-t-il des lois introduites par la coutume ? D'où tirent-elles leur valeur ? Quelles sont les conditions requises pour qu'une coutume soit légitime ?

La coutume peut-elle abroger une loi ? Quelles conditions doit-elle avoir ?

Quels sont les pouvoirs du législateur par rapport aux lois ? Qu'entendez-vous par la *dispense* d'une loi ? — la dérogation à une loi ? Qui a le pouvoir d'annuler des lois ? Où se trouvent réunies les lois ecclésiastiques ?

VII. Qu'entendez-vous par les lois civiles ? Qu'est-ce qui est essentiel à une loi civile ? Dans quel cas une loi civile est elle injuste et tyrannique ?

Tous les peuples ont-ils les mêmes lois ? N'y avait-il pas autrefois un recueil commun de législation ? Que comprenait ce code ? Par qui avait-il été publié ? Comment le considérait-on ? Quelle en était la division ?

De quoi se composait l'ancienne législation de la France ? Qu'arriva-t il à la Révolution ? Qne firent les assemblées révolutionnaires ? Sous quel régime fut préparé le code civil ? A quelle époque parut-il ? Combien renferme-t il de lois et d'articles ? Quel en est le vice radical ?

Qu'entendez vous par le code de *procédure* ? — le code de *commerce* ? — le code d'*instruction criminelle* ? — le code *pénal* ? Quels sont les autres codes ?

Ces codes renferment-ils toutes les lois ? Où trouve-t-on les autres lois ?

Quels sont les deux sortes de droits auxquels se rattachent les lois civiles ? Qu'est-ce que le droit *privé* ? Qu'entendez-vous par le droit *public* ? Comment le divise-t on ? Quelle différence voyez-vous entre le droit *constitutionnel* et le droit *administratif* ? Quelles autres sortes de lois remarquez-vous ? A quelles lois réserve-t-on souvent le nom de lois civiles ?

Quelles sont les lois qui déterminent actuellement en France le pouvoir législatif ?

A qui appartient l'initiative des projets et des propositions de loi ?

Comment sont votées les lois ? Comment le Président de la République promulgue-t-il les lois ? A quel moment de-

viennent-elles obligatoires ? Le Président de la République peut-il faire des lois ? Qu'entendez-vous par les *décrets* ? N'y en a-t-il pas qui ont le caractère d'une loi ?

Quels noms prennent les prescriptions des ministres ? Quelles sont les personnes obligées de se conformer aux circulaires ? A l'égard de quelles personnes sont pris les arrêtés ministériels ?

Comment s'appellent les mesures prises par les *Préfets* et par les *Maires* ? Combien y a-t-il de sortes d'arrêtés ? Ces arrêtés sont-ils des lois ? Comment s'appellent les mesures prises par les autres fonctionnaires ? Qu'entendez-vous par *arrêts* ?

CHAPITRE IV. — *Le péché*

I. Comment appelle-t-on les actes opposés à la loi et à la conscience ? — Dans quel cas un péché est-il matériel ? — Qu'est-ce qu'un péché formel ? — Peut-on commettre un péché formel sans faire un péché matériel ou réciproquement ?

Quelle est la définition ordinaire du péché ? — En quoi le péché détourne-t-il l'homme de sa fin ?

Donnez et expliquez la définition de saint Augustin.

Pourquoi le péché est-il le mal le plus grand ? — Comment est-il plus affreux que la catastrophe physique la plus effroyable ?

Pourquoi certains philosophes ne veulent-ils point admettre le mot de péché ? — Que faut-il penser de ces partisans de la morale indépendante ?

II. Quelle sont les différentes sortes de péchés que distinguent les moralistes chrétiens ?

A quoi peut-on comparer les rapports qu'il y a entre les péchés du cœur, les péchés de parole et les péchés d'actions ?

Qu'entendez-vous par les péchés contre Dieu ? — Qu'entendez-vous par les péchés contre soi-même ? — A quelles vertus sont opposés ces péchés ? — Quelle est la vertu qui détermine les devoirs envers le prochain ?

Dans quelles facultés nos péchés ont-ils leur principe ? — Comment divise t-on les péchés à ce point de vue ?

Qu'est-ce que l'ignorance ? — Cette ignorance est-elle un péché en elle-même ? — Qu'entendez-vous par l'ignorance invincible ? — L'ignorance invincible est-elle coupable ? — Que faut-il penser de l'ignorance vincible ? — Dans quel cas est-elle un péché ? — Qu'appelle-t-on péché d'ignorance ? — Que pensez-vous des péchés qui proviennent de l'ignorance invincible ? — Est-on responsable de ceux qui proviennent de l'ignorance vincible ?

Quel est l'effet des passions sur notre âme ? — Quels sont les péchés qu'on appelle péchés de fragilité ?

Dans quelle faculté les péchés de malice ont ils leur siège ? — Qu'entendez-vous par la malice ? — D'où provient la ma-

lice ? — Pourquoi les péchés de malice sont-ils plus graves que les autres ?

Qu'entendez-vous par les péchés de commission et les péchés d'omission ? — Qu'est-ce qu'un précepte positif et un précepte négatif ? — Quelle différence y a-t-il entre le péché actuel et le péché habituel ? — Qu'est-ce que le péché originel ? — Qu'est-ce que le péché personnel ?

III. Qu'est-ce que le péché mortel ? Quelle est l'étymologie du mot véniel ? Qu'est-ce que le péché véniel ?

A quoi Saint Thomas compare-t-il le péché pour faire saisir la différence entre le péché mortel et le péché véniel ? Quelles sont les maladies qui figurent le péché mortel ? Quel est le caractère de ce péché ? Par quelles maladies est représenté le péché véniel ?

Quels sont les péchés mortels de leur nature ? Quels sont les péchés véniels de leur nature ? Comment les distingue-t on les uns des autres ?

Dans quel cas un péché véniel de sa nature peut-il devenir un péché mortel ? Un péché mortel de sa nature peut-il n'être qu'un péché véniel pour celui qui le commet ? Dans quelles circonstances ?

Que faut-il pour qu'un péché soit mortel ?

De nombreux péchés véniels constituent-ils un péché mortel ? Quel résultats peuvent-ils produire ?

A quoi l'apôtre saint Paul compare-t-il les bonnes œuvres ? Par quel symbole nous rappelle-t-il les péchés véniels ? Comment le péché véniel sera-t-il expié et purifié ?

Quels sont les péchés véniels figurés par la paille ? Quels sont ceux dont l'herbe est le symbole ? Quels péchés sont représentés par le bois ?

IV. Quels sont les effets du péché ?

Combien distinguez-vous de dons de la nature ?

Que produit le péché sur les facultés qui constituent la nature humaine ?

Quelles blessures fait-il aux facultés de notre âme ?

Quels sont les dons qui nous sont totalement enlevés par le péché ? Quelles sont pour l'homme les conséquences de ce dépouillement ?

Qu'entendez-vous par la tâche du péché ? D'où provient cette tâche ? Comment peut elle disparaître ? Le péché véniel produit il une tâche ?

Quel est le triple châtiment du péché ? Que remarquez-vous dans le châtiment divin qui lui est infligé ? Pourquoi ce châtiment est-il éternel ?

CHAPITRE V. — *Les actes bons et le mérite*

I. Rappelez les conséquences d'un acte mauvais.

Quels sont les effets d'un acte bon ?

II. Quelles sont les conditions nécessaires pour qu'un acte ait du mérite ?

Combien distinguez-vous de sortes de mérites ? Qu'entendez-vous par le mérite de convenance ? Donnez-en un exemple.

Qu'est-ce que le mérite de justice ? Expliquez-vous par un exemple.

Comment se subdivise le mérite de justice ?

Qu'entendez-vous par le mérite de justice *rigoureuse* et le mérite de justice *condescendante* ?

Auprès de qui pouvons-nous acquérir des mérites ?

III. Pouvons-nous avoir auprès de Dieu des mérites de justice rigoureuse ?

Pouvons-nous acquérir des mérites de justice condescendante par rapport à Dieu ?

Comment nos actes sont-ils méritoires, par rapport à Dieu, considéré en lui-même ? Comment ont-ils du mérite auprès de Dieu, considéré comme le Souverain de l'Univers ? Ces mérites sont ils des mérites de justice ou des mérites de convenance ?

Qu'entendez-vous par le mérite *naturel* et le mérite *surnaturel* ?

L'homme a-t-il besoin de la grâce divine pour atteindre sa destinée ? Peut-il honorer Dieu sans le secours de cette grâce ? Qu'en résulte-t-il par rapport à ses mérites ?

Quelle est la valeur des mérites surnaturels ? Comment les œuvres auxquelles ils sont attachés sont-elles des œuvres divines ?

Qu'est ce qui est dû à chaque mérite surnaturel ? Qu'en résulte-t-il pour le chrétien fidèle ?

Quelles sont les conditions nécessaires pour acquérir ces mérites ? Pourquoi la première condition requise est-elle l'état de grâce ? Est-il nécessaire, pour qu'un acte soit méritoire, qu'on le rapporte expressément à Dieu par une intention de charité ?

Le mérite de convenance par rapport à Dieu peut-il se trouver dans les actes de l'ordre naturel ? Le mérite surnaturel de convenance est-il compatible avec l'état de péché ? Ce mérite ressemble t-il au mérite de justice ?

Quelle doit être en conséquence la principale sollicitude du chrétien ?

CHAPITRE VI. — *Causes des actes humains*

Causes intérieures

I. Quelle est l'étymologie du mot *habitude* ? Que signifie-t-il ?

Combien voyez-vous de sortes de choses que l'on a ?

Qu'est-ce qu'une habitude ? Comment les philosophes divisent-ils les habitudes ?

Qu'ent nd-on ordinairement par habitude ?

Combien distinguez-vous de sortes d'habitudes ?

Qu'entendez-vous par les habitudes *naturelles* ? — par les habitudes *acquises* ? — par les habitudes *infuses* ? — donnez des exemples.

Comment se divisent les habitudes au point de vue des actes auxquels elles nous portent ?

II. Qu'est-ce qu'une vertu ? Signalez les principales sortes de vertus ?

Comment se divisent les vertus intellectuelles ? — Quelles sont les vertus intellectuelles spéculatives ? — Qu'est-ce que la sagesse — l'intelligence la science ? — Combien y a-t-il de vertus intellectuelles pratiques ? — Qu'est-ce que l'art ? — Comment se divisent les arts ? — Qu'entendez-vous par les arts mécaniques ? — par les beaux arts ?

Qu'est-ce qu'une vertu morale ? — En quoi les vertus morales diffèrent-elles des vertus intellectuelles ? D'où vient leur nom ? — Ces vertus supposent elles des vertus intellectuelles ? — Qu'est-ce la prudence ?

Qu'est-ce que la justice ? — Tous nos devoirs envers le prochain sont-ils de même nature ? — Nommez quelques vertus qui se rattachent à la justice.

Qu'est ce que la tempérance ? Quelles sont les vertus qui s'y rapportent ?

Qu'entendez-vous par vertus cardinales ? D'où vient leur nom ? Pourquoi sont-elles ainsi appelées ?

Les vertus morales suffisent elles pour conduire l'homme à sa fin dernière ? Qu'est-ce qui nous est nécessaire pour parvenir à notre suprême bonheur ?

De quelles vertus avons-nous besoin ? Quelles sont les vertus infuses les plus importantes ?

D'où vient le mot « théologales » ? Que rappelle cette dénomination ? Comment Dieu est-il l'objet des vertus théologales ? Comment en est-il le principe ? Comment nous les fait-il connaître ?

Quelle différence voyez-vous entre les vertus intellectuelles et les vertus morales ? — entre les vertus morales et les vertus théologales ?

Quelles sont les vertus théologales ?

Que nous faut-il d'abord pour atteindre notre destinée ? Quelle est la vertu qui nous procure ce secours ?

Par quelle vertu notre activité se dirige-t-elle vers son souverain bien ?

Quel effet produit la charité dans notre âme ? Comment s'établit l'union entre l'âme et Dieu sur la terre ? Que deviendra-t'elle un jour ?

Les vertus théologales sont elles les seules vertus infuses ? Quel est l'effet des vertus morales infuses ?

Les vertus *naturelles* ou *acquises* suffisent-elles pour accomplir les lois de la vie chrétienne ? De quelles vertus avons-nous besoin ? Les vertus morales infuses sont-elles de la même espèce que les vertus naturelles correspondantes? Montrez la différence par des exemples.

Les vertus naturelles peuvent-elles exister sans la charité ? En est-il de même des vertus infuses ?

La foi et l'espérance peuvent-elles exister sans la charité ? Pourquoi la charité est-elle appelée la reine des vertus ? Que sont les vertus naturelles sans la charité ?

Par quel mot la Sainte Ecriture désigne-t-elle les dons ? Pourquoi les dons sont-ils appelés des esprits ?

De quoi l'homme a-t-il besoin pour se conformer aux impulsions de l'Esprit de Dieu ? Les dons sont-ils nécessaires au salut ? Pourquoi ? Expliquez-vous par une comparaison. Pourquoi les dons sont-ils inséparables de la charité ? A quel moment les dons nous sont-ils communiqués ?

Montrez que les dons correspondent à tous les besoins de la vie spirituelle.

Quels sont les quatre dons qui correspondent aux vertus cardinales ? Quel est l'effet de chacun de ces dons ? Quels sont les dons qui complètent les vertus intellectuelles ? A quoi chacun d'eux est il destiné ?

Les dons sont-ils supérieurs aux vertus ?

Qu'est-ce que la béatitude en général ? Que dit-on d'une personne qui a des titres pour obtenir un objet ? Y a-t-il des titres qui nous permettent d'obtenir la béatitude ? Quels sont ces titres ?

Pourquoi consistent-ils surtout dans les actes des dons du Saint-Esprit ? Qu'entendez-vous par les béatitudes ? En quoi diffèrent-elles des vertus et des dons ?

A quoi s'appliquent les récompenses promises dans l'Evangile aux béatitudes ? Comment concernent-elles la vie future ? En quoi regardent-elles la vie présente ?

Quel est le but des trois premières béatitudes ? En quoi les mondains font ils d'abord consister le bonheur ? Comment la première béatitude nous soustrait-elle à ce danger ? A quel péril nous arrache la seconde béatitude ? Comment la troisième béatitude préserve t elle l'âme de l'amour des plaisirs ?

Dans quel genre de vie peut se trouver le bonheur ? En quoi consiste la vie active ? Par quels actes rendons-nous au prochain ce qui lui est dû ? Quelle est la béatitude que constituent ces actes ?

Quel genre d'actes accomplissons-nous par la cinquième béatitude ? Qu'est-ce qui nous dispose à la vie contemplative ? Quel est l'effet de la septième béatitude ? Que produit la huitième béatitude ?

Quel nom l'Evangile donne-t-il aux actes de l'homme ? Qu'est-ce qu'on appelle « fruit » dans la plante ? Qu'est-ce que le fruit de l'homme dans l'ordre moral ? Combien accomplissons-nous de sorte d'actes ? Quels sont ceux qui sont appelés « fruits du Saint-Esprit » ?

A quel point de vue ces actes sont-ils des fleurs ? Pourquoi sont-ils aussi de véritables fruits ?

Toutes les béatitudes sont-elles des fruits du Saint-Esprit ? Pourquoi ? Tous les fruits sont-ils des béatitudes ? Quelle est la condition nécessaire pour qu'un fruit puisse être appelé une béatitude ?

Où sont énumérés les fruits du Saint-Esprit ? Que rappelle d'abord l'apôtre saint Paul ?

Comment énonce-t-il ensuite les douze fruits du Saint-Esprit ? Qui nous explique les harmonies de ces douze fruits ?

Quelles sont les trois conditions nécessaires pour que l'homme atteigne sa perfection ?

Quelle est la condition essentielle de l'ordre dans l'âme ? Quel fruit nous fait goûter le Saint-Esprit en établissant cet ordre en nous ?

D'où résulte la *joie* ? Comment amène-t-elle la paix ?
Comment s'enchaînent la patience et la longanimité ?
A quoi nous porte la bonté ?
En quoi consistent la bénignité, la mansuétude et la douceur ?
Qu'entendez-vous par la modestie, par la continence et par la chasteté ?
Qu'est-ce que le Saint-Esprit fait de notre âme ?

III. Que signifie le mot « vice » ? A quoi le vice est-il opposé dans l'ordre moral ? Comment le définissez-vous ? Que produit-il dans l'âme ?

Qu'est-ce que l'orgueil ? Quel rang occupe-t-il parmi les vices ? Qu'entend-on par les vices capitaux ? Enumérez-les. Comment naissent-ils dans l'âme ? Comment sont-ils énoncés par les docteurs catholiques ?

Indiquez les principaux vices engendrés par les divers péchés capitaux ?

IV. Qu'appelle-t-on passions ? Combien les philosophes distinguent-ils d'appétits sensibles ? Qu'est ce que l'appétit concupiscible ? — l'appétit irascible ? Quelles sont les passions de l'appétit concupiscible ? — de l'appétit irascible ?

Qu'est-ce que l'amour ? Qu'est-ce que l'amour sensible ? Qu'est-ce que l'amour intellectuel ? De quels termes se sert-on pour le désigner ? Que signifie le mot charité ? Qu'exprime l'expression d'amitié ?

Qu'est-ce que la Haine ? Quelle en est la cause ?
Qu'est ce que le désir ? — l'aversion ?
Qu'est-ce que le plaisir ? En quoi diffère-t-il de la joie ?

Qu'entendez-vous par la douleur? Quels rapports a-t-elle avec la tristesse?

Qu'entendez-vous par l'espoir? — le désespoir? — l'audace? Qu'est-ce que la crainte? Mentionnez quelques formes particulières de la crainte?

Qu'entendez-vous par la colère?

Les passions sont-elles bonnes ou mauvaises en elles-mêmes?

Que prétendaient les Stoïciens? Dites-nous un mot de cette école philosophique? — Que voulaient les Péripatéticiens? Pourquoi étaient-ils ainsi nommés? — Que pensez-vous de cette querelle?

Pourquoi les passions influent-elles sur la volonté? Quelles sont celles au sujet desquelles il importe de le remarquer?

Quel effet la concupiscence produit-elle sur la volonté et sur la liberté, lorsqu'elle précède l'acte libre? Qu'arrive-t-il lorsqu'elle est la suite de l'acte libre?

Quel est l'effet de la crainte?

ART. 2. — *Causes extérieures*

Quelles sont les causes extérieures des actes humains?

I. Combien distinguez-vous de sortes de grâces?

Pourquoi la grâce habituelle est-elle ainsi nommée? En quoi consiste-t-elle? Que donne-t-elle à l'âme? Comment nous est-elle communiquée pour la première fois? Comment peut-on la recouvrer après l'avoir perdue?

Quelle est l'influence de la grâce habituelle sur la vie morale? Que deviennent sans elle les actes que nous accomplissons?

La grâce habituelle suffit-elle pour nous conduire à notre destinée?

Pourquoi la grâce actuelle est-elle nommée ainsi? Montrez par une comparaison en quoi elle diffère de la grâce habituelle.

Quels sont les termes dont se servent les moralistes chrétiens pour désigner la grâce actuelle? Cette grâce s'adresse-t-elle à l'intelligence ou à la volonté? Comment l'appelle-t-on, selon ces divers cas?

A qui la grâce actuelle est-elle indispensable? Quand l'appelle-t-on grâce *prévenante*? — grâce *coopérante*?

Avons-nous un besoin absolu de la grâce actuelle? A quels moyens extérieurs Dieu attache-t-il souvent cette grâce?

Qu'obtenons-nous par notre docilité aux inspirations de la grâce actuelle? Est-il utile d'être fidèle à la grâce?

L'action de la grâce nuit-elle à la liberté de l'homme? Comment cela?

Comment se concilient la grâce et la liberté humaine? Quels sont les deux principaux systèmes imaginés dans ce

but ? Que reproche-t-on à chacun d'eux ? Que dit à ce propos le P. Monsabré ? Citez les belles paroles de saint François de Sales sur cette question.

Quelles sont les deux significations du mot *tentation* ? Dans quel sens le prenons-nous ici ?

La tentation peut-elle avoir Dieu pour auteur ? Quelles en sont les causes intérieures et les causes extérieures ?

A quoi s'applique Satan ? Comment agit-il sur nos sens ? Peut-il apparaître sous des formes sensibles ? Dans quel cas Dieu lui permet-il ces moyens extraordinaires de séduction ? De quels intermédiaires se sert-il ordinairement ? Comment agit-il sur l'imagination ? Peut-il attaquer le corps de l'homme ? Qu'est-ce que l'obsession ? Qu'entendez-vous par la possession ? Comment appelle-t-on ceux qui en sont victimes ?

Le démon peut-il agir sur notre intelligence et sur notre volonté ? Comment attaque-t-il notre volonté ? Quelle est sa tactique.

Pourquoi Dieu permet-il la tentation ? Quel est le premier avantage de la tentation ?

Comment la tentation purifie-t-elle ? Comment exerce-t-elle notre vertu ? Comment nous unit-elle à Dieu ? Comment augmente t-elle nos mérites ? Comment contribue-t-elle à la gloire de Dieu ?

Peut-on désirer les tentations ? Comment faut-il les supporter ?

Qu'est-ce que la suggestion ? Quand est ce que la complaisance est mauvaise ?

Que faut-il faire avant la tentation ?

Qu'est-ce que veiller ? Comment faut-il prier ?

Comment faut-il se conduire à l'égard des tentations légères ?

Que faut-il faire à l'égard des tentations graves ? Quelle est l'influence du nom de Marie ?

Quels sont les sacramentaux dont il importe de faire usage ?

Comment faut-il se conduire à l'égard des tentations violentes ? Indiquez deux autres moyens importants pour résister aux tentations.

TABLE DES MATIÈRES

MORALE GENERALE

Objet de la morale générale 113
Division de la morale générale 113

CHAPITRE I
LES ACTES HUMAINS

I. Caractères distinctifs des actes humains . . . 114
II. Division des actes humains 116
III. Actes de la volonté 117
Actes produits immédiatement par la volonté 117
Actes commandés par la volonté 118
IV. Circonstances des actes humains 119
V. Moralité des actes humains 121
Faux systèmes des incrédules 121
Vrai fondement de la moralité 126
Règles de la moralité. 126
Des actes indifférents. 128

CHAPITRE II
LA CONSCIENCE

I. Définition de la conscience 129
II. Diverses sortes de consciences 130
III. Principes relatifs à la conscience 132
Conscience certaine 132
Conscience douteuse 133
Conscience scrupuleuse 135

CHAPITRE III
LA LOI

I. Notion de la loi 136
Etymologie du mot loi 136
Définition de la loi 137
II. Principales formes de la société 138
III. Diverses sortes de lois 141
IV. La loi naturelle 142
Prescription fondamentale 142
Diverses catégories de préceptes 143
Immutabilité de la loi naturelle. 144
Connaissance de la loi naturelle 144
V. La loi divine positive 145
Loi primitive 147
Loi ancienne 147
Préceptes moraux 148

Préceptes cérémoniaux 150
Préceptes judiciaires 152
Loi nouvelle 153
VI. Lois ecclésiastiques 154
VII. Lois civiles 158
Des lois civiles en général 158
Histoire sommaire de notre législation 158
Diverses sortes de loi 159
Pouvoir législatif 160

CHAPITRE IV
LE PÉCHÉ

I. Nature du péché 161
Définition du péché 161
Gravité de ce désordre 162
II. Diverses sortes de péchés 163
Péchés de cœur, de parole et d'action 163
Péché contre Dieu, contre soi-même et contre le prochain . 164
Péchés d'ignorance, de fragilité et de malice 164
Péchés de compussion ou d'omission 166
Péchés actuel et péchés habituel 166
Péchés originel et péché personnel 166
III. Péché mortel et péché véniel 167
Distinction du péché mortel et du péché véniel 167
Conditions d'un péché mortel 168
Dangers des péchés véniels 168
IV. Effets du péché 169
Amoindrissement des dons de la nature 169
Tache du péché 170
Châtiment du péché 171

CHAPITRE V
LES ACTES BONS ET LE MERITE

I. Effets généraux des actes bons 172
II. Du mérite en général 173
Coditions du mérite 173
Mérite de justice et de convenance 173
III. Nos mérites auprès de Dieu 174
Pouvons-nous mériter auprès de Dieu ? 174
Mérites surnaturels 175
Mérites de convenance par rapport à Dieu 176

CHAPITRE VI
CAUSES DES ACTES HUMAINS

ARTICLE 1er. — *Causes intérieures* 177
I. Des habitudes 177

Notion de l'habitude 177
Diverses sortes d'habitudes 177
II. Des vertus 178
Les vertus en général. 178
Vertus intellectuelles 178
Vertus morales 179
Vertus infuses 180
Vertus théologales. 181
Vertus morales infuses 182
Dons du Saint-Esprit. 184
Béatitudes 185
Fruits du Saint-Esprit. 188
III. Les vices 190
Notion du vice. 190
Les vices capitaux. 191
IV. Les passions 193
Les passions en général 193
Passions de l'appétit concupiscible 194
Passions de l'appétit irascible 194
Influence des passions sur la volonté 195
ARTICLE II. — *Causes extérieures*
I. La grâce 197
La grâce habituelle 197
La grâce actuelle 198
La grâce et la liberté 199
II. La tentation 199
Causes de la tentation. 199
Avantages de la tentation 201
Degrés de la tentation. 202
Règles à suivre dans la tentation 202
RÉSUMÉ DE LA MORALE GÉNÉRALE 204
QUESTIONNAIRE 207

Imprimatur :

✝ CHARLES, Evêque de Rodez
et de Vabres

Morale Chrétienne

TROISIÈME PARTIE

MORALE SPÉCIALE

Division de la Morale spéciale

Dans la morale générale, qui a été précédemment l'objet de nos études, nous nous sommes occupés d'une manière générale des *actes humains*, des *règles* auxquelles ils doivent être conformes et des causes qui les produisent.

Il nous reste maintenant à examiner les actes humains en détail, à parcourir successivement les diverses sortes de devoirs que les hommes sont tenus d'accomplir : tel est l'objet de la morale *spéciale*.

Le morale spéciale comprend d'abord la morale *individuelle* ou l'étude des divers devoirs imposés à chaque individu.

Elle ne s'arrête pas là. L'homme en effet, n'est point isolé sur la terre ; il est créé pour vivre en société.

A ce titre, il est soumis à des obligations particulières, qui résultent de cette réunion des hommes en société et qui sont déterminées par la morale *sociale*.

La morale spéciale se subdivise donc en deux parties ; la morale *individuelle* et la morale *sociale*.

PREMIERE SECTION

MORALE INDIVIDUELLE

Divison de la morale individuelle

Il y a plusieurs manières d'examiner avec ordre les diverses sortes d'actes que les hommes peuvent accomplir.

On pourrait, avec plusieurs moralistes, étudier tour à tour les devoirs de l'homme envers *Dieu*, envers *lui-même* et envers ses *semblables* ; on s'occuperait en même temps des péchés opposés à ces différents devoirs.

Il nous paraît préférable de parcourir successivement les vertus que l'homme doit pratiquer.

A ces vertus en effet se rattachent tous les devoirs et tous les actes bons qu'il est tenu d'accomplir, et, par opposition, les vices dont il doit se préserver.

Les vertus, ainsi que nous l'avons rappelé, se divisent en vertus *théologales*, vertus *morales* et vertus *intellectuelles*.

Nous n'avons pas à nous occuper ici de ces dernières, puisqu'elles deviennent vertus *morales*, aussitôt qu'elles entrent dans le domaine de la morale.

Notre travail sur la morale individuelle embrassera donc les vertus *théologales* et les vertus *morales*.

Les vertus théologales comprennent les trois vertus de *foi*, d'*espérance* et de *charité*.

Les vertus morales se rapportent toutes aux quatre vertus cardinales que nous avons déjà nommées : la *prudence*, la *justice*, la *force* et la *tempérance*.

Telles sont les sept vertus fondamentales sur lesquelles, au dire des Ecritures, repose, comme sur sept colonnes, l'édifice de la vie chrétienne.

Nous traiterons donc en sept chapitres successifs les questions les plus intéressantes qui concernent les trois vertus théologales et les quatre vertus cardinales.

CHAPITRE PREMIER

LA FOI

Nous parlerons successivement de la *foi* en elle-même, des *dons* qui correspondent à la vertu de foi et enfin des *vices* opposés à cette vertu.

ARTICLE Ier

DE LA FOI EN ELLE-MÊME

Pour bien étudier la foi en elle-même, il faut considérer l'*objet* de la foi, l'*acte* de foi et la *vertu* de foi : c'est ce que nous ferons dans trois articles successifs.

I

Objet de la foi.

C'est Dieu qui est l'objet de la foi.

I. Il en est d'abord, comme disent les théologiens, l'objet *formel*, c'est-à-dire que ce que nous croyons par la foi, nous le croyons à cause de l'autorité de Dieu.

De même que le soleil fait paraître à nos regards les êtres corporels que nous contemplons dans la nature, ainsi Dieu nous manifeste les vérités qui appartiennent à la foi.

Ce que nous connaissons par nos ressources naturelles, indépendamment de la lumière divine, n'est pas l'objet de la foi.

Ainsi les choses matérielles que nos sens nous font connaître ne peuvent être du domaine de la foi.

Les vérités abstraites que notre intelligence saisit, soit directement, soit à l'aide du raisonnement, sont également étrangères à la foi.

Pour qu'une vérité soit l'objet de la foi, il faut qu'elle nous soit connue par la révélation divine, que notre esprit, en y adhérant, le fasse à cause de Dieu, sur la parole de Dieu.

Inutile d'ajouter que la foi nous procure une certitude plus ferme encore que celle qui nous vient de nos sens et de notre raison.

Dieu, en effet, possède la science parfaite ; il ne peut jamais se tromper ; d'autre part, il est la vérité même, il ne peut nous tromper.

Par conséquent tout ce qu'il nous révèle est, par là même, absolument certain.

II. Dieu n'est pas seulement l'objet de la foi, en ce que toutes les vérités de la foi nous viennent de Lui et nous sont communiquées par sa divine lumière ; il l'est encore parce que ces vérités ne sont toutes que la manifestation de Dieu lui-même et se rapportent toutes à Lui.

Quelles sont, en effet, les vérités qu'enseigne la foi ? C'est Dieu, c'est la sainte Trinité, c'est Jésus-Christ, c'est l'Eglise ; ce sont les sacrements et nos fins dernières ; c'est toujours Dieu et les moyens qui nous conduisent à Dieu.

III. Ces vérités qui se rapportent à Dieu sont de deux sortes : les unes dépassent absolument la portée de la raison humaine, comme, par exemple, la Trinité des personnes en un seul Dieu ; d'autres sont accessibles à notre raison

qui peut les démontrer : telles sont l'existence et l'unité de Dieu.

On ne doit pas s'étonner que Dieu nous révèle des vérités que nous ne pouvons pas comprendre. Les phénomènes sensibles qui s'accomplissent continuellement devant nous sont au-dessus de notre intelligence, souvent incapable d'en donner l'explication : comment pourrions-nous pénétrer la raison des merveilles de l'existence et de la vie du Dieu infini ? Quel est le savant qui comprend le secret de la vie des plantes, les phénomènes du son, de la lumière, de l'électricité ? Et l'on voudrait saisir du premier coup les vérités supérieures du monde invisible, qu'il plaît à Dieu de révéler à sa créature ! Quelle étrange prétention !

Mais si notre raison est incapable de s'élever jusqu'à ces hauteurs, la foi nous y conduit, en nous découvrant les secrets divins que Dieu a daigné communiquer à la terre.

La foi nous est même nécessaire pour avoir une connaissance convenable des vérités divines que la raison peut atteindre. L'esprit de l'homme est enveloppé de ténèbres ; les affaires terrestres l'empêchent de s'occuper des choses divines. Sans la révélation, la connaissance de Dieu et de notre destinée serait le partage de quelques rares intelligences d'élite, elle serait mélangée d'une foule d'erreurs.

IV. Mais comment Dieu nous transmet-il ses divins oracles ? Il ne les révèle pas immédiatement à chaque homme en particulier ; il les a communiqués aux patriarches, aux prophètes et aux apôtres, et il a chargé l'Eglise de les conserver comme un dépôt inaltérable, de les transmettre aux hommes sans aucun mélange d'erreur, et de les leur expliquer jusqu'à la fin des siècles.

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les caractères divins que Dieu a imprimés sur son Eglise pour garantir au monde la fidélité de l'enseignement qu'elle transmet aux hommes.

Son unité merveilleuse, sa constance au milieu de toutes les vicissitudes humaines, son zèle pour l'honneur de Dieu, les efforts continuels qu'elle fait pour sanctifier le monde, ses triomphes sur toutes les forces humaines conspirant contre elle, les miracles qui s'accomplissent dans son sein, les héros qui l'honorent de leurs vertus, la pureté de sa

doctrine et de sa morale, n'y a-t-il pas là pour toute âme droite un signe manifeste que Dieu vit en elle et qu'elle est bien l'écho fidèle de la parole divine ?

V. Il fallait d'ailleurs une règle vivante pour déterminer les vérités de la foi. Dieu ne pouvait nous abandonner à l'erreur, et nous laisser flotter à tout vent de doctrine. Il appartient donc à Celui qui a reçu le pouvoir suprême dans l'Eglise de déterminer les vérités révélées et de formuler les symboles de la foi.

Un premier symbole fut dressé par les apôtres, au moment de leur dispersion.

Plus tard, il fallut préciser davantage certaines vérités dénaturées par l'hérésie : ce fut l'œuvre du concile de Nicée, complété par celui de Constantinople.

La profession de foi du pape Pie IV exprime d'une manière encore plus complète les vérités définies par l'Eglise.

Ces vérités n'ont jamais changé ; mais à mesure qu'elles ont été attaquées, le Chef de l'Eglise a dû les mettre en relief. C'est son autorité infaillible qui sert de règle à la foi du chrétien et qui lui permet de distinguer avec certitude toutes les vérités de la foi.

II

L'acte de Foi

On distingue l'acte *intérieur* et l'acte *extérieur* de foi. Nous parlerons successivement de l'un et de l'autre.

Acte intérieur de foi

Nature de l'acte de foi

L'acte intérieur de foi est cet acte spécial que nous exprimons par le verbe *croire*. Pour en bien connaître la nature, il est donc essentiel de se rendre compte de la vraie signification du mot « croire. »

Les actes de l'intelligence sont de plusieurs sortes ; on les désigne par les verbes *voir*, *savoir*, *douter*, *soupçonner*, ou *supposer*, *opiner* et *croire*.

Voir par l'intelligence, c'est adhérer fermement à une vérité, parce qu'on la perçoit directement et sans intermédiaire : « Je vois que deux et deux font quatre. »

Savoir, dans le sens rigoureux du terme, c'est donner sa

pleine adhésion à une vérité, parce que l'intelligence la connaît, non par intuition, mais à l'aide du raisonnement. Une personne, par exemple, qui a étudié la géométrie *sait* que les trois angles d'un triangle égalent deux angles droits

Douter, c'est avoir l'intelligence en suspens entre une chose et une autre, entre le *pour* et le *contre*, entre le *qui* et le *non*. Dans le doute, l'intelligence hésite ; en présence d'une chose qu'elle considère, qu'elle ne voit pas et qu'elle ne sait pas, elle ne donne aucune adhésion.

Supposer ou *soupçonner*, c'est avoir une tendance à donner son adhésion à une chose, qu'on ne *voit* pas et qu'on ne *sait* pas ; mais c'est une simple tendance, ce n'est pas une adhésion de l'intelligence.

Opiner, c'est accorder une adhésion imparfaite à une chose, qu'on ne *voit* pas et qu'on ne *sait* pas avec une certitude complète. L'intelligence alors fait plus que supposer une chose ; elle y adhère, mais pas d'une manière ferme ; il lui reste une crainte d'erreur.

La langue française emploie quelquefois le verbe *croire* dans le sens d'opiner ; mais ce n'est pas du tout le sens que nous lui donnons ici, pour exprimer l'action de celui qui produit un acte de foi.

Qu'est-ce donc que *croire* ?

Croire, c'est donner une pleine et entière adhésion à une vérité que l'intelligence ne *voit* pas et qu'elle ne *sait* pas à l'aide du raisonnement.

Par cette adhésion ferme, l'acte de celui qui croit diffère essentiellement du *doute*, de la *supposition* et de *l'opinion* ; il se distingue aussi de l'acte de celui qui *voit* par lui-même ou qui *sait* au moyen du raisonnement.

L'adhésion de celui qui croit repose sur un fondement plus ferme et plus solide que la vue de l'intelligence humaine, qui est sujette à l'erreur, et qui s'égare souvent dans ses raisonnements ; elle s'appuie sur la suprême autorité de Dieu.

Notre acte de foi renferme, en quelque sorte, trois actes distincts : *Nous croyons Dieu, nous croyons à Dieu, nous croyons en Dieu.*

« Nous croyons Dieu », qui est l'objet de notre foi, ce

qui veut dire que nous croyons l'existence de Dieu, ses attributs et toutes les vérités qui se rapportent à Dieu.

« Nous croyons à Dieu », c'est-à-dire que nous croyons à cause de l'autorité de sa parole.

« Nous croyons en Dieu », en ce que notre acte de foi, qui est un acte de l'intelligence, est excité par notre volonté, qui porte les élans de notre âme vers Dieu, notre fin dernière.

Nécessité de l'acte de foi

Dans toute étude scientifique et littéraire, il faut commencer par *croire* ; mais, dans les sciences humaines, on croit sur le témoignage d'un maître qui peut se tromper, tandis que la foi du chrétien est appuyée sur la parole infaillible de Dieu.

Si vous étudiez l'histoire, par exemple, vous *croyez* les divers événements qui s'y trouvent racontés ; si vous apprenez la géographie, vous *croyez*, sans le constater par vous-même, que la terre tourne, qu'elle est ronde, que les étoiles sont plus grandes que la terre, qu'il y a, loin de vous, des terres, des rivières, des villes que vous n'avez point vues. En vous occupant de grammaire ou de littérature, vous vous en rapportez au maître qui vous indique les règles du langage ou du bon goût. En un mot, il n'y a point d'étude, où vous ne deviez tout d'abord accepter le témoignage d'un maître qui vous parle ; vous adhérez fermement à ce qu'il vous dit, vous *croyez* ; c'est une sorte de foi humaine.

Cette foi humaine est indispensable pour acquérir des connaissances, dans n'importe quelle branche de l'enseignement.

C'est du reste une loi générale dans la nature : Tout être créé ne peut se développer sans le double concours de sa propre activité et d'un être supérieur qui vient à son aide. La plante, par exemple, puise dans le sol les sucs nécessaires à son accroissement ; mais si l'action du soleil ne s'y ajoute, elle n'atteindra jamais la perfection dont elle est susceptible.

Ainsi en est-il de l'homme, dans la recherche de sa fin dernière. Ses efforts personnels lui sont nécessaires ; ils ne

suffisent pas ; il a besoin de l'action bienfaisante et surnaturelle de la bonté divine.

Nous l'avons plusieurs fois rappelé, la béatitude de l'homme, c'est la vision de Dieu.

Cette destinée surnaturelle, l'homme n'y peut parvenir, si Dieu lui-même ne l'y conduit et ne lui enseigne les moyens de l'atteindre : « Pour venir à moi, disait le Sauveur, il faut écouter la parole de mon Père, et apprendre la doctrine qu'elle renferme. » Cette divine instruction s'acquiert graduellement ; et pour l'obtenir, il faut, comme pour tout autre enseignement, soumettre, par l'acte de foi, son intelligence à l'autorité du divin maître.

Ainsi l'acte de foi est nécessaire à l'homme pour atteindre sa destinée ; il doit croire tout d'abord ce que Dieu lui enseigne, s'il veut aspirer à le posséder dans le suprême bonheur.

Etendue de l'acte de foi

L'acte de foi, sans lequel l'homme ne peut espérer d'arriver à sa fin, s'étend à toutes les vérités que Dieu a révélées ; toutes en effet reposent sur le fondement de sa divine autorité. Ces vérités se trouvent renfermées dans l'Ecriture Sainte et dans la Tradition, dont l'Eglise est l'interprète autorisé.

Parmi ces vérités révélées, il en est dont la connaissance est indispensable au bonheur éternel de l'homme. L'acte de foi les embrasse d'une manière *implicite*, c'est à-dire qu'il y adhère d'une façon générale, en ce qu'il s'applique à tout ce que Dieu a révélé, mais sans se rendre compte de chacune de ces vérités secondaires et sans en avoir une notion distincte.

D'autre part, il y a certaines vérités fondamentales dont la connaissance spéciale est nécessaire pour que l'homme parvienne à sa fin surnaturelle.

Ainsi, pour s'approcher de Dieu, notre fin dernière, il est essentiel tout d'abord de connaître son *existence*, de croire qu'il *récompense* ceux qui le cherchent et qu'il *punit* les méchants.

Il est nécessaire aussi, pour le salut, de connaître Jésus-Christ, le Fils de Dieu, fait homme, notre unique Médiateur et Rédempteur.

Enfin, d'après le sentiment commun des Théologiens, il faut croire expressément le mystère de la Sainte Trinité, au nom de laquelle le chrétien est baptisé et appelé à la foi.

Telles sont les vérités dont la connaissance *explicite* et *distincte* est une condition de salut. C'est pourquoi l'on dit que ces vérités sont nécessaires de *nécessité de moyen*, c'est-à-dire que la connaissance de ces vérités est un moyen nécessaire aux adultes pour arriver à la vision de Dieu.

De plus, le chrétien est obligé d'être instruit de toutes les vérités révélées dont la connaissance est requise pour mener une vie conforme à la loi de Dieu.

Il doit, sous peine de faute grave, connaître en substance : 1° le symbole des Apôtres ; 2° l'Oraison dominicale ; 3° le Décalogue ; 4° les Sacrements qu'il est appelé à recevoir et les dispositions qu'il doit y apporter.

Ces diverses vérités sont nécessaires de *nécessité de précepte*. On est obligé de s'en instruire ; mais quelqu'un qui les ignore, sans qu'il y ait de sa faute, peut cependant être sauvé.

Les théologiens ajoutent que les fidèles sont obligés de savoir par cœur la formule du *Symbole des Apôtres* et de l'*Oraison dominicale*.

On est particulièrement tenu de produire un acte intérieur de foi : 1° dès que l'on arrive à l'âge de raison ; 2° à l'heure de la mort ; 3° toutes les fois qu'une circonstance spéciale l'exige dans le cours de la vie.

Acte extérieur de foi

L'acte extérieur de foi est la manifestestation sensible de la foi qui est dans notre âme. On l'appelle en général la *confession* de la foi. Ce même mot de *confession* sert encore à désigner, tantôt la louange divine, tantôt l'aveu des péchés que l'on a commis.

La confession ou profession extérieure de la foi est nécessaire dans certaines circonstances, notamment toutes les fois que l'honneur de Dieu ou le salut du prochain l'exige.

Ainsi elle serait obligatoire, si l'on devait, en s'en abstenant, occasionner l'apostasie de quelques fidèles.

D'ailleurs il n'est jamais permis de renier sa foi. Ce serait une apostasie extérieure et un grand crime. « Celui

qui me renie devant les hommes, dit Notre-Seigneur, je le renierai devant mon Père Céleste ».

III

La vertu de foi

Nous parlerons successivement : 1° de la nature de la vertu de foi ; 2° de la cause de cette vertu ; 3° des effets qu'elle produit.

Nature de la vertu de foi

I. L'apôtre saint Paul définit admirablement la vertu de foi ; « *La foi*, dit-il, est la substance des biens qu'on doit espérer, l'indication certaine des choses qui ne se voient pas. » (Hébr. XI. 1).

1° La *substance* est le premier principe et comme le germe d'une chose. La plante, par exemple, est contenue en substance dans le petit germe qui vient d'éclore. Ainsi la foi est en quelque sorte le germe des biens que nous devons espérer. Ces biens en effet consistent dans la possession de Dieu, et par la foi nous atteignons Dieu, notre âme commence à s'unir à Dieu : c'est un premier commencement, un germe de la vie éternelle.

2° La foi est aussi l'indication certaine des choses qui ne se voient pas.

Les yeux du corps nous font connaître les objets corporels ; l'œil de l'intelligence nous manifeste les vérités abstraites invisibles ; la foi nous montre les réalités invisibles ; elle est donc la manifestation des choses qui ne se voient pas, d'une manière sensible, particulièrement de Dieu, qui est l'objet direct de la foi.

II C'est dans l'*intelligence* que réside la vertu de foi, puisque « croire » est un acte de l'intelligence : mais en même temps, elle a son siège dans la *volonté*, qui porte l'intelligence à donner son adhésion aux vérités divines.

Cette vertu n'est parfaite et vivante que lorsqu'elle est jointe à la charité, qui seule nous unit à Dieu d'une manière complète.

La foi est la première des vertus. Toutes en effet ont pour fin de nous conduire à Dieu ; mais, pour s'approcher de Dieu, il faut tout d'abord le connaître par la foi.

Certains possèdent la foi plus vive que d'autres. Il

on est qui connaissent un plus grand nombre de vérités révélées, leur foi est plus étendue ; d'autres adhèrent à ces vérités avec plus d'ardeur. Mais la foi est indivisible, en ce sens que, si l'on repoussait un seul article de foi, on cesserait par là même d'avoir la foi pour les autres vérités.

Cause de la foi

Dieu seul est la cause de la foi.

Cette vertu suppose d'une part que des vérités supérieures à la raison humaine sont proposées à la croyance de l'homme, et d'autre part que l'homme donne son adhésion à ces vérités.

A ces deux points de vue, la foi ne peut avoir d'autre cause que Dieu lui-même.

1° Dieu seul peut proposer à l'homme des vérités qui dépassent la portée de sa raison. Tantôt il les révèle directement et d'une manière immédiate ; tantôt il se sert du ministère des apôtres ou des prédicateurs qu'il envoie. Mais c'est toujours de lui que viennent les vérités révélées.

2° C'est Dieu aussi qui, par le mouvement de sa grâce, porte l'esprit de l'homme à donner son acquiescement aux vérités révélées. Les Pélagiens prétendaient que le libre arbitre suffit pour provoquer cette adhésion de notre intelligence. C'est une erreur. Par la croyance aux vérités révélées, l'homme est élevé au-dessus de sa propre nature, et cette élévation surnaturelle exige nécessairement une impulsion intérieure qui ne peut avoir d'autre cause que Dieu.

La foi *morte*, c'est-à-dire la foi qui n'est pas vivifiée par la charité est elle-même un don de Dieu ; mais cette foi n'est encore qu'une foi informe et incomplète. Pour arriver à sa perfection, elle a besoin d'être complétée par la charité.

Effets de la foi

La vertu de foi produit dans l'âme deux effets principaux qui méritent toute l'attention du moraliste. Ces deux effets sont la *crainte* et la *purification du cœur*.

1° La crainte de Dieu est le premier effet de la foi.

La foi nous fait connaître les châtiments que la justice divine réserve aux infidèles et aux pécheurs ; cette pensée pénètre notre âme d'une crainte salutaire, c'est la crainte dite *servile*.

La foi nous révèle encore les infinies amabilités de Dieu, sa bonté souveraine, le parfait bonheur dont il est le principe. Par là elle nous fait redouter par dessus tout d'être séparés de lui ; elle produit ainsi dans notre cœur la crainte *filiale*.

C'est la foi *morte* qui engendre la crainte *servile* ; la foi *vivante* ou perfectionnée par la charité fait naître en nous la crainte *filiale*.

2° Le second effet de la foi, c'est la purification du cœur, ainsi que le rappelle l'apôtre S. Pierre (ACT. XV, 9).

Qu'est-ce qui altère la pureté d'un objet ? C'est le mélange de cet objet avec des choses plus viles et d'une nature inférieure. Le vin, par exemple, cesse d'être pur lorsqu'il est mêlé avec de l'eau ; l'eau n'est point pure lorsqu'elle est souillée par la poussière qui la ternit et qui la trouble ; l'or manque de pureté, s'il est mêlé avec du plomb.

Notre âme est, par sa nature et par sa condition, bien au-dessus de tous les objets corporels qui l'entourent ; elle cesse donc d'être pure, lorsqu'elle met ses affections sous la dépendance de ces divers objets. Comment peut elle s'en dégager, et se purifier ? En s'élevant à Dieu, qui est au-dessus d'elle et pour lequel elle est créée.

Mais le premier mouvement qui nous élève vers Dieu, c'est la foi, et par conséquent c'est cette vertu qui est le premier principe de la pureté de notre cœur. Elle purifie notre âme de l'*erreur*, et dès qu'elle se joint à la charité, elle produit en nous une pureté parfaite.

ARTICLE II

DONS CORRESPONDANT A LA FOI

Il y a deux dons du Saint-Esprit qui correspondent à la vertu de foi : le don d'*Intelligence* et le don de *Science*.

Nous les ferons connaître en quelques mots et nous verrons ensuite l'accord de la raison et de la foi.

I

Du don d'Intelligence

Ce mot « intelligence » exprime une connaissance intime des choses, comme l'indique son étymologie *intus, legere*,

« lire dedans ». Au moyen des sens, nous connaissons les choses sensibles et corporelles ; au moyen de l'intelligence naturelle, nous connaissons les vérités immatérielles qui sont du domaine de la raison et qui se cachent sous les choses sensibles.

Mais, notre intelligence naturelle est très bornée ; elle a besoin d'une lumière surnaturelle pour pénétrer les vérités que la raison humaine ne peut connaître, et c'est cette lumière surnaturelle qu'on appelle le *don d'intelligence*.

Prenons, par exemple, le mystère de Jésus Crucifié. Si nous regardons le Crucifix, nos sens nous montrent l'image d'un homme cloué à une croix. Notre foi nous enseigne que cet homme est le fils de Dieu et qu'il est mort pour notre salut. Le don d'intelligence nous fait pénétrer cette grande vérité ; il nous révèle combien est immense l'amour de Dieu pour notre âme puisque Jésus-Christ s'est soumis à tant d'humiliations et à tant de souffrances ; il nous manifeste en même temps le prix de notre âme qui a valu le sang d'un Dieu ; il nous fait connaître l'énormité du péché qui n'a pu être expié que par une semblable réparation.

Le don d'intelligence accompagne toujours la grâce sanctifiante. Il n'est pas compatible avec l'état de péché. Aussi les théologiens disent-ils qu'il correspond à la sixième béatitude : « *Bienheureux ceux qui ont le cœur pur !* » La pureté du *cœur* ou l'exemption de toute attache coupable est la condition essentielle de ce don précieux ; mais, pour être parfait, le don d'intelligeuce demande aussi la pureté complète de *l'esprit*, dégagé de toute erreur ou de toute illusion.

II

Don de Science

La science en général, c'est le jugement qui nous fait distinguer la vérité de l'erreur. Le don de science, c'est donc le don du Saint-Esprit qui nous fait discerner ce qu'il faut croire, principalement au sujet des créatures ; car on réserve le nom de *sagesse* à la science qui s'occupe de Dieu, premier principe de toutes choses.

Le don de science est communiqué par le Saint-Esprit à tous les fidèles en état de grâce. Il ne faut pas le confondre avec la science des docteurs, grâce particulière que Dieu

accorde à certaines personnes, pour leur permettre de défendre et d'enseigner la vérité avec éclat.

Au don de science se rattache la troisième béatitude : *Bienheureux ceux qui pleurent* ! » La vraie science en effet permet de mettre en parallèle les tristesses présentes et les joies de l'Eternité. Après avoir fait cette comparaison, on comprend aussitôt combien les larmes de la terre sont bienheureuses, puisqu'elles seront récompensées par les délices du Ciel.

III

Accord de la raison et de la foi

Entre toutes les lumières qui proviennent des dons d'intelligence et de science, il en est une qui mérite spécialement notre attention, c'est le merveilleux accord de la raison et de la foi.

La raison est comme l'instrument au moyen duquel s'acquiert la science humaine. Il n'est pas rare d'entendre certains sophistes l'opposer à la foi. Ils sont, disent-ils, les amis de la raison. Et, au nom de la raison et de la science, ils ne craignent pas de s'insurger contre la foi. Rien n'est plus faux qu'une telle prétention. Non seulement la raison et la science ne leur donnent pas le droit d'attaquer la foi ; mais au contraire elles prêtent à la foi un merveilleux appui. Il importe de bien remarquer trois vérités incontestables :

1. La raison conduit à la foi.
2. La foi et la raison ne sont jamais en contradiction.
3. La raison et la foi se perfectionnent et se complètent mutuellement.

La raison conduit à la foi

La raison en effet, nous montre que l'Eglise catholique, gardienne de la foi, est vraiment l'œuvre de Dieu. Comme le dit si bien le Concile du Vatican : « L'Eglise est comme un signe dressé au milieu des nations. Avec son admirable propagation, sa sainteté éminente et son inépuisable fécondité pour tout bien ; avec son unité catholique et son immuable stabilité, elle est un grand et perpétuel argument de crédibilité, un témoignage irréfragable de sa mission divine. »

La raison ne peut s'empêcher de reconnaître le doigt de Dieu dans les miracles accomplis par Notre-Seigneur Jésus-Christ ; guérisons innombrables, résurrections de morts, et

surtout dans le miracle de la résurrection de Jésus-Christ, le mieux démontré de tous les évènements historiques,

L'établissement de la doctrine révélée est un miracle qui n'est pas moins surprenant. Cette doctrine s'est établie non par la force des armes ou par la promesse des avantages et des plaisirs terrestres ; mais elle a été fondée au milieu de persécutions de toutes sortes ; elle a été acceptée par des savants comme par des ignorants, quoiqu'elle prêchat des mystères qui dépassent l'intelligence humaine et qu'elle enseignât le mépris des plaisirs et des biens de ce monde. Un tel résultat ne peut être que l'effet d'une intervention divine.

Le miracle, qui est en quelque sorte la signature de Dieu, est d'ailleurs permanent dans l'Eglise.

Aucun saint n'est placé sur les autels sans que plusieurs miracles juridiquement prouvés ne soient produits par son intercession. Dans les pays infidèles, souvent aussi aux époques où la foi s'affaiblit, Dieu multiplie les miracles pour en rendre la vérité plus éclatante. Saint François Xavier accomplissait des prodiges innombrables. Saint Vincent Ferrier faisait de même au XV^e^ siècle. Le curé d'Ars et Notre-Dame de Lourdes ont multiplié les prodiges à notre époque pour confirmer la vérité de la divine doctrine.

Il en a été tout autrement pour les sectes hérétiques. Lorsque Mahomet, par exemple, voulut établir sa doctrine, il n'y put songer qu'en ayant recours à la force des armes et en flattant toutes les passions. Il n'eut d'abord pour disciples que des hommes pervers.

Les hérétiques du XVI^e^ siècle ont employé les mêmes procédés, et nous voyons les francs-maçons de nos jours se servir de moyens analogues pour répandre leurs erreurs ; ils flattent les passions ; ils s'appuient sur les méchants ; ils propagent leur doctrine par la ruse, par la sédition, par la force publique.

Il est donc évident que la raison et la droiture du cœur nous montrent la vérité de la doctrine révélée par Jésus-Christ. Ainsi la raison conduit à la foi.

La foi et la raison ne sont jamais en contradiction

1. Dieu est la vérité même ; il est donc impossible que la

foi et la raison puissent être en contradiction ; car l'une et l'autre nous viennent de Dieu lui-même.

2. Ce que la raison nous montre avec évidence est manifestement vrai ; ce que Dieu nous a révélé est également vrai. Par conséquent la raison et la foi ne peuvent pas se contredire.

S'il y a parfois des contradictions apparentes, c'est que la raison n'est pas suffisamment éclairée. Certaines vérités de la foi sont au-dessus de sa portée, car notre raison est nécessairement limitée. Mais de ce que nous ne les comprenons pas, il faut se garder de conclure qu'elles ne sont pas certaines.

Que de choses que les yeux du corps ne peuvent distinguer, parce qu'elles se trouvent à une trop grande distance ! Ils n'aperçoivent pas certains objets que l'on voit avec un télescope ; ces objets en sont-ils moins réels ? De même quoique notre raison ne comprenne pas les vérités qui sont au-dessus d'elle, ces vérités n'en sont pas moins certaines.

La raison et la foi se perfectionnent et se complètent mutuellement

D'abord la foi complète et perfectionne la raison. Il est certain que notre raison ne peut obtenir que des connaissances vagues et insuffisantes sur les vérités les plus importantes.

Voyez les contradictions de toutes sortes qu'on trouve dans les divers écrits des philosophes. Lorsqu'ils parlent de Dieu, de l'âme, de la destinée de l'homme, ils sont toujours dans l'indécision, ils ne savent rien dire de clair. Notre raison, en effet, ne nous donne une idée bien nette qu'au sujet des choses qui frappent nos sens et encore n'en connaissons-nous pas la substance ; ainsi, même les plus grands savants sont embarrassés pour savoir ce que c'est que la lumière, qui éblouit cependant les yeux de notre corps. Ils ont beaucoup de difficulté à nous dire ce que c'est que la vie; leur embarras augmente lorsqu'il est question de Dieu ; ils ne peuvent le connaître que par ses œuvres. Mais connaît-on bien un architecte pour avoir vu quelques-uns de ses travaux ? De même, en contemplant les ouvrages de Dieu nous n'en avons qu'une connaissance insuffisante.

Les passions amoindrissent encore les lumières de la raison ; les hommes sont portés à l'amour des choses sensibles, ils se laissent absorber par les occupations terrestres ; voilà pourquoi la vérité s'obscurcit parmi eux. Toutes les personnes qui ont étudié l'histoire savent qu'au moment où le Sauveur est venu sur la terre, le monde était plongé dans l'ignorance, et de nos jours encore, les hommes sont très ignorants dans tous les pays où ils ne sont pas éclairés par les lumières de la foi.

Il est donc évident que la foi complète et perfectionne la raison. Sans la foi, la raison ne pourrait conduire l'homme. La raison peut être comparée à une petite lampe dont la lumière faible ne permet de voir que quelques objets placés à côté de nous. La foi, au contraire, est comme un soleil qui nous laisse apercevoir les objets les plus éloignés ; elle nous permet de connaître Dieu et les vérités qui se rapportent à Dieu. C'est pourquoi Notre-Seigneur JÉSUS CHRIST dit devant Pilate : « Je suis né et je suis venu dans ce monde pour rendre témoignage à la vérité ».

En second lieu, la raison à son tour perfectionne dans une certaine mesure les lumières que nous donne la foi. Elle en trouve de belles images dans les choses sensibles ; elle nous aide à les pénétrer davantage, elle considère les rapports harmonieux de ces vérités entre elles ; cette connaissance procure à l'âme un plaisir incomparable ; mais pour la recevoir, il faut se préserver de toute présomption. On ne doit pas oublier que les vérités divines sont par elles-mêmes au-dessus de notre intelligence et que nous ne pouvons en apercevoir que quelques rayons.

« Celui, dit saint Hilaire, qui étudie pieusement les choses divines profitera toujours dans ses recherches, quoiqu'il n'arrive pas à comprendre tout ce qu'il désire. Gardez-vous, du reste, ajoute-t-il, en vous plongeant dans l'abîme de la vérité infinie, d'avoir la présomption de la comprendre tout entière.

» Comprenez avant tout que ces merveilles sont incompréhensibles ».

ARTICLE III

VICES OPPOSÉS A LA FOI

On peut distinguer trois sortes de péchés contre la foi :

1° L'*Infidélité* directement opposée à la foi ; 2° Le *Blasphème*, opposé à la confession de la foi ; 3° L'*ignorance* qui est en opposition avec les dons de science et d'intelligence.

I

De l'infidélité

Infidélité privative et positive

Le mot « *infidélité* » signifie : « privation de la foi. » On distingue l'infidélité *privative* et l'infidélité *positive*.

L'infidélité *privative* est la privation ou le défaut de foi en celui qui n'a aucune connaissance de la religion, qui n'en a pas entendu parler. Cette infidélité n'est pas un péché par elle-même ; elle est plutôt un châtiment qui provient du péché de notre premier père. Les personnes qui se trouvent dans cet état d'infidélité sont damnées à cause de leurs autres péchés, mais non à cause de cette infidélité elle-même : « Si je ne leur avais point parlé, disait Notre-Seigneur en parlant des Juifs, il n'auraient point de péché. »

L'infidélité *positive* est celle des hommes qui repoussent les lumières de la foi, soit parce qu'ils ne veulent pas entendre la prédication de l'Évangile, soit parce qu'ils la méprisent. Cette infidélité provient de l'orgueil ; elle est en elle-même le plus grave de tous les péchés.

Un péché, en effet, est d'autant plus grand qu'il nous sépare de Dieu. Or l'infidélité nous éloigne de Dieu plus que tout autre péché ; en nous empêchant de connaître Dieu, elle détruit le premier lien qui nous rapproche de Lui. Pour aller vers Dieu, dit saint Paul, il faut tout d'abord *croire*.

Puisque *l'infidélité positive* est le plus grand de tous les péchés, elle est le mal suprême de l'homme.

La foi est l'œil de notre âme. Il est pénible de ne pas jouir des yeux du corps : naturellement nous plaignons ceux qui sont frappés de cécité. Il est plus triste encore d'être privé de l'œil spirituel de la raison et nous éprouvons une pitié profonde pour ceux qui sont atteints de folie. Mais c'est le malheur suprême de ne point jouir de l'œil de la foi. Cette privation dépouille l'homme de tous les biens auxquels il était destiné ; elle le dégrade et en fait une sorte de monstre de la nature, car sans la foi il est impossible à l'homme de plaire à Dieu et de parvenir à sa fin dernière. Sans la foi, il

ne peut pas faire un seul acte méritoire aux yeux de Dieu. Lès œuvres naturelles ne sont pas des péchés si elles ne sont contraires à aucune loi ; mais elles n'ont aucun mérite pour le Paradis.

Diverses sortes d'infidèles

On distingue généralement trois sortes d'infidèles :

1° Les *païens* qui n'ont jamais été appelés au bienfait de la foi.

2° Les *Juifs* qui connaissent la figure de la foi chrétienne, mais qui n'en ont jamais embrassé la réalité.

3° Les *hérétiques* qui, après avoir eu reçu le bienfait de la doctrine évangélique, l'ont repoussée totalement ou en partie.

Aux hérétiques on peut rattacher les *apostats*.

1° *Les païens*

A prendre les choses par un certain côté, l'infidélité des Gentils est plus grande que les autres puisque les Gentils sont plus profondément ensevelis dons les ténèbres ; ils connaissent moins de vérités ; le péché des hérétiques cependant est le plus grave, parce que ayant plus de lumières, ils sont plus coupables dans leur infidélité ; ils professent la foi de l'Evangile et ils la corrompent ; un tel acte est bien plus blâmable que s'ils ne l'avaient jamais embrassée.

Parmi les infidèles, il y en a qui n'ont jamais reçu la foi et n'ont pris aucun engagement envers l'Église. A leur égard, en ne peut employer aucune sorte de contrainte pour les amener à la foi, parce que la foi est un acte libre de la volonté. Mais la justice demande qu'on les empêche, si on en a les moyens, d'entraver l'exercice de la foi par leurs persécutions, par leurs scandales, ou par des blasphèmes publics. Aussi l'Église a-t-elle toujours favorisé les Croisades contre les infidèles et les musulmans. Ce n'était certes pas pour contraindre ces infidèles à embrasser la foi, c'était simplement pour les obliger à laisser à l'exercice de la foi chrétienne la liberté qu'elle a le droit de revendiquer.

L'Église tolère même les rites et les cérémonies des infidèles, quoique ces pratiques soient sacrilèges et superstitieuses. C'est ainsi que saint Grégoire le Grand autorisait les Juifs

de Rome à observer librement toutes leurs fêtes et toutes leurs cérémonies. En cela, l'Eglise, dans son gouvernement, imite Dieu lui-même. Quoique tout puissant et souverainement bon, Dieu laisse parfois accomplir le mal qu'il pourrait empêcher, parce que la suppression de ce mal serait un obstacle à certains biens d'un ordre supérieur ou entraînerait des maux plus considérables.

De même ceux qui sont investis de l'autorité sur la terre doivent tolérer certains maux pour ne point nuire à d'autres biens ou pour ne pas occasionner des maux plus graves.

D'après ces principes, les catholiques tolèrent les cérémonies des infidèles, lorsque cette tolérance est utile pour le bien de la paix ou pour la conversion de ceux qui commettent le péché d'infidélité. Les hérétiques, au contraire, bien qu'ils ne manquent jamais de s'affubler du masque de la liberté, se montrent d'ure intolérance absolue. Le mal, lorsqu'il dispose de la force, ne supporte jamais la vérité. Ainsi les empereurs païens toléraient toutes les superstitions imaginables ; ils réservaient leurs supplices aux seuls chrétiens. Pour établir sa religion, Mahomet disait : « Crois ou meurs. » Au XVI^e^ siècle, les protestants, tout en adoptant le principe du libre examen, ne toléraient pas les catholiques ; ils incendiaient leurs églises et leurs demeures, dans tous les pays où ils devenaient les plus forts ; ils interdisaient, sous peine de mort, les cérémonies du culte catholique

En 1789, les libres penseurs, tout en se déclarant bien haut partisans de la liberté des cultes, commencèrent par décréter la fermeture des églises et prononcer la peine de mort contre tous ceux qui prendraient part à une cérémonie catholique. Ils allaient jusqu'à défendre par une loi de vendre du poisson le Vendredi et de se reposer le Dimanche, tant ils étaient oppresseurs des consciences.

N'a-t-on pas vu récemment des sectaires, qui se disaient les amis de la liberté, expulser brutalement de leurs demeures des hommes pacifiques qui n'avaient d'autre tort que de se réunir pour prier Dieu ou pour se dévouer au soulagement des misères publiques ?...Ne poussaient-ils pas le cynisme jusqu'à permettre tous les livres, hormis les seuls nécessaires, l'*Evangile* et le *Catéchisme* qui en est l'abrégé... ?

l'reuve évidente qu'en dehors de l'Eglise, il n'y a jamais de tolérance et que les incrédules mentent avec impudence lorsqu'ils se prétendent les amis de la liberté. L'Eglise, au contraire, a tant d'égards pour la liberté individuelle et pour celle des parents qu'elle interdit d'une manière absolue de baptiser les enfants des infidèles malgré leurs parents ; il ne peut y avoir d'exception que lorsque ces enfants se trouvent en danger prochain de mort.

L'hérésie

L'hérésie est une sorte d'infidélité. Le mot *hérésie* veut dire « choix ». Il désigne l'infidélité de ceux qui, après avoir professé la foi en Jésus-Christ, choisissent dans la doctrine chrétienne les vérités qui leur conviennent et refusent d'accepter les autres.

Ainsi, l'hérésie consiste à repousser un des articles du symbole ou bien une autre vérité de la doctrine chrétienne définie par le Souverain Pontife. Tant que le Saint siège ne s'est pas prononcé au sujet d'une vérité, on peut sans se rendre coupable d'hérésie refuser d'y adhérer, pourvu qu'on ait l'intention de se soumettre sincèrement à la décision du chef de l'Eglise ; mais dès que le Pape s'est prononcé, il faut absolument s'en rapporter à sa décision.

Les hérétiques doivent être retranchés du sein de l'Eglise après un premier et un second avertissement. « Ils sont semblables, dit saint Jérôme, à des brebis galeuses qui répandent la contagion dans tout le troupeau et entraînent sa ruine. Arius était une étincelle dans Alexandrie ; mais parce qu'il ne fut pas éloigné immédiatement, la flamme de cette étincelle ravagea l'univers entier. »

Lorsque les hérétiques se convertissent et abjurent leurs erreurs, ils sont reçus de nouveau dans le sein de l'Eglise.

L'Apostasie

Le mot apostasie signifie « *séparation.* » L'apostasie est, en effet une sorte de séparation ou éloignement de Dieu. Cette séparation peut se produire de plusieurs manière, selon les divers modes de l'union à Dieu.

Le premier degré d'union avec Dieu, c'est la foi. Le second degré, c'est la docilité à ses commandements. Le troisième degré, c'est une profession par laquelle nous nous

engageons à accomplir certaines œuvres de surérogation, comme la vie religieuse, l'état ecclésiastique.

1° S'éloigner de Dieu en abandonnant les ordres sacrés ou la vie religieuse, c'est l'apostasie qu'on appelle *apostasie d'ordre* ou de *religion*.

2° S'éloigner de Dieu en se révoltant contre ses commandements, c'est l'apostasie du péché mortel.

3° S'éloigner de Dieu en abandonnant la foi, c'est l'apostasie complète ; c'est cette apostasie qui est une sorte d'infidélité.

On voit par là que l'hérésie se rattache à l'apostasie. Toutefois, on réserve généralement le nom d'apostasie au crime de celui qui, ayant été baptisé, refuse de croire en Jésus-Christ, tandis que les hérétiques admettent la doctrine de Jésus-Christ et se contentent de repousser une ou plusieurs des vérités qu'il enseigne.

Les francs-maçons, qui repoussent la divinité de Jésus-Christ et les rationalistes, qui refusent d'admettre la révélation divine, sont des apostats proprement dits.

II

Le blasphème

Le blasphème est opposé à la confession de la foi. L'homme qui s'en rend coupable refuse de reconnaître quelque perfection divine, ou il attribue à Dieu une chose qui ne peut convenir à son infinie bonté.

S'il le fait intérieurement, sans manifester au dehors ce sentiment pervers, c'est le blasphème *du cœur*. S'il exprime par la parole des pensées contraires à la bonté divine, il commet le blasphème proprement dit, qui est une parole injurieuse à Dieu.

Cette notion du blasphème en montre suffisamment la gravité. L'infidélité est par elle-même le plus grand des péchés, puisqu'elle détruit le principe même de notre union avec Dieu. Dans tout blasphème, il y a une infidélité véritable, accompagnée d'une circonstance qui en augmente encore le désordre.

Le blasphème est donc un crime abominable. Cependant il est très commun de nos jours ; quelle multitude de livres,

de brochures, de journaux qui n'ont d'autre but que de proférer d'affreux blasphèmes !

C'est un devoir pour tout homme de cœur de réparer un tel scandale, en s'appliquant à louer et à bénir Dieu. Il faut surtout se pénétrer d'une profonde horreur pour ce crime monstrueux dont le monde est infesté. Comme un venin subtil, il pénètre dans toute âme qui ne repousse pas énergiquement toute lecture, toute conversation viciée par le blasphème.

Le blasphème est le péché des damnés, qui ont de l'aversion pour Dieu et ne cessent d'injurier sa divine bonté.

C'est au blasphème que se rattache le péché appelé dans l'Ecriture « *le péché contre le Saint-Esprit* ». Les œuvres de la bonté ou de l'amour de Dieu sont généralement attribuées au Saint-Esprit. C'est pour ce motif qu'on nomme « péchés contre le Saint-Esprit » ceux qui outragent directement la bonté de Dieu, ou qui entravent d'une manière plus immédiate les effets de cette divine bonté.

Les saints docteurs mentionnent généralement six péchés contre le Saint-Esprit :

1° Le *désespoir*, qui prive l'homme de l'espérance, condition indispensable pour recevoir la grâce divine.

2° La *présomption*, qui lui enlève le sentiment de la crainte de Dieu, sans lequel il ne peut participer aux dons célestes.

3° L'*obstination*, par laquelle il se traîne dans la honteuse ornière du péché.

4° L'*impenitence*, qui l'empêche de recourir à la planche du salut, offerte au pécheur après son naufrage.

5° L'*attaque de la vérité connue*, odieux péché dont se rend coupable celui qui, recevant les rayons de la vérité pour sortir des ténèbres du mal, repousse cette divine lumière.

6° L'*envie au sujet des grâces accordées à nos frères*, directement opposée à la bonté divine qui veut le salut de tous les hommes.

La Sainte Ecriture appelle le péché contre le Saint-Esprit un péché *irrémissible*. Cette expression ne veut pas dire que l'Eglise ne puisse pas en accorder le pardon, au nom de Dieu dont elle a reçu les clefs du ciel ; elle signifie que ce péché arrête dans son principe la grâce indispensable pour en obtenir le pardon, et que par conséquent il ne peut être

remis que par une sorte de miracle de la miséricorde divine.

III

L'ignorance

Le péché d'*ignorance* est opposé au don de science : nous en avons déjà parlé.

Au don d'intelligence est opposé l'*aveuglement de l'esprit* ou la cécité spirituelle. On donne ce nom au vice qui empêche l'homme de voir les biens spirituels, comme on appelle aveuglement corporel l'état de celui qui ne peut voir les objets sensibles.

L'aveuglement de l'esprit provient de diverses causes.

Tantôt il se produit parce que celui qui en est atteint refuse de réfléchir sur les vérités spirituelles, afin de ne pas avoir à se convertir : « Il n'a pas voulu comprendre, dit la Sainte Ecriture, parce qu'il ne voulait pas bien agir. »

D'autres fois cet aveuglement est occasionné par les occupations étrangères auxquelles l'âme se livre tout entière, se mettant ainsi dans l'impossibilité de voir la vérité.

Il y a un autre péché opposé au don d'intelligence : c'est comme une sorte d'émoussement de l'âme, qui se matérialise et devient incapable d'être touchée par les choses spirituelles.

Ces divers pechés ont pour cause ordinaire les passions grossières et les vices contraires à la pureté et à la tempérance chrétienne Ils sont le châtiment de l'orgueil de ceux qui refusent de se soumettre à la loi divine.

CHAPITRE II

L'Espérance

Au sujet de la vertu d'espérance, nous étudions brièvement ;

1° La nature et les avantanges de l'Espérance ;

2° Les fondements de l'Espérance chrétienne ;

3° Le don de crainte ;

4° Les péchés opposés à l'espérance.

I

Nature de l'Espérance

L'espérance, en général, est un sentiment de l'âme, qui attend un bien qu'elle ne possède pas encore.

L'espérance est le grand ressort qui excite l'homme au travail. Si le cultivateur s'impose tant de fatigues,c'est qu'il espère une récolte qui lui donnera du profit. Le commerçant prend beaucoup de peine à cause des bénéfices qu'il compte réaliser. Ce qui anime le soldat dans toutes les difficultés de la lutte, c'est la perpective de la victoire.

Ainsi en est-il dans la vie morale. Pour s'imposer tous les sacrifices auxquels la loi divine assujettit la nature, on a besoin d'être soutenu par le sentiment de l'espérance.

L'espérance naturelle nous fait attendre seulement des biens temporels, de l'or, de l'argent, des jouissances terrestres et passagères, une gloire éphémère. L'espérance chrétienne a de tout autres horizons : les biens qu'elle a en vue sont des biens éternels, c'est la possession même de Dieu dans le ciel.

Ainsi, l'objet principal de l'espérance, c'est le bonheur que nous trouverons à posséder Dieu dans le ciel.

Absolument incapables de parvenir par nous-mêmes jusqu'à Dieu, nous avons besoin qu'il nous vienne en aide. Les secours qui nous permettent de parvenir à posséder Dieu sont l'*objet secondaire* de la vertu d'espérance.

C'est donc avec raison que les docteurs catholiques définissent la vertu d'espérance : « Une vertu surnaturelle par laquelle nous attendons avec une ferme confiance la vie éternelle et les secours dont nous avons besoin pour y arriver. »

C'est une vertu « surnaturelle » ; car Dieu seul peut la mettre dans notre âme.

« *La vie éternelle* » est, comme nous l'avons rappelé, l'objet principal de l'espérance.

« *Les secours dont nous avons besoin pour y arriver* »,ou la grâce de Dieu ; tel est l'objet secondaire de notre espérance.

II

Fondements de l'Espérance chrétienne

L'espérance humaine est toujours plus ou moins chance-

lante, parce que « toute chair humaine est fragile comme l'herbe », et ceux qui se confient aux crétures ne s'appuient que sur la misère et la faiblesse.

Il n'en est pas ainsi de l'espérance chrétienne. Elle est accompagnée d'une ferme confiance ; car elle repose sur quatre fondements inébranlables :

1° Sur la *promesse de Dieu*, qui ne peut ni se tromper ni nous tromper. Dieu nous a expressément promis de ne jamais nous abandonner sur la terre, quels que soient les crimes que nous ayons commis : « Une mère,dit-il, n'abandonne jamais son enfant, et alors même qu'elle l'abandonnerait, moi je ne vous abandonnerai jamais. » La parole divine est donc le premier fondement de l'espérance chrétienne.

2° Le deuxième fondement,c'est la *toute puissance de Dieu*. Les hommes, malgré leur bon vouloir, ne peuvent pas toujours noue rendre service. Dieu est tout-puissant, il nous a promis de nous sauver : nous sommes donc assurés qu'il nous sauvera, si nous le voulons.

3° Le troisième fondement de l'espérance,c'est la *bonté infinie de Dieu*.Nos crimes et nos ingratitudes pourraient nous faire craindre d'être abandonnés de Dieu ; mais l'espérance nous montre sa miséricorde infinie, toujours prête à nous pardonner. Par conséquent alors même que nous aurions commis à nous seuls tous les crimes qui ont souillé la terre, nous avons recours à la bonté divine.

4° C'est dans les mérites de Jésus-Christ que se trouve le quatrième fondement de l'espérance chrétienne. L'homme est une si petite créature qu'il peut se demander comment il se fait que Dieu daigne s'occuper de lui ; mais s'il se souvient que Jésus-Christ,devenu son frère et son ami, lui donne tous ses mérites, il comprend que son espérance est solidement appuyée ; en se tournant vers nous, c'est son auguste Fils que Dieu considère.

Ainsi,notre espérance repose sur des bases inébranlables; elle doit donc être sans limites. Pour l'exciter en notre cœur, rappelons-nous cette parole d'un grand saint : « A petite bonté,petite espérance ; à bonté sans limites, espérance sans limites. »

Ces explications nous font parfaitement comprendre le symbole choisi par la tradition catholique pour représenter

l'espérance : c'est une jeune fille assise qui lève les yeux au ciel : d'une main, elle s'appuie sur une ancre ; de l'autre, elle tient un flambeau allumé.

III

De la Crainte

Le sentiment de la crainte se rapporte à celui de l'espérance. L'espérance nous fait attendre un bien et la crainte nous fait redouter un mal.

On distingue quatre sortes de craintes, selon la nature du mal que l'on redoute : la crainte *humaine* ou *mondaine* ; la crainte *servile* ; la crainte *filiale* et la crainte *initiale*.

La différence de ces craintes provient de leur nature particulière.

1° La crainte *humaine* ou *mondaine* nous fait redouter par-dessus tous les maux temporels. Elle nous éloigne de Dieu, pour échapper à ces maux de l'ordre temporel. Elle fait, par exemple, qu'on n'ose pas accomplir la loi divine parce qu'on craint une persécution ; on redoute de perdre une position matérielle et on fait passer Dieu après les intérêts humains. Cette crainte est toujours mauvaise, parce qu'on doit sacrifier tous les intérêts matériels plutôt que d'offenser Dieu.

2° La *crainte servile* est celle qui nous fait redouter les vengeances divines. Elle nous porte à nous tourner vers Dieu, à cause des châtiments dont il menace ceux qui l'offensent. Cette crainte est bonne en elle-même, elle est moins parfaite cependant que la crainte filiale.

3° La *crainte filiale* nous fait redouter par-dessus tout, non pas les châtiments éternels, mais le malheur de déplaire à Dieu notre Père. C'est cette crainte qui est un don du Saint-Esprit. C'est celle que le Sage, dans la Sainte Ecriture, veut inspirer à ses disciples : « Venez, dit-il, mes enfants, je vous enseignerai la crainte du Seigneur. »

4° La *crainte initiale* participe de la crainte servile et de la crainte filiale. On l'appelle *initiale*, du mot latin *initium* qui veut dire *commencement*, parce qu'elle est le commencement de la crainte filiale et qu'elle nous dispose à la charité, en mettant dans notre cœur un commencement d'amour de Dieu.

IV

4° *Péchés contre l'Espérance*

Il y a deux sortes de péchés contre l'espérance : le *désespoir*. qui est un défaut d'espérance et la *présomption* qu consiste à espérer d'une manière désordonnée.

1° Le *désespoir*. De tous les péchés, le désespoir est le plus dangereux pour l'âme ; il n'y en a point qui nous éloigne davantage de Dieu

Les péchés d'infidélité et de haine de Dieu sont plus graves en eux-mêmes, mais ils sont moins terribles pour l'âme. Le désespoir, en effet, nous enlève tout moyen de nous unir à Dieu : « Commettre un crime, dit saint Isidore, c'est la mort de l'âme ; mais désespérer, c'est descendre en enfer. » Caïn et Judas ont été de grands criminels ; mais le péché qui les a perdus, c'est le désespoir. Il est donc essentiel de se prémunir contre toute tendance et toute tentation de désespoir. Pour cela il faut souvent songer aux fondements de l'espérance chrétienne et à tous les motifs que nous avons de nous confier pleinement en Dieu.

D'après les saints docteurs. le désespoir provient principalement de deux causes : 1° De l'amour des plaisirs, qui nous empêche d'estimer convenablement les biens spirituels ; 2° de la paresse ou abattement de l'âme, qui nous enlève l'énergie nécessaire pour prendre les moyens de salut dont Dieu veut que nous fassions usage.

La *présomption* est encore un vice très dangereux pour l'âme. C'est une sorte de péché contre le Saint Esprit. Le présomptueux semble mépriser le secours divin ; il le repousse, parce qu'il compte sur ses propres forces.

CHAPITRE III

La Charité

Les principales questions qui se rattachent à la charité comprennent : 1° la nature de la charité ; 2° les fruits de la charité ; 3° les vices opposés à cette vertu ; 4° le précepte de la charité ; 5° la sagesse, don qui correspond à cette vertu.

I

Nature de la Charité

Pour nous rendre compte de la nature de la charité, nous devons en examiner successivement l'*excellence*, les *motifs*, les *degrés* et l'*objet*.

Excellence de la Charité

La charité est la plus excellente de toutes les vertus. Sans la charité, toutes les autres vertus sont mortes, elles ne peuvent rien mériter pour le ciel. Avec la charité, elles deviennent vivantes ; tous les actes qu'elles produisent sous son influence sont méritoires du paradis. Rien n'est donc plus important, au point de vue moral, que d'entretenir dans son âme la vertu de charité.

La nature de la charité suffit pour nous en montrer la grandeur. La charité est le lien qui unit notre âme avec Dieu. C'est une véritable amitié entre l'âme et Dieu. Peut-on concevoir une vertu plus élevée ?

L'amitié suppose trois éléments : 1° Un amour mutuel ; 2° une sorte d'égalité entre ceux qu'elle unit ; 3° une communauté des biens qu'ils possèdent. Qui croirait que de telles relations puissent exister entre l'homme et Dieu ? La charité néanmoins produit cette merveille.

1° Il y a dans la charité un amour mutuel entre l'homme et Dieu. La charité, en effet, c'est la vertu par laquelle nous aimons Dieu par-dessus toutes choses. Toutes les fois que nous avons la charité, c'est donc qu'il y a dans notre cœur l'amour de Dieu. D'un autre côté, Dieu nous aime avec tendresse lorsque nous l'aimons nous-mêmes ; il nous accorde alors ses bonnes grâces et c'est pourquoi lorsqu'une âme possède la charité, on dit qu'elle est en état de *grâce*, c'est-à-dire dans un état qui charme Dieu et qui lui plaît. Ainsi la charité produit l'amour mutuel.

2° Bien que cela paraisse incompréhensible, il y a aussi une certaine égalité entre Dieu et l'âme ornée de la charité. L'apôtre S. Pierre, en effet, nous apprend que, par cette vertu, nous devenons participants de la nature divine et par conséquent Dieu nous élève jusqu'à lui Cela résulte du grand mystère de l'incarnation, par lequel Jésus-Christ s'est

fait homme et est descendu jusqu'à nous, pour nous élever jusqu'à lui. Il nous appelle ses frères et ses amis ; il nous a rendus enfants de Dieu. Comme Notre-Seigneur Lui-même est Fils de Dieu par nature, nous le sommes par adoption. Ainsi s'établit une sorte d'égalité mystérieuse entre Dieu et l'homme, qui est appelé le fils de Dieu et le frère de Jésus-Christ et qui l'est en effet lorsqu'il possède la charité.

3° Enfin, une parfaite communication de biens s'établit entre Dieu et l'âme par la charité. Dieu donne ses propres biens à l'âme qui possède la charité, puisque la charité nous donne droit au ciel et à la possession de Dieu pendant l'éternité. D'un autre côté, l'âme qui a la charité donne à Dieu tout ce qu'elle a, puisque la charité nous fait aimer Dieu de tout notre cœur, de tout notre esprit et de toutes nos forces ; elle fait que nous lui consacrons nos pensées, nos paroles et nos actions. Ainsi, dans la charité, il y a une parfaite communication de biens entre Dieu et l'homme. Dieu donne à l'homme tous ses biens et il se donne lui-même, l'homme à son tour se donne tout entier à Dieu.

Motifs de la Charité

Les motifs de la charité se trouvent dans les amabilités ou perfections de Dieu. Dieu renferme en Lui-même tout ce qui est bon et tout ce qui est aimable ; par conséquent il doit être souverainement aimé. A cette raison fondamentale, qui est le vrai motif de la charité, nous pouvons ajouter plusieurs autres motifs, tous propres à exciter la charité dans nos cœurs.

1° *Les bienfaits de Dieu*, qui nous a comblés de ses faveurs et à qui nous devons tout ce que nous sommes. Par conséquent, la reconnaissance nous fait un devoir de l'aimer.

2° Les *biens* que *Dieu* nous promet si nous l'aimons. Ceux qui aiment Dieu sont appelés à jouir du bonheur éternel.

3° *L'affreux malheur* réservé à tous ceux qui n'aiment pas Dieu. Séparés du Souverain Bien pendant toute l'Eternité, ils seront condamnés pour toujours aux souffrances atroces de l'enfer.

4° Le *commandement rigoureux* que Dieu nous fait de l'aimer. Il est notre Créateur et notre Maître, sa volonté

doit donc être la règle de notre conduite. Or, ce qu'il demande par-dessus tout, c'est que nous l'aimions.

Comme, malgré tant de puissants motifs, les hommes s'obstinaient à être rebelles à l'amour envers leur Créateur, Dieu a voulu se faire visible ; il a revêtu toutes les grâces de l'enfance ; il s'est fait homme afin d'attirer nos cœurs Et il nous a donné les marques prodigieuses de tendresse que ne cessent de nous rappeler les mystères de la religion chrétienne.

Degrés de la Charité

On distingue plusieurs sortes de degrés dans la charité.

Il y a d'abord la charité du *ciel* et la charité de la *terre*.

La charité du ciel est celle des bienheureux, dont toutes les pensées et toutes les affections sont constamment tournées vers Dieu.

Cette charité n'est pas possible sur la terre, parce que l'homme n'est pas capable ici-bas de tenir son esprit et son cœur fixés sans cesse sur un même objet ; il est trop distrait par tout ce qui l'entoure.

La charité possible ici-bas est celle qui consiste dans l'union à Dieu d'une manière habituelle. Cette charité de la terre comprend trois degrés : le degré des commençants, le degré des progressants et le degré des parfaits.

1° Le degré des commençants s'appelle la *voie purgative*, du mot latin *purgare*, « purifier ». On le nomme ainsi, parce que le principal travail des personnes qui se trouvent dans ce degré de charité, c'est de se purifier du péché, des habitudes vicieuses et de surmonter les tentations qui les portent au mal. Pour arriver à ce premier degré, qui est absolument essentiel, il faut être résolu à tout sacrifier plutôt que d'offenser Dieu mortellement.

2° Le *degré des progressants* s'appelle la *voie illuminative*. On lui donne ce nom, parce que, dans ce degré de charité, l'âme s'applique surtout à considérer Notre-Seigneur Jésus Christ, le divin soleil de Justice, pour recevoir la lumière qu'il répand sur notre intelligence : son grand travail consiste donc à étudier Notre-Seigneur, à méditer sur l'Évangile, afin d'en faire la règle de sa conduite, et à pratiquer les vertus chrétiennes.

Le 3e degré, ou *degré des parfaits*, s'appelle la *voie unitive*, parce que la principale préoccupation des personnes qui y sont arrivées, c'est de s'unir à Dieu par des liens de plus en plus étroits. Le travail de ce degré consiste dans la contemplation et dans l'action, auxquelles on s'adonne en union avec Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Objet de la charité

L'objet de la charité, c'est *Dieu*, puisque la charité consiste à aimer Dieu par-dessus toutes choses ; mais, en aimant Dieu, nous devons aimer toute la famille de Dieu, tous ceux qui sont appelés à participer dans le ciel à la vie de Dieu et à s'y trouver dans notre voisinage. La charité a donc un objet secondaire, c'est notre prochain, c'est-à-dire :

1° Les *Anges* et les saints du ciel, qui jouissent déjà de la vue de Dieu.

2° Tous les *hommes* qui sont sur la terre et qui par là-même sont appelés à posséder Dieu dont ils portent l'image dans leur âme.

3° Les *âmes du Purgatoire*, qui sont en grâce avec Dieu et qui sont destinées à arriver bientôt au bonheur du ciel.

4° *Nous-même* et notre propre corps, parce que ce corps doit devenir un jour le compagnon de notre gloire.

Cet amour du prochain est inséparable de l'amour de Dieu Si nous n'aimons pas notre prochain, il est impossible que nous aimions Dieu ; Dieu ne saurait être séparé de sa famille.

II

Fruits de la Charité

Nous nous occuperons successivement des *fruits intérieurs* et des *fruits extérieurs*.

Fruits intérieurs

On peut ramener à trois les fruits que la charité produit dans notre âme ; la *joie*, la *paix* et la *miséricorde*.

1° La joie

La joie est un sentiment produit en nous, soit par la présence de l'objet que nous aimons, soit par la considération des avantages que possède cet objet de notre amour.

Ainsi, à la vue des perfections et des biens infinis qui appartiennent à Dieu, tout cœur qui l'aime est pénétré de joie. Le bonheur du Dieu que nous aimons produit donc en nous ce sentiment de la joie. Aussi les saints trouvent-ils d'ineffables délices à contempler les perfections divines.

Une seconde cause de joie se trouve dans les avantages que nous procurent nos rapports avec Dieu. Nous nous réjouissons parce que la charité nous donne part à tous les biens que Dieu possède. Ce deuxième motif est moins parfait que le premier ; il se rattache à l'espérance. Lorsque nous nous réjouissons des biens qui appartiennent à Dieu, à cause de l'amour que nous avons pour Lui, c'est la charité parfaite.

La joie qui résulte des perfections divines n'est mêlée d'aucune tristesse : car aucun bien ne manque à Dieu.

Mais celle que nous causent nos rapports avec Dieu est mêlée de tristesse, à cause des obstacles qui empêchent que notre union avec Dieu soit parfaite. Dans le ciel, cette joie sera sans mélange ; alors nous possèderons Dieu pleinement et sans crainte de le perdre. Non seulement la joie remplira notre cœur, mais nous serons plongés dans la joie même de Dieu. Aussi adresse-t-il ces paroles à son fidèle serviteur, en l'introduisant dans le ciel : « Entre dans la joie de ton Seigneur. »

2. *La paix*

Le second fruit de la charité, c'est la *paix*.

La paix suppose d'abord la *concorde*, c'est-à-dire l'union des cœurs. Ainsi entendue, elle est le fruit de la charité ; car on est toujours uni aux personnes que l'on aime et lorsqu'on a la charité, on aime tous ses frères.

La concorde ne suffit pas pour que notre âme goûte la paix proprement dite : il faut aussi qu'il y ait en nous-mêmes le repos, une harmonie parfaite entre nos désirs ; c'est ce que produit la charité. Lorsqu'on aime Dieu, en effet, on subordonne tout à sa volonté ; de là résulte une harmonie parfaite entre les divers mouvements de notre âme : « Seigneur, s'écrie le psalmiste, ceux qui aiment votre loi goûtent une grande paix ». Saint Augustin nous fait parfaitement connaître la nature de la paix, lorsqu'il dit : « La paix est la

tranquillité de l'ordre. » Il n'y a désordre dans une âme que si elle est soumise à Dieu par la charité. Et sans la charité il ne saurait y avoir de paix véritable.

3 *La miséricorde*

La *miséricorde* est le sentiment qui nous porte à soulager les misères du prochain. Le mot *miséricorde* vient de deux mots latins : *miserum cor* « cœur malheureux » ; le cœur miséricordieux est malheureux à la vue des souffrances ou des infirmités de son prochain.

Il est évident que la miséricorde est un fruit de la charité; car, lorsqu'on aime bien son prochain, on ne peut que compatir à ses infortunes.

De toutes les vertus, la miséricorde est la plus grande en elle-même. C'est le propre de la miséricorde en effet de se dépenser pour remédier aux défauts et aux misères des autres. C'est pourquoi la miséricorde est l'attribut propre de Dieu et l'Église nous enseigne que la Toute-Puissance divine se manifeste surtout dans la miséricorde.

Mais, considérée dans l'âme qui la possède, la miséricorde est au-dessous de la charité, parce qu'il est plus excellent d'être uni à Dieu que de soulager les misères de sa créature. Du reste, l'union à Dieu nous porte aussitôt à la miséricorde envers tous les membres souffrants de JÉSUS-CHRIST et la miséricorde est la plus excellente des vertus qui se rapportent au prochain

Fruits extérieurs de la charité

On peut rattacher à la bienfaisance tous les fruits extérieurs de la charité.

La *bienfaisance*, ainsi que son nom l'indique, consiste à faire du bien au prochain. Elle est manifestement le fruit de la charité : si en effet on aime réellement son prochain, on lui fait du bien autant qu'on le peut.

La bienfaisance doit s'inspirer des mêmes règles que la charité elle-même. Il faut la pratiquer d'abord à l'égard des personnes avec lesquelles on a des liens plus étroits et de celles qui ont un plus pressant besoin de notre secours.

L'acte principal de notre bienfaisance, c'est l'*aumône*, qui

a pour but de soulager les infortunes du prochain et de subvenir à ses besoins.

On distingue deux sortes d'aumônes : les aumônes *spirituelles* et les aumônes *corporelles*.

Nous parlerons successivement : 1° Des aumônes *corporelles*, 2° des aumônes *spirituelles*, 3 Du devoir de l'aumône. 4° De la correction fraternelle, qui est la forme la plus délicate de l'aumône.

1. Aumônes corporelles

Les saints docteurs signalent généralement sept sortes d'aumônes corporelles : la *nourriture*, la *boisson*, le *vêtement*, l'*hospitalité*, le *soin des malades*, la *délivrance des captifs* et la *sépulture des défunts*.

Les quatre premières ont pour but de soulager des nécessités corporelles communes à tous les hommes.

Deux autres tendent à satisfaire les besoins qu'on éprouve dans certaines situations particulières.

Aux malades privés de la santé il faut des soins pour recouvrer ce bien dont ils sont privés ; les prisonniers et les captifs ont besoin de liberté ou du moins de consolation pour supporter les ennuis de leur captivité.

Enfin, même après la mort, le corps a besoin du secours des hommes ; il réclame une sépulture honorable.

Voilà bien les sept nécessités corporelles que les hommes peuvent éprouver ; il y a donc aussi sept sortes d'aumônes corporelles.

2. Aumônes spirituelles

Nous pouvons pratiquer l'aumône spirituelle en nous adressant à Dieu par la prière pour solliciter les bienfaits divins en faveur de nos frères ; c'est l'aumône spirituelle la plus excellente.

Nous pouvons aussi nous occuper directement de soulager les divers besoins spirituels du prochain :

1° Au défaut d'instruction, on peut porter remède par l'enseignement que l'on donne.

2° Nos bons avis et nos bons conseils amèneront nos frères à vivre d'une manière plus sage.

3° S'ils manquent de courage, nous ranimerons leur ardeur.

4° La correction fraternelle permet de faire disparaître les défauts qui se glissent dans les actions du prochain.

5° Le défaut de charité ou de justice à notre égard sera compensé, si nous pardonnons les torts que l'on a envers nous.

6° Aux ennuis qui résultent des défauts du prochain, nous répondrons en les supportant charitablement.

Ces six sortes d'aumônes, ajoutées à la *prière*, forment les sept sortes d'aumônes ou les sept sortes d'œuvres spirituelles de miséricorde.

3. Devoir de l'aumône

L'aumône n'est pas seulement un conseil, c'est un précepte rigoureux. Nous sommes obligés de faire l'aumône spirituelle et corporelle à celui qui se trouve dans la nécessité. Pour le secourir, nous sommes tenus de donner notre superflu, c'est-à-dire ce qui ne nous est pas indispensable à nous-mêmes, dans la condition où nous nous trouvons.

La perfection évangélique demande même davantage : « Si vous voulez être parfait, dit Jésus dans l'Evangile, allez, vendez tout ce que vous avez et donnez-le aux pauvres. » Elle veut donc qu'on se prive soi même pour soulager les infortunes spirituelles et corporelles du prochain.

4. De la correction fraternelle

La correction fraternelle est une sorte d'aumône qui mérite spécialement notre attention. C'est évidemment, en effet, une grande œuvre de charité d'éloigner le prochain du péché, qui est le plus grand mal qui lui puisse arriver.

Il ne faut pas confondre la correction fraternelle avec la correction infligée par les supérieurs. La correction infligée par les supérieurs est un devoir de justice qu'ils exercent envers leurs inférieurs pour le bien de la communauté.

La correction fraternelle est un acte de charité que pratique toute personne qui aime véritablement son prochain.

Dans certains cas, on peut et on doit même l'exercer envers ses supérieurs, à condition de le faire avec le respect

et tous les égards convenables et dans une pensée de vraie charité.

Règle générale, la correction fraternelle doit être faite dans la forme indiquée par l'Evangile. Il faut d'abord avertir en particulier. Si on ne réussit pas, on a recours à un ou deux auxiliaires, et enfin, à la troisième fois seulement, on s'adresse au supérieur.

Le précepte de la correction fraternelle n'oblige pas, si on prévoit que la personne qu'on devrait avertir n'en retirera aucun profit et qu'au contraire, elle devienda pire; alors la correction fraternelle demande qu'on se taise, puisqu'elle a pour but de procurer le bien de celui à qui elle s'adresse.

III

Vices opposés à la charité

Parmi les vices opposés à la charité nous distinguerons :
La *haine*, directement opposée à *l'acte même* de la charité ;
La *paresse* et l'*envie* opposées à la *joie* de la charité ;
La *discorde* et le *schisme* opposés à la *paix*.
L'*injure* et le *scandale*, opposés à la *bienfaisance*.

1° La haine

Il semble incroyable que l'on puisse éprouver à l'égard de Dieu le sentiment de la haine : Dieu, en effet, est le Bien parfait et le dispensateur de tous les dons ; il est souverainement aimable.

Mais ses divins attributs sont opposés au désordre de la volonté de l'homme. Dieu défend le péché et le menace de ses châtiments ; c'est à ce point de vue que les hommes dépravés peuvent éprouver même à l'égard de Dieu cet abominable sentiment de la haine.

Il n'est pas besoin de faire remarquer que la haine de Dieu est le plus grand de tous les péchés. Ce qui fait la malice du péché, c'est qu'il nous sépare de Dieu. Lorsque la volonté se souille du péché de la haine, elle se détourne directement de Dieu, qui devient lui-même l'objet de son aversion. Dans les autres péchés au contraire, la volonté ne s'éloigne de Dieu que d'une manière indirecte en recherchant une satisfaction que Dieu lui défend.

Il en résulte que la haine est le plus grand de tous les péchés à l'ègard de Dieu.

La haine du prochain est toujours un péché. Nous devons, il est vrai, haïr dans notre prochain le péché qui peut se trouver en lui ; mais c'est aimer le prochain que de détester le mal qui le défigure, de même qu'une mère qui aime bien son enfant déteste la maladie qui le fait souffrir et qui compromet sa santé.

La haine du prochain provient, ainsi que nous l'apprend saint Grégoire,du sentiment de l'envie qui fait que nous nous attristons du bien qui se trouve en nos frères et que cette tristesse nous le rend odieux.

2° La Paresse

Le sentiment que les maîtres de la vie spirituelle désignent sous le nom de *paresse* est une sorte de tristesse et d'ennui occasionné dans notre âme par le bien qui est en Dieu ou par le bien que Dieu nous demande. L'effet de ce sentiment c'est d'abattre notre âme et de la rendre incapable des efforts nécessaires pour son salut ou pour sa sanctification.

Cette tristesse est directement opposée à la joie de la charité. Elle est par sa nature un péché grave si elle arrive jusqu'à la volonté. Mais il faut bien se garder de la confondre avec les mouvements de paresse et de dégoût qui se trouvent dans notre sensibilité et qui ne sont que des péchés véniels. Pour que la paresse soit un péché mortel, il faut qu'elle amène la raison à détester le bien qui est en Dieu.

C'est alors que la chair a prévalu sur l'esprit et que l'on est devenu gravement coupable.

La paresse est au nombre des vices ou péchés qu'on appelle *capitaux* parce qu'ils donnent naissance à beaucoup d'autres. Le dégoût spirituel, en effet, fait commettre beaucoup d'autres péchés.

Les principaux de ces péchés sont appelés les « filles de la paresse ». Ce sont, d'après saint Grégoire, la *malice*, la *pusillanimité*, le *désespoir*, la *torpeur* dans la pratique du devoir et la *dissipation* ou *inquiétude de l'esprit*.

Le principal remède à la paresse, c'est de considérer souvent la bonté de Dieu, l'amour qu'il a pour nous et les

splendides récompenses qui doivent un jour couronner nos efforts.

3° L'envie

La tristesse dont nous venons de parler en nous occupant de la paresse est occasionnée par le bien qui est en Dieu tandis que l'*envie* est une tristesse causée par le bien du prochain.

Il nous semble que les avantages du prochain diminuent les nôtres et c'est pourquoi ils nous attristent. Le péché de l'envie est mortel de sa nature parce qu'il est directement opposé à la charité. Mais, il faut répéter au sujet de l'envie ce que nous avons déjà fait remarquer à propos de la paresse: il n'y a point de péché mortel, lorsque nous éprouvons seulement certains mouvements de tristesse dans notre sensibilité ; pour être un péché grave, il faut que l'envie soit réfléchie et bien délibérée.

Comme la paresse, l'envie est un vice ou péché capital. Ses filles sont : la *haine*, les *murmures*, la *médisance* et la *calomnie*, la *joie dans l'infortune du prochain* et *l'affliction* dans sa prospérité.

4° La discorde

La concorde unit les cœurs dans un même désir du bien de Dieu et du bien du prochain. La discorde est tout l'opposé. C'est le désaccord des volontés. Elle provient de ce que l'on ne cherche pas le bien du prochain, mais plutôt son intérêt personnel. Elle est un péché grave lorsque volontairement on repousse le bien divin.

Quelquefois le désaccord existe entre deux personnes qui recherchent également le bien de Dieu et le bien du prochain, mais qui ne s'entendent pas sur les moyens à prendre pour l'obtenir. Alors, il n'y a pas de péché. Un tel désacord n'est pas la discorde proprement dite. il ne porte que sur les détails. Il y a au fond une concorde parfaite. La discorde est la fille de la *vaine gloire*.

5° La dispute

Tandis que la discorde est dans les volontés, la dispute est dans les paroles. Elle existe entre deux personnes qui

soutiennent deux sentiments opposés. Pour apprécier la dispute, il faut en considérer le *fond* et la *forme*.

Dans le fond on peut attaquer la vérité ou combattre l'erreur.

Si on attaque la vérité, c'est un péché qui est toujours grave lorsqu'il s'agit de la vérité divine. Si on s'en prend à l'erreur on accomplit un acte louable.

Dans la forme, si on s'échauffe trop et qu'on dépasse les limites de l'animation et la vivacité permise, la dispute peut devenir un péché véniel, même lorsqu'on soutient la vérité.

La dispute, comme la discorde dont elle est l'expression extérieure. est fille de la *vaine gloire*.

6° Le schisme

Le schisme est le plus grand de tous les péchés opposés à la paix. C'est le crime des personnes qui refusent d'obéir au Souverain Pontife et qui se séparent ainsi de l'Unité de l'Eglise. Tous ceux qui se rendent coupables de ce péché cessent par là-même d'avoir part à la communion des saints, ils sont excommuniés.

Les prêtres et les évêques ouvertement schismatiques perdent toute autorité et toute juridiction ; ainsi ils ne peuvent pas confesser. Ils gardent néanmoins les pouvoirs d'ordre qu'ils ont reçus.

S'ils avaient le malheur de célébrer la messe, Notre-Seigneur se rendrait présent sur l'autel ; mais ils commettraient un sacrilège.

7° La guerre

La guerre est un grand fléau, puisqu'elle cause la mort d'une multitude de personnes et qu'elle occasionne beaucoup d'autres maux. Dans certaines circonstances cependant elle est permise, elle peut même être nécessaire. Pour que la guerre soit légitime, il faut trois conditions.

1° *L'autorité du chef de l'Etat*. Dans toute société, celui qui est le dépositaire de l'autorité a le droit de maintenir l'ordre à l'intérieur en punissant les malfaiteurs et même en leur infligeant, s'il en est besoin, la peine capitale. De même, il a le droit de protéger l'Etat contre les ennemis du dehors ; et, pour atteindre ce résultat, il n'y a souvent d'au-

tre moyen que la guerre. Mais la guerre ne peut être déclarée qu'au nom de la société et par celui qui est chargé de la diriger.

2° *Une cause juste.* La guerre n'est légitime que lorsqu'on attaque un peuple qui s'est rendu coupable de quelque injustice ou qui menace la sécurité de l'Etat

3° *Une intention droite.* Ceux qui font la guerre ne doivent jamais avoir pour but de faire du mal ou de tuer leurs ennemis ; il faut qu'ils se proposent de procurer le bien de leur pays.

Le droit naturel et le droit divin interdisent la guerre aux évêques et aux prêtres. La société, en effet, a divers besoins : il ne lui suffit pas d'être protégée matériellement contre les ennemis du dehors : elle est surtout obligée d'honorer Dieu, de pratiquer la vertu et d'obtenir les bénédictions divines. Elle a donc besoin de prêtres chargés de remplir cette mission spéciale, incompatible avec le métier des armes. Comment, en effet, allier la guerre avec la contemplation et la prière auxquelles le prêtre est tenu par sa profession ?

La guerre est d'ailleurs, par sa nature même, directement opposée au ministère des autels ; car celui qui immole l'Agneau sans tache doit avoir ses mains pures de toute effusion de sang.

8° La rixe

La rixe est une dispute en action. C'est une sorte de guerre privée. Elle est toujours un péché en celui qui attaque. Celui qui résiste ne commet pas un péché s'il garde la mesure convenable et s'il ne cherche pas à faire du mal à celui qui l'attaque. S'il dépasse cette mesure, il y a péché véniel ; s'il arrivait à vouloir tuer son adversaire ou à lui fare un mal notable, il y aurait péché mortel. La rixe est fille de la colère.

9° La sédition

La sédition est le soulèvement d'une partie du peuple contre l'autorité ou le gouvernement du pays. La sédition est un péché mortel pour ceux qui la provoquent et pour leurs complices.

10° Du scandale

Parmi les vices opposés à la bienfaisance, il y en a un

grand nombre qui attaquent la vertu de justice. Ce sont ceux qui violent les droits du prochain. Le scandale est plus particulièrement opposé à la vertu de charité. Nous allons en dire quelques mots.

Le mot *scandale* vient du mot grec *scandalon* qui veut dire *obstacle*, objet qui occasionne une chute.

D'après saint Jérôme, le scandale est une parole ou une action défectueuse qui est pour le prochain une occasion de ruine spirituelle.

Le scandale est un péché spécial, toutes les fois qu'on se propose formellement d'entrainer le prochain au mal. C'est un péché mortel, si on cherche à faire tomber son prochain dans une faute grave. C'est un péché véniel si on veut seulement lui faire commettre un péché véniel.

On ne doit jamais omettre son devoir pour éviter un scandale. Il faut toujours mépriser le scandale dit « de malice », c'est-à-dire le scandale des méchants qui cherchent toujours à empêcher le bien.

Mais il faut tenir compte du scandale *des faibles* et on peut omettre ou différer une bonne œuvre qui n'est pas nécessaire, si, en la faisant, on devait scandaliser certaines personnes ignorantes et bien intentionnées. Dans ce cas, on cherche d'abord à les instruire et on fait ensuite le bien que l'on doit accomplir.

IV

Précepte de la Charité

La charité comprend deux préceptes renfermés l'un dans l'autre : le précepte de l'amour de Dieu et celui de l'amour du prochain.

I. Il importe de bien saisir le sens des paroles qui expriment le grand précepte de l'amour de Dieu : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de tout ton esprit, de toute ton âme, de toutes tes forces. »

Ce précepte nous demande de rapporter à Dieu toutes les facultés de notre âme et tout ce que nous sommes.

1° *Notre volonté* et notre intention doivent se rapporter à Dieu tout entières ; c'est aimer Dieu *de tout son cœur*.

2° *Notre intelligence* doit être absolument soumise à Dieu : c'est aimer Dieu *de tout son esprit*.

3° Nos *facultés sensibles* et toutes nos tendances spirituelles doivent être réglées d'après la volonté de Dieu : c'est aimer Dieu de *toute son âme*.

4° Nos *actions extérieures* doivent être toujours conformes à la volonté divine, quelque obstacle que nous ayons à surmonter : c'est aimer Dieu de *toutes ses forces*.

Ce précepte renferme une double perfection : la perfection du *ciel* où notre âme toute entière sera pleinement appliquée à Dieu et la perfection de la *terre* qui a trois degrés, comme nous l'avons dit, et dont le degré essentiel est que notre cœur n'accepte rien qui puisse détruire en lui la charité.

II. Le précepte de l'amour du prochain est ainsi exprimé : « *Tu aimera ton prochoin comme toi-même*. » Et ces paroles nous indiquent à la fois : la *fin*, la *règle* et le *motif* de l'amour du prochain.

1° *La fin*. Nous devons aimer notre prochain à cause de Dieu, de même que nous devons nous aimer nous-mêmes à cause de Dieu.

2° La *règle* de l'amour du prochain. Elle exige que nous ne condescendions jamais aux désirs du prochain pour ce qui est mal, de même que nous ne devons satisfaire nos propres désirs qu'en ce qui est bon et non pas en ce qui est mauvais. Ainsi l'amour du prochain est juste.

3° Le *motif* de l'amour du prochain n'est pas notre propre plaisir, mais le désir de faire le bien. Ainsi notre amour du prochain est vrai, car celui qui aime son prochain pour l'utilité et le plaisir qu'il y trouve n'aime pas réellement son prochain, il s'aime lui-même.

V

Don de sagesse

Le don de *sagesse* correspond à la vertu de charité. La sagesse est ce don du Saint-Esprit qui nous permet de juger les choses d'après les règles divines. La sagesse est comme le goût de l'âme, ainsi que l'indique l'étymologie de ce mot. Avec le goût, on distingue les aliments les uns des autres et,

de même, par la sagesse nous jugeons sainement de la valeur de toutes les choses. Ainsi, elle nous fait comprendre que les biens éternels l'emportent infiniment sur les biens temporels.

La sagesse suppose l'état de grâce et elle se trouve dans tous ceux qui possèdent la grâce sanctifiante ; mais il y a plusieurs degrés dans la sagesse, et elle ne se rencontre pas, tant s'en faut, au suprême degré dans tous ceux qui sont en état de grâce.

Au don de sagesse est opposée la *sottise* ou *folie spirituelle*, qui consiste à être tellement plongé dans les choses terrestres qu'on est incapable de percevoir les choses divines. Cette folie spirituelle est fille du péché capital qui s'appelle la *luxure* et qui consiste dans l'amour désordonné des plaisirs des sens.

CHAPITRE IV

La Prudence

I

Diverses sortes de prudence

Le mot *prudence* vient de deux termes latins, qui signifient *voir de loin*.

Cette vertu est ainsi appelée parce qu'elle fait voir d'avance les avantages et les inconvénients des diverses actions que l'on accomplit. On peut dès lors décider, choisir ce qui vaut le mieux et déterminer le juste milieu dans lequel se trouve la pratique des vertus.

Il faut distinguer plusieurs sortes de prudence :

1° La *prudence proprement dite*, qui s'applique à notre conduite personnelle.

2° La *prudence économique*, par laquelle on dirige bien sa maison ou sa famille.

3° La *prudence politique*, qui se rapporte au bien d'une ville ou d'un état.

Cette dernière prudence ne concerne pas seulement celui qui est à la tête de l'Etat ; elle doit se trouver aussi dans

tous les citoyens, parce que tous, dans une certaine mesure, sont appelés à procurer le bien public.

Les justes seuls possèdent la vraie prudence ; eux seuls en effet prennent les mesures convenables pour la bonne organisation de leur vie.

Il y a cependant une prudence imparfaite, qui appartient aux pécheurs comme aux justes, et en vertu de laquelle on prend, dans les affaires ordinaires de la vie, les moyens les plus convenables pour arriver à un bon résultat.

Enfin, il y a une *fausse prudence* qui se préoccupe uniquement des avantages matériels et sensibles. Cette prudence est appelée par l'apôtre saint Paul « la *prudence de la chair* qui donne la mort » ; c'est la prudence des pécheurs.

II

Facultés nécessaires à la prudence

La prudence exige un certain nombre de qualités ou facultés que les anciens mettaient au nombre de huit :

1° La *mémoire*. La prudence nous fait prendre de bonnes décisions. Pour cela, il importe de se souvenir des conséquences qui ont résulté de nos actions passées ; en d'autres termes, il faut avoir de l'expérience. Cette expérience nous est transmise par la mémoire de ce qui nous est personnel et par la mémoire de ce qui est arrivé aux autres, et à ce point de vue l'étude sérieuse de l'histoire contribue à développer la vertu de prudence.

2° L'*intelligence* est nécessaire pour entrevoir d'un coup d'œil les avantages ou les inconvénients de ce que l'on va faire.

3° La *docilité*. Nous ne pouvons pas juger par nous-mêmes de toutes choses. Il faut se laisser conduire par les personnes qui ont plus d'expérience et de lumières ; c'est pourquoi la prudence exige la docilité, qui porte à suivre fidèlement la direction donnée.

4° La *sagacité*, qui nous permet de prendre une résolution en rapport avec les circonstances, lorsque nous ne pouvons pas demander conseil.

5° Le *jugement*. Puisque la prudence nous fait prendre des déterminations pratiques, il est évidemment nécessaire

de bien juger les choses ; pour le faire avec sagesse, il faut avoir du jugement.

6° La *prévoyance*. L'esprit de prévoyance est une condition de la prudence. Comment pourrait-on prendre une détermination salutaire, si on ne prévoyait pas les conséquences que cette résolution peut entraîner ?

7° La *circonspection* consiste à considérer toutes les circonstances dans lesquelles on se trouve, pour en tenir compte dans la décision que l'on prend. Il est évident que, sans cette qualité, il serait impossible de prendre une bonne détermination ; ce qui est bon en certaines circonstances ne convient pas en beaucoup d'autres occasions.

8° L'*esprit de précaution*. Pour qu'une action soit parfaitement bonne, il faut s'entourer de toutes les précautions convenables, afin de prévenir les inconvénients qu'elle pourrait avoir.

III

Du don de Conseil

La vertu de prudence est perfectionnée par le don de conseil. C'est un don du Saint-Esprit, qui nous éclaire lui-même, en nous inspirant la résolution que nous avons à prendre dans les circonstances difficiles.

La vertu de prudence a pour guide la raison éclairée par la foi.

Par le don de conseil, c'est le Saint-Esprit Lui-même qui dirige nos actes.

IV

Vices opposés à la prudence

Il y a deux sortes de vices opposés à la prudence : les uns proviennent d'un défaut de prudence et les autres ressemblent à un excès de prudence.

I. Les premiers sont :

1° L'*imprudence* à laquelle se rattachent la *précipitation*, l'*inconsidération* et l'*inconstance*. 2° La *négligence*.

L'*imprudence*, comme le nom l'indique, est le manque de prudence. On est coupable de ce vice, lorsqu'on ne prend pas les moyens nécessaires pour obtenir la prudence qu'on est obligé d'avoir. L'imprudence serait un péché grave, si on

s'en rendait coupable par mépris des règles que Dieu a établies ; mais, dans les cas ordinaires, l'imprudence n'est qu'un péché véniel.

La *précipitation* est une sorte d'imprudence. Dans l'ordre corporel, un objet est précipité, quand il est jeté d'un lieu plus élevé à un lieu inférieur avec une sorte d'impétuosité et sans suivre les degrés que l'ordre demande. Par exemple, on se précipiterait, si, étant au haut d'un escalier, on se jetait en bas, sans passer par les degrés intermédiaires.

Dans l'ordre moral, il y a aussi précipitation lorsque, poussée par l'impétuosité de la volonté ou de la passion, une personne agit sans suivre les degrés de la réflexion par lesquels elle devrait passer. Cette précipitation est opposée à l'ordre, elle est un vice qui se rattache à l'imprudence.

L'*inconsidération* est un défaut de réflexion ; c'est le vice des personnes qui ne s'occupent pas de juger les avantages ou les inconvénients de ce qu'elles vont faire.

L'*inconstance* est encore une autre sorte d'imprudence. Elle consiste à ne pas mettre en pratique une bonne résolution que l'on a prise après avoir suivi toutes les règles de la prudence. Elle provient d'une sorte de faiblesse de la volonté.

Les trois vices dont nous venons de parler ont pour principale cause l'amour des plaisirs sensibles ; le désir de se satisfaire est cause, en effet, que l'on ne réfléchit pas et que l'on ne tient point ses résolutions.

Enfin, la *négligence* est un défaut de sollicitude. Celui qui est négligent ne prend pas les moyens convenables pour atteindre la fin qu'il doit obtenir. La négligence est gravement coupable, si elle nous fait omettre une chose nécessaire au salut.

II. Les vices de la seconde espèce sont :

1° La *prudence* de la chair. 2° L'*astuce*, qui comprend la *ruse* et la *fraude*. 3° La *sollicitude* excessive des biens temporels.

La *prudence de la chair* est une fausse prudence, qui consiste à disposer ses actions et à organiser sa vie en vue d'obtenir la plus grande somme possible d'avantages sensibles et corporels. Lorsqu'on fait de ces biens terrestres la fin dernière de toutes ses actions, la prudence de la chair est un

péché mortel ; alors, en effet, on traite les biens corporels comme une sorte de Dieu. Mais, dans les cas ordinaires, lorsqu'on s'arrête à ces avantages sensibles, sans en faire sa fin dernière, cette fausse prudence est seulement un péché véniel.

L'*astuce* est un excès de prudence qui consiste à procéder par voie de dissimulation, pour arriver plus sûrement à son but.

A l'astuce, se rattache la *ruse* ou le *dol*, qui est la mise en pratique des moyens imaginés par l'astuce. C'est le *dol* proprement dit, lorsque les moyens imaginés consistent en paroles. C'est la *fraude*, lorsque ces voies fausses et dissimulées sont des actions.

La *sollicitude excessive des biens temporels* est encore un vice opposé à la prudence chrétienne.

Cette sollicitude peut être coupable de trois manières :

1° Si l'on recherche les biens temporels comme sa fin.

2° Si l'on y apporte trop d'empressement et que, pour ce motif, l'on s'éloigne des pratiques spirituelles.

3° Si l'on éprouve une crainte excessive de manquer du nécessaire en accomplissant bien son devoir, ce que Dieu défend, parce que c'est une injure à sa divine providence.

Les vices dont nous venons de parler proviennent principalement de l'avarice ou de l'attachement déréglé aux biens temporels.

CHAPITRE V

LA JUSTICE

Nous parlerons, dans un premier article, de la *Justice proprement dite*, et, dans un second article, des vertus qui se rattachent à la justice.

ARTICLE PREMIER

JUSTICE PROPREMENT DITE

I

La justice et le droit

La justice est une vertu par laquelle nous rendons à chacun ce qui lui est dû.

Cette définition nous rappelle une différence essentielle entre la justice et les autres vertus. Celles ci, à savoir la *prudence*, la *tempérance* et la *force*, concernent notre perfection personnelle ; la justice a directement pour objet le bien du prochain et de la société, aussi est-elle plus excellente que les autres vertus morales.

Mais d'où vient ce nom de « justice » ? Dans le sens matériel, on dit qu'une chose est *juste* lorsqu'elle est exacte, bien adaptée à sa mesure ; dans le sens moral, la justice consiste à bien régler nos rapports avec le prochain.

Ce terme de *justice* sert parfois à désigner la parfaite rectitude de la vie, le fidèle accomplissement de la loi divine. Celui qui observe tous les préceptes divins rend en effet à chacun ce qui lui dû : il le rend à Dieu, à lui même et à son prochain.

Toutefois, dans le langage usuel, le mot « *justice* » est pris dans un sens plus restreint ; il désigne cette vertu spéciale qui nous porte à rendre à notre prochain tout ce qui lui est dû, d'une *manière rigoureuse*, c'est-à dire tout ce qu'il a le droit d'exiger, de telle façon que si ce droit n'est pas respecté, celui qui le viole est tenu à une *restitution* ou réparation.

La justice, ainsi entendue, est appelée la justice *commutatice*, du latin *commutare* « échanger », parce que c'est celle qui règle les échanges ou les contrats.

La justice *commutatice* est donc la vertu qui fait rendre à chacun *ce qui lui est dû en rigueur, ce qui est son droit.*

La justice commutative s'applique surtout aux rapports mutuels des individus ; c'est celle dont s'occupe particulièrement la morale individuelle.

La *justice distributice* détermine la manière de donner à chacun la part qui lui revient dans une société. Elle marque au chef de l'Etat les règles qu'il doit suivre dans la répartition des emplois et de la fortune publique. Elle dirige de même les pères de famille et les supérieurs dans la distribution des biens qui appartiennent à la famille et à la communauté. C'est pourquoi on l'appelle *justice distributive* ; elle se rattache spécialement à la morale *sociale.*

C'est encore à la morale sociale que se rapporte la justice

légale, vertu spéciale qui porte le citoyen à remplir, en vue du bien de la société, les obligations que lui imposent les lois du pays.

Dans la justice commutative, il y a une égalité *mathématique* entre ce qu'on donne et ce que l'on reçoit. Dans la justice distributive, c'est une égalité de *proportion* ; elle départit à chacun selon ses mérites et selon le droit plus ou moins grand qu'il a sur les biens communs de la société.

Le vice opposé à la justice se nomme l'*injustice* ; il consiste à ne pas rendre au prochain ce qui lui est dû, en d'autres termes, à lui causer du dommage.

L'injustice est de sa nature un péché mortel : ce qui donne en effet à un acte la malice du péché mortel, c'est l'opposition directe de cet acte avec la charité. Or, rien n'est plus opposé à la charité que l'injustice volontaire qui atteint le prochain dans ses biens et qui viole son *droit*.

Ce qui est dû à chacun s'appelle, en effet, le *droit*.

En d'autres termes, le droit c'est ce qui est juste et par extension, on appelle le *droit* « la science de ce qui est juste ou de ce qui est dû à chacun. »

On distingue le droit *naturel* et le droit *positif*.

Le droit naturel est celui qui résulte de la nature même des choses et qui par conséquent ne dépend pas de la volonté des hommes.

Le droit positif est celui qui est déterminé par des conventions ou des règlements. Le droit positif ne peut pas être contraire au droit naturel.

Dieu est le Créateur et le Maître de ce qui existe ; il a donc un droit souverain et absolu sur toutes les personnes et sur toutes les choses.

L'homme, étant une créature, n'a pas de droits par lui-même ; mais Dieu lui a conféré tous les droits que réclament les exigences de sa nature.

II

Le domaine et la propriété

Le droit conféré à l'homme sur les divers biens qui sont à lui porte le nom de *domaine* ou *propriété*.

Pour en donner une notion suffisante, nous étudirons ra-

pidement : 1° les *diverses sortes* de domaine ; 2° l'*objet* du domaine de l'homme ; 3° les moyens d'acquérir la propriété ; 4° le *socialisme*, ou doctrine qui attaque la propriété.

1° Diverses sortes de domaine

Le domaine est la faculté de disposer d'une chose.

Les noms de *domaine* et de *propriété* sont souvent pris comme synonymes ; il y a cependant une différence.

Le mot « *domaine* » est un terme générique qui peut s'appliquer non seulement à *la propriété*, mais à l'usage et à l'usufruit, ou jouissance ; le mot « *propriété* » ne s'emploie pas pour désigner le simple droit d'*usage* ou d'usufruit d'un bien dont la substance appartient à un autre.

Le domaine est *plein* ou *parfait*, quand il embrasse à la fois les droits de *propriété*, d'*usage* et *d'usufruit* ; il est *imparfait* lorsqu'il est privé de l'un de ces droits.

Le domaine parfait donne la faculté de disposer entièrement et à son gré de la chose qui en est l'objet.

Le domaine est appelé *direct*, lorsqu'il n'est pas accompagné du droit de jouissance. Dans ce cas, on lui donne également le nom de *nue propriété*.

Au domaine direct est opposé le domaine *utile*, qui consiste à disposer de l'usage ou des fruits d'une chose, sans en avoir la propriété.

Lorsque son domaine n'est que direct, le propriétaire ne peut disposer d'un objet, qu'en tenant compte des droits de la personne qui en a l'usage ou l'usufruit.

L'usufruit ou la *jouissance* permet de disposer des fruits et des avantages d'un bien, mais sans le transformer et sans toucher à sa substance.

Ces fruits sont tantôt *naturels*, comme l'herbe des prés, les produits des animaux ; *civils*, comme le loyer d'une maison ; *industriels*, comme le vin, l'huile, le blé, produits avec le concours de l'industrie de l'homme.

L'usufruitier doit traiter, comme on dit, en bon père de famille, le bien dont il a la jouissance.

L'usage est moins étendu que la jouissance ; il donne généralement le droit de se servir d'une chose sans en percevoir les fruits.

Dans certains cas, le propriétaire est gêné par une *servitude*, ou droit qu'un autre possède d'user d'une partie de son bien.

La *possession* n'est pas un droit proprement dit, mais plutôt un *fait* qui est le signe extérieur de la propriété ou de la jouissance.

2° Objet du domaine de l'homme

Toutes les choses dont l'homme peut disposer sont l'*objet* de son domaine.

1° Avant tout, le domaine de l'homme s'exerce sur l'âme et le corps, dont il est composé et sur la vie dont il jouit.

Toutefois ce domaine de l'homme sur sa propre vie n'est pas celui que nous avons appelé « plein » ou « parfait » ; Il n'a sur lui-même que le domaine *utile*, qui lui donne le droit d'user des facultés de son âme et des organes de son corps. Sa vie n'est qu'un dépôt qu'il a reçu de Dieu, et dont il devra rendre-compte.

Le domaine naturel de l'homme sur ses propres facultés, lui donne droit, au libre exercice de son intelligence, de sa volonté et de ses membres.

La justice exige que ce domaine soit respecté, et qu'aucune atteinte ne soit portée à sa liberté, à sa vie corporelle, à sa santé, à l'intégrité de ses facultés et de son corps, ainsi qu'à la vie de son âme.

2° Le domaine de l'homme comprend l'*honneur* qui lui est dû en vertu de la dignité de sa nature, la *réputation* qui appartient à tous ceux qui ne l'ont pas perdue par une mauvaise conduite notoire ou par une condamnation juridique et la *Vérité*, directement lésée par le mensonge.

3° Ce domaine s'étend aux *produits de l'intelligence* ou du travail, spécialement aux découvertes industrielles, et aux œuvres littéraires.

Pour que la propriété d'une découverte industrielle soit protégée par la loi, il faut demander et obtenir un *brevet d'invention*.

Quant à la *propriété littéraire* d'un ouvrage édité par l'auteur, celui-ci la conserve pendant toute sa vie et elle est réservée à ses héritiers après sa mort pendant dix ans.

4° Tous les *biens extérieurs* qui se trouvent dans la nature

peuvent également faire partie du domaine de l'homme.

Dieu nous apprend, en effet, par le Psalmiste, qu'il *a établi l'homme au-dessus des œuores de la création* (Ps. VIII) *qu'il a donné la terre aux enfants des hommes*, (Ps. CXIII, 14) et *qu'il a tout soumis sous ses pieds, les brebis, les bœufs, les troupeaux des champs.* (Ps. VIII, 8)

Les biens *extérieurs* sont non seulement les biens *corporels*, tels que les champs, les maisons, les animaux, etc. mais encore les biens *incorporels*, comme les droits de toute nature que l'on peut exercer.

Les biens corporels se divisent en biens *meubles*, ainsi appelés du mot latin *movere* « mouvoir », parce qu'on peut les remuer ou les changer de place sans les déformer, comme les tables, les vêtements, etc. et en biens *immeubles*, qui par destination ne changent pas de place, comme les champs, les prés, les maisons, et généralement tout ce qui adhère au sol ou à la maison.

L'homme peut avoir sur tous ces biens un domaine *parfait*, en vertu duquel il en a la propriété, ainsi que l'usage et la jouissance.

3° La législation des peuples païens, même les plus civilisés, comme les Grecs et les Romains, reconnaissait le plein domaine de l'homme sur d'autres hommes appelés « esclaves » *mancipia*, qu'elle considérait absolument comme des animaux.

Le maître de l'esclave pouvait le contraindre par la force à faire le travail qu'il lui plaisait de lui imposer, même à accomplir un acte contraire à ses devoirs et à sa dignité d'homme : il avait le droit légal de disposer de sa vie.

Ainsi entendu, l'esclavage est contraire au droit naturel. Tous les hommes, en effet, sont égaux par nature ; nul n'a le droit, par conséquent, de se constituer le propriétaire de l'un de ses semblables.

Aucun homme d'ailleurs, n'étant, comme nous l'avons vu, le maître de sa propre vie, ne peut abandonner à la merci d'un autre ce dépôt qu'il tient de Dieu.

C'est pourquoi l'Eglise de JÉSUS-CHRIST, gardienne du droit à travers les siècles, a proclamé, dès son origine, les principes de *liberté*, *d'égalité* et de *fraternité*, violés par

l'esclavage, dont elle a fait peu à peu supprimer les excès contraires au droit naturel, en attendant que cette institution, si opposée à l'esprit de l'Evangile, eût elle-même disparu de la société civilisée.

Bien que l'esclavage soit une honte pour la société païenne, les plus grands philosophes de l'antiquité l'approuvent et l'encouragent.

A la fin du 1er siècle de l'ère chrétienne, sous l'Empereur Trajan, les cinq sixièmes au moins de la population étaient des esclaves. Cet empereur, prétendu et sage et modéré, organisait des fêtes en mettant des milliers d'esclaves en lutte avec des bêtes féroces qui les dévoraient ; le peuple aimait à se repaître de ce spectacle sanguinaire.

Considérés comme une marchandise, les esclaves étaient vendus, battus, soumis à la torture, écrasés entre des meules, mis à mort avec barbarie, sans que la loi intervint en leur faveur : on vit des patriciens les donner en pâture à leurs animaux.

Sénèque, l'un des païens dont on vante le plus l'esprit humanitaire, avait vingt mille esclaves et il n'en affranchit jamais aucun.

On sait d'ailleurs que l'esclavage s'est maintenu jusqu'à notre époque chez les musulmans et dans les pays païens où n'a pas pénétré l'influence de l'Evangile.

Le Pape Léon XIII confia au cardinal Lavigerie la mission de faire disparaître le fléau si souvent flétri par le Saint Siège de la *traite des nègres*, qui faisait revivre les hontes de l'esclavage antique : tant il est vrai que l'Eglise est la seule gardienne des droits de l'homme et de sa liberté.

6° Bien que n'admettant pas la légitimité du *plein* domaine d'un homme sur un autre, les docteurs catholiques reconnaissent unanimement celle du domaine *utile*, en vertu duquel on peut disposer des *services* ou du *travail* de ses semblables.

Chaque personne a le droit de faire le travail qui lui plaît: rien ne s'oppose, lorsqu'elle y voit son intérêt, à ce qu'elle transmette à d'autres le domaine dont elle jouit pour elle-même.

L'homme peut même transférer pour toujours le domaine utile qui lui appartient, puisqu'il a le droit de céder tous les biens dont il dispose.

Il résulte de ces principes que l'*esclavage*, tel qu'il était admis par la loi de Moïse et par les premiers chrétiens, n'est pas contraire au droit naturel.

Chez les Hébreux, les propriétaires d'esclaves n'avaient pas sur eux le droit de vie et de mort : ils ne pouvaient leur infliger aucun traitement incompatible avec la dignité humaine ; ils les acquéraient par *achat*, par *héritage*, ou comme *prisonniers de guerre*.

De plus, les esclaves de nationalité juive pouvaient recouvrer leur liberté au bout de six ans, à l'occasion de l'année sabbatique, et ils devenaient libres de plein droit l'année jubilaire.

L'Eglise catholique a obligé les chrétiens à rendre à leurs esclaves leur personnalité et à n'exercer sur eux aucun droit tyrannique.

Elle cherchait d'ailleurs à faire disparaître même cet esclavage adouci, qui n'était pas en harmonie avec l'esprit de liberté et de charité de la loi nouvelle. Aussi, voyons nous les évêques, après l'ère des persécutions, faire tous leur efforts pour obtenir la délivrance des esclaves. Sainte Mélanie affranchit tous les siens, qui étaient au nombre de cinq à six mille. Saint Ambroise et saint Grégoire le Grand faisaient tout vendre, même les vases sacrés, pour racheter les esclaves. C'est par millions que ce dernier l'apo les fit affranchir.

Saint Germain de Paris avait fait du rachat des esclaves son œuvre de prédilection,

Finulement l'esclavage disparut de l'Occident, au IX^e^ siècle, grâce surtout au zèle de Charlemagne et de Louis le Débonnaire.

Au moment où l'affranchissement des esclaves aurait pu provoquer des troubles sociaux, Dieu suscita dans le monde saint Benoît, dont les disciples enseignaient par leur exemple l'amour et la dignité du travail manuel et dont les monastères offrirent un asile à des milliers d'hommes de la campagne, qui n'auraient pu, sans ce secours, se procurer des ressources.

Lorsque se forma la féodalité, l'Eglise améliora la condition des *serfs*, comme elle avait adouci celle des esclaves.

Les serfs étaient des hommes attachés avec leur famille à une terre qu'ils devaient cultiver, en payant des redevances au seigneur qui en était propriétaire et qui était tenu de les protéger.

On les appelait aussi *mainmortables*, parce que, n'ayant pas la propriété des biens qu'ils travaillaient, ils ne pouvaient pas en disposer eux mêmes.

Leur condition était analogue à celle des *métayers* de nos jours, avec cette différence que les métayers changent à leur gré d'exploitation et de propriétaire, tandis que les serfs travaillaient toujours de père en fils à la culture des mêmes propriétés.

Les édits royaux donnèrent souvent à ces serfs le droit de se libérer, particulièrement à l'époque de la formation des communes, au XII[e] siècle : mais les serfs placés sous la dépendance de seigneurs bienveillants préféraient en général leur situation à la liberté. L'Eglise néanmoins favorisa toujours leur affranchissement.

3° Moyens d'acquérir la propriété

Le domaine ou la propriété peut s'acquérir par l'*occupation*, *l'accession*, la *prescription*, le *travail*, la *succession* et les *contrats*.

1° L'*occupation* est l'acte de celui qui prend possession d'une chose qui n'appartient à personne, avec l'intention de se l'approprier.

Ce moyen n'est que l'exercice du droit naturel donné à l'homme d'acquérir lui-même les biens qu'il rencontre et qui n'ont pas encore de propriétaire. C'est ainsi que les premiers hommes ont occupé les terres dont ils sont devenus les maîtres.

C'est par l'occupation que le chasseur s'approprie le gibier et les animaux sauvages ; le pêcheur, les poissons ; le botaniste et le minéralogiste les plantes et les minéraux qui forment leurs collections.

Il va sans dire qu'on ne peut s'emparer des animaux domestiques qui sont déjà la propriété d'autrui.

Lorsqu'un essaim d'abeilles s'échappe, il continue d'appartenir à son maître tant que celui-ci le poursuit ; mais ensuite il peut être réclamé par le propriétaire du terrain où il s'est fixé.

Les trésors depuis longtemps cachés, dont on ne connaît pas le maître, appartiennent à ceux qui les découvrent dans leur propriété. Lorsqu'on les trouve dans les biens d'autrui, la moitié du trésor revient à celui qui l'a découvert, l'autre moitié au propriétaire du fonds.

Si l'on trouve des objets perdus, on est tenu de les rendre à leur propriétaire et de faire toutes les démarches convenables pour le connaître.

Si, malgré l'emploi de ces moyens, on ne peut savoir qui a perdu ces objets, il est mieux de les employer à un usage pieux et charitable ; plusieurs moralistes sérieux permettent néanmoins à la personne qui les a trouvés de se les approprier.

2° *L'accession* est le droit en vertu duquel le propriétaire d'un bien principal devient propriétaire des biens accessoires qui résultent du premier. C'est par accession que le maître d'un champ acquiert la propriété des arbres et des fruits que produit ce terrain, que le propriétaire d'une brebis revendique également l'agneau et le lait produits par cette brebis.

3° La *prescription* est l'acquisition d'un bien par une *possession* dont la loi détermine la durée.

Pour que la *prescription* confère un véritable droit, il faut la *bonne foi*, c'est à dire la persuasion constante qu'on est réellement propriétaire de l'objet que l'on possède.

La durée de cette prescription est de trois ans seulement pour les meubles, d'après la loi civile. Elle est de 30 ans pour les immeubles ; elle est réduite de dix à vingt ans lorsqu'elle est basée sur un titre translatif de propriété.

4° Par son *travail personnel* celui qui produit un ouvrage en devient le propriétaire, à condition qu'il se serve d'une matière première dont il peut légitimement disposer à son profit.

Celui qui fait exécuter un ouvrage en le rétribuant lui-même devient aussi propriétaire du produit de ce travail.

4° La *succession* est le droit de recueillir les biens qu'une personne laisse en mourant.

La succession a lieu ordinairement en vertu d'un *testament* ou acte par lequel le défunt désigne son héritier.

A défaut de testament, la loi civile détermine les personnes légitimement appelées à recevoir les biens du défunt.

5° Les *contrats* consistent dans un accord mutuel et légitime de deux personnes au moins, à l'effet de conférer un droit.

Tout contrat légitime suppose le libre consentement des contractants, qui doivent être majeurs et sains d'esprit ; la loi interdit certains contrats aux femmes mariées.

Parmi les contrats, il en est un qui, par son importance et sa dignité, l'emporte sur tous les autres : c'est le mariage, en vertu duquel l'homme et la femme se donnent mutuellement l'un à l'autre pour former et élever une famille.

L'étude de ce contrat appartient à la *morale sociale*.

Les autres formes de contrat sont nombreuses. Rappelons

d'abord les contrats *gratuits*, faits pour l'avantage d'une seule partie contractante, tels que la *promesse*, la *donation*, le *prêt* ; et les contrats *onéreux*, conclus pour l'utilité des deux parties.

Parmi ces derniers, nous signalerons la *vente*, qui transfère la propriété des choses vendues du vendeur à l'acheteur ; le *louage de choses* qui, moyennant un prix déterminé, donne à quelqu'un la jouissance d'une chose qui ne lui appartient pas ; *le louage de travail*, par lequel un des contractants s'engage, pour un prix convenu, à faire au profit de l'autre un ouvrage ou travail déterminé ; le *prêt à intérêt*, dans lequel le prêteur exige une juste compensation du sacrifice qu'il s'impose en se privant de l'usage de son argent.

Tels sont les principaux moyens par lesquels s'acquiert ou se transfère la propriété des biens.

La science du *droit* les étudie en détail.

4° Le socialisme

Le droit de propriété, l'un des principes fondamentaux de l'ordre social actuel, est violemment attaqué par les *socialistes*, ainsi appelés parce qu'ils aspirent soit à reconstruire la société sur des bases toutes nouvelles, soit parce qu'ils demandent que tous les biens des particuliers soient transférés à la *société*.

Le principal initiateur de leur doctrine est le comte de Saint-Simon, mort en 1825. Les disciples du comte, Enfantin et Bazard, se mirent à propager ses idées vers 1830 et, en 1832, ils essayèrent de se mettre en communauté à Paris, dans le quartier de Ménilmontant.

Ils professaient le panthéisme, niaient le péché originel et la vie future et soutenaient que l'homme ne doit avoir d'autre but que de se procurer le plus de jouissances possible sur la terre ; ils réclamaient l'abolition de l'hérédité et la mise en commun de tous les biens, qui devaient être exploités d'après cet axiome : « *A chacun selon sa capacité, et à chaque capacité selon ses œuvres.* »

Cette forme de socialisme a reçu le nom de *communisme*, parce qu'elle réclame la mise *en commun* de tous les biens.

Des systèmes analogues furent soutenus par *Fourier*, mort en 1837, et par son disciple *Considérant*, qui voulaient organiser la société en *groupes* et en *phalanges* de 1800 personnes

réunies dans un édifice commun appelé *phalanstère*. Leur doctrine, où se mêlent les idées les plus bizarres, a reçu le nom de *phalanstérianisme*.

L'Anglais *Owen* niait la liberté ; il réclamait la suppression de la religion, de la propriété et du mariage. Il recruta des disciples qui fondèrent en Amérique la *Nouvelle harmonie* et en Angleterre la *Société universelle*, dont les adeples devinrent très nombreux.

De nouveaux systèmes socialistes ont été élaborés depuis cette époque.

Tous ont pour principe la recherche exclusive du bonheur de la vie présente et le bouleversement de la société. S'ils sont d'accord pour tendre à ce but et pour détruire les bases de l'ordre social actuel, ils diffèrent totalement lorsqu'il s'agit de présenter un système d'organisation pour l'avenir : à ce point de vue, ils n'ont jamais pu proposer un plan sérieux et pratique.

En attendant, ils flattent les plus basses passions, ils forment des syndicats redoutables, ils étouffent dans les âmes les principes de foi et de moralité : ils sont d'ailleurs le plus souvent menés par des politiciens qui n'ont d'autre but que d'exploiter le peuple, et d'asseoir leur propre fortune sur les ruines qu'ils auront accumulées.

Parmi les principaux propagateurs du socialisme, signalons d'abord *Joseph Proudon*, né à Besançon en 1809, et mort à Paris en 1865. C'est en 1840 qu'il fit paraître son ouvrage sur la *Propriété*. D'après lui, « la *Propriété, c'est le vol.* » Représentant du peuple en 1848, il soutint à la tribune ses idées subversives.

C'est surtout en Allemagne qu'ont été élaborés les systèmes socialistes actuellement en faveur.

Karl Marx, né à Trèves en 1828, est l'un des plus célèbres de leurs théoriciens. Il fit paraître en 1867 son fameux ouvrage sur le *Capital*, qu'il attaque comme un des pires fléaux de la société contemporaine.

Par un habile enchaînement de sophismes, il cherche à montrer qu'il faudrait, pour le bien public, *mettre en commun tous les moyens de production au profit de la collectivité*. Sa doctrine, appelée le *collectivisme*, n'est que le *communisme* sous un autre nom.

L'américain *Henry George*, né à Philadelphie en 1839, demande la *nationalisation du sol* et applique à la *question agraire* les idées que Karl Marx formule à propos des travaux industriels.

En France, *Jules Guesde*, né à Paris en 1845, s'est fait le champion du collectivisme, soit à la Chambre des députés, soit dans le pays par ses nombreuses brochures : il est d'ailleurs le gendre de Karl Marx.

Actuellement les socialistes, inspirés par les doctrines de *Georges Sorel*, prennent le nom de *syndicalistes*, parce qu'ils espèrent faire triompher leurs revendications en englobant dans leurs syndicats toute la classe des travailleurs.

Leur principal orateur à la tribune est le rhéteur Jaurès, député du Tarn, né à Castres en 1859.

Dès l'apparition des doctrines socialistes, le Saint-Siège en signala les dangers.

« Cette exécrable doctrine, disait Pie IX dans son encyclique du 9 novembre 1849, est totalement contraire au droit naturel lui-même, et ne pourrait s'établir sans que les droits, les intérêts, les propriétés de tous, et la société elle-même ne fussent renversés de fond en comble »

Dans son Encyclique du 8 décembre suivant, le même Pontife ajoutait :

« Il est certain que les chefs, soit du *communisme*, soit du *socialisme*, bien qu'agissant par des méthodes et des moyens différents, ont pour but commun de tenir en agitation continuelle et d'habituer peu à peu à des actes plus criminels encore, les ouvriers et les hommes de condition inférieure, trompés par leur langage artificieux et séduits par la promesse d'un état de vie plus heureux. Ils comptent se servir ensuite de leurs secours, pour attaquer le pouvoir de toute autorité supérieure, pour piller, dilapider et envahir les propriétés de l'Église d'abord et ensuite celles de tous les autres particuliers ; pour violer enfin tous les droits divins et humains, amener la destruction du culte de Dieu et le bouleversement de tout ordre dans les sociétés civiles. »

Les événements n'ont que trop démontré la parfaite justesse des appréciations de Pie IX.

Le simple bon sens d'ailleurs suffit pour démontrer que le socialisme est contraire au droit naturel.

La raison, le consentement des peuples et la loi divine,

qui interdit expressément le vol, s'accordent à proclamer la légitimité du droit de propriété.

Tous les systèmes socialistes qui prétendent supprimer la propriété individuelle, pour la transmettre à la société tout entière ; ils réclament donc la violation manifeste d'un droit incontestable.

D'ailleurs, pour si peu qu'on réfléchisse, il est aisé de constater que les abus qu'ils cherchent à faire disparaître deviendraient bien plus monstrueux encore dans l'organisation de leurs rêves. C'est ce qu'établit clairement M. Edouard Maisonabe, dans son excellent ouvrage sur *La Doctrine Socialiste.* (1)

Le danger du socialisme devient aujourd'hui de plus en plus imminent.

Que faire pour conjurer cet effroyable péril ? S'appliquer selon les désirs de Pie X, à « tout restaurer dans le Christ. » et pour cela rappeler aux travailleurs que, même pour trouver le bonheur ici-bas, ils doivent *d'abord chercher le royaume de Dieu et sa justice* ; leur enseigner la véritable doctrine sociale, telle que nous la fait connaître l'Evangile, en les prémunissant contre les mensonges du socialisme.

En même temps, il importe de ne pas oublier, comme le proclamait Léon XIII dans l'Encyclique *Rerum novarum*, qu'il y a, dans les classes laborieuses, des misères imméritées, et de se dévouer, comme nous le demande JÉSUS-CHRIST, au soulagement des déshérités de la fortune; il faut surtout rappeler aux riches et aux heureux de ce monde que leur justice doit être élargie et vivifiée par la charité, leur abondance suppléer l'indigence de ceux qui travaillent et qui souffrent, enfin que, conformément à la prière quotidienne du *Pater*, ils doivent remettre aux petits beaucoup de dettes pour que leur Père céleste leur fasse à eux-mêmes la remise de celles qu'ils ont contractées en si grand nombre.

III

Diverses sortes d'injustices

Parmi les diverses injustices, ou actions opposés à la justice commutative, on distingue celles qui font du tort au pro-

---

(1) *La Doctrine socialiste*, in-12. Chez Poussielgue, à Paris, 1900.

chain par *action* ou par *paroles*, en dehors des transactions volontaires, et les injustices qui se commettent dans les différentes sortes de contrats.

1. Injustices par action

Homicide

La plus grande injustice qu'on puisse commettre envers le prochain, dans l'ordre temporel, c'est de lui enlever la vie.

« *Tu ne tueras pas* » dit le cinquième précepte du Décalogue.

L'homme a le droit de priver de la vie les plantes et les animaux. Rien n'est plus légitime, en effet, que d'employer un objet à l'usage auquel il est destiné. C'est pour les animaux que les plantes ont été faites et les animaux ont été créés pour l'homme, à qui Dieu a dit : « Tout ce qui a du mouvement et de la vie sera votre nourriture. » (GEN. IX, 3)

Mais l'homme n'a pas le droit de faire mourir un de ses semblables.

Ce droit a été conféré, dans certaines conditions, à la société civile, qui forme un corps moral.

Pour sauver le corps tout entier, on en retranche une partie gangréneuse. Ainsi, dans le corps social, il est permis de faire disparaître un homme pervers pour le salut de la société.

Il importe de bien remarquer qu'un tel pouvoir n'appartient qu'à celui qui se trouve à la tête de la société et qu'un simple particulier ne peut se l'arroger sous aucun prétexte que ce soit.

Le chef de l'État n'a d'ailleurs la faculté d'user de ce droit qu'après un jugement qui constate le crime du coupable et qui le condamne à la peine de mort.

Les ecclésiastiques étant les ministres du Dieu de paix, il ne leur est pas permis de prononcer cette sentence de haute justice.

De plus, il est certaines circonstances où l'exécution du coupable, loin d'être conforme au bien social, lui serait contraire, comme nous le montre la parabole évangélique de l'ivraie et du bon grain. C'est ce qui aurait lieu si on ne

pouvait faire disparaître les méchants sans faire mourir aussi des innocents, soit parce que les méchants sont cachés au milieu des bons, soit parce qu'ils ont beaucoup de partisans.

Mais, lorsque la perte des méchants, loin d'être un péril pour les bons,est au contraire une sauvegarde pour la société, il est permis au chef de l'Etat de leur infliger la peine de mort et c'est ce qu'a toujours fait la justice humaine chez tous les peuples.

Dans aucun cas, il n'est permis de mettre à mort un innocent.

Un particulier ne peut jamais mettre à mort un de ses semblables.

Celui qui est attaqué a le droit de défendre sa propre vie par tous les moyens légitimes ; il ne commet pas de péché en faisant tout ce qu'il peut pour protéger sa propre existence, alors même qu'en se défendant il ferait succomber son assassin. Toutefois, il ne lui est jamais permis d'avoir l'intention directe de tuer son adversaire ou son ennemi.

Suicide

Le suicide est le crime dont se rend coupable celui qui se donne la mort à lui-même.

Un tel crime est une grave offense à la loi naturelle. C'est une injure faite à Dieu qui nous a donné la vie et qui seul en est le maître ; c'est un malheur effroyable pour celui qui s'en rend coupable et qui se met ainsi dans l'impossibilité de faire pénitence.

Aussi l'Eglise refuse-t-elle la sépulture chrétienne aux misérables qui sont assez aveugles pour se suicider.

Quelques sophistes essaient de présenter comme un acte de vaillance ce crime qui est au contraire une lâcheté. Au moment de l'épreuve, comme l'a dit un poète païen, il est facile de mépriser la vie ; il y a du courage à supporter l'adversité, et cette force fait défaut au poltron qui se prive de la vie, pour ne point en supporter les misères.

Remarquons toutefois que ce n'est pas être coupable de suicide que de s'exposer à la mort pour un motif noble et légitime.

Ainsi le guerrier est digne d'éloges lorsqu'il affronte les

balles de l'ennemi pour sauver son drapeau et pour défendre la patrie ; le missionnaire fait un acte de vertu lorsque, pour évangéliser les infidèles, il va au devant du martyre ; la sœur de charité et le prêtre qui, en s'approchant du lit des pestiférés, se mettent en danger de contracter la terrible maladie, méritent toute notre admiration.

De même, il est très légitime de pratiquer la mortification chrétienne et de réduire son corps en servitude, alors même que les austérités de la pénitence auraient pour effet d'affaiblir la santé corporelle.

Dans ces divers cas, on accomplit des actes de patriotisme, de zèle, de charité, de mortification chrétienne ; et Dieu nous permet d'exposer pour ces nobles motifs la vie qu'il nous a donnée.

Le duel

Le duel est encore une forme de l'homicide. C'est un combat convenu d'avance entre deux personnes, pour une querelle particulière, avec des armes capables de tuer ou de blesser gravement les adversaires.

Le duel renferme d'un côté le crime du *suicide* puisque celui qui y prend part met en danger sa propre vie, et le péché de l'*homicide*, puisqu'on s'expose à tuer ou à blesser gravement son semblable.

Loin d'être justifié, il est absurde dans son principe, puisqu'il fait dépendre l'honneur ou la justice des hasards d'un combat, et de l'habileté à manier les armes.

Aussi l'Église s'est-elle toujours montrée, à propos du duel, la gardienne de la civilisation, du bon sens et de la morale, en frappant de ses plus sévères censures les duellistes et ceux qui leur servent de témoins.

Autres injustices contre les personnes

Mutiler, c'est enlever à quelqu'un un membre de son corps, comme un bras, un pied, une main.

Il n'est jamais permis à l'homme de mutiler son semblable, à moins que ce ne soit pour lui sauver la santé du corps, en lui enlevant un membre gangréné. Dans ce cas même, l'opération ne peut jamais se faire malgré la personne qui doit subir cette amputation ; il faut d'ailleurs qu'elle soit accomplie par un homme compétent.

C'est encore une injustice de frapper son prochain de manière à lui occasionner de la souffrance. Le droit d'agir ainsi ne peut appartenir qu'aux pères de famille sur leurs enfants ou à ceux qui les représentent ; même dans ces conditions, il n'est légitime qu'autant qu'on l'exerce avec une sage modération et pour punir une faute réelle.

On n'a pas le droit d'enlever à son semblable la liberté de ses mouvements en l'attachant ou en l'emprisonnant ; cette faculté ne peut appartenir qu'à ceux qui ont une autorité légitime pour punir ainsi leurs subordonnés.

Injustices contre les biens du prochain.

L'homme peut user des biens extérieurs, il a sur eux un domaine naturel. Chacun peut avoir la propriété de certains biens ; il le faut même pour que l'ordre et la paix existent dans la société.

L'action injuste par laquelle on enlève à quelqu'un un objet matériel qui lui appartient se nomme le *vol*.

Le vol proprement dit consiste à enlever en secret le bien de quelqu'un ; on lui donne aussi le nom de *larcin*.

Lorsqu'on prend de vive force ce qui appartient à autrui, le vol prend le nom de *rapine*.

Le vol est de sa nature un péché mortel, parce que, causant un dommage au prochain, il blesse directement la charité comme la justice ; il ne peut être un péché véniel qu'à cause de la légéreté de la matière.

La rapine est encore plus grave que le vol : elle renferme en effet une violence injuste et une injure spéciale à l'égard de la personne qu'elle cherche à dépouiller de son bien.

2. Injustices de parole

On peut se rendre coupable d'injustice par la parole soit devant les tribunaux, soit en dehors des tribunaux.

Rappelons brièvement les principales sortes d'injustices, qu'on peut commettre dans les deux cas :

Au tribunal

Au tribunal, nous remarquons le *juge*, *l'accusateur*, *l'accusé*, les *témoins* et les *avocats*.

1° *Le Juge*. — Le juge se rendrait coupable d'injustice s'il jugeait une personne sur laquelle il n'a aucune autorité.

« Vous ne pouvez pas, dit saint Grégoire, mettre la faux du jugement dans la maison confiée à un autre. »

Le Juge est tenu de prononcer sa déçision d'après les preuves et les témoignages apportés en justice et non d'après les connaissances personnelles qu'il a lui-même.

Il ne peut pas prononcer une sentence de condamnation s'il n'y a pas d'accusateur.

2°. *L'accusateur.* — Lorsqu'on connait un crime qui est une cause de maux pour la société, on est tenu de le déconcer, mais à condition de le prouver publiquement : si on ne peut établir en justice la culpabilité du criminel, on n'est pas obligé de le faire connaitre.

L'accusation serait injuste et criminelle si l'on reprochait à une personne des fautes dont elle n'est pas coupable, ou encore si on employait des moyens injustes pour obtenir sa condamnation.

3° *L'accusé.* — L'acousé peut se dispenser de répondre sur toutes les questions au sujet desquelles le juge n'a pas le droit de l'interroger ; mais il ne lui est pas permis de mentir pour échapper au châtiment. Il n'est pas obligé cependant d'avouer sa culpabilité

4° *Témoins.* - Lorsqu'il s'agit d'un crime manifeste, les témoins sont obligés de répondre au juge légitime, qui les interroge. En dehors de ce cas et lorsqu'ils ne sont pas interrogés par le juge légitime, ils sont tenus de rendre témoignage pour faire délivrer un innocent qui serait poursuivi ; mais ils ne ne sont pas obligés de témoigner pour faire condamner un coupable.

Le faux témoignage est un parjure et en même temps une injustice criminelle ; à ces deux titres, il est toujours un péché mortel.

5° *Avocats.* — Les avocats sont tenus de parler selon la justice; ils pècheraient gravement et ils seraient soumis à la restitution s'ils soutenaient sciemment une cause injuste et qu'ils fissent perdre une personne qui ne ferait que défendre son droit.

Mais rien n'empêche qu'ils plaident en faveur des coupables pour les faire acquitter,

En dehors du tribunal

Les principales injustices de parole qui se produisent dans les relations ordinaires de la vie, en dehors du tribunal, sont : 1° Les *injures ;* 2° La *détraction*, qui comprend la *médisance* et la *calomnie* ; 3° Les *rapports* pour détruire les liens de l'amitié ; 4° la *moquerie* ; 5° Les *malédictions*.

1° On appelle *injures* des paroles qui tendent à déconsidérer les personnes auxquelles on les adresse ; c'est le plus souvent sous l'explosion de la colère qu'on les prononce. L'Evangile condamné formellement toute parole injurieuse adressée au prochain.

L'injure est un péché grave lorsque celui qui la profère à l'intention d'amoindrir ou de diminuer son prochain. L'honneur, en effet, est un bien précieux que nul n'a le droit d'enlever à ses frères.

Si cependant, on prononçait des paroles injurieuses sans réflexion et sans intention de nuire au prochain, on ne commettrait pas un péché grave ; si la volonté n'y a aucune part, il n'y a pas de péché.

Les personnes à qui on adresse des injures sont tenues par le saint Evangile de les supporter avec patience. Elles peuvent néanmoins repousser ces injures ; souvent même elles sont tenues de le faire, soit dans l'intérêt spirituel de celui qui les profère, soit parce que cette résistance est le seul moyen de l'empêcher de retomber dans sa faute.

Les personnes qui, pour bien remplir leur mission, ont besoin de la considération publique sont particulièrement tenues de s'opposer aux injures afin de sauvegarder leur honneur.

2° On désigne par le nom de *détraction* les paroles qui causent du dommage à la réputation du prochain.

Si ce que l'on dit du prochain est vrai, la détraction est une *médisance* ; si ce n'est pas vrai, on l'appelle une *calomnie*.

Règle générale, toute détraction volontaire et réfléchie en matière grave est un péché mortel. La réputation, en effet, est un bien précieux, plus précieux que l'or et l'argent ; c'est par conséquent une injustice grave que de chercher à l'enlever au prochain.

Il est des circonstance cependant où l'on peut faire connaître les fautes ou les défauts du prochain : par exemple, lorsqu'il doit en résulter un bien général. Mais, dans ce cas, il faut toujours agir sans mauvaise intention, avec esprit de charité et uniquement dans l'intérêt public.

Si c'est par légèreté et sans réflexion qu'on parle mal du prochain, le péché que l'on commet n'est pas grave, parce qu'il n'est pas suffisamment volontaire.

Celui qui écoute avec plaisir la détraction et surtout celui qui la provoque, se rendent coupables de péché.

3° On entend par *rapports* une sorte de détraction qui consiste à irriter une personne contre une autre, en rapportant à la première des paroles que la seconde a dites ou des actions qu'elle a faites et qui sont de nature à l'aigrir. Les rapports ont souvent pour effet de séparer deux personnes unies par des liens d'amitié.

L'Ecriture stigmatise ce péché comme l'un des plus opposés à la charité ; de sa nature,il est très grave. Un ami fidèle, en effet, est un bien très précieux, et une méchante langue qui travaille à dépouiller quelqu'un de ce trésor est par là même grandement coupable : « Il y a six choses, dit l'Ecriture, que le Seigneur déteste : mais il y en a une septième qu'il a en abomination et cette septième, c'est celui qui sème la discorde entre les frères. »

4° La *moquerie* est une parole qui a pour but de faire rougir le prochain et de lui occasionner de la confusion.

Dans les petites choses, la moquerie est un péché véniel ; mais toutes les fois qu'il s'agit d'une chose importante, soit à cause de la personne, soit à cause de la nature même de la moquerie dont on se rend coupable, celle-ci devient un péché grave. C'est une sorte d'injure.

La moquerie est particulièrement répréhensible lorsqu'elle s'adresse à la vertu et à la piété ; elle devient alors un scandale et elle a pour effet d'éloigner le prochain de la pratique du bien.

5° *La malédiction.* Le mot *malédiction* vient de deux mots latins qui signifient *dire du mal.* La détraction, entendue d'une manière générale, est donc une sorte de malédiction ; mais le mot « malédiction » désigne plus particulièrement

des paroles par lesquelles on souhaite ou on désire du mal au prochain.

De telles paroles sont manifestement répréhensibles, car il n'est permis de désirer ou de souhaiter du mal à personne.

On ne peut même pas maudire les créatures ; en le faisant, on prononcerait tout au moins une parole vaine et oiseuse ; et si on les maudissait comme créatures de Dieu, on commettrait une sorte de blasphème.

La malédiction est gravement contraire à la charité ; lorsqu'elle est réfléchie et en matière grave, elle est donc par sa nature un péché mortel.

3. Injustices dans les contrats

Un contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres à *donner*, à *faire* ou à *ne pas faire* quelque chose.

On distingue diverses sortes de contrats.

Le contrat est *bilatéral*, lorsque ceux qui le font s'obligent réciproquement les uns à l'égard des autres, comme, par exemple, dans une *vente* : celui qui vend s'engage à céder un objet, celui qui achète s'engage à en *donner* le *prix*.

Le contrat est *unilatéral* lorsqu'il ne produit d'obligation que d'un côté ; tel est le *prêt*, qui oblige seulement l'emprunteur à rendre au prêteur.

Les diverses injustices commises dans les contrats constituent le vol, dont nous avons déjà parlé.

Il y néanmoins, dans les contrats, certaines formes de l'injustice qu'il importe de signaler plus spécialement. Elles concernent surtout les *ventes* et le *prêt*.

Injustice dans les ventes

I. Une première injustice dans les ventes consiste à employer la fraude pour faire payer un objet plus qu'il ne vaut. Ce procédé est toujours coupable, puisqu'il trompe le prochain pour lui causer du dommage.

Mais, si l'on n'a pas recours à la fraude, peut-on exiger d'un objet un prix qui en dépasse la valeur ?

Cette question est complexe. Examinons la sous ses diverses faces.

Si l'on considère les ventes ou les achats en eux-mêmes, c'est une règle que l'*égalité* de la justice doit y présider. Les

ventes et les achats ont été établis dans la société pour l'utilité du vendeur et de l'acheteur.

Le prix qui se donne pour l'achat d'un objet en détermine la valeur ; voilà pourquoi on a institué la *monnaie*. Mais lorsque le prix exigé dépasse la valeur de l'objet, l'égalité de la justice n'est point observée : l'acheteur éprouve un préjudice.

Dans le cas au contraire où le prix qu'il donne est au-dessous de la valeur de ce qu'il achète, cette égalité est violée au préjudice du vendeur.

Ainsi, il y a injustice lorsqu'on vend une chose plus qu'elle ne vaut, ou qu'on l'achète pour un prix inférieur à sa valeur réelle.

Il faut néanmoins tenir compte de certaines circonstances qui peuvent accompagner les ventes ou les achats.

Dans certains cas, la vente d'un objet occasionne à celui qui s'en dépouille pour le vendre un préjudice considérable. Souvent aussi, un objet qui n'a pas en lui-même une grande valeur doit procurer à celui qui en fait l'acquisition des avantages exceptionnels.

Les avantages que l'acheteur trouve dans l'objet qu'il acquiert ne donnent pas au vendeur le droit d'en exiger un prix qui en dépasse la valeur réelle ; mais lorsque le vendeur, en se dépouillant d'un objet, éprouve quelque dommage par suite de cette privation, il lui est permis de chercher une compensation en vendant plus cher. De plus, celui qui trouve un avantage personnel dans l'acquisition d'un objet peut très bien ajouter librement une gratification au prix qu'il donne pour la vente qui lui est faite.

II. Les objets que l'on vend peuvent avoir trois sortes de défauts: 1° Défaut dans l'espèce ; 2° défaut dans la quantité ; 3° défaut dans la qualité.

1° *Le défaut dans l'espèce* consiste à vendre une chose pour une autre ; par exemple, du vin mêlé d'eau pour du vin pur.

Dans ce cas, il y a fraude manifeste ; une telle vente est illicite.

2° *Le défaut dans la quantité* est encore une fraude. Quelqu'un, par exemple, qui déclare donner deux kilogrammes

de pain et qui n'en donne qu'un kilogramme commet une fraude : il est coupable de vol.

3° Il y a fraude aussi lorsque le défaut se trouve dans la *qualité* de l'objet vendu. C'est une fraude, par exemple, de vendre comme bien portant un mouton malade.

Lorsque le défaut est caché, le vendeur est obligé de le faire connaître. Sinon, sa vente est injuste et frauduleuse ; il est tenu de restituer.

Lorsque le défaut est extérieur et apparent, le vendeur n'est pas obligé de le signaler à l'attention de l'acheteur, pourvu que d'ailleurs il tienne compte de ce défaut dans l'évaluation du prix de l'objet qu'on doit lui acheter. Il se pourrait, en effet, que l'acheteur, mis en méfiance par le défaut qu'on lui ferait remarquer, ne voulût pas donner de l'objet dans lequel on le lui montrerait un prix correspondant à sa valeur réelle ; d'ailleurs un acheteur est censé voir les défauts apparents de ce qu'on lui vend.

Malheureusement nous sommes à une époque où la notion de la justice s'oblitère de plus en plus. On ne saurait donc s'appliquer avec trop de soin à une grande délicatesse de conscience, en tout ce qui concerne la justice. « *Celui qui est fidèle dans les petites choses le sera aussi dans les grandes ; mais celui qui est injuste dans les moindres, le sera aussi dans les plus considérables.* »

L'expérience démontre chaque jour la vérité de ces paroles de l'Ecriture.

Pour pratiquer fidèlement la justice, il importe de s'examiner de temps en temps sur les obligations qu'elle impose : « Efforcez vous, dit saint Basile, d'ériger un tribunal dans le secret de votre cœur, d'y porter des jugements et de vous en tenir fermement à ce qui est juste. Si votre conscience vous dit que vous êtes coupable de quelque injustice, de quelque préjudice causé au prochain, il faut s'humilier, se repentir, demander pardon à Dieu et surtout vous hâter de réparer le tort que vous pouvez avoir fait. »

Du prêt

Le prêt est un contrat par lequel une personne reçoit d'une autre autre personne un objet qu'elle s'oblige à ren-

dre plus tard dans le même état, ou à remplacer par un objet de même nature et de même valeur.

Les écrivains catholiques enseignent que celui qui prête ne peut réclamer que l'objet qu'il a prêté et n'a pas le droit d'exiger autre chose. Ils appliquent spécialement ce principe à l'argent ; ils donnent le nom d'*usure* à l'acte de ceux qui, en se faisant rendre l'argent prêté, réclament en outre ce qu'on appelle un *intérêt*, c'est-à-dire une somme supplémentaire ajoutée à celle qui leur est rendue.

L'argent, en effet, ne produit rien par lui-même ; celui qui le prête n'a donc pas le droit de se faire rendre autre chose que la somme qu'il a donnée.

A notre époque cependant, par suite des conditions sociales actuelles, l'Eglise a toléré que le prêteur exigeât l'intérêt légal. Voici les raisons qui l'y ont déterminée.

D'une part, le prêt à intérêt était tellement général que les catholiques ne pouvaient échapper à de grands embarras, si l'Eglise le leur interdisait complètement.

D'autre part, certains titres intrinsèques peuvent légitimer cette pratique. L'intérêt en effet peut être considéré comme une sorte de compensation au sacrifice que fait le prêteur, en se privant d'une somme d'argent dont il pourrait se servir pour se procurer certains avantages ; on s'expose plus ou moins à perdre l'argent que l'on prête ; la loi civile, qui a mission de régler les transactions, autorise expressément le prêt à intérêt.

Tous ces motifs expliquent la tolérance de l'Eglise.

Il va sans dire qu'elle continue à condamner l'usure comme une injustice, lorsque l'intérêt exigé dépasse le taux légal.

D'ailleurs, elle n'a cessé de protester contre l'envahissement du prêt à intérêt, et l'expérience montre combien sa doctrine est sage et favorable au bonheur de tous. Le prêt à intérêt, en effet, est la cause d'innombrables souffrances pour la société contemporaine. Il a permis aux riches d'augmenter leur fortune d'une manière injuste et exagérée, aux dépens des pauvres et des travailleurs.

C'est par ce moyen que les Juifs ont pu accaparer la fortune publique.

IV

Réparation de l'injustice.

1° Nécessité de la restitution.

Toute injustice volontaire offense Dieu, qui exige, pour la pardonner, que le tort fait aux autres soit réparé. « Le péché n'est point remis, dit saint Augustin, *si l'on* ne *restitue pas* le bien que l'on a enlevé lorsqu'on peut le rendre. »

Cette réparation obligatoire, souvent désignée par le mot général de « restitution », s'accomplit de deux manières :

1° Par la *restitution* proprement dite, qui consiste à rendre au prochain le bien qu'on lui a pris injustement, ou à lui donner un bien équivalent ;

2° Par la *compensation* ou *réparation* du dommage qu'on a causé.

La compensation doit être équivalente au dommage produit.

Elle est due rigoureusement lorsque c'est volontairement qu'on a commis une injustice ; le péché ainsi commis ne peut pas être remis, si l'on n'est disposé à réparer le plus tôt possible le dommage qui en a été la suite.

Dans certains cas, le dommage est occasionné par une sorte de négligence involontaire, qu'on appelle faute *juridique*, par opposition à la faute *théologique*, ou faute volontaire.

Vous renversez par inadvertance un guéridon qui supporte des vases de porcelaine : ceux-ci se cassent en tombant. Vous avez commis une faute *juridique* ; vous devrez payer le dommage après la sentence du juge, si vous y êtes condamné.

Mais, n'ayant ni voulu ni prévu cet accident, vous n'êtes pas obligé en *stricte justice* à cette réparation, tant qu'elle ne vous est pas imposée par une sentence judiciaire.

Est-il besoin de rappeler toutefois que la délicatesse demande que le tort fait au prochain soit réparé même lorsqu'on ne l'a causé que par une négligence involontaire ?

Ajoutons que la restitution doit être faite à celui à qui on a fait tort ou, à son défaut, à ses héritiers.

2° Diverses sortes de restitutions

Les principes que nous venons de rappeler concernent directement les biens extérieurs dont le prochain a été injustement dépouillé.

Ils s'appliquent encore aux autres sortes d'injustices.

1° Le malfaiteur, coupable d'un attentat contre la vie corporelle de son prochain, est tenu de supporter les frais de toutes les dépenses qu'entraine la mort ou la mutilation de celui qui a été injustement frappé.

Si ce dernier est mort, toutes ces compensations sont dues à sa famille ou à ses héritiers.

2° Les mêmes principes s'appliquent aux séducteurs qui, par de fausses promesses, enlèveraient à leurs victimes leur innocence et leur honneur.

3° Ils s'appliquent également au tort fait à la réputation du prochain par la *médisance* ou par la *calomnie*.

Toute calomnie doit être rétractée ; si elle a été faite par écrit, il faut que la rétractation le soit également et qu'elle parvienne, autant que possible, à toutes les personnes qui ont connu les déclarations calomnieuses.

Pour la *médisance*, la rétractation n'est pas possible, puisque l'imputation formulée contre le prochain est fondée sur des faits réels. Mais il faut en atténuer le résultat en s'appliquant à faire ressortir, avec une sage discrétion, les mérites et les qualités des personnes qu'on a diffamées ; on devra même, autant que possible, expliquer dans un sens favorable les paroles fâcheuses qu'on a eu le tort de prononcer.

Toutefois si ces médisances étaient oubliées et n'avaient porté aucune atteinte à la réputation du prochain, il faudrait bien se garder d'y revenir pour ne pas en faire revivre l'effet pernicieux.

Dans ces circonstances, la conduite du chrétien doit avoir pour guide cette parole des Saints Livres : « *Faites pour votre prochain ce que vous voudriez que l'on fit pour vous.* »

4° Il faut de même réparer toute atteinte portée à l'honneur du prochain, en lui donnant les marques de déférence auxquelles il a droit et en le faisant *publiquement*, si l'offense a été publique.

5° Inutile d'ajouter qu'il faut réparer scrupuleusement toutes les injustices qui proviendraient de la fraude ou d'un défaut de loyauté dans les contrats.

Le chrétien en un mot doit se faire un point d'honneur de ne se pardonner jamais aucune infraction à la justice et à la probité.

3° Personnes obligées à la restitution

La restitution est une obligation non-seulement pour ceux qui ont eux-mêmes emporté le bien du prochain ou qui lui ont causé du dommage, mais encore pour tous les complices de l'injustice.

Ces complices obligés à la restitution sont :

1° Celui qui *commande* un vol ou une injustice à ceux qui dépendent de lui ; il encourt ainsi l'obligation rigoureuse de la restitution.

2° Celui qui *consent* à l'action injuste, alors qu'elle ne peut pas s'accomplir sans son concours.

3° Celui qui y participe.

4° Celui qui la laisse faire, alors qu'il devrait l'empêcher, comme, par exemple, les parents ou les surveillants d'écoliers qui laissent leurs enfants voler ou causer du dommage en leur présence.

Dans tous ces cas et autres analogues, si celui qui a causé le dommage ne restitue par lui-même, cette obligation incombe en conscience à ses complices c'est à-dire à ceux qui l'ont aidé, ou qui lui ont conseillé d'agir, ou qui ne l'en ont pas empêché lorsqu'ils le devaient.

ARTICLE II

VERTUS QUI SE RATTACHENT A LA JUSTICE

Les vertus qui se rattachent à la justice sont, d'après saint Thomas, la *religion*, la *piété*, la *déférence*, la *véracité*, la *reconnaissance*, la *vengeance*, *l'affabilité* et la *libéralité*.

Nous étudierons successivement ces diverses vertus morales.

I

La Religion

1° Notion de la religion

Le mot « religion » vient du latin *religare* « rattacher »,

La religion est ainsi nommée, parce qu'elle nous rattache à Dieu. C'est une vertu par laquelle les hommes rendent à Dieu le culte et le respect qui lui sont dus.

On ne doit pas toutefois la compter parmi les vertus théologales, parce qu'elle n'a pas Dieu pour objet ou pour fin prochaine ; la fin prochaine ou l'objet immédiat de la religion est le culte extérieur ou intérieur rendu à Dieu.

Tous les actes humains qui honorent Dieu sont l'objet de cette vertu de religion, et comme ces actes s'adressent directement à Dieu lui-même, la religion est particulièrement excellente ; elle s'élève au-dessus des autres vertus morales, parce qu'elle s'approche plus près de Dieu. Si les vertus théologales ont Dieu pour objet, l'objet de la vertu de religion va jusqu'à Dieu, en lui offrant tous ses services et en entourant sa majesté sainte du culte le plus parfait.

De tout temps, l'homme a été tenu de pratiquer la vertu de religion. Mais n'y est-il pas obligé d'une manière plus rigoureuse à notre époque ? En présence de l'indifférence générale, de l'incrédulité et même de l'impiété d'un grand nombre, quels seront les devoirs du véritable chrétien ? Ses obligations sont toutes tracées. Comme dans les temps de persécution, il doit manifester sa foi et sa croyance par la pratique extérieure de la vertu de religion.

Il se le doit à lui-même ; car l'esprit d'indifférence et d'irréligion domine tellement dans le monde, qu'il est impossible de n'en pas subir soi-même la désastreuse influence, si l'on ne s'applique pas avec zèle à la pratique de la vertu de religion.

Il le doit à son prochain, qu'il est tenu d'édifier et de préserver du mal par son exemple.

Il le doit à Dieu que tout homme de cœur tient à dédommager, par une fidélité plus grande, des outrages sans nombre dont ce souverain maître est l'objet de la part des impies.

2° Rapports de la religion et de la sainteté

Si l'on se rend bien compte de la notion de la religion, on constate qu'elle a des rapports intimes avec la sainteté.

I. La sainteté, comme le rappellent les diverses étymologies que l'on donne à ce mot, suppose trois choses.

1° *La pureté de l'âme* ; c'est ce qu'indique le mot grec *agios* « séparé de la terre », qui correspond au mot français « saint »

2° La sainteté suppose la stabilité, comme nous l'apprend le mot latin *sancire* « affermir, sanctionner » qui a donné naissance au mot *sanctus* « saint ». Elle est donc un état habituel d'union entre l'âme et Dieu.

3° La sainteté suppose que cette pureté et cet état habituel d'union sont acquis par le sacrifice, d'après l'étymologie qui fait venir le mot *sanctus*, saint, de *sanguis* « le sang ».

II. Ces trois éléments constitutifs de la sainteté sont nécessaires aussi pour la vertu de religion.

1° On ne peut avoir l'âme portée vers Dieu pour lui rendre le culte qui lui est dû si l'on n'a eu soin de la purifier et de la détacher des choses terrestres.

2° Ce culte que la religion nous fait rendre à Dieu fait que notre âme s'unit à lui d'une manière permanente comme à son premier principe et à sa dernière fin.

3° L'acte par excellence du culte de la religion, c'est le sacrifice, et particulièrement le sacrifice du sang de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Cependant le mot « sainteté » dit plus que le mot *religion*. Par la religion nous rapportons à Dieu les pratiques du culte divin ; par la sainteté, nous lui rapportons non seulement les pratiques du culte divin, mais encore toutes nos œuvres et toutes nos autres vertus.

Aussi saint François de Sales appelle-t-il la sainteté la perfection de la religion.

« Si la religion est un lait, dit-il, la sainteté en est la crème ; si elle est une plante, la sainteté en est la fleur ; si elle est une pierre précieuse, la sainteté en est l'éclat ; si elle est un baume précieux, la sainteté en est la suave odeur. »

3. Actes de la Religion

A la vertu de religion se rattachent des actes *intérieurs* et des actes *extérieurs*

Les actes intérieurs sont ceux qui résident dans l'esprit ou dans le cœur, et qui ne paraissent pas au dehors, comme la *dévotion* et *l'oraison mentale*.

Les actes extérieurs sont ceux qui se manifestent au dehors et qui sont propres aux organes du corps, comme l'*adoration*, les *sacrifices*, les *offrandes* et les diverses œuvres extérieures de la piété.

Les actes extérieurs de religion supposent nécessairement des actes intérieurs. Sans cela, ils seraient indignes de la Majesté divine qu'on veut honorer.

S'il n'y avait pas dans la religion des sentiments intérieurs, elle ne serait qu'un corps sans âme, une écorce sans moëlle ni suc vivifiant, un culte charnel et grossier, un appareil pharisaïque, une pompe frivole, dont le bruit irait vainement se perdre dans les airs et ne monterait pas jusqu'au trône de la divinité.

Ainsi la religion est avant tout dans le cœur.

Toutefois les actes intérieurs ne suffisent pas. Il faut aussi des actes *extérieurs*. Pour s'approcher de Dieu, notre âme a besoin du secours des choses sensibles : « Il nous faut, dit saint Augustin, des paroles, des signes extérieurs, pour aider notre mémoire et notre intelligence et pour ranimer notre ferveur. »

De plus, si le cœur est bien pénétré, c'est un besoin pour lui de manifester au dehors les sentiments qui l'animent.

Un autre motif des actes extérieurs, c'est que le corps doit rendre, aussi bien que l'âme, son tribut d'adoration au Dieu qui l'a créé.

Aux actes intérieurs, saint Thomas rattache la *dévotion* et la *prière*.

Il divise les actes extérieurs en trois catégories. La première comprend les actes par lesquels nous faisons hommage à Dieu de notre propre corps : ils se rapportent à l'*adoration*.

La deuxième catégorie embrasse l'offrande que nous faisons à Dieu des biens extérieurs que nous lui *donnons* ou que nous lui *promettons*. Nous les donnons par le *sacrifice*, les *oblations*, les *primices* et les *dîmes* ; nous les promettons par les *vœux*.

La troisième sorte d'actes extérieurs concerne les choses divines dont nous faisons usage pour les rapporter à Dieu.

Elle comprend les *sacrements*, l'*emploi du saint Nom de*

Dieu, par *serment*, par *adjuration* et par *invocation*, pour le prier et le louer.

Nous étudierons successivement ces divers actes.

Actes intérieurs

Les principaux actes intérieurs de la religion sont la *dévotion* et la *prière*.

I. *La dévotion.* — Le mot *dévotion* vient du mot *dévoué*. La dévotion, dit saint Thomas, consiste dans une volonté prompte et constante d'accomplir tout ce qui concerne le culte de Dieu. « Se dévouer », en effet, c'est se donner et se sacrifier. Ainsi se dévouer pour sa patrie, c'est s'exposer, au besoin, à la mort pour la sauver. Se dévouer à Dieu, c'est fuir ce qui lui déplaît, s'appliquer à faire en tout et toujours ce qui lui est agréable.

On ne saurait mieux faire connaître la nature de la vraie dévotion qu'en rapportant les paroles de saint François de Sales « La vraie et vivante dévotion, dit-il, n'est autre chose qu'un véritable amour de Dieu, mais non pas toutefois un amour tel quel. Car, en tant que l'amour divin embellit notre âme, il s'appelle *grâce*, nous rendant agréables à la divine Majesté ; en tant qu'il nous donne la grâce de bien faire, il s'appelle *charité* ; mais quand il est parvenu jusqu'au degré de perfection auquel il ne nous fait pas seulement bien faire, mais nous fait opérer *soigneusement*, *fréquemment* et *promptement*, alors il s'appelle *dévotion*. »

La dévotion a deux causes principales : l'une *extérieure*, c'est Dieu qui la met dans notre âme ; l'autre *intérieure*, c'est la méditation ou la contemplation.

La méditation de la bonté de Dieu et des bienfaits divins excite en nous l'amour de Dieu, qui produit la dévotion, et la considération de nos propres défauts fait que nous nous appuyons sur Dieu seul, en faisant disparaître de notre cœur la présomption.

Le fruit de la dévotion, c'est la joie spirituelle : « Je me suis souvenu de Dieu, dit le psalmiste, et j'ai été dans la joie. » Néanmoins, cette joie est accompagnée d'une certaine tristesse, parce que, sur la terre, nous ne pouvons pas jouir pleinement de Dieu.

II. *La prière.* — Notre Seigneur nous dit dans l'Evangile:

« Il faut toujours prier. » La prière, en effet, est le moyen nécessaire pour obteuir de Dieu les grâces dont nous avons besoin. La prière s'adresse avant tout à Dieu, qui est la source de tous les biens ; mais elle s'adresse aussi aux anges et aux saints, dont le mérite ajoute du crédit à nos propres prières.

Dans la prière, nous pouvons demander des biens temporels, non comme des biens essentiels, mais comme des secours pour arriver à notre fin dernière.

Nous devons prier, non seulement pour nous-mêmes, mais pour les autres et même pour nos ennemis.

La forme la plus parfaite de la prière est la prière *dominicale*, dans laquelle se trouvent indiqués tous les biens que nous devons demander et l'ordre dans lequel nous devons les solliciter.

Dans la première demande : « Que votre nom soit sanctifié », nous demandons la gloire de Dieu.

Dans la seconde : « Que votre règne arrive, » nous demandons la grâce de son règne.

Dans la troisième : « Que votre volonté soit faite sur la terre comme au ciel », nous sollicitons les mérites des actes d'obéissance : les secours temporels ou le pain de chaque jour et les secours spirituels, parmi lesquels nous devons remarquer surtout le pain eucharistique.

Nous demandons ensuite d'être délivrés de tout ce qui pourrait nous empêcher d'arriver au bonheur à savoir :

a) De nos dettes envers la justice divine, c'est la cinquième demande.

b) De la tentation, c'est la sixième demande.

c) Du péché et de tous les maux, c'est la septième demande.

La prière est avant tout dans le cœur ; mais on distingue deux sortes de prières : la *prière publique* et la *prière privée*.

La prière *publique* ou *liturgique* est celle qu'on fait en vertu de l'autorité de l'Eglise catholique, qui en détermine les formules et qui donne à ses ministres et à certaines personnes mission de les réciter en son nom. Telles sont les messes, l'office divin, les prières pour l'administration des Sacrements, etc.

On donne le nom de *liturgie* à l'ensemble et à l'étude des prières publiques.

La prière *publique* est nécessairement *vocale*, puisqu'elle est faite au nom de la société catholique et qu'elle doit par conséquent être extérieure.

La prière *privée* ou *particulière* peut être simplement intérieure ou *mentale*. Le plus souvent cependant on y ajoute des paroles :

1° Pour exciter la dévotion.

2° Pour que les lèvres et le corps rendent hommage comme l'âme à leur Créateur.

3° Parce que la prière vocale est l'expression toute naturelle des sentiments du cœur : quand on sent bien quelque chose, on veut le dire et même le chanter.

Actes extérieurs de religion

I. *Adoration.* — Dans son acception la plus large, le mot « adoration » signifie l'hommage rendu à quelqu'un à cause de son excellence ; mais, dans le langage usuel de l'Eglise, cette expression désigne uniquement l'hommage qui n'est rendu qu'à Dieu.

L'adoration est un acte de la vertu de religion, qui a pour but d'honorer Dieu comme notre Créateur.

La raison suffirait pour nous convaincre de la nécessité de l'adoration, alors même que la Révélation n'en aurait pas fait le premier et le plus important des commandements. Qu'y a-t-il de plus clair, de plus évident que ce principe, que Celui qui nous a donné l'être, la vie et tout ce qui l'accompagne, qui est le maître de nos destinées, qui d'ailleurs a toutes les perfections à un degré suprême et infini, a droit à des hommages de notre part, c'est-à-dire à ce que nous reconnaissions notre néant propre, notre dépendance, sa souveraineté et que nous consacrions à son service l'existence et les facultés que nous ne tenons que de lui ?

Cette reconnaissance du Créateur par sa créature, cette protestation de vouloir l'aimer et le servir, n'est-ce pas le premier, le plus impérieux de tous nos devoirs, celui qui est la base de tous les autres ?

De plus, cette adoration doit être exclusive : *Un seul Dieu tu adoreras.*

Adorer Dieu et en même temps adorer autre chose est contradictoire ; car si on partage la gloire divine pour en donner une part à une créature, non seulement on la diminue, mais on la ravale. L'hommage qu'on rend à Dieu n'est plus cet hommage unique et spécial qui ne convient qu'au Créateur.

Aussi l'adoration rendue à autre chose qu'à Dieu, a-t-elle été toujours, sous le nom d'*idolâtrie*, regardée comme un grand crime, par tous ceux qui reconnaissent le vrai Dieu.

II. *Le sacrifice.* — L'acte d'adoration le plus important et qui constitue le culte le plus profond et le plus solennel est le *sacrifice*.

Le sacrifice est la destruction ou tout au moins le changement d'une chose, offerte en l'honneur du Créateur, comme témoignage de notre dépendance, et comme signe sensible du souverain domaine de Dieu sur toute créature.

Le sacrifice est donc l'expression du culte de *latrie* et ne peut être offert qu'à Dieu.

D'une manière moins stricte et dans un sens général, on appelle sacrifice toute offrande que l'homme fait à Dieu en signe de sa dépendance.

On distingue le sacrifice *intérieur* et le sacrifice *extérieur*.

Par le premier, nous offrons à Dieu nos facultés intérieures, notre esprit, notre cœur, notre volonté.

Par le second, nous lui faisons hommage de notre corps, que nous lui sacrifions par le martyre, l'abstinence ou la continence, ou de ce qui nous appartient, soit directement, en consacrant ces biens à l'honneur de Dieu, soit indirectement, en les donnant aux pauvres par amour pour lui et à cause de lui.

Le sacrifice *intérieur* est de droit naturel ; c'est celui qui doit primer tous les autres, lesquels ne sont rien sans lui. Ce sacrifice s'exerce par la foi, par l'espérance, par la charité, par la prière et par tous les actes de religion.

Le sacrifice *extérieur* est aussi de droit naturel et il oblige tous les hommes. Il n'est pas cependant habituel et permanent, comme le sacrifice intérieur qui ne doit jamais cesser ; on ne saurait en effet, faire à tout moment des sacrifices extérieurs, on le peut seulement de temps en temps, à certaines époques.

Quoique le sacrifice extérieur nous soit suggéré par la raison et par la conscience, Dieu a pu et de fait a voulu en déterminer la manière, la forme, la matière, le temps, par une loi positive, soit divine, soit humaine. C'est ce que montre l'histoire de la religion.

Dans l'Eglise catholique, il n'y a qu'un seul sacrifice, celui de Notre-Seigneur JÉSUS-CHRIST. Le sacrifice de la messe complète le sacrifice de la croix dont il est le renouvellement et avec lequel il nous procure et renferme tous les genres de sacrifice.

Les chrétiens sont obligés à offrir le sacrifice de la messe ou à y assister ; d'abord par institution divine, et de plus par un commandement de l'Eglise, qui a déterminé les jours où cette obligation existe d'une manière rigoureuse, à savoir tous les dimanches et les jours de fêtes désignés par elle.

Les pieux fidèles se font un devoir d'assister tous les jours, autant que possible, à la sainte messe et même d'y communier.

III. *Oblation*. — On comprend sous le terme d'*oblation* tout ce qui est offert pour le culte divin et l'action de l'offrir. Telles sont les dîmes et les prémices.

On appelle oblations *usuelles* celles que font les fidèles dans l'église, à l'autel, des choses leur appartenant, ou à un autre endroit de l'église, ou même en dehors de l'église, par exemple, devant une image miraculeuse.

Les oblations sont obligatoires dans les cas suivants énoncés par les théologiens : 1° quand on est tenu à les payer comme pension ; 2° quand elles sont dues pour l'exécution de legs testamentaire ou par vœu, ou par donation entre vifs ; 3° quand les ministres de l'Eglise n'ont pas de quoi vivre, car alors les paroissiens sont tenus de les sustenter par leurs offrandes.

Dans la primitive Eglise, les fidèles faisaient ainsi des offrandes considérables ; une partie de ces offrandes servait de matière au saint sacrifice ; le reste servait à l'entretien du culte, des ministres et des pauvres. Ces offrandes sont l'expression de la religion de chacun. Plus on est religieux, plus on aime la magnificence du culte et plus on s'efforce d'y contribuer.

IV. *Le cæu.* — Le vœu est une promesse délibérée d'un plus grand bien, faite à Dieu avec l'intention de s'obliger rigoureusement.

C'est le sacrifice de notre liberté, qui est le meilleur de tous nos biens. Et pourquoi faisons-nous le sacrifice de nos biens ? Pour plaire à Dieu.

Le vœu nous est donc utile d'abord pour honorer Dieu et pour nous le rendre propice.

Il nous est encore utile pour nous faire tendre vers la perfection, en établissant notre volonté dans la ferme résolution de faire un bien que les simples commandements ne nous prescrivent pas rigoureusement d'accomplir.

Les vœux les plus excellents et les plus utiles sont les vœux de *pauvreté*, de *chasteté* et d'*obéissance*. Ces trois vœux, en effet, nous font dépouiller volontairement des trois libertés, qui sont, hélas ! funestes à tant d'âmes ; ils nous font renoncer aux trois biens qui sont l'objet des grandes concupiscences et nous affranchissent d'une multitude de sollicitudes et de dangers. « En nous donnant à Dieu, dit saint Augustin, nous augmentons notre bien ; car Dieu n'est pas un indigent qui cherche à s'enrichir avec nos revenus : « *Quod ei redditur, reddenti. additur.* » Le vœu est donc un hommage rendu à Dieu, mais l'utilité est pour nous et non pour Dieu.

Une action faite par suite d'un vœu est plus méritoire que celle qui est le produit de la volonté libre. Saint Thomas en donne trois raisons.

1° La religion est la plus excellente des vertus morales ; le vœu est un acte de religion ; tout ce qui en découle revêt donc une sorte de caractère sacré aux yeux de Dieu. Ainsi celui qui donne une aumône promise par vœu pratique deux vertus, la religion et la charité : il en a le double mérite, il en recueillera la double récompense.

2° Dans les actions qu'on fait par vœu, on donne beaucoup plus à Dieu que dans celles qu'on accomplit librement. On lui offre en effet, non seulement une partie des fruits de la volonté, mais encore une portion de la volonté qui les produit.

3° La valeur enfin ou le mérite des œuvres extérieures se

tire principalement de la volonté. Une volonté consacrée à Dieu par un vœu est incontestablement plus pure et plus sainte que celle qui fait profession de suivre son caprice et son bon plaisir ; elle donne naissance par suite à des fruits de vertu plus savoureux et plus dignes de récompense.

Faut-il multiplier nos vœux pour multiplier nos mérites ? Tous les maîtres de la vie spirituelle nous disent, au contraire, qu'on ne doit faire des vœux qu'avec beaucoup de prudence. Le vœu, en effet, est une chose sérieuse et grave en elle-même ; il entraine en général des obligations qu'on ne peut enfeindre sans commettre un péché grave. De là, on peut induire les principes suivants :

1° Avant de s'engager par vœu, il faut prier afin de demander à Dieu les lumières nécessaires pour connaître sa volonté et les véritables dispositions de notre âme.

2° On doit consulter le directeur de sa conscience. Dans certains moments de zèle et de ferveur, il semble utile et opportun de s'engager par vœu à des choses qui, plus tard, lorsque cet élan de générosité sera passé, paraîtront impossibles, ou du moins bien difficiles. Un directeur sage et éclairé modère notre ardeur ; il ne nous permet pas de nous engager avant d'avoir bien consulté nos forces, d'avoir examiné les difficultés de notre projet.

3° Il faut réfléchir à ce que l'on veut faire. Le vœu est une promesse faite avec délibération, et non pas à la légère. Le Seigneur lui-même, nous avertit, au livre de l'Ecclésiaste, qu'il *abhorre et déteste une promesse insensée* qu'on ne pourra pas tenir. Ainsi, avant de s'engager, il faut savoir à quoi l'on s'oblige, et examiner si l'on sera en état d'accomplir ce que l'on promet. Si l'on ne mesure pas toute l'étendue et les difficultés des obligations que l'on contracte. on se trouvera plus tard dans l'impossibilité d'y être fidèle.

V. *Le serment.* — Le serment est l'invocation du nom de Dieu, en témoignage de la vérité qu'on affirme.

Pour que l'homme vive en société, il faut qu'il puisse ajouter foi aux paroles de ses semblables. Mais, selon la parole de nos saints livres, tout homme est menteur ou du moins très porté à mentir. Pour appuyer ce témoignage incertain et douteux, il est donc quelquefois nécessaire de

recourir au témoignage de Dieu, qu'on ne peut accuser d'imposture, ni d'erreur. Voilà ce qui fait du serment un acte religieux. C'est bien, en effet, rendre honneur à la science, et à la vérité de Dieu, que de l'appeler en témoignage de la vérité que nous soutenons.

Quoique le serment soit un acte religieux, on ne doit pas y recourir dans toutes les occasions. Il faut, comme le dit Notre-Seigneur dans l'Evangile, savoir se contenter quelquefois de ces simples mots : *Est, non.*

Pour être fait en sureté de conscience, le serment doit avoir trois qualités : la *justice*, la *vérité* et le *jugement*.

1° *La justice*. On ne peut se servir du serment que pour confirmer une chose bonne et honnête ; sans quoi on commettrait une injure grave envers Dieu ce qui serait un péché mortel.

2° *La vérité*, car Dieu ne peut pas être pris à témoin du mensonge. Si on lui faisait cet outrage, on commettrait un parjure, ce qui est toujours un péché grave.

3° *Le jugement*. Il ne faut prononcer un serment que lorsqu'il y a une grave utilité. Agir autrement, c'est ce rendre coupable d'une irrévérence envers Dieu. Cette irrévérence néanmoins n'est habituellement qu'un pèché véniel.

Le serment qui accompagne une promesse impose une obligation de religion qui s'ajoute au devoir de fidélité résultant de la simple promesse ; il est manifeste toutefois qu'un serment n'imposerait pas d'obligation s'il avait pour objet une chose défendue.

VI. *La louange divine*. — C'est encore un acte de religion d'invoquer et de louer le saint nom de Dieu par des paroles.

Par la louange divine, l'homme s'élève vers Dieu et se dégage davantage des choses terrestres.

Il est utile que les hommes se réunissent pour célébrer ensemble les louanges divines et c'est avec beaŭcoup de sagesse qu'on a établi le chant sacré pour exciter davantage les âmes à la piété.

4. Vices opposés à la religion.

Parmi les vices opposés à la religion, les uns le sont par excès et présentent un certain rapport avec cette vertu, com-

me la *superstition*. Les autres vices, plus directement opposés à la religion, sont classés sous la dénomination générale *d'irréligion*.

Superstition.

Le mot *superstition*, du latin *super esse*, être surabondant, indique un culte excessif et superflu. Cela ne signifie pas que l homme superstitieux rende à Dieu plus d'honneur qu'il ne mérite, mais que ce culte est rendu à la créature à qui i n'est point dû, ou qu'il est rendu à Dieu d'une manière illégitime.

On voit par là que la superstition provient généralement de l'ignorance religieuse. Elle résulte aussi parfois d'une excessive crédulité ; dans plusieurs cas, elle est la conséquence de la dépravation de la volonté.

D'après Saint Thomas, il y a quatres sortes de superstitions :

I. La première consiste à rendre à Dieu un culte illégitime. Lorsque dans ce culte, il y a quelque chose de faux, on l'appelle pernicieux. Si l'on emploie, dans le culte de Dieu ou des saints, certaines pratiques vaines ou inutiles qui ne sont pas approuvées par l'Eglise, la superstition prend le nom de *culte superflu*.

II. La seconde espèce de superstition, c'est *l'idolâtrie*,qui consiste à rendre les honneurs divins à la créature. C'est le plus grand des crimes ; car de même, dit S. Thomas, que ce qui trouble le plus la société,c'est de rendre les honneurs suprêmes à un autre qu'au souverain légitime ; de même, parmi les péchés contre Dieu qui sont les plus graves, le plus coupable, c'est d'accorder à une créature l'honneur divin et de faire ainsi, autant qu'on le peut, un autre Dieu dans le monde.

On distingue trois sortes d'idolâtries :

1° L'*idolâtrie des images*, très usitée chez les Grecs et les Romains, qui rendaient les honneurs divins à des statues et à des images de toutes sortes.

2° L'*adoration des objets visibles de la création*, qui s'est introduite parmi les hommes d'une foule de manières.

Tantôt ils ont regardé comme des dieux d'autres hommes leurs semblables, qui avaient fait du bruit sur la terre, tels que Jupiter, Mercure et plusieurs rois de l'antiquité.

D'autre fois on a attribué les honneurs divins au monde lui-même ou à l'ensemble des créatures. C'est l'erreur du panthéïsme, professée encore aujourd'hui par un grand nombre d'impies.

Plusieurs ont adoré dans le monde des objets qui frappaient davantage leur attention et qui leur semblaient plus utiles. Les Perses adoraient les astres et le soleil ; les Egyptiens adoraient les bœufs, les chats et les oignons. etc.

3° Enfin, il en est qui ont porté la malice jusqu'à adorer directement les esprits mauvais ; ils ont regardé comme des dieux les créatures spirituelles que nous appelons des anges.

L'action du démon fut la grande cause de l'idolâtrie. Les hommes y furent aussi entraînés par leurs passions et par l'ignorance.

III. La troisième espèce de superstition est la *divination*, par laquelle la créature cherche à connaître les choses futures qui sont exclusivement du domaine de Dieu. Toute connaissance de l'avenir cependant n'est pas une divination. Il y a certaines choses qu'on peut connaître en considérant leurs causes.

Par exemple, un médecin peut présager la mort d'un malade lorsqu'il constate que la maladie est incurable. Un astronome peut prévoir des éclipses et même la pluie et le beau temps en examinant l'état de l'atmosphère : ce n'est pas là la divination. Cette superstition consiste à usurper le rôle de Dieu et à prétendre connaître d'avance les évènements qui ne peuvent pas être prévus d'après leurs causes naturelles C'est une superstition ou une comédie. Pour avoir une connaissance réelle de ces choses futures, il faut recourir à l'intervention du démon qui prévoit dans leur cause plusieurs choses que nous ignorons, bien que lui-même ne puisse connaître l'avenir. Il va sans dire qu'un prophète ne se rend pas coupable de superstition en prédisant l'avenir au nom de Dieu qui l'inspire.

La divination se subdivise en une multitude de branches distinctes : la *nécromancie* qui évoque les morts ; les *oracles* qui implorent expressément le démon ; l'*hydromancie* ou divination par l'eau ; la *pyromancie* ou divination par le feu ; l'*aruspice*, divination par les entrailles des animaux ; l'*augure* qui écoute le chant des oiseaux ; le *chiromancie* qui inspecte les lignes de la main ; la divination par le *sort*,

Nous ne poursuivons pas cette énumération ; nous devons néanmoins signaler plus particulièrement trois superstitions qui se sont manifestées surtout au dernier siècle, le *magnétisme animal*, les *tables tournantes* et le *spiritisme*.

Certains faits qui se produisent ne peuvent s'expliquer sans une intervention de l'esprit du mal ; dès lors, en se livrant à ces opérations, on entre en rapport avec lui, et on fait une sorte de pacte implicible avec l'ennemi de Dieu. Ajoutons que ces manifestations de l'enfer parmi les hommes sont fort rares au milieu des populations catholiques, tandis qu'elles deviennent très fréquentes dans les pays protestants ou incrédules.

IV. La quatrième sorte de superstition, c'est la *vaine observance*, qui cherche à obtenir certains effets par l'emploi de moyens vains, inutiles, et qui ne peuvent par eux-mêmes procurer un tel résultat. La malice de ce genre de superstition, c'est qu'on rend à une créature des honneurs divins, en attendant d'elle des effets qu'on ne doit attendre que de Dieu et des moyens qu'il a établis. C'est dans cette espèce de superstition que tombent ceux qui prétendent guérir les maladies par certaines paroles, par certains billets ; ceux qui observent les jours heureux ou malheureux ; ceux qui attribuent une influence à tels ou tels nombres, etc. Pratiquées sérieusement, ces observances constituent une offense grave envers Dieu.

Il n'est pas nécessaire de faire ressortir le caractère de malice particulière du péché de superstition, toutes les fois que le démon intervient d'une manière plus ou moins directe.

Qui ne comprend d'ailleurs les dangers de semblables pratiques ? Qui ne voit combien elles sont de nature à obscurcir la foi, ou du moins à refroidir la piété et à produire toutes sortes de désordres ?

Les pratiques superstitieuses sont toutes plus ou moins un culte déguisé rendu au démon. Est-il étonnant que Satan se serve de ce moyen pour introduire dans l'esprit des populations des doctrines contraires à la foi catholique ? Aussi l'avons-nous vu, à propos des pratiques du spiritisme, par exemple, chercher à affaiblir le dogme de l'éternité des peines, de la nécessité de la foi catholique, et tant

d'autres vérités fondamentales dont la connaissance est nécessaire au salut.

Plusieurs pratiques superstitieuses, qui semblent moins dangereuses et paraissent n'avoir rien de mauvais en elles-mêmes, ont pour effet d'affaiblir le respect dû aux pratiques approuvées par l'Eglise, de faire assimiler les cérémonies saintes à ces inventions d'une piété mal entendue, et par là même de priver le peuple chrétien de beaucoup de grâces.

Enfin, ces pratiques servent d'occasion à des désordres de toutes sortes. On voit par l'histoire que la plupart des superstitions auxquelles s'adonnaient les hérétiques n'avaient d'autre but que de couvrir les orgies les plus criminelles ; et de nos jours encore les pratiques du magnétisme ne sont le plus souvent qu'un prétexte pour s'adonner aux désordres les plus honteux.

L'irreligion

Les principales formes de l'irréligion sont la *simonie*, le *parjure* et le *sacrilège*.

1° La *simonie* tire son nom de Simon le magicien, qui, voyant les apôtres donner le Saint-Esprit aux fidèles par l'imposition des mains voulut acheter ce pouvoir moyennant une somme d'argent.

Les théologiens la définissent « une volonté délibérée d'acheter ou de vendre, en échange d'un prix temporel, un bien spirituel ou annexé au spirituel.» Ce vice a toujours été flétri par les conciles et par les souverains pontifes dans les termes les plus énergiques : ils l'ont regardé comme l'un des plus grand fléaux de l'Eglise : « Que ton argent demeure avec toi pour ta ruine, » répondit saint Pierre à Simon le magicien. La simonie est un péché très grave qui n'admet point de légéreté de matière.

Les biens spirituels,en effet, n'ont aucune proportion avec les biens temporels. C'est dsnc une grande irrévérence que de vouloir les apprécier à prix d'argent, et les saints docteurs comparent la simonie au crime de Judas livrant son divin Maître aux Juifs pour trente deniers.

2° Le *parjure* est un serment contre la vérité ; ce qui en fait la malice, c'est que le nom de Dieu, qui est la vérité même, est invoqué en faveur du mensonge. Qui ne com-

prend le désordre d'un tel crime ? Aussi les livres saints s'élèvent-ils vivement contre le parjure, et tous les docteurs catholiques sont unanimes pour reconnaître qu'il n'admet point de légèreté de matière.

3° Le *sacrilège* est la profanation d'une chose sainte ou consacrée à Dieu. Tout le monde sait qu'on distingue le sacrilège *personnel* ou profanation d'une personne consacrée à Dieu ; le sacrilège *local* ou profanation d'un lieu bénit ou consacré, comme sont les églises, les cimetières ; le sacrilège *réel*, profanation d'un objet ou d'une chose sacrée. Parmi ces choses sacrées les plus saintes sont les sacrements, particulièrement le sacrement de l'Eucharistie.

Le sacrilège est un péché très grave, parce qu'il renferme un mépris direct à l'égard de Dieu lui-même. Il est facile, du reste, de juger de la grandeur de ce crime par la grièveté des peines dont l'Ecriture nous apprend que Dieu a puni les sacrilèges de Nadab et d'Abiu, des Bethsamites, d'Osa, de Balthazar,

Le plus coupable des sacrilèges est celui qui s'attaque directement à la personne adorable de Jésus-Christ, dans l'Eucharistie, par d'horribles profanations, comme celles que l'esprit du mal inspire quelquefois de nos jours aux scélérats infâmes qui ne craignent point d'outrager volontairement les espèces eucharistiques. La communion indigne, quoique moins coupable que les forfaits de ce genre, est encore un odieux sacrilège ; elle est aussi une profanation de la sainte Eucharistie.

II

La piété

1. La piété en général

La piété en général est une disposition affectueuse de l'âme à l'égard de Dieu et de tous ceux qui le représentent.

La vertu de piété nous fait regarder Dieu comme notre père et nous porte à lui rendre le culte de dévouement, de reconnaissance et de respect, que nous lui devons à ce titre.

La piété ne s'adresse pas seulement à Dieu lui-même. Elle nous fait rendre aussi un culte spécial à nos parents,

qui ont été les instruments de la divine Providence pour nous procurer le bienfaits de la vie et celui de notre conservation sur la terre. Ainsi envisagée elle s'appelle la *piété filiale.*

La patrie qui nous a vus naître n'est que l'extension du foyer et de la famille. Elle est en quelque sorte la mère et la nourrice commune de toute une nation. A ce titre, elle a droit, elle aussi, à un culte particulier qui est une forme de la piété et qui porte le nom de *patriotisme.*

L'Eglise est la mère de nos âmes ; elle nous confère la vie spirituelle par le saint baptême ; elle nous la conserve par ses divins enseignements, par ses sacrements et par ses ministres ; elle est donc revêtue d'une manière excellente de ce caractère de paternité, qui est le principe et le fondement des devoirs que la piété nous impose.

Cette forme de la piété est généralement nommée l'*amour de l'Eglise.*

Ainsi Dieu, nos parents, la patrie, l'Eglise, tels sont les êtres supérieurs envers qui nous sommes liés par les devoirs particuliers dont l'ensemble est l'objet de la piété.

La piété a des rapports intimes avec la religion.

La vertu de la religion nous fait honorer Dieu comme notre Créateur et comme le Souverain Seigneur de toutes choses. La piété nous fait considérer en lui sa qualité de père. Elle nous porte donc à lui rendre nos devoirs religieux avec plus d'empressement et de tendresse. Elle est en quelque sorte la religion dans sa fleur et dans sa perfection.

La piété envers Dieu, perfectionnée par la grâce du Saint-Esprit, devient le don de piété, qui produit dans l'âme une affection toute filiale envers notre Père Céleste. Cet amour excite en nous un vif désir de plaire à Dieu dans toutes nos actions.

2. La piété filiale.

La piété filiale nous impose à l'égard de nos parents quatre grands devoirs : l'*amour*, le *respect*, l'*obeissance* et l'*assistance.*

1° Le nom de piété semble exprimer tout spécialement le devoir de l'amour envers nos parents. Si nous sommes tenus d'aimer tous les hommes, parce qu'ils sont l'image de Dieu,

nous devons à plus forte raison aimer nos parents qui revêtent pour nous cette auréole divine, d'une manière plus sensible et plus directe. Puisque nous leur sommes attachés par les liens du sang, il faut que nous leur soyons unis par les liens du cœur. L'obligation de l'amour envers nos parents est inscrite dans notre conscience, c'est une des premières obligations de la loi naturelle.

2° Le *respect* est une conséquence de l'amour. Si nous aimons sincèrement nos parents, nous ne manquerons pas de les respecter ; ils sont auprès de nous les représentants de l'autorité divine et l'autorité demande le respect.

3° L'autorité a droit à l'*obéissance*. C'est pourquoi nous sommes tenus d'obéir à nos parents. L'accomplissement de leurs prescriptions est d'ailleurs la vraie marque de l'amour que nous avons pour eux.

L'enfant chrétien voit toujours la volonté de Dieu dans celle de ses parents et il s'y conforme avec un empressement religieux. Sa docilité ne connaît pas d'autres limites que celles que Dieu lui-même a posées lorsqu'il a dit : « Celui qui aime son père ou sa mère plus que moi n'est pas digne de moi. » Il obéit toujours, à moins qu'on ne lui demande un acte contraire à la loi de Dieu ou de l'Église.

4° Nos parents nous procurent tous les secours dont nous avons besoin, tant que nous sommes incapables de nous suffire nous-mêmes ; la justice demande que nous les *assistions* dans leurs besoins. Sans cela d'ailleurs, notre amour pour eux ne serait pas réel.

La piété envers nos parents s'étend, dans une certaine mesure, à tous ceux qui nous sont unis par les liens du sang et à tous ceux qui remplissent auprès de nous l'office de parents, comme, par exemple, ceux qui s'occupent de notre éducation. Nous leur devons une sorte de piété filiale.

III. Le patriotisme

La patrie n'est pas seulement le lieu où nous avons pris naissance et où notre famille a vécu. Elle s'étend au pays entier où nous avons des concitoyens, où des hommes vivent sous le même gouvernement, parlent la même langue, professent la même religion, partagent les mêmes sentiments et les mêmes idées. Cette communauté de mœurs, d'intérêts

et de croyances est le lien puissant qui agglomère les Etats et constitue une grande famille, sous un même chef, qui porte le nom de roi, d'empereur ou de président.

L'Eglise a toujours glorifié les héros qui se sont signalés par leur attachement à leur patrie. Tout récemment encore elle a béatifié Jeanne d'Arc, qu'on peut appeler à bon droit la *martyre du patriotisme.*

Les devoirs imposés par le patriotisme sont analogues à ceux qui découlent de la piété finale. On peut donc les ramener à quatre : l'*amour*, le *respect*, l'*obéissance* et l'*assistance.*

1° Le premier devoir imposé par le patriotisme, c'est l'*amour.* Un cœur bien né aime sa patrie, aux intérêts de laquelle il est prêt à sacrifier les siens. Aussi, le soldat chrétien donne-t-il volontiers son sang pour l'honneur de sa patrie.

2° La patrie est représentée par un gouvernement qui exerce l'autorité et qui réprésente ainsi l'autorité divine. Ce gouvernement mérite le respect, alors même que sa conduite ne justifierait pas le pouvoir dont il est investi, de même que les enfants, dans leur famille, sont tenus d'honorer leurs parents, même quand leur vie n'est pas sans reproche. L'apôtre saint Paul recommandait expressément de respecter les autorités établies de son temps, et le pouvoir se trouvait entre les mains d'un des plus grands scélérats qui aient jamais existé, c'était Néron.

3° C'est par les lois de la patrie que nous sont manifestées les prescriptions diverses qu'elle nous impose. Nous devons obéissance à ces lois, ainsi que nous le déclare encore l'Apôtre ; les premiers chrétiens se faisaient un devoir d'obéir aux lois.

Si cependant il y avait des lois opposées à la loi de Dieu nous devrions, dans ce cas, répondre comme les apôtres : «*Il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes.* »

4° Le chrétien doit assister sa patrie, la défendre et la secourir, soit de son argent, par le paiement des subsides et de l'impôt, soit même de sa personne et de son sang par le service militaire.

Il doit contribuer, pour sa part, par des votes sages et

éclairés, à lui donner un bon gouvernement; à n'élever aux charges publiques que des hommes probes et consciencieux.

Il doit encore prier pour elle, afin que Dieu la bénisse et la protège, qu'il lui accorde la paix et la prospérité au dedans, la gloire et la puissance au dehors, à l'égard des autres peuples.

De plus le chrétien peut être investi lui-même d'une certaine autorité, qui lui impose de graves obligations à l'égard de sa patrie.

Cette part d'autorité, il doit l'exercer avec la plus grande sollicitude, ne se laissant jamais guider par l'intérêt ou la passion, cherchant uniquement à faire la volonté de Dieu, telle que sa conscience bien éclairée la lui montre, et à procurer ainsi par ses actes le bien spirituel et temporel de sa patrie.

4. Piété envers l'Eglise

Par la piété envers l'Eglise, on entend la soumission, le respectueux dévouement que tout chrétien fidèle doit avoir pour cette mère bien-aimée, qui nous a enfantés à la vie de la grâce.

De même que le chrétien doit honorer ses parents, parce qu'il tient d'eux la vie naturelle, de même il doit honorer l'Eglise parce qu'il en a reçu la perfection de son être, c'est-à-dire la vie divine, la bonne doctrine et les bonnes mœurs.

1° Nous devons l'*aimer*, puisque c'est par elle que nous avons reçu les biens les plus précieux et que nous pouvons un jour parvenir au Ciel.

2° L'Eglise et la hiérarchie sainte que Notre-Seigneur a fondée pour la gouverner représentent l'autorité divine d'une manière bien plus directe et bien plus immédiate encore que les autorités purement humaines ; nous devons donc un grand respect aux pasteurs de nos âmes. Notre-Seigneur disait à ses apôtres : « Celui qui vous écoute m'écoute et celui que vous méprise me méprise. »

3° Tous les motifs qui exigent notre obéissance aux lois de la patrie demandent à plus forte raison que nous obéissions aux lois de l'Eglise, qui est une société parfaite et qui, de plus, en vertu de l'assistance divine, ne peut jamais nous imposer de lois mauvaises ou funestes.

4° Dès le commencement, les fidèles se sont fait un devoir de s'imposer des sacrifices pour permettre aux apôtres de remplir leur ministère et pour rehausser la spendeur des cérémonies sainte. Nous les voyons aussi prier pour le chef de l'Eglise et pour l'Eglise toute entière.

Ce devoir n'est pas moins rigoureux aujourd'hui.

Nous devons assister l'Eglise par la *prière* qu'elle nous demande avec instance ; par la *parole*, en affermissant les faibles et en leur prêtant le secours de nos lumières ; par notre fidélité à nous éloigner de toute société dangereuse ou impie et à repousser énergiquement tout livre ou tout journal qui n'est pas pour l'Eglise ; par des sacrifices de toute nature, pour soutenir de nos aumônes les institutions catholiques, les œuvres de propagande, n'hésitant pas, s'il le faut, à compromettre pour sa défense nos intérêts temporels et même notre vie ; par la *bonne presse*, en faisant connaître les bienfaits de cette sainte Eglise, si nous en sommes capables, ou tout au moins en propageant les écrits qui la défendent le mieux et qui réfutent les calomnies répandues contre elle par ses ennemis.

A l'heure présente surtout, un bon chrétien doit être un apôtre et consacrer à la défense de l'Eglise toute l'influence dont il dispose. Dans ce but, il faut qu'il prenne part aux élections et à tous les actes civiques pour se faire le champion dévoué de l'Eglise, sa mère, toute les fois qu'il se trouves dans les conditions requises.

III

La Déférence

La *Déférence* est sœur de la piété. Elle nous fait rendre aux personnes constituées en dignité le culte et l'honneur qui leur sont dus.

La piété nous fait honorer spécialement ceux qui participent à la *paternité* divine à notre égard ; la déférence nous fait remplir les devoirs particuliers auxquels nous sommes tenus envers les représentants de l'*autorité* de Dieu.

Toute personne constituée en dignité reçoit, par là-même, un reflet de la majesté divine ; elle a droit par conséquent à notre déférence, c'est-à-dire à un sentiment de respect, mêlé d'obéissance et de soumission.

On peut distinguer la déférence *religieuse*, qui nous porte à témoigner aux pasteurs et aux ministres de l'Eglise les égards qui leur sont dus à cause de leur caractère sacré, et la déférence *civile*, qui nous fait rendre nos devoirs à ceux qui nous gouvernent dans l'ordre temporel.

Le chrétien est obligé d'honorer les prêtres, à cause de la dignité sublime dont ils sont investis et des augustes fonctions qu'ils remplissent. Leurs défauts personnels ne leur enlèvent pas la dignité qu'ils ont reçue par le sacrement de l'ordre.

La déférence est due également aux supérieurs civils, qui sont les lieutenants de Dieu sur la terre.

Dans tous les cas, elle implique le respect, qui nous interdit tout acte de mépris, toute parole injurieuse, tout procédé blessant.

Elle nous impose, en même temps, dans une certaine mesure, les devoirs de la soumission.

Dans le monde physique on remarque que certains corps sont soumis à l'influence des autres. Il en est de même dans le monde moral.

L'ordre de la société demande que certains hommes commandent aux autres ; par conséquent, les inférieurs sont tenus d'obéir aux supérieurs. La vertu qui nous porte à nous soumettre à nos supérieurs s'appelle l'*obéissance*.

Cette vertu est la plus excellente des vertus morales. Lorsqu'on obéit, en effet, on renonce, par amour pour Dieu, au bien de l'ordre le plus élevé, qui est la volonté propre. On peut même dire que toutes les vertus se rattachent à l'obéissance ; de même que le péché renferme toujours un acte de désobéissance, de même tout acte de vertu est nécessairement un acte d'obéissance.

L'homme est tenu d'obéir d'abord à Dieu et ensuite aux hommes qui ont reçu une autorité légitime.

Saint Thomas détermine d'une manière très claire les limites de cette obéissance : tout inférieur doit exécuter les prescriptions de son supérieur, lorsque celui-ci demeure dans les limites de ses attributions, et que ce qu'il commande n'est pas en contradiction avec une autorité d'un ordre plus élevé.

Ainsi les fidèles sont tenus d'obéir, dans l'ordre spirituel, au Souverain Pontife et aux évêques.

Lorsqu'un curé exerce, dans les fonctions saintes, l'autorité légitime qu'il a reçue, ses paroissiens sont obligés de se conformer à ses ordres.

L'autorité civile a droit aussi à notre obéissance, et par conséquent le chrétien est tenu d'obéir aux lois de son pays.

N'oublions pas néanmoins les limites que nous avons déjà tracées. Si l'Etat nous imposait des lois contraires à celles de Dieu ou de l'Eglise, nous ne serions pas obligés d'y obéir.

Quelle doit être l'attitude du chrétien en cette circonstance ? quelle est la conduite à tenir par rapport aux lois contraires à la religion ou à la justice ?

Parmi ces lois, les unes peuvent être impies et mauvaises en imposant des actes positifs contre la foi, contre la morale, contre la loi même de Dieu.

Il est d'autres lois qui, tout en étant mauvaises, oppressives, vexatoires, injustes, ne prescrivent pas directement des actes criminels ; telles sont celles qui entravent le recrutement du clergé, ou des Congrégations religieuses, l'éducation chrétienne des enfants et qui empiètent ainsi sur les droits de l'Eglise ; ou bien qui, par une injuste distribution des charges, lésent injustement certaines classes de citoyens dans leurs intérêts temporels,etc...

Quand on se trouve en présence des premières, les martyrs nous indiquent la ligne de conduite qu'il faut tenir. Il n'est alors jamais permis de s'y soumettre ; c'est le cas de se rappeler la parole de saint Pierre : « Il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes » et si cela devient nécessaire, il faut savoir faire avec courage le sacrifice même de sa vie.

Autre est la conduite a tenir lorsqu'il s'agit des secondes.

D'un côté, elles sont dépourvues des caractères essentiels à une loi : elles n'obligent donc pas en conscience, et chacun peut chercher à les éluder.

D'autre part, si ce qu'elles commandent n'est pas mauvais en soi, il peut être permis de s'y soumettre, tout en cherchant à atténuer le plus possible les mauvais effets qu'elles peuvent avoir.

Dans quels cas faut-il se soumettre à ces lois ? dans quels cas est-il préférable d'y résister ouvertement ?

Ces circonstances sont difficiles et délicates entre toutes, il importe alors que les sujets catholiques se rappellent tous qu'ils ont une discipline à suivre et des chefs pour les diriger.

Ces chefs sont d'abord les évêques, défenseurs autorisés de toutes les saintes causes et surtout de l'Eglise.

Au-dessus d'eux, se trouve le Souverain Pontife, à qui a été confié le soin de paître les brebis et les agneaux.

C'est donc vers ces sommets lumineux que nous devons diriger nos regards.

Quoiqu'il en soit, on devra recourir à tous les moyens légaux et honnêtes, pour obliger les pouvoirs publics, sinon à retirer ces sortes de lois, du moins à les modifier dans un sens plus conforme à la saine raison et à la justice.

Mais pour des chrétiens, il ne saurait y avoir d'autres moyens que ceux-là. Il ne leur est jamais permis de prendre les armes, de descendre dans la rue et de se révolter contre l'autorité légitime.

IV

La Véracité

La *véracité* ou *sincérité* est cette vertu morale qui consiste dans la conformité de nos discours avec nos pensées. Cette vertu nous porte à parler comme nous pensons et nous empêche de parler autrement que nous ne pensons ; elle va droit au but, dit simplement *oui* quand il faut dire *oui*, dit *non* quand il faut dire *non*.

La vérité est le premier devoir de l'homme en société. La parole a été donnée aux hommes pour se communiquer leurs pensées ; c'est donc aller contre l'institution de la nature que de la faire servir au mensonge. Quelle confiance les hommes pourront-ils avoir entre eux, si la vérité est bannie de la société, et si la langue, destinée à être l'interprète fidèle, du cœur, n'est plus qu'un voile trompeur qui le cache et le déguise !

La sincérité a de grands rapports avec la simplicité. Toutefois, comme le remarque Fénelon, « la sincérité est une vertu au-dessous de la simplicité. On voit beaucoup de gens qui sont sincères sans être simples. Ils ne disent rien qu'ils ne croient vrai ; ils ne veulent passer que pour ce qu'ils

sont, mais ils craignent sans cesse de passer pour ce qu'ils ne sont pas. Ils sont toujours à s'étudier eux-mêmes, à compasser toutes leurs paroles et leurs pensées, et à repasser tout ce qu'ils ont fait, dans la crainte d'avoir trop fait ou trop dit. Ces gens-là sont sincères, mais ils ne sont pas simples. Ils ne sont point à l'aise avec les autres, et les autres ne le sont pas avec eux. »

Il y a deux vices opposés à la sincérité ; le *mensonge* et la *dissimulation ;* on peut y ajouter la *jactance*.

1° Du mensonge.

Le mensonge est une parole que l'on dit contrairement à sa pensée, dans l'intention de tromper.

On distingue trois sortes de mensonges : le mensonge *pernicieux*, que l'on dit avec l'intention de nuire au prochain ; le mensonge *joyeux*, qui a pour but d'amuser ou de récréer le prochain et le mensonge *officieux*, par lequel on cherche à lui rendre service.

Le mensonge est mauvais en lui-même. La parole nous a été donnée pour exprimer notre pensée ; c'est donc un désordre intrinsèque de l'employer à tromper le prochain ; par conséquent le mensonge ne peut jamais être permis.

Le mensonge pernicieux est mortel de sa nature, parce qu'il est directement opposé à la charité. Le mensonge joyeux et le mensonge officieux sont de leur nature des péchés véniels.

On remarque, dans la vie des saints, des exemples admirables de héros, qui ont mieux aimé souffrir la mort et toutes sortes de tortures que de prononcer un léger mensonge ; à l'époque de la Révolution, plusieurs fidèles ont été mis à mort, parce qu'ils n'avaient pas voulu sauver leur vie par un mensonge.

Le sens des paroles que l'on emploie est déterminé par l'usage. Ainsi, par exemple, lorsque l'on dit : « Monsieur n'y est pas, Madame n'y est pas », tout le monde sait que cela signifie :« Monsieur n'y est pas pour recevoir.» Alors il n'y a pas de mensonge, les expressions dont on se sert n'ont d'autre signification réelle que celle que l'usage leur donne. Cette expression est une manière polie de refuser d'admettre une personne, quand on n'est pas libre de la recevoir.

2° La dissimulation

La *dissimulation* est un mensonge d'action. Elle consiste à tromper le prochain par des gestes ou par des actions. A la dissimulation se rattache l'*hypocrisie*, dont le nom vient d'un mot grec qui veut dire « personne masquée. » Les hypocrites en effet se couvrent d'un masque, se montrent tout autres qu'ils ne sont en réalité. L'hypocrisie est un vice, comme la dissimulation dont elle est une espèce.

3° La jactance

La jactance est encore opposée à la vérité. C'est le vice de ceux qui se glorifient dans leurs paroles et qui cherchent à s'élever au-dessus des autres. Ils veulent paraître plus qu'ils ne sont. A la jactance on peut rattacher un défaut qui lui semble opposé et qu'on appelle vulgairement l'*humilité à crochets* ; c'est le vice des personnes qui font les modestes et qui paraissent s'humilier afin d'accrocher des compliments L'un ne vaut pas plus que l'autre ; ce sont deux vices opposés à la vertu de sincérité.

La *duplicité*, qui fait que l'on se montre tout autre que l'on est en réalité, est opposée directement à la vertu de simplicité.

V

La reconnaissance

La *reconnaissance* est une vertu qui nous porte à compenser les bienfaits reçus, dans les circonstances de temps et de lieu où la raison le réclame. La religion nous fait rendre nos devoirs à Dieu, notre souverain Seigneur, la piété filiale nous les fait rendre à nos parents, la déférence aux personnes qui ont de l'autorité sur nous, et la reconnaissance à nos bienfaiteurs.

La reconnaissance consiste surtout dans les sentiments du cœur : elle nous fait désirer d'être utiles ou agréables à nos bienfaiteurs, aussitôt que nous le pourrons.

Dans la justice proprement dite, on rend exactement ce que l'on a reçu ; la reconnaissance porte à faire pour le bienfaiteur une chose à laquelle on n'est pas rigoureusement tenu ; c'est là son caractère distinctif.

Le vice opposé à la reconnaissance est l'*ingratitude*, qui est un vice particulièrement odieux.

Ce péché, selon les circonstances, est mortel ou véniel. Il est véniel, lorsque, par négligence, on ne s'occupe pas d'avoir pour son bienfaiteur les égards qu'on lui devrait. Il serait mortel, si, ayant reçu un grand bienfait on faisait du mal à son bienfaiteur ou si on négligeait de le secourir dans une grande nécessité.

VI

La vengeance

En français, le mot *vengeance* est ordinairement pris dans un mauvais sens. Il désigne habituellement un vice proscrit dans l'Evangile, le vice qui porte à rendre le mal pour le mal.

Mais la vengeance peut être aussi regardée comme une vertu qui découle, comme la reconnaissance, de la justice elle-même. Cette vertu consiste à infliger un juste châtiment à une personne coupable, pour la corriger ou pour l'empêcher de nuire et de donner du scandale.

Ainsi entendue, la vengeance est permise et même louable ; elle entre dans les desseins de Dieu.

Mais si quelqu'un exerçait la vengeance dans une mesure contraire à ses attributions, il usurperait un pouvoir qui ne lui a pas été conféré.

Il n'appartient pas en effet à chacun de se faire justice par lui-même.

Nous pouvons toutefois multiplier nos efforts pour éloigner le mal qu'on voudrait nous faire, et pour nous mettre à l'abri de toute attaque injuste ; mais, dans cette légitime défense, il faut écarter tout sentiment de haine.

Si l'on cherche à obtenir le châtiment du coupable, on ne doit pas se réjouir du mal qui en résulte pour lui ; il faut seulement avoir en vue son amendement et le bien que produira la correction infligée.

La vengeance la plus belle et la plus noble, c'est de répondre aux offenses par des bienfaits : « Si votre ennemi a faim, dit l'Ecriture, donnez-lui à manger ; s'il a soif, donnez-lui à boire ; car vous amasserez ainsi sur sa tête des charbons de feu, et le Seigneur vous le rendra »

Une grande âme veut triompher de son ennemi par ses bienfaits. Elle saisit toutes les occasions de le servir en pu-

blic et en particulier ; elle va jusqu'à les rechercher, jusqu'à les prévenir par ses bons offices ; dans le besoin, ceux qui l'ont le plus offensée sont quelquefois préférés à ses amis même.

Un bienfait spécial que nous devons à ceux qui nous font du mal, c'est de prier pour eux, selon le précepte du divin Maître : « Priez pour ceux qui vous persécutent et vous calomnient. » Ce moyen de se venger est très agréable à Dieu, qui veut « non la mort du pécheur, mais qu'il se convertisse et qu'il vive pour gagner le ciel. » Il est à la portée du plus humble et du plus petit, aussi bien que des grands et des puissants, et on peut l'employer dans tous les temps et dans tous les lieux.

VII

Affabilité

I. « La douceur, dit saint François de Salles, est la fleur de la charité. » Nous pouvons ajouter que le parfum de cette fleur, ce qui la fait surtout rechercher, c'est l'*affabilité*.

L'affabilité est cette vertu charmante qui règle tous nos rapports avec le prochain, notre physionomie, notre conversation, nos actes, de telle sorte que ces relations soient toujours agréables, en conservant néanmoins la bienséance et le respect exigés par la situation et par le rang. L'affabilité, c'est le sourire des lèvres, qui n'est que l'épanouissement du cœur ; c'est l'expression de bonté qui attire et répand ses charmes sur le commerce de la vie.

Elle tient le juste milieu entre les froideurs de l'indifférence ou de la rudesse, et les exagérations complaisantes de la flatterie.

Dieu ne veut pas seulement que nous éprouvions au fond de nos cœurs de l'attachement pour nos semblables ; il demande aussi que nous manifestions au dehors la sincérité de cette affection ; nous le faisons par l'*affabilité*.

II. Comme toute vertu cependant, l'affabilité doit se tenir dans un juste milieu ; les excès en tout sont blâmables. En voulant toujours satisfaire les sentiments, les désirs, ou les caprices de ceux avec qui l'on vit, on peut dépasser la mesure de la vertu et devenir trop *complaisant* au lieu d'être simplement affable.

La complaisance porte le nom de *flatterie*, si elle a pour but unique de faire plaisir ; elle s'appelle *adulation*, lorsque le flatteur cherche en outre à gagner la faveur du prochain dans l'espoir d'en obtenir quelque avantage. Le mot de « flatterie » cependant est employé indistinctement pour exprimer ces deux genres de complaisance coupable.

La flatterie est un vice bas et odieux qu'il faut fuir avec soin. Voici quelques précautions à prendre pour s'en préserver :

1° Ne décerner jamais que des éloges vrais, et bien mérités, en pratiquant toujours la sincérité, la loyauté et la franchise.

2° N'applaudir qu'à ce qui le mérite, donnant pour fondement à ses louanges la vérité et la justice.

3° Se proposer un but louable dans les éloges que l'on donne, comme d'animer et d'encourager une personne à persévérer dans le bien ou à faire de mieux en mieux.

4° Etre sobre d'éloges et ne pas trop les prodiguer ; car la sentence de l'Esprit Saint, qui s'applique aux discours en général, convient particulièrement aux discours flatteurs : « *Dans l'abondance des paroles le péché ne fera point défaut.* »

III. Un excès contraire à la flatterie, c'est la *contradiction*, qui est directement opposée à la vertu d'affabilité. Elle consiste dans ce défaut désagréable, qui fait que l'on est toujours porté à blâmer ce que disent ou font les autres.

La contradiction est opposée à la vertu de *charité*, lorsqu'elle a pour principe un sentiment d'aversion. Elle est en opposition avec la vertu d'affabilité, lorsqu'elle provient de ce qu'on ne s'occupe pas de faire plaisir à son prochain.

Elle est plus ou moins grave selon la peine qu'elle peut occasionner. Quelquefois cependant la vertu demande qu'on contredise les autres ; c'est lorsqu'ils font entendre des paroles scandaleuses ou opposées à la vérité.

VIII
La Libéralité

I. La libéralité est sœur de l'affabilité ; c'est la vertu qui nous incline à faire un bon emploi de la fortune, à distribuer nos richesses pour le plus grand bien du prochain.

La libéralité porte aussi les noms de *largesse* et de *générosité*. Si l'homme libéral est à la tête d'une grande fortune, qu'il emploie à des œuvres grandioses, il devient alors *magnifique*. Mais la magnificence ne peut être que le partage des riches, tandis que la libéralité est accessible à tout le monde ; la veuve de l'Evangile, qui déposa dans le tronc du temple deux petites pièces de monnaie, pratiquait la libéralité.

La libéralité doit avoir pour caractères principaux la discrétion et la prudence, qui font qu'elle s'exerce à propos relativement aux *personnes*, au *temps* et à la *fortune*.

1° *Relativement aux personnes*. La *libéralité* en effet a pour but de procurer le bien du prochain ; il faut donc que ses dons s'adressent à des personnes qui en ont véritablement besoin et en usent bien. Faire des générosités à certaines personnes, c'est favoriser le vice en même temps que faire tort aux vrais nécessiteux.

2° Celui qui veut pratiquer la libéralité doit, avant de donner, se rendre compte du *temps* où il vit, des besoins de son époque, du pays qu'il habite, des circonstances qu'il traverse, de l'importance des œuvres qui se recommandent à sa générosité, afin d'agir avec discernement, en toute opportunité et de ne pas gaspiller le fruit de ses largesses.

3° Il est nécessaire de conformer ses libéralités à sa *fortune*, à ses ressources. Donner plus qu'on ne peut et contracter des dettes excessives dans l'intérêt d'autrui, ce n'est pas de la vertu, mais plutôt de l'imprudence et de la légèreté.

La libéralité suppose en outre l'offrande complète de ce qu'on donne. Celui qui, en faisant des aumônes ou en contribuant aux œuvres charitables de son pays, n'aurait en vue que de conserver l'honneur et la bienséance de sa position, ne serait vraiment pas libéral, puisqu'il ne donnerait qu'à regret. De même le riche qui distribue ses aumônes ou fait des entreprises charitables pour devenir populaire et s'acquérir de l'estime, n'est qu'un vulgaire marchand, qui échange l'argent qu'il possède contre les honneurs et la réputation, qui sont le but et le fruit de ses générosités.

II. Il faut bien se garder cependant de confondre la libéralité avec la *prodigalité* ; celle-ci est un défaut, celle là une vertu. L'homme libéral aime à donner ; mais il donne à

propos, avec discernement et sans dépasser les limites de ses ressources ; au contraire le prodigue donne sans réflexion, sans mesure, sans profit et au dessus de ses moyens.

Tandis que la libéralité procure la paix et la satisfaction de la conscience, qu'elle maintient autour d'elle l'ordre et la prospérité, en attirant les bénédictions célestes, la prodigalité laisse après elle un mécontentement et un malaise général, entretient le désordre et expose à une ruine fatale.

Un auteur compare la libéralité et la prodigalité à deux sources, ayant la même origine, mais dont les eaux coulent limpides et transparentes, ou troubles et fangeuses, selon que, sortant de leur lit, et prenant des directions diverses, elles traversent, avant d'y rentrer, des plaines sablonneuses où elles se clarifient, ou des terrains marécageux, sur lesquels les pluies s'amassent et croupissent.

III Le vice directement contraire à la vertu de libéralité, c'est l'*avarice*. L'avarice est un amour déréglé de l'argent. C'est le vice de ceux qui désirent d'une manière excessive acquérir des richesses ou les retenir.

L'avarice est opposée à la justice, lorsqu'elle fait acquérir ou garder des biens auxquels on n'a pas droit.

Dans ce cas,elle est de sa nature un péché mortel : si elle n'est opposée qu'à la libéralité, elle n'est ordinairement qu'un péché véniel.

L'avarice est un vice hideux. L'apôtre saint Paul la compare à l'idolatrie. L'avare en effet fait de l'argent comme une sorte d'idole à laquelle il sacrifie tout.

Ce vice est mis par saint Grégoire au rang des péchés *capitaux*, c'est-à-dire des vices qui sont la source de beaucoup d'autres. Ce saint docteur en effet mentionne, parmi les filles de l'avarice, la *trahison*, la *fraude*, la *tromperie*, le *parjure*, la *violence*, la *dureté* et l'*inquiétude de l'âme*.

ARTICLE III.

LE DECALOGUE

Nous avons parlé de la justice et des vertus qui s'y rattachent. Les préceptes que la justice nous impose sont contenus dans le décalogue, qui est l'expression même des premiers principes de la loi naturelle, gravés dans le cœur de l'homme, mais obscurcis par l'ignorance et par les passions.

Tout le monde connaît l'histoire du Décalogue : Dieu lui-même, par le ministère d'un ange, écrivit sur deux tables de pierre ces dix préceptes fondamentaux.

La première de ces tables ne contenait que les trois premiers commandements ; les sept autres étaient inscrits sur la seconde table.

Ces divers préceptes sont relatifs à la justice. Ils ont tous pour but, en effet, de régler nos rapports avec Dieu et avec le prochain, et c'est précisément l'objet de la vertu de justice.

Les trois premiers préceptes concernent les actes de la vertu de religion, qui est la principale partie de la justice.

Le quatrième précepte regarde les actes de la piété filiale et les devoirs envers les supérieurs.

Les six autres préceptes se rapportent à la justice proprement dite, qui s'exerce entre égaux.

Pour si peu qu'on y réfléchisse, on admirera l'harmonie et l'ordre parfait de ces divers commandements, sur lesquels Dieu a voulu établir la pratique de la justice.

Il fallait d'abord imprimer à l'âme sa véritable direction. L'âme, en effet, est créée pour Dieu et doit lui rapporter toutes ses actions. C'est l'objet des trois premiers commandements.

Le premier et le second ont pour but de nous préserver des obstacles qui nous éloignent de Dieu. Le premier obstacle, est la superstition, condamnée par le premier commandement ; le second obstacle est le mépris de Dieu, contre lequel le second commandement vient nous prémunir.

Délivrée des obstacles, l'âme doit être établie dans la vraie religion ; tel est l'objet du troisième commandement, qui détermine un jour spécial pour le culte divin.

Le Décalogue nous marque ensuite ce que nous devons aux personnes qui représentent Dieu sur la terre : c'est le quatrième commandement.

Enfin, le Décalogue détermine les divers devoirs que nous avons à remplir pour pratiquer la justice envers le prochain.

Le septième commandement nous défend tout ce qui nuirait à ses propriétés ; le huitième ce qui blesserait sa réputation et son honneur ; le neuvième et le dixième nous interdisent même le *désir* de nuire au prochain.

C'est ainsi que le Décalogue est la parfaite expression de la justice.

ARTICLE IV
Don de piété

En terminant notre étude sur la justice, n'oublions pas qu'il y a un don précieux du Saint-Esprit, à l'aide duquel le chrétien confirmé pratique avec plus de perfection la justice et toutes les vertus qui s'y rattachent : c'est le don de *piété*.

Le don de piété est un don du Saint Esprit, qui nous fait considérer Dieu comme un Père et nous porte à lui rendre tous nos devoirs avec empressement et avec amour. De plus, le don de piété nous excite à nous acquitter avec le même empressement de tous nos devoirs envers ceux qui portent l'image de Dieu, c'est-à-dire envers tous les hommes, mais plus particulièrement envers nos parents, envers les ministres du Seigneur et envers les pauvres et les malades.

Au don de piété se rattache la seconde béatitude : « *Bienheureux ceux qui sont doux.* »

« La piété, dit saint Augustin, convient aux doux » ; la douceur fait disparaître les principaux obstacles qui s'opposent à la piété.

La cinquième béatitude : « *Bienheureux les miséricordieux* » correspond aussi au don de piété, qui excite en notre cœur des sentiments de tendresse et de compassion.

CHAPITRE VI
La Force

La *force* est la vertu morale qui porte l'âme à supporter courageusement les épreuves et à affronter tous les dangers, même le péril de la mort, plutôt que de faillir à son devoir.

Elle maintient l'homme dans les limites de la sage raison, en lui faisant repousser les obstacles qui l'empêchent de pratiquer le bien, et c'est pour ce motif qu'elle est une vertu.

Elle a un double objet :

1° Bannir la *crainte* et faire surmonter les difficultés.

2° Réprimer l'*audace*, opposée à la crainte, en réglant les mouvements de l'âme trop violents et non conformes aux règles de la droite raison.

La force se manifeste par deux caractères distinctifs :

1° Par l'*énergie* avec laquelle on supporte les épreuves, surtout celles qui surviennent à l'improviste.

2° Par le *courage* avec lequel on affronte les dangers.

Cette vertu est une vertu *cardinale*. Par certains côtés, elle est une vertu générale que toutes les autres supposent. Dans toutes les vertus, en effet, il faut de la force, comme le témoigne l'étymologie du mot « vertu, » en latin *virtus*, du mot *vir* « homme de courage. »

I

Actes de la vertu de force

Le martyre

Parmi les actes de la vertu de force, il en est un qui mérite d'être spécialement signalé, c'est le *martyre*.

Le martyre consiste à subir volontairement la mort, plutôt que d'abandonner la cause de la justice et de la vérité.

C'est un acte très excellent, car il est la preuve d'une grande charité. Lorsque l'homme, plutôt que d'abandonner Dieu, supporte la mort et tous les tourments, il montre ainsi qu'il possède la perfection de l'amour Aussi Notre-Seigneur a-t-il dit ; « La plus grande marque de dilection que l'on puisse donner, c'est de donner sa vie pour ses amis. »

II

Vices opposés à la force

Crainte et lâcheté

Le premier vice opposé à la vertu de force, c'est la *crainte*. « Ne craignez pas, dit Notre Seigneur, ceux qui tuent le corps. »

La crainte est souvent louable ; elle est un péché, lorsque, pour éviter un mal temporel, nous consentons à l'offense de Dieu. Elle devient péché *mortel*, si elle nous détermine à violer gravement la loi divine.

Cette crainte vicieuse porte le nom de *lâcheté*.

Si la crainte allait jusqu'à troubler l'usage de la raison, elle diminuerait la gravité du péché, qui cesserait dans ce cas d'être entièrement volontaire.

Audace

La lâcheté est opposée à la force par défaut ; l'*audace* lui

est opposée par excès. C'est le vice de ceux qui n'ont pas la crainte qu'ils devraient avoir et qui ne s'arrêtent pas, lorsque la raison commande de le faire. Elle porte à affronter des dangers qu'il faudrait éviter ; par conséquent elle est coupable.

III

Don de force

Le *don de force* est au-dessus de la vertu de force.

C'est un don du Saint-Esprit par lequel l'homme persiste dans l'œuvre de sa sanctification jusqu'à la fin de sa vie, quels que soient les dangers et les difficultés qu'il rencontre.

Au don de force correspond la quatrième béatitude : « *Bienheureux ceux qui ont faim et soif de la justice.* » C'est en effet une manifestation de la force chrétienne de s'attacher non seulement à pratiquer les actes de vertu, mais encore à en faire comme l'objet de la faim et de la soif de son âme.

IV

Vertus qui se rattachent à la force

On peut ramener à quatre les principales vertus qui se rattachent à la force : la *magnanimité*, la *magnificence*, la *patience* et la *persévérance*.

Les deux premières de ces vertus se rapportent au premier caractère de la force, qui est le courage à affronter les dangers ; les deux autres se rattachent au second caractère qui nous fait supporter vaillamment les épreuves.

Magnanimité

La *magnanimité* est ainsi nommée de deux mots latins, *magnus animus* « grande âme »

Cette vertu est un élan de l'âme vers ce qui est élevé. Elle porte l'homme à se conformer pleinement aux lumières de la droite raison, particulièrement dans la recherche et la possession des plus grands honneurs. Les âmes ordinaires en sont éblouies ; une âme magnanime est au-dessus de cet éclat frivole et ne se laisse en rien détourner des règles de la vertu, quel que soit le degré d'élévation auquel elle parvient.

Les biens de la fortune fournissent à ceux qui les possèdent un excellent moyen de pratiquer la vertu de magnani-

mité en leur permettant de concevoir et de réaliser de grandes entreprises pour faire le bien.

Il y a deux vertus qui se rattachent à la magnanimité ; la *confiance* et la *sécurité*.

La *confiance* consiste à compter sur un bien, à cause d'une considération particulière qui donne l'assurance de l'obtenir.

La *sécurité* procure à l'âme une parfaite tranquillité et la débarrasse de toute crainte.

Vices opposés à la magnanimité

Parmi les vices opposés à la magnimité, trois le sont par *excès* : la *présomption*, *l'ambition* et la *caine gloire* ; un quatrième lui est opposé par *défaut*, c'est la *pusillanimité*.

1° La *présomption* est le défaut de ceux qui entreprennent une chose au-dessus de leurs forces.

Cette disposition est vicieuse : la raison interdit en effet de vouloir faire ce que l'on est incapable de réaliser. La présomption est donc un vice opposé à la magnanimité par excès,

Mais gardez-vous de conclure de cela que l'homme ne doit pas entreprendre de grandes choses, malgré sa faiblesse. Il n'est plus coupable de présomption, lorsque, ne s'appuyant pas sur lui-même, il compte sur la grâce et le secours du Dieu Tout-Puissant.

2° *L'ambition* consiste à désirer les honneurs d'une manière déréglée. Ce vice se produit toutes les fois qu'on aspire à des honneurs qu'on ne mérite pas, ou bien lorsqu'au lieu de les rapporter à Dieu, on les rapporte à son propre avantage.

3° La *vaine gloire*, à laquelle on donne parfois le nom de *vanité*, est le vice de ceux qui cherchent à être connus, à être vus et loués par les autres.

On l'appelle la *vaine gloire*, parce qu'elle fait rechercher la gloire pour une chose frivole qui ne la mérite pas, ou bien parce qu'elle la demande à quelqu'un dont l'opinion ne peut pas procurer la véritable gloire, ou enfin parce que celui qui recherche cette gloire ne la rapporte qu'à une fin mesquine et vulgaire, au lieu de la rapporter à Dieu.

La vaine gloire peut être considérée comme un vice capital. Elle est énumérée parmi les sept péchés capitaux, par les moralistes qui font de l'*orgueil* le roi des péchés capitaux.

La fille aînée de l'orgueil, est, en effet, la vaine gloire. Elle est elle-même la mère d'un grand nombre de filles, telles que la *désobéissance*, la *jactance* ou la *vanterie*, *l'hypocrisie*, la *dispute*, *l'entêtement* et la *discorde*.

4° La *pusilanimité* est ainsi appelée des deux mots latins *pusillus animus* « petit esprit » ou « petite âme ». C'est le vice des personnes qui n'osent pas entreprendre ce que les forces dont elles disposent leur permettraient parfaitement d'exécuter. La pusillanimité est juste le contraire de la présomption. D'après saint Grégoire, elle provient de l'orgueil.

Magnificence

L'étymologie de ce mot « magnificence » *magnum facere*, « faire grand », nous fait connaître la nature de cette vertu. La magnificence, en effet, nous porte à accomplir de grandes œuvres. Elle consiste spécialement à faire des dépenses et à réaliser d'importantes entreprises pour la gloire de Dieu.

Le vice directement opposé à la magnificence est la *petitesse* ou *mesquinerie*, qui refuse de faire les sacrifices nécessaires pour réaliser les œuvres dont on s'occupe ; il est opposé à la magnificence par *défaut*.

La *profusion* est opposée par *excès* à cette même vertu. Elle porte à dépenser sans raison et sans proportion toutes les ressources que l'on peut avoir à sa disposition.

Patience

« La patience, dit saint Augustin, est une vertu qui nous fait supporter avec calme les maux de toute sorte et qui nous permet de surmonter les troubles de la tristesse. »

Cette vertu provient de la charité ; elle ne peut pas se trouver en nous sans le secours de la grâce. Elle se rattache à la force, sans laquelle l'âme serait manifestement incapable de supporter les maux qui peuvent la frapper.

La patience a beaucoup de rapports avec la longanimité ; il y a néanmoins une différence entre ces deux vertus.

La longanimité, du latin *longa anima*, « âme longue », est une vertu qui nous fait attendre *longtemps*, c'est une patience prolongée. Par exemple, Dieu use de longanimité à l'égard des pécheurs, il attend longtemps leur conversion.

Persévérance

La persévérance nous fait persister dans l'accomplissement d'une bonne œuvre, autant de temps qu'il est nécessaire. Cette vertu se rattache à la force, parce qu'il faut de la force pour ne pas se laisser rebuter par les diverses difficultés que l'on rencontre dans la pratique du bien.

La *constance* a beaucoup de rapports avec la persévérance. La persévérance suppose surtout qu'on s'applique pendant *longtemps* à une œuvre ; la constance indique plutôt qu'on surmonte de grandes difficultés pour l'accomplir.

Il y a deux vices opposés à la persévérance : la *mollesse* et l'*entêtement*.

La *mollesse* est le vice de ceux qui manquent d'énergie pour résister aux difficultés. De même que, dans la nature, un objet mou est un objet qui n'oppose aucune résistance, de même une personne molle est une personne qui n'est capable d'opposer aucune résistance à une difficulté qui se présente.

L'*entêtement* ou *obstination* est opposé par excès à la persévérance. C'est le vice de ceux qui s'opiniâtrent dans leur manière de voir, contrairement à ce que demande la saine raison. La persévérance, comme toute vertu, se trouve dans un juste milieu ; elle persiste dans son œuvre tant que la raison le veut ainsi ; la mollesse se laisse déconcerter par les moindres difficultés ; l'entêtement s'obstine dans une entreprise, malgré les motifs qui devraient l'y faire renoncer.

CHAPITRE VII

LA TEMPÉRANCE

La tempérance est une vertu qui nous fait suivre les règles de modération que la raison nous prescrit dans la recherche des biens sensibles.

Ainsi, cette vertu a pour effet de soumettre nos sens à l'empire de notre raison.

La *tempérance* a pour règle les nécessités de la vie présente. Dieu a mis en nous une sorte d'attrait naturel pour tout ce qui est nécessaire à notre conservation. Il nous a donné l'appétit, qui nous fait trouver du goût dans nos aliments parce qu'ils sont indispensables à la conservation de notre vie.

Nous devons prendre cette nourriture autant qu'il est nécessaire pour réaliser les vues du Créateur ; mais dépasser cette mesure et ne rechercher dans la nourriture que la satisfaction sensible qu'elle procure, ce serait pécher contre la tempérance.

I
Vices opposés à la tempérance

Il y a deux vices opposés à la tempérance : l'*insensibilité* et l'*intempérance*.

1° L'*insensibilité* est une sorte d'excès de tempérance : c'est le vice de ceux qui se privent de la nourriture nécessaire à la vie.

Ce péché est assez rare. Ce n'est pas d'ailleurs s'en rendre coupable que de faire pénitence et de s'abstenir de nourriture, soit pour recouvrer la santé de l'âme, soit pour s'appliquer à la contemplation, à condition toutefois qu'on prenne tout ce qui est indispensable à l'entretien de la vie.

2° L'*intempérance* est un vice très honteux parce qu'elle est directement opposée à la dignité de l'homme et qu'elle le rend semblable à la bête, qui est privée de la raison et qui ne suit que ses instincts.

Aussi un philosophe appelle-t-il l'intempérance un vice *puéril*. Cette expression ne veut pas dire que ce vice se rencontre surtout chez les enfants ; mais elle signifie que l'homme, par l'intempérance, ressemble au petit enfant qui ne se laisse guider que par ses appétits et n'écoute pas sa raison qui n'est pas encore assez développée.

II
Vertus qui se rattachent à la tempérance

La tempérance est une vertu cardinale à laquelle se rattachent un grand nombre d'autres vertus, destinées à régler notre âme et notre corps dans l'usage des biens et des plaisirs sensibles.

Parmi ces vertus, nous signalerons l'*abstinence*, la *sobriété*, la *chasteté*, la *virginité*, la *clémence* et la *modestie*.

L'abstinence

L'abstinence est une vertu par laquelle on se prive, dans l'usage de la nourriture, de ce qui n'est pas nécessaire à la vie. Cette vertu a donc pour but de régler l'usage des aliments conformément aux règles de la raison.

L'acte de la vertu d'abstinence s'appelle le *jeûne* ; il consiste à se priver de nourriture.

Le jeûne a été établi dans l'Eglise : 1° pour l'expiation de nos péchés ; 2° pour prémunir l'âme contre certaines fautes ; 3° pour l'élever aux choses spirituelles.

Les jeûnes prescrits par l'Eglise ont ce triple but, et ils obligent sous peine de faute grave. Ces jeûnes consistent à ne faire qu'un seul repas dans la journée et à ne pas le faire avant le milieu du jour.

La coutume permet d'ajouter à ce repas une légère collation qui ne doit pas être un repas proprement dit ; l'usage s'est encore introduit, lorsque l'heure du principal repas est un peu retardée, de prendre dans la matinée ce qu'on appelle le *frustulum*, c'est-à-dire un petit morceau de pain qu'il est permis de tremper dans du chocolat ou dans du café.

Il faut remarquer que la boisson n'est pas interdite par la loi ecclésiastique du jeûne ; mais on doit plus que jamais, les jours de jeûne, observer les lois de l'abstinence naturelle.

Il y a d'ailleurs certains liquides qui ne sont pas des boissons, mais de vraies nourritures, comme, par exemple, le lait, le bouillon etc. Ces liquides ne peuvent pas être pris en dehors du repas.

Les jours de jeûne comprennent :

1° Quarante jours pendant le Carême ;

2° Les mercredi, vendredi et samedi des Quatre-Temps ;

3° Les vigiles de la Pentecôte, de la solennité de saint Pierre et de saint Paul, de l'Assomption, de la Toussaint et de Noël.

En règle générale, on ne peut user les jours de jeûne que d'aliments maigres. Il n'est pas permis d'apprêter au gras. L'usage des œufs et du laitage est interdit pendant le Carême

Toutefois aujourd'hui l'Église accorde aux évêques qui le demandent des dispenses plus ou moins étendues.

Voici, d'une manière générale, les adoucissements qui en résultent.

Dans la plupart des diocèses, on peut manger de la viande quatre fois par semaine pendant le Carême ; on accorde l'autorisation de préparer au gras, excepté aux Quatre-Temps, aux Vigiles, au mercredi des Cendres, et aux trois derniers jours de la Semaine Sainte, mais à la condition de s'imposer une privation d'argent en faisant une aumône pour quelque bonne œuvre ; si l'on n'a pas d'argent, il faut faire une prière déterminée dans ce but.

Les mandements du Carême indiquent d'ailleurs les diverses dispenses à la loi de l'abstinence dans chaque diocèse.

La gourmandise

I. Le vice opposé à l'abstinence, ou la *gourmandise*, est un amour *déréglé* du boire et du manger.

On distingue cinq manières de pécher par gourmandise :

1° Lorsqu'on recherche une nourriture trop précieuse, comme faisaient, par exemple ces Romains du paganisme qui dépensaient des millions afin de se procurer une nourriture de luxe.

2° Lorsqu'on met un soin exagéré dans la préparation de la nourriture, pour qu'elle flatte davantage le goût.

3° Lorsqu'on prend une trop grande quantité de nourriture.

4° Lorsque, par sensualité, on n'attend pas le moment déterminé pour le repas.

5° Lorsqu'on mange avec trop de précipitation et avec une sorte de gloutonnerie.

Tels sont les principaux désordres qui se présentent dans la manière de prendre sa nourriture.

II. La gourmandise est un péché capital, parce que l'amour déréglé du boire et du manger donne naissance à plusieurs autres péchés.

On compte ordinairement cinq filles de la gourmandise :

1° La *joie inepte*. Ceux qui prennent de la nourriture avec excès se laissent aller à une sorte de joie grossière, qui n'est plus réglée par la raison.

2° L'*épaississement de l'esprit* ; le résultat du vice de la gourmandise, c'est d'épaissir l'âme et d'amoindrir en nous les lumières de l'intelligence.

3° La *multiplicité des paroles*. Les personnes qui s'adonnent aux plaisirs de la table se mettent à parler beaucoup trop ; non seulement elle disent beaucoup de paroles, mais elles en pronnoncent plusieurs qui ne sont pas mesurées ; elles se laissent aller à toutes sortes de péchés de la langue.

4° Le *défaut de modestie*

5° Enfin la gourmandise donne naissance à des péchés encore plus graves contre la *pureté*

III. Il faut donc avec soin se préserver de ce vice ; dans les cas les plus ordinaires, ce n'est qu'un péché véniel ; mais ce vice peut devenir un péché mortel, s'il nous éloigne d'une manière grave de l'accomplissement de la loi de Dieu.

Sobriété

La sobriété proprement dite est cette vertu qui fait que l'homme use avec modération du vin et de toute liqueur enivrante. Le mot de « sobriété » peut cependant s'appliquer aussi à la modération dans l'usage de la nourriture.

Le vice contraire à la sobriété proprement dite prend le nom d'*ivrognerie* ; c'est un de ceux qui dégradent le plus la dignité de l'homme.

L'ivresse est un péché mortel toutes les fois qu'elle fait perdre l'usage de la raison. Toutefois, il n'y aurait point de péché grave, si on était surpris par le vin sans l'avoir prévu en aucune manière. On devient mortellement coupable, lorsqu'on tombe dans cet état en s'apercevant qu'on use d'une manière immodérée d'une boisson enivrante.

Chasteté et Virginité

La chasteté peut être considérée comme une vertu *générale* et comme une vertu *spéciale*.

Envisagée comme vertu générale, elle porte l'homme à s'abstenir de tout ce qui offense Dieu : comme vertu spéciale, elle consiste à s'abstenir des plaisirs sensibles et particulièrement de tout ce qui est contraire à la pureté chrétienne.

La *virginité* a de grands rapports avec la chasteté ; c'est la vertu qui porte l'homme à s'abstenir d'une manière absolue des grossières satisfactions des sens. Le vice opposé à la chasteté et à la virginité s'appelle la *luxure*.

On peut tomber dans ce vice par pensées, par désirs, par regards, par paroles et par actions.

Dieu le punit rigoureusement dans ce monde et dans l'autre, comme on le voit par le déluge, par la ruine de Sodome et de Gomorrhe et par une multitude de châtiments analogues exercés par la vengeance divine sur les hommes qui s'étaient rendus coupables de ce péché. Ces punitions temporelles ne sont qu'une faible image des châtiments éternels réservés à ceux qui ne gardent pas la pureté de leur état.

La luxure est un vice capital, d'où naissent beaucoup d'autres péchés.

Les principales filles de la luxure sont : *l'aveuglement de l'esprit, l'inconsidération, la précipitation, l'inconstance, l'égoïsme, l'éloignement de Dieu, l'amour du siècle présent et l'horreur du siècle futur.*

Clémence et douceur

I. Entre la *clémence* et la *douceur*, il y a de grands rapports. On doit néanmoins distinguer ces deux vertus l'une de l'autre.

La *douceur* a surtout pour effet de modérer les sentiments intérieurs d'irritation qui peuvent s'élever dans l'âme. La *clémence* modère les punitions que l'on pourrait infliger.

Ces deux vertus se rattachent à la tempérance qui consiste, comme nous l'avons dit, à modérer notre conduite d'une manière conforme à la raison. Elles nous sont particulièrement conseillées dans la Sainte Ecriture. Notre-Seigneur, lorsqu'il était sur la terre, a dit : « Apprenez de moi que je suis doux et humble de cœur. »

II. Le vice opposé à la douceur, c'est la *colère*. La colère, considérée en elle-même, n'est pas toujours un mal ; elle devient un péché lorsqu'elle dépasse la mesure marquée par la droite raison.

Habituellement, elle n'est qu'un péché véniel. Elle serait néanmoins un péché mortel si ses accès étaient assez violents pour faire perdre l'usage de la raison ou si elle nous éloignait d'une manière grave de l'amour de Dieu et du prochain.

Les philosophes distinguent, avec saint Grégoire de Nysse, quatre sortes de colères : la colère *aiguë*, la colère *amère*, la colère *difficile* et la colère *morose*.

La colère *aiguë* est celle qu'on pourrait appeler la *susceptibilité*, elle consiste à être blessé pour la moindre cause.

La colère *amère* est celle qu'on garde longtemps ; c'est celle que nous appelons en français le *ressentiment*.

La colère *difficile* est celle qui ne se supporte pas tant qu'elle n'a pas exercé sa vengeance.

La colère *morose* enfin est celle qui se manifeste toujours par un air sombre et ennuyé.

La colère est un vice capital ; ses filles sont : la *rixe*, *l'enflure de l'âme*, *l'injure*, les *cris*, *l'indignation* et le *blasphème*.

La colère est directement opposée à la douceur ; le vice contraire à la clémence, c'est la *cruauté* qui exige le châtiment avec une rigueur impitoyable ; la cruauté suppose ordinairement la malice et la méchanceté.

Modestie

La modestie est une vertu qui règle d'une manière conforme à la raison nos sentiments et nos actions extérieures.

Elle comprend quatre vertus : 1° L'humilité. 2° Le goût de l'étude. 3° La modestie dans la tenue. 4° La modestie du vêtement.

L'humilité

L'humilité est une vertu qui modère notre âme et l'empêche de chercher d'une manière déraisonnable des choses trop élevées. La magnanimité nous élève vers ce qui est grand ; l'humilité nous fait garder, dans cette tendance, les prescriptions de la raison et de la sagesse chrétienne.

La vertu d'humilité règle surtout notre volonté et nos sentiments intérieurs ; elle fait que nous nous soumettons pleinement à Dieu et à tous ceux qui le représentent.

Les vertus théologales et intellectuelles occupent le premier rang parmi les vertus ; mais, après la justice, l'humilité est la plus excellente. C'est elle, en effet, qui dispose l'homme à se soumettre en toutes choses aux lois de la Providence.

Des degrés de l'humilité. — Saint Benoît, dans sa règle, distingue douze degrés d'humilité :

1° Craindre Dieu et se souvenir de tout ce qu'il commande·

2° Ne pas se complaire dans l'accomplissement de sa volonté propre.

3° Se soumettre avec obéissance à ceux qui ont quelque autorité sur nous.

4° Embrasser la patience, en obéissant dans les choses dures et difficiles.

5° Faire l'humble aveu de ses fautes.

6° Se reconnaître et se croire indigne de tout avantage et inutile pour toute fonction.

7° Se croire et se déclarer plus méprisable que tous les autres.

8° S'attacher de tout son cœur à la règle commune.

9° Se taire jusqu'à ce qu'on soit interrogé.

10° N'être pas trop facile ou trop prompt à rire.

11° Dire peu de paroles, d'un ton de voix modéré, et ne dire que des choses raisonnables.

12° Montrer toujours, en tenant les yeux humblement baissés, l'humilité du cœur et de corps.

Le premier degré nous révèle la racine de l'humilité ; craindre Dieu et se souvenir de tout ce qu'il prescrit. Les trois degrés suivants règlent la volonté et la préservent de rechercher sa propre excellence d'une manière désordonnée. Le cinquième degré, le sixième et le septième, déterminent nos rapports avec nos semblables en ce qui concerne l'humilité ; le huitième degré règle nos actions extérieures ; le neuvième et le dixième nous dirigent dans l'usage de la parole ; le onzième et le douzième nous marquent la conduite à tenir en ce qui touche à notre tenue et à nos regards, si nous voulons bien pratiquer l'humilité.

L'orgueil

L'orgueil est le vice opposé à la vertu d'humilité dont nous venons de parler. L'étymologie du nom *superbia* « la superbe », qui désigne ce vice en latin, nous en fait bien connaître la nature. Il est formé de deux mots qui signifient : « aller au-dessus ». L'orgueil, en effet, est un désir déréglé de notre propres excellence.

Ainsi entendu, il est un vice particulier, distinct des autres. On peut cependant considérer l'orgueil comme un vice général, qui se manifeste dans tous les péchés que nous pouvons commettre. N'est-ce pas l'orgueil qui amène l'homme à mépriser la loi divine, seul frein capable de le préserver du péché ?

Remarquons toutefois que tous les péchés ne proviennent pas directement de l'orgueil ; ils ont souvent pour cause la faiblesse ou l'ignorance.

Saint Grégoire le Grand distingue quatre sortes d'orgueil :

1° Croire que l'on a par soi-même le bien que l'on possède,

2° Quoiqu'on pense que ce bien vient de Dieu, supposer qu'on l'a reçu à cause de son propre mérite.

3° Se persuader avec complaisance que l'on possède un bien que l'on a reçu.

4° Mépriser les autres et vouloir être considéré d'une manière spéciale à cause du bien que l'on a reçu.

Saint Anselme distingue l'orgueil de *pensée*, de *parole* et d'*action* ; mais cette division s'applique d'une manière générale à tous les péchés.

Saint Bernard compte douze degrés d'orgueil : c'est par opposition aux douze degrés d'humilité énumérés par saint Benoît.

Voici ces douzes degrés d'orgueil : 1° La curiosité. 2° La légèreté de l'esprit. 3° La joie folle. 4° La jactance. 5° La singularité. 6° L'arrogance. 7° La présomption. 8° La justification de ses fautes. 9° L'aveu simulé. 10° La rébellion. 11° L'indépendance. 12° L'habitude de pécher.

De sa nature, l'orgueil est un péché mortel, puisqu'il est opposé à l'humilité, en vertu de laquelle nous nous soumettons à Dieu. L'orgueilleux s'élève au-dessus de la loi que Dieu lui a marquée. Toutefois, il y a de nombreux mouvement d'orgueil qui ne sont que des péchés véniels parce qu'ils ne sont pas parfaitement délibérés.

Le péché d'orgueil est très grave et très funeste. Ce qui fait la malice du péché, c'est l'éloignement de Dieu. Or, l'orgueil consiste précisément à s'opposer à Dieu, tandis que dans les autres sortes de péchés on cherche à échapper à son autorité plutôt qu'à lui résister directement. Le mépris

de Dieu, qui est le caractère propre de l'orgueil, est en même temps ce qui constitue la malice du péché. Aussi la Sainte Ecriture nous déclare t-elle que l'orgueil est le commencement de tout péché. L'orgueil est en effet le principe qui nous éloigne de Dieu. On peut le considérer avec saint Grégoire comme le roi et le père de tous les vices. Ce saint docteur distingue ensuite sept vices capitaux qui découlent de l'orgueil qu'il place dans un rang à part.

Le péché du premier homme

I. Le péché du premier homme fut surtout un péché d'orgueil. Comme, dans l'état d'innocence, les sens étaient parfaitement soumis à la raison, ce péché ne consista point dans la recherche d'un bien sensible, mais dans le désir déréglé d'un bien spirituel. Pour qu'un désir de ce genre fut désordonné, il fallait que l'homme aspirât à un bien placé au-dessus de sa portée ; c'est là précisément le péché d'orgueil.

Cette ambition du premier homme, ce fut de vouloir ressembler à Dieu ; « Vous serez comme des dieux, dit le serpent à Eve, connaissant le bien et le mal. »

On conçoit plusieurs manières de ressembler à Dieu :

1° Une *ressemblance de nature* ; cette ressemblance a été donnée à notre âme au moment même de la création

2° Une *ressemblance de connaissance*; cette ressemblance avec Dieu, l'homme ne l'a possédait pas encore, mais il pouvait l'obtenir, puisqu'il était destiné à voir Dieu dans le ciel.

3° Une *ressemblance d'opération*. L'homme n'était pas encore parvenu à une telle similitude, puisqu'il ne jouissait pas du bonheur parfait.

II. Quel est le genre de ressemblance qu'Adam et Eve ambitionnèrent d'une manière désordonnée ?

C'est d'abord la ressemblance de *connaissance* ; ils voulurent, comme Dieu, connaître le bien et le mal et ils prétendaient y réussir par leurs facultés naturelles, alors qu'ils ne le pouvaient pas sans un secours surnaturel de la lumière divine.

C'est le même péché d'orgueil que commettent encore, à l'instigation de Satan, les partisans de la *morale indépen-*

dante. Ils veulent connaître le bien et le mal, indépendamment de la Révélation divine, ce qui est absolument impossible.

Nos premiers parents désiraient arriver par leurs propres forces à la ressemblance divine d'*opération*, ce qu'ils ne pouvaient obtenir qu'avec l'*aide de la grâce*; c'était un nouveau péché d'orgueil.

Ce péché était très grave, à cause de la perfection de l'état dans lequel nos premiers parents étaient établis.

III. Adam, étant le chef de l'humanité, se trouvait par là dans une condition particulière qui le rendait plus coupable que sa femme; mais l'orgueil de la femme fut plus grand que celui de l'homme et son péché personnel plus grave, pour les motifs suivants :

1° La femme crut qu'en mangeant du fruit défendu, elle parviendrait naturellement à la science complète du bien et du mal et à la ressemblance divine.

Adam ne le crut pas; mais il se persuada que, par ses propres forces, il arriverait cependant au bonheur et à la perfection de sa destinée.

2° La femme ne pèche pas seule, elle entraîne aussi son mari, et en cela, elle ajoute à son orgueil un péché de scandale.

3° Ce qui diminue le péché d'Adam, c'est qu'il consent à le commettre par une sorte de bienveillance amicale à l'égard de sa femme.

IV. Le péché de nos premiers parents, qui était une révolte contre Dieu, entraîna d'abord la révolte de la partie sensible de l'homme contre sa raison. Le corps cessa d'être soumis à l'âme, ce qui eut pour conséquences la maladie, la souffrance, la mort et toutes les misères du corps et de l'âme.

De plus, l'homme fut privé de la grâce et de la perfection de sa nature; il fut chassé du paradis terrestre; Dieu l'empêcha de recourir à l'arbre de vie, dont le fruit devait lui procurer l'immortalité. La femme fut soumise à son mari; l'homme fut condamné à procurer péniblement à sa famille la subsistance dont elle avait besoin.

Dieu permit que nos premiers parents fussent tentés par le démon; mais il leur donna sa grâce, en vertu de laquelle

aucune créature ne pouvait leur nuire contre sa volonté. Il les entoura d'ailleurs de bons anges pour les aider. Le démon se montre très habile en s'adressant d'abord à la femme, plus facile à tromper, et par elle il entraîne l'homme dans la chute.

De la Curiosité

Le désir de connaître la vérité est très louable en lui-même. Il y a cependant un désir immodéré de savoir qui est répréhensible et qui s'appelle la *curiosité*.

La curiosité est coupable dans quatre circonstances.

1° Toutes les fois qu'elle s'exerce avec une intention mauvaise.

2° Lorsqu'on s'occupe de connaître ce qu'on ne doit pas savoir ou qu'on étudie des choses qui peuvent offrir du danger ; tel est, par exemple. le cas des personnes que la curiosité porte à lire des livres mauvais ou dangereux.

3° Lorsqu'en étudiant les sciences, on ne peut pas les rapporter à la connaissance de Dieu qui en est la fin. « Dans la considération des créatures, dit Saint Augustin, il ne faut pas se livrer à une vaine curiosité ; mais il faut en faire un échelon pour s'élever aux choses immortelles. »

4° Lorsqu'on prétend approfondir des connaissances qui sont au-dessus de la portée de l'intelligence humaine. Tel serait celui qui tenterait de comprendre les mystères ; dans ce cas on tombe facilement dans l'erreur. « *Celui qui scrute la divine Majesté sera ébloui par son éclat.* »

De la modestie dans les actions

La modestie s'applique à la tenue du corps, au vêtement et à toutes les actions extérieures. On doit la pratiquer en toutes circonstances.

Dans les jeux, la modestie consiste à ne pas s'y livrer d'une manière excessive et à observer toujours les règles des convenances.

L'*eutrapélie* est une vertu naturelle qui demande qu'on joue pour se délasser et pour se reposer. Saint Jean l'Évangéliste s'amusait un jour avec ses disciples. Un chasseur qui passait s'en scandalise. Saint Jean lui dit de lancer une flèche avec son arc, ce que le chasseur fait aussitôt. Le saint

apôtre lui demande ensuite pourquoi il ne tient pas son arc continuellement tendu. « C'est, dit le chasseur, qu'il se romprait infailliblement. — De même, reprend Saint Jean, l'esprit de l'homme se briserait s'il n'avait pas un moment de relâchement. »

Saint Thomas indique trois règles pour les jeux ; la première c'est de s'abstenir de toute action et de toute parole nuisible ou honteuse ; la seconde, c'est de ne pas oublier sa dignité ; la troisième, c'est de garder toutes les convenances relatives aux personnes, au temps et aux circonstances.

S'il y avait excès dans le jeu, il pourrait y avoir péché ; de même il serait blâmable de ne vouloir jamais se permettre aucun jeu ni aucun passe temps.

De la modestie du vêtement

La modestie demande que chacun, dans son vêtement et dans son mobilier, suive les règles d'une sage modération. On peut pécher à ce sujet de deux manières : par excès et par défaut. On pèche par excès :

1° Lorsqu'on veut avoir des vêtements précieux ou qui font de l'effet pour se faire admirer. « Il y a certaines personnes, dit saint Grégoire..qui s'imaginent qu'il n'y a pas de péché à rechercher les beaux habits ; s'il n'y en avait pas, l'Evangile ne ferait pas remarquer avec tant d'attention que le mauvais riche était couvert de pourpre et de vêtements précieux. » Cette recherche des vêtements précieux est un péché de vaine gloire.

2° Lorsqu'on recherche d'une manière exagérée le bien-être et tout ce qui peut flatter les sens, comme un lit moëlleux, des sièges qui favorisent la mollesse.

3° Lorsqu'on se préoccupe beaucoup trop de sa toilette et qu'on y consacre un temps et une application exagérés.

Il y a trois vertus opposées à ces trois défauts : l'*humilité*, qui exclut la vanité ; la *simplicité* dans les goûts, qui exclut la recherche du bien être et la *simplicité* proprement dite, qui exclut les soins superflus.

On peut pécher encore contre la modestie d'une manière toute opposée, par *négligence* ou par *paresse*, lorsqu'on ne veut pas prendre la peine de se tenir propre ou d'avoir une tenue convenable.

La modestie serait particulièrement blessée, si, comme Diogène le cynique, on se faisait gloire de la malpropreté ou d'un défaut de tenue.

CHAPITRE VIII

DIVERS GENRES DE VIE

Il y a deux sortes de vie que Dieu nous signale dans les Saintes Ecritures : la vie *active* et la vie *contemplative*. Ces deux sortes de vie sont représentées, d'après les interprètes, par les deux femmes de Jacob, Lia et Rachel, et par Marthe et Marie qui donnèrent l'hospitalité au Sauveur. Lia et Marthe représentent la vie active, Rachel et Marie figurent la vie contemplative.

Quelques auteurs distinguent la vie *mixte* qui est un heureux mélange de la vie active et de la vie contemplative ; mais cette vie mixte rentre dans l'une des deux autres, selon que c'est la vie active ou la vie contemplative qui domine.

I.

Vie contemplative

La vie contemplative est celle des chrétiens qui consacrent principalement leur existence à la contemplation de la vérité Cette contemplation est tout d'abord un acte de l'intelligence; mais l'intelligence entraîne le cœur ; aussi saint Grégoire fait-il consister la vie contemplative dans l'amour de Dieu et dans l'union de notre âme avec Dieu.

La vue de Dieu, en effet, nous porte à nous attacher entièrement à lui.

Les vertus morales ne constituent pas la vie contemplative ; mais elles y préparent notre âme en modérant ses passions et en la disposant ainsi à la contemplation de la vérité divine.

Cette vie contemplative se résume en un seul acte : la contemplation de Dieu ; mais d'autres actes sont nécessaires pour nous y préparer.

Ces actes sont :

1° La *prière* qui nous obtient le secours dont nous avons besoin pour arriver à la contemplation.

2° La *lecture spirituelle* qui nous apporte la doctrine au moyen de laquelle nous pouvons y parvenir.

3° L'*audition* de la parole divine qui nous procure un aliment analogue à celui de la lecture.

4° La *méditation* ou travail de l'esprit qui s'applique à la recherche de la vérité par les bonnes pensées et les saintes conversations. Tels sont les divers actes qui nous conduisent comme par degrés à la contemplation de Dieu.

Dans la vie présente, il n'est pas possible de voir Dieu face, à face à moins d'être séparé des sens par une faveur extraordinaire de Dieu, comme saint Paul qui fut ravi au troisième ciel.

Nous ne voyons Dieu que par un miroir au moyen des créatures.

Richard de Saint Victor distingue six degrés dans la contemplation des créatures.

Le premier degré considère seulement les objets corporels, il est dans l'imagination.

Le second degré considère l'harmonie des objets corporels ; il est encore dans l'imagination, mais il fait appel à la raison.

Le troisième nous conduit par la vue des choses visibles aux choses invisibles.

Le quatrième s'applique seulement aux choses invisibles. comme par la raison.

Le cinquième considère les vérités révélées de Dieu.

Le sixième contemple les divers mystères qui dépassent notre raison.

II

Vie active

La vie active est celle qui s'applique particulièrement aux œuvres extérieures de vertu chrétiennes. L'œil de la vie active, c'est la vertu de *prudence* ; l'œuvre par excellence de cette vie active consiste à faire connaître aux autres la vérité et à exercer les œuvres de l'apostolat. Cette vie active prend fin avec la vie présente ; la vie contemplative commence sur la terre et se perfectionne dans le ciel.

—o—

On voit par là que la vie contemplative est plus excellente

en elle-même que la vie active, puisque c'est celle des bienheureux. Voilà pourquoi Notre-Seigneur dit à Marthe : « Marie a choisi la meilleure part, qui ne lui sera point enlevée. » La vie active, en effet, n'a pour but que d'arriver à la vie contemplative. Dans certains cas cependant, il faut préférer la vie active à la vie contemplative, à cause des nécessités de la vie présente. Ainsi que le fait remarquer le philosophe Aristote, « étudier la sagesse vaut mieux que s'enrichir ; mais s'enrichir est préférable quand on n'a pas de quoi suffire à ses besoins. » Du reste, avant d'arriver à la vie contemplative, il faut d'abord s'exercer dans les pratiques de la vie active sans lesquelles il est impossible de parvenir à la contemplation.

CHAPITRE IX

DES ÉTATS DE VIE

I.

Les états de perfection

Un *état* est une situation dans laquelle on se trouve fixé d'une manière permanente.

Il faut remarquer tout d'abord deux états de vie bien distincts, dans l'ordre civil et dans l'ordre spirituel : l'état de *liberté* et l'état de *servitude*.

L'état *de liberté* est celui des personnes qui, dans leurs déterminations et dans leurs actes, agissent par elles-mêmes et ne sont pas contraintes d'assujétir leur vie à la volonté d'autrui.

L'état *de servitude* est celui des personnes qui ne s'appartiennent pas et qui dépendent constamment d'un maître auquel elles sont soumises dans tous leurs actes.

Dans l'ordre spirituel, l'homme est réduit à l'état de servitude, lorsque, par la violation de la loi divine, il se trouve soumis au péché et par là même à Satan.

Il est au contraire dans l'état de liberté lorsqu'il possède la grâce qui l'affranchit du péché et qui lui procure la grandeur et la dignité des enfants de Dieu.

L'homme s'établit dans l'un ou l'autre de ces états, par l'application de son esprit et de sa volonté. Il y a, dans ce travail, un *commencement*, un *milieu* et une *fin* ; de là vient que l'état de justice se subdivise en trois états : l'état des *commençants*, l'état des *progressants* et l'état des *parfaits*.

Ce qui distingue ces divers états, c'est le degré de charité auquel on est parvenu.

Au sens rigoureux du mot, la perfection complète n'est pas de ce monde, on ne la possède que dans le ciel. On peut néanmoins, dès cette vie, atteindre un degré de perfection qui consiste à repousser toute affection et toute intention contraires à la volonté divine.

On peut être parfait sans se trouver dans l'état de perfection ; nous avons dit, en effet, qu'un état suppose un lien qui établit d'une manière permanente dans une situation déterminée ; tel est l'état religieux, qui est un état de perfection, en vertu des vœux par lesquels on s'établit dans la charité et on s'engage à tendre à la perfection.

De même, les prélats et spécialement les évêques se trouvent dans l'état de perfection en vertu de leur dignité qui les oblige à pratiquer la perfection.

L'état de perfection est celui auquel tous les autres états se rapportent. Cet état est ainsi appelé parce qu'il conduit l'homme à la fin pour laquelle il est créé, c'est-à-dire à sa perfection, à son achèvement. Dieu est notre fin dernière et c'est la charité qui nous unit à Dieu ; c'est dont la charité, qui caractérise la perfection.

La perfection absolue n'est pas possible dans la vie présente ; mais il y a une sorte de perfection qu'on peut posséder sur la terre ; cette perfection consiste essentiellement à repousser de son âme tout ce qui est opposé à la charité, comme le péché mortel.

Dans un degré plus élevé, elle consiste à repousser tout ce qui empêche l'élan de notre âme de se porter entièrement vers Dieu.

Ainsi le premier degré de la perfection, c'est d'accomplir les préceptes divins ; le deuxième degré, qui est plus élevé, exige la pratique des conseils évangéliques qui nous permettent de nous élancer vers Dieu avec toute l'ardeur de notre âme.

II

Etat religieux

I. Conditions de l'état religieux

L'état religieux est ainsi appelé du nom de la vertu de religion, à laquelle s'appliquent spécialement ceux qui embrassent ce genre de vie. La religion nous porte à nous occuper du culte divin ; les religieux s'offrent comme une sorte d'holocauste pour se dévouer entièrement au service de Dieu.

Cet état est un état de perfection. La perfection, en effet, consiste dans l'union à Dieu et le plus sûr moyen d'être uni à Dieu, c'est de se dévouer totalement à son service.

L'état religieux exige la pratique de certains conseils évangéliques nécessaires pour se trouver dans un état de perfection.

Le premier de ces conseils, c'est la pratique de la *pauvreté volontaire* : « Si tu veux être parfait, dit Notre-Seigneur dans l'Evangile, va, vends tout ce que tu possèdes, donne-le aux pauvres et viens me suivre. » — Et, en effet, pour se donner entièrement à Dieu, il faut se séparer des biens de ce monde, qui captivent le cœur. Aussi le premier fondement de la perfection de la charité consiste-t-il dans la pauvreté volontaire.

Le second conseil évangélique essentiel à l'état religieux, c'est la *chasteté perpétuelle*. Il est évident que les sollicitudes d'une famille empêchent de s'adonner totalement au service de Dieu. Les plaisirs du monde sont d'ailleurs un grand obstacle à la charité.

La chasteté perpétuelle est donc regardée avec juste raison comme une condition nécessaire de tout état de perfection.

Mais le conseil évangélique le plus indispensable à un tel état de vie, c'est l'*obéissance*.

La perfection de la religion, en effet, consiste à imiter Jésus-Christ, qui s'est fait obéissant jusqu'à la mort. Il faut donc, dans l'état religieux, qui est un état de perfection, pratiquer l'obéissance.

Ces trois conseils évangéliques doivent être consacrés par un vœu. Le vœu en effet peut seul donner à notre vie une

stabilité suffisante dans la pratique de ces conseils. S'il n'y avait point de vœu, la vie religieuse ne serait pas un état ; elle serait seulement une pratique plus ou moins permanente.

C'est dans ces trois vœux que consiste la perfection de l'état religieux. Par le vœu de *pauvreté*, l'homme se dégage des biens extérieurs ; par le vœu de *chasteté*, il se dégage de sa famille et des plaisirs sensibles ; par le vœu d'*obéissance*, il se sépare de sa propre volonté, et ainsi il offre à Dieu un parfait holocauste.

II. *Occupations des religieux*

Le premier devoir des religieux , c'est de s'appliquer à la pratique des devoirs spirituels ; mais, lorsqu'ils sont dans les ordres sacrés, ils peuvent prêcher, enseigner et exercer les autres fonctions ecclésiastiques.

Rien n'empêche aussi qu'ils s'occupent des affaires du monde, s'ils le font dans un but de perfection et de charité. C'est ainsi qu'ils peuvent fonder des écoles, des hôpitaux, des institutions charitables ; mais ils ne devraient pas le faire dans le but de s'enrichir, ce serait aller contre la perfection de leur état.

Il leur est également loisible de s'occuper de travaux manuels, soit pour se procurer la subsistance nécessaire, soit pour éviter l'oisiveté.

Ils peuvent enfin mendier et vivre d'aumônes, non pour favoriser l'oisiveté ou se procurer un gain honteux ; mais pour consacrer leurs efforts aux œuvres religieuses et pour travailler plus efficacement au bien du prochain.

III. *Diversité des instituts religieux*

L'Eglise est, dit l'Ecriture, comme une reine ayant pour parure un riche vêtement d'une admirable variété.

Aussi, bien que la vie religieuse ait pour but de se donner à Dieu par la pratique des trois vœux qui constituent cet état de perfection, il y a néanmoins divers ordres ou instituts religieux.

Ces divers instituts se distinguent d'abord par la *fin* pour laquelle ils sont établis. Chacune des nécessités de l'homme peut donner naissance à la fondation d'une famille

religieuse qui se propose de subvenir spécialement à ce besoin du prochain. C'est ainsi qu'il existe des instituts religieux pour le service des malades, pour la délivrance des captifs, pour l'éducation des enfants, et pour toutes les œuvres propres à contribuer au soulagement d'une infortune ou à la propagation de l'Evangile.

Ce qui diversifie encore les instituts religieux, c'est le *genre des pratiques* auxquelles ils s'adonnent. Les uns s'occupent d'œuvres de pénitence et de réparation, d'autres d'œuvres d'apostolat ; plusieurs s'adonnent aux pratiques de la vie active, conformément aux paroles de l'apôtre saint Jacques : « La religion pure et immaculée auprès de Dieu le Père est celle-ci: Visiter les enfants et les veuves dans leur tribulation. »

Il en est qui s'appliquent à la vie contemplative ; d'autres ont pour but de prêcher, d'administrer les sacrements : d'autres enfin s'occupent de l'étude, afin de trouver dans la connaissance de la vérité le moyen de défendre la religion.

Quel est le genre de vie le meilleur ? Est-ce celui où on s'occupe de la vie contemplative ou celui qui embrasse les œuvres de la vie active ?

Notre-Seigneur, dans l'Evangile, en parlant de Marie-Madeleine, dit : « Elle a choisi la meilleure part », et Marie-Madeleine alors était l'image de la vie contemplative, tandis que Marthe représentait la vie active.

Toutefois, il faut bien remarquer qu'il y a deux sortes de vie active : l'une qui consiste seulement à s'occuper des œuvres extérieures et du soulagement du prochain, comme soigner les malades, etc. ; l'autre qui consiste à s'adonner aux œuvres d'apostolat et de diffusion de l'Evangile. La vie active ainsi entendue l'emporte sur la vie contemplative qu'elle suppose d'ailleurs ; car il est plus excellent de répandre la lumière que de se contenter de la regarder. Ainsi, par degré d'excellence, il faut mettre en premier lieu les instituts qui s'appliquent aux œuvres d'apostolat ; en second lieu ceux qui se dévouent aux œuvres extérieures pour le soulagement du prochain.

Presque toujours les instituts religieux s'occupent dans une certaine mesure de ces trois sortes d'œuvres ; ce qui les caractérise, c'est la prédominance de l'une ou de l'autre.

A un certain point de vue, la vie solitaire est plus parfaite que la vie commune.

Aussi voyons-nous saint Jean-Baptiste s'enfuir dans le désert et Notre-Seigneur se retirer dans la solitude pour prier ; mais, d'un autre côté, on peut rencontrer dans la vie commune des secours spirituels qu'on n'a pas lorsqu'on est seul. Par conséquent, pour un grand nombre de personnes la vie commune vaut mieux que la vie solitaire.

La vie religieuse suppose la pauvreté ; mais s'il faut que chacun des membres d'un institut pratique la pauvreté, il n'est pas nécessaire que l'institut lui-même soit privé de biens temporels. Les congrégations religieuses peuvent posséder des biens communs ; il le faut même pour qu'elles puissent accomplir les œuvres auxquelles elles s'appliquent ; toutefois la surabondance de biens deviendrait pour elles un obstacle à la perfection, parce que les richesses ont presque fatalement pour conséquence d'éloigner de Dieu.

II. Entrée en religion

L'entrée en religion est utile à deux catégories de personnes :

1° A celles qui sont déjà exercées dans la pratique des commandements ; la vie religieuse leur offre les moyens d'arriver à une perfection plus grande.

2° Aux personnes même qui n'ont pas encore bien gardé les commandements ; la vie religieuse les éloigne des occasions de péché et leur procure des secours précieux pour observer fidèlement la loi divine.

C'est donc une excellente pratique de faire le vœu d'entrer en religion ; mais il ne faut prononcer un pareil vœu qu'avec une grande maturité ; car lorsqu'on a fait un vœu, on est tenu de l'accomplir.

Les enfants peuvent être admis comme *oblats* pour être exercés aux pratiques de la vie religieuse ; mais il ne leur est pas permis d'embrasser cet état avant d'avoir atteint l'âge déterminé par l'Eglise.

On ne peut pas entrer en religion si l'on est retenu dans le monde par une obligation dont l'accomplissement n'est pas compatible avec ce genre de vie. Si, par exemple, on avait des dettes, il faudrait se libérer entièrement avant de

devenir religieux ; de même les parents qui ont des enfants ne peuvent pas entrer en religion sans avoir satisfait auparavant à l'obligation qu'ils ont de les élever.

Les enfants, de leur côté, ne peuvent embrasser l'état religieux, si leur assistance est nécessaire à leurs parents.

IV. Changement d'institut

En principe, on ne doit pas passer d'un institut religieux à un autre ; la vie religieuse en effet est un état de vie qui suppose la stabilité dans le même institut.

Il y a en outre une sorte de scandale à quitter une congrégation et on progresse d'ailleurs plus sûrement dans l'institut où l'on a débuté.

Toutefois, dans certains cas exceptionnels, un changement est utile ou même nécessaire ; et ce changement est permis pour les trois motifs suivants :

1° Pour embrasser un genre de vie plus parfait,

2° Pour échapper aux inconvénients du relâchement et de l'irrégularité qui auraient pénétré dans la maison où l'on se trouve.

3° A cause de l'état de santé qui ne permettrait pas d'accomplir les exercices de la communauté que l'on avait d'abord choisie.

V. Vocation religieuse

I. La vie religieuse étant un excellent moyen de se sanctifier et étant plus parfaite que la vie commune, c'est un véritable apostolat d'y inviter le prochain.

Il y a cependant des cas où cette exhortation serait répréhensible.

1° Si on usait de violence. Ainsi, c'est un mal de vouloir faire entrer quelqu'un par force dans une congrégation religieuse ; c'est pourquoi la première question que l'on adresse aux personnes qui entrent en religion consiste à leur demander si elles y entrent bien librement.

2° Si on donnait de l'argent à une personne pour lui faire embrasser la vie religieuse on se rendrait coupable de *simonie*, et on commettrait ainsi un péché très grave. Toutefois, il n'y a pas de mal à fournir à une personne qui veut se faire religieuse la dot dont elle a besoin pour répondre à sa vocation.

3° Il n'est jamais permis d'user de dissimulation ou de mensonge pour faire entrer quelqu'un dans la vie religieuse.

En dehors de ces cas, il est très louable d'inviter à la vie religieuse ; car c'est porter son prochain à embrasser un moyen très précieux de sanctification.

II. Il n'est pas nécessaire de délibérer longuement pour savoir si l'on a la vocation religieuse.

D'une part, si l'on considère l'entrée en religion en elle-même, il est certain qu'elle est un plus grand bien, pourvu qu'on se trouve dans les conditions requises pour y être admis.

D'autre part, malgré sa faiblesse, l'on peut être assuré que l'on recevra de Dieu la grâce nécessaire pour accomplir les obligations particulières à cet état, si on se détermine à l'embrasser.

Ceux qui ont certains empêchements, tels qu'une santé débile, ou des dettes, doivent consulter des personnes sérieuses et droites qui désirent sincèrement leur bien spirituel.

Mais ce qui doit surtout être l'objet d'une sérieuse délidélibération et faire demander conseil, c'est le choix de l'Institut et la manière d'y entrer. Pour cela, on consultera des personnes sages et désireuses de la sanctification de ceux qui prennent leur avis.

Résumé de la morale Individuelle

La troisième partie de la morale ou morale *spéciale* se divise en deux sections : la morale *individuelle* et la morale *sociale*.

La morale *individuelle* comprend l'étude des divers devoirs que chaque personne est tenue d'accomplir.

Ces devoirs se rattachent tous aux trois vertus *théologales* et aux quatre vertus *cardinales*. Ces sept vertus sont les sept colonnes de l'édifice de la vie chrétienne.

La morale individuelle étudie donc : 1° la *foi* ; 2° l'*espérance* ; 3° la *charité* ; 4° la *prudence* ; 5° la *justice* ; 6° la *force* ; 7° la *tempérance*.

A ces *sept* chapitres, nous en avons ajouté un *huitième* sur les divers *genres de vie* et un *neuvième* sur les *états* de vie.

I. *La foi*

Ce chapitre étudie, en trois articles successifs : 1° la *foi en elle-même* ; 2° les *dons* correspondant à la foi ; 3° les *vices* opposés à la foi

1. Par la *foi*, nous croyons, en vertu de la parole de Dieu, les vérités divines enseignées par le Pape.

L'*acte intérieur* de foi est une pleine et entière adhésion à une vérité que nous ne voyons pas par nous-même.

L'acte *extérieur* de la foi est la manifestation de cette adhésion.

La *vertu* de foi réside dans l'intelligence et dans la volonté. Elle n'est parfaite que lorsqu'elle est jointe à la charité.

Elle a Dieu seul par cause. Elle produit la *crainte de Dieu* et la *purification du Cœur*.

2. Le don d'*intelligence* nous fait pénétrer les vérités que la raison humaine ne peut connaître.

Le don de *science* nous fait discerner ce qu'il faut croire au sujet des créatures.

La raison et la science prêtent à la foi un merveilleux appui.

3. Les vices opposés à la foi sont : L'*infidélité*, qui est *privative* ou *positive*, et qui est le vice des païens, des Juifs et des hérétiques, auxquels on peut rattacher les apostats ; le *blasphème*, auquel se rattache le *péché contre le Saint-Esprit*.

L'*ignorance* est opposée au don de *science* et l'*aveuglement de l'esprit* au don *d'intelligence*.

II. *L'Espérance*

1. L'*Espérance* a pour objet *principal* le bonheur que nous aurons de posséder Dieu dans le Ciel et pour objet *secondaire* les secours qui nous procurent ce bonheur.

2. Elle repose sur quatre *fondements* inébranlables : 1° la

promesse de Dieu ; 2° sa *toute puissance* ; 3° sa *bonté infinie* ; 4° les *mérites* de JESUS-CHRIST.

3. On distingue : 1° la *crainte humaine* ou *mondaine*, qui éloigne de Dieu pour éviter des maux temporels ; 2° la crainte *servile*, qui redoute les vengeances divines ; 3° la crainte *filiale*, qui redoute de déplaire à Dieu ; 4° la crainte *initiale*, qui tient de la crainte servile et de la crainte filiale.

4. Les péchés contre l'espérance sont le *désespoir*, le plus dangereux des péchés, et la *présomption*, sorte de péché contre le Saint-Esprit.

III. *La Charité*

1. La charité est la plus excellente des vertus puisqu'elle est une véritable amitié de l'âme avec Dieu.

Elle a pour motifs les amabilités infinies de Dieu.

La charité de la terre comprend le degré des *commençants* ou voie *purgative* ; le degré des *progressants* ou voie *illuminative* et le degré des parfaits ou voie *unitive*.

La charité a pour objet *Dieu* et, par conséquent, notre prochain, qui est de la famille de Dieu.

2. La charité produit trois fruits intérieurs principaux, la *joie*, la *paix* et la *miséricorde*. Ses fruits *extérieurs* se rattachent à la *bienfaisance*, dont les actes consistent surtout dans les *aumônes corporelles* et *spirituelles*.

3. Les principaux vices opposés à la charité sont la *haine*, la *paresse*, l'*envie*, la *discorde*, la *dispute*, le *schisme*, la *guerre*, la *rixe*, la *sédition* et le *scandale*.

4. La charité comprend les deux préceptes de l'amour de Dieu et du prochain, renfermés l'un dans l'autre.

5. Le don de sagesse correspond à la vertu de charité.

IV. *La prudence*

1. On distingue la prudence *proprement dite*, la prudence *économique*, la prudence *politique* et la *fausse* prudence ou prudence de la chair.

2. La prudence exige, comme facultés nécessaires, la *mémoire*, l'*intelligence*, la *docilité*, la *sagacité*, le *jugement*, la *prévoyance*, la *circonspection* et l'esprit de *précaution*.

3. La prudence est perfectionnée par le don de *Conseil*.

4. L'imprudence, la précipitation, l'inconsidération, l'in-

constance et la négligence sont des vices opposés à la prudence par *défaut* ; la prudence de la chair, l'astuce t la sollicitude lui sont opposées par *excès*.

V. *La justice*

Justice proprement dite

1. La justice proprement dite est la vertu qu porte à rendre au prochain ce qui lui est dû ou son *droit*.

On distingue la justice *commutative* et la justice *distributive*.

2. Le domaine est *parfait* ou *imparfait*. On distingue la *propriété*, *l'usufruit*, *l'usage* et la *possession*.

Le domaine s'exerce sur les biens du corps et de l'âme, sur les biens extérieurs, sur les services des autres hommes.

La propriété s'acquiert par l'*occupation*, l'*accession*, la *prescription*, le *travail*, la *succession* et les *contrats*.

Le droit de propriété est attaqué par le *socialisme*, hérésie que l'Eglise a condamnée.

3. Les injustices par *action* sont l'*homicide*, le *suicide*, le *duel*, les *violences contre les personnes* et le *vol*.

Les injustices *de parole* se produisent soit *au tribunal*, soit *en dehors du tribunal*.

Les injustices dans les *contrats* se rattachent spécialement aux *ventes* ou aux *prêts*.

4. L'injustice doit être réparée par la *restitution* du bien enlevé et par la *réparation* du dommage causé.

Ce principe s'applique aux diverses sortes d'injustices. Il concerne les auteurs de l'injustice et leurs complices.

Vertus qui se rattachent à la justice

1. La *religion* est une vertu obligatoire ; la sainteté en est la perfection.

Elle comprend les actes *intérieurs*, particulièrement la *dévotion* et la *prière*, et les actes *extérieurs*, à savoir l'*adoration*, le *sacrifice*, l'*oblation*, le *vœu*, le *serment* et la *louange divine*.

Parmi les vices opposés à la religion, les uns le sont par *excès*, comme les diverses sortes de *superstition*, ou le *culte superflu*, l'*idolâtrie*, la *divination* et la *vaine observance* ;

les autres, compris sous le nom d'*irréligion*, embrassent la *simonie*, le *parjure* et le *sacrilège*.

2. La *piété* est une disposition affectueuse à l'égard de Dieu et de ceux qui le représentent sur la terre, nos *parents*, la *patrie* et l'*Eglise*.

3. La *déférence* impose plus spécialement le respect et l'obéissance envers les représentants de l'autorité divine.

4. La *véracité*, ou conformité de nos discours avec nos pensées, est opposée au *mensonge*, à la *dissimulation* et à la *jactance*.

5. La *reconnaissance* nous porte à compenser les bienfaits reçues. L'*ingratitude*, qui lui est opposée est un vice odieux.

6. La *vengeance*, considérée comme vertu, porte à infliger un juste châtiment aux coupables, en vue de leur amendement.

7. L'*affabilité* est comme la fleur de la charité ; elle rend doux et agréables les rapports avec le prochain. Elle exclut la *flatterie* et la *contradiction*.

8. La *libéralité* incline à distribuer les ressources que l'on possède et à les faire servir au plus grand bien du prochain.

La *prodigalité* lui est opposée par *excès* et l'*anarice* lui est directement contraire.

Le Décalogue

Les préceptes de la justice sont contenus dans le *Décalogue*.

Don de piété

Le *don de piété* fait pratiquer avec une plus grande perfection la justice et les vertus qui s'y rattachent.

VI. *La force*

La force a pour objet de bannir la crainte et de réprimer l'audace

1. Le *martyre* est l'acte principal de la vertu de force.

2. Les vices opposés à la force sont la *crainte*, la *lâcheté* et l'*audace*.

3. Le *don* de force perfectionne la vertu de force.

4. On rattache à la force la *magnanimité*, qui exclut les vices de présomption, d'ambition, de vaine gloire et de

pusillanimité ; la *magnificence*, la *patience* et la *persévérance*.

VII. *La Tempérance*

La tempérance a pour objet de soumettre nos sens à l'empire de la raison.

1. L'*insensibilité* et l'*intempérance* sont les deux vices opposés à la tempérance

2. Parmi les vertus qui se rattachent à la tempérance, nous remarquons l'*abstinence* à laquelle est opposée la gourmandise, la *sobriété*, la *chasteté*, la *virginité*, la *clémence* et la *modestie*.

La modestie comprend d'abord l'*humilité*, opposée à l'orgueil, qui a causé le péché du premier homme ; le *goût de l'étude*, qu'il faut distinguer de la curiosité ; la *modestie dans la tenue* et la *modestie du vêtement*.

VIII. *Divers genres de vie*

1. La vie *contemplative* se résume en un seul acte, la contemplation de Dieu. On s'y prépare par la prière, la lecture, l'audition de la parole de Dieu et la méditation.

Elle comprend six degrés.

2. La vie *active* s'applique particulièrement aux œuvres extérieures de vertu chrétienne.

IX. *Des états de vie*

1. Dans l'état de liberté spirituelle ou de justice, on distingue les *commençants*, les *progressants* et les *parfaits*.

Les religieux et les prélats se trouvent dans l'état de perfection.

2 L'état religieux exige la pratique de la *pauvreté*, de la *chasteté perpétuelle* et de l'*obéissance*. Ces trois conseils évangéliques sont consacrés par des vœux.

Les instituts religieux s'appliquent les uns à la vie *contemplative*, d'autres à la vie *active*, plusieurs à ces deux genres de vie à la fois.

Le vœu d'entrer en religion est excellent ; mais il ne doit être fait qu'avec réflexion. Généralement on ne doit pas changer d'institut religieux.

La vie religieuse est un plus grand bien, il est donc louable d'inviter à l'embrasser ; mais il faut apporter beaucoup de prudence au choix de l'institut où l'on veut entrer.

Questionnaire

Quel est l'objet de la morale spéciale? Que comprend-elle ? Comment la subdivise-t on ?

PREMIERE SECTION

Morale individuelle

Comment peut se diviser la morale individuelle ? Quel ordre suivons-nous ? Comment sera divisée notre étude ?

CHAPITRE Ier. — *La Foi*

I. Quels sont les questions qui se rattachent à la foi ? Qu'avons nous à traiter par rapport à la foi considérée en elle-même ? Quel est l'objet de la foi ? Qu'est-ce qu'on entend lorsqu'on dit que Dieu en est l'objet *formel* ? l'Expliquez-vous par une comparaison.

Les choses que nous connaissons naturellement sont-elles l'objet de la foi ? Quelle est la condition requise pour qu'une vérité soit du domaine de la foi ? Pourquoi la foi nous donne-t-elle la certitude ? Dieu est-il l objet de la foi, si l'on entend par cet objet les vérités qu'il faut croire ? Quel rapport ces vérités ont-elles avec Dieu ? Combien distinguez-vous de sortes de vérités divines ? Est-il étonnant que Dieu nous révèle des vérités inaccessibles à notre raison ? Pourquoi nous révèle-t-il aussi des vérités que la raison peut connaître ?

Dieu révèle t-il directement les vérités divines à chacun de nous ? Comment les a-t il manifestées ? Qui est chargé de les conserver et de les expliquer aux hommes ? A quel signe peut-on connaître que l Eglise est l'interprète autorisé de Dieu ?

Pourquoi une règle de la foi était-elle nécessaire ? A qui appartient-il de la déterminer ? Par qui fut dressé le premier symbole ? Pourquoi fut formulé le symbole de Nicée complété à Constantinople ? Quel est le but de la profession de foi de Pie IV ? Les vérités changent-elles ? Quel est l'avantage de l'autorité infaillible du Pape ?

II. Combien distinguez-vous de sortes d'actes de foi? Qu'est-ce que l'acte intérieur de foi ? De quel verbe faut-il comprendre la signification pour en connaître la nature ? Par quels verbes peut-on désigner les principaux actes de l'intelligence ?

Qu'est-ce que *voir* par l'intelligence ? Qu'est-ce que *savoir* dans le sens propre ? Qu'est-ce que *douter* ? — *supposer* ? — *opiner* ? — En quoi celui qui croit diffère-t-il de celui qui *doute*, qui *suppose* ou qui *opine* ? En quoi se distingue-t-il de celui qui *voit* ou qui *sait* ? Sur quoi repose l'adhésion ferme de celui qui croit ? Combien d'actes renferme l'acte de foi ? Qu'est-ce que croire *Dieu* ? — *à Dieu* ? — *en Dieu* ?

Ne faut-il pas croire, dans toutes les études ? A qui croit-on dans les sciences humaines ? Donnez des exemples. Cette foi humaine est-elle nécessaire pour s'instruire ? Quelle est la loi générale qui préside au développement des êtres créés ? Appliquez-la aux plantes. Comment s'applique t-elle à l'homme par rapport à sa fin ? Quelle est la condition requise pour arriver à Dieu ? Comment s'aquiert l'instruction que Dieu communique ? Que doit donc faire l'homme pour aspirer à posséder Dieu ?

A quoi s'étend l'acte de foi ? Pourquoi ? Où se trouvent contenues les vérités de la foi ? Qui en est l'interprète ? La connaissance de toutes ces vérités est-elle indispensable au bonheur de l'homme ? Comment y adhère-t-on d'une manière implicite ? Quelles sont les vérités dont la connaissance spéciale est indispensable pour arriver au bonheur ? Qu'est-ce qu'on entend quand on dit qu'elles sont nécessaires de *nécessité de moyen* ? Quelles sont les autres vérités dont le chrétien est obligé d'être instruit ? Pourquoi dit-on qu'elles sont nécessaires de nécessité de précepte ? Qu'est-on obligé de savoir par cœur ?

Dans quels cas est-on particulièrement tenu de produire un acte de foi ?

Qu'est-ce que l'acte extérieur de foi ? Quel nom lui donne-t-on ? Quelles sont les autres significations du mot confession ?

La confession de la foi est-elle nécessaire ? Dans quel cas ?

Est-il jamais permis de renier sa foi ? Quel crime commettrait-on, si on le faisait ? Que dit N. S. à ce sujet ?

III. Qu'avons-nous à étudier au sujet de la vertu de foi ?

Comment l'apôtre S. Paul définit-il la foi ? Qu'est-ce que la substance ? Où la plante est-elle en substance ? De quels biens la foi est-elle le germe ? Que voyons-nous par les yeux du corps ? par ceux de l'intelligence ? Que nous manifeste la foi ?

Dans quelles facultés réside la foi ? Que faut-il pour qu'elle soit parfaite ? Comment la foi est-elle la première des vertus ? Remarquez-vous des degrés dans la vivacité et dans l'étendue de la foi ? En quel sens la foi est-elle indivisible ?

Montrez que Dieu seul est la cause de la foi ? Quelles sont les deux choses que la foi suppose ? Qui peut proposer à

l'homme des vérités supérieures à sa raison ? De quelle manière Dieu propose-t-il ces vérités ?

Qui porte l'homme à acquiescer aux vérités révélées? Que prétendaient les Pélegiens ? Montrez qu'ils étaient dans l'erreur.

La foi *morte* est-elle un don de Dieu ? Par quoi est-elle complétée ?

Quels sont les deux principaux effets de la foi ? Comment la foi produit-elle la crainte *servile* ? Comment fait-elle naître la crainte *filiale* ? Dans quelles conditions engendre-t elle la crainte servile et la crainte filiale ?

Quel est le second effet de la foi ? Qu'est-ce qui altère la pureté d'un objet ? Donnez des exemples. Dans quel cas notre âme cesse-t-elle d'être pure ? Comment peut-elle se purifier ? Quel est le premier mouvement qui nous élève vers Dieu ? De quoi notre âme est-elle purifiée par la foi morte ? Par quelle foi reçoit-elle une pureté totale ?

IV. Quels sont les dons qui correspondent à la vertu de foi ?

Que veut dire le mot « intelligence » ? Que connaissons-nous au moyen des sens ? — au moyen de notre intelligence naturelle ? Qu'est-ce que le don d'intelligence ? Donnez un exemple. Ce don est-il compatible avec l'état de péché ? A quelle béatitude correspond-il ? Quelle est la pureté qu'il demande pour être parfait ?

Qu'est-ce que la science en général ? Qu'entendez-vous par le don de science ? En quoi diffère-t-il de la sagesse ? A qui est-il communiqué ? Comment le distinguez-vous de la science des docteurs ? Quelle est la béatitude qui s'y rattache ?

Que prétendent les incrédules au sujet de la raison et de la foi ? Que faut-il penser de leur prétention ? Rappelez à ce sujet trois vérités incontestables.

Comment la raison conduit-elle à la foi ? Que voit-elle dans l'Eglise ? Que conclut-elle des miracles de Jésus-Christ ?- de l'établissement de la doctrine évangélique ?- de la permanence du miracle dans l'Eglise ? Quels sont les procédés des sectes hérétiques ?

Pourquoi la raison et la foi ne peuvent-elles pas se contredire ? D'où viennent les contradictions apparentes ? Peut-on repousser une vérité parce qu'on ne la comprend pas ?

Comment la foi perfectionne-t elle la raison ? Que pensez-vous des connaissances des philosophes ?

V Combien distinguez-vous de sortes de péchés contre la foi ? Nommez-les.

Que signifie le mot infidélité ? Combien y a-t-il de sortes d'infidélités ? Qu'est-ce que l'infidélité privative ? Est-elle un péché ?

Qu'est-ce que l'infidélité positive? D'où provient-elle? Est-elle un grand péché? Pourquoi? Comment est-elle le plus grand des malheurs?

Combien distingue-t-on d'infidélités positives? En quoi diffèrent les païens, les juifs et les hérétiques? Quelle est la plus grande de ces infidélités?

Peut on contraindre les infidèles à embrasser la foi? L'Eglise tolère t-elle les cérémonies des infidèles? Pourquoi? Quelle est la conduite des catholiques par rapport aux faux cultes? Que font les hérétiques à l'égard de la vraie religion? Qu'ont fait les protestants? — les révolutionnaires de 1789? Les incrédules sont-ils vraiment les amis de la liberté? L'Eglise respecte-t-elle la liberté?

Qu'est-ce que l'hérésie? Dans quel cas est on hérétique? Que fait l'Eglise à l'égard des hérétiques?

Que signifie le mot «apostasie»? Quelles sont les trois sortes d'apostasie? Quelle est celle qui se rattache à l'infidélité? En quoi diffère-t-elle de l'hérésie? A quelle sorte d infidélité se rattachent les francs maçons?

A quoi est opposé le blasphème? En quoi consiste-t-il? Qu'est ce que le blasphème du cœur? — le blasphème proprement dit? Faites ressortir la gravité du blasphème. Est il fréquent à notre époque? Que doit on faire pour le réparer? — pour s'en préserver?

Comment le blasphème est-il le péché des damnés?

Qu'est-ce que le péché contre le Saint-Esprit? Pourquoi l'a t-on ainsi appelé? Combien les docteurs distinguent ils de sortes de péchés contre le Saint-Esprit? Faites connaître ces divers péchés. En quel sens le péché contre le Saint-Esprit est-il irrémissible?

Quel est le péché opposé au don de science? A quoi est opposé l'aveuglement de l'esprit? D'où provient ce vice? N'y a-t-il pas un autre péché opposé au don d'intelligence? En quoi consiste t-il?

Quelle est la cause ordinaire de ces divers péchés?

CHAPITRE II. — *L'espérance*

Comment diviserons-nous notre étude sur l'espérance? Qu'est-ce qu'on entend par l'espérance en général? Quel est le grand ressort qui anime l'homme sur cette terre? Donnez des exemples. Quelle différence y a-t-il entre l'espérance naturelle et l'espérance chrétienne? — Quel est l'objet principal de la vertu d'espérance? — Quel en est l'objet secondaire? — Comment les saints docteurs définissent-ils la vertu d'espérance et pourquoi?

Quels sont les quatre fondements de l'espérance chrétienne ? -- Sous quel gracieux symbole la tradition catholique représente-t elle l'espérance ?

Comment la crainte se rapporte-elle à l'espérance ? Combien distingue-t-on de craintes ? Qu'est-ce que la crainte *mondaine*? — la crainte *servile* ? — la crainte *filiale* ? — la crainte *initiale* ? Quelle est celle qui est un don du Saint-Esprit ? Quels sont les deux péchés opposés à l'espérance ? — Quel est le plus dangereux de tous les péchés ?

Citez la parole de saint Isidore au sujet du désespoir ? — Quel péché perdit définitivement Judas et Caïn ? — Que faut-il faire pour se prémunir contre le désespoir ?

De quelles causes provient principalement cette funeste tentation ? — Qu'est-ce que la présomption ? — N'est elle pas aussi très dangereuse pour l'âme ?

—

CHAPITRE III. — *La Charité*

I. Quelle est la plus excellente de toutes les vertus ? — Que sont les autres vertus sans la charité ? — Que suppose l'amitié ? -- Quelle merveille produit la charité ? — Montrez que les trois éléments qui constituent l'amitié se trouvent dans la vertu de charité ? — Pourquoi l'âme qui possède la charité est-elle dite en état de grâce ? — Comment s'établit une certaine égalité entre Dieu et l'homme ? — Comment l'homme entre-t-il en participation des biens de Dieu ?

Quel est le motif principal de la charité? — Enumérez les autres motifs principaux propres à exciter notre charité.

Combien distingue t-on de degrés dans la charité ? — La charité du ciel est-elle possible ici-bas ? — Combien de degrés distinguez-vous dans la charité de la terre ? — Qu'entend on par la voie purgative ? — la voie illuminative ? — la voie unitive ?

Quel est le premier objet de la charité ? — Quel en est l'objet secondaire ? — Qui est notre prochain ?

II. Combien distinguez-vous de sortes de fruits de la charité ? Quels en sont les trois fruits intérieurs ? Qu'est-ce que la joie ? Comment est-elle excitée dans notre cœur ?

Expliquez-en la première cause ? Quelle est la seconde cause de la joie ? Est-elle aussi parfaite que la première ? Quel est le second fruit de la charité ? Que suppose d'abord la paix ? La concorde suffit-elle pour que notre âme soit en paix ? Comment saint Augustin a t-il défini la paix ?

Qu'est-ce que la miséricorde ? De quels mots latins vient ce nom ? Pourquoi ? Comment la miséricorde est-elle la plus grande des vertus ? A quel point de vue la charité surpasse-t-elle la miséricorde ?

A quelle vertu peut-on rattacher tous les fruits de la charité ? — En quoi consiste la bienfaisance ? — Comment la bienfaisance est-elle un fruit de la charité ? — A l'égard de qui doit-on la pratiquer ? — Quel est l'acte principal de la bienfaisance ? — Combien distingue-t-on de sortes d'aumônes ? — Combien de sortes d'aumônes corporelles nous signalent les saints docteurs ? — Quel est le but des quatre premières? Dans quelles autres situations de la vie l'homme a-t-il besoin du secours de ses frères ? Quelle est l'aumône spirituelle la plus excellente ? — Quelles sont les six autres œuvres spirituelles de miséricorde ? — L'aumône est elle seulement un conseil ? A qui sommes nous obligés de faire l'aumône ? — Comment devons-nous nous acquitter de ce devoir ? Que demande encore la perfection évangélique ? — Qu'est-ce que la correction fraternelle ? N'y a-t-il pas une sorte de correction avec laquelle il ne faut pas la confondre? — Quelle forme doit en général revêtir la correction fraternelle ? — Doit-on l'exercer si l'on prévoit qu'elle ne produira pas bon effet ?

III. Quels sont les principaux péchés opposés à la charité ? Comment l'homme peut-il éprouver le sentiment de la haine même à l'égard de Dieu ? — Montrez que ce péché est de tous le plus grave ?

La haine du prochain est-elle toujours un péché ? — Qu'est ce qu'on doit détester dans le prochain ? — D'où provient, d'après saint Grégoire, la haine du prochain ?

Qu'est-ce que la paresse ? — Quel funeste effet produit-elle dans l'âme ? Dans quel cas est elle un péché grave ? Pourquoi la paresse est-elle au nombre des péchés capitaux? — Comment appelle-t-on les péchés provenant de la paresse ? — Nommez les. — Quel est le principal remède à la paresse ?

Qu'est-ce que l'envie ? — Quand est-ce que l'envie est un péché grave ? — Quand est-elle seulement une faute vénielle ? Enumérez les filles de l'envie.

Qu'est ce que la discorde ? — De quoi provient elle ? — Quand est-elle un péché grave ?

De quel vice provient-elle ?

Qu'est-ce que la dispute ? — Que faut-il distinguer dans la dispute ? — Dans quel cas est elle un péché mortel ? — Dans quel cas est-elle un péché véniel ?

Qu'est-ce que le schisme ? — Quelle en est la conséquence ?— Quels seraient les pouvoirs des prêtres ou des évêques schismatiques ?

Pourquoi la guerre est-elle un grand fléau ? Quelles sont les trois conditions nécessaires pour qu'elle soit légitime ?

Qu'est-ce que la rixe ? — Est-il permis d'attaquer et de résister ? — De quel vice la rixe est-elle fille ?

Qu'est-ce que la sédition ? — Quels sont ceux qui se rendent coupables lorsqu'elle se produit ?

A quelle vertu le scandale est-il particulièrement opposé ? — De quel mot grec vient le nom de scandale ? — Quelle définition saint Jérôme donne-t-il du scandale ? — Quand est-il péché grave et quand n'est-il que faute vénielle ? — Doit-on omettre son devoir pour éviter un scandale ? — Quel scandale faut-il mépriser ? — Quel cas doit-on faire du scandale des faibles ?

IV. Quels sont les deux préceptes que comprend la charité ? Qu'est-ce qu'aimer Dieu de tout notre cœur ? — de toute notre âme ? — de toutes nos forces ? — Quelle double perfection renferme la charité envers Dieu ?

Montrez que ces paroles : « *Tu aimeras ton prochain comme toi-même* », indiquent à la fois la *fin*, la *règle* et le *motif* de *l'amour* du prochain.

A quelle vertu correspond le don de sagesse ? — Qu'est ce que la sagesse ? — A quel point de vue nous fait-elle juger toute chose ? — Que suppose la sagesse ? — Se rencontre-t-elle au même degré dans toute âme en état de grâce ? — Qu'est-ce que la *sottise* ou *folie spirituelle ?* — De quel vice capital provient-elle ?

—

CHAPITRE IV. — *La prudence*

Que signifie le mot prudence ? — Pourquoi cette vertu est-elle ainsi appelée ? — Sous quel nom la désigne-t-on encore ? — Qu'entendez-vous par la prudence proprement dite, par la prudence économique et la prudence politique ? — En qui réside la vraie prudence ? — Quelle est la prudence que peuvent avoir ceux qui ne sont pas en état de grâce ? — Enumérez les facultés nécessaires à la prudence ? — Faites connaître ces diverses facultés ?

Qu'est-ce que le don de conseil ?

Combien y a-t-il de sortes de vices opposés à la prudence ? — Qu'est-ce que l'imprudence ? — Quand est-elle un péché grave ? — Quels sont les trois autres vices qui se rattachent à l'imprudence ? — Quelle est la cause principale de ces sortes de péchés ?

Qu'est-ce que la négligence ? — Est-elle une faute grave ?

Qu'est-ce que la prudence de la chair ou la fausse prudence ? — Dans quel cas est elle un péché mortel ?

Qu'entendez-vous par l'astuce ? — Quel autre vice découle de l'astuce ? — Quand est-elle appelée fraude ?

De combien de manières la sollicitude excessive des biens temporels peut-elle être coupable ?

D'où proviennent surtout les vices que nous avons fait connaître ?

CHAPITRE V. — *La justice*

Justice proprement dite

I. Quelle différence voyez vous entre la justice et les autres vertus ? Quel est le sens du mot *Justice* ?

Qu'est-ce que la justice *commutative* ? — la justice *distributive* ? — la justice *légale* ?

En quoi consiste l'injustice ? Ce péché est-il grave ?

Qu'est-ce que le droit ? Comment le divise t-on ?

II. Qu'est-ce que domaine ? Combien en distinguez-vous de sortes ? Qu'est ce que le domaine plein ? — imparfait ? — direct ? — utile ?

Qu'est-ce que la jouissance ? — l'usage ?

Comment se divisent les fruits des biens ? Qu'est-ce qu'une *servitude* ?— Qu'est ce que la possession ?

Que comprend le domaine de l'homme ?

L'homme a-t-il un domaine parfait sur sa vie ? Quels sont ses droits par rapport à lui même ? — Aux produits de son intelligence ?

Quel est son domaine sur les biens extérieurs ? Combien ces biens se divisent-ils ?

Quels étaient les droits légaux du maitre sur l'esclave dans la société païenne ?

Que faut-il penser de l'esclavage ? Qu'a fait l'Eglise au sujet de cette institution ?

L'homme peut il avoir droit aux services de ses semblables ? Ce droit peut-il être perpétuel ? Que savez-vous des serfs ?

Par quels moyens peut-on acquérir la propriété ? Qu'est-ce que l'occupation ? Quels sont les principes concernant les *trésors* ? — les objets perdus ?

Qu'est ce que *l'accession* ? — Que savez-vous de la *prescription* ?

Comment acquiert-on la propriété par le *travail* ? — par la *succession* ?

Qu'est-ce qu'un *contrat* ? Quel est le plus auguste des contrats ?Comment se divisent les contrats ? Mentionnez les principaux.

Quel est l'initiateur de la doctrine socialiste ?

Que savez-vous des disciples de Saint Simon et de Fourier ?

Quelles étaient les idées de Owen ?

Quelle est la doctrine commune à tous ces systèmes ?

Que savez-vous de Poudron ? — de Karl Marx — Henry George — Jules Guesde — Georges Sorel ?

Que déclare le Saint Siège au sujet de cette doctrine ?

Montrez en la fausseté ?

Que doivent faire les catholiques pour rémédier au socialisme ?

III. Comment divise-t on les vices opposés à la justice ?

Quelle est la plus grande injustice que l'on puisse commettre envers le prochain dans l'ordre temporel ?

Quels sont les êtres vivants que l'homme a le pouvoir de priver de la vie ? — A qui appartient-il de condamner à mort un coupable ? — N'y a t-il pas des cas où l'exercice de la peine de mort nuirait à la société ? — Est-il jamais permis de mettre à mort un innocent ? Est-il permis de tuer un adversaire par qui l'on est attaqué ? Qu'est ce que le suicide ? Comment est il un crime ? Quelles en sont les tristes conséquences ? Pourquoi est il une lâcheté ? Est-on coupable de suicide lorsqu'on s'expose à la mort pour un motif légitime ? Expliquez vous par des exemples.

Qu'est-ce que le duel ? Quels crimes implique t il ? Peut-on le justifier ? Que fait l'Eglise à propos du duel ?

Qu'est-ce que mutiler ? Dans quel cas peut-on le faire ?

Est-il permis de frapper son prochain ? — de lui enlever sa liberté ? N'y a-t-il pas quelque exception ?

L'homme peut-il user des biens extérieurs ? Peut-il avoir un droit de propriété ? Comment s'appelle l'action de celui qui vole la propriété ? Qu'est-ce que le vol proprement dit ? Quel nom lui donne-t on encore ? Qu'est ce que la rapine ? Quelle est la gravité du vol ? — de la rapine ?

De combien de manières se rend-on coupable d'injustice par la parole ?

Quelles sont les personnes que l'on remarque au tribunal ? Dans quel cas le juge se rend-il coupable d'injustice ? — Sur quoi doit s'appuyer sa sentence ?

A quoi est obligé celui qui connaît un crime ?

Dans quel cas est-il dispensé de dénoncer le criminel ? — Quand l'accusation est elle injuste ?

L'accusé est-il obligé de répondre à toutes les questions que lui adresse le juge ?

Quel est le devoir des témoins lorsqu'il s'agit d'un crime manifeste ? — En dehors de ce cas, à quoi sont-ils obligés ? Qu'est ce que le faux témoignage ? Est-il un péché grave ?

A quoi sont tenus les avocats ? — Quel péché feraient ils en soutenant une cause injuste ? — Leur est-il permis de plaider en faveur des coupables ?

Enumérez les principales injustices de parole, en dehors du tribunal ?

Qu'appelle-t-on injures ? Quand est-ce que l'injure est un péché grave ? Dans quel cas est elle faute légère ? — Que doit faire la personne injuriée ? Qu'est ce que la détraction ? — Quel nom prend la détraction lorsque le mal que l'on dit est vrai ? Comment s'appelle-t-elle si la chose est fausse ? — La détraction est-elle une faute grave ? — Dans quel cas peut-on faire connaître les défauts du prochain ? — De quelles précautions doit-on alors user ? — Celui qui écoute ou provoque la détraction est-il coupable ?

Qu'entend-on par les rapports ? — Quels funestes effets produisent ils ? — Rappelez à ce sujet la parole de la Sainte Ecriture.

Quel est le but de la moquerie ? — Quelle en est la gravité ? — Qu'est-ce qui en augmente parfois la malice ?

Que veut dire le mot malédiction ? — En quoi cousiste-t-elle ? — La malédiction est-elle un péché grave de sa nature ? — Est-il permis de maudire les créatures ? — Quelle faute commet celui qui les maudit en tant que créatures de Dieu ?

Qu'est-ce qu'un contrat ? — Combien distingue-t-on de sortes de contrats ? — Qu'entendez-vous par un contrat bilatéral ? — Qu'est ce qu'un contrat unilatéral ? — Quel genre de péché constituent les diverses injustices ? — A quoi se rapportent les formes de l'injustice, que nous signalerons spécialement ?

Quelle est la première injustice qu'on doit remarquer dans les ventes ? — Quelle est la règle qui doit présider aux ventes et aux achats ? — Peut-on acheter ou vendre au dessus ou au dessous de la valeur des objets ? — Dans quels cas cette règle admet-elle des exceptions ? — Quelle sorte de défaut peut-il y avoir dans les objets que l'on vend ? — Que remarquez-vous sur le défaut dans l'espèce ? — dans la quantité ? — dans la qualité ? — Lorsque le défaut de l'objet vendu est caché, à quoi est tenu le vendeur ? — Si le défaut est apparent est-on obligé de le faire connaitre ? — Que faut il faire pour demeurer fidèle à la pratique de la justice ? — Que nous dit saint Basile à ce sujet ?

Qu'est-ce que le prêt ? Qu'enseignent les écrivains catholiques au sujet du prêt ? — Qu'est-ce que l'usure ? — Pourquoi le prêt à intérêt est-il contraire à la justice ? — Pour quels motifs l'Eglise le tolére-t-elle dans notre temps ? — Quelles sont les conséquences de la pratique du prêt à intérêt ?

IV. Est il nécessaire de réparer les injustices? De combien de manières s'accomplit cette réparation ? Qu'est-ce qu'une faute juridique ? Dans quelle mesure est-on obligé de réparer un dommage causé involontairement ? A qui doit être faite la restitution ?

Comment se réparent les attentats commis contre la vie corporelle ? — la vertu ?

A quelle réparation est tenue le calomniateur ? — le médisant ? — celui qui a porté atteinte à l'honenr du prochain ? — celui qui a manqué de loyauté dans un contrat ?

Quels complices sont obligés à restituer ? Dans quelle mesure le sont-ils ?

Vertus qui se rattachent à la justice

Nommez les vertus qui se rattachent à la justice.

Qu'est-ce que la vertu de religion ? — De quel mot latin

vient ce nom ? — Pourquoi est-elle ainsi appelée ? — Montrez qu'elle n'est pas une vertu théologale. — Quel est l'objet de la vertu de religion ? Pourquoi le chrétien est-il tenu particulièrement à notre époque de pratiquer la vertu de religion ?

Que suppose la sainteté ? Montrez que les trois éléments constitutifs de la sainteté sont nécessaires aussi pour la vertu de religion. — Le mot sainteté ne dit-il pas plus que le mot religion? Citez les paroles de saint François de Sales au sujet de la sainteté.

Quels actes divers se rattachent à la vertu de religion ? — Quels sont les actes intérieurs ? — Quels sont les actes extérieurs ? — Que serait la religion si l'on n'avait pas des sentiments intérieurs ? — Les actes intérieurs peuvent-ils suffire ? - Quels sont les deux actes que saint Thomas rattache aux actes intérieurs ? — Comment divise-t-on les actes extérieurs ?

D'où vient le mot dévotion ? — Qu'est-ce que la dévotion ?

Quelle définition nous donne saint François de Sales de la dévotion ? — Quelles sont les deux principales causes de la dévotion ? Quel en est le fruit ?

Qu'est-ce que la prière ? — A qui s'adresse-t-elle tout d'abord ? — Pouvons-nous demander des biens temporels ? — Dans quelles conditions devons-nous les demander ? — Pour qui faut il prier ? - Quelle est la forme la plus parfaite de la prière ? — Combien distingue-t-on de sortes de prières ? — Qu'est-ce que la prière publique ? — la liturgie ?

Pourquoi faut il que la prière publique soit vocale ? La prière privée l'est-elle aussi ?

Qu'est ce-que l'adoration ? — Montrez la nécessité de l'adoration. — Comment s'appelle l'adoration rendue aux créatures ?

Quel est l'acte d'adoration le plus parfait ? — Qu'est-ce que le sacrifice ? — A qui doit-être offert le sacrifice ? — Qu'entend on par sacrifice, dans un sens plus général ? — Combien distingue-t-on de sortes de sacrifices ? Qu'offre-t-on à Dieu par le sacrifice intérieur ? Que lui consacre-t-on par le sacrifice extérieur ? — Quel est le grand sacrifice de l'Eglise catholique ? — Qu'est-ce que le sacrifice de la messe ? — Quelle est l'obligation imposée aux fidèles au sujet de la messe ?

Qu'entend-on par oblation ? — Quelles sont les oblations usuelles ? — Dans quel cas, les oblations sont-elles obligatoires ? — Que se passait-il dans la primitive Eglise au sujet des oblations ?

Qu'est-ce que le vœu ? — Pourquoi le vœu nous est-il utile ? Quels sont les vœux les plus excellents ? Nommez-

les. — Une action faite par suite d'un vœu est-elle plus méritoire que celle qui est le produit de la volonté libre ?

Faut-il multiplier nos vœux pour multiplier nos mérites ? — Quels sont les principes à suivre avant de s'engager par vœu ?

Qu'est ce que le serment ? — Quelles qualités doit revêtir le serment pour être fait en sûreté de conscience ? — Que faut-il penser d'un serment contre la justice ou la vérité ? — Le serment oblige t-il lorsqu'il a pour objet une chose défendue ?

Quel est le but de la louange divine et du chant sacré ?

Quel est le vice opposé à la religion par excès ? Sous quelle dénomination générale classe t-on les autres vices directement opposés à la religion ?

Quelle est l'étymologie du mot superstition ? — Qu'est-ce que la superstition ? — D'où provient ce vice ? — Combien distinguez-vous de sortes de superstitions ? — Qu'appelle-t-on culte illégitime ? — Quelle est la superstition qui s'appelle culte superflu ? — Qu'est-ce que l'idolâtrie ? — Quelle en est la gravité ? — Combien distingue-t on de sortes d'idolâtries ? — En quoi consiste l'idolâtrie des images ? — Comment l'adoration des créatures s'est-elle introduite parmi les hommes ? — Quelle est la grande cause de l'idolâtrie ?

Qu'est-ce que la divination ? — Toute connaissance de l'avenir est-elle une divination ? — Un prophète inspiré de Dieu se rend-il coupable de divination ? Enumérez les principales sortes de divination. Quels sont les trois genres de superstitions particulièrement usités de nos jours ? Quelle en est la gravité ?

Quelle est la quatrième sorte de superstition ? — Qu'est ce que la vaine observance ? Dans quel cas la superstition revêt-elle un caractère spécial de malice ? — Signalez les principaux dangers de la superstition. — A qui s'adressent en définitive les pratiques superstitieuses ?

Quelles sont les principales formes de l'irréligion ? — Qu'est-ce que la simonie ? — D'où vient son nom ? — Comment les théologiens l'ont ils définie ? — La simonie est elle une faute grave ? — A quel crime la comparent les saints docteurs ?

Qu'est ce que le parjure? — Admet-il légèreté de matière?

Qu'est-ce que le sacrilège ? — Qu'entend on par sacrilège *personnel*, par sacrilège *local*, par sacrilège *réel* ? — Montrez la gravité du sacrilège. — Quel est le plus coupable des sacrilèges ?

Qu'est-ce que la piété en général ? — Qu'est-ce que la vertu de piété par rapport à Dieu ? — Qu'est-ce que la piété

filiale ? — Comment le patriotisme et l'amour de l'Eglise sont-ils des formes de la piété ? — Quels rapports y a-t-il entre la piété et la religion ? — Qu'est ce que le don de piété?

Quels devoirs nous impose la piété filiale ? — Pourquoi sommes-nous obligés d'aimer nos parents ? — Pourquoi leur devons-nous le respect ? — Dans quelle mesure sommes-nous obligés de leur obéir ? — Pourquoi et de quelle manière devons-nous les assister ? — A qui s'étendent encore les devoirs de la piété filiale ?

Qu'est-ce que la patrie ? — L'Eglise excite t elle au patriotisme ? Quels sont les devoirs qu'il impose ? — Quel amour le chrétien doit-il à sa patrie ? — Que recommandait saint Paul par rapport au respect dû au représentant du pouvoir ? — Comment les premiers chrétiens obéissaient-ils aux lois ? — Quelle assistance doit on à sa patrie ?

Pourquoi devons nous aimer l'Eglise ? — Comment faut-il la respecter ? — Quelle obeissance lui devons nous ? — — Par quels moyens pouvons nous servir l'Eglise, particulièrement à l'heure actuelle ?

Qu'est ce que la déférence? En quoi se distingue-t-elle de la piété ? Quelles sont les personnes qui ont droit à notre déférence ?

Combien distingue-t-on de sortes de déférence ?Comment pratique-t-on la déférence religieuse ? A quoi nous oblige la déférence civile ?

Pourquoi faut il obéir ? Quelle est la valeur de l'obéissance ? D'où vient son excellence ? A qui faut-il obéir ? Quels sont les mérites de l'obéissance ? Qui exerce l'autorité dans l'ordre spirituel ? Qui l'exerce dans l'ordre temporel ? Que faut-il faire par rapport aux lois contraires à la religion ou à la justice ? Comment peut-on diviser ces sortes de lois ? Quelle est la conduite à tenir par rapport à la première catégorie de ces lois ? Que faut-il faire pour la seconde catégorie de lois ? Quels moyens les chrétiens peuvent-ils employer pour faire changer la législation ?

Qu'est-ce que la véracité ou sincérité ? Pourquoi cette vertu est-elle un devoir ? Faut-il la confondre avec la simplicité ? Quels sont les vices opposés à la sincérité ?

Qu'est-ce que le mensonge ? Combien y a-t-il de sortes de mensonges ? Qu'entendez vous par le mensonge pernicieux ? — joyeux ? — officieux ?

Le mensonge peut-il jamais être permis ? Quelle est la gravité des diverses sortes de mensonge ? Comment les saints ont ils considéré le mensonge ? Qu'est-ce qui détermine le sens des paroles que l'on emploie.

Qu'entendez-vous par la simulation ? Quel est le vice qui s'y rattache ? Qu'est-ce que l'hypocrisie ? D'où vient ce mot ?

Qu'entendez-vous par la jactance ? Quel est le défaut qu'on peut y rattacher ? Qu'est ce que la duplicité ? A quelle vertu est-elle opposée ?

Qu'est-ce que la reconnaissance ? Quel rapport a-t-elle avec la religion, la piété filiale et la déférence ? Que nous fait-elle désirer ? Comment diffère-t elle de la justice proprement dite ?

Qu'est-ce que l'ingratitude ? Quelle est la gravité de ce péché ?

Dans quel sens prend-on ordinairement le mot vengeance? Peut-on considérer la vengeance comme une vertu ? En quoi consiste cette vertu ? Chacun peut il se faire justice ? Que faut-il avoir en vue, en cherchant à obtenir le châtiment du coupable ? Quelle est la plus noble des vengeances ? Quel bienfait spécial devons-nous à ceux qui nous font du mal ? Quel est le parfum de la douceur ? Qu'entendez-vous par l'affabilité ? Dieu nous la commande-t il ? Dans quels excès peut-elle dégénérer ? En quoi la flaterie se distingue-t elle de l'adulation ? Indiquez les précautions à prendre pour se préserver de la flatterie ?

Qu'est-ce que la contradiction ? Dans quels cas est-elle opposée à la charité ? Dans quel cas est-elle opposée à l'affabilité ? Peut-elle devenir une vertu ? Qu'est ce que la libéralité ? Quels noms lui donne-t-on ? Faut-il la confondre avec la magnificence ? Quels caractères doit-elle avoir ? Comment faut il l'exercer par rapport aux *personnes* ? — par rapport au *temps* ? — par rapport à la *fortune* ? Que suppose la libéralité ?

Faut-il confondre la libéralité avec la prodigalité ? Quelle comparaison fait un auteur à ce sujet ? Qu'est ce que l'avarice ? A quelle vertu est elle opposée ? Quelle en est la gravité ? A quoi la compare l'apôtre saint Paul ? Au rang de quels vices est-elle placée ? Quelles en sont les filles ?

Où sont contenus les préceptes imposés par la justice ? — Qu'est ce que le Décalogue ? — Où furent écrits les dix commandements ? — Que renfermait la première table ? — Que contenait la seconde ?

Quel est l'objet des trois premiers commandements ? — Rappelez le but du premier et du second commandements. — Quel est l'objet du troisième ? — Que fait le quatrième commandement ? — Que nous interdisent le cinquième et le sixième ? Qu'est-ce qui est défendu par les quatre autres commandements ?

Quel est le don qui correspond à la vertu de justice ? Qu'est-ce que le don de piété ? Quelles béatitudes se rattachent au don de piété ?

CHAPITRE VI. — *La force*

Qu'est-ce que la force ? — Pourquoi la force est-elle une

vertu ? Quel est son double objet ? Quels en sont les deux caractères distinctifs ?

En quoi consiste le martyre ? Pourquoi est-il très excellent ?

Quel est le premier vice opposé à la force ? Dans quel cas la crainte est-elle un péché ? Quand devient-elle péché mortel ? Quel nom donne-t-on à la crainte ?

Qu'est-ce que l'audace ? Pourquoi est-elle coupable ?

Qu'est-ce que le don de force ? Quelle est la béatitude qui correspond à ce don ? Pourquoi ? Nommez les quatre vertus qui se rattachent à la force ? A quel caractère se rattachent les deux premiers ? A quoi se rapportent les deux autres ?

Quelle est l'étymologie du mot magnanimité ? — En quoi consiste cette vertu ? — Quel est son effet sur les âmes qui la possèdent ? — Comment utilise-t-elle les biens de la fortune ? — Quelles sont les vertus qui s'y rattachent ? — Quels sont les vices opposés à la magnanimité ? — Qu'est-ce que la présomption ? — En quoi consiste l'ambition ? — Comment la vaine gloire est-elle un vice capital ? Quels sont les vices qui en découlent ? — Qu'est-ce que la pusillanimité ?

En quoi consiste la magnificence ? — Quels vices lui sont directement opposés ? — Par défaut et par excès ? — Qu'est-ce que la petitesse ? — Qu'entendez vous par la profusion ?

Qu'est-ce que la patience ? — D'ou provient cette vertu ? Comment se rattache-t-elle à la force ? — Quel rapport y a t-il entre la patience et la longaminité ?

Qu'est-ce que la persévérance ? En quoi diffère-t-elle de la constance ? Qu'est-ce que la mollesse ? Comment la mollesse et l'obstination sont elles opposées à la persévérance ?

CHAPITRE VII. — *La tempérance*

Qu'est-ce que la tempérance ? — Quel est l'effet de cette vertu ? — A quelle règle doit elle être soumise ? — Dans quelle mesure faut-il prendre la nourriture ? — Quels sont les vices opposés à l'intempérance ? — Qu'est-ce que l'insensibilité ? — Est on coupable d'insensibilité lorsqu'on se prive pour son bien spirituel ?

Pourquoi l'intempérance est elle un vice très honteux ? — Pourquoi est-elle appelée vice *puéril* ? — Pourquoi la tempérance est-elle une vertu cardinale ? — Quelles sont les vertus qui s'y rattachent ? —

Qu'est-ce que l'abstinence ? — Quel en est le but ? — Comment se nomme l'acte de cette vertu ? — Pourquoi le eûne a-t-il été établi dans l'Eglise ? — Quel est le degré d'obligation des jeûnes prescrits par l'Eglise ? — En quoi consistent ces jeûnes ? — Qu'est-ce que la coutume permet d'y ajouter ? — La boisson est-elle interdite par la loi du

jeûne ? — Tous les liquides doivent-ils être considérés comme des boissons ? — Quels sont les jours de jeûne d'obligation ? — Qu'est-ce qui est prescrit les jours de jeûne par rapport aux aliments ? — Quelles sont les dispenses généralement accordées ? — Où trouve t on chaque année l'indication de ces dispenses ?

Comment s'appelle le vice opposé à l'abstinence ? — Qu'est-ce que la gourmandise ? — En combien de manières peut-on pécher par gourmandise ? — Expliquez cette réponse — Pourquoi la gourmandise est-elle un péché capital ? — Quelles sont les cinq filles de la gourmandise ? — Donnez la raison de cette réponse. — Quelle est la gravité du péché de gourmandise ?

Qu'est-ce que la sobriété ? — Quel vice lui est opposé ? — En quoi consiste l'ivresse ? — Quelle en est gravité ? — Qu'entendez-vous par la chasteté, considérée comme vertu générale ? — Qu'est ce que la chasteté proprement dite ? — Qu'est ce que la virginité ? — Quel rapport a-t-elle avec la chasteté ? — Comment s'appelle le vice opposé à ces deux vertus ? — En combien de manières peut on tomber dans ce vice dégradant ? — Comment Dieu le punit-il ? — Nommez les principales filles de la luxure ?

Quelle différence voyez-vous entre la clémence et la douceur ? — Rappelez la parole du Sauveur par rapport à la douceur ? — Quel vice lui est opposé ? — Qu'est ce que la colère ? — Est elle toujours un péché ? — Combien distingue-t-on de sortes de colère ? — Définissez ces diverses sortes de colère ? — Nommez les filles de la colère. — Quel est le vice contraire à la clémence ? — Que suppose la cruauté ?

Qu'est-ce que la modestie ? — Combien de vertus comprend-elle ?

En quoi consiste l'humilité ? Enumérez avec saint Benoit les douze degrés de l'humilité ?

Qu'est ce que l orgueil ? — Comment ce vice se mêle-t il à nos autres péchés ? — Quelles sont, d'après saint Grégoire le Grand, les quatre formes de l'orgueil ? — Mentionnez les douze degrés d'orgueil énumérés par saint Bernard. — Pourquoi l'orgueil est il de sa nature faute grave ? — Dans quel cas n'est il que péché véniel ? — Quel est le rôle que lui donne saint Grégoire parmi les péchés capitaux ?

Montrer que le péché du premier homme fut surtout un péché d'orgueil ? — En combien de manières peut-on ressembler à Dieu ? — Quel genre de ressemblance Adam et Eve voulaient ils obtenir ? — A quel point de vue Adam fut-il plus coupable que sa femme ? — Pour quels motifs le péché personnel commis par Eve fut il plus grave que celui d'Adam ? — Quelles furent les tristes conséquences du péché de nos premiers parents ? — Dieu abandonna-t-il

l'homme en permettant qu'il fut tenté ? — Quel gardien a-t-il placé à nos côtés ? — Que remarquez vous au sujet de la tactique de Satan ?

Qu'est-ce que la curiosité ? — De combien de manières tombe-t-on dans ce défaut ? Dans quelles circonstances diverses faut il pratiquer la modestie ? En quoi consiste la modestie dans le jeu ? Qu'est ce que l'eutrapédie ? Rappelez le trait de saint Jean et du chasseur.

Quelles sont les trois règles indiquées par saint Bernard par rapport aux jeux ? Que demande la modestie au sujet du vêtement ? De combien de manières peut on pécher contre cette vertu ? Enumérez les trois cas où l'on pèche pas excès.

Nommez les trois vertus opposées à ces trois défauts. Quelle est la manière tout opposée de pécher contre la modestie ?

—

CHAPITRE VIII. — *Divers genre de vie*

Quelles sont les deux sortes de vie auxquelles Dieu nous appelle ? Par quelles femmes de la Bible sont elles figurées au dire des interprètres ? Qu'entend-on par la vie mixte ? Qu'est-ce que la vie contemplative ? La contemplation est-elle un acte de l'intelligence, ou un acte du cœur ? Comment les vertus morales nous disposent-elles à la contemplation ? Enumérez les divers actes qui nous préparent à la contemplation ?

Est-il possible sur la terre de se séparer de la vie des sens ? Quels sont, d'après Richard de St Victor, les six degrés de la contemplation ?

Qu'est ce que la vie active ? Quelle vertu est appelée l'œil de cette vie ? Quand cesse l'exercice de la vie active ?

De ces deux vies qu'elle est la plus excellente ? Citez la parole de Jésus à Marthe. Dans quel cas, la vie active est-elle *préférable* à la vie contemplative ? Par quoi doit-on débuter ?

—

CHAPITRE IX. — *Etats de vie*

Qu'appelle-t-on un état ? Quels sont les deux principaux états de vie ? Qu'est-ce que l'état de liberté ? Qu'entend-on par l'état de servitude ? En quoi consiste la servitude dans l'ordre spirituel ? A quelles conditions l'âme possède t-elle la liberté ? Qu'est ce qui fixe l'homme dans un état de vie ? Quels sont les trois degrés de l'état de justice ?

La perfection est-elle de ce monde ? A quel degré de perfection pouvons-nous prétendre en cette vie ? Peut-on être parfait sans se trouver dans l'état de perfection ? Quels sont ceux qui vivent dans un état de perfection ? Pourquoi l'état

de perfection est-il ainsi appelé ? Qu'est ce qui caractérise la perfection ? En quoi consiste la perfection que nous pouvons posséder durant cette vie ? Quel est le premier degré de la perfection ? Quel en est le degré le plus élevé sur la terre ?

Pourquoi l'état religieux est-il ainsi nommé ? Comment cet état est-il un état de perfection ?

Quels sont les trois conseils évangéliques exigés par l'état religieux ? Pourquoi l'état de perfection suppose-t-il la pauvreté volontaire ? Pour quel motif la chasteté lui est elle indispensable ? Quels rapports y a-t-il entre cet état et la pratique de l'obéissance ? Par quoi doit être consacrée la pratique des conseils évangéliques ?

Quel est le premier devoir des religieux ? A quelles autres fonctions peuvent-ils s'appliquer ? Dans quel cas leur est-il permis de s'occuper des affaires du monde ? Quel but doivent-ils se proposer ? Peuvent-ils s'occuper de travaux manuels ? — mendier ? — vivre d'aumônes ?

Qu'est-ce qui distingue les divers instituts ? De quelles œuvres s'occupent les divers ordres religieux ? Quel est le genre de vie le meilleur ? Qu'est ce qui caractérise chaque institut à cet égard ? La vie solitaire est-elle plus parfaite que la vie commune ?

Les Congrégations religieuses peuvent-elles posséder des biens communs ? De quel abus doivent-elles se préserver ?

Quelles sont les deux catégories de personnes auxquelles la vie religieuse est utile ? Peut-on faire le vœu d'entrer en religion ? Comment doit se faire ce vœu ? Dans quelles conditions les enfants sont-ils admis en religion ? Dans quels cas ne peut-on pas embrasser l'état religieux ?

Peut on passer d'un Institut religieux dans un autre ? Quels divers motifs autorisent ce changement ?

Est-il bon d'exhorter une personne à embrasser la vie religieuse ? Dans quels cas cette invitation serait-elle répréhensible ?

Faut-il longuement délibérer pour savoir si on a la vocation religieuse ? Lorsqu'on est empêché par quelque obstacle, que faut-il faire ? Quel doit être le principal objet de nos délibérations, par rapport à la vie religieuse ?

TABLE DES MATIÈRES

MORALE SPÉCIALE

Pages

Division de la morale spéciale 225

PREMIÈRE SECTION

MORALE INDIVIDUELLE

Division de la morale individuelle 225

CHAPITRE I

La Foi

Article Ier. — *De la foi en elle-même.*

I. *Objet de la foi.* 226
II. *L'acte de foi.* 229
Acte intérieur de foi 229
Nature de l'acte de foi. 229
Nécessité de l'acte de foi 231
Etendue de l'acte de foi 232
Acte extérieur de foi 233
III. *La vertu de foi.* 234
Cause de la foi. 235
Effets de la foi. 235

Article II. — *Dons correspondant à la foi.*

I. *Du don d'intelligence* 236
II. *Don de science.* 237
III. *Accord de la raison et de la foi.* 238
La raison conduit à la foi 238
La foi et la raison ne sont jamais en contradiction . . . 239
La raison et la foi se perfectionnent et se complètent mutuellement 240

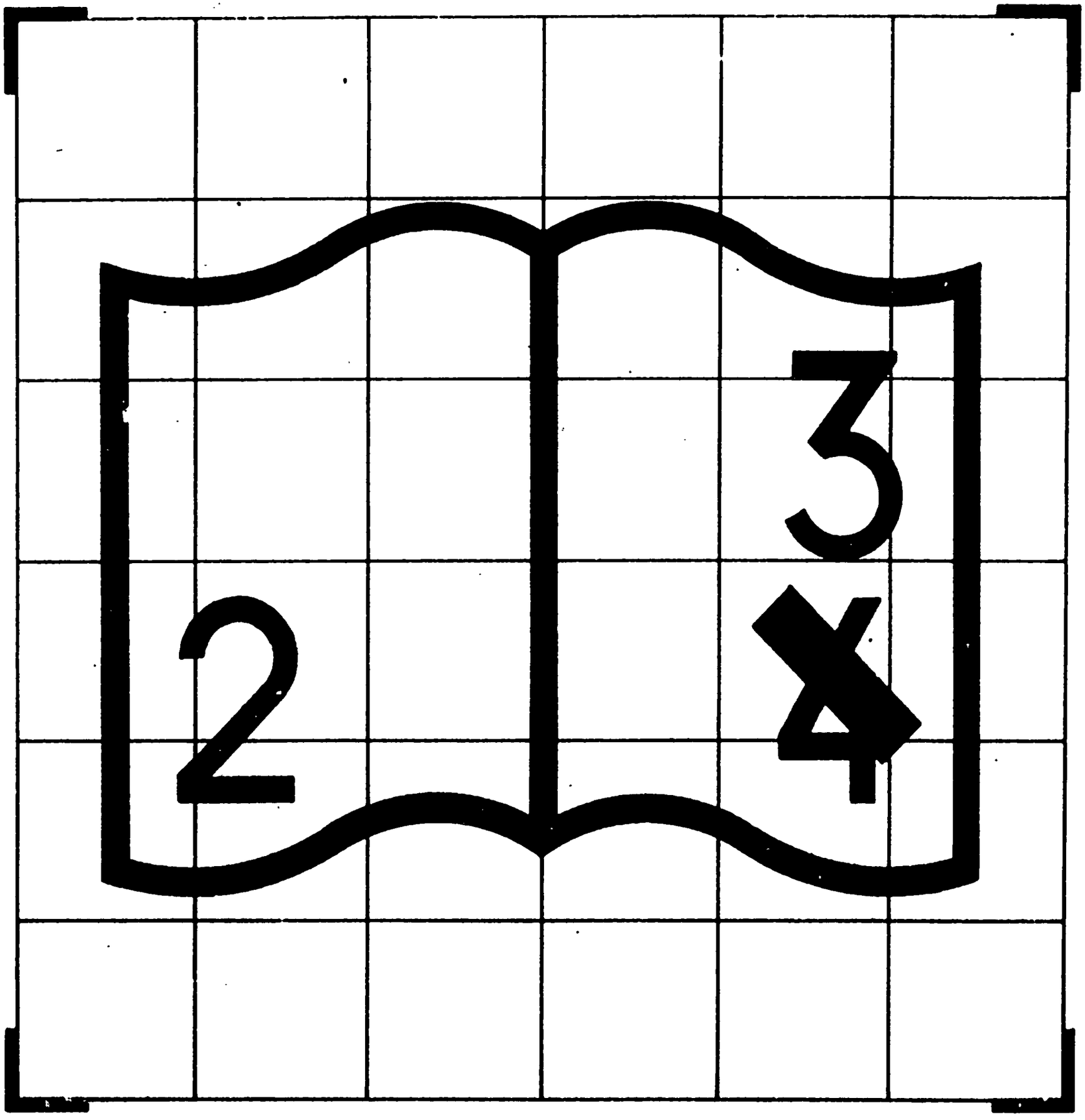
Article III. — *Vices opposés à la foi.*

I *De l'infidélité* 242
Infidélité privative et positive 242
Diverses sortes d'infidèles 243
Les païens 243
L'hérésie 245
L'apostasie. 245
II. *Le blasphème* 246
III. *L'ignorance.* 248

CHAPITRE II

L'Espérance

I. *Nature de l'Espérance* 249
II. *Fondements de l'Espérance chrétienne* 249
III. *De la crainte* 251
IV. *Péchés contre l'Espérance* 252


3
2
4

CHAPITRE III

LA CHARITÉ

I. *Nature de la Charité* 253
Excellence de la charité 253
Motifs de la charité 254
Degrés de la charité 255
Objet de la charité 256
II. *Fruits de la Charité* 256
Fruits intérieurs 256
1° La joie 256
2° La paix 257
3° La miséricorde. 258
Fruits extérieurs de la charité 258
1° Aumônes corporelles 259
2° Aumônes spirituelles 259
3° Devoir de l'aumône 260
4° De la correction fraternelle 260
III. *Vices opposés à la charité* 261
1° La haine. 261
2° La paresse 262
3° L'envie 263
4° La discorde. 263
5° La dispute 263
6° Le schisme 264
7° La guerre 264
8° La rixe 265
9° La sédition 265
10° Le scandale 265
IV. *Précepte de la charité* 266
V. *Don de sagesse* 267

CHAPITRE IV

LA PRUDENCE

I. *Diverses sortes de prudence* 268
II. *Facultés nécessaires à la prudence* 269
III. *Du don de conseil* . . . . . 270.
IV. *Vices opposés à la prudence* 270

CHAPITRE V

LA JUSTICE

ARTICLE Ier. — *Justice proprement dite*

I. *La justice et le droit* 272
II. *Le domaine et la propriété* 274
1° Diverses sortes de domaine 275
2° Objet du domaine de l'homme 276
3° Moyens d'acquérir la propriété 280
4° Le socialisme 282
III. *Diverses sortes d'injustices* 285
1° Injustice par action 286
Homicide 286

Morale Chrétienne

TROISIÈME PARTIE

MORALE SPÉCIALE

DEUXIEME SECTION

MORALE SOCIALE

En abordant cette dernière section de notre cours de *Morale chrétienne*, il nous parait bon de rappeler l'objet de nos précédentes études.

La première partie traitait de *l'Anthropologie* ou « de l'homme » dont la morale a pour but de diriger la conduite.

La seconde partie ou *Morale générale* s'occupe des principes généraux de la morale.

La troisième partie comprend deux sections.

L'une, appelée morale *indioiduelle*, nous fait connaître les actes bons que chaque homme est tenu d'accomplir et les actes mauvais que chacun doit éviter.

La seconde section, ou la morale *sociale*, est celle que nous allons étudier.

—o—

Que faut-il entendre par la morale *sociale* ? C'est la morale qui s'applique, non à chaque personne prise en particu-

lier, mais à un ensemble de personnes formant une *société*. La morale, telle que nous l'avons vue précédemment, était celle qu'on peut appeler *individuelle*, parce qu'elle trace à chaque *individu* les règles qu'il faut suivre pour pratiquer le bien.

Mais l'homme ne doit pas être considéré seulement comme un individu isolé qui a des devoirs à remplir envers Dieu et envers ses semblables. En vertu de sa destinée, il est appelé à être une partie de cet organisme moral qui s'appelle une *société*.

A ce titre, il a des devoirs nouveaux. L'ensemble de ces obligations, résultant pour l'homme de sa condition de membre d'une société, constitue la morale *sociale*.

Nous avons déjà distingué (page 128) trois sortes de sociétés, dont l'homme est appelé à être membre sur la terre ; la société *domestique*, la société *civile* et la société *religieuse*.

Nous nous occuperons successivement de ces diverses sociétés ; mais il importe auparavant d'en bien connaître les caractères généraux et d'en déterminer les principales sortes.

Notre cours de morale sociale embrassera donc un premier chapitre sur la *société humaine en général*, et traitera tour à tour, dans les chapitres suivants, de la société *domestique* ou la *famille* ; de la société *civile* ou l'*Etat* ; de la société *religieuse* ou l'*Eglise* ; un cinquième chapitre aura pour objet les *rapports de l'Eglise et de l'Etat* ; nous parlerons enfin dans un dernier chapitre des *Sociétés libres ou conventionnelles*.

CHAPITRE PREMIER

LA SOCIÉTÉ HUMAINE EN GÉNÉRAL

I

Eléments constitutifs d'une société

Nous avons déjà défini la société « *la réunion de plusieurs personnes qui, mettant en commun leurs forces indi-*

viduelles, se concertent pour obtenir une même fin, un même bien » (COURS DE MORALE CHRÉTIENNE, 2e partie, p. 138).

Il suffit de réfléchir quelques instants sur cette définition pour y trouver les quatre éléments constitutifs d'une société : 1° la *pluralité des personnes*, qui en sont les *membres* ; 2° *la recherche d'un même bien*, qui est la *fin* de la société ; 3° *l'union et le concert* de tous les membres mettant leurs forces en commun, ce qui assure l'unité de la société ; 4° la *participation* de chaque membre aux œuvres et aux ressources communes, participation qui procure à la société les moyens d'atteindre sa fin.

La société peut être comparée à un arbre ou mieux encore à un corps vivant.

Dans le corps humain, par exemple, on remarque d'abord la *pluralité des membres* ou des organes, les bras, les mains, les pieds, les yeux, les oreilles, la tête, le cœur, etc — Ces membres tendent tous au même *but*, qui est le développement, la conservation et l'exercice de l'activité du corps. — Ils sont unis les uns aux autres pour *mettre en commun leurs forces* et leurs aptitudes au profit du corps tout entier. — Enfin tous participent au bien-être de ce corps, comme à ses douleurs ; leurs diverses fonctions s'exercent au profit du composé humain.

II

L'autorité sociale

1. D'où vient l'union si étroite et si harmonieuse des diverses parties du corps humain ? Pourquoi chacune d'elles accomplit elle si merveilleusement son rôle ? Comment se fait-il que ses membres et ses organes, composés d'éléments si disparates, ne se désagrègent pas et qu'ils s'assimilent sans cesse les éléments qu'ils puisent dans l'air et dans la nourriture ?

Cette merveille est produite par l'influence de l'âme, à l'aide des *facultés végétatives* (COURS DE MORALE CHRÉTIENNE, *Anthropologie*, p. 24)

C'est à cette force mystérieuse qu'est due l'*unité* du corps humain ; c'est grâce à elle que ce corps procure au composé humain les précieux avantages qui résultent de l'union et de l'exercice de ses divers organes.

La société, avons-nous dit, est un *corps moral.* Elle a donc besoin elle aussi d'une force qui maintienne ses membres dans l'unité, qui en assure l'exercice normal et harmonieux. Cette force, c'est l'autorité sociale.

Que faut-il entendre par *l'autorité soeiale* ?

C'est le droit ou le pouvoir que possède la société d'obliger ses membres à accomplir ou à éviter certains actes.

La personne à qui appartient l'exercice de ce droit porte le nom de *supérieur* ou *chef* ; les autres membres de la sociélé, placés sous ses ordres, sont pour ce motif appelés *sujets*.

II. Est-il besoin de démontrer la nécessité d'une autorité sociale ?

1° Toute société suppose l'union de ses membres et la mise en commun de leurs forces. Cette union serait-elle réalisable, s'il n'y avait pas un chef pour assigner à chaque membre son rôle et sa fonction ? N'est-il pas évident que, pour conformer leur action aux exigences de l'intérêt commun, il faut que les personnes qui appartiennent à une société suivent toutes une même direction ? S'il en était autrement, chacune d'elles serait abandonnée au gré de ses caprices, elle n'aurait en vue que son propre intérêt ou sa satisfaction personnelle et le bien public, qui est la fin de la société, serait non seulement négligé, mais gravement lésé par ceux-là même qui avaient pour mission de le procurer.

Ainsi, sans une autorité qui gouverne ses membres, il est impossible à la société d'atteindre sa fin.

C'est ce que rappelle admirablement Léon XIII dans l'Encyclique *Diuturnum* sur « l'Origine du pouvoir public »

« La société ne peut, dit il, ni subsister ni même se concevoir s'il ne s'y rencontre un modérateur pour tenir la balance entre les volontés individuelles, ramener à l'unité ces tendances diverses et les faire concourir à l'utilité commune par leur bonne harmonie. Dieu a donc voulu qu'il y eût dans la société civile une autorité pour le gouvernement de la multitude. »

2° D'accord avec la raison et le bon sens, l'expérience proclame également qu'aucune société ne peut exister sans une autorité.

Parcourez tous les pays de l'univers, remontez le cours de l'histoire jusqu'à l'origine des âges, vous ne rencontrez pas de société normale constituée sans une autorité. Dans toute famille, dans toute cité, dans toute tribu, dans toute nation, il y a des chefs qui commandent, et qui assurent ainsi l'unité et la stabilité de la société.

Ce fait est d'autant plus remarquable et essentiel à l'ordre social que l'homme est naturellement porté à l'indépendance et qu'il n'accepte qu'à regret le joug de l'obeissance ; nouvelle preuve que la société ne peut exister sans une autorité.

III. En proclamant la nécessité de l'autorité sociale, nous ne prétendons pas affirmer que cette autorité réside dans une seule personne. Elle peut également résider dans un groupe de personnes ou dans une assemblée. Ce que nous avons voulu établir, c'est qu'une autorité, quel que soient d'ailleurs la forme qu'elle revêt et le nombre de ceux qui l'exercent, est indispensable au maintien de l'ordre et de l'unité de la société.

IV. L'autorité sociale, pour remplir sa mission, est investie d'un triple pouvoir : 1° le pouvoir *législatif* ; 2° le pouvoir *judiciaire* ; 3° le pouvoir *exécutif* ou *coactif*.

Le pouvoir législatif est le droit de faire les *lois* propres à procurer le bien social.

Le pouvoir judiciaire comprend le droit d'interpréter le vrai sens des lois, et celui de décider si les actions des membres de la société sont ou ne sont pas conformes à la loi.

Enfin le pouvoir *exécutif* ou *coactif* implique le droit d'infliger aux violateurs de l'ordre social des peines proportionnées à la gravité de leurs infractions ; il confère également le droit de recourir à la force publique pour contraindre à l'accomplissement de leurs devoirs sociaux les personnes qui refusent de les accomplir.

III

Destination sociale de l'homme

Monstrueuse doctrine d'Hobbes

Un sophiste anglais, Thomas Hobbes, né en 1588 à Malmesbury (Wiltshire) a prétendu que l'homme n'était pas

naturellement destiné à la société. D'après ce philosophe, qui s'est rendu particulièrement célèbre par l'audace de ses affirmations impies, l'autorité n'a d'autre source que la libre convention des hommes, et la société elle-même n'est qu'une invention humaine purement arbitraire.

Hobbes expose ce sentiment dans son livre du *Citoyen* qu'il fit paraître à Paris en 1642, et dans le *Léoiathan* qui en est la suite.

Ce philosophe y professe des doctrines aussi pernicieuses qu'étranges. Il prétend avec Calvin que la nature humaine est absolument mauvaise et corrompué, et que tout ce qui est en elle est mauvais.

Il ajoute que l'homme est nécessairement ennemi de son semblable, et que par conséquent sa condition naturelle c'est l'*état de guerre*.

Le moyen unique, d'après lui, de sortir de cette situation se trouve dans une convention permanente faite entre les hommes pour leur protection mutuelle. Par ce contrat, ils se cèdent tous mutuellement leur part d'autorité, d'où résulte le *pouvoir visible* qu'Hobbes désigne sous le nom de Leviathan (1). C'est ce pouvoir seul qui peut faire des lois, auquel il faut obéir. En dehors de ce qui est prescrit ou défendu par ces lois, il ne peut y avoir ni bien ni mal, ni droit d'aucune sorte.

Nous avons déjà réfuté dans notre Morale générale (p. 122 et 123). l'abominable doctrine de Hobbes sur le fondemént de la moralité.

Nous n'insisterons pas sur la fausseté des autres opinions subversives de ce sophiste dangereux.

Il est évident, par exemple, que si l'homme, par suite du péché originel, a des penchants pour le mal, sa nature n'est pas néanmoins complètement pervertie ; il a aussi des in-

---

(1) Ce mot hébreu signifierait d'après son étymologie, « Agglomération de serpents. » Il est plusieurs fois employé dans la Sainte Ecriture pour désigner un animal gigantesque dont le livre de Job fait la description et que l'on croit être le *crocodile*, ou la *baleine*.

Hobbes s'est servi de ce terme pour indiquer le détenteur de *l'autorité publique*, soit peut être parce qu'il le compare au plus grand animal connu, soit parce qu'il considère comme des serpents dangereux les hommes qui lui ont délégué leurs droits.

clinations de miséricorde, de bonté, de générosité et de dévouement.

De même l'état de guerre, quoique souvent occasionné par la diversité des intérêts, n'est pas la condition naturelle de l'homme, qui est, au contraire, enclin à vivre en paix avec son semblable, et naturellement sociable, c'est-à-dire destiné à vivre en société.

Voici en quels termes Hobbes ose, au début de son livre du *Citoyen* nier cette vérité que l'expérience proclame avec tant d'éclat

Parmi ceux, dit il, qui ont écrit sur les Républiques (les Etats) la plupart supposent que l'homme *est né pour la société*, et c'est sur ce fondement qu'ils ont élevé leur système politique.

» Cet axiome est faux, quoiqu'il soit admis par un grand nombre d'écrivains. Leur erreur provient d'une considération insuffisante de la nature humaine »

Voilà certes un étonnant paradoxe. Il nous sera facile d'établir, au contraire, que, plus on examine de près la nature humaine, plus on constate la destination de l'homme à la société.

Hobbes n'outrage pas moins le sens commun en prétendant, d'une part, que *Léviathan* tient son pouvoir de la cession que tous les membres de la société lui ont faite de leurs droits, et, d'autre part, qu'avant de transmettre ces droits, eux-mêmes n'en possédaient aucun. Quelle contradiction flagrante !

Ecoutez enfin les conclusions de ce démolisseur des principes sociaux.

Investi du pouvoir par les autres membres de la société, *Léviathan* le possède à jamais. Les souverains qui le représentent exercent une autorité *absolue* ; aucune loi ne les oblige eux-mêmes ; mais leurs sujets sont tenus de leur obéir en tout ; leur volonté devient l'unique règle du bien et du mal.

Ainsi la tyrannie et l'immoralité sont érigées en système. Les erreurs du *Césarisme* et du *Gallicanisme* naquirent de cette odieuse doctrine, sans en accepter toutefois les conséquences les plus monstrueuses. C'est ce qui explique la bienveillance du roi d'Angleterre Charles II pour Hobbes, qui s'attachait à flatter dans ses écrits les passions et les caprices des princes.

Système de Jean-Jacques Rousseau

Jean-Baptiste Rousseau (1) attaque vivement la destination naturelle de l'homme à la vie sociale ; mais il part d'un principe diamétralement opposé. D'après Hobbes, la nature humaine est essentiellement mauvaise, et les hommes n'ont constitué une autorité sociale que pour en réprimer les écarts. Au contraire, pour Rousseau, l'homme est naturellement bon, et c'est la société qui le pervertit. « Tout est bien, dit-il, sortant des mains de l'auteur des choses ; tout dégénère entre les mains de l'homme » — « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers. »

De ces principes le philosophe de Genève conclut qu'il faut séparer l'enfant de toute société, pour qu'il n'ait aucun rapport avec ses semblables. Cet isolement sera le secret de sa bonne éducation. De plus, puisque c'est la société qui ravit à l'homme sa liberté, celui ci doit se soustraire à ce joug néfaste et conquérir de nouveau son indépendance primitive.

Qui croirait que ces extravagances ont séduit la société du dix-huitième siècle et que les doctrines absurdes et si souvent contradictoires de Rousseau ont été longtemps l'Evangile des politiciens ?

Ce résultat est d'autant plus inexplicable que Jean-Jacques Rousseau n'avait pas craint de faire connaître, dans ses *Confessions*, toutes les bassesses de sa vie, qui ne fut qu'un tissu de honteuses aventures.

Louis Veuillot a donné de cet homme néfaste un remarquable portrait.

« Dans un galetas, au fond d'une rue bourbeuse de Paris, vivait ignoblement un déclamateur, malade d'orgueil, doublement étranger à la France par son origine et par sa religion. Il affectait de ne vouloir vivre que du travail de ses mains; mais il acceptait des aumônes qui le mettaient en état de goûter le plaisir auquel peut-être il s'est montré le plus sensible, celui d'être ingrat. Son taudis était fréquenté d'un petit nombre de pamphlétaires encore obscurs, fabricants aussi de livres prohibés, et qui prétendaient, comme le maître du lieu, ramener l'honneur et la probité sur la terre, Ils le trouvaient fou et se moquaient de lui ; lui les jugeait traîtres, menteurs et lâches, et les haïssait.

» Un jour, des longues rêveries de sa haine, de sa jalousie et de son orgueil, amalgamées par le sophisme dans les ténèbres de son

---

(1) Jean-Jacques Rousseau, né à Genève en 1712, mourut à Ermenonville, près Paris en 1778, quelques mois après Voltaire

esprit, se forma un livre arrogant, passionné, absurde, qu'on se passa bientôt de main en main Tout ce qui savait lire le lut et l'admira. C'était l'Evangile de la destruction, qui allait remplacer en Europe l'Evangile de Dieu, déchiré par Voltaire et renié par la France.

» L'écrivain se nommait Rousseau. le livre était intitulé le *Contrat Social* ; il parut en 1752 et valut à l'auteur la protection, ou pour mieux dire, la complicité de Malesherbes. Quarante ans après, ce livre était le manuel de Robespierre ; et les assemblées révolutionnaires, ce livre en main, sapaient, renversaient, détruisaient si bien dans la vieille France, que, depuis lors la société n'y a plus d'abri, plus de boussole et qu'elle ignore même s'il lui reste un avenir. »

Le principal objectif du *Contrat Social*, si justement flétri par Louis Veuillot, c'est de renverser la société. Rousseau s'efforce de montrer qu'elle n'est pas l'œuvre de la nature ni par conséquent de Dieu, mais qu'elle résulte seulement d'un contrat ou convention entre les hommes, qui ont le droit de défaire à leur gré leur propre ouvrage. Voici son étrange manière d'expliquer l'origine de la société civile :

« Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire : « *Ceci est à moi* », et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux et comblant le fossé, eût crié à ses semblables : « Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne. »

Ainsi parle Rousseau dans son *Discours sur l'origine de l'inégalité des conditions* ; il y proclame les principes du communisme et voit dans la *propriété* la cause de la société civile.

Les doctrines que cet écrivain expose dans l'*Emile* sont dirigées contre les principes fondamentaux de la morale ; elles ne sont pas moins perfides que celles du *Contrat social*.

De nos jours encore beaucoup de maîtres de l'Université vont puiser leurs inspirations dans les écrits de Rousseau, dont la plupart de nos hommes politiques se font gloire d'adopter les principes les plus contradictoires.

Rousseau prétend que la société civile, qu'il regarde comme le fruit d'une simple convention, « ne devient légitime qu'autant que « chaque membre *n'obéit qu'à lui-même* et *reste aussi libre* qu'auparavent »

Il ajoute que le pouvoir suprême se trouve dans la *volonté générale* du peuple et n'en peut être séparé.

Mais comment connaître la volonté générale du peuple ? Comment chaque membre peut-il n'obéir qu'à lui-même, si sa volonté n'est pas d'accord avec cette volonté générale ? Comment peut-il rester aussi libre qu'auparavant, s'il est tenu, comme l'entend Rousseau, de se soumettre à la volonté générale ?

Voilà tout autant d'absurdités qu'implique le système de Rousseau.

« Quand il arrive, écrit-il dans le *Contrat social*, que le peuple institue un gouvernement héréditaire, soit monarchique dans une famille, soit aristocratique dans un ordre de citoyens, ce n'est point un engagement qu'il prend ; c'est une forme provisionnelle qu'il donne à l'administration jusqu'à ce qu'il lui plaise d'en ordonner autrement. »

C'est mettre l'autorité à la merci des intrigues, des coups de force et des caprices populaires ; c'est détruire la stabilité sociale.

Nous reviendrons sur ces théories de Rousseau, en parlant de la société civile. Nous avons maintenant à établir la destination sociale ou sociabilité de l'homme.

Preuves de la sociabilité de l'homme

L'Eglise catholique, la raison et l'expérience des siècles proclament hautement la destination sociale de l'homme.

1. Ecoutons d'abord l'exposé de la doctrine catholique.

« Ce qui réunit les hommes pour les faire vivre en société, dit Léon XIII dans son encyclique *Diuturnum* c'est *la loi de la nature*, ou plus exactement la volonté de Dieu, auteur de la nature. C'est ce que prouvent avec évidence et le don du langage, instrument principal des relations qui fondent la société, et tant de désirs qui naissent avec nous, et tant de besoins de premier ordre qui resteraient sans objet dans l'état d'isolement, mais qui trouvent leur satifaction dès que les hommes se rapprochent et s'associent entre eux »

Léon XIII exprime la même doctrine dans l'Encyclique *Immortale Dei* sur la constitution chrétienne des Etats.

« La nature a disposé l'homme à vivre dans la société civile ; car puisqu'il ne peut, dans l'isolement, ni se procurer ce qui est nécessaire et utile à la vie, ni acquérir la perfection de l'esprit et du cœur, la divine Providence l'a fait naître pour s'unir avec ses semblables en une société *domestique* et *civile* seule capable de fournir ce qui est nécessaire à la perfection de la vie. »

II. Léon XIII, en nous faisant connaître la doctrine catholique dans les paroles qu'on vient de lire, y rappelle également les principales raisons qui démontrent notre sociabilité naturelle.

1° La *faculté du langage*, qui distingue l'homme des animaux, ne peut avoir d'autre raison d'être que sa destination à vivre en société et à communiquer avec ses semblables. D'autre part la sagesse divine pouvait-elle conférer un don si merveilleux à des créatures qui ne seraient pas appelées à s'en servir ?

2° Il y a dans l'homme une foule de désirs et de sentiments qui impliquent sa destination sociale. Tel est d'abord le désir de vivre en société, ou sentiment de la sociabilité, dont l'expérience constate l'universalité ; tels sont encore les désirs de la gloire, de la réputation, de l'honneur, qui seraient inexplicables si l'homme n'était pas fait pour la vie sociale. Que signifieraient les nobles sentiments de la piété filiale, du patriotisme, de la justice, du dévouement, de la charité, si l'auteur de notre nature n'avait pas voulu associer notre existence à celle d'autres personnes comme nous ?

3° Les *besoins* de toute sorte auxquels nous sommes assujettis démontrent d'une manière plus frappante encore notre destination sociale.

Nos besoins corporels la manifestent clairement. Le secours d'autrui est indispensable à l'homme pour sa conservation et pour sa défense. Il est évident qu'il ne peut se suffire à lui-même, quoi qu'en ait dit Jean-Jacques Rousseau.

Abandonnez le petit enfant à ses propres forces : où trouvera t-il la nourriture qui lui est nécessaire ? Qui lui procurera des vêtements et un abri pour se préserver des intempéries du dehors ? Privé des soins de ses parents, il sera fatalement condamné à périr. Le vieillard et le malade ne peuvent pas davantage se passer des secours d'autrui.

Quant à l'homme fait, même lorsqu'il est plein de santé, comment pourrait-t-il, s'il est isolé, satisfaire tous ses besoins corporels ? Les aliments dont il se nourrit ne sont pas, comme ceux des animaux, préparés par la nature. Le blé doit être cultivé et subir de nombreuses opérations successi-

ves pour devenir du pain. Les vêtements dont l'homme a besoin pour se couvrir, les habitations qui lui servent de refuge, exigent un labeur industriel considérable. Prétendrez-vous qu'une seule et même personne peut préparer ses aliments, faire ses vêtements, construire sa maison, sans compter la fabrication des ustensiles et des outils nécessaires pour ces divers travaux? Evidemment ce serait vouloir l'impossible.

Faut-il ajouter que l'homme seul, « à l'état de nature », comme l'appelle Jean-Jacques Rousseau, aurait à se défendre contre les bêtes sauvages dont il serait fatalement la victime, s'il se trouvait abandonné à ses propres forces?

Quoiqu'il soit l'ouvrage privilégié du Créateur, il n'a pas des fourrures naturelles pour se couvrir, des cornes ou des ongles pour se défendre; il n'atteint pas avec la même rapidité le développement qui permet aux animaux de se mouvoir et d'agir par eux-mêmes; son instinct est loin d'avoir la même perfection; mais il a, en échange, deux ressources incomparables, la *raison* et la *société*.

Que sera ce si nous parlons de ses besoins *intellectuels* et *moraux*?

N'est-il pas évident que la vie de l'homme consiste surtout dans l'exercice de ses deux facultés par excellence, l'intelligence et la volonté?

Mais quel est le moyen de perfectionner ces deux facultés? L'expérience établit que ce résultat ne peut être obtenu que par l'éducation, en d'autres termes par l'influence sociale.

Ainsi nos besoins intellectuels et moraux, comme ceux de notre corps, attestent que nous sommes créés pour la vie sociale.

III. Cette sociabilité des hommes est du reste un fait d'expérience que tout observateur constate dans tous les temps et dans tous les pays.

Le prétendu contrat social d'Hobbes et de Rousseau est une hypothèse chimérique, dont il est impossible de rencontrer la moindre trace dans l'histoire.

Au contraire, même dans les premiers âges du monde, même chez des peuplades les plus reculées, on remarque une organisation sociale très caractérisée; on y trouve des familles, des tribus, des populations distinctes, toutes constituées en société.

Ce fait est indéniable. Il est universel. Il ne peut donc avoir d'autre cause que la nature elle-même, qui porte les hommes à vivre en société.

Cette démonstration paraît tellement péremptoire que nous nous demandons si les sophistes qui ont attaqué la sociabilité de l'homme écrivaient avec bonne foi; leurs contradictions incessantes permettent de supposer avec vraisemblance que ces ennemis de la société étaient plutôt des mystificateurs qui, pour réaliser leur desseins pervers, ne craignaient pas de couvrir du masque d'une rhétorique hypocrite et séduisantes les mensonges les plus audacieux et les plus abominables erreurs.

C'est parce que l'homme est créé pour la société que Dieu lui a donné comme loi fondamentale le précepte de la charité, qui embrasse à la fois l'amour de Dieu et l'amour du prochain.

Sociétés nécessaires à l'homme

Il est donc établi que l'homme est fait pour vivre en société. Mais quelle est la société dont le Créateur le destine à faire partie? Est-elle indéterminée et laissée à son libre choix, ou bien la nature, en l'appelant à la vie sociale, lui désigne t-elle une société déterminée à laquelle elle le fait agréger?

I. Au jour de sa naissance, le petit enfant devient à son insu membre d'une société formée autour de son berceau et qui s'appelle la société domestique ou la famille.

Cette société nous apparaît dès l'origine du monde et nous la retrouvons sans cesse dans tous les temps et dans tous les pays. Elle survit à toutes les vicissitudes, elle existe dans tous les climats.

Il en faut conclure qu'elle est formée par la nature elle même, et que par conséquent, l'homme est tout d'abord destiné à appartenir à cette société primordiale, indispensable pour la propagation du genre humain et pour l'éducation des hommes.

Dieu lui-même en est l'auteur. Il la forma lorsque, après avoir crée le premier homme, il lui donna pour compagne la première femme, en disant : « Il n'est pas bon que l'hom-

me soit seul ; donnons-lui une aide qui lui soit semblable. »

II. Cette première société ne suffit pas à l'homme, elle est imparfaite et, pour satisfaire ses divers besoins, il lui faut une autre société plus étendue, formée par l'union de plusieurs familles qui se groupent pour leur conservation et pour leur défense mutuelle.

Aucune famille en effet n'est capable de réunir à la fois toutes les industries et tous les arts nécessaires au bien-être de l'existence. La paix d'ailleurs serait impossible entre les diverses familles, si elles ne formaient pas une société dont le chef a pour mission de sauvegarder les intérêts communs et de juger les différends survenus entre ses membres.

Cette société formé par l'union de plusieurs familles, s'appelle la *Cité*, du latin *civitas*, et les membres qui la composent portent le nom de « citoyens ». Quoique moins essentielle à l'homme que la famille, elle est cependant réclamée par la nature et on en constate le fonctionnement dans tous les pays comme à toutes les époques de l'histoire.

Dans la cité constituée se trouvent concentrés les biens et les industries nécessaires à ses membres et ainsi énumérés par Aristote : les *agriculteurs* qui procurent les aliments ; les *artisans* de toute sorte pour le bâtiment, l'habillement, etc ; les *soldats*, chargés de la défense commune ; les *riches*, qui fournissent les ressources indispensables ; les *prêtres*, appliqués à la prière et intermédiaires entre Dieu et le peuple ; les *magistrats* qui protègent tous les intérêts et jugent les différends entre les citoyens.

La divine Providence d'ailleurs, pour favoriser l'organisation de la société, a donné aux citoyens qui la composent des aptitudes diverses et des goûts différents : l'un, selon la réflexion de Dante, apporte en naissant de l'attrait pour la législation, l'autre l'amour des fonctions sacrées ; celui-ci le goût des arts mécaniques ou libéraux ; celui-là naît navigateur ou aviateur. Grâce à cette variété d'aptitudes et d'inclinations, la cité procure à ses membres tous les secours propres à satisfaire leurs divers besoins.

III. Le titre de *Cité* désigne, dans la morale sociale, une société civile, formée d'un grand nombre de familles et possédant tout ce qui est nécessaire à son bien-être et à sa défense. On donne plus communément ce nom à la ville

habitée par les familles qui composent la cité proprement dite.

La véritable cité est une société complète et indépendante, comme l'étaient au moyen âge les Républiques italiennes : c'est ce qu'en d'autres termes on appelle un *Etat*.

Au-dessous de la cité, il y a le *village* et la *commune*. Celle-ci forme une société proprement dite, mais dépendant d'une société plus étendue, telle que la *province*, la *principauté*, le *royaume*, l'*Empire*. La province est généralement formée de plusieurs communes, le royaume ou la principauté comprend plusieurs provinces et l'Empire embrasse parfois plusieurs royaumes.

Nous compléterons ces explications dans le chapitre spécialement consacré à la société civile. Il nous suffit maintenant d'établir que cette sorte de société est nécessaire au bonheur temporel de l'homme et qu'elle est, par conséquent, voulue de Dieu, auteur de notre nature.

Plus une société civile est étendue, dit saint Thomas, plus elle offre d'avantages aux citoyens qui la composent. Ainsi s'explique le groupement progressif des familles en communes, des communes en provinces, des provinces en royaumes et en empires.

IV. Voilà déjà deux sociétés nécessaires à l'homme : la *famille*, et la *société civile* formée d'une réunion de familles. Elles sont toutes les deux *naturelles*, en ce sens que la nature humaine, ou plutôt son Créateur, a destiné l'homme à faire partie de ces sociétés.

Il est une troisième société encore plus indispensable à notre bonheur : c'est l'*Eglise*.

La famille et la société civile ont pour but immédiat la félicité *temporelle* de leurs membres, l'Eglise a pour *fin* leur bonheur éternel.

Cette dernière société n'est pas, comme les deux précédentes, une société naturelle, elle est *surnaturelle*. Elle n'est ni l'œuvre de la nature, ni le produit de la volonté humaine ; elle est l'œuvre même du Dieu fait homme, de JÉSUS-CHRIST qui l'a établie pour conduire à leur véritable destinée les hommes dont il était devenu le frère et qui ne pouvaient, ainsi que nous l'avons expliqué dans la première

partie de notre *Cours de Morale* (p. 91), parvenir au bonheur à l'aide de leurs facultés naturelles.

Une société naturelle ne pouvait pas davantage obtenir ce résultat : il fallait une société surnaturelle et JÉSUS-CHRIST l'a établie et organisée lui-même en promettant de demeurer avec elle jusqu'à la consommation des siècles.

« Hors de l'Eglise point de salut » L'homme ne peut pas atteindre sa fin suprême, qui est la jouissance de Dieu dans le ciel, sans faire partie de l'Eglise et c'est pourquoi cette société incomparable doit s'étendre dans l'univers tout entier et se prolonger jusqu'à la fin des temps.

IV

Principales sortes de sociétés

Pour compléter cette étude sur la société en général, rendons-nous compte des diverses sortes de sociétés humaines.

I. Distinguons d'abord les sociétés *simples* et les sociétés *composées*.

Une société est simple, lorsqu'elle est formée par la réunion d'un certain nombre d'individus qui en sont les membres.

Une société *composée* est constituée par l'ensemble non de plusieurs individus, mais de plusieurs sociétés ou personnes morales.

Ainsi la famille est une société *simple*, parce que le père, la mère, les enfants et tous les membres qui en font partie ne sont que des individus.

La société civile au contraire est *composée*, parce qu'elle a pour éléments ou membres immédiats non de simples individus, mais des familles et des communes ou groupes de personnes dont l'ensemble constitue ce genre de société.

Les sociétés simples ne perdent pas leur autonomie en s'unissant pour former une société composée. Les familles qui s'agrègent à la société civile, conservent leur fin spéciale. Elles sont dirigées par la même autorité ; leurs membres conservent les mêmes droits et sont tenus aux mêmes devoirs ; l'Etat, dont elles font partie, n'a d'autre mission que d'en être le gardien et le protecteur.

II. Au point de vue de son origine, la société peut être *naturelle*, *surnaturelle* ou *libre*.

Elle est *naturelle* si l'homme doit en faire partie en vertu de sa nature. Dans ce cas, elle a pour véritable fondateur Dieu, considéré comme auteur de l'ordre naturel. Nous avons déjà montré que la famille et l'Etat sont des sociétés naturelles.

La société *surnaturelle* est établie par Dieu, envisagé comme fondateur de l'ordre *surnaturel*, ordre supérieur à la nature, qui ne saurait prétendre à y parvenir par ses propres forces.

La société *libre* provient de la libre volonté des hommes. Elle doit toujours se proposer une fin honnête, et ceux qui en font partie s'y agrègent de leur plein gré, sans y être amenés par les exigences de la nature humaine.

III. Au point de vue des *moyens* dont elle dispose, la société est *parfaite* ou *imparfaite*.

La société *parfaite* possède par elle-même tous les moyens nécessaires pour atteindre sa fin ; la société *imparfaite* n'obtient ce résultat, qu'en se rattachant à une société d'ordre supérieur, qui la complète et la perfectionne. Ainsi la famille est une société *imparfaite* parce qu'elle a besoin du concours de l'*Etat* pour assurer la protection et le bien-être temporel de ses membres ; de plus, pour procurer leur félicité éternelle, elle doit recourir à l'*Eglise*, l'unique dépositaire des moyens de salut offerts à l'humanité.

IV. Certains philosophes distinguent les sociétés *égales* et les sociétés *inégales*.

Ils appellent société *égale* celle dont l'autorité sociale réside dans la collectivité tout entière, dans la réunion de tous ses membres.

Ils nomment *inégale* toute société dont l'autorité réside dans une ou plusieurs personnes auxquelles les autres sont soumises : telle est, par exemple, la société domestique.

Dans la société égale, l'autorité ne peut s'exercer que par l'unanimité de ses membres, ou par des assemblées dont tous se sont engagés à respecter les décisions.

CHAPITRE II

LA FAMILLE

La société à laquelle l'homme est tout d'abord destiné s'appelle la *famille* ou *société domestique*, du latin *domus* « maison », parce que c'est dans la maison que cette société se trouve renfermée.

La famille est constituée tout d'abord par le *mariage*, ou union légitime de l'homme et de la femme ; elle se développe par l'union des *parents* avec leurs *enfants* ; elle se complète par les *serviteurs* ou *domestiques* appelés à rendre à la famille les divers services nécessaires à son bon fonctionnement. Il est facile de distinguer, dans la famille, les quatre éléments d'une société :

1° la multiplicité des *personnes* : d'abord les deux *époux* ou les *parents*, ensuite les *enfants* et les serviteurs ;

2° la *recherche d'un même bien* ; la famille a pour fin la bonne éducation des enfants et la prospérité commune.

3° *l'union des efforts* de tous, sous l'*autorité du père*, chef de la famille ;

4° la participation de tous aux biens de la famille, comme à ses épreuves.

Les principales questions qui concernent la société domestique peuvent se rattacher à cinq articles :

1° Le Mariage ; 2° Devoirs des époux ; 3° Obligations des parents ; 4° Devoirs des enfants ; 5° Devoirs réciproques des maîtres et des serviteurs.

ARTICLE 1er

LE MARIAGE

Le mariage « est l'union légitime de l'homme et de la femme, associés ensemble pour mener une vie commune et pour élever des enfants. »

On voit par cette définition que la famille ne saurait exister sans le mariage qui en est la condition première.

L'*homme* où *père* est le chef de la famille ; il est aidé dans l'accomplissement de sa mission par la *femme*, qui est sa compagne et qui est appelée à remplir les fonctions si délicates d *mère*.

La famille ne serait pas complète sans les enfants que Dieu lui envoie et qui doivent être l'objet principal des sollicitudes du père et de la mère.

Notre étude sur le mariage comprend : 1° les *caractères* du mariage ; 2° les empêchements du mariage ; 3° la préparation au mariage ; 4° la célébration du mariage ; 5° l'excellence de la virginité.

I

Caractères du mariage

Trois caractères distinguent l'union du mariage : la *sainteté*, l'*unité* et l'*indissolubilité*.

1. Sainteté

Le mariage est saint dans son origine, puisque c'est Dieu lui-même qui l'a établi, après avoir créé le premier homme et la première femme. Aussi a-t-il été regardé chez tous les peuples comme un acte sacré, auquel devaient présider les cérémonies de la religion.

Cette sainteté du mariage est bien plus manifeste encore chez les Chrétiens. JÉSUS-CHRIST a voulu élever l'union du mariage à la dignité de sacrement, et l'on sait que, parmi les choses saintes, les Sacrements tiennent la première place.

Telle est même la sainteté du sacrement de mariage que le divin Sauveur l'a choisi comme le symbole de l'alliance incomparable qu'il a contractée avec son Eglise

Les sectaires ont donc outragé indignement la foi catholique, lorsqu'ils ont prétendu soustraire le mariage à l'influence de la religion, et en faire une simple alliance civile, contractée en présence du maire d'une commune.

Dès lors que, pour les chrétiens, le mariage est un sacrement, c'est à l'Eglise seule qu'il appartient de régler les conditions dans lesquels il doit s'accomplir. L'Etat commet une usurpation manifeste, lorsqu'il s'arroge le droit de les déterminer lui-même.

Conséquemment, la formalité connue sous le nom de mariage civil est, pour tout catholique, absolument sans valeur. L'Eglise exige en effet que le consentement des époux soit

donné en présence « de leur prêtre », c'est-à-dire de leur curé ou d'un autre ecclésiastique par lui délégué.

II. Unité

L'unité du mariage exige que le mari n'ait qu'une seule épouse, et que la femme n'ait qu'un seul époux.

La loi mosaïque tolérait qu'un homme eut plusieurs femmes ; mais JÉSUS-CHRIST a ramené le mariage à la pureté de son institution primitive, en imposant à tous les chrétiens la parfaite unité du mariage.

Toutefois, après la mort de l'un des deux époux, celui qui lui survit peut légitimement contracter une nouvelle alliance.

Inutile de faire observer que cette unité du mariage est une condition nécessaire de la paix et du bonheur de la famille. Supposez à un même foyer la présence simultanée de plusieurs femmes, que de jalousies ! Quelle cause continuelle de troubles et de dissensions !

III. Indissolubilité

Le troisième caractère du mariage, c'est l'*indissolubilité*, ou propriété en vertu de laquelle aucune puissance ne peut rompre le lien du mariage. Dès que cette union est contractée, la mort seule peut la détruire.

Ce caractère du mariage remonte à l'origine même de cette institution ; il est dans la nature des choses, bien que la loi mosaïque ait toléré, dans quelques rares circonstances, le divorce ou séparation des époux, à cause, dit l'Evangile, de la dureté du cœur des Juifs.

Chez les Chrétieus, cette séparation est entièrement proscrite et ne peut jamais être autorisée.

La raison seule nous révèle l'indissolubilité naturelle du mariage. Que deviendraient les enfants, si les époux pouvaient se séparer au gré de leurs caprices ?

Etant donnée l'inconstance de la nature humaine, l'homme et la femme ne songeraient qu'à contracter une alliance nouvelle; l'intérieur de la maison serait sans cesse troublé par des dissenssions et par des querelles; les époux, ayant d'autres aspirations, ne s'attacheraient pas l'un à l'autre. Leur continuelle pensée serait de tenter un essai nouveau.

N'est-il pas évident que, dans des conditions pareilles, la famille n'aurait point de stabilité, ou plutôt qu'il n'y aurait pas de famille ?

Aussi le *divorce*, qu'on a malheureusement introduit dans certaines législations, est un outrage au bon sens, à la famille et à la foi chrétienne.

Dans certains cas, l'Eglise, pour des motifs légitimes, autorise la séparation momentanée des époux ; mais le lien du mariage subsiste toujours et l'on ne peut jamais, sous aucun prétexte, être autorisé à contracter une alliance nouvelle, tant que les deux conjoints sont vivants.

II

Empêchements du mariage

Le mariage, enchaînant l'existence tout entière, demande beaucoup de réflexion et de préparation. Les personnes qui désirent contracter ce lien, pour former ensemble une famille, doivent s'assurer avant tout qu'aucun empêchement ne s'y oppose.

Il y a deux sortes d'empêchements qu'il importe de bien distinguer : les empêchements *dirimants* et les empêchements *prohibitifs*.

Empêchements dirimants

Les empêchements *dirimants* ont pour effet de rendre le mariage nul de plein droit, si on essaie de le contracter sans une dispense légitime.

Nous faisons connaître les principaux :

1° La *parenté*, qui comprend la *consanguinité* ou parenté proprement dite, et l'*affinité* ou parenté provenant du mariage d'un parent.

Elle est un empêchement jusqu'au quatrième degré canonique, qui est considéré comme le huitième par le code civil français.

Voici comment on compte ces degrès :

Deux *frères* sont au premier dégré de *consanguinité*, parce qu'il n'y a qu'un degré entre chacun d'eux et leur père commun, de qui vient leur parenté.

De même, deux *beaux-frères* ou deux *belles-sœurs* sont au premier degré d'*affinité*.

Deux *cousins germains* sont au *second* degré de *consanguinité*. Pour le même motif, le second degré d'affinité existe entre une personne et la femme de son cousin germain, ou le mari de sa cousine germaine.

C'est au *troisième* degré que se trouvent les cousins issus de germains, et leurs enfants seront cousins au quatrième degré; il y a, en effet, trois degrés dans le premier cas, et quatre dans le second cas, entre ces cousins et leur arrière grand-père commun.

Le code civil français compte les degrés des deux côtés, et l'addition indique le degré où l'on se trouve.

Ainsi deux frères, à ses yeux, sont au *second* degré, l'oncle et le neveu au *troisième*, les cousins germains au *quatrième*, les cousins issus de germains au sixième.

Au point de vue ecclésiastique, on dit que l'*oncle* et le *neveu* se trouvent du *premier* au *second* degré.

L'empêchement de parenté s'étend à la parenté spirituelle contractée par les parrains et les marraines qui présentent des enfants au sacrement de baptême ou de confirmation. Le parrain ne peut, sans dispense, se marier ni avec sa *filleule* ni avec la *mère de sa filleule* ; la marraine contracte un empêchement analogue à l'égard de son filleul et du père de ce filleul.

2° L'*infidélité*. Les chrétiens ne peuvent pas se marier avec les *païens* ou les juifs, qui n'ont pas reçu le baptême.

3° Le *défaut de consentement*. Le mariage est essentiellement un acte libre. Il serait nul si l'un des contractants refusait d'y consentir. Il le serait aussi s'il y avait erreur de personne. Vous croyez, par exemple, vous marier avec Berthe ; au moment du mariage c'est Rose qu'on amène subrepticement à sa place : le mariage est sans valeur.

4° L'*engagement dans les ordres sacrés* ou la profession religieuse dans un ordre reconnu par l'Eglise comme un ordre à vœux *solennels*.

Les instituts de femmes qui se trouvent en France ne sont pas de ce nombre; ils sont considérés comme instituts à vœux simples.

Inutile de rappeler que le mariage étant indissoluble, une alliance serait nulle si on la contractait avec une personne déjà mariée régulièrement, alors même que les tribunaux civils auraient prononcé son divorce.

5° La *clandestinité*. On appelle mariages *clandestins* ceux qu'on essaierait de contracter sans les formalités rigoureusement prescrites par le Concile de Trente.

Ces formalités exigent la présence du *curé* (ou d'un ecclésiastique par lui délégué) et de deux autres témoins.

En conséquence, le prétendu mariage que des chrétiens font à la mairie est un acte nul de plein droit; il ne peut avoir d'effet qu'au point de vue de l'inscription sur les registres de l'état civil.

Tous les empêchements que nous venons de rappeler ont été établis pour le bien des familles et de la société civile et religieuse. Il en est toutefois qui ne sont pas absolument imposés par la loi naturelle. L'Église peut donc en dispenser pour des raisons graves; mais, comme tous ces empêchements sont établis pour de justes causes, il vaut mieux en général s'abstenir que d'en demander dispense.

Empêchements prohibitifs

Les empêchements prohibitifs sont ceux qui, sans rendre le mariage nul, interdisent de le contracter ; si on enfreint cette défense, on pèche, mais on est réellement marié.

Parmi ces empêchements, on doit compter le *défaut des bans*, qu'il est prescrit de faire publier trois fois au prône de la messe paroissiale; l'*opposition des parents*, dont la déférence fait un devoir de suivre les prescriptions en une circonstance si grave; le *temps prohibé*, ou l'Avent et le Carême, époques pendant lesquelles la célébration des mariages est interdite; les *fiançailles* ou la promesse qu'on aurait faite à une autre personne de l'épouser : le *vœu de chasteté*, le vœu d'entrer en religion, et tout état de vie incompatible avec le mariage.

Il est également interdit aux catholiques de se marier avec des *hérétiques*, tels que sont les protestants, les francs-maçons.

III

Préparation au mariage

Bien s'assurer qu'il n'existe pas d'empêchement au mariage, dans les circonstances où l'on se trouve, telle est la première précaution à prendre pour se préparer à recevoir ce sacrement.

Si l'on avait de graves raisons pour contracter un mariage, malgré quelque empêchement, il faudrait solliciter la dispense nécessaire.

Cela fait, avant de contracter ce lien indissoluble, on aura soin de s'adresser à Dieu par de ferventes prières, de consulter ses parents et de ne prendre une déterminaison qu'après avoir longuement réfléchi.

Il importe de considérer surtout les qualités sérieuses de la personne avec laquelle on désire s'unir : les principes religieux et la vertu, voilà ce que l'on doit rechercher en elle avant tout.

Il est bon qu'il y ait entre les deux époux toutes les convenances désirables d'âge, de caractère et de condition.

Un illustre dominicain du XIII^e^ siècle, Guillaume Pérauld, résume fort bien ce qu'il convient de faire avant le mariage.

« L'homme, dit-il, qui veut se marier doit choisir une épouse vertueuse, ce sera un secours précieux pour son bonheur ; une femme mauvaise apporterait au contraire un grand obstacle à son salut.

» Comme Dieu seul peut donner une femme vertueuse, il faut lui demander ce bienfait en priant soi-même, en faisant prier, et en distribuant des aumônes à cette intention : « C'est des parents, dit l'Ecriture, que viennent les richesses; mais c'est de Dieu que l'on a une femme prudente ». (ECCLI. XXVI, 3)

» Voyez qu'elle appartienne à une bonne famille ; craignez de prendre la fille d'un usurier ou d'un voleur.

» Choisissez-la dans une condition analogue à la vôtre : Dieu a fait la femme de la côte de son mari, pour que l'un n'eût pas à se glorifier d'être d'une plus noble race que l'autre ; la femme n'est point prise de la tête, pour qu'elle ne se croie pas appelée à dominer ; elle n'est pas formée du pied pour qu'elle sache bien qu'elle ne doit pas être réduite en servitude ; elle vient des côtés du cœur, pour qu'elle soit regardée comme une compagne.

» Cette égalité de condition s'applique à l'âge qui doit être bien proportionné entre les époux.

» Enfin, on doit se préparer au mariage avec une intention pure, dans le but de donner des enfants à l'Eglise et à la société. »

Lorsque vient le jour déterminé pour le mariage, il faut s'y préparer par la confession et par la sainte communion.

La confession est nécessaire, puisque le mariage est un sacrement des vivants ; par la sainte communion, le Dieu Rédempteur préside lui-même à cet acte capital de la vie.'

IV

Célébration du mariage

Le sacrement de mariage ne se distingue pas du contrat naturel par lequel les deux époux se donnent l'un à l'autre. Pour les chrétiens, ce contrat auguste a été élevé à une dignité sacramentelle.

Par conséquent ce sont les époux eux-mêmes qui sont les ministres de ce sacrement ; ce n'est pas le prêtre qui le leur confère ; par le consentement mutuel qu'ils expriment, ils s'administrent à eux-mêmes le mariage, au moment où ce consentement est donné dans les conditions voulues.

La première de ces conditions, nous l'avons rappelé, c'est la présence du propre prêtre, exigée par le saint Concile de Trente.

Pour attirer une abondante diffusion de bénédictions divines sur les époux, l'Eglise a établi des cérémonies saintes qui accompagnent l'administration du sacrement.

Le prêtre bénit d'abord l'anneau, en demandant au Seigneur pour les époux la grâce de cette fidélité constante. dont l'anneau est le symbole.

Au moment où les époux manifestent leur consentement, ils se prennent mutuellement la main droite en signe d'union.

Le prêtre en même temps jette sur eux de l'eau bénite et dit ces paroles : « Et moi, je vous unis en mariage, au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit. »

Alors l'époux met l'anneau au doigt de son épouse, et la cérémonie se termine par quelques prières du prêtre.

Pendant la messe qui la suit, des oraisons spéciales sont

récitées à l'intention des mariés. qui viennent de fonder au pied des autels une nouvelle famille chrétienne.

En vertu même du Sacrement qu'ils reçoivent, la grâce sanctifiante est augmentée dans l'âme des époux ; ils sont enrichis de la grâce sacramentelle qui est attachée au mariage et qui a pour effet de leur faciliter l'accomplissement de leurs devoirs et de leur obtenir de nombreuses bénédictions du Ciel dans les circonstances délicates de leur vie.

V

Excellence de la virginité

I. Quoique la famille soit une société naturelle nécessaire à la propagation et à la conservation du genre humain, il faut bien se garder d'en conclure que tous les hommes sont obligés d'embrasser l'état du mariage, fondement essentiel de la société domestique.

Bien des actes et des professions sont imposés à la société tout entière, envisagée d'une manière générale, sans être prescrits à ses divers membres en particulier. Il lui faut, par exemple, des agriculteurs, des architectes, des soldats, des prêtres, et cependant aucun individu n'est directement obligé d'embrasser une de ces professions. Dieu pourvoit à ce qu'il se rencontre toujours quelqu'un pour les remplir, en donnant à chacun des goûts et des aptitudes diverses.

Il en est de même pour le mariage. Sans que Dieu l'impose à aucun homme par un précepte spécial, l'inclination naturelle suffit pour que toujours il se trouve assez de personnes disposées à choisir ce genre de vie.

II. Non seulement le mariage n'est pas prescrit en lui-même, mais il est inférieur à l'état de virginité qui lui semble opposé et qui, d'après l'enseignement de l'Eglise, est bien plus excellent. Jovinien, moine de Milan au IV^e^ siècle, a été condamné comme hérétique pour avoir soutenu que l'état de mariage était aussi bon que l'état de virginité.

Le Concile de Trente, au XVI^e^ siècle, a flétri la même erreur professée par les protestants. Il prononce expressément ses anathèmes contre quiconque oserait prétendre « que l'état conjugal doit être préféré à l'état de virginité, et

qu'il n'est pas meilleur et plus heureux de vivre dans la virginité ou le célibat, que de se lier par le mariage. »

Le saint Concile d'ailleurs ne fait que proclamer l'enseignement de l'Evangile et celui de l'apôtre saint Paul, qui dit dans sa première épitre aux Corinthiens : « *Un père qui engage sa fille dans les liens du mariage fait bien : celui qui ne l'y engage pas fait encore mieux.* »

III. Si vous vous rappelez la véritable destinée de l'homme, et la grandeur de la vertu de charité (*Morale spéciale*, page 253), vous saisirez immédiatement la vérité de la doctrine catholique sur ce sujet.

La virginité chrétienne dégage l'homme des sollicitudes et des satisfactions corporelles qui appesantissent l'ame. Elle favorise ainsi ses élans vers Dieu et son union avec son Créateur.

Il est manifeste d'autre part que la perfection d'un état de vie est d'autant plus élevée qu'il rapproche davantage l'homme de Dieu, sa fin suprême.

Aussi saint Thomas ne craint-il pas de déclarer que l'état de virginité est si grand qu'il établit l'homme dans une sorte de ressemblance avec les anges.

IV. Ajoutons que cet état de vie permet de rendre à la société des services bien plus considérables que ceux qu'on peut lui procurer dans l'état du mariage.

1° Dans l'état du mariage, chacun se doit tout entier à sa famille, ce qui entrave l'exercice de l'apostolat et des grandes œuvres de charité auxquelles aspirent les âmes généreuses. Qui ne sait les merveilles accomplies par les prêtres dans les paroisses, par les missionnaires, par ces essaims de vierges chrétiennes, adonnées aux œuvres spirituelles et corporelles de miséricorde ; et enfin par ces communautés contemplatives dont l'existence seule rappelle avec tant d'éloquence le vrai but de la vie ?

N'est-ce pas là un service social de premier ordre, dû à l'état de virginité chrétienne ?

Un autre avantage social très appréciable de l'exercice de la virginité chrétienne, c'est la haute leçon de vertu qu'offre l'exemple des personnes généreuses qui font profession de fouler aux pieds les grossières satisfactions des sens et de ne vivre que pour Dieu.

V. Résumons avec saint Paul la triple excellence de l'état de virginité.

1° Il donne à l'âme *plus de paix*. Celui qui vit avec une épouse est comme partagé entre le désir de plaire à Dieu, et celui de plaire à sa femme. Son âme est agitée par cette sorte de division entre Dieu et le monde. S'il est vierge, il jouit de la paix ne songeant qu'à plaire à Dieu.

2° L'état de virginité est manifestement plus *saint*, puisque celui qui s'y engage ne cherche qu'à demeurer saint d'esprit et de corps.

3° L'état de virginité est plus *utile* et plus fécond en richesses spirituelles ; rien n'y empêche l'âme de s'adonner à la contemplation de la vérité divine.

VI. Cette excellence de la virginité chrétienne nous est merveilleusement rappelée par la famille modèle, à laquelle voulut appartenir le Rédempteur du monde. Cette famille est celle de Nazareth, « où se cachait, dit Léon XIII, avant d'apparaître aux nations dans sa pleine lumière, le soleil de justice, le Christ-Dieu notre Sauveur, avec la Vierge Mère et Joseph son très saint époux, qui, à l'égard de Jésus, remplissait l'office de père. »

Par une disposition miraculeuse, Joseph et Marie, placés à la tête de cette auguste famille, n'ont cessé de vivre dans l'état de virginité, quoique unis par les liens du mariage.

Jésus-Christ à son tour, a été le modèle des vierges. La Sainte Famille par conséquent fait resplendir d'un nouvel éclat l'excellence de la virginité chrétienne.

ARTICLE II

DEVOIRS DES ÉPOUX

Parmi les devoirs des époux, il faut distinguer ceux qui sont communs à tous les deux et ceux qui sont spéciaux soit au mari, soit à la femme.

Nous nous occuperons successivement de ces trois catégories de devoirs.

I

Devoirs communs aux deux époux

Les caractères du mariage nous manifestent clairement les devoirs mutuels que ce lien impose aux deux époux.

I La *sainteté* du mariage impose aux époux comme premier devoir le *respect mutuel.*

L'Ange Raphaël rappellait à Tobie que Satan exerce son pouvoir néfaste sur ceux qui s'engagent dans le mariage en excluant Dieu de leur pensée et qui, comme les animaux privés d'intelligence, n'ont d'autre souci que de satisfaire leurs passions perverses.

Les époux chrétiens ont des intentions et une conduite bien différentes.

En s'unissant par les liens du mariage, ils ont en vue de donner des enfants à l'Eglise et des citoyens à l'Etat, et ils n'agissent que sous le regard divin, avec une intention toujours droite, se souvenant que par le saint baptême leurs corps sont devenus le temple du Saint-Esprit.

II. Le second caractère du mariage c'est l'*unité.*

Le mariage est l'union de deux créatures intelligentes. Entre deux âmes l'union s'établit par ce lien moral qu'on appelle l'*amour*.

Remarquons qu'il y a deux sortes d'amour : l'amour *instinctif* et l'amour *rationné*.

L'amour *instinctif* est cet amour purement sensible, qui se rencontre dans les animaux eux-mêmes et qui attire l'un vers l'autre deux êtres excités par une mutuelle sympathie. Il n'a généralement en vue que les charmes extérieurs de l'objet qui le captive ; son mobile est la recherche d'une satisfaction personnelle, c'est un amour égoïste.

L'amour raisonnable et spirituel a son siège dans la volonté. Il porte celui qui aime à procurer de tout son pouvoir le bonheur de la personne aimée. C'est cet amour qui doit unir les époux, d'abord parce qu'ils sont doués d'intelligence et de raison, et surtout parce qu'ils sont chrétiens.

L'Apôtre insiste, dans ses épitres, sur ce devoir fondamental : « *Que les femmes aiment leurs maris* », répète-t-il plusieurs fois « *Hommes, aimez vos épouses, comme Jesus-Christ a aimé son Eglise et s'est livré pour elle, afin de la sanctifier.* »

Le type de l'amour mutuel des époux, c'est donc l'amour dont le Sauveur a été rempli pour son Eglise.

Dans cet amour, il se proposait de procurer à cette Eglise chérie la sainteté sur la terre et le triomphe du ciel.

Ainsi l'amour mutuel des époux doit les porter surtout à désirer le bonheur éternel de chacun d'eux et leur sanctification sur la terre.

Par conséquent, si l'époux aime véritablement sa femme il ne lui demandera jamais la moindre action contraire à la vertu ; il favorisera ses habitudes de piété, il la secondera dans l'accomplissement de toutes pratiques chrétiennes.

De son côté, la femme, en prodiguant à son mari les marques de sa tendresse, n'oubliera pas que son principal désir doit être de trouver en lui cette élévation morale que procure la dignité de la vie, et surtout de le voir jouir un jour de la félicité qui est la suprême destinée de l'homme.

Cet amour des époux est intime. Chacun d'eux doit se souvenir qu'il appartient entièrement à l'autre. Si la charité chétienne est universelle, l'amour conjugal est exclusif; il sert en effet de fondement à la société domestique dont la paix serait nécessairement troublée par la défiance ou par l'introduction d'un étranger.

Ainsi, après avoir conformé en tout leurs vues et leur conduite à la loi divine, les époux chrétiens se témoignent leur amour en mettant en commun leurs biens et leur vie tout entière; une confiance réciproque, l'échange de tous les bons offices, le charme des rapports incessants qui constituent la vie domestique, telles sont les principales obligations qu'impose cette intimité de l'amour.

III. A l'indissolubilité, qui est le troisième caractère du mariage, correspond le devoir de la *fidélité*, conséquence nécessaire du véritable amour.

L'amour conjugal n'est pas d'un jour ; il doit être impérissable comme les deux âmes dont il est le lien. Il le sera, pourvu qu'il soit vraiment chrétien.

L'amour qui ne serait qu'une passion excitée par des qualités éphémères ou purement apparentes, comme il n'arrive que trop souvent, ne demeure pas longtemps fidèle ; il durerait peu, parce que la vie réelle dissipe les illusions ; la *lune de miel* est bientôt passée.

Mais l'amour basé sur les pensées de la foi, comme l'est

toujours l'amour spirituel qui unit les cœurs chrétiens, est un amour qui va toujours croissant, au lieu de s'amoindrir. Si l'un des époux voit les défauts de l'autre, ce n'est point pour s'en plaindre ou pour s'irriter contre lui ; c'est au contraire pour s'efforcer de les voiler par des attentions plus délicates et plus empressées. Ce support mutuel adoucit toutes les aspérités de la vie commune, entre deux personnes qui ont nécessairement leurs défauts, mais qui s'aiment d'un amour véritable et qui sont résolues par conséquent à se garder une inviolable fidélité.

II

Decoirs du mari

Le mari est le chef de la famille. Son autorité, qui lui donne le droit de commander, lui impose surtout des devoirs. « *Il est*, dit saint Paul, *la tête de son épouse.* »

Quelle est la mission de la tête ? Il lui appartient d'abord de diriger avec sagesse.

A ce titre, le mari doit administrer les biens de la famille et soutenir la maison. Il est tenu de protéger son épouse, de la mettre à l'abri de tout danger, de lui procurer tout ce qui lui est nécessaire.

III

Decoirs de la femme

Puisque le mari a reçu la mission de gouverner dans la famille, la femme lui doit l'*obéissance* et le *respect*. C'est encore la recommandation de saint Paul : « *Que les femmes soient soumises à leurs maris, comme au Seigneur.* »

En vertu de son rôle dans la société domestique, l'homme est le chef de la famille et le représentant de l'autorité divine ; c'est cette pensée qui doit inspirer la soumission de la femme.

Toutefois la femme n'est pas, tant s'en faut, l'esclave de l'homme ; elle est sa compagne ; son obéissance est donc une conformité affectueuse de pensée et d'action.

Dans la famille, elle a son rôle admirablement déterminé par les aptitudes qu'elle a reçues de Dieu.

A elle, le soin de l'ordre et la bonne tenue de la maison ; à elle les détails de l'économie domestique. Par sa douceur et par son affabilité, il faut qu'elle soit la consolation, la joie et l'ornement du foyer.

Maîtresse de maison, elle exerce l'autorité dans les petits détails ; et c'est elle qui a l'honneur, d'après la Sainte Ecriture, de faire prospérer la famille, dont elle causerait la ruine, si elle ne remplissait pas bien ses devoirs.

ARTICLE III

OBLIGATIONS DES PARENTS

Dans la famille, il ne faut pas considérer seulement le *mari* et la *femme* qui en sont la souche ; il y a aussi les enfants, dont l'éducation est la fin principale de la société domestique. C'est pourquoi la famille est justement définie « la société formée par les parents et par leurs fils, en vue de l'éducation de ces mêmes enfants. »

I

Amour paternel et maternel

Dans toute société une autorité est indispensable pour maintenir l'ordre et l'unité. C'est l'autorité *paternelle* qui remplit cette mission dans la famille. Elle est ainsi nommée du nom du « père », en latin *pater*, qui en est le dépositaire et qui la communique à la *mère*, son auxiliaire et sa compagne dans l'œuvre de l'éducation des enfants.

Si cette autorité donne aux parents le droit de commander elle leur impose surtout des devoirs.

La première de leurs obligations, c'est l'*amour*, qui doit être le lien des parents avec les enfants comme il est celui des époux.

L'amour paternel est guidé par la raison qui recherche avant tout les véritables intérêts de l'enfant ; l'amour *maternel*, plus fortement imprégné de sensibilité, est par là même plein de condescendance et de tendresse.

La nature elle même a gravé ce sentiment dans le cœur du père et de la mère ; et les parents qui méconnaissent cette loi fondamentale sont regardés à bon droit comme de véritables monstres dans l'ordre moral.

L'amour des parents pour leurs enfants, s'il est vraiment sincère, les porte à remplir fidèlement tous les autres devoirs attachés à leur noble mission.

Ils sont tenus, notamment, de pourvoir à toutes les nécessités corporelles et spirituelles de ces enfants que Dieu leur a confiés.

Ils doivent donc diriger leur éducation corporelle et leur éducation morale, et leur assurer un avenir convenable en se conformant à l'égard de chacun d'eux à toutes les règles de la justice distributive.

II

Education corporelle

Par rapport à la *vie corporelle*, la nature oblige les parents à donner à leurs fils tout ce qui est nécessaire à la conservation de leur existence et au complet développement de leurs forces physiques.

L'enfant, en effet, est en quelque sorte la continuation de ses parents. Dans les années de son jeune âge, leur secours lui est indispensable pour conserver la vie qu'il a reçue.

Dieu n'a pu le laisser dans cet état de faiblesse et d'impuissance, sans mettre à côté de lui une force et une protection pour y suppléer. C'est pour ce motif que son auguste Providence a placé un père et une mère auprès du berceau de cette créature si frêle et si délicate.

Ainsi, dès le premier instant de l'existence de l'enfant, les parents sont tenus de veiller sur lui avec sollicitude et de le préserver de tout péril.

Ils doivent en outre lui procurer la nourriture, le logement, les vêtements et tout ce qui est nécessaire à son entretien, d'une manière conforme à leur condition.

Une mère qui comprend bien son devoir s'abstient d'introduire dans sa maison une nourrice étrangère, à moins d'y être contrainte par la nécessité.

Elle se préoccupe de ne jamais violer les règles de l'hygiène dans les soins qu'elle donne à ses enfants ; elle tient compte des intérêts de leur santé, beaucoup plus que de leurs fantaisies et de leurs caprices.

III

Education morale et spirituelle

L'éducation *morale et spirituelle* des enfants, plus importante encore que leur entretien corporel, doit être le principal objet de la sollicitude des parents.

L'enfant en effet n'a pas reçu seulement la vie corporelle; il est doué d'une âme immortelle, créée pour le bonheur éternel du Paradis.

Les parents sont obligés par conséquent de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'il ne s'éloigne pas de cette sublime destinée.

Pour les aider dans cette tâche, le Sauveur a élevé le mariage à la dignité sacramentelle.

Aussi, aux yeux de l'Apôtre. le chef de famille qui ne s'occupe pas de l'âme des siens est-il pire qu'un infidèle.

Quelles sont les principales obligations qu'impose aux parents cette loi de l'éducation morale de leurs enfants ?

La première, c'est de leur procurer la grâce du saint Baptême, pour les rendre enfants de Dieu et héritiers du Paradis.

Un second devoir, qui découle du précédent, c'est de faire contracter aux enfants les habitudes de la piété chrétienne, telles que la récitation de la prière du matin et du soir, l'assiduité aux offices de l'Eglise, l'usage des sacramentaux, l'empressement à recevoir les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie, dès qu'ils ont atteint l'âge de raison. etc.

La vie chrétienne doit être basée sur la connaissance doctrinale de la foi. Aussi les parents sont-ils tenus d'instruire leurs enfants sur les principaux mystères de la religiou, et d'inculquer ces vérites dans leur esprit et dans leur cœur.

C'est surtout par leur exemple qu'ils cbtiendront ce résultat. Ils s'efforceront donc de conformer leur propre conduite aux lois évangéliques et aux préceptes de l'Eglise.

Ils doivent en outre préserver ces enfants de tout ce qui pourrait être une occasion de scandale, et les corriger de leurs défauts. Mais il faut que cette correction soit toujours empreinte de sagesse et de modération, selon la parole de la Sainte Ecriture. Une dicipline trop sévère aigrit le tempé-

rament des enfants et étouffe dans leur cœur les nobles énergies.

Inutile de réfuter ici les stupides sophismes que Jean-Jacques Rousseau s'est efforcé de propager par son *Emile* et qu'osent soutenir de nos jours plusieurs écrivains universitaires.

Le philosophe de Genève prétend qu'il ne faut point parler de religion aux enfants avant que leur jugement ne soit complètement formé, sous le fallacieux prétexte qu'on s'exposerait ainsi à inculquer dans leur esprit de fâcheux préjugés.

Système aussi absurde qu'impie, qui méconnait indignement la mission des parents et qui condamne l'enfant à une ignorance fatale sur les vérités les plus essentielles ! Tout le monde sait en effet que l'homme ne s'instruit que par ce qu'il apprend de ses semblables.

Les vérités religieuses nous sont transmises par la révélation divine ; et ce serait une audace bien impie que de les vouloir soumettre au contrôle de quelques jeunes adolescents sans expérience aveuglés par les ténèbres des passions.

IV

Choix d'une école

La mission d'élever les enfants appartient en propre à la famille. Dans les premières années, c'est la mère elle-même qui doit s'en charger personnellement.

Lorsque l'enfant grandit, on peut le placer dans une école pour lui procurer une instruction plus complète. Mais c'est aux parents seuls qu'est réservé le choix de cette école. L'Etat n'a pas le droit de le leur imposer. « Qui pourra, dit Lactance, élever les enfants, s'il n'a pas sur eux le pouvoir d'un maître ? »

Le système scolaire actuellement imposé à la France est donc tyrannique et contraire au droit des parents, puisqu'il les oblige à confier leurs enfants à des maîtres qu'ils n'ont pas choisis et qui même sont souvent des ennemis déclarés de la vérité catholique.

L'Etat, il est vrai, a le droit de veiller à ce que les écoles soient tenues d'une manière conforme aux exigences de la

morale et de l'hygiène, de même que l'Eglise doit s'assurer que les écoles catholiques sont en parfaite harmonie avec les principes de la foi ; mais les parents ont seuls qualité pour confier leurs enfants aux instituteurs qui leur conviennent, et l'autorité des maîtres est une délégation de celle des pères de famille.

Obligés de surveiller l'éducation de leurs enfants, les parents chrétiens sont tenus de ne les confier qu'à des instituteurs sincèrement catholiques.

V

Avenir des enfants

Après avoir fourni à leurs fils tout ce qui est nécessaire à leur entretien pendant la période de leur enfance et de leur adolescence, les parents sont tenus d'assurer encore leur avenir en leur procurant un état de vie conforme à leurs aptitudes et à leur condition.

Ils doivent aussi leur transmettre en héritage, au moins en partie, les biens temporels qu'ils ont pu acquérir eux-mêmes par leur travail et par leur industrie.

Il importe de parler ici du *droit d'aînesse*, en vertu duquel l'aîné des enfants occupe souvent au foyer une place privilégiée et reçoit ensuite une part plus importante de l'héritage paternel.

Les moralistes et les économistes les plus autorisés regardent ce droit d'aînesse comme un gage de prospérité et un principe de stabilité pour la famille.

Ce privilège, déjà reconnu au temps des patriarches et proclamé par la législation mosaïque, était en usage dans l'ancienne législation française.

Après la Révolution, le Code civil français a porté atteinte à la liberté testamentaire du père de famille et a notablement amoindri le droit d'aînesse. La législation actuelle cependant autorise les parents à prélever sur leur succession un tiers de leur héritage s'ils ne laissent que deux enfants, et un quart de leurs biens lorsqu'ils en ont un plus grand nombre. Ils peuvent à leur gré réserver cette part pour l'héritier qui doit leur succéder dans leur rôle de chef de la maison.

Cette manière d'agir n'a rien de contraire à la justice distributive.

L'aîné de la famille, en effet, est tenu, en vertu de sa situation, de pourvoir à l'entretien de ceux de ses frères et sœurs qui continuent à demeurer au foyer paternel, dont il doit maintenir la stabilité, l'honneur et la prospérité.

Toutes ces charges exigent des ressources spéciales, que l'aîné ne peut avoir si ses parents ne lui assurent pas des avantages particuliers.

D'ailleurs si les parents, dans les familles nombreuses, partagent également leurs biens entre tous leurs enfants, la maison paternelle est mutilée et la propriété sera bientôt tellement morcelée qu'elle ne produira plus de revenus.

En pratique les parents avisés s'appliquent tout d'abord à conserver, pour l'aîné de la famille, la maison paternelle et les terres qui s'y rattachent ; et ils cherchent à procurer à leurs autres enfants un établissement en rapport avec leurs aptitudes et leur condition. L'expérience montre d'ailleurs que Dieu bénit toujours les familles nombreuses et fidèles à sa loi.

Autant la famille antique avait été dégradée par le paganisme, autant la famille chrétienne a été restaurée sous l'influence de l'Evangile, comme l'a si bien montré le Pape Léon XIII dans son Encyclique *Arcanum dicinæ sapientiæ* du 10 août 1880 sur le « mariage chrétien »

ARTICLE IV

Devoirs des enfants

En nous occupant de la vertu de piété, (*Morale spéciale, p. 316*) nous avons signalé les quatre grands devoirs des enfants à l'égard de leurs parents :

1° l'*amour*, ciment qui unit les uns aux autres les membres de la famille ;

2° le *respect* à cause de l'autorité divine dont les parents portent l'auréole;

3° l'*obéissance*, indispensable pour maintenir l'ordre et l'unité dans la société domestique;

4° l'*assistance*, imposée à la fois par le devoir de la reconnaissance et par la justice; l'enfant doit, en effet, entretenir

par ses soins la vie de ceux qui lui ont procuré à lui-même le bienfait de l'existence.

Ces devoirs subsistent toujours, quel que soit l'âge des enfants. Cependant, à mesure que ceux-ci deviennent capables de se conduire par eux-mêmes, l'autorité paternelle s'exerce d'une manière plus douce. De plus l'obligation de l'obéissance cesse d'avoir sa raison d'être, pour les enfants qui, se séparant de la famille dont ils étaient membres, vont eux-mêmes en fonder une nouvelle.

Lorsque les enfants ont atteint leur majorité, ils sont censés capables d'agir par eux-mêmes, et le devoir de l'obéissance ne s'étend alors qu'aux actes prescrits par le père de famille pour le bon ordre de la maison.

ARTICLE V

DEVOIRS RÉCIPROQUES DES MAITRES ET DES SERVITEURS

I

Domestiques

La *famille*, composée du père, de la mère et des enfants, ne peut pas toujours se suffire; elle a besoin de recourir à des auxiliaires du dehors.

De là vient qu'on introduit souvent dans la famille d'autres membres, appelés *domestiques*, du latin *domus*, « maison »; parce qu'ils entrent ainsi dans la maison. On leur donne aussi le nom de *serviteurs*, parce qu'ils se mettent au service de la famille.

La société païenne avait imaginé, pour l'exécution des travaux pénibles le secours des *esclaves*. L'esclave était comme la chose du maître; on ne lui reconnaissait aucun droit : son maître pouvait le traiter comme une bête de somme et même le faire mourir, si tel était son bon plaisir.

C'était une méconnaissance monstrueuse de la dignité de l'homme.

Cette plaie de l'esclavage était dans les mœurs des peuples qui jouissaient de la civilisation matérielle la plus brillante ; on voyait même des nations entières condamnées à cette dégradation ignominieuse au profit de quelques privilégiés.

Bien que contraire la loi naturelle à la dignité de l'homme, l'esclavage n'a pu être aboli que par l'Eglise, comme nous l'avons déjà rappelé en traitant de la vertu de justice. (*Morale individuelle*, page 276 et suivantes.

Autant l'esclavage est opposé aux lois de la nature, autant lui sont conformes les bons offices que les serviteurs rendent à leurs maîtres. Par suite de la diversité des conditions, les hommes ont besoin de s'aider mutuellement ; l'un offre à l'autre son travail, pour en percevoir le fruit.

L'homme peut donc entrer dans une famille pour lui donner son travail, à condition de recevoir en échange une juste rémunération. Ainsi le maître et le serviteur y trouvent également leur profit.

Ces relations mutuelles imposent des devoirs aux maîtres et aux domestiques.

Le maître ne peut pas demander à son serviteur ce qui serait au-dessus de ses forces. Il est tenu d'ailleurs de respecter sa dignité et de lui donner tout le temps nécessaire pour l'accomplissement de ses devoirs d'homme et de chrétien ; il doit même de tout son pouvoir favoriser le progrès intellectuel et moral de son domestique; l'aimer sincèrement et subvenir de son mieux à ses nécessités spirituelles et temporelles.

De leur côté les serviteurs sont obligés d'obéir à leurs maîtres, d'exécuter ponctuellement leur service et de travailler au bien de la famille dans laquelle ils ont été appelés.

L'Apôtre, dans son épître aux Ephésiens, expose admirablement les devoirs réciproques des maîtres et des domestiques :

« Serviteurs, dit-il, obéissez à vos maîtres avec crainte et avec respect, dans la simplicité de votre cœur, comme à Jésus-Christ, non comme des hommes qui cherchent à plaire lorsqu'ils sont sous l'œil du maître, mais comme des serviteurs du Christ, accomplissant de cœur la volonté de Dieu, remplissant votre service avec bonne volonté pour le Seigneur et non pour les hommes.

« Et vous, maîtres, agissez de même, épargnez les menaces ; sachez qu'ils ont au ciel le même Maître que vous, et que ce maître ne fait acception de personne. »

II

Ouvriers

Le domestique fait vraiment partie de la famille, à laquelle il est attaché pour une période plus ou moins longue. Il diffère de l'*ouvrier*, qui accomplit, moyennant un salaire, un travail déterminé, mais qui vit lui-même dans sa propre famille.

Les devoirs du chef de famille à l'égard des ouvriers sont analogues à ceux qu'il est tenu de remplir envers ses domestiques.

Ils se rapportent, du côté temporel, à trois points principaux : le *travail*, le *salaire*, le *repos*.

1° La quantité de travail, que le maître peut exiger dépend de la nature même du travail, de la force de l'ouvrier, de sa condition, de la saison de l'année et d'une foule d'autres circonstances de temps et de lieu. C'est la règle générale que Sa Sainteté Léon XIII rappelle dans sa lettre encyclique de *Conditione opificum*.

2° « La durée du repos que le maître doit accorder à l'ouvrier, se mesure, dit Léon XIII, d'après la dépense des forces qu'il doit restituer. »

3° La règle générale posée par Léon XIII sur le salaire qui doit être donné à l'ouvrier, c'est que : 1° le salaire doit être suffisant pour faire subsister l'ouvrier sobre et honnête : 2° il doit être proportionné à la nature, et à la durée de son travail ainsi qu'à son habileté.

Au point de vue spirituel, les maîtres ont aussi des devoirs à remplir à l'égard de leurs ouvriers.

Voici comment s'exprime à ce sujet le grand pontife Léon XIII, dans la même encyclique :

« Ils doivent non seulement accorder à leurs ouvriers la faculté de pratiquer la religion, mais encore veiller à ce qu'ils la respectent dans leurs paroles et dans leurs actes. Ils sont tenus de faire cesser le travail aux jours de dimanche et fêtes d'obligation. »

Il faut encore qu'ils surveillent les mœurs de leurs ouvriers, et qu'ils renvoient ceux qui pourraient être pour les autres un sujet de scandale et de chute.

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ CIVILE

De même que l'homme ne peut obtenir son perfectionnement naturel et même conserver son existence sans le secours de la famille, ainsi la famille, pour satisfaire ses besoins légitimes et pourvoir à sa sécurité, doit recourir à son tour à la *société civile*.

Réclamée par notre nature elle-même, ainsi que nous l'avons montré page 402. cette sorte de société est, comme la famille, voulue de Dieu notre Créateur; elle est donc une société naturelle, qu'il est important de bien connaître, puisque le fait de notre naissance suffit pour nous y incorporer.

Nous diviserons cette étude de la société civile en neuf articles :

1° Eléments de la société civile ; 2° Divers régimes politiques ; 3° Organisation politique de la France ; 4° Pouvoir législatif ; 5° Pouvoir judiciaire ; 6° Pouvoir exécutif ; 7° Devoirs des représentants et des auxiliaires de l'autorité ; 8° Devoirs des citoyens ; 9° Droit des gens.

ARTICLE 1er

ELÉMENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Nous avons déjà signalé (pages 391 et 410) les quatre éléments constitutifs de toute société : *pluralité des membres*, recherche *d'une même fin*, union de tous sous une même *autorité*, *participation* de tous aux biens communs.

Examinons ces quatre éléments dans la société civile.

I

Membres de la société civile

Les membres de la famille sont des individus, comme le père, la mère, les fils, etc ; la société civile au contraire a pour membres, non des individus, mais des familles ou personnes morales. C'est ce que nous avons déjà rappelé (page 404) en mettant la société civile parmi les sociétés composées.

Rousseau et la plupart des écrivains de l'école révolu-

tionnaire ne voient dans l'Etat qu'une agglomération d'individus ou de citoyens. Cette conception est imaginée pour détruire toute force et toute initiative dans la société, et pour en rendre l'oppression plus facile. N'admettant pas l'indépendance de la famille, la Révolution fait de l'Etat une réunion d'hommes isolés qu'elle regarde comme les éléments immédiats de la société civile.

Le bon sens, au contraire, d'accord avec les philosophes chrétiens, proclame que l'Etat et la commune ne sont que des groupements de familles, associées ensemble pour sauvegarder leurs intérêts.

Ainsi la famille est le premier élément de la société civile.

Plusieurs familles d'une même localité ou plusieurs villages rapprochés les uns des autres se groupent ensemble pour former une *commune*, société ainsi appelée parce que ces familles mettent en *commun* leurs principaux intérêts, afin de se rendre mutuellement service. Cette société communale, bien que possédant plus de ressources que la famille, n'est pas une société *parfaite*.

Ainsi que nous l'avons expliqué (page 405), pour être « parfaite » une société doit disposer par elle-même de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission ; il faut qu'elle soit complète et indépendante de toute autre société de même nature.

Les cités gauloises avant l'invasion romaine, les anciennes cités italiennes, les provinces de la France avant le quinzième siècle, formaient le plus souvent des sociétés parfaites, parce qu'elles se suffisaient à elles-mêmes ; si elles s'unissaient avec d'autres, ce n'était que par circonstance pour se défendre contre des ennemis communs ; chacune conservait son entière autonomie.

Telle n'est pas la *commune* actuelle. Elle n'est qu'une division d'une société plus étendue qui s'appelle « département » ou « province » ; la province elle-même n'est qu'une partie d'une société plus considérable appelée l'*Etat*.

Le mot « Etat » vient du latin *statum*, « se tenir debout » ; il sert en effet à désigner une société qui subsiste par elle-même, qui possède tout ce qu'il faut pour vivre, pour s'administrer et pour se défendre.

L'Etat est une société parfaite.

Lorsqu'un Etat est formé de peuples homogènes, qui ont les mêmes intérêts, la même langue, etc, il s'appelle une nation ; ainsi on dit « la nation française » pour désigner la France.

Quelquefois une nation est formée de plusieurs Etats ; c'est ce qui a lieu, par exemple, pour la nation Allemande.

On confond souvent du reste l'*Etat* et la *Nation*.

C'est l'Etat qui constitue la société *civile* proprement dite. Les anciennes cités, *civitates*, d'où est venu le nom de société « civile » étaient en réalité de petits Etats.

L'Etat ou société civile est donc le groupement d'un certain nombre de provinces ou de départements, dont chacun comprend diverses communes.

Lorsque ces communes s'administrent par elles-mêmes, elles constituent directement les personnes morales ou membres, dont la réunion forme l'Etat, de même que les familles sont les membres dont l'ensemble devient la commune.

On le voit, les familles sont comme la cellule de l'organisme de la société civile. Saint Thomas les appelle des « maisons » en latin *domus*, parce que la maison est la résidence de la famille.

On leur donne aussi le nom de « *feux* » ou « *foyers* » parce que c'est autour du foyer que la famille se réunit.

Il n'est pas nécessaire d'ailleurs qu'une famille soit complète pour qu'elle constitue un membre de la société civile. On considère comme familles même les personnes isolées qui ont une vie propre et indépendante de celle de toute autre famille.

II

Fin assignée à l'Etat

Le second élément constitutif d'une société, c'est la fin spéciale qu'elle se propose d'obtenir.

Quel est le but que l'Etat doit avoir en vue ? Les raisons même qui prouvent la nécessité de la société civile nous manifestent en même temps la fin que l'Etat doit chercher à atteindre.

La société civile, comme le rappelle Léon XIII (voir page 398) est seule capable de nous fournir « ce qui est nécessaire à la perfection de la vie »

Ainsi la fin de l'Etat consiste à donner aux familles dont il est formé « *ce qui est nécessaire à la perfection de la vie* » en d'autres termes, à procurer, autant que possible, leur félicité temporelle.

Ce bonheur terrestre suppose l'existence de trois conditions que la société civile doit chercher tout d'abord à réaliser.

La première est la paix extérieure qui engendre la sécurité. Il faut que chaque famille puisse vivre tranquille et jouir de son travail; qu'elle ne soit pas exposée aux attaques, aux violences et aux injures de ses concitoyens ou des ennemis du dehors.

C'est pour assurer ce premier résultat que l'Etat met sur pied la force publique, qu'il a des gendarmes et des soldats ; c'est dans le même but qu'il détermine par des lois très minutieuses les conditions de la propriété avec les règles des contrats et des transmissions de biens et qu'il inflige de justes peines aux perturbateurs de l'ordre public.

La félicité temporelle des familles demande en second lieu qu'elles puissent avoir à leur portée les principales commodités de la vie et les avantages de toute nature qui résultent du groupement d'une multitude d'artisans, doués d'aptitudes et de ressources différentes.

L'Etat est donc tenu de procurer de tout son pouvoir le développement des industries qui peuvent amener le bien-être de l'existence ; de favoriser le progrès des lettres et des sciences, des arts libéraux et des arts mécaniques; les institutions et les découvertes utiles, les moyens de communication et les transactions commerciales, en un mot tout ce qui contribue à l'amélioration de la vie temporelle et de la situation matérielle des familles.

Une troisième condition de ce bonheur terrestre, c'est qu'il ne soit jamais en opposition avec la véritable destinée de l'homme. Les citoyens dont l'Etat doit procurer le bien-être sont tous appelés, comme nous l'avons montré (*Anthropologie* page 87 et suivantes) à posséder la félicité parfaite dans la vie future. Tel est le but de leur existence.

Si les biens que la société leur procure devaient, en vertu même de leur nature, les empêcher de parvenir à

la félicité éternelle, ils ne seraient des biens qu'en apparence ; en réalité ils deviendraient de véritables maux, comparables à l'ivresse du malheureux à qui l'on présente un breuvage empoisonné d'un goût délicieux pour lui arracher l'existence.

Ainsi le bonheur temporel que l'Etat cherche à procurer à ses membres doit être conforme aux lois divines, seules capables de nous conduire à notre bonheur suprême.

Ajoutons que, même sur la terre, il ne peut y avoir de bonheur pour les sociétés en dehors de la loi de Dieu « C'est la justice, dit l'Ecriture, qui élève les nations et les rend prospères. » Aussi l'Etat, s'il comprend sa mission, doit-il s'appliquer à faire fleurir la religion et les vertus chrétiennes qui sont le plus solide fondement de la prospérité des peuples.

En résumé, la fin de la société civile, c'est de procurer la félicité temporelle de ses membres en maintenant la paix extérieure, en protégeant la prospérité générale et en se conformant toujours aux lois que Dieu lui-même a tracées.

III

L'autorité dans l'Etat

La société civile ou l'Etat n'est pas une simple juxtaposition de maisons et de localités établies dans le même pays. C'est un corps moral, un corps vivant, formé par l'union qui rattache entre elles les diverses familles et les différentes communes.

Et quelle est l'âme de ce corps moral ? Quel est le principe qui sert de lien aux divers éléments dont il est formé et qui leur donne l'unité et la vie ?

L'âme de la société, c'est l'*autorité*.

Nous avons déjà démontré (page 391 et suivante) la nécessité d'une autorité sociale, si clairement rappelée par Léon XIII dans l'Encyclique *Déuturnum*. Cette autorité, nous l'avons dit, est investie du pouvoir *législatif*, *judiciaux* et *exécutif*.

Il nous reste à en étudier l'origine.

Parmi les questions que les sectaires ont cherché à obs-

curoir et à dénaturer, il n'en est peut-être pas sur lesquelle ils aient accumulé plus de sophismes et de ténèbres.

Rien n'est cependant plus simple. La société, étant fondée sur la nature de l'homme, a été par conséquent établie par l'Auteur de la nature, par Dieu lui-même.

Puisque la société vient de Dieu, c'est lui aussi qui a voulu tout ce qui lui est essentiel, et particulièrement l'*autorité*, qui en est le principe fondamental. C'est donc à Dieu qu'il faut faire remonter dans la famille l'autorité du père, et dans l'Etat, l'autorité de celui qui a reçu le pouvoir.

Enfin Léon XIII rappelle combien la doctrine catholique, en relevant l'autorité sociale, ennoblit en même temps la soumission des citoyens.

Il a soin d'ailleurs de bien préciser l'enseignement de l'Eglise.

« Il importe, dit-il, de remarquer ici que, s'il s'agit de *désigner* ceux qui doivent gouverner la chose publique, cette désignation pourra, dans certains cas, être laissée au choix et aux préférences du grand nombre, sans que la doctrine catholique y fasse le moindre obstacle. Ce choix, en effet, détermine la personne du souverain ; il ne confère pas les droits de la souveraineté ; ce n'est pas l'autorité que l'on constitue, on décide par qui elle devra être exercée.

« Il n'est pas question davantage des différents régimes politiques. Rien n'empêche que l'Eglise approuve le gouvernement d'un seul ou celui de plusieurs, pourvu que ce gouvernement soit juste et appliqué au bien commun.

» Aussi, réserve faite des droits acquis, il n'est point interdit aux peuples de se donner telle forme politique qui s'adaptera mieux ou à leur génie propre, ou à leurs traditions et et à leurs coutumes. »

Ainsi, en proclamant l'origine divine du pouvoir, l'Eglise n'entend pas nous dire que c'est Dieu qui désigne directement le dépositaire de l'autorité. Non ; ce choix est fait par le peuple, ou déterminé soit par diverses circonstances, soit par les lois fondamentales du pays ; mais dès que celui qui doit posséder le pouvoir social est ainsi désigné, Dieu l'investit aussitôt d'une participation à son autorité, et il lui confère ainsi le droit de commander à ses semblables.

Le pouvoir d'ailleurs peut être réparti entre plusieurs

personnes et exercé dans des formes différentes, comme nous l'expliquerons en parlant des régimes politiques.

IV

Participation aux biens communs

Dans l'Etat, tous les membres participent aux avantages et aux biens sociaux, comme aux charges communes.

Ainsi tous les citoyens bénéficient des divers services publics, des postes et des télégraphes, des routes et des différentes voies de communication, de la protection des lois ; dans les communes, ils ont part aux biens communaux, à la mairie, à l'église, au cimetière, aux places et aux fontaines publiques, à l'éclairage public, aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, etc.

Ils jouissent du droit électoral et des droits civils, notamment du droit de propriété, du droit d'acheter, de vendre, de donner ou de recevoir, de transmettre par succession ou d'hériter, etc.

Ils sont admissibles aux diverses fonctions publiques.

D'autre part, ils sont tenus à payer les impôts, à accomplir le service militaire, à se soumettre enfin aux lois et aux règlements.

C'est ainsi qu'ils participent aux biens communs et aux charges communes, soit dans leur propre commune, soit dans leur département, soit dans l'Etat.

ARTICLE II

Les régimes politiques

On appelle *régime politique* les diverses formes que revêt l'autorité sociale, selon les temps et les pays.

L'autorité sociale, envisagée en elle-même, ne varie pas ; mais elle peut être exercée dans des conditions très différentes et par des dépositaires plus ou moins nombreux.

On compte trois principaux régimes politiques : le régime *monarchique*; le régime *aristocratique* et le régime *démocratique*.

I

Régime monarchique

La *monarchie*, des deux mots grecs *monos* « seul » et *arché* « commandement », est le régime dans lequel l'autorité est exercée par une seule personne.

I. Au point de vue de la transmission du pouvoir, ce régime est parfois *héréditaire*, parfois *électif*.

Il est *héréditaire*, lorsque, à la mort d'un monarque, les lois ou les coutumes légitimes du pays déterminent d'avance son successeur, soit que la couronne revienne au fils du défunt, soit qu'elle soit destinée à toute autre personne.

La monarchie est *élective*, si, lorsqu'un monarque meurt ou cesse d'exercer ses fonctions, celui qui le remplace est désigné par l'élection, conformément à des règles tracées par les lois.

II. Au point de vue de l'étendue du pouvoir exercé par le souverain, on distingue la monarchie *absolue*, la monarchie *tempérée* et la monarchie *constitutionnelle* ou *représentative*.

Dans la monarchie absolue, le souverain possède lui-même l'autorité tout entière ; qu'il porte le nom de *roi*, d'*empereur* ou tout autre titre, il est le maître de faire les lois qu'il juge utiles à la nation, sans que l'exercice de son pouvoir soit limité par d'autres lois, ou par la nécessité d'obtenir le consentement de personnages subalternes.

Dans la monarchie *tempérée*, le souverain est tenu de se conformer, en exerçant son autorité, à certaines lois fondamentales ; il doit aussi, pour faire lui-même des lois, obtenir l'assentiment de certaines notabilités de son royaume ou de son empire, particulièrement des délégués des communes ou des provinces.

La monarchie *représentative* ou *constitutionnelle* n'est qu'une monarchie nominale. Avec ce régime, le roi règne, mais il ne gouverne pas.

Le pouvoir législatif est décerné au peuple, qui ne l'exerce pas par lui-même, mais par des *représentants* dont l'ensemble constitue le *corps législatif*. De là le nom de monarchie *représentative*. Le roi fait exécuter les lois portées par cette assemblée.

Ordinairement, dans ce régime, il y a deux *Chambres* ou *assemblées* : l'une, la *Chambre des députés*, est élue par le suffrage populaire ; l'autre, le *Sénat*, qui contrôle la première, est composée de membres choisis par le roi dsns des conditions déterminées.

De plus, une sorte de pacte ou de convention détermine certaine lois fondamentales, auxquelles le peuple et le souverain sont tenus de se conformer. Ces lois forment la *Constitution*, et sont pour ce motif dites *Constitutionnelles*.

La Constitution est ainsi nommée parce qu'elle est la base du régime politique du pays. On l'appelle aussi quelquefois la *Charte*.

Ainsi le *roi*, les deux *Chambres* et la *Constitution*, voilà ce qui caractérise la monarchie constitutionnelle.

Des *ministres* choisis par le *roi* doivent faire exécuter les lois votées par les Chambres. Ce sont eux qui gouvernent. Ils sont par conséquent *responsables*, et ils peuvent être critiqués et jugés par la presse. Le roi, au contraire, ne faisant que donner des signatures sans gouverner, est *irresponsable*, et sa personne est *inviolable*.

Dans ce régime, le roi est censé *régner*, le peuple est censé *gouverner*. En réalité le roi ne règne pas et le peuple ne gouverne pas. Cette forme de gouvernement permet parfois à des factions hardies et à des sectes hypocrites de s'emparer du pouvoir et d'exploiter le pays avec d'autant plus d'audace qu'elles se cachent derrière la volonté d'une assemblée qui subit leur influence.

II

Régime aristocratique

Le régime *aristocratique* est ainsi appelé du mot grec *aristos*, « excellent ». C'est celui qui confère le pouvoir aux citoyens les plus éminents par leur sagesse, par leurs facultés intellectuelles ou par leurs autres ressources.

Lorsque l'autorité, exercée ainsi par un petit nombre de citoyens, tombe entre les mains d'hommes qui abusent de leur puissance et de leurs richesses pour opprimer les autres, cette forme de gouvernement est généralement appelée *oligarchie* ; c'est l'autorité de plusieurs tyrans.

III

Régime démocratique

Le nom du régime *démocratique* est, comme celui des précédents, tiré du grec. On l'a formé des deux mots : *demos*, « peuple », et *cratos* « puissance » : c'est le régime dans lequel le peuple exerce lui-même l'autorité.

On peut concevoir deux sortes de démocraties : l'une est mauvaise et tyrannique, l'autre laisse une large place à l'exercice des droits et des libertés des citoyens.

La *démocratie* tyrannique est celle qui donne à une faction hardie la faculté d'opprimer les riches et les hommes d'une condition élevée en vertu de l'audace ou de la force du nombre. Telle est celle qui triompha en France à la fin du siècle dernier. Cette forme de démocratie est désignée de nos jours par le nom de *radicalisme* ; elle proclame la suprême autorité de la multitude, elle lui reconnait le droit de faire tout ce qui lui plait ; elle en fait l'arbitre suprême de la justice, la règle même du bien et du mal. Dans ce système, le peuple souverain est considéré comme une sorte de divinité. Ses volontés sont en quelque sorte le fondement de tous les droits.

Inutile de faire remarquer que ce régime est une forme déguisée de la plus odieuse tyrannie.

Dans ces conditions, en effet, la multitude qui exerce le pouvoir n'admet ni le contrôle de la loi divine, ni les principes même de la loi naturelle ; elle n'a d'autre guide que ses passions et ses caprices : elle ne reconnait aucune autorité supérieure, capable de lui servir de frein.

Dès lors, il n'est pas d'excès dont elle ne soit capable et qu'elle ne prétende justifier.

Elle contredit d'ailleurs effrontément le principe même de la souveraineté du peuple, dont elle prétend faire la base de l'ordre social et de sa propre puissance.

Tout le monde sait en effet qu'en réalité ce n'est pas la majorité qui gouverne ; c'est une minorité hardie et tapageuse, qui s'empare brutalement du pouvoir et qui, pour donner à son usurpation un semblant d'investiture populaire, multiplie les promesses hypocrites ou terrorise les élec-

teurs, selon les circonstances, et souvent même n'appelle au scrutin que ceux qui lui sont favorables. C'est ce que l'on vit notamment pendant toute la durée de la période révolutionnaire à la fin du dix-huitième siècle.

A côté de cette fausse *démocratie*, qui n'est qu'un masque dont se servent quelques tyrans pour voiler leur ambition et leurs forfaits, il y a une *démocratie* honnête et louable.

En quoi consiste ce régime ? C'est celui qui confère à tout le peuple la mission d'élire périodiquement les hommes investis de l'autorité et des fonctions publiques.

Pour que la transmission du pouvoir s'accomplisse d'une manière pacifique et sans secousse pour le bien social, il faut des citoyens honnêtes et inspirés par l'amour de la patrie Aussi est ce seulement dans les nations vertueuses que ce régime peut se maintenir et procurer le bien du pays.

IV

Appréciation de ces régimes

Des divers régimes politiques que nous avons fait connaître, quel est le meilleur ? Est-ce la monarchie ? Est-ce l'aristocratie ? Est-ce la démocratie, qu'on appelle aussi la république ?

Il est difficile de répondre à cette question. La forme du pouvoir doit être en rapport avec le tempérament national et avec les circonstances dans lesquelles le pays se trouve placé.

En principe, le bonheur d'une société dépend beaucoup plus de l'honnêteté et des autres qualités des personnes qui la gouvernent que de la forme politique à laquelle elle est soumise.

Aux yeux de saint Thomas, l'idéal d'un régime politique consiste dans un heureux mélange de *monarchie*, *d'aristocratie* et de *démocratie*

L'organisation politique du peuple juif, au temps de Moïse et de Josué, offre un exemple de ce régime.

Un seul homme est à la tête du pouvoir, c'est l'élément *monarchique* : plusieurs princes ou représentants des familles du pays participent à l'autorité et lui servent de con-

trepoids, voilà l'élément aristocratique ; enfin le rôle de la démocratie se manifeste en ce que c'est le peuple qui élit les princes ou les représentants de la nation.

L'organisation politique de la France avant le XV^e^ siècle, avait, dans les communes directement soumises à l'autorité royale, certains rapports avec ce régime que le Docteur angélique semble préférer aux autres. Elle en différait cependant en ce que la royauté se transmettait par hérédité, ce qui contribuait à la stabilité du pouvoir. L'aristocratie féodale était aussi héréditaire.

Plus tard, les rois ont empiété peu à peu sur la part d'autorité qui revenait au peuple, aux princes et aux notables de la nation : l'excès de la monarchie absolue a amené la Révolution, qui a détruit l'ancienne constitution du pays, mais qui jusqu'à présent n'a pas pu lui donner un régime politique incontesté.

Saint Thomas estime la forme monarchique, considérée en elle-même, comme la meilleure formé du gouvernement. Mais, le pouvoir corrompant aisément ceux qui le possèdent, ce régime dégénère très souvent en tyrannie: pour être favorable à la société, il suppose dans le roi une vertu parfaite, qui est en réalité l'apanage du petit nombre.

C'est pourquoi, règle générale, ce saint docteur semble incliner pour la *démocratie*, mais à condition, bien entendu, qu'elle reconnaisse comme lois fondamentales le libre exercice de la religion, la pratique de la justice dont l'Eglise est l'interprète autorisé, et le respect de la famille, de la propriété et des libertés légitimes des communes.

Quoiqu'il en soit, la doctrine catholique laisse à chaque citoyen une entière liberté d'appréciation théorique sur les divers régimes ; mais, en pratique, c'est le devoir de tous les bons citoyens, ainsi que l'a rappelé Léon XIII. de faire abstraction à ce sujet de leurs préférences personnelles, pour servir leur patrie, en acceptant la constitution qui en détermine actuellement le régime politique.

Cette constitution peut n'être pas à l'abri de toute critique. Mais mieux vaut, pour une société, vivre avec une forme politique défectueuse, que de gaspiller ses forces et ses ressources en des querelles intestines interminables, sous prétexte de chercher à conquérir un meilleur régime.

Le bon ordre demande. ainsi que l'a de tout temps enseigné l'Eglise, que tous les bons citoyens reconnaissent les autorités établies, afin de concerter leurs efforts pour résister aux méchants et pour procurer le bonheur de la patrie.

ARTICLE III

ORGANISATION POLITIQUE DE LA FRANCE

I

Divisions politiques

La France est divisée en 86 départements, ou circonscriptions administrées par un préfet. Elle embrasse en outre le territoire de Belfort et les colonies.

Chaque département est une vraie société, jouissant de la personnalité civile, et comprenant plusieurs *arrondissements* divisés en *cantons*.

Chaque canton renferme un certain nombre de *communes*.

Commençons notre étude par la *commune*, la plus petite des circonscriptions administratives.

La commune

La commune est une société proprement dite, composée d'un certain nombre de familles, qui sont unies, sous l'autorité du *maire* et de ses *conseillers*. pour travailler de concert au bien de tous.

Certaines communes sont divisées en plusieurs sections ayant des intérêts distincts.

Le fonctionnement des communes est déterminé par plusieurs lois, spécialement par celle du 5 avril 1884, modifiée en plusieurs points par des lois postérieures.

Il doit y avoir, dans chaque commune, de 10 à 36 conseillers municipaux, selon le chiffre de la population.

Le conseil municipal est élu tous les quatre ans le premier dimanche de mai par tous les hommes majeurs (âgés de 21 ans) qui jouissent de leurs droits civiques et qui se trouvent dans les conditions voulues de domicile.

Pour être conseiller municipal, il faut avoir au moins 25 ans.

Le conseil municipal choisit lui-même le *maire*, à la ma-

jorité des suffrages ; il désigne un ou plusieurs adjoints, selon l'importance de la commune.

Le maire est chargé de veiller à tous les intérêts de la commune. Il propose au conseil les mesures qu'il juge utiles, et il les fait exécuter quand elles sont votées.

Aucune dépense ne peut être faite sans l'assentiment du conseil.

Le maire signe les contrats de vente ou d'achat, qui ont été faits avec l'autorisation du conseil.

Il est chargé de maintenir l'ordre dans la commune.

En qualité d'*officier de l'État civil*, il enregistre les mariages, les naissances et les décès et veille à la bonne tenue des registres de l'état civil.

Les francs-maçons prétendent aussi lui faire *célébrer* les mariages ; mais nous avons déjà fait observer que le mariage implique essentiellement un lien religieux qui échappe à la compétence du maire : ce sont les époux eux-mêmes qui le célèbrent en présence du ministre de Dieu. Sur ce point, par conséquent, la législation française est à modifier. Le maire doit constater que le mariage est célébré ; il ne le célèbre pas lui-même.

Le conseil municipal se réunit quatre fois par an, pour voter le budget communal, c'est-à-dire les recettes et les dépenses de la commune.

Ces recettes proviennent : 1° de l[illegible] de la location des biens communaux ; 2° d'une [illegible]rtie des impositions payées par les habitants ; 3° de centimes additionnels, ou taxe qu'on ajoute à la quotité de l'impôt ; 4° dans certaines communes d'une sorte d'impôt indirect qu'on appelle l'octroi et qui frappe les denrées introduites dans ses localités.

Les dépenses ont pour objet l'exécution des travaux utiles à la commune et les indemnités qu'il faut donner au personnel attaché à son service.

Le conseil municipal peut être appelé aussi à tenir des réunions extraordinaires.

La commune est comme une personne civile ; elle peut posséder.

Depuis la Révolution, la liberté des communes a été considérablement restreinte.

Elle est privée notament de droit de choisir ses instituteurs. On la contraint souvent à payer des maitres dont elle ne voudrait pas.

L'administration l'oblige par force à faire des dépenses absolument inopportunes et lui interdit souvent celles qui seraient les plus utiles dans l'intérêt des habitants.

Les communes ne peuvent même pas choisir librement leur cantonnier.leur garde-champêtre ou les administrateurs du bureau de bienfaisance.

Espérons que ces dispositons tyranniques finiront par disparaitre.

Le canton

Le *canton* est une circonscription territoriale qui comprend ordinairement plusieurs communes. Les grandes villes cependant forment à elles seules un canton ; quelques-unes sont même, à cause de leur vaste enceinte, divisées en plusieurs cantons.

Il pourrait être utile que chaque canton fût organisé comme une société et que les diverses communes qui le composent unissent leurs efforts pour sauvegarder leurs intérêts mutuels. En réalité, il n'en est pas ainsi : le canton n'est guère qu'une division territoriale, il n'est pas une vraie société et il n'a ni organisation spéciale, ni personnalité.

Il y a cependant quelques liens entre les diverses communes d'un même canton.

Ainsi elles envoient un même délégué au conseil général du *département*. Chaque conseiller général est nommé par les électeurs du canton qu'il représente.

Chaque canton élit de même un *conseiller d'arrondissement*, ou délégué de toutes les communes du canton pour prendre part à des réunions qui se tiennent dans le chef-lieu d'arrondissement.

Certains cantons nomment deux conseillers d'arrondissement.

De plus le canton est la première des circonscriptions judiciaires. On trouve, dans chaque canton, un *juge de paix* qui a une double mission : 1° concilier les parties pour les dispenser de se rendre devant les tribunaux ; 2° juger les

affaires peu importantes. Ce magistrat prononce sans appel pour une somme inférieure à 100 francs ; il peut même juger jusqu'à 1500 francs ; mais au dessus de 100 francs, on peut faire appel.

Règle générale, chaque canton est le siège d'une brigade de gendarmerie, chargée d'y maintenir l'ordre.

C'est au chef-lieu du canton qu'on réunit d'ordinaire les jeunes gens des communes qui le composent, lorsqu'on les convoque pour le tirage au sort et pour le conseil de révision.

L'arrondissement

Plusieurs cantons forment ensemble ce qu'on appelle un *arrondissement*, simple circonscription territoriale ou division adminiinistrative, qui n'a pas d'organisation spéciale ni de personnalité civile.

Au chef lieu de l'arrondissement se trouve un *sous-préfet*, nommé par le gouvernement.

Il a été souvent question de supprimer les sous-préfets, qui ne sont en réalité que les agents de transmission.

Le sous-préfet assiste ou supplée le préfet dans certaines fonctions, telles que le tirage au sort, etc.

Le conseil d'arrondissement, qui tient ses sessions à la sous-préfecture, n'a qu'une médiocre importance. Son rôle se borne à s'occuper de la répartition des contributions directes entre les diverses communes, et à émettre des vœux sur les besoins de la région.

Ordinairement le chef-lieu d'arrondissement est le siège d'un *tribunal de premiere instance.*

Ce tribunal comprend, suivantl'importance de la région. de *trois* à *douze* juges. Parmi ces juges.il y a un *president*. L'un d'eux au moins est régulièrement chargé d'interroger les accusés et de rechercher les preuves de leur culpabilité : on l'appelle le *juge d'instruction.*

Les tribunaux de première instance jugent les contestations d'intérêt privé entre particuliers ; c'est ce qu'on appelle la *justice civile.*

Ils jugent aussi les infractions à la loi, qu'on appelle, suivant leur importance, *contracentions*, *délits* ou *crimes* : c'est la justice *criminelle.* Les tribunaux de première ins-

tance ne prononcent qu'au sujet des contraventions et des délits.

Ces tribunaux sont appelés de *première instance*, parce que c'est devant eux que les affaires civiles ou criminelles sont portées en *premier* lieu ; les tribunaux d'un ordre supérieur sont appelés des *cours d'appel*.

Les *juges de paix* ne peuvent s'occuper que de simples contraventions.

Le département

Voici une vraie société, qui a sa vie propre, ses intérêts communs, son administration spéciale, c'est le *département*.

Le département est une société formée d'un grand nombre de communes, admintstrées par un même chef, qui porte le nom de *préfet*.

Il semble que dans une République. le préfet devrait être choisi par les diverses communes dont il est l'administrateur. Il n'en est pas ainsi en France. Le préfet est nommé par le gouvernement et les communes ne sont même pas consultées ; elles sont tenues d'accepter le chef que le ministre impose à tout le département.

Par suite, le préfet est à la merci des caprices ministériels, C'est donc le ministère qui, par son intermédiaire, décide des intérêts et du sort des communes.

Comme représentant de l'État, le préfet fait publier et exécuter les lois dans le département.

C'est à lui qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre.

Il est assisté d'un *secrétaire général*, qui le remplace en cas d'absence et d'un *conseil de préfecture*, qui l'éclaire de ses avis. Les membres de ce conseil sont tous, comme le préfet, choisis par le gouvernement.

Le conseil de préfecture exerce aussi l'office de tribunal adminsitratif ; il tranche notamment les difficultés soulevées entre les administrations et les entrepreneurs de travaux publics, les questions relatives à la réduction des impôts directs, etc.

Comme chef du département, le préfet s'occupe principalement de préparer le budget du département. C'est lui

aussi qui approuve le budget des communes, placées en quelque sorte sous sa tutelle.

L'autorité du préfet dans le département est tempérée par le *Conseil général.*

Malheureusement le choix des conseillers n'est pas toujours abandonné à l'initiative des cantons dont ils représentent les intérêts. Les préfets désignent souvent eux-mêmes un candidat de leur choix et s'efforcent de le faire élire.

Le Conseil général contrôle l'administration du préfet, comme fait le conseil municipal à l'égard de celle du maire de la commune.

Les membres du conseil général sont élus pour six ans, mais de manière à être renouvelés par moitié tous les trois ans

Ils siègent deux fois par an, au chef-lieu du département. Leur principale mission est de s'occuper de la gestion des biens du département.

Ils peuvent émettre des vœux dans l'intérêt du pays.

Le conseil général choisit parmi ses membres une commission qui travaille en son nom et qui se réunit tous les mois au chef-lieu du département ; c'est la *commission départementale.*

C'est d'ordinaire au chef-lieu du département que s'établit quatre fois par an, la *cour d'assises*, appelée à juger les crimes qui sont au dessus de la compétence des tribunaux de première instance Cette cour est présidée par un conseiller de la cour d'appel.

A côté de la cour proprement dite, siège un jury, sorte de tribunal supplémentaire composé de *jurés*, hommes honorables du département, dont le nom est tiré au sort, Ces jurés ont à décider si l'accusé est coupable, *oui* ou *non*.

Autres divisions de l'Etat

L'ensemble de tous les départements avec les colonies forme l'Etat, ou nation française.

On distingue d'autres divisions de l'Etat :

1° *La division judiciaire* embrasse 23 *cours d'appel* ou tribunaux supérieurs auxquels on peut recourir après les

jugements des tribunaux de première instance, situés dans la circonscription de ces cours.

2° *La division militaire* est formée de 20 corps d'armée auxquels se rattachent les diverses troupes et garnisons françaises. Chaque corps a pour chef un général commandant de corps.

3° *La division universitaire* comprend 16 *Académies*, dont chacune est dirigée par un *recteur* qui a sous ses ordres un inspecteur d'Académie dans chaque département de son ressort.

4° *La division maritime* embrasse 5 *arrondissements* ou *préfectures*, administrées chacune par un *préfet maritime*, 12 *sous-arrondissements* et 81 *quartiers*, administrés par des *commissaires maritimes*.

II

Régime politique de la France

Régimes politiques avant 1789

Jusqu'au 21 septembre 1792, la Monarchie a été constamment, pendant treize siècles, le régime politique de notre pays. Dans une mesure plus ou moins étendue selon les époques, la royauté associait au gouvernement de la nation l'élément aristocratique, et l'élément démocratique.

Clovis est considéré comme le fondateur de la Monarchie française: ses prédécesseurs, en effet, n'étaient que les chefs de la tribu des Francs établie au Nord Est de la Gaule, dont il fit lui-même la conquête, après avoir embrassé la foi catholique.

La *loi salique* était le code de ce peuple, qui venait de s'agréger à l'Eglise. A la suite de la conversion de Clovis, cette loi nationale fut complétée par l'expression d'un pacte d'alliance entre le Christ et la royauté française.

Voici le texte de ce prologue :

« Vive le Christ, qui aime les Francs ; qu'il garde leur royaume et remplisse leurs chefs de la lumière de la grâce ; qu'il protège leurs armées ; qu'il leur accorde des signes qui attestent leur foi, les joies de la paix et de la félicité ; que le Seigneur JÉSUS-CHRIST dirige dans les voies de la piété les

règnes de ceux qui gouvernent ; car cette nation est celle qui. brave et forte, secoua de sa tête le dur joug des Romains et qui. après avoir reconnu la sainteté du baptême, orna somptueusement d'or et de pierres précieuses les corps des saints martyrs, que les Romains avaient brûlés sur le feu, mutilés par le fer ou fait déchirer par les bêtes féroces. »

C'est ainsi que la monarchie *très chrétienne* est, dès l'origine, proclamée par la loi constitutionnelle des Francs.

Les fils de Clovis se divisent son royaume ; un partage analogue se renouvelle plusieurs fois sous la première race. La nation reconnaît dès lors la monarchie *héréditaire*.

Pépin le Bref, appelé au trône par le choix des grands du royaume, voit son autorité consacrée par la décision même du Pape : les services qu'il rend à l'Eglise placent la France à la tête des peuples et lui confirment son titre de fille ainée de l'Eglise

La couronne impériale, ajoutée par le Pontife romain à la dignité royale sur le front de Charlemagne, fait resplendir l'éclat de la monarchie française.

L'Empire du grand conquérant, plusieurs fois partagé, forme trois grands royaumes la *France*, l'*Italie* et l'*Allemagne*.

Aux Carlovingiens succède une nouvelle dynastie avec Hugues Capet. qui se fait élire roi et sacrer à Reims. Cette cérémonie du sacre, déjà précédemment en honneur, manifeste avec éclat l'origine divine de l'autorité royale : aussi s'est elle accomplie pour tous les rois jusqu'à Louis XVI.

Le pouvoir royal était considérablement amoindri depuis la proclamation de l'hérédité des fiefs. Les seigneurs, devenus dans leurs terres de vrais souverains,cherchaient à se soustraire de plus en plus à l'autorité du roi leur suzerain. Leur humeur belliqueuse trouva dans les croisades une heureuse diversion et l'Eglise,par ses diverses institutions et spécialement par la trêve de Dieu, rémédia dans une certaine mesure aux abus de la féodalité.

C'est alors que les rois firent appel à l'élément *démocratique* en affranchissant les communes, en donnant aux corporations ouvrières une forte organisation et en sauvegardant les privilèges et les libertés des populations placées sous leur autorité immédiate.

Le siècle de saint Louis, qui se proclame le sergent du

Christ, est caractérisé par un magnifique épanouissement des libertés civiques et par des chefs-d'œuvre dans les sciences, les arts et l'industrie : c'est l'époque où surgissent nos plus belles cathédrales. Fidèle aux maximes du Christ, le roi comprend que son autorité lui est donnée non pour son propre profit, mais pour le bien de son peuple.

Avec Philippe le Bel apparait l'esprit de révolte contre l'Eglise. Ce roi s'appuie sur les Etats Généraux pour résister au Pape. Oubliant que c'est la justice qui soutient les royaumes, il introduit en France le système du *Césarisme*, et, pour tenir le Pape sous sa dépendance, il le détermine à quitter Rome et à établir son siège à Avignon.

Ces attentats contre l'Eglise et contre la mission de la France reçoivent bientôt un châtiment exemplaire. Les fils du roi prévaricateur se succèdent rapidement sur le trône et ils sont frappés à la fleur de l'âge sans laisser de postérité.

La nation, complice de l'iniquité, est désolée par la peste, par la guerre de Cent ans et par d'autres fléaux effroyables.

Avant que la descendance de Philippe-le-Bel soit éteinte, les Etats-Généraux déclarent les femmes inhabiles à régner : ils appliquent au royaume un article de la loi salique en vertu duquel la succession des terres revenait de droit aux héritiers masculins.

La branche des Valois est alors appelée au trône, et, malgré tous les désastres du quatorzième siècle et l'état de démence de Charles VI, la nation demeure fidèle à cette règle de transmission du pouvoir.

Au moment où la France trahie va devenir la proie de l'étranger, l'Archange saint Michel vient, au nom de Dieu, confier à Jeanne d'Arc la mission de délivrer la patrie et de faire sacrer Charles VII. Après cette grande œuvre, l'héroïque Pucelle rappelle au roi de France qu'il n'est que le lieutenant de Jésus-Christ. Peu à peu diverses provinces s'ajoutent au domaine de la couronne, et, avec François Ier, se réalise l'unité de la France. C'est alors que les seigneurs fomentent des troubles et des séditions ; ils embrassent les funestes hérésies de Calvin, espérant ainsi se soustraire à la fois à l'autorité de l'Eglise et au pouvoir royal.

Pendant un siècle, la France est désolée par la guerre

civile et par d'affreux massacres. Le peuple se ligue pour défendre sa foi. et Henri IV, inféodé lui-méme au protestantisme, ne peut ceindre la couronne qu'après avoir abjuré l'hérésie. Ainsi la France demeure la fille ainée de l Eglise.

Après la mort de ce roi. les seigneurs protestants profitent de leurs privilèges pour provoquer de nouvelles révoltes ; c'est ce qui amène Louis XIII et son ministre Richelieu à s'appuyer sur le peuple pour amoindrir la noblesse.

Ainsi se prépare la monarchie absolue de Louis XIV. Aveuglé par l'éclat de sa gloire, le puissant monarque fait proclamer les doctrines césariennes par la Déclaration de 1682 ; il oublie qu'en cherchant à soustraire son pouvoir à l'autorité de l'Eglise, il le dépouille de son plus ferme appui. Les avertissements divins ne lui sont pas ménagés ; il voit ses fils emportés par la mort et la fin de son règne est attristée par une série de défaites et d infortunes.

Son successeur, méconnaissant cette leçon providentielle devient le scandale de son peuple, et il abandonne aux impies le gouvernement de la France.

Malgré la droiture de ses intentions, Louis XVI à son tour laisse le pouvoir aux ennemis de l'Eglise : la noblesse se livre au désordre et propage l'incrédulité : ainsi se prépare l'effondrement de la monarchie.

Les francs-maçons. en provoquant les désastres de la Révolution, se proposaient surtout d'anéantir l'Eglise : c'est dans ce but qu'ils supprimèrent les confréries, les congrégations religieuses et toutes les corporations du travail, qu'ils détruisirent les anciennes provinces et toutes les institutions nationales ; qu'ils accumulèrent sur le sol français les massacres et les ruines.

Ils voulaient ainsi faire disparaître à tout prix le catholicisme qui avait tout pénétré. Vains efforts. Comme autrefois l'Enfant-Dieu échappa au cruel Hérode qui.pour l'atteindre, faisait immoler tous les enfants. ainsi l'Eglise catholique sortit plus vivante et toute rajeunie des désastres produits par la Révolution.

Il est utile de rappeler que l'ancienne constitution monarchique laissait aux citoyens français une liberté plus étendue que les constitutions contemporaines Jamais les rois

n'auraient osé, par exemple, imposer à tous les parents des instituteurs hostiles à leur foi.

Joseph de Maistre, dans ses *Considérations sur la France*, chapitre VIII, emprunte à un ouvrage publié en 1793 par des magistrats distingués les principes de la monarchie française. Nous reproduisons ce résumé :

« La constitution attribue au roi la puissance législatrice.de lui émane toute juridiction. Il a le droit de rendre la justice, et de la faire rendre par ses officiers ; de faire grâce, d'accorder des privilèges et des récompenses ; de disposer des offices, de convoquer, de dissoudre les assemblées de la nation, quand sa sagesse le lui indique ; de faire la paix et la guerre, et de convoquer les armées.

» Le roi ne règne que par la loi, et *n'a puissance de faire toute chose à son appetit*.

» Il est des lois que les rois eux-mêmes se sont avoué, suivant l'expression devenue célèbre, dans l'heureuse impuissance de violer ; ce sont les lois du *royaume*, à la différence des lois de circonstance ou non constitutionnelles, appelées *loi du roi*.

» Ainsi, par exemple, la succession à la couronne est une primogéniture masculine d'une forme rigide.

» Les mariages des princes du sang faits sans l'autorité du roi sont nuls (1).

» Si la dynastie régnante vient à s'éteindre c'est la nation qui se donne un roi.

» Les rois,comme législateurs suprêmes,ont toujours parlé affirmativement,en publiant leurs lois.Cependant il y a aussi un consentement du peuple, mais ce consentement n'est que l'expression du vœu,de la reconnaissance et de l'acceptation de la nation.

» Trois ordres, trois chambres, trois délibérations ; c'est ainsi que la nation est représentée. Le résultat des délibérations, s'il est unanime, présente le vœu des États généraux.

» Les lois du royaume ne peuvent être faites qu'en générale assemblée de tout le royaume, avec le commun accord des gens des trois États. Le prince ne peut déroger à ces lois ; et s'il ose y toucher, tout ce qu'il a fait peut être cassé par son successeur.

» La nécessité du consentement de la nation à l'établissement des impôts est une vérité incontestable, reconnue par les rois.

» Le vœu de deux ordres ne peut lier le troisième, si ce n'est de son consentement.

---

(1) Cette nullité, quoique proclamée par la plupart des théologiens du dix huitième siècle, n'a pas été reconnue par l'Église

» Le consentement des Etats généraux est nécessaire pour la validité de toute aliénation perpétuelle du domaine. Et la même surveillance leur est recommandée pour empêcher tout démembrement partiel du royaume.

» La justice est administrée, au nom du roi, par des magistrats qui examinent les lois, et voient si elles ne sont point contraires aux lois fondamentales.

» La puissance militaire ne doit point s'interposer dans l'administration civile.

» Les magistrats sont inamovibles, et ces offices importants ne peuvent vaquer que par la mort du titulaire, la démission volontaire ou la forfaiture jugée.

» Le roi, pour les causes qui le concernent, plaide dans ses tribunaux contre ses sujets : on l'a vu payer la dime des fruits de son jardin. »

Constitutions de la période révolutionnaire

Infidèles à leur mandat, les représentants de la France prétendent remplacer la constitution treize fois séculaire et toujours chère au pays, par une nouvelle constitution qu'ils se mettent à fabriquer. Bailly, meneur de cette révolte, va bientôt expier ce crime national : condamné à l'échafaud, il est, avant son exécution, couvert de boue par les révolutionnaires dont il a été l'instigateur

La nouvelle constitution, dirigée surtout contre l'Église, est terminée le 3 septembre 1791.

Elle est foulée aux pieds par l'assemblée législative qui devait la mettre en exécution : elle n'est d'ailleurs appliquée qu'en ce qui concerne les mesures hostiles au catholicisme.

Dès sa première séance, le 21 septembre 1792, la Convention décrète l'abolition de la royauté. Elle élabore une autre constitution qu'elle fait solennellement acclamer par les délégués des communes le 10 août 1793 et qui est aussitôt suspendue pour faire place au régime révolutionnaire qui livre la France aux caprices des tyrans.

Avant de se séparer, la Convention prépare la constitution de l'an III promulguée le 1er Vendémiaire an IV. (23 septembre 1795). C'est en vertu de cette constitution qu'on élit le Conseil des Anciens et le Conseil des *Cinq cents* et que s'établit le régime du Directoire. Elle n'est pas plus respectée que les précédentes ; les directeurs eux mêmes sont les premiers à s'insurger contre elle par des coups d'État : c'est le régime de l'anarchie.

Constitution de l'an VIII

La Constitution de l'an VIII, mérite une mention spéciale : elle a donné naissance à l'organisation administrative actuelle de la France, promulguée le 17 février 1800.

Sous une étiquette républicaine, elle préparait habilement le césarisme ou pouvoir absolu. Le premier Consul Bonaparte.qui en était l'inst gateur.songeait dès lors à l'Empire : une centralisation excessive livrait les fonctionnaires et le pays tout entier à la merci de ses caprices.

Le Chef de l'Etat nommait lui-même les membres du Sénat, les préfets et les sous-préfets, les conseillers généraux, les maires et les conseillers municipaux : il accaparait tout le pouvoir.

Les Constitutions du XIX siècle

La Constitution de l'an VIII fut remplacée le 4 mai 1804 par celle de l'Empire héréditaire, qui maintenait l'organisation précédente, en y ajoutant une cour de personnages richement dotés.

Après la chute de Napoléon, Talleyrand impose à Louis XVIII,la Charte du 4 juin 1814, qui proclame la monarchie héréditaire, l'égalité des citoyens devant la loi, la responsabilité des ministres, avec deux Chambres, celle des pairs nommés par le roi, et celle des députés, nommés par les contribuables.

L'organisation administrative demeure ce qu'elle était sous l'Empire.

A l'avènement de la Monarchie de juillet, la Charte précédente est maintenue avec quelques modifications.

Le roi s'appelle roi des Français,et non roi de France ; la religion catholique,qui était auparavant la religion de l'Etat, est reconnue seulement comme celle de la majorité des Français.

La Constitution de 1849 maintient la République, proclamée l'année précédente,avec une seule Chambre et un président.

Louis Napoléon ayant obtenu la présidence prépare le coup d'Etat du 2 décembre 1851. suivi l'année suivante de la proclamation de l'Empire, dont la Constitution reproduit à peu près celle de l'an VIII.

Après la chute du second Empire, la République est proclamée : l'assemblée nationale élabore la constitution de 1875, qui est encore en vigueur.

Constitution de 1875

La Constitution de 1875, qui régit actuellement la France, est déterminée par trois lois constitutionnelles : la loi du 24 février 1875 sur l'organisation du Sénat ; celle du 25 février 1875 sur l'organisation des pouvoirs publics, et celle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics.

Des lois postérieures y ont apporté quelques modifications de détail.

Les lois constitutionnelles divisent les pouvoirs entre le Président de la République et deux assemblées, le Sénat et la Chambre des députés.

Le Président de la République est nommé pour sept ans, par les deux Chambres réunies en assemblée nationale. Il peut être réélu.

Il nomme les ministres, qui sont responsables devant le Sénat et devant la Chambre des députés. Il peut dissoudre la Chambre des députés, avec l'autorisation du Sénat.

La souveraineté réside dans la nation qui n'exerce pas son pouvoir d'une manière directe mais par l'intermédiaire de représentants chargés de faire les lois. Ces représentants sont le Sénat et la Chambre des députés.

Le Sénat comprend 300 membres, élus pour 9 ans, dans chaque département, par les députés, les conseillers généraux, les conseillers d'arrondissements et les délégués des conseils municipaux. Il est renouvelé par tiers tous les trois ans.

Il peut être érigé en haute cour de justice.

La Chambre des députés est renouvelée entièrement tous les quatre ans dans les conditions déterminées par la loi électorale.

La Constitution de 1875 peut être révisée, mais seulement par les deux Chambres siégeant en congrès.

Telle est la Constitution actuelle, qui a, comme toutes celles du dix-neuvième siècle, le vice capital de ne tenir aucun compte de l'autorité de Dieu. Tout d'abord la constitution de 1875, avait prescrit des prières publiques ; mais

cette disposition fut bientôt supprimée par les sectaires arrivés au pouvoir.

ARTICLE IV

Pouvoir législatif

Dans une société parfaite, l'autorité s'exerce par un triple pouvoir : le pouvoir *législatif*, le pouvoir *judiciaire* et le pouvoir *exécutif*.

Parmi ces trois formes de l'autorité sociale, le pouvoir législatif est la plus importante, puisque les lois qui en émanent ont précisément pour but de procurer à l'État sa prospérité temporelle et par là même la réalisation de sa fin immédiate.

Nous avons déjà parlé, dans la *Morale générale* (p. 160) du pouvoir législatif et de la procédure suivie actuellement en France pour la confection des lois. Tous les sénateurs et tous les députés ont le droit de présenter des propositions qui, pour devenir des lois, doivent être discutées et adoptées par les deux Chambres et promulguées par le Président de la République.

Comme, d'après la Constitution qui nous régit, tous les citoyens participent dans une certaine mesure au pouvoir législatif en désignant les hommes qui doivent l'exercer, il nous paraît essentiel de rappeler brièvement le domaine de la loi, les limites imposées au législateur et les devoirs que sa mission lui impose.

I

Domaine de la loi

Par « domaine de la loi » il faut entendre toutes les matières qui peuvent être l'objet d'une loi.

Ce domaine est très étendu. Il comprend les droits civils et politiques des individus, les biens de toute sorte dont l'homme peut faire usage, les diverses formes de contrats, les sacrifices que la société peut demander à ses membres pour le bien public, les peines diverses encourues par les violateurs de la loi, les relations sociales sous toutes leurs formes, en un mot tout ce qui se rattache à la prospérité temporelle de la société.

II

Limites du pouvoir législatif

L'Etat est une société parfaite et indépendante de toute société de même nature. C'est à ce titre qu'il possède le pouvoir législatif, qui lui est indispensable pour atteindre sa fin.

Est-ce à dire qu'il puisse décréter tout ce qui lui plaît ? Non, certes. S'il n'était soumis à aucune règle, son pouvoir deviendrait aussitôt du despotisme et de la tyrannie.

Quelles sont donc les limites dans lesquelles est circonscrit l'exercice du pouvoir législatif de l'Etat ?

1° La première limite imposée au législateur, c'est la loi de Dieu.

Si le chef de la société peut imposer des lois à ses semblables, c'est uniquement parce qu'il est le représentant de Dieu. C'est de Dieu seul qu'il tient son autorité. Il est donc évident qu'il ne peut l'exercer contre les lois de Celui qui lui communique à lui-même tout son pouvoir.

Cette loi de Dieu nous est manifestée par la loi naturelle et par la loi positive divine, dont l'Église catholique est l'interprète infaillible et autorisé. Toute loi civile opposée à cette loi sainte est donc par là même nulle et sans valeur.

C'est donc une erreur monstrueuse de voir dans la loi civile, comme le font certains universitaires contemporains, la règle suprême du bien et du mal. Cette règle ne peut se trouver en dehors de la loi de Dieu, qu'aucune loi humaine n'a le droit de transgresser.

2° Le législateur est également limité par les droits des citoyens, et des diverses sociétés qui font partie de l'Etat ou sont en rapport avec lui.

L'Etat païen méconnaissait ce principe fondamental ; i outrageait brutalement les droits de l'enfant et du vieillard, qu'il abandonnait aux caprices de sa famille ; de l'homme faible ou isolé qu'il livrait à l'esclavage et à l'oppression. Loin de tomber dans ces lamentables excès, le législateur doit protéger la liberté des petits comme celle des grands, l'inviolabilité du domicile du pauvre comme celle du riche, le droit de propriété et tous les autres droits des citoyens.

Il est tenu également de faire respecter les droits des fa-

milles, ceux des communes et des autres sociétés ou corporations qui se forment légitimement dans l'Etat.

Ainsi, loin d'empiéter sur le droit qui appartient aux parents de faire élever eux-mêmes leurs enfants, il doit prendre des mesures efficaces pour sauvegarder cette liberté sacrée du père et de la mère de famille.

Le législateur doit appliquer les mêmes principes aux autres Etats dont il ne lui est jamais permis de violer les droits, et surtout à l'Eglise Catholique, cette société divine qui a pour mission de conduire les hommes à la félicité éternelle.

3° Le bien général, telle est la troisième limite qui enserre le domaine du législateur. Son autorité en effet ne lui est conférée que pour procurer le bien de tous. Toute mesure contraire à ce bien commun est donc en opposition directe avec la fin de la société et constitue un véritable désordre. Si le législateur passait outre, il deviendrait manifestement prévaricateur, ses prétendues lois seraient des actes de tyrannie et ne pourraient obliger les membres de la société.

III

Devoirs du législateur

Le grand devoir du législateur, c'est d'avoir toujours en vue la véritable destination de la société civile, établie pour assurer à ceux qui en font partie les moyens de vivre dans le bien-être et la tranquilité.

Pour obtenir ce résultat, trois conditions sont indispensables : la *paix*, ou l'harmonie entre les diverses parties du corps social, la *justice distributive* et la *prudence* du législateur.

Paix sociale

De même que le corps humain ne peut fonctionner qu'autant que les diverses parties qui le composent sont unies ensemble, de même la société ne peut vivre qu'autant que ses membres agissent de concert et sont unis par les liens de la paix.

1° Il faut d'abord une organisation harmonieuse, permettant aux familles de manifester aux chefs de la municipalité leurs

divers besoins ; aux municipalités de recourir sans entraves à l'autorité provinciale ou départementale, et à la province de s'adresser elle-même librement à l'autorité supérieure.

2° Tous les membres de la société doivent être suffisamment pourvus de tous les biens nécessaires à la vie, et, pour les leur procurer, les législateurs doivent avoir une connaissance approfondie des multiples exigences de la vie locale.

3° Pour le maintien de la paix sociale, tout ce qui se rattache au droit de propriété doit être bien précisé et la transmission des biens doit s'accomplir dans des conditions clairement indiquées d'avance, conformément aux principes de la justice et de la loi naturelle.

C'est ainsi que le législateur est tenu de sauvegarder, par des sages prescriptions, les testaments et les contrats de toute nature.

4° Les lois doivent prévenir tous les désordres qui seraient de nature à troubler la paix publique, et favoriser au contraire les actes de dévouement et de vertu, propres à élever l'âme et à entretenir l'union des esprits et des cœurs.

La loi civile cependant ne peut pas empêcher tous les vices ; elle est faite pour la multitude, qui compte un grand nombre d'hommes d'une vertu médiocre. Elle ne doit donc proscrire que les vices dont il est possible de préserver la majorité des hommes et ceux qui nuisent aux autres citoyens, tels que le vol, l'homicide, etc.

5° Pour assurer la paix intérieure, il est essentiel aussi de préserver la nation des ennemis du dehors, en établissant une armée bien disciplinée et en prenant toutes les mesures nécessaires à la sûreté du pays.

Justice distributive

Les principes de justice distributive dont le législateur doit s'inspirer peuvent se ramener aux trois règles suivantes :

1° Aucune prescription législative ne doit léser les intérêts de certains membres de la société, pour favoriser d'autres membres.

2° Les charges publiques doivent être accessibles à tous les citoyens honnêtes ; et le législateur doit s'abstenir de

prendre des mesures propres à éloigner de ces fonctions certains membres de la société, capables de les remplir utilement.

Chacun doit en effet apporter à la société sa part d'intelligence et d'activité, et y remplir une fonction proportionnée à son âge; à ses aptitudes, à son expérience.

Lorsqu'un homme devient incapable d'exercer plus longtemps l'emploi qui lui était confié, on doit honorer ses services et lui substituer un successeur, d'après des règles sagement déterminées.

3° C'est d'après le mérite qu'il faut distribuer les charges. La paix serait nécessairement troublée, si elles étaient obtenues par l'intrigue ou par la faveur. Il importe donc qu'elles ne dépendent pas du caprice et de la libre volonté de celui qui exerce le pouvoir.

Règles de prudence

Non content de sauvegarder la paix sociale et la justice distributive, le législateur qui aspire à remplir dignement sa mission se préoccupe aussi de tous les autres devoirs inhérents à ses hautes fonctions.

Il s'applique spécialement à se conformer toujours aux règles d'une sage prudence.

Il ne se contente pas de ses lumières personnelles ; il consulte tous les citoyens capables de lui donner des renseignements utiles, particulièrement ceux qui se trouvent placés à la tête des provinces ou des départements, des communes et des divers corps d'état.

Il fait étudier tous les projets de lois par des hommes compétents et sincèrement dévoués au bien du pays.

Il a soin de rédiger les lois en des termes clairs et précis, pour qu'on en comprenne bien la signification et qu'il n'y ait point d'équivoque.

Il se tient en garde contre le désir du changement et de la nouveauté.

Autant il doit avoir a cœur de perfectionner la législation, autant il doit redouter les expériences précipitées, et la manie des innovations. Il se souviendra que par leur nature les lois sont stables et permanentes ; elles ne doivent être modifiées que lorsqu'il est bien établi que le bien de la société le demande.

ARTICLE IV

POUVOIR JUDICIAIRE

I

Objet du pouvoir judiciaire

Le pouvoir judiciaire, du mot latin *judicium* « jugement » est ainsi nommé, parce qu'il a pour mission de juger : 1° Le véritable sens des lois ; 2° les actes des citoyens, en décidant si ces actes sont ou non conformes à la loi :

Ce pouvoir est évidemment une conséquence du pouvoir législatif.

En vain la société ferait des lois, si elle n'avait pas le droit d'en déterminer la vraie signification et de s'assurer que ces lois sont mises en pratique.

Mais, bien que le pouvoir judiciaire soit une conséquence du pouvoir législatif, ce n'est pas à dire qu'il doive être exercé par les mêmes personnes. Il convient au contraire que le droit de juger soit confié à des citoyens spécialement déterminés, dont la mission est de trancher, conformément à la loi, les querelles qui s'élèvent entre les citoyens et de maintenir l'ordre dans la société, en infligeant de justes peines à ceux qui violent les prescriptions du pouvoir législatif.

De là vient qu'on distingue un double pouvoir judiciaire : la justice *civile* et la justice *criminelle*.

II

Tribunaux et cours ordinaires

Nous avons déjà dit qu'il y a, dans chaque canton, un *juge de paix*. qui exerce une mission de conciliation entre les plaideurs et qui juge, au *civil*, les affaires de peu d'importance. et au correctionnel, les simples contraventions.

Dans les chefs lieux d'arrondissements, se trouve un tribunal de *première instance*, ainsi appelé parce qu'il juge en premier *ressort*, soit au civil, soit au correctionnel, et qu'on peut faire appel de ce jugement.

Il y a en outre, des *cours d'appel*, ou tribunaux d'un ordre supérieur dont la mission est de juger, soit en matière civile,

soit en matière correctionnelle, toutes les causes, au sujet desquelles les citoyens condamnés par les tribunaux de première instance veulent recourir à une juridiction supérieure.

Chaque cour d'appel se divise en plusieurs *chambres*, composées chacune d'un président et de plusieurs juges qui portent le titre de *conseillers*.

A la tête de toute la cour, se trouve un premier président.

Pour porter un jugement, il faut au moins sept conseillers dans les chambres civiles et au moins cinq dans les chambres correctionnelles.

Indépendamment des juges, il y a, dans chaque tribunal et dans chaque cour, le *ministère public*, qu'on appelle aussi le *parquet*, parce qu'autrefois il se plaçait dans un enclos ou *parc*, qui était compris entre le siège des juges et le banc des avocats et où les témoins faisaient leurs dépositions.

Le ministère public a pour mission de poursuivre les crimes et les délits et d'assurer l'action de la justice et des lois.

Devant le juge de paix il n'y a pas de ministère public proprement dit ; cet office est rempli par le maire ou par le commissaire de police.

Au tribunal de première instance, c'est le *Procureur de la République* et son substitut, qui constituent le ministère public.

Dans les cours d'appel, il y a non seulement un *Procureur général* et ses substituts, mais encore des *avocats généraux* qui prennent la parole au nom du procureur général.

Le citoyens dont la cause doit être jugée se font assister par un *avocat* ou défenseur, qui soutient leurs droits, en matière civile, et qui s'efforce de les justifier en matière correctionnelle ou criminelle, soit devant le tribunal, soit devant la cour.

Au personnel judiciaire il faut rattacher les *avoués*, les *greffiers*, les *huissiers* et les *témoins*.

Les *avoués* sont des officiers ministériels qui doivent représenter, en matière civile, tous ceux qui soummettent une cause à la décision de la cour ou du tribunal ; ce sont les avoués qui font les écritures des parties et qui suivent

la procédure en leur nom. Avant la Révolution, on leur donnait le nom de *procureurs*.

Les *greffiers* sont aussi des officiers ministériels. Leur charge est d'écrire les jugements et actes judiciaires, d'en garder les minutes et d'en délivrer les expéditions, lorsqu'il y a lieu.

Les *huissiers* ont été ainsi nommés du vieux mot *huis* « porte », parce qu'ils gardaient la porte pendant les délibérations et qu'ils faisaient entrer ou sortir le public. Leur fonction est de maintenir l'ordre aux audiences, de signifier aux parties les pièces nécessaires et d'exécuter les jugements.

Les charges des *avoués*, des *greffiers* et des *huissiers*, sont vénales, c'est-à-dire qu'elles se vendent et se transmettent à prix d'argent. Ces officiers ministériels sont cependant nommés par le gouvernement.

Les *témoins* sont les personnes appelées pour déposer au sujet d'un fait dont elles ont connaissance. Ils doivent être âgés de 15 ans au moins, et n'avoir subi aucune peine affective ou infamante. Ils prêtent serment de dire la vérité.

III

Cour de cassation

Au dessus des tribunaux dont nous venons de parler, se trouve un tribunal suprême qu'on appelle la *Cour de cassation*.

Cette cour siège à Paris. Elle est ainsi nommée parce qu'elle examine et casse, s'il y a lieu, les sentences rendues par les cours d'appel.

Dans ce dernier cas, la cause est jugée à nouveau par une autre cour d'appel.

La cour de cassation se divise en trois sections : 1° la *Chambre des requêtes*, qui examine s'il y a lieu d'admettre en cassation les demandes qui lui sont adressées ; 2° la *Chambre civile* pour les causes civiles ; 3° la *Chambre criminelle* pour les procès en matière criminelle ou correctionnelle.

On compte dans cette cour un premier président, trois présidents de chambre, 45 conseillers, un procureur général 6 avocats généraux et 60 avocats.

Les avocats de la Cour de cassation sont en même temps avoués ; leur charge est vénale.

Les juges des tribunaux de première instance et des cours d'appel sont *inamovibles*. Ils sont ainsi plus indépendants dans l'exercice de leurs fonctions.

Ils sont néanmoins soumis, dans une certaine mesure, à la Cour de cassation qui peut leur infliger diverses peines et même les exclure de la magistrature.

IV

Tribunaux administratifs

Les tribunaux dont nous avons parlé sont appelés tribunaux ordinaires ; ils jugent les difficultés qui s'élèvent entre les divers citoyens.

D'autres tribunaux sont établis pour résoudre les différends qui peuvent surgir entre les particuliers et les représentants de l'autorité publique ; on les appelle tribunaux *administratifs*.

Au chef-lieu du département se trouve le *Conseil de préfecture*, généralement composé de trois membres nommés par l'Etat et révocables au gré de l'administration.

Le conseil de préfecture juge les contestations qui peuvent surgir à propos des impositions et des travaux faits pour le compte des administrations; il se prononce aussi sur des différends de toute sorte entre l'administration et les citoyens ; les communes et les autres établissements publics doivent, avant d'entamer un procès, s'adresser au conseil de préfecture, qui juge s'il y a lieu de leur accorder ou de leur refuser l'autorisation de plaider.

Le *Conseil d'Etat*, qui siège à Paris, est un tribunal administratif de juridiction supérieure ; on y a recours pour faire reviser les décisions du *Conseil de préfecture*.

Il est l'arbitre des différends qui se produisent entre les particuliers et les préfets ou les ministres.

C'est encore le Conseil d'Etat qui interprète officiellement les lois pour en déterminer la signification et la portée.

Le *tribunal des conflits* est un tribunal d'une nature toute spéciale. Il est établi pour trancher les *conflits* ou désaccords qui s'élèvent entre un particulier et le préfet ou le ministre

au sujet des tribunaux auxquels une affaire doit être soumise.

Lorsque les citoyens se croient lésés dans leurs droits par un acte de l'autorité administrative, régulièrement c'est aux tribunaux administratifs qu'ils doivent s'adresser. S'ils tentent de soumettre leur cause aux tribunaux ordinaires, le préfet peut s'y opposer en soulevant le *conflit* ; son arrêté de conflit oblige à porter l'affaire au *tribunal des conflits*, qui décide si elle doit être jugée par un tribunal ordinaire ou par un tribunal administratif.

Le tribunal des Conflits est présidé par le *ministre de la justice*, appelé aussi *garde des Sceaux*, parce qu'autrefois les sceaux de l'Etat étaient confiés à sa garde.

C'est le ministre de la justice qui est à la tête de la magistrature. Il nomme tous les juges des tribunaux ordinaires.

Les membres des tribunaux administratifs dépendent cependant du *ministre de l'Intérieur*, chargé de présider à l'administration intérieure de la France.

Quant aux tribunaux spéciaux dont il nous reste à parler, ils relèvent du ministre préposé au service des affaires dont ils doivent s'occuper.

V

Tribunaux spéciaux

Ces tribunaux spéciaux sont ceux qui ne s'adressent qu'à une catégorie particulière de citoyens.

1° Les *conseils de guerre*, composés d'officiers de l'armée, jugent les délits et crimes commis par les militaires.

2° Les *tribunaux de commerce* ont pour but de trancher les différends survenus entre commerçants au sujet des affaires commerciales. Les juges de ces tribunaux sont élus par les commerçants notables de la région où ils siègent.

Dans les villes où il n'en existe pas, ils peuvent être remplacés par les tribunaux de première instance. Leurs décisions peuvent être réformées par la cour d'appel.

3° Les *conseils de prud'hommes* sont appelés à se prononcer sur les difficultés qui s'élèvent entre les patrons et les ouvriers. Ils se composent de membres élus moitié par

les patrons et moitié par les ouvriers. Ils ne sont établis que dans les localités où les besoins de l'industrie l'exigent.

4° Le *conseil départemental* qui s'occupe des questions d'enseignement juge pour les affaires d'instruction publique le personnel de l'enseignement primaire ; il peut prononcer des peines disciplinaires.

Le *conseil académique*, qui se tient au chef-lieu de chaque Académie, exerce la même fonction par rapport au personnel de l'enseignement secondaire de toute la circonscription.

Le *conseil supérieur de l'instruction publique* juge en appel les décisions du conseil départemental et du conseil académique. Il se réunit à Paris, au ministère de l'Instruction publique. Il tient deux cessions par an.

VI

Jurés et arbitres

I. L'établissement des *jurés* est d'origine anglaise. Ce sont des citoyens notables du pays choisis pour remplir en partie le rôle de juge dans les affaires criminelles. Ils sont appelés à se prononcer sur la réalité de certains faits et sur la culpabilité des accusés, en faveur desquels cette institution a été fondée.

Les jurés en effet sont généralement étrangers à l'accusé, ils ne le connaissent point, et par conséquent ils se prononcent dans de meilleures conditions d'indépendance et d'impartialité.

Leurs devoirs à la cour d'assises sont les mêmes que ceux des juges proprement dits.

II. Les *arbitres* sont des citoyens librement acceptés comme juges par les deux parties pour trancher les querelles qui les divisent. Leurs devoirs sont analogues à ceux des juges proprement dits.

VII

Devoirs des juges

Quel que soit le tribunal où les juges sont appelés à se prononcer, ils sont rigoureusement obligés de s'acquitter consciencieusement de leur charge.

Leur responsabilité est considérable. Il faut qu'ils soient doués d'une intelligence et d'une instruction suffisantes pour apprécier les diverses causes qui leur sont soumises.

Ils se rendraient coupables s'ils acceptaient les fonctions de juge sans avoir les qualités nécessaires pour les exercer.

La qualité morale la plus essentielle dans un juge, c'est l'intégrité et l'impartialité. En toute circonstance, il doit n'avoir d'autre mobile que le désir de la vérité et de la justice ; il ne doit jamais se laisser entraîner par des sentiments de sympathie ou d'antipathie à l'égard des personnes qu'il doit juger.

En cas d'incertitude, c'est un principe qu'il faut présumer en faveur de l'innocence de l'accusé.

S'il y a doute dans une affaire civile ou dans une question de propriété, le juge doit se prononcer selon l'opinion la plus probable. En général, il y a une certaine probabilité en faveur de celui qui possède une propriété.

Si les présomptions sont égales des deux côtés, il convient de faire partager les biens contestés.

Il n'est jamais permis à des juges de recevoir des présents de la part de ceux qui ont des affaires pendantes à leur tribunal. Si on leur en apporte, ils sont tenus de les restituer. Les présents faits dans l'intention de corrompre les juges ne doivent pas être rendus aux corrupteurs, mais donnés à un hospice ou à un établissement charitable.

Les juges sont à plus forte raison obligés à restitution lorsque, par leur faute, ils ont prononcé un jugement qui dépouille de ses biens une personne qui en était la légitime propriétaire.

Les théologiens discutent la question de savoir si un juge peut condamner un accusé qu'il croit innocent, quand les preuves judiriques le font regarder comme coupable.

Saint Thomas veut qu'on décide, même dans ce cas, d'après les constitutions du tribunal ; saint Bonaventure au contraire est d'avis que le juge doit se prononcer, selon sa persuasion intime.

En France, la question est facile à résoudre, au moins pour les jurés, parce qu'il est bien entendu qu'ils doivent rendre leur jugement d'après leur conviction personnelle.

VIII

Notaires

Quoique les notaires ne figurent pas directement dans les jugements, nous les rattachons au pouvoir judiciaire, parce que leurs actes servent le plus souvent de base aux sentences de la justice.

Le *notaire* est un officier public, désigné par l'Etat pour écrire ou pour conserver les actes et contrats auxquels les parties veulent assurer l'authenticité dont jouissent les actes de l'autorité publique.

Depuis l'an 1803, les notaires se divisent en trois classes :

1° Ceux de première classe sont établis dans les villes où se trouve le siège d'une cour d'appel ;

2° Les notaires de deuxième classe résident dans les villes où se trouve un tribunal de première instance ;

3° Dans les autres localités, il y a des notaires de troisième classe.

Leur juridication s'étend, pour les deux premières classes, dans tout le ressort judiciaire de leur résidence ; pour la troisième classe, dans le canton où ils sont établis.

La mission sociale des notaires est très importante. Aussi doivent-ils bien connaître toutes les prescriptions légales qui se rapportent à leurs fonctions.

ARTICLE V

Pouvoir exécutif

I

Notion du pouvoir exécutif

On donne le nom de « pouvoir exécutif » à la puissance de faire exécuter les lois promulguées pour le bien de la société. L'autorité législative serait inutile, si elle n'était accompagnée de la faculté de procurer l'accomplissement des lois qu'elle croit bon de faire. Le pouvoir exécutif est donc une conséquence nécessaire du pouvoir législatif.

Toutefois, bien que ces deux pouvoirs soient intimement liés l'un à l'autre, le législateur ne peut pas lui-même pro-

curer l'exécution des lois qu'il a portées. Il a besoin de *ministres*.

Ces ministres sont le complément et le soutien de l'autorité sociale.

L'un des premiers devoirs du dépositaire de l'autorité, c'est de choisir ses ministres avec sagesse et discernement.

Il en faut assez pour suffire à toutes les exigences de leur emploi ; il ne faut point qu'il y en ait un trop grand nombre, afin de ménager les ressources du budget.

Ce qui importe surtout, c'est d'appeler à cette fonction des hommes d'une parfaite probité, doués de toutes les qualités nécessaires pour la bien remplir.

En France, le pouvoir exécutif est exercé par le *Président de la République* et par le *conseil des ministres*. Il constitue ce qu'on appelle le gouvernement.

Il est représenté, dans chaque département, par le préfet, et dans chaque commune, par le maire.

II

Le Président de la République

Le *Président de la République* est le chef du pouvoir exécutif.

Il est élu pour sept ans. Il est rééligible.

Il surveille et assure l'exécution des lois. Il a le droit de faire grâce ; les amnisties ne peuvent être accordées que une loi.

Il dispose de la force armée.

Il nomme à tous les emplois civils et militaires.

Il préside aux solennités nationales ; les envoyés et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

Chacun des actes du Président de la République doit être contresigné par un ministre.

Il nomme, en Conseil des ministres, les conseillers d'Etat en service ordinaire. Ces conseillers ne peuvent être révoqués que par décret.

Sur l'avis conforme du Sénat, il peut dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration légale de son mandat.

III

Les Ministres

Les *ministres* sont choisis par le Président de la République, qui est irresponsable, sauf le cas de haute trahison.

Tous les décrets du Président de la République doivent être contresignés par un ministre qui en assume la responsabilité.

Les ministres sont solidairement responsables de leur gestion devant les Chambres, qui peuvent manifester leur désapprobation par un vote de défiance. Dans ce cas, le Président de la République les remplace par de nouveaux ministres qui doivent dans chaque Assemblée, être agréés par la majorité.

L'un des ministres est premier ministre. Chaque ministre est à la tête de l'un des grands services publics de l'Etat.

Voici les principales attributions des ministres :

1° Ils sont *responsables* des actes politiques du gouvernement et charges de les contresigner : aussi les appelle-t-on secrétaires d'Etat.

2° Ils *administrent* les affaires qui relèvent de leur service. A cette fin, ils prennent des *arrêtés* pour nommer ou révoquer le personnel placé sous leurs ordres, pour lui imposer ce qu'ils jugent utile ; ils font des circulaires pour lui tracer la conduite à tenir ; ils lui adressent des *instructions* pour lui indiquer la manière d'interpréter les lois à faire appliquer.

3° Ils *gérent* les intérêts matériels qui se rattachent à leur département. Ils représentent l'Etat devant le Conseil d'Etat.

Les Sous-Secrétaires d'Etat sont des adjoints à qui les ministres déléguent leur signature.

Chaque ministre a sous ses ordres des fonctionnaires qui lui préparent le travail et dont l'ensemble forme un *bureau*.

Chaque bureau se compose d'un chef, d'un sous-chef et de plusieurs employés.

Les divers bureaux d'un même ministère sont soumis à un chef de division ou directeur.

De plus, il y a, à côté de chaque ministère, des comités d'hommes spéciaux, qui sont appelés à donner les renseignements techniques qu'on leur demande, lorsqu'il en est besoin.

Nous avons actuellement en France douze ministères: 1° la *justice* ; 2° *l'intérieur* ; 3° *l'instruction publique* et les *beaux-arts* ; 4° les *travaux publics* avec les *postes et télégraphes* ; 5° *l'agriculture* ; 6° le *commerce* ; 7° le *travail* ; 8° les *finances* ; 9° les *affaires étrangères* ; 10° la *guerre* ; 11° la *marine* ; 12° les *colonies*.

Justice

Le ministre de la *justice* a sous ses ordres tout le personnel qui se rattache à l'organisation judiciaire.

Intérieur

Le ministre de l'*intérieur* est chargé de veiller à la sûreté et à la tranquillité de l'Etat à l'intérieur.

Il dirige l'administration départementale et municipale.

Il exécute les lois de police générale et celles qui concernent les élections politiques.

Il surveille l'administration des hospices, des établissements de charité, des prisons et des bâtiments civils.

Il a la direction du *Journal officiel*.

C'est du ministre de l'intérieur que relèvent les préfets, les sous-préfets, les maires et généralement le personnel administratif qui ne se rattache pas à un ministère spécial.

C'est encore sous son autorité que se trouvent la *gendarmerie* et la police.

La gendarmerie est une milice qui a pour mission de veiller au maintien de l'ordre et à la sûreté publique, et de faire exécuter les lois et les arrêts judiciaires.

Elle se recrute surtout au moyen d'anciens militaires.

La principale partie de la gendarmerie, c'est la gendarmerie *départementale*, divisée en 26 légions, dont chacune est commandée par un colonel ou lieutenant-colonel et comprend environ un millier d'hommes faisant le service de plusieurs départements.

Chaque département a une compagnie commandée par un chef d'escadron, et divisée en un certain nombre de brigades de 5 ou 3 hommes à pied ou à cheval.

Dans chaque arrondissement, le service est dirigé par un capitaine ou un lieutenant.

La *police* s'exerce sous l'autorité du préfet ou du maire, soit

à l'aide de la gendarmerie, soit au moyen des *commissaires de police*, des *sergents de ville*, des *gardes champêtres* et des *gardes forestiers*.

Instruction publique

Le *ministre de l'instruction publique* est à la tête de l'enseignement public.

Il préside le Conseil Supérieur de l'instruction publique, qui se réunit deux fois par an.

C'est lui qui nomme et révoque les divers fonctionnaires de l'instruction publique.

Chacune des 16 Académies est dirigée par un *recteur*.

Sous l'autorité du recteur, se trouve un *inspecteur d'Académie*, spécialement chargé, dans chaque département, de tout ce qui se rattache à l'instruction publique.

Chaque académie comprend des facultés d'enseignement supérieur, des écoles secondaires et des écoles primaires.

Les écoles primaires sont soumises à la surveillance d'un inspecteur primaire, qui exerce ses fonctions sous le contrôle de l'inspecteur d'Académie.

Il y a, dans chaque académie, un conseil académique, et, dans chaque département, un conseil départemental de l'instruction primaire

Indépendamment du personnel de ces diverses écoles, le Ministre de l'instruction publique a sous sa juridiction le Collège de France, l'Institut et tous les grands corps enseignants.

C'est lui qui signe les divers diplômes délivrés par les facultés enseignantes, et la législation lui reconnait même un droit de surveillance sur les écoles libres.

Les bibliothèques publiques et les archives dépendent aussi de son département.

Au ministère de l'instruction publique se rattache le service des *Beaux-Arts*, qui comprend non-seulement les écoles où l'on cultive les Beaux-Arts, mais les divers musées artistiques et les institutions qui ont pour but de favoriser la culture et le progrès des Beaux-Arts.

Travaux publics

Le ministre des *travaux publics* s'occupe de la surveillan

des travaux entrepris en vue de l'utilité générale, tels que ports, canaux, rivières, ponts, routes, chemins de fer. Il surveille l'exploitation des mines.

C'est sous son autorité que sont placées deux catégories d'*ingénieurs* : les ingénieurs des ponts et chaussées et les ingénieurs des mines.

Les *agents-voyers*, qui s'occupent des routes de moindre importance ou chemins vicinaux, sont placés sous les ordres du préfet.

L'agent voyer chef réside au chef lieu du département ; un agent voyer d'arrondissement demeure au chef lieu de l'arrondissement.

Postes et Télégraphes

Au ministère des travaux publics se rattache le service des postes, télégraphes et téléphones, dirigé par un sous-secrétaire d'Etat, qui a sous ses ordres le nombreux personnel chargé du transport des lettres et de la transmission des dépêches télégraphiques et téléphoniques

Il y a, dans chaque département, un directeur des postes et télégraphes ayant sous ses ordres des receveurs et des facteurs.

Au service des postes sont ajoutées des caisses d'épargne postales, qui permettent d'avoir, dans chaque bureau de poste, un livret de caisse d'épargne.

Agriculture

Le ministre de *l'agriculture* est préposé aux intérêts généraux de l'agriculture.

C'est de lui que dépendent les écoles agricoles, telles que l'institut agronomique de Paris, les fermes-écoles, et les écoles vétérinaires.

Le ministre de l'agriculture organise les concours agricoles ou figurent les bestiaux, les produits du sol et les instruments agricoles de tout genre.

Il est secondé par les sociétés d'agriculture et par les comices agricoles.

Il dirige le service des eaux et forêts, divisé en France en 32 conservations forestières.

Commerce

Le ministre du *commerce* a pour mission de favoriser le développement du commerce et de l'industrie.

Il prépare les traités de commerce avec les autres nations et il en surveille l'exécution.

Il s'occupe de la statistique des importations et des exportations ou figurent les produits de l'industrie.

Travail

Le ministre du travail s'occupe spécialement de l'exécution des diverses lois concernant la protection du travail et des travailleurs. Il a sous ses ordres les inspecteurs du travail.

Finances

I. Le ministre des finances prépare chaque année le budget de l'Etat, dans lequel il fait figurer le total approximatif des recettes et des dépenses de chaque ministère, ainsi que le paiement des rentes sur l'Etat et des pensions de retraite.

Les recettes s'obtiennent à l'aide des *impôts* et des domaines de l'Etat, dont le produit est centralisé dans la caisse qui relève du ministre des finances Cette caisse s'appelle le *Trésor*.

Les impôts sont de deux sortes : *directs* et *indirects*.

II. Les impôts *directs* comprennent : 1° la contribution *personnelle*, exigée de chaque habitant non indigent.

2° la contribution *mobilière*, déterminée d'après l'importance du logement habité.

3° la contribution *foncière*, payée pour tous les immeubles bâtis ou non bâtis.

4° La contribution des portes et fenêtres, qui atteint toutes les ouvertures des habitations :

5° La contribution des patentes, qui frappe les commerçants et les industriels.

III. Les contributions indirectes comprennent :

1° les *impôts de consommation*, le vin, le sel, la bougie, les allumettes et autres objets usuels ; cet impôt est payé par le fabricant ou par le débitant.

2° les *droits de douane* exigés sur les marchandises étrangères qui arrivent en France.

3° les droits d'octroi qu'il faut payer pour faire entrer dans la ville diverses denrées.

4° les droits d'enregistrement qu'on est tenu d'acquitter pour faire transcrire sur un registre public les actes de vente, les testaments et divers autres contrats.

5° les droits de timbre que l'État perçoit pour mettre sa marque ou son timbre sur le papier nécessaire pour un grand nombre d'actes, tels que ventes, baux, demandes, effets de commerce, etc.

IV. Il y a, dans chaque département, un directeur des contributions directes, un directeur des contributions indirectes et un directeur de l'enregistrement et du timbre ; les départements qui se trouvent sur la frontière ont en outre un directeur des douanes.

Le directeur des contributions directes détermine, au moyen des *contrôleurs*, la part de contributions directes que chacun doit payer.

Cette part d'impôt est apportée chez le percepteur qui, lui-même, la verse chez le *receveur particulier* de l'arrondissement ; ensuite le *trésorier payeur* encaisse tous les fonds perçus par les recettes particulières.

Le directeur des contributions indirectes a sous ses ordres tous les *employés de la régie*.

Celui de l'enregistrement est représenté, dans les principales localités, par un receveur de l'enregistrement.

Il y a aussi, dans ces divers services, des inspecteurs et des vérificateurs qui ont pour mission de contrôler la bonne tenue des comptes et des registres.

Enfin la *Cour des Comptes*, qui réside à Paris, est chargée de vérifier les écritures de tous les comptables publics.

Toutes ces administrations relèvent du ministre des Finances.

Affaires étrangères

Le ministre des affaires étrangères s'occupe des relations de la France avec les autres puissances.

C'est lui qui fait les traités d'alliance et de commerce, qui protège au dehors nos intérêts moraux et matériels, et qui

entretient des rapports internationaux avec les divers pays du monde.

Pour accomplir cette mission, il a sous ses ordres deux sortes de fonctionnaires : les agents *diplomatiques* et les *consuls*.

I. Les agents diplomatiques sont envoyés auprès d'une autre puissance, soit d'une manière transitoire, soit avec résidence fixe, pour servir d'intermédiaires au gouvernement français et pour protéger les intérêts de nos compatriotes. Ils se divisent en quatre classes :

1° Les *ambassadeurs* représentent le Chef de l'État et peuvent traiter directement les affaires avec le souverain auprès duquel ils sont accrédités.

2° Les *ministres plénipotentiaires* ou *envoyés plénipotentiaires* sont des agents diplomatiques inférieurs aux ambassadeurs et chargés d'une mission spéciale et temporaire.

3° Les *ministres résidents*, également au-dessous des ambassadeurs, diffèrent des plénipotentiaires, en ce qu'ils sont des agents à poste fixe.

4° Les *chargés d'affaires* sont des agents diplomatiques qui, à défaut d'ambassadeurs ou de ministres, veillent aux intérêts de leur pays et de son gouvernement.

Les employés des fonctionnaires que nous venons de mentionner ne sont pas comptés parmi les *agents diplomatiques* Ce titre n'appartient qu'aux ambassadeurs, aux ministres plénipotentiaires ou résidentiels et aux chargés d'affaires eux-mêmes ; il ne peut être donné à leurs employés. Il appartient seulement aux fonctionnaires qui ont reçu un diplôme ou titre, en vertu duquel ils représentent le gouvernement de leur pays auprès d'une puissance étrangère. C'est ce diplome qui leur a fait donner ce nom et qui a fait appeler « diplomatie » la science des rapports internationaux.

II. Les *consuls* ont pour mission de protéger les Français à l'étranger et particulièrement de veiller aux intérêts du commerce.

On les divise en *consuls généraux* qui résident habituellement dans les capitales, en consuls de *première classe* et consuls de *deuxième classe*. Pour exercer leurs fonctions, ils doivent avoir l'*Exequatur* ou autorisation du gouvernement du pays où ils sont envoyés.

Ils tiennent les registres de l'état civil, et ils rendent souvent la justice à leurs nationaux.

Les Consuls ont auprès d'eux des *Chanceliers* et des *Drogmans* ou interprètes.

Guerre

Le *ministre de la guerre* a la haute administration de l'armée de terre ; il s'occupe de l'organisation, de l'instruction, de l'entretien de l'armée, du matériel de guerre et de la défense du territoire.

I. Le principe de notre système militaire, est celui du *service obligatoire*. Tout Français valide doit faire partie soit de l'armée de terre, soit de l'armée de mer.

De 20 à 45 ans, on est soldat ou éventuellement appelé à l'être.

Le recrutement est le mode employé pour former l'armée.

L'armée de terre se recrute par le recensement et par les engagements volontaires.

Tous les ans, au 1er Janvier, les maires font un tableau des jeunes gens, qui, domiciliés dans la commune ont atteint l'âge de 20 ans dans l'année précédente : c'est ce qu'on appelle le *recensement*.

Ce tableau est dressé avec des numéros dans l'ordre de la date du jour et de l'heure de la naissance des jeunes gens. Ceux-ci sont appelés à comparaître devant le conseil de révision, qui a lieu dans chaque canton en présence des maires des communes qui s'y rattachent. du préfet et des autres membres du Conseil.

Ce Conseil examine les cas d'exemption ou de dispense que présentent les jeunes gens.

L'infirmité est le seul cas d'exemption admis par la loi actuelle.

Le Conseil de révision termine ses opérations par la confection de la liste de *recrutement cantonal*, liste contenant, par catégories, les jeunes gens reconnus propres au service.

En dehors du recrutement l'armée se recrute par les engagements volontaires.

II. L'armée est divisée en quatre parties : 1° l'*armée active*, dans laquelle le service dû est de deux ans ; 2° la *réserve de l'armée active*, où le service est de onze ans ; 3° l'*armée territoriale* où l'on sert pendant six ans ; 4° la *réserve de l'armée territoriale* où l'on sert pendant six ans.

III. Indépendamment des contingents fournis à l'armée par les *écoles spéciales*, l'armée active se compose :

1° Des jeunes gens déclarés propres au service et compris dans les trois dernières années appelées ; 2° des *engagés*. L'engagement est un acte par lequel on contracte volontairement l'obligation de service sous les drapeaux.

IV. Les troupes se divisent en quatre armes : l'*Infanterie*, la *Cavalerie*, l'*Artillerie* et le *Genie*.

Les troupes de chaque arme sont distribuées en régiments.

Le *Régiment* est l'unité dans l'armée. Il est commandé par un *colonel*, ayant en sous-ordre un lieutenant colonel.

Le régiment se divise pour l'infanterie en *Bataillons* et pour la cavalerie en *Escadrons*, qui ont à leur tête un *Chef de Bataillon* ou *d'Escadron* ; et qui se subdivisent à leur tour en Compagnies commandées par un Capitaine ayant sous ses ordres un *Lieutenant* et un *sous-Lieutenant*.

Les grades au dessous sont ceux *d'adjudant*, de *sergent* et de *caporal* dans l'Infanterie, de *Maréchal des Logis* et de *brigadier* dans la Cavalerie.

Chaque régiment a un *drapeau*. Le drapeau est à la fois le signe du ralliement du régiment et l'emblème de la patrie. On le porte avec honneur en temps de paix et en temps de guerre : une escorte spéciale est commise à sa garde.

L'honneur du drapeau est celui du régiment. Un régiment qui laisse prendre son drapeau est déshonoré. Si, au contraire, il s'empare d'un drapeau ennemi, le sien est décoré de la croix de la Légion d honneur.

Les régiments tiennent garnison dans les principales villes. Mais ils ne sont pas isolés les uns des autres ; ils se rattachent à une organisation générale de l'armée.

Sous le rapport militaire, la France est divisée en 19 régions ayant chacune un *corps d'armée*.

Paris et *Lyon* forment deux commandements particuliers.

Le corps d'armée se subdivise en *divisions* et en *brigades*.

Deux régiments forment une brigade et quatre régiments une division. Un général est à la tête de chaque brigade et la division tout entière est commandée par un *general de division*.

Chacun des 19 corps d'armée est constitué d'une manière permanente.

Il comprend deux divisions d'infanterie, une brigade de cavalerie, un escadron du train des équipages. Il est muni d'un matériel de guerre et d'entretien toujours prêt,

A sa tête est un général qui porte le titre de *commandant du corps d'armée.*

V. Dans l'armée, on distingue deux éléments : les *troupes de combat* et les *services administratifs.*

Les *services administratifs* rentrent dans les attributions de l'*Intendance.* A une armée il faut des vivres, des vêtements, des médicaments.

Le commandant de corps d'armée est à la fois chef des troupes et de tous les services administratifs et auxiliaires qui sont nécéssaires pour entrer en campagne.

Au-dessus de lui cependant fonctionne l'administration du contrôle, établie au ministère de la guerre.

Marine

Le *ministre de la marine* est le chef de l'armée de mer. Nos ports et la flotte nationale sont confiés à ses soins.

L'armée de mer se recrute :

1° Par l'*engagement.*

2° Par *l'appel.* Les jeunes gens qui, au moment de la révision, demandent à entrer dans le corps de la marine, y sont admis de droit ; à défaut d'un nombre suffisant d'hommes compris dans les deux catégories précédentes, une portion du contingent de l'armée, déterminée par le ministre, est incorporée à l'armée de mer. Ce contingent est fourni par des appels faits dans l'armée de terre.

3° Par *l'inscription maritime*, ou enregistrement sur les registres du commissariat de la marine, de tous les gens de mer qui ont fait des voyages au long cours sur des bâtiments de l'État ou du commerce.

La France est divisée, au point de vue de l'administration maritime, en 5 arrondissements maritimes, à la tête de chacun desquels se trouve un préfet maritime, choisi parmi les vice-amiraux, ayant la direction de tous les services et établissements de la marine et la police des ports et des pêches.

Chaque arrondissement est subdivisé en sous-arrondissements ; le sous-arrondissement en quartiers, le quartier en sous-quartiers : et le sous-quartier en syndicats.

Colonies

I. Le ministère des colonies est chargé de l'administration métropolitaine des colonies françaises, qui sont :

1° En *Asie* : la Cochinchine, le Tonkin, les protectorats de l'Annam, du Cambodge et du Laos ; les établissements de l'Inde.

2° En *Afrique* : l'Algérie, les protectorats de la Tunisie et du Maroc ; le Sénégal avec le Dahomey, le Chari, et les territoires de la Sénégambie et du Niger (Afrique occidentale) ; le Congo français et l'Oubanghi ; les îles de Madagascar et de la Réunion ; les îles de Mayotte et de Nossi-Bé et le protectorat des Comores ; Obock et le protectorat de la côte des Somalis.

3° En *Amérique* : la Guyane ; la Martinique, la Guadeloupe et Saint-Barthélemy ; les pêcheries de Saint-Pierre et Miquelon.

4° En *Océanie* : la Nouvelle-Calédonie. Taïti et les Iles-sous le Vent.

II. Chaque colonie est placée sous la direction immédiate d'un agent de l'Etat, appelé *gouverneur général* pour l'Algérie, l'Indochine, Madagascar et l'Afrique Occidentale ; et, pour les autres colonies, *gouverneur*, *lieutenant gouverneur*, *commissaire général* ou *administrateur*.

Il y a en outre, dans les colonies, un conseil de gouverneur, et, dans plusieurs d'entr'elles, un *Conseil général*, analogue à celui des départements.

Les gouverneurs ont autorité sur tous les fonctionnaires et exercent des pouvoirs de police très étendus.

IV

Droits du pouvoir exécutif

L'autorité sociale a reçue de Dieu tous les droits nécessaires à la réalisation de sa fin, qui est le maintien de l'ordre, de la paix et du bonheur temporel dans l'Etat.

Le premier de ces droits est la perception des impôts,

sans lesquels le pouvoir exécutif serait privé des ressources indispensables pour satisfaire aux divers besoins de la société.

Le Chef de l'Etat peut donc demander aux citoyens une contribution proportionnée à leur fortune et à leur condition, mais seulement dans la mesure où l'exigent les charges publiques et le bien général.

II. Il doit également recruter une armée pour protéger la société contre les ennemis du dehors, et une milice pour maintenir le bon ordre à l'intérieur.

En principe général, chaque citoyen est libre de choisir la carrière qu'il préfère, et c'est de la variété des goûts et des aptitudes des divers membres du corps social que résultent sa prospérité et son harmonie. L'état militaire devrait donc être facultatif, comme toutes les autres professions. C'est seulement à la dernière extrémité, quand il n'y a pas d'autre moyen d'assurer le salut de la patrie, qu'on peut contraindre les citoyens à se soumettre au service des armes ou à tout autre service.

III. Le pouvoir exécutif possède encore le droit d'infliger de justes punitions aux violateurs de la loi et aux perturbateurs de l'ordre public. Il a, par conséquent le droit de *coaction*, qui consiste à recourir à la force publique pour contraindre au besoin les citoyens à l'exécution de la loi.

Tous les peuples proclament cette attribution du chef de l'Etat. On l'accuserait à juste titre de méconnaître ses devoirs, s'il donnait libre carrière aux malfaiteurs, sans exercer contre eux de répression.

Les peines portées contre les coupables, ont pour premier résultat d'empêcher une multitude de crimes par la crainte salutaire qu'elles inspirent.

Elles ont encore pour effet de réparer, dans une certaine mesure, les crimes commis contre la société. L'ordre est troublé par ces infractions à la loi : la peine qui les châtie est une expiation morale qui répare dans une certaine mesure cette atteinte à l'harmonie sociale.

Les peines infligées peuvent être de diverse nature.

On distingue les peines *infamantes*, qui enlèvent l'honneur; la perte des droits civiques ; les *amendes* plus ou moins élevées, qui obligent le coupable à se priver d'un bien pécuniai-

re ; l'*exil* qui l'éloigne de sa patrie ; l'*emprisonnement* et les *fers* qui lui enlèvent sa liberté, dans un degré plus ou moins rigoureux ; les *coups*, l'*amputation* et les *sévices* qui l'atteignent dans les membres de son corps. et enfin la *peine de mort*, qui est le châtiment le plus redoutable, puisqu'il prive le coupable de la vie. L'amputation et les coups ne sont guère admis aujourd'hui dans les codes des peuples civilisés.

Le droit du pouvoir exécutif s'etend, pour les crimes les plus atroces, jusqu'à ce châtiment suprême. Dieu lui-même. dans les Saints Livres,attribue ce pouvoir à l'*autorité sociale* « *Si quelqu'un verse le sang humain, son propre sang sera versé à son tour.* » (GENÈSE, IX.) *Que celui qui aura frappé un homme,voulant le tuer,soit puni de mort.* » (EXODE,XXI.)

Saint Augustin a soin de rappeler que le précepte : « Tu ne tueras pas ». n'est nullement enfreint par les représentants du pouvoir qui condamnent à mort les criminels.

Saint Thomas démontre la conformité de ce droit avec la loi naturelle : « De même, dit-il, qu'il peut être nécessaire de couper un membre gangrené pour sauver tout le corps humain, de même il faut parfois retrancher de la société un membre dangereux qui la corrompt. »

Toutefois il est essentiel de se rappeler que la seule raison de ce droit se trouve dans le salut de l'Etat. C'est donc exclusivement au Chef de l'Etat ou aux dépositaires de son autorité qu'est réservé le droit de prononcer la peine de mort contre les malfaiteurs.

V

Devoirs du pouvoir exécutif

Les principaux devoirs du pouvoir exécutif peuvent se ramener à trois :la *fidelité*, la *force* et l'*humanité*.

1° La *fidélité* exige que le pouvoir exécutif applique exactement la loi et les décisions de la justice, sans faire acception de personnes, et en ayant les mêmes égards pour tous les citoyens.

2° La *force* n'est pas moins nécessaire au pouvoir exécutif. L'idéal serait que les citoyens fussent empressés d'observer les lois, par amour de la justice. Malheureusement

il n'en est pas ainsi, comme le montre l'expérience. Il y a, dans la société, une foule d'hommes pervers qui affectent de confondre la licence avec la liberté et qui refusent de se soumettre aux lois.

Le pouvoir exécutif doit donc avoir l'énergie et la force suffisantes pour leur faire accomplir par contrainte ce qu'ils ne veulent point faire de bon cœur. Sans cela, ils compromettraient par leurs mauvaises dispositions le bien de la société : ils deviendraient pour elle une cause de ruine et leur mauvais vouloir rendrait impossible l'accomplissement des lois.

3° L'*humanité* doit tempérer l'usage de la force L'exécuteur des lois ne doit jamais oublier que les hommes qui les doivent observer sont doués d'intelligence et de liberté, et qu'il faut les conduire surtout par les voies de la persuasion et de la douceur. Sans cette précaution, il rendrait la loi odieuse et il finirait par provoquer des révoltes et des séditions. Autant le pouvoir exécutif serait imprudent s'il faisait toujours miséricorde sans jamais recourir à la justice, autant il deviendrait barbare s'il exerçait la justice sans jamais se montrer miséricordieux.

La miséricorde et la justice doivent donc se tempérer mutuellement.

D'après saint Thomas, le pouvoir est, dans la société, ce qu'est l'âme dans le corps, ce qu'est Dieu dans le monde. En se souvenant qu'il représente Dieu, il exerce la justice ; en songeant qu'il remplit l'office de l'âme dans le corps, il traite les citoyens comme ses propres membres, en usant à leur égard d'une douce condescendance.

ARTICLE VII

DEVOIRS DES REPRÉSENTANTS ET AUXILIAIRES DE L'AUTORITÉ

En étudiant, dans les articles précédents, les trois formes du pouvoir dont l'autorité sociale est investie, nous avons fait connaître successivement les devoirs généraux du législateur, des juges et du pouvoir exécutif. Il nous reste à résumer successivement les obligations particulières des représentants et des auxiliaires du souverain dans l'exercice de ce triple pouvoir.

I

Représentants du pouvoir législatif

1. Le premier représentant du pouvoir législatif se trouve, d'après la Constitution française, dans la nation elle-même, qui choisit des députés et des sénateurs chargés de proposer et de voter les lois.

Ainsi tous les membres de la société participent d'une manière indirecte à la confection des lois.

Les uns jouissent du droit électoral ; ils sont appelés à exprimer leur suffrage en faveur des candidats investis de leur confiance. D'autres, comme les femmes et les enfants, ne remplissent pas les conditions requises par la loi pour participer directement au scrutin ; mais ils doivent user de leur influence auprès des électeurs.

Quels sont les devoirs que leur impose à tous la part d'autorité législative que notre constitution leur reconnait ?

Le premier de ces devoirs, c'est de travailler à rendre la législation nationale conforme à la loi de Dieu.

Depuis plus d'un siècle, une secte ennemie de l'Eglise, la franc-maçonnerie s'efforce d'introduire dans notre patrie des loies impies. et conformes à ses idées subversives. Elle n'a que trop réussi jusqu'à ce jour dans ses projets pervers, par suite de la nonchalance des catholiques.

N'est-il pas manifeste cependant que les bons Français sont tenus de s'opposer de tout leur pouvoir à la réalisation de ce complot, qui amènerait fatalement l'oppression des consciences et la ruine de la patrie ?

C'est donc un devoir rigoureux de repousser non seulement les candidats qui appartiennent à la secte maçonnique, mais tous ceux qui en acceptent le programme. L'amour de l'Eglise et de la patrie oblige tous les catholiques à user de leur influence pour prévenir un tel désastre. Ceux d'entr'eux qui peuvent exercer le droit de suffrage se rendraient gravement coupables. s'ils donnaient leur voix à des candidats soutenus par les Loges. Ils sont en effet responsables des votes de leurs mandataires.

Parmi les lois les plus nécessaires à la prospérité de l'Etat, le Pape Léon XIII a particulièrement signalé à l'attention des catholiques celles qui procurent l'éducation chrétienne

de la jeunesse et qui garantissent à l'Eglise la liberté de son action bienfaisante.

II. Obligés de ne donner leurs suffrages qu'à des hommes favorables à la liberté chrétienne, les catholiques à qui leur condition le permet doivent solliciter eux mêmes un mandat législatif. La patrie est en droit d'exiger d'eux ce service ; s'ils cherchent à s'y soustraire, ils abandonnent le pouvoir législatif aux ennemis de la religion et leur abstention peut amener les pires catastrophes.

III. Les députés et les sénateurs concourent directement à la confection des lois.

Il est essentiel tout d'abord qu'ils se rendent compte de l'importance de leur mission et qu'ils comprennent que l'avenir de la patrie dépend surtout de la législation qu ils lui préparent.

S'ils ont à cœur de se rendre dignes de leur mandat. ils commenceront par se bien pénétrer des sages principes exposés par Léon XIII dans l'Encyclique *Immortale Dei* sur la Constitution chrétienne des Etats. Ils se convaincront que ce qui fait la prospérité d'une nation, c est sa fidélité à remplir ses devoirs de religion envers Dieu et à conformer ses lois, autant que les circonstances le permettent, aux divins préceptes de l'Evangile.

Ils sont donc tenus de s'opposer de tout leur pouvoir aux tendances monstrueuses des sectes maçonniques qui cherchent à former des nations athées et impies.

Ils doivent en outre bien étudier les projets de loi mis en discussion, examiner s'ils sont vraiment utiles au bien public et conformes aux principes que nous avons rappelés.

Lorsqu'après avoir prié et réfléchi, ils se sont formé une conviction sage et prudente. ils doivent voter avec indépendance conformément a leur conscience. sans se laisser influencer par des questions d'intérêt propre ou de parti.

En suivant ces règles, ils auront bien mérité de leurs concitoyens.

II

Devoirs des auxiliaires des Juges

Devoirs des avocats

Les avocats sont tenus d'avoir une connaissance suffisante du droit et d'étudier avec soin les causes qui leur sont confiées.

En matière civile, il ne leur est pas permis de soutenir une cause qui leur paraît injuste. S'ils faisaient. par leurs conseils ou par leur plaidoyer, triompher l'injustice, ils seraient tenus de réparer le dommage qu'ils auraient causé à la partie lésée dans ses droits.

Dans le cours d'une plaidoirie, ils ne doivent jamais recourir au mensonge ou à la supercherie, ni alléguer des pièces apocryphes, ni altérer les textes de loi ou les arrêts des cours, ni en fausser le sens.

Lorsqu'ils ont accepté la mission de soutenir une cause juste, ils seraient coupables, s'ils la compromettaient par leur négligence.

En matière criminelle, ils peuvent se charger de défendre un coupable, mais à la condition de ne jamais employer de moyens illégitimes pour le faire acquitter.

L'honoraire qu'ils ont le droit de percevoir est généralement déterminé par l'usage ; il ne doit pas dépasser les limites de la justice, il faut tenir compte des difficultés de l'affaire, du travail qu'elle impose et de l'habileté de l'avocat.

Devoirs des avoués

Les avoués ont des obligations analogues à celles des avocats.

Ils doivent posséder la science compétente, remplir consciencieusement leur emploi et bien veiller à ne pas occasionner des frais injustes ou exagérés aux parties qu'ils représentent.

Devoirs des huissiers

Les principaux devoirs des huissiers sont de bien accomplir toutes les formalités légales dans les citations et dans les autres actes dont ils sont chargés.

Ils sont particulièrement tenus de veiller à la parfaite exactitude des dates et de toutes les indications qu'ils donnent dans leurs actes et dans leurs procès verbaux.

Leur ministère étant le plus souvent pénible pour les personnes auprès desquelles ils sont mandés, il convient qu'ils s'en acquittent avec la plus grande déférence et avec toute la politesse possible.

Devoirs des greffiers

Parmi les principales obligations des greffiers nous mentionnerons :

1° La fidélité à relater exactement toutes les paroles et particulièrement les *témoignages* et les décisions qu'ils ont mission de consigner ;

2° L'attention continuelle à ne jamais omettre d'inscrire dans les registres authentiques les divers actes du tribunal, à remplir toutes les formalités légales, et à ne jamais rien dénaturer dans les divers écrits dont ils sont les rédacteurs, transcripteurs ou dépositaires.

3° L'impartialité dans l'ordre assigné aux divers procès, et l'observation scrupuleuse du secret professionnel.

4° Une réserve consciencieuse en écrivant les actes, qu'ils ne doivent pas chercher à étendre ou à allonger pour obtenir des honoraires plus élevés.

5° La surveillance des expéditions qui doivent être toujours conformes aux actes authentiques et revêtues de toutes les formalités légales.

Devoirs des notaires

Le premier devoir des notaires, c'est un soin scrupuleux à reproduire fidèlement les volontés des parties et à observer, dans tous les actes, les formalités prescrites par la loi.

Ils sont tenus également à ne jamais prêter leur ministère à des transactions iniques ou frauduleuses.

Ils doivent ne recourir qu'à des témoins sincères, et se maintenir toujours dans la vérité.

Il leur est interdit par conséquent d'altérer les minutes, en quoi que ce soit.

Les autres obligations des notaires sont l'exactitude à faire toujours les actes en temps opportun, la discrétion que leur impose le secret professionnel, la vigilance sur leurs clercs et leurs employés afin que les actes soient bien rédigés, bien tenus et enregistrés à temps, et la fidélité à ne pas demander des honoraires trop élevés.

Obligation des témoins

Tout témoin légitimement cité est tenu de comparaître devant la justice et de prêter le *serment* qu'on lui demande.

Il est surtout obligé, dans sa déposition, à ne rien dire contre la vérité. Il serait responsable des conséquences de la sentence injuste qu'il provoquerait par un faux témoignage.

Le témoin n'est pas obligé de révéler une chose qu'il ne connait que sous le secret professionnel, à plus forte raison ne doit-il jamais manifester ce qu'il ne connaît que par le secret de la confession.

III

Agents du pouvoir exécutif

Les agents du pouvoir exécutif sont chargés de missions si nombreuses et si diverses qu'il est impossible d'exposer en détail les devoirs qu'ils ont à remplir.

Il est essentiel tout d'abord qu'ils soient pénétrés de la nécessité d'être *fidèles*, *fermes* et *bons* dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que nous l'avons dit, en rappelant les devoirs généraux du pouvoir exécutif (p. 381).

Parmi ces agents, on peut distinguer ceux qui commandent, comme les ministres, les préfets, les chefs de service, les officiers dans l'armée, et ceux qui exécutent les ordres reçus.

I. Les chefs sont spécialement tenus de donner le bon exemple en accomplissant exactement leurs devoirs envers Dieu et envers leurs semblables, et en observant eux-mêmes ponctuellement les lois qu'ils sont chargés de faire exécuter par les autres citoyens. Le scandale de leurs infractions revêt un caractère exceptionnel de gravité à cause de la situation qu'ils occupent : leurs inférieurs, en effet, sont naturellement portés à imiter leur conduite.

Une seconde obligation des chefs, c'est de ne jamais imposer à leurs subordonnés une tâche au-dessus de leurs forces et de les traiter avec justice et avec bonté, tout en exigeant d'eux un service fidèle et régulier.

Un autre devoir des agents qui commandent aux autres c'est d'être bien au courant de tous les détails du service confié à leurs soins. Il importe que leurs directions soient données en connaissance de cause et inspirées par la prudence et la sagesse ; leur ignorance engagerait gravement leur responsabilité ; elle serait d'autant plus

coupable que les intérêts publics dont ils ont la charge ont plus d'importance et plus d'étendue.

II. Les employés ou agents subordonnés doivent exécuter ponctuellement les ordres de leurs chefs, sans faire acception de personnes.

Dans l'état militaire, ils doivent être scrupuleusement fidèles à la consigne, à moins qu'on ne leur prescrive d'accomplir des actes manifestement illicites et contraires à la loi de Dieu.

Dans l'ordre civil, ils sont tenus d'être ponctuels, discrets, attachés aux intérêts qu'ils ont à sauvegarder et de se conformer à toutes les injonctions légitimes qu'ils reçoivent de leurs chefs.

Tels sont, en résumé, les devoirs généraux des agents et des auxiliaires du pouvoir exécutif.

ARTICLE VIII

DEVOIRS DES CITOYENS

En parlant du *patriotisme*, dans la troisième partie de ce cours de morale (p. 317) nous avons rappelé les quatre grands devoirs des citoyens : l'*amour* de leur *patrie*, l'empressement à la *servir*, le *respect* de l'autorité et l'*obéissance* aux lois.

Ces devoirs découlent manifestement de ce que nous avons dit de la société, qui est une personne morale. Les citoyens qui la composent sont comme les membres d'un même corps. Dans un homme, les membres doivent être unis entr'eux et s'aider les uns les autres ; Il est nécessaire que tous obéissent à l'âme. De même, dans la société, il faut que les citoyens, qui en sont les membres, s'*aiment* et se *soutiennent* mutuellement ; il faut encore qu'ils *obéissent* à l'autorité, qui vivifie le corps social et qui en maintient toutes les parties dans l'unité.

I

Amour de la patrie

Le premier devoir du citoyen est d'aimer sa patrie, qui lui a procuré les biens les plus précieux, spécialement dans l'ordre temporel.

Cet amour ne consiste pas en vaines paroles ou en déclarations retentissantes ; il doit être sincère et se manifester par les œuvres et par le sacrifice.

Il nous porte à désirer pour notre patrie tous les biens qui peuvent la rendre prospère, et à faire tous nos efforts pour les lui procurer dans la mesure où nos facultés nous le permettent.

Le citoyen vraiment patriote épouse dans son cœur toutes les joies et toutes les tristesses de son pays, qu'il est prêt à défendre, s'il le faut, au prix de sa propre vie.

Parmi les biens qui contribuent le plus efficacement à la grandeur d'un peuple civilisé, la foi catholique est incontestablement le plus précieux. Nos ancêtres ont possédé la vérité ; ils en ont même été les apôtres. C'est leur plus beau titre de gloire.

C'est ce que rappelait éloquemment le Pape Pie X dans le magnifique discours qu'il fit entendre à l'occasion de la béatification de Jeanne d'Arc.

« Oui, disait-il, elle est digne non seulement d'amour, mais de prédilection, la patrie dont le nom sacré éveille dans vos esprits les plus chers souvenirs et fait tressaillir toutes les fibres de votre âme ; cette terre commune où vous avez eu vos berceaux, à laquelle vous rattachent les liens du sang et cette autre communauté plus noble des affections et des traditions ; mais cet amour du sol natal, ces liens de fraternité patriotique, qui sont le partage de tous les pays, sont plus forts quand le pays terrestre, quand la patrie terrestre reste indissolublement unie à cette autre patrie qui ne connait ni les différences de langues, ni les barrières des montagnes et des mers, qui embrasse à la fois le monde visible et celui d'au delà de la mer, l'Eglise catholique. »

Voilà ce qu'il importe de ne pas oublier à l'heure actuelle : une secte infernale s'acharne, en effet, à dépouiller la France de cette vérité catholique, qui fut à travers les âges son plus riche patrimoine. Tout citoyen français qui a le cœur noble et droit témoigne son amour envers la patrie en se dévouant à la défense de cette vérité divine que les ennemis du bien cherchent à lui arracher.

Il y travaille activement par la prière, par la diffusion de la presse catholique, par sa parole, et par ses exemples.

II

Service de la patrie

L'amour de la patrie se manifeste d'abord, comme nous venons de le rappeler, par les actes que l'on accomplit pour elle, spécialement par le zèle que l'on déploie pour lui conserver le bienfait de la foi chrétienne.

Le service de la patrie impose encore d'autres devoirs, tels que le paiement des impôts, l'acceptation des charges militaires et des sacrifices de toute nature qui peuvent être nécessaires pour la défendre.

La plus importante de nos obligations envers la patrie consiste dans l'accomplissement fidèle du *devoir électoral*, qui mérite spécialement notre attention.

Devoir électoral

En vertu de la Constitution française, tous les citoyens concourent par leur suffrage au choix des conseillers municipaux, des conseillers d'arrondissement, des conseillers généraux et des députés. Plusieurs d'entr'eux sont appelés aussi à nommer les sénateurs.

Ainsi les citoyens désignent eux-mêmes les hommes publics qui doivent diriger les affaires des communes, protéger les intérêts des départements et faire les lois auxquelles sont attachés le sort et l'avenir de la patrie ; c'est par leur intermédiaire que l'autorité est conférée à ceux qui la reçoivent.

L'exercice de ce droit civique est donc un acte de la plus haute gravité. L'électeur qui choisirait un mauvais député ou un mauvais sénateur participerait dans une certaine mesure à toutes les lois funestes votées par son délégué ; il serait responsable des conséquences désastreuses qui résulteraient de son vote. Le citoyen, par exemple, qui a donné son suffrage à l'un des auteurs de la loi de séparation est le complice des dépradations sacrilèges commises au nom de cette loi inique et barbare ; s'il a nommé un des députés qui ont voté contre les congrégations religieuses, il porte la responsabilité de l'expulsion des citoyens les plus honnêtes, de la confiscation de leurs biens, des injustices de toute nature commises contre eux, de la fermeture brutale de plusieurs milliers d'écoles, Quel lourd fardeau devant Dieu et devant les hommes !

Quoique à un moindre degré, les élections municipales et départementales engagent gravement la conscience de l'électeur.

Tout citoyen est donc tenu de bien réfléchir avant d'émettre son suffrage et de se conformer aux principes suivants :

1. Il n'est jamais permis de voter pour un candidat franc-maçon ou patronné par les loges, parce que la secte n'a d'autre but que de combattre la religion et de faire l'œuvre de Satan.

2. Il n'est pas permis de s'abstenir si l'on prévoit qu'on peut amener par là l'élection d'un candidat franc-maçon ou dévoué au programme de la secte.

3. Lorsqu'aucun candidat n'offre des garanties suffisantes, on doit faire tous ses efforts pour en trouver un nouveau, dévoué à la Religion et aux véritables intérêts de la patrie.

4. Si, malgré ses efforts, on ne parvient pas à susciter un bon candidat, le mieux est de donner son suffrage à un citoyen qui ne l'a pas sollicité, mais qu'on juge bien disposé en faveur de la bonne cause. On peut aussi, dans ce cas, voter en blanc ou s'abstenir.

5. Lorque deux candidats hostiles à la religion sollicitent les suffrages des électeurs, certains moralistes permettent de voter pour le moins mauvais, afin d'empêcher ainsi l'élection du plus mauvais.

Cette pratique nous parait offrir de graves inconvénients. Pour qu'elle soit admissible, il faut que le candidat qu'on juge moins dangereux ne soit pas affilié à la secte maçonnique, et qu'il s'engage expressément à repousser quelques-unes des mesures oppressives que son adversaire cherche à faire triompher.

En principe, le bon citoyen n'accorde son suffrage qu'à des candidats respectueux des droits et de la liberté des catholiques et il s'attache de préférence à ceux qui montrent plus de zèle et de fermeté pour la défense de cette noble cause.

D'autre part les catholiques qui ont les aptitudes nécessaires pour remplir un mandat électif sont tenus d'affronter les épreuves et les fatigues d'une campagne électorale pour ne pas livrer les destinées de la patrie aux intrigues et à la mauvaise volonté des méchants.

III

Respect de l'autorité

Puisque l'autorité vient de Dieu, ainsi que nous l'avons montré, elle a droit au respect des citoyens : « Résister au pouvoir public, dit Léon XIII à la suite de saint Paul, c'est résister à la volonté divine ; refuser l'honneur aux souverains, c'est le refuser à Dieu. »

Cette doctrine ne présente aucune difficulté pratique si l'autorité se trouve exercée par son représentant légitime, conformément aux règles de la justice et de la loi divine.

Mais souvent c'est un usurpateur qui s'est emparé du pouvoir ; d'autres fois le gouvernement établi ne paraît pas conforme aux traditions et aux intérêts du pays ; parfois enfin l'autorité légitime s'exerce d'une manière tyrannique.

Que faire dans ces diverses circonstances ?

Régime usurpateur

Il est évident tout d'abord que la société a le droit de résister à un usurpateur, au moment où il cherche à s'emparer du pouvoir.

Lorsque l'usurpateur est devenu le maître et qu'il a rétabli l'ordre, la question est plus difficile.

En *droit*, le peuple opprimé peut employer la force pour expulser l'injuste détenteur de l'autorité.

En fait, cette insurrection est le plus souvent dangereuse; elle entraîne pour la société des guerres civiles et des divisions funestes, qui le plus souvent sont un mal encore plus redoutable que celui de l'usurpation. Il vaut donc mieux supporter le gouvernement d'un prince illégitime que de chercher à le renverser, si on n'a pas un espoir très fondé de faire triompher la cause de la justice.

L'intérêt commun, qui est le principe fondamental de la justice sociale, exige aussi qu'on exécute toutes les lois utiles au public, alors même qu'elles proviennent d'un usurpateur.

Ajoutons que, lorsqu'un gouvernement est établi depuis longtemps, alors même que son origine serait entachée d'injustice, le bien de la société demande qu'on le maintienne,

parce que rien n'est plus funeste à un peuple qu'une révolution violente.

Gouvernement de fait

Cette attitude est imposée à plus forte raison aux bons citoyens lorsque, dans un pays, un gouvernement de fait est en possession du pouvoir. après que divers régimes s'y sont succédé, comme en France, et qu'ils ont donné naissance à des partis opposés.

C'est ce qu'a plusieurs fois proclamé le Pape Léon XIII, notamment dans sa mémorable encyclique du 16 février 1892 adressée aux évêques, au clergé et aux catholiques de France.

Après avoir rappelé que, dans l'*ordre spéculatif*, les catholiques ont pleine liberté de préférer une forme de gouvernement à l'autre, le Pape proclame que « les individus sont tenus d'accepter les gouvernements établis et de ne rien tenter pour les renverser ou pour en changer la forme. »

L'illustre Pontife précise encore sa pensée dans sa réponse aux cardinaux français en date du 3 mai 1892, où nous lisons ces paroles :

« Lors donc que, dans la société. il existe un pouvoir constitué et mis à l'œuvre, l'*interêt commun* se trouve lié à ce pouvoir. et doit. pour cette raison, l'accepter tel qu'il est.

» C'est pour ces motifs et dans ce sens que nous avons dit aux catholiques français : « *Acceptez la République.* » c'est-a dire le *pouvoir constitué existant parmi vous* ; » respectez-la ; soyez-lui soumis comme représentant le » pouvoir venu de Dieu. »

» L'honneur et la conscience réclament, en tout état de choses. une subordination sincère aux gouvernements constitués ; il le faut au nom de ce droit souverain, indiscutable, inaliénable qui s'appelle la *raison du bien social*. Qu'en serait-il, en effet de l'honneur et de la conscience. s'il était permis au citoyen de sacrifier à ses visées personnelles et à ses attachements de partis les bienfaits de la tranquillité publique ? »

Pouvoir tyrannique

La question la plus délicate est celle qui concerne le pouvoir légitime abusant de son autorité pour établir le règne de l'injustice.

Le peuple a-t-il le droit de se révolter contre cette tyrannie, ou bien n'a-t-il d'autre ressource que de la supporter avec patience ?

Au XVIII[e] siècle, Jean-Jacques Rousseau a soutenu que « l'insurrection est le plus saint des devoirs », et il a fait prévaloir dans les esprits les idées *révolutionnaires*.

Telle n'est pas la doctrine catholique. L'Eglise a condamné la parole suivante de Wiclef : « Les peuples peuvent à leur gré corriger leur souverain, qui manque à son devoir. »

La Sainte Ecriture nous enseigne qu'un mauvais gouvernement est le châtiment d'un peuple corrompu.

Certains docteurs soutiennent que l'oppression tyrannique d'un pouvoir mauvais doit être supportée avec patience, comme les infirmités et les autres maux de toute sorte, qui affligent la nature humaine. Ils ajoutent d'ailleurs que les citoyens sont tenus dans ce cas, de protester et d'employer pour le salut du pays tous les moyens autorisés par les lois.

Mais ces moyens ne se ont-ils pas insuffisants ? Un pouvoir tyrannique n'en entravera-t-il pas l'exercice ?

Quoiqu'il en soit, dit saint Thomas, il n'est pas opportun de recourir à la résistance armée, qui ne fait généralement qu'aggraver le mal, et la sédition est toujours criminelle.

Que faut-il donc faire ?

Le docteur Angélique propose trois remèdes contre l'injustice du souverain.

1° S'il y a un supérieur qui ait assez d'autorité pour donner un chef à la multitude, c'est à lui qu'il faut s'adresser.

Le Pape est particulièrement chargé de sauvegarder les droits des peuples ; il est donc l'arbitre naturel des conflits qui peuvent s'élever entre les peuples catholiques et leur souverain.

2° Dans les pays où les lois constitutionnelles donnent au peuple la faculté de désigner périodiquement le chef du pouvoir. il appartient aux bons citoyens d'associer leurs efforts pour choisir de bons représentants de l'autorité.

Tel est notamment le cas en France, où se trouve établi le régime républicain.

3° S'il n'y a pas d'autre moyen, il faut recourir à la prière et s'adresser à Dieu, qui « tient le cœur des rois entre ses mains. »

IV

Obéissance aux lois

Le citoyen est obligé d'obéir aux lois de son pays.

Ce devoir lui est imposé par la conscience chrétienne ; mais il importe d'en bien préciser la portée.

Pour le faire clairement, distinguons d'abord les lois *morales* et les lois *pénales*.

On appelle lois *morales* celles dont la transgression est coupable et lois *pénales* celles dont l'infraction oblige à subir quelque peine.

D'ordinaire, le législateur entend imposer l'obligation morale d'accomplir une loi, quand les violateurs sont menacés d'une peine quelconque ; par conséquent les lois sont en général à la fois morales et pénales. Il en est cependant certaines que l'opinion publique considère comme purement pénales, telles que, par exemple, les lois sur la chasse, sur la pêche, certains droits fiscaux de douane, etc.

Quoi qu'il en soit, toute loi morale qui est *juste*, oblige en conscience.

Une loi est juste, lorsqu'elle est faite pour le bien général, qu'elle ne dépasse pas le pouvoir de celui qui l'impose et qu'elle ne blesse en rien l'égalité dans la répartition des charges, qui doivent être proportionnées à la condition des citoyens.

Dans ces conditions, chaque citoyen est évidemment tenu de contribuer au bien de la société dont il est le membre : il est donc obligé en conscience d'accomplir les lois qui sont justes.

C'est ce que la Sainte Ecriture rappelle aux chrétiens par l'Apôtre saint Paul : « Que toute âme soit soumise aux puissances. — Celui qui résiste au pouvoir établi résiste à l'ordre même de Dieu. »

Lois injustes

Les lois *injustes* sont des préceptes tyranniques et non de vraies lois ; elles n'obligent donc pas en conscience.

L'injustice d'une loi peut provenir de trois causes :

1° De ce que cette loi n'est point portée pour le *bien commun*, mais seulement pour la satisfaction d'intérêts parti-

culiers ou de passions personnelles. Telle est la loi scolaire actuellement en vigueur en France ; elle est donc manifestement injuste.

2° De ce que la loi dépasse les droits de celui qui en est l'auteur. Ainsi les législateurs qui interdisent la pratique des conseils évangéliques et la vie religieuse outrepassent évidemment leurs droits.

3° De ce qu'on ne respecte pas, dans la répartition des charges, les règles d'une juste égalité. La loi scolaire, par exemple, en imposant aux catholiques des charges qui n'atteignent point les autres citoyens, est par là même une loi injuste.

Toutes les fois qu'une loi est contraire à la loi divine, non seulement on n'est pas obligé de s'y soumettre, mais c'est un devoir d'y résister ; car, selon la parole des apôtres, « il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes. »

Dans quelle mesure est-il permis de résister à des lois injustes ?

Distinguons d'abord deux sortes de résistance : la résistance *passive*, qui consiste à subir la violence, sans consentir en aucune façon à exécuter une loi injuste ; telle était la résistance des martyrs ; et la résistance *active*, qui s'applique à repousser la violence par la violence.

La résistance passive n'est jamais permise, contre une loi juste, ou contre une loi dont la justice est douteuse ; elle est au contraire un devoir, lorsqu'il s'agit d'une loi opposée à la loi divine.

On peut alors user du droit de légitime défense ou recourir à la résistance *défensive*, qui consiste à repousser par la force une mesure tyrannique et contraire à la conscience que le pouvoir veut imposer par la force.

C'est ainsi que les Vendéens résistèrent avec un héroïque courage à la Constitution civile du Clergé et qu'ils préservèrent ainsi la France de la ruine et du schisme.

Toutefois, on ne doit pas oublier que les communes sont les éléments de la société civile ; c'est donc aux communes et aux provinces qu'il appartient de se défendre.

Si les communes et les provinces refusent d'opposer à la tyrannie une résistance *défensive*, il ne reste, comme le dit saint Thomas, qu'à s'adresser au Dieu Souverain « qui nous assiste toujours dans le besoin et dans la tribulation. »

ARTICLE IX

DROIT DES GENS

Les sociétés forment une personne morale ; elles ont par conséquent des droits et des devoirs les unes à l'égard des autres. L'ensemble de ces droits et de ces devoirs, qui règlent les rapports mutuels des nations ou des Etats, constituent le « droit des *gens* », ainsi appelé du latin *gens* « nation »

I

Droits des Etats

Parmi les droits qui obligent les nations les unes à l'égard des autres, il en est qui résultent de la loi naturelle ; d'autres sont *acquis* en vertu de l'*usage*, de l'occupation ou d'un contrat.

Droits naturels

Les droits que la loi naturelle confère à un peuple par rapport aux autres Etats sont analogues à ceux que les individus peuvent revendiquer dans leurs relations mutuelles.

1° Le premier droit que chaque homme a reçu, c'est le droit à sa vie, à sa conservation. Ainsi chaque Etat a droit tout d'abord à conserver sa vie nationale.

Les conquérants qui, sans aucun motif légitime, s'emparent des petits Etats, incapables de leur résister, ne sont donc en réalité que de hardis brigands dont la puissance assure l'impunité.

La réponse si connue d'un pirate à Alexandre le Grand n'était que l'expression de la vérité.

— « Que t'a donc fait la mer, lui dit l'illustre capitaine, pour que tu la traites en ennemie ? »

— « Et toi, que t'a fait l'univers ? On m'appelle un brigand parce que je ne pille qu'avec un petit navire ; et toi, tu te fais appeller empereur, parce que tu le fais avec une grande flotte. »

A ce droit de conservation se rattachent pour chaque état plusieurs autres droits qui en découlent, notamment le droit à l'intégrité de ses biens de toute nature, comme ses terres, son industrie, ses produits de toute sorte, sa réputation, son

honneur, en un mot à toutes ses richesses d'ordre matériel et moral.

2° Le second droit d'une nation, c'est de se *perfectionner* et de progresser en employant tous les moyens convenables pour accroitre sa prospérité.

3° Enfin chaque Etat a droit à l'exercice de sa *liberté* et de son indépendance. Il faut qu'il puisse discuter et voter librement les lois qui le régissent, sans qu'il soit permis à une nation voisine d'entraver son action nationale.

Ainsi sa *conservation*, son *progrès* et sa *liberté*, tels sont les trois droits naturels que chaque nation possède en vertu même de son existence.

Droits acquis

Indépendamment de leurs droits naturels et primordiaux, les Etats ont encore des droits acquis ou secondaires.

1° Certains de ces droits proviennent des usages admis par les peuples civilisés. C'est ainsi que les ambassadeurs et autres représentants d'un souverain jouissent de la liberté et de l'inviolabilité dans les pays où ils sont envoyés. Ce droit a pour origine une coutume entrée maintenant dans les mœurs des divers pays.

2° Les Etats peuvent acquérir des droits par l'occupation, en s'établissant dans un pays qui n'appartient encore à aucun autre peuple. Il va sans dire qu'un Etat ne saurait s'emparer de la haute mer qui doit être à la disposition de tous. Mais une nation a le droit de se réserver une mer intérieure que ses terres entourent de tous les côtés. Les Etats peuvent également occuper les parties de la mer qui baignent leurs terres : leur propre sécurité l'exige.

3° C'est surtout par les *contrats* ou traités d'alliance, que les Etats peuvent acquérir de nouveaux droits.

De même en effet que les hommes font entre eux des pactes ou conventions, de même les nations peuvent se lier mutuellement par diverses sortes de contrats.

Souvent ces conventions ont directement pour but la paix et la prospérité intérieure des nations qui les ont signés. D'autres sont faites surtout pour protéger l'unité et l'indépendance des Etats contre leurs ennemis extérieur ; ils portent le nom de « traités d'alliance ».

Les Etats se lient par des traités de commerce pour favoriser le transport et l'échange des marchandises ; ils font aussi des traités *d'extradition*, pour empêcher les malfaiteurs de trouver l'impunité dans un pays étranger, en s'y réfugiant après avoir commis un crime.

Tous ces contrats doivent avoir en vue le bien commun et non l'utilité personnelle du prince ou de ses favoris ; ils c'est à l'autorité légitime qu'il appartient de les conclure. Ils sont soumis d'ailleurs aux principes généraux des contrats (*Morale spéciale*, pages 281 et 292).

II

Devoirs mutuels des Etats

On distingue deux sortes de devoirs que les Etats sont tenus de remplir les uns à l'égard des autres : les *devoirs de justice* et les *devoirs de bienfaisance.*

Devoirs de justice

Les devoirs de justice sont ceux qu'on ne peut enfreindre sans se rendre coupable d'une injustice. Ils résultent pour chacun des différents Etats des droits que possèdent les autres nations et que nous venons de rappeler brièvement.

Ainsi un chef d'Etat est tenu tout d'abord de respecter l'indépendance des peuples voisins, et tous leurs biens d'ordre matériel et d'ordre moral. Il commettrait une injustice manifeste s'il tentait de leur soustraire une partie de leur territoire, de prélever sur eux un impôt, d'exiger d'eux une part de leurs produits.

Il offenserait également la justice, s'il voulait les contraindre à laisser passer ses troupes chez eux, s'il les empêchait par des moyens illégitimes de contracter des alliances utiles, s'il se permettait de susciter dans leur pays des troubles et des désordres, de nuire à leur commerce et à leur industrie.

Il ne serait pas moins coupable s'il entravait leur action législative, s'il prétendait leur imposer le choix d'administrateurs qui lui plaisent, en un mot s'il s'opposait au libre exercice de leur activité nationale.

Enfin un gouvernement est responsable des injustices commises par ses représentants contre les citoyens d'un autre

Etat ; de même que c'est s'attaquer à une personne que de blesser sa main ou l'un des membres de son corps, de même on offense un souverain toutes les fois qu'on porte atteinte à l'un de ses sujets.

De tels actes, sous quelque forme qu'ils se produisent, sont de véritables injustices; les peuples qui les commettent sont tenus à une juste réparation envers les Etats qu'ils ont lésés dans leurs droits.

Devoirs de bienfaisance

Les Etats n'ont pas seulement à remplir des devoirs mutuels de justice ; ils sont tenus à d'autres devoirs dont l'oubli, quoique ne violant pas le droit des autres peuples, constitue cependant une infraction aux lois de la morale sociale.

Ces devoirs sont appelés des devoirs de *bienfaisance*, ou mieux encore, pour les peuples chrétiens, des devoirs de charité.

Il est facile de comprendre que les nations sont tenues, comme les individus, d'accomplir ce genre de devoirs. Si l'homme est obligé par la loi naturelle d'aimer son semblable, n'est-il pas évident qu'un Etat doit aimer les autres sociétés civiles, dont les citoyens ont la même nature, la même origine, la même destinée que ceux qui le composent lui-même ?

Cet amour, s'il est sincère, n'exige pas seulement le respect des droits des autres nations ; il implique en outre l'application des deux principes de la bienfaisance ou de la charité imposée aux hommes dans leurs rapports mutuels : « *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît à vous-même* » — « *Tout ce que vous voulez que les autres fassent pour vous, faites le pour eux.* »

1° C'est particulièrement aux Etats privés de ressources et de secours que la charité fait un devoir de venir en aide.

Cette obligation est rigoureuse lorsqu'un peuple peut assister celui qui est réduit à la nécessité d'implorer son secours, sans que ce service rendu lui occasionne à lui-même aucun dommage.

Si plusieurs Etats se trouvaient dans la même détresse, il faudrait aider de préférence la nation avec laquelle on a contracté des liens plus étroits, soit en vertu des services qu'on en a reçus, soit en vertu d'un autre titre légitime.

2° Lorsqu'un peuple est victime de l'*anarchie* ou de l'*oppression étrangère*, on doit le protéger s'il sollicite du secours. C'est ainsi que la France faisait œuvre de justice lorsqu'en 1821, elle envoyait ses troupes en Espagne pour répondre à l'appel du souverain de ce pays, menacé par la Révolution. En 1827, l'expédition en Grèce fut également un office de bienveillance internationale à l'égard du peuple opprimé de cette contrée. La France se serait honorée si elle avait pu préserver la Pologne du triste sort qui l'a rayée du rang des nations.

Autant il est noble de répondre à l'appel d'un peuple pour l'arracher à l'oppression ou à l'anarchie, autant il serait injuste de profiter des services qu'on lui rend pour lui imposer des lois ou un régime politique qu'il n'a pas choisis lui-même C'est au peuple secouru et délivré qu'il appartient de se gouverner et de s'administrer comme il le désire.

3° La charité fait un devoir aux souverains catholiques de porter secours aux chrétiens qui sont persécutés injustement dans les pays infidèles à cause de leur foi.

Ils agissent, alors comme princes chrétiens, fils de l'Eglise Catholique, dont ils veulent venger les droits. C'est ainsi que les croisades ont été l'accomplissement d'un devoir de foi et de charité chrétienne.

4° Rappelons enfin qu'un Etat est tenu de consentir à faire avec les autres peuples des transactions commerciales, telles que ventes, achats, échanges de marchandises.

L'intérêt des sociétés demande en effet que les unes écoulent leurs produits et que les autres puissent les acheter pour en tirer profit.

Toutefois,si elles sont tenues de favoriser ces transactions commerciales, c'est pour elles un devoir de bienveillance et non un devoir de justice. Mais un souverain commettrait une injustice criante s'il intervenait pour empêcher d'autres Etats d'échanger leurs produits.

III

Conflits entre les Etats

Insuffisance des solutions pacifiques

Lorsque des contestations se produisent entre les membres

d'un même Etat, ou que certains citoyens se rendent coupables d'injustice à l'égard des autres, l'autorité sociale vient remédier à cette situation par la sentence des juges qui ont pour mission de trancher les questions litigieuses et de faire respecter tous les droits.

C'est ainsi que, chez les peuples civilisés, les querelles entre particuliers peuvent toujours aboutir à une solution pacifique.

Il n'en est pas de même pour les conflits qui s'élèvent entre les Etats. Chaque nation est une société parfaite et indépendante : il n'y a donc pas d'autorité supérieure qui ait le droit de lui imposer des décisions et de la contraindre à les accepter.

Les Etats catholiques, il est vrai, pourraient soumettre leurs différends au Pape, chef de la religion qu'ils professent et interprète infaillible de la morale sociale. Ils l'ont fait souvent, dans la suite des âges, et cette intervention a toujours été salutaire à ceux qui l'ont sollicitée.

On a même vu des nations hérétiques recourir à cet arbitrage, dont l'autorité morale surpasse manifestement celle des autres pouvoirs terrestres. C'est ainsi qu'en 1885 la protestante Allemagne sollicita la médiation de Léon XIII à propos du conflit qui s'était élevé entre cette nation et l'Espagne, au sujet de la souveraineté des îles Carolines. Quelques années plus tard, les Etats-Unis eurent également recours à l'autorité pontificale pour résoudre leurs difficultés avec l'Espagne à propos des Philippines.

Vers 1870, un homme politique anglais protestant de haute valeur, David Urquhardt (1), suppliait instamment tous les Chefs d'Etat, dans l'intérêt des peuples, de reconnaître expressément l'autorité arbitrale du Saint-Siège.

Deux grands obstacles ont empêché jusqu'à ce jour l'acceptation de cette solution pacifique dont les gouvernements repoussent obstinément l'adoption générale et permanente.

La première difficulté provient de l'orgueil et de l'égoïsme des grandes puissances, qui ne veulent d'autres règles que celles de leurs caprices et de leurs intérêts. La notion de la justice sociale s'est considérablement oblitérée

(1) David Urquhardt, né en 1805, et mort à Naples en 1877.

dans l'esprit public et les souverains s'opposent à toute intervention qui pourrait devenir un frein et une gêne pour leur bon plaisir.

La seconde cause qui rend presque impossible l'acceptation de l'arbitrage pontifical par les gouvernements européens, c'est l'esprit maçonnique dont la plupart des souverains sont animés et leur asservissement aux volontés des loges. Tous les intérêts populaires et nationaux sont sacrifiés par la haine des sectes au but principal qu'elles ne cessent d'avoir en vue, amoindrir l'Église catholique et étouffer son action. Comment espérer que les représentants des États consentent à voir dans le Pape l'arbitre de leurs différends, tant qu'ils seront assujétis à la franc-maçonnerie, qui ne cesse de conspirer contre l'autorité même du Vicaire du Christ ? Appliqués à dépouiller chaque jour la religion de sa divine auréole. comment adopteraient-ils une mesure qui aurait pour résultat de donner à son Chef un nouveau prestige ?

II. La *Ligue des catholiques français pour la paix* nous permet-elle d'espérer des résultats plus satisfaisants ? Fondée après la publication d'une brochure du Père Graty en 1861, cette ligue poursuit manifestement un but très louable. Mais ne serait-ce pas une véritable utopie de se persuader que son influence pourra déterminer les gouvernements à renoncer à leurs ambitions et que les grandes nations se laisseront arrêter par les idées pacifistes lorsqu'elles se croiront assurées d'étendre par les armes leur puissance et leur empire ?

III. Le mouvement d'opinion créé par la *Ligue pour la paix* a peut-être contribué à la *Convention de la Haye*, réunie en 1899 sur l'initiative de l'empereur de Russie.

Cette convention, promulguée en France le 25 novembre 1900, a reçu l'adhésion de 26 États, qui s'engagent à faire tous leurs efforts pour la solution pacifique des litiges internationaux et qui établissent une cour permanente d'arbritage international avec un bureau siégeant à La Haye (Hollande).

La procédure à suivre est minutieusement déterminée ; mais il est expressément déclaré qu'aucune des puissances signataires n'est obligée de recourir à la cour d'arbitrage ;

c'est simplement un moyen facultatif de résoudre certains litiges d'ordre secondaire, spécialement en ce qui concerne les questions économiques.

L'institution de la cour internationale de la Haye, quelque excellente qu'elle soit, ne saurait donc être considérée comme un moyen efficace pour résoudre les grands conflits qui peuvent surgir entre les Etats : ceux-ci n'ont souvent d'autre ressource que de se faire rendre justice à la manière des sauvages, en ayant recours à la guerre.

La Guerre

I. La guerre est une lutte sanguinaire entre deux ou plusieurs Etats, dont les armées cherchent à s'exterminer mutuellement.

On distingue deux sortes de guerres : la guerre *défensive*, dans laquelle un peuple, attaqué par un autre, se défend pour sauvegarder ses biens et sa patrie, et la guerre *offensive* qui consiste à attaquer une nation pour venger une injure ou pour obtenir une juste réparation.

La guerre défensive est manifestement légitime. La loi naturelle proclame le droit de légitime défense pour les simples individus ; elle le reconnait à plus forte raison pour les Etats.

La guerre offensive elle même a été regardée par tous les peuples comme permise, et même, dans certains cas, comme louable et parfois obligatoire pour les chefs d'Etat. Aussi voyons-nous la Sainte Ecriture approuver des princes qui se sont livrés à des guerres sanglantes.

II. Rappelons cependant que trois conditions sont indispensables pour qu'une guerre soit licite et légitime. Il faut, comme nous l'avons déjà dit d'après saint Thomas dans notre troisième partie (p. 261) qu'elle soit : 1° décrétée par le *pouvoir suprême* de l'Etat ; 2° *juste* ; 3° faite avec une *intention droite*. Sans cela, la guerre ne serait qu'un brigandage criminel.

La difficulté principale est de savoir dans quel cas la guerre est *juste*. C'est une question complexe et qui mérite de la part des gouvernements la plus scrupuleuse attention. Les désastres occasionnés par la guerre sont incalculables : un souverain encourt donc une terrible responsabilité, s'il

déclare la guerre sans avoir la certitude absolue qu'il accomplit ainsi un acte de justice.

Le désir de la gloire, l'espoir d'un accroissement de puissance, ou d'autres avantages qui résulteront du combat, le maintien de l'équilibre entre les peuples et les motifs analogues ne peuvent en aucun cas justifier par eux-mêmes une déclaration de guerre. Il n'est permis à un chef d'État d'en venir à cette extrémité que lorsque, obligé de venger une injure grave faite à son peuple, il n'a pas pu trouver d'autre moyen d'obtenir satisfaction.

III. Dans les pays où n'a pas brillé le flambeau de l'Evangile, la guerre a toujours été accompagnée de cruautés et d'excès inouïs que le catholicisme repousse avec horreur.

Voici du reste les principales règles imposées par le droit des gens à tous ceux qui déclarent la guerre ou qui y prennent part.

1° Avant toute guerre offensive, le gouvernement qui se croit lésé doit demander une réparation ; si la satisfaction qu'il réclame lui est offerte, il est tenu de l'accepter et de renoncer à la guerre, qui dès lors cesserait d'être juste.

2° Pendant la durée des hostilités, il n'est pas permis de nuire aux femmes, aux enfants et aux vieillards qui ne prennent pas part au combat.

On ne doit jamais empoisonner les puits ou les fontaines publiques ; mais on peut empêcher les vivres ou les eaux de parvenir aux assiégés pour les obliger à se rendre plus tôt. Les ruses et les stratagèmes pour tromper l'ennemi sont de bonne guerre ; mais il serait criminel de suborner des sicaires chargés de mettre à mort le commandant de l'armée adverse. Le droit des gens interdit de massacrer les prisonniers de guerre. Ceux-ci ont le droit de s'échapper, s'ils le peuvent, à moins qu'ils n'aient pris l'engagement formel de ne pas s'enfuir.

3° Après la bataille, les chefs vainqueurs et leurs soldats doivent s'abstenir de tout acte barbare, de toute vengeance contraire à l'honneur ; ils manqueraient au droit des gens s'ils se livraient au pillage et s'ils occasionnaient du dommage dans l'unique but de nuire aux vaincus.

Les belligérants sont obligés en outre de respecter les

engagements pris en demandant des armistices ou des traités de paix.

IV. Dans les entretiens des *Soirées de Saint-Pétersbourg* du comte Maistre, les interlocuteurs échangent des réflexions d'un ordre très élevé sur le fléau de la guerre.

L'un d'eux s'étonne que la profession du *militaire*, qui tue sans mesure et qui extermine des innocents, soit la plus honorée dans la société, tandis que le *bourreau*, qui ne frappe que des coupables, se trouve abaissé au degré le plus abject de l'échelle sociale.

Evidemment la principale raison de cette anomalie apparente, c'est que le soldat expose constamment sa vie pour la patrie, tandis que le bourreau n'affronte aucun danger.

Mais on ne peut s'empêcher de reconnaître aussi, dans les honneurs que tous les peuples ont rendus aux soldats, la manifestation d'une loi providentielle qui fait de la guerre une sorte d'instrument de la justice divine pour châtier les peuples coupables. C'est ainsi que les orgies sacrilèges de la Révolution françaises furent expiées par le massacre d'un million de Français, victimes des guerres de la Convention, du Directoire et du premier Empire.

Sans cette destination mystérieuse de la guerre, on ne s'expliquerait pas que les peuples civilisés, qui en connaissent si bien les conséquences atroces, n'aient jamais pu, malgré d'innombrables tentatives, découvrir un moyen pacifique de mettre fin à leurs différents.

Cet horrible fléau revêt un aspect de plus en plus effroyable à mesure que progresse la civilisation. Voyez avec quelle rapidité les canons, les bombes, les engins modernes, lancés par un aéroplane, pourront instantanément transformer les champs de bataille en d'immenses boucheries humaines et faire disparaître à la fois tous les jeunes gens et tous les hommes valides qui sont l'espoir et la force d'une nation.

Cette perspective est d'autant plus déconcertante que la principale préoccupation des Etats, à l'heure actuelle, c'est de multiplier le nombre de leurs soldats et de rendre leurs engins de mort plus terribles et plus destructeurs. A cela servent les progrès de la science.

On impose le service militaire obligatoire comme si l'homme n'avait d'autre destinée que de détruire son semblable,

Combien sera lamentable le sort de l'humanité le jour où les souverains, imbus des idées du matérialisme moderne, feront marcher des milliers de soldats au gré de leurs caprices et de leurs passions ! Qui sait s'il n'entre pas dans les secrets de la Providence de châtier de la sorte une génération criminelle qui a proclamé l'athéisme et s'est fait l'apôtre de cette monstrueuse doctrine ?

—

CHAPITRE IV

L'EGLISE

Nous avons déjà remarqué (page 403) qu'indépendamment de la *famille* et de la *société civile*, qui sont nécessaires à l'homme, il existe une société qui lui est encore plus indispensable, c'est l'*Eglise*. Cette société surnaturelle a été établie par JÉSUS-CHRIST lui-même pour conduire l'homme à sa fin suprême ; sans elle, il est impossible d'arriver au bonheur éternel auquel nous sommes destinés. Il importe donc souverainement de bien connaître l'Eglise et les devoirs que nous avons à remplir envers elle.

Dans ce but nous étudierons, en cinq articles successifs : 1° les éléments sociaux de l'Eglise ; 2° la divinité de l'Eglise ; 3° la hiérarchie ecclésiastique ; 4° les ordres religieux ; 5° nos devoirs envers l'Eglise.

ARTICLE PREMIER

ELEMENTS SOCIAUX DE L'EGLISE

Examinons dans l'Eglise les quatre éléments que nous avons signalés comme essentiels à toute société : les *membres*, la *fin*, l'*autorité*, les *biens communs*.

I

Membres de l'Eglise

I. Toute personne qui possède la nature humaine est appelée à faire partie de l'Eglise, quels que soient sa natio-

nalité, sa race, son âge et sa condition. JÉSUS-CHRIST, fondateur de cette société, a donné mission à ses disciples d'y agréger tous les peuples : « *Allez*, leur dit-il, au moment de les quitter, *allez*, *enseignez toutes les nations*, *et baptisez-les*. » Aussi l'univers habitable est-il tout entier le territoire de l'Eglise, appelée pour ce motif *catholique*, d'un mot grec qui signifie « répandu partout »

Lorsque le jour de la Pentecôte l'Eglise reçut sa forme complète, saint Pierre, qui en était le chef, ne s'adressa d'abord qu'aux personnes de race juive. Mais, à la suite d'une vision, il comprit que les Gentils étaient également appelés à faire partie de l'Eglise : il baptisa le centenier Corneille, Saint Paul devint l'apôtre des nations, et le centre de l'Eglise fut établi à Rome, dans la capitale même de l'univers. Dès le premier siècle de l'ère chrétienne, l'Eglise avait recruté des adeptes dans toutes les parties du monde connu.

II. C'est par le baptême que nous devenons membres de l'Eglise.

Ce signe extérieur est pénétré d'une puissance divine. « Telle est la vertu de cette eau mystérieuse qu'en touchant le corps, elle purifie le cœur », dit saint Augustin.

Le baptême procure à l'homme le bienfait de la *régénération* ou naissance nouvelle qui l'introduit dans la famille de Dieu, dont il devient le fils adoptif.

De plus ce sacrement imprime à l'âme un *caractère* indélébile, qui lui donne une physionomie spirituelle en rapport avec la filiation divine à laquelle il nous élève.

Il opère donc en notre âme une transformation incomparable. Non seulement il en efface le péché originel ; mais il lui communique la *grâce habituelle* (Morale générale, page 197) avec les vertus infuses et les dons du Saint-Esprit (page 180 et suivantes).

III. Ce résultat est produit sans aucune autre condition dans l'âme des enfants qui n'ont pas l'âge de raison ; le baptême leur confère, avec les vertus infuses, la *foi*, qui est la première de toutes et le principe des autres.

Les adultes qui reçoivent le baptême doivent tout d'abord avoir la foi et croire tout ce que le Pape enseigne au nom de Jésus-Christ. Aussi les membres de l'Eglise sont-ils appelés les *fidèles*, du latin *fides* « foi »

Pour obtenir, au moment du baptême, la rémission des péchés et la grâce que ce sacrement produit, il faut avoir la contrition. Mais alors même qu'on n'aurait pas ces dispositions de foi et de repentir, le caractère du baptême serait imprimé dans l'âme.

IV. Les baptisés sont retranchés de l'Eglise par l'*hérésie*, par le *schisme* ou par l'*excommunication* ; par l'*hérésie* lorsqu'ils professent publiquement une doctrine que l'Eglise condamne ; par le *schisme*, lorsqu'ils refusent de se soumettre à l'autorité du Pape ; par l'*excommunication*, lorsque les pasteurs de l'Eglise les repoussent eux-mêmes de la communion des fidèles.

En résumé, il faut compter comme membres de l'Eglise tous les baptisés, qui ne sont ni hérétiques, ni schismatiques, ni excommuniés.

II

Destination de l'Eglise

I. En mentionnant les sociétés nécessaires à l'humanité, nous avons fait connaître (p. 403) la destination spéciale de l'Eglise. Elle a pour but de conduire ses membres à leur fin suprême, qui est le bonheur éternel.

Ainsi que nous l'avons montré dans la première partie de notre Cours de Morale (*Anthropologie*, p. 94) l'homme est incapable d'arriver par ses propres forces à cette fin surnaturelle. C'est pour la lui faire atteindre que le Fils de Dieu est venu sur la terre et a réalisé le grand mystère de l'Incarnation.

Avant de s'élever au Ciel au jour de l'Ascension, JÉSUS-CHRIST a institué une société chargée de continuer son œuvre et assurée de sa divine assistance jusqu'à la fin des siècles. Cette société, c'est l'Eglise. La fin qu'elle se propose est celle que le Verbe fait chair avait lui-même en vue dans toutes ses œuvres, c'est la sanctification et le bonheur éternel des hommes.

JÉSUS-CHRIST a voulu, pour communiquer aux hommes ses divines grâces et la participation à ses mérites, se servir de l'intermédiaire des autres hommes, comme il le fait pour leur transmettre les biens de l'ordre naturel. Telle est la mission de l'Eglise qui procure à l'homme les moyens de

remplir ses devoirs envers Dieu et d'arriver à sa fin surnaturelle. La plupart des paraboles que le Sauveur exposait à ses apôtres pendant sa vie publique n'étaient qu'une explication anticipée de cette destination de l'Eglise.

C'est donc l'Eglise qui introduit les bienheureux dans le Ciel, et lorsqu'ils y sont entrés dans la gloire ils forment tous ensemble l'église triomphante, jouissant éternellement de la vue de Dieu, à côté de JÉSUS-CHRIST, leur Rédempteur et leur Roi.

II. Puisque Dieu veut le salut de tous les hommes, et que c'est par l'Eglise seule qu'il le réalise, il est manifeste que tous sont obligés d'en faire partie et que, de plus, cette Eglise doit être connue et accessible à tous.

C'est pourquoi l'Eglise est nécessairement visible. Elle est comparée dans l'Ecriture, à la montagne de Sion, auprès de laquelle tous les peuples doivent accourir.

Aussi, dès le jour de sa fondation, la Providence permet que des Juifs venus de tous les pays du monde connu soient témoins du miracle de la Pentecôte et que huit mille d'entr'eux reçoivent le baptême à Jérusalem.

Bientôt saint Pierre, le premier chef de l'Église, va s'établir à Rome, capitale du monde civilisé. Ses successeurs sont tous martyrisés pendant les premiers siècles ; en les mettant à mort, le paganisme croit détruire l'Église qu'ils personnifient.

Dès le quatrième siècle, les Papes sont à la tête de toutes les entreprises de civilisation et de charité qui se produisent. La religion dont ils sont les représentants dissipe toutes les autres, comme la lumière fait disparaître les ténèbres.

Lorsque le nouveau monde est découvert, des missionnaires envoyés par le Pape accompagnent toujours les explorateurs.

Rien n'est donc plus éclatant que la visibilité de l'Église, qui est véritablement un signe autour duquel peuvent se rallier toutes les âmes de bonne volonté ; elle est l'arche de Noë, qui mène l'homme au ciel, et en dehors de laquelle il périt misérablement.

III

L'autorité dans l'Eglise

Les sociétés civiles sont soumises à différents régimes,

selon les temps et les lieux. Il n'en peut être ainsi de l'Eglise.

Cette société en effet a été directement établie de Dieu. En la fondant, JÉSUS-CHRIST en a déterminé lui-même la constitution. Il a voulu que son Eglise fût une monarchie absolue. Il a dit à l'un des douze apôtres qu'il avait choisis : « *Tu es Pierre et sur cette pierre, je bâtirai mon Eglise, et les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle. Je te donnerai les clefs du royaume des Cieux ; tout ce que tu lieras sur la terre sera lié dans le Ciel, et tout ce que tu délieras sur la terre sera délié dans le Ciel.* »

Pierre hérite donc, dans l'Eglise, de tout le pouvoir de JÉSUS-CHRIST ; l'autorité qui est donnée au collège apostolique, Pierre la reçoit toute entière.

Après sa résurrection, JÉSUS ressuscité confirme cette puissance dont Pierre est investi : « *Pais mes agneaux, pais mes brebis,* » lui dit-il en lui rappelant sa mission de pasteur suprême.

Depuis cette époque, les successeurs de Pierre ont hérité de son autorité sur le siège pontifical établi à Rome.

C'est sur ce siège que se trouve le Chef de l'Eglise. Il porte les noms de Souverain Pontife, Pape, Vicaire de JÉSUS-CHRIST. Evêque de Rome, successeur de Pierre, Père des fidèles, Pasteur suprême, Docteur infaillible.

Ces divers titres expriment les divers aspects de sa puissance souveraine.

1° Chargé de transmettre au monde les vérités que JÉSUS-CHRIST est venu lui révéler, le Pape, docteur infaillible, est la règle de la foi.

Il faut croire toutes les vérités qu'enseigne le souverain Pontife ; il faut réprouver toutes les doctrines qu'il condamne. Ceux qui refusent d'admettre une doctrine qu'il enseigne sont par là même *hérétiques* ; et s'ils s'obstinent dans leur fausse opinion, ils cessent d'appartenir à l'Eglise catholique.

Afin de ne jamais se tromper dans l'exercice de cette fonction, le Pape jouit du privilège de l'infaillibilité, en vertu duquel le saint Esprit l'assiste pour le préserver de toute erreur.

2° Le Pape est un *roi* investi de tous les pouvoirs qui

appartiennent dans une société au représentant de l'autorité.

Il a donc le pouvoir *législatif*, et toutes les lois qu'il établit obligent rigoureusement tous les membres de la société religieuse. Ceux qui refusent de se soumettre à ces lois sont des *schismatiques* ; s'ils persistent dans leur révolte, ils sont retranchés de l'Eglise.

Comme conséquences du pouvoir législatif, le Pape exerce le pouvoir *judiciaire* et le pouvoir *exécutif*. Il a le droit de s'assurer que ses lois sont appliquées, et de prendre les moyens nécessaires pour les faire mettre en pratique.

3° Dans l'Eglise, le Pape est *Souverain Prêtre* ou *Souverain Pontife*. Il a la haute direction du culte rendu à Dieu et de la dispensation des grâces divines dont il est le dépositaire.

C'est donc au Pape qu'il appartient de régler tout ce qui touche au culte divin, ou *liturgie*, comme le sacrifice de la messe, l'administration des sacrements, l'office divin et les bénédictions de l'Eglise.

C'est lui aussi qui détermine le catalogue des saints, qui condamne les pratiques superstitieuses ; il a le droit d'*excommunier* ou de retrancher de la participation aux biens de l'Eglise tous les fidèles qu'il en juge indignes.

IV

Participation aux biens de l'Eglise

I. Le premier bien que l'Eglise possède, c'est la *vérité* : « *Je suis la lumière du monde, Je suis la voie, la vérité et la vie* » disait le Sauveur.

L'Eglise, continuatrice de JÉSUS-CHRIST, a reçu de lui le dépôt de la vérité. Elle est, comme son fondateur, la lumière du monde.

Qui n'a été frappé des efforts des savants pour faire des découvertes dans l'ordre physique ? Une vérité nouvelle constatée dans la nature excite leur enthousiasme.

Que sont ces vérités à côté de celles que l'Eglise enseigne au monde ? Grâce à ses lumières, le petit enfant de sept ans possède sur les vérités essentielles une connaissance plus précise et plus parfaite que les hommes les plus cultivés, que les plus grands génies qui vivent en dehors de l'Eglise.

« *Les ténèbres couvriront la terre, et les peuples seront envahis par l'obscurité ; mais les nations marchent avec assurance à la lumière de l'Eglise.*

Dieu, l'âme humaine et sa destinée, l'amour de Dieu pour les hommes, les béatitudes ou les moyens de parvenir au bonheur, toutes ces vérités, les seules qu'il importe vraiment de connaitre, l'Eglise ne cesse de les proclamer et de démasquer tous les sophismes imaginés pour les obscurcir. Quel incomparable aliment elle offre ainsi aux intelligences d'élite !

Avec la vérité l'Eglise nous donne la science de la vie, qu'elle nous montre en action dans les exemples de JÉSUS-CHRIST et ceux des saints, dont elle même a dirigé les actes. C'est un patrimoine qu'elle montre en spectacle aux nobles âmes. en leur disant : « Ce que ces héros ont pu réaliser, pourquoi ne le ferais-tu pas toi-même ?»

II. Ces actions divines de JÉSUS-CHRIST, ces œuvres héroïques des saints ont été une source de mérites qui doivent compter encore parmi les biens de l'Eglise.

Non seulement tous les saints qui ont vécu depuis le commencement de l'ère chrétienne, mais encore les patriarches et les justes de l'ancienne loi, ont enrichi de leurs mérites le trésor de l'Eglise, à laquelle ils appartenaient par leur foi au Messie, qui en est le chef.

Bien plus les personnes d'élite qui, sans connaitre l'Eglise et sans avoir reçu le baptême. accomplissent des actes d'héroïsme et de vertu. se rattachent ainsi à l'*âme* de l'Eglise, qui comprend tous ceux qui observent la loi de Dieu autant qu'ils la connaissent et qui par conséquent revendique pour son trésor le mérite de leurs bonnes œuvres.

A tous ces mérites des élus de tous les siècles, ajoutez les prières si efficaces de tous les saints du ciel et celles des âmes du purgatoire ; les oraisons, les actes de vertu, les sacrifices intimes de toute nature accomplis sur la terre dans des milliers de foyers chrétiens, et vous aurez une première idée des richesses de l'Eglise.

III. Ce n'est pas tout : l'Eglise possède d'autres biens spirituels, dont la foi nous révèle le prix.

C'est d'abord la sainte messe sans cesse offerte sur des milliers d'autels. C'est l'Eucharistie, que ce divin sacrifice

donne en permanence à l'Eglise, qui devient ainsi propriétaire et dispensatrice du Dieu fait homme et de toutes ses grâces. Peut on imaginer un bien plus précieux ?

Ajoutez-y les autres sacrements, ces canaux si variés et si abondants des grâces célestes : la *confirmation*, par laquelle l'Eglise donne le Saint-Esprit avec l'abondance de ses dons, en même temps que le caractère de parfait chrétien ; la *penitence*, qui, en ressuscitant l'âme, réalise une merveille plus grande encore que la résurrection des corps ; l'*extrême onction*, destinée à conduire l'homme au seuil de l'éternité bienheureuse ; l'*ordre*, qui perpétue dans l'Eglise les pouvoirs divins que lui a légués JÉSUS-CHRIST et spécialement la puissance ineffable de produire à la messe le Fils de Dieu fait homme et de ressusciter les âmes par l'absolution ; le *mariage* enfin qui sanctifie les époux, et leur procure les grâces nécessaires pour l'accomplissement de leurs devoirs et la bonne éducation de leur famille.

A côté de cet incomparable trésor des sacrements, l'Eglise possède encore les *sacramentaux* qui sont très efficaces pour obtenir diverses faveurs divines, et de nombreux avantages spirituels ou temporels. Les uns sont permanents, comme les *Agnus Dei*, les saintes huiles, l'eau bénite, le rameau bénit, le cierge bénit, les églises consacrées, etc ; les autres sont des actes passagers, tels que les bénédictions, cérémonies ou prières liturgiques. L'Eglise en a institué pour toutes les circonstances, pour les enfants qui voient le jour, pour ceux qui atteignent l'âge de raison, pour les malades. pour les agonisants, pour les défunts, pour les diverses industries, pour les produits de la terre, pour les circonstances saillantes de chaque journée, comme l'*Angelus*, pour les diverses saisons de l'année ; en un mot elle a des biens pour répondre à tous les besoins.

N'oublions pas de signaler comme un des plus beaux joyaux de l'Eglise la louange liturgique, célébrée sept fois le jour dans les chapitres, les collégiales et les ordres religieux et récitée par tous les représentants de la hiérarchie ecclésiastique.

IV. La participation aux biens spirituels de l'Eglise est appelée la « *Communion des Saints.* » Les membres de

cette société sont désignés sous le nom de « saints » soit parce qu'ils sont *sanctifiés* par le baptême, soit parce que l'Eglise s'applique surtout à les rendre *saints*, soit parce que les *saints* du Paradis leur demeurent unis, s'intéressent à eux et les font bénéficier de leurs mérites.

Cette participation se produit dans une mesure proportionnée aux dispositions de chaque fidèle. Tous ceux qui sont séparés de l'Eglise en sont exclus ; ceux qui n'appartiennent à l'Eglise qu'en apparence ressemblent aux membres paralysés d'un corps vivant, ou les branches mortes d'un arbre. et ils ne puisent pas par conséquent dans le trésor de l'Eglise. Les pécheurs peuvent bénéficier des prières et des mérites offerts pour eux ; mais, privés de l'état de grâce, ils ne peuvent pas être en communion complète avec l'Eglise et vivre de sa vie.

V. Indépendamment de tous ces biens spirituels, l'Eglise procure à la société d'innombrables bienfaits naturels : elle a des consolations pour toutes les douleurs, elle a suscité des milliers de communautés religieuses pour satisfaire les divers besoins de l'humanité ; elle est la vraie mère de la civilisation.

—o—

Ce simple aperçu des quatre éléments qui constituent l'Eglise nous révèle la supérioté de cette société sur toutes les autres.

Elle l'emporte par son étendue, puisqu'elle embrasse le monde entier. et par sa durée qui date de l'ère chrétienne et doit se prolonger sur la Terre jusqu'à la fin des siècles ; elle doit même s'épanouir dans le Ciel, où sa vie se perpétuera dans son état définitif de bonheur et de gloire.

La destination de l'Eglise est au dessus de celle des autres sociétés, comme l'éternité surpasse le temps.

La majesté de son Chef est incomparable : interprète infaillible de la vérité, arbitre suprême de toutes les causes de justice et de morale, centre de la vie catholique, principe de toute juridiction spirituelle, il est le Vicaire de JÉSUS-CHRIST, le représentant le plus immédiat et le plus autorisé de Dieu, sur la terre. l'eut-on imaginer un pouvoir comparable à celui qu'il est chargé d'exercer ?

Les biens dont l'Eglise est la dispensatrice, par leur valeur ineffable, proclament à leur tour l'éminente splendeur de l'Eglise catholique.

ARTICLE II

DIVINITÉ DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Pour s'imposer à l'intelligence et à la libre acceptation des peuples, l'Eglise catholique doit porter la marque de sa divine origine. Aussi Dieu a-t il orné son front de quatre notes ou signes extérieurs, qui montrent avec éclat qu'elle vient de Dieu.

Ces quatre marques peuvent être vues par tous les hommes de bonne foi. Elles s'appellent l'*unité*, la *sainteté*, la *catholicité*, et l'*apostolicité*.

I

Unité de l'Eglise

Ce qui prouve tout d'abord la divinité de l'Eglise, c'est sa merveilleuse *unité*.

L'unité est la condition essentielle d'une société bien organisée. Dans l'Eglise, elle apparait dans des conditions tellement exceptionnelles qu'on ne peut s'empêcher d'y reconnaitre un caractère divin.

1° On y remarque d'abord l'*unité du gouvernement*, qui rassemble tous les membres de l'Eglise sous l'autorité du Pape, son Chef.

Cette unité est d'autant plus étonnante qu'elle n'a cessé d'exister dans l'Eglise depuis dix neuf siècles, malgré la diversité des peuples, des temps, des langues et des coutumes.

Elle a été combattue par toutes les forces de ce monde, d'abord par les persécuteurs qui ont massacré les Papes des trois premiers siècles ; ensuite par les empereurs Allemands du moyen-âge ; et, dans la période contemporaine, par le Directoire, par Napoléon Ier et ensuite par les politiciens francs-maçons du dix-neuvième siècle, qui ont cru anéantir la souveraineté pontificale.

L'unité du gouvernement de l'Eglise catholique a triomphé également de l'ambition de plusieurs pontifes appuyés par de puissants souverains, comme Photius à Constantinople, les patriarches moscovites en Russie et les chefs des autres églises schismatiques.

Tous ces prélats orgueilleux ont fondé des églises séparées dont le chef véritable était un souverain temporel ; ils n'ont pu, malgré leurs efforts, entamer l'unité du gouvernement de l'Eglise romaine.

Plutôt que de laisser rompre cette unité merveilleuse, le Saint-Siège a laissé l'Angleterre se séparer d'elle et devenir complice des passions coupables d'Henri VIII, son souverain.

Cette persévérance de l'unité du gouvernement de l'Eglise à travers dix neuf siècles d'épreuves et de persécution est si merveilleuse qu'un esprit sincère ne peut s'empêcher d'y reconnaître le doigt de Dieu.

2° *L'unité de doctrine*, qu'il est facile de constater dans l'enseignement de l'Eglise, pendant cette longue durée, fait briller sa divinité d'un éclat encore plus vif.

Comparez les écrits des philosophes les plus célèbres : en dehors de l'Eglise, vous n'en trouverez pas deux qui ne se soient contredits : bien plus le même philosophe est souvent en contradiction avec lui même.

A l'exception du catholicisme, toutes les religions se transforment et nient le lendemain ce qu'elles avaient affirmé la veille ; les *Variations* des protestants le démontrent certes clairement.

Au contraire, dans l'Eglise, c'est une invariable unité d'enseignement, d'autant plus frappante que le Pape, son chef, s'est occupé des questions les plus diverses et les plus controversées, qu'il a dû combattre les préjugés de tous les siècles et de tous les peuples, qu'il propose aux hommes des mystères qui confondent leur orgueil et que souvent, pour soutenir ces dogmes, il a dû supporter les persécutions les plus violentes.

Cet enseignement, l'autorité pontificale l'a toujours maintenu par les voies de la persuasion, alors que la force et la science du monde se déchainaient contre elle.

Une telle merveille ne peut s'expliquer que par l'assistance surnaturelle de l'Esprit de Dieu.

3° Cette divinité de l'Eglise est encore manifestée par l'*unité de communion*, qui rattache au Chef de l'Eglise tous les évêques et tous les fidèles de l'univers, pour les unir en un même corps moral et les faire participer aux mêmes biens.

C'est du Pape que tous les évêques reçoivent leur juridiction. C'est auprès de lui qu'ils viennent régulièrement, de toutes les parties du monde pour soumettre leurs décisions à son approbation, pour recevoir de lui une direction sûre : les institutions religieuses, les actes du culte, quels qu'ils soient, doivent toujours être conformes aux règles tracées par le Saint-Siège.

En vain les pouvoirs publics s'efforcent d'entraver l'exercice de cette unité de communion ; en vain les assemblées révolutionnaires de 1789 et 1793 décrètent, pour la briser, la constitution civile du clergé sanctionnée par la peine de mort ; en vain cette peine atroce est-elle infligée à la participation au culte catholique. L'unité de communion survit aux attentats révolutionnaires, elle résiste aux ruses et aux coups de force de Napoléon Ier ; elle échappe, en 1906 aux perfidies de la loi de séparation.

Cette vitalité de l'unité de communion dans l'Eglise catholique ne porte-t elle pas l'empreinte manifeste du doigt de Dieu ? Elle montre, à travers les âges, la constante réalisation de la sublime prière par laquelle JÉSUS, à la dernière Cène, demandait à son Père comme grâce suprême cette unité de communion de l'Eglise « *Pour que le monde connaisse que vous m'avez envoyé*, disait il. *et que c'est moi qui les envoie, faites qu'ils ne soient qu'un, comme vous et moi nous ne faisons qu'un.*

II

Sainteté de l'Eglise

La sainteté est l'union à Dieu, qui est le bien suprême. Elle implique la *pureté* ou la répulsion pour tout ce qui est mauvais, et l'attachement à Dieu par l'amour et par les actes de vertu.

Appliquée à l'Eglise, la sainteté consiste d'abord dans la possession des *principes de sanctification* ou de moyens efficaces pour éloigner les hommes du mal et les unir à Dieu ; elle consiste en outre dans l'application de ces moyens à un certain nombre de ses membres et dans la sainteté réelle de plusieurs d'entr'eux.

Elle n'exige pas que tous deviennent des saints. Par suite de la fragilité du libre arbitre de l'homme, il peut arriver que plusieurs manquent de la générosité nécessaire pour employer les moyens que l'Eglise leur propose ; mais il suffit, pour qu'elle soit sainte, que les fidèles vraiment dociles à sa direction parviennent à la sainteté.

La lecture de l'histoire et le spectacle de ce que nous voyons dans le monde nous manifestent ces deux sortes de sainteté dans l'Eglise romaine.

I. Elle a la sainteté des *principes* ou les vrais moyens de sanctification.

Considérez les vérités qu'elle enseigne, la morale qu'elle prêche, le culte auquel elle est attachée, les institutions qu'elle établit, vous constaterez que tout y répond aux plus hautes aspirations de l'âme humaine; que,dans tous les temps et dans tous les pays, l'Eglise ne travaille qu'à élever les hommes à Dieu, qu'à les détacher du vice, qu'à développer en eux les plus nobles sentiments.

Voyez d'autre part l'attitude des ennemis de la sainteté. Ils dirigent tous leurs coups contre l'Eglise catholique. Comme le fait observer Joseph de Maistre,« tous savent où il faut frapper. Qu'on se rappelle tous les livres écrits pendant le dix-huitième siècle, tous sont dirigés contre Rome... On ne l'aura jamais assez répété, il n'y a rien de si infaillible que l'instinct de l'impiété. Voyez ce qu'elle hait, ce qui la met en colère, et ce qu'elle attaque toujours partout avec fureur : c'est la vérité ». (1)

Ce que constatait le grand écrivain catholique, toute personne de bonne foi n'a qu'à ouvrir les yeux pour s'en convaincre à son tour. De quel côté les francs-maçons dirigent-ils leurs attaques ? Pourquoi ces soi-disant partisans de la libre pensée s'acharnent-ils contre la doctrine chrétienne ?

---

(1) Du *Pape*, liv. 4.

D'où vient leur fureur contre les couvents, contre les institutions catholiques ? C'est que ces ennemis de Dieu voient dans l'Eglise le soutien de la sainteté qu'ils veulent faire disparaître pour établir le règne de la licence et du désordre des mœurs. Ils rendent ainsi un involontaire hommage à la sainteté de l'Eglise.

Un autre témoignage indirect des sectaires en faveur de cette sainteté, c'est le malin plaisir qu'ils trouvent à faire ressortir les défaillances des catholiques et du clergé. En les relevant avec tant d'affectation, ils proclament à leur insu la sainteté des principes de l'Eglise et de ses moyens d'action. S'ils insistent sur ces faits avec tant de perfidie, c'est parce qu'ils les rencontrent rarement,qu'ils les trouvent illogiques dans la vie d'un catholique ou d'un prêtre. Chez eux, de pareils actes sont la règle ; dans l'Eglise, ils sont l'exception.

Considérez en outre quels sont les membres de l'Eglise romaine qui s'en délachent et voyez en même temps quelles personnes quittent les autres sectes ou communions religieuses pour s'attacher au catholicisme.

Cet examen vous montrera que les transfuges de l'Eglise la quittent toujours pour des motifs d'ordre inférieur : ils trouvent trop génants les principes de charité, de pureté, de détachement, d'abnégation enseignés par l'Eglise. A-t-on jamais vu quelqu'un prétexter, pour abandonner le catholicisme , que cette religion ne lui offre pas des moyens suffisants de salut, qu'elle ne l'unit pas assez complètement à Dieu ?

Ordinairement au contraire ceux qui renoncent au protestantisme ou à une religion schismatique se déterminent à cette abjuration parce qu'ils comprennent que l'Eglise leur offre de plus grandes assurances de sanctification ; on dit alors qu'ils *se convertissent*, expression qui serait ridicule, si on l'appliquait aux apostats qui abandonnent le catholicisme, tant il est vrai que la sainteté de l'Eglise domine par son éclat tous les préjugés.

Seule, parmi toutes les sociétés, l'Eglise s'applique à sanctifier les hommes et à les élever à Dieu, tandis que toutes les sectes ne font que flatter leurs passions pour les pervertir. Comparez, par exemple, l'action néfaste des Manichéens,

des Ariens, des Albigeois, des Rationalistes, des Francs-maçons avec la noble mission de l'Eglise qui ne cesse de prêcher aux hommes la charité, la justice, la pureté ; et vous verrez aussitôt de quel côté se trouve la sainteté.

II. Non seulement l'Eglise est sainte par les principes de sanctification qu'elle possède et qu'elle s'efforce d'appliquer à l'humanité ; elle l'est encore parce que, dans tous les temps, plusieurs de ses membres se sont élevés à la plus haute sainteté.

Quelle est la société religieuse qui ose livrer ses héros à la discussion en les proposant comme des saints d'une vertu consommée ? Aucune d'elles ne l'a jamais tenté en dehors de l'Eglise catholique, qui, dans ses nombreux procès de béatification et de canonisation, fait publiquement appel à tous les témoignages, scrute minutieusement les moindres actes, les moindres paroles, les moindres écrits de tous ceux qu'elle veut honorer de l'auréole de la sainteté. En les plaçant sur les autels, elle semble, par la solennité de ses déclarations, lancer un véritable défi au monde et à sa malignité.

Parcourez le *Martyrologe* et vous verrez qu'il n'y a pas de jour de l'année qui ne rappelle le souvenir d'une multitude de ces héros de sainteté. Que d'admirables exemples nous ont laissés les martyrs, les Pères du désert, les saints pontifes, les saints confesseurs comme Jean de Dieu, Camille de Lellis, Vincent de Paul !

Ces prodiges d'héroïsme se rencontrent dans tous les âges : ils se manifestent dans notre période contemporaine, comme ils ont brillé à l'origine de l'Eglise. Les actes des martyrs de la Corée ou de l'Ougonda au dix neuvième siècle rappellent l'invincible courage des martyrs des premières persécutions. Les victimes de la Révolution française, comme les Carmélites de Compiègne ou les prêtres immolés sous la Terreur, ne sont pas moins admirables que les Blandine, les Sébastien et les innombrables victimes de la férocité des Empereurs romains. La vie du Bienheureux Jean-Baptiste Vianney a fait revivre au dix-neuvième siècle les merveilles les plus étonnantes des thaumaturges de l'antiquité chrétienne.

Comparez ces héros de l'Eglise aux prétendus grands hommes du protestantisme, du rationalisme ou de la franc-

maçonnerie dont les statues déshonorent nos places publiques. Autant les premiers portent à la vertu, autant les autres, comme Luther, Cramner, Calvin, Voltaire, Danton, Robespierre, Gambetta, Zola, sont devenus fameux par les désordres de leur vie.

Pour faire resplendir la sainteté de l'Eglise nous pourrions rappeler les innombrables légions de missionnaires et de vierges qu'elle a suscitées pour les œuvres d'apostolat et pour le soulegement de l'humanité souffrante ; nous pourrions insister sur l'heureuse influence qu'elle a exercée chez tous les peuples ; mais, pour toute âme de bonne foi, cette sainteté de l'Egise est incontestable ; elle est confirmée par d'innombrables miracles ; elle est ainsi une preuve manifeste de sa divinité.

III

La catholicité

Saint Augustin se servait déjà du nom de *catholique*, donné à l'Eglise romaine, pour montrer qu'elle était la véritable Eglise de JÉSUS-CHRIST et que les Donàtistes ne pouvaient revendiquer cet avantage. « *Catholique*, ajoutait-il, est un mot venu du grec ; il signifie « répandu partout. »

La catholicité de l'Eglise est donc le caractère en vertu duquel cette société est destinée à se répandre dant tout l'univers et chez tous les peuples.

Les anciens prophètes, en célèbrant d'avance le règne du Messie, avaient proclamé cette universalité de l'Eglise : « Je te donnerai, dit le Père à son Fils, toutes les nations pour héritage, et ton domaine s'étendra jusqu'aux extrémités de la terre. »

Lorsque JÉSUS CHRIST, à la veille de l'Ascension, va quitter la terre, il confie aux apôtres la mission d'enseigner et de baptiser toutes les nations ; il les charge d'être ses témoins jusqu'aux *extrémités* de la terre.

Effectivement dès le premier siècle, la prédication évangélique est portée par les apôtres dans tout l'Empire romain et même chez tous les peuples connus. « L'Eglise, écrivait saint Irénée à la fin du second siècle, a été semée dans tout l'univers jusqu'aux extrémités de la terre. »

A mesure que de nouveaux peuples se forment, de fervents missionnaires les rattachent à l'Eglise : c'est l'Angleterre convertie au septième siècle par les envoyés de saint Grégoire le Grand ; c'est la Germanie évangélisée au huitième siècle par saint Boniface.

L'Amérique reçoit le don de foi dès qu'elle est découverte ; et lorsque le protestantisme détache de l'Eglise plusieurs nations européennes, la Chine et le Japon lui rendent surabondamment les fils que l'hérésie vient de lui arracher.

Au dix-neuvième siècle, de hardis explorateurs avaient à peine révélé l'existence des habitants de l'Afrique centrale, que les Pères Blancs amenaient ces populations à la religion catholique.

Les mille évêques convoqués en 1869 au concile du Vatican représentent à Rome tous les peuples et toutes les langues du monde : leur présence atteste la catholicité de l'Eglise romaine.

« C'est une chose remarquable, observe de Maistre (1), que tout chrétien étant obligé de confesser dans le symbole *qu'il croit à l'Eglise catholique*, néanmoins aucune Eglise dissidente n'a jamais osé se parer de ce titre, et se nommer *catholique*, quoiqu'il n'y eut rien de si aisé que de dire : « *C'est nous qui sommes catholiques* », et que la vérité d'ailleurs tienne évidemment à cette qualité de *catholique*. Mais, dans cette occasion comme dans mille autres, tous les calculs de l'ambition et de la politique cédaient à l'invincible conscience. Aucun novateur n'osa jamais usurper le nom de l'Eglise, soit qu'aucun d'eux n'ait réfléchi qu'il se condamnait en changeant de nom, soit que tous aient senti, quoique d'une manière obscure, l'absolue impossibilité d'une telle usurpation. Semblable à ce livre unique dont elle est la seule dépositaire et la seule interprète légitime, l'Eglise catholique est revêtue d'un caractère si grand, si frappant, si parfaitement inimitable, que personne ne songera jamais à lui disputer son nom, contre la conscience de l'univers. »

II. Cette catholicité de l'Eglise romaine est une preuve de sa divinité.

Une société qui peut également s'adapter à tous les temps

---

(1) Du *Pape*, liv. 4, ch. 5.

à tous les lieux, à tous les climats, aux mœurs de tous les peuples, ne peut être instituée que par Dieu lui même, auteur de la nature.

Ce principe, proclamé par le bon sens, acquiert une évidence spéciale lorsqu'on l'applique à l'Eglise catholique. Qui ne sait que cette société religieuse condamne les vices et les passions, qu'elle réprime impitoyablement tous les abus et qu'elle a été combattue avec acharnement par toutes les puissances du siècle ? Si, malgré tant d'obstacles, elle s'est établie partout, elle n'a pu y réussir qu'en vertu de la force divine dont elle est investie.

Les efforts stériles des sectes protestantes qui ont voulu s'implanter dans les contrées soumises à l'autorité de l'Allemagne ou de l'Angleterre, ont fait ressortir avec éclat l'impuissance où se trouve toute société religieuse purement humaine lorsqu'elle cherche à se faire accepter dans un nouveau milieu.

Elles avaient à leur disposition de larges ressources financières, l'appui du pouvoir, les séductions d'une religion facile, et, malgré ces avantages apparents, elles ont échoué dans les pays même où le catholicisme a fait de rapides conquêtes. N'y a-t-il pas là visiblement le doigt de Dieu ?

IV

Apostolicité de l'Eglise

Les trois signes que nous venons d'examiner révèlent clairement la divinité de l'Eglise romaine. Voici encore une marque nouvelle, sur laquelle les saints docteurs semblent insister de préférence, parce qu'elle démontre d'une manière plus saisissante encore le caractère divin du catholicisme : c'est l'*apostolicité*.

Que faut il entendre par l'apostolicité de l Eglise ?

L'apostolicité de l'Eglise embrasse deux caractères : le premier, c'est que l Eglise de nos jours est la véritable continuation de l'Eglise formée et dirigée par les Apôtres aussitôt après l'Ascension du Sauveur ; le second, c'est que le Pape qui gouverne aujourd'hui l'Eglise a reçu son autorité du Prince des Apôtres, saint Pierre, qui lui-même la tenait de Notre-Seigneur.

I. L'Eglise, telle qu'elle se manifesta au jour de la Pentecôte était évidemment divine, puisqu'elle était fondée par le Dieu fait homme JÉSUS-CHRIST, dont elle devait accomplir jusqu'a la fin des siècles l'œuvre de santification et de salut.

Si donc l'Eglise romaine actuelle n'est que la continuation de celle dont saint Pierre était alors le chef, elle est elle-même divine.

Or ce fait est enregistré si clairement dans l'histoire que la certitude n'en peut être contestée.

Au deuxième siècle, des sectes hérétiques osaient déjà s'arroger le titre d'églises de JÉSUS-CHRIST. Saint Irénée renverse leurs prétentions en leur rappelant que la seule Eglise romaine, remonte à saint Pierre, dont il énumère les successeurs tous parfaitement connus jusqu'à son époque.

Optat réfute également les Donatistes en rappelant la série des Pontifes qui ont gouverné l'Eglise romaine.

Nous pouvons de même maintenant donner la liste des 238 Papes qui se sont succédé sur la Chaire de Pierre.

L'Eglise romaine peut donc montrer tous les anneaux de la chaine qui l'attache aux apôtres ; elle est vraiment apostolique et par conséquent divine.

Qui ne reconnaitrait d'ailleurs une marque de sa divinité dans le seul fait de cette succession de pontifes, prolongée malgré tant d'obstacles pendant dix-neuf siècles, au milieu de toutes les vicissitudes, de tous les bouleversements et de toutes les ruines des divers Etats qui ont disparu tour à tour durant cette longue période de l'existence de l'humanité ?

II. Cette succession ininterrompue des Papes prouve également que tous ces pontifes tiennent leur autorité de saint Pierre lui même, qui avait reçu de JÉSUS-CHRIST le pouvoir *de lier et de délier*, pour le communiquer à ses successeurs.

C'est ainsi que tous se sont transmis à travers les âges l'autorité divine que JÉSUS CHRIST avait établie dans son Eglise.

C'est en vertu de ce pouvoir suprême qu'ils ont chargé les évêques d'administrer les divers diocèses ou portions territoriales de l'Eglise.

Les évêques à leur tour confèrent à des curés et à d'autres prêtres la *juridiction* ou pouvoir qu'ils tiennent du pontife

romain, et on constate ainsi que le plus humble prêtre a reçu de saint Pierre et de JÉSUS-CHRIST les pouvoirs dont il est investi.

N'admirez-vous pas cette communication incessante de la puissance que les apôtres tenaient de JÉSUS-CHRIST ? Elle n'a cessé de s'exercer dans toutes les parties du monde et pendant toute la suite des siècles. N'est-elle pas un miracle moral de premier ordre ? Ne proclame-t-elle pas avec éclat la divinité de l'Eglise catholique ?

Ainsi l'Eglise, avec tous les droits dont jouissent les autres sociétés humaines, peut revendiquer encore ceux qu'elle tient de Dieu, son Fondateur.

ARTICLE III

HIERARCHIE ECCLÉSIASTIQUE

I

La Hiérarchie en général

Le Souverain Pontife ne peut pas administrer seul l'Eglise entière ; il a besoin de divers auxiliaires qui participent à son autorité d'une manière plus ou moins étendue.

Tous ceux qui exercent dans l'Eglise un pouvoir quelconque forment la *hiérarchie* ecclésiastique, du grec *iéra archi* « gouvernement sacré. »

On distingue la hiérarchie d'*ordre*, qui résulte de la diversité des pouvoirs spirituels conférés par les différents ordres ; et la hiérarchie de *juridiction* qui provient de l'étendue de l'autorité exercée sur les fidèles.

Les membres de la hiérarchie sont appelés *clercs*, du mot grec *cleros* « partage », parce qu'ils forment la *part* du Seigneur sur la terre et qu'ils ont choisi Dieu pour *partage*.

On distingue les clercs *réguliers* qui vivent en communauté et sont soumis à une règle religieuse, et les clercs *séculiers*, qui n'ont pas embrassé de règle spéciale et vivent dans le siècle.

Les clercs se divisent en *clercs proprement dits*, qui ont été admis par la tonsure au nombre des clercs, et en *clercs improprement dits*, comme moines, frères convers ou autres religieux qui nont pas été tonsurés.

Les clercs proprements dits forment divers degrés subordonnés les uns autres : c'est ce qui constitue la hiérarchie.

C'est par une cérémonie solennelle, appelée la *tonsure*, qu'on entre dans le clergé.

II

Hiérarchie d'ordre

La hiérarchie d'*ordre* comprend les *évêques*, les *prêtres* et les *ministres*.

I. Les *évêques* possèdent la plénitude du sacerdoce ; en recevant la *consécration épiscopale* ou l'*ordre suprême*, ils sont investis de tous les pouvoirs sacrés qui découlent du caractère du sacrement de l'ordre.

Ils exercent donc tous les pouvoirs qu'ont reçus les prêtres, et, de plus, ils peuvent administrer le *sacrement* de *confirmation*, qui fait les parfaits chrétiens, le *sacrement* de l'*ordre* par lequel ils font de nouveaux prêtres et perpétuent le sacerdoce ; ils peuvent aussi accomplir les consécrations les plus augustes, comme celles du Saint Chrême, de l'huile des infirmes, de l'huile des catéchumènes des calices, des églises et des autels.

II. Les *prêtres*, du grec *presbyteros* « ancien, vieillard », sont ainsi appelés à cause de leur dignité et de la sagesse qui convient à leurs sublimes fonctions.

En vertu de l'ordre sacré de la prêtrise, ils peuvent produire le corps et le sang de Jésus-Christ par la consécration, et absoudre les fidèles de leurs péchés.

Ces pouvoirs tout divins constituent le *sacerdoce* ou *don sacré ;* ils sont en effet le bienfait le plus saint et le plus auguste que le Seigneur ait pu accorder au monde.

Pour prêcher et conférer les sacrements, l'autorisation de l'évêque leur est nécessaire : pour administrer le sacrement de pénitence, ils doivent en outre avoir reçu la juridiction ecclésiastique.

Les *ministres* se divisent en six ordres distincts :

1° Le *diaconat*, ou ordre sacré des *diacres*, est le plus élevé des ordres des simples ministres.

Tandis que les théologiens ne décident pas d'une manière

certaine si les ordres inférieurs constituent une participation véritable au sacrement de l'Ordre, c'est-à-dire s'ils sont des *sacrements* proprement dits ou bien si se sont seulement des *sacramentaux* dignes d'ailleurs du plus grand respect, tous sont obligés de reconnaître que le diaconat est un véritable sacrement, qui imprime dans l'âme un caractère inéffaçable.

Les principales fonctions du diacre sont d'assister immédiatement le prêtre à l'autel, de verser dans le calice le vin qui doit être la matière du sacrifice et de chanter l'évangile à la messe solennelle.

Il peut aussi porter les vases sacrés qui renferment la sainte Eucharistie, et même, en cas de nécessité et moyennant une autorisation spéciale, administrer la sainte communion aux fidèles,

Enfin il appartient au diacre de baptiser solennellement et de prêcher ; mais une permission particulière est requise pour l'exercice de ces deux fonctions.

2° Le *sous-diaconat* est le premier des ordres *sacrés*, parce que ceux qui le reçoivent sont consacrés d'une manière irrévocable au culte du Seigneur. Depuis saint Grégoire le Grand, le sous-diaconat a toujours été compté parmi les ordres supérieurs.

La fonction des sous-diacres est de servir le diacre à l'autel, de chanter solennellement l'épître et de verser l'eau qui doit être mêlée au vin pour la messe.

Ce n'est pas seulement au saint sacrifice que les sous-diacres sont les ministres de la liturgie ; ils sont obligés pour toute leur vie à la récitation de l'office divin, qui est une des principales actions liturgiques. Aussi contractent-ils en même temps l'obligation perpétuelle du célibat, qui les consacre uniquement au service divin ; ils sont tenus également de porter toujours l'habit ecclésiastique.

3° Les *acolytes* sont ainsi appelés du mot grec *acolonthéo* « je suis » parce qu'ils accompagnent le prêtre dans les cérémonies saintes. Leur fonction est de servir le sous diacre à la messe solennelle, de lui présenter les burettes, d'allumer et de porter les cierges.

4° Les *exorcistes* reçoivent le pouvoir de chasser les démons du corps des possédés ; toutefois cette mission ne peut

être exercée qu'avec une délégation de l'évêque qui ne la confie généralement qu'à des prêtres.

5° Les *lecteurs* ont le pouvoir de lire dans l'église la sainte Ecriture et les leçons liturgiques, en dehors du temps du saint sacrifice de la messe ; ils peuvent aussi bénir le pain et les fruits nouveaux. Aujourd'hui cette dernière fonction n'est remplie que par les prêtres.

6° L'ordre inférieur est celui des *portiers*. Leur fonction est d'ouvrir et de fermer les portes de l'église, pour y admettre les fidèles et en éloigner les infidèles ou les excommuniés expressément dénoncés ; ce sont eux aussi qui doivent sonner les cloches pour inviter les fidèles à la prière publique.

On rapporte ordinairement à cette fonction la garde et la tenue de la sacristie.

III

Hiérarchie de juridiction

Le Pape

Au degré supérieur de la hiérarchie de juridiction se trouve le *Pape* ou *Souverain Pontife*, ainsi appelé parce qu'il est à la tête de tous les autres évêques ou pontifes et de tous les fidèles du monde catholique.

Il commande donc aux évêques, aux prêtres et aux fidèles de l'Eglise entière ; il n'a d'autre supérieur que Dieu dont il est le représentant immédiat auprès des hommes.

Par conséquent : 1° Aucune puissance humaine ne peut avoir le droit de le juger ; 2° il juge lui même en dernier ressort toutes les questions qui de près ou de loin se rapportent au dogme, ou à la morale ; 3° il peut faire des lois obligatoires pour tous les chrétiens, changer les lois ecclésiastiques ou bien en dispenser selon sa sagesse ; 4° il institue les évêques, détermine les limites de leurs diocèses, peut, s'il le juge utile, leur enlever leur juridiction ; en un mot, comme le dit le saint Concile de Florence, « il a reçu de JÉSUS-CHRIST plein pouvoir de diriger et de gouverner l'Eglise universelle ». Celui qui refuse de reconnaître cette

suprême autorité est retranché de l'Eglise ; c'est un *schismatique*.

Il convenait que l'auguste dignité du Souverain Pontife fût exprimée par des marques extérieures, afin d'inspirer aux fidèles un plus grand respect. De là les *insignes pontificaux* et les *vêtements* propres au Pape.

Les insignes pontificaux sont :

1° Le *tiare* ou triple couronne que le Pape porte sur la tête dans les circonstances solennelles. C'est le symbole de sa triple autorité de *roi*, de *docteur* et de *pasteur*, ou modèle de la triple autorité qu'il exerce comme chef de l'Eglise, comme arbitre des princes chrétiens, et comme souverain temporel de Rome.

2° La *férule*, bâton pastoral qui tient lieu pour le Souverain Pontife de la crosse des évêques ; celle-ci se termine à sa partie supérieure en forme de volute recourbée, ce qui est le signe d'une juridiction limitée, tandis que la férule est surmontée d'une croix pour indiquer une juridiction universelle.

3° La *sedia gestatoria*, trône portatif sur lequel aux différentes solennités le Souverain Pontife est porté par les serviteurs du palais.

4° Le *dais*, ou ciel flottant porté par huit prélats au-dessus du Pape quand il officie pontificalement.

5° Le *trône* du Pape, soit dans les basiliques, soit dans les salles du palais, a la forme de ce qu'on appelait autrefois *cathedra*, « une chaire ». Il rappelle l'autorité doctrinale du Souverain Pontife, parce que les chaires étaient destinées à ceux qui remplissaient le rôle de docteurs.

6° La *croix papale*, doit précéder le Pape quand il est en costume de cérémonie.

7° L'*écusson* du Pape est surmonté d'une tiare et de deux clefs renversées qui indiquent le pouvoir absolu de *lier* et de *délier*, d'ouvrir et de fermer les portes du ciel.

8° Les *couleurs pontificales*, qui étaient autrefois le *rouge* et le *jaune*, sont aujourd'hui le *blanc* et le *jaune*.

9° L'*anneau du pêcheur* est un anneau dont le châton porte l'image de saint Pierre, assis dans une barque et jetant ses filets. Cet anneau est brisé à la mort de chaque Pape ; il est

remplacé ensuite par un anneau semblable que le cardinal camerlingue met au doigt du pape nouvellement élu.

Les *vêtements* du Souverain Pontife sont de couleur blanche pour marquer l'éminence de la sainteté. Le *manteau* du Pape et son chapeau sont de couleur *rouge*.

Les *mules* ou chaussures du Souverain Pontife sur lesquelles est brodée la croix que baisent les fidèles lorsqu'ils sont admis à son audience sont toujours *rouges* ainsi que la *mozette* et *l'étole* de son costume d'étiquette.

Dans les circonstances solennelles, le Pape est revêtu de la *falda*, sorte de robe à queue très ample, attachée au dessous des épaules. Lorsqu'il célèbre pontificalement, il porte, indépendamment de tous les ornements épiscopaux, un ornement appelé le *fanon* : c'est une pèlerine double en soie blanche, traversée verticalement par des fils rouges et des fils d'or.

Les cardinaux

Le Pape se fait assister dans le gouvernement de l'Église par un conseil appelé le *Sacré Collège* et dont les membres portent le nom de *Cardinaux*.

Le mot *cardinal* vient du latin *cardo*, «gond». Les cardinaux sont ainsi appelés parce que de même qu'une porte est soutenue et roule sur ses gonds, de même aussi c'est sur eux que reposent les portes du Siège Apostolique et de toute l'Eglise.

D'abord le nombre des cardinaux était assez indéterminé ; mais, en 1586, le pape Sixte Quint le fixa à 70 en mémoire des 70 vieillards qui assistaient Moïse dans le gouvernement du peuple d'Israël. Ces 70 cardinaux furent divisés en trois ordres.

Le premier ordre comprend 6 *cardinaux évêques*, ainsi appelés parce qu'ils sont chargés de l'administration de six évêchés voisins de Rome et que pour cette raison on appelle *suburbicaires*.

Le second ordre se compose de 50 cardinaux prêtres, ayant chacun l'administration d'une église de Rome dont ils ont le titre.

Le troisième ordre est formé de 14 cardinaux diacres qui ont aussi le titre d'une église de Rome.

Les cardinaux des deux derniers ordres, bien qu'ayant seulement le titre de prêtres ou de *diacres*, sont le plus souvent les évêques qui gouvernent les diocèses les plus importants de la chrétienté ou des prélats de Rome illustres par leur science et leur vertu.

L'ensemble de tous les cardinaux forme le *Sacré-Collège*.

Les fonctions des cardinaux sont de servir le pape dans l'administration de l'Eglise universelle. Ils sont appelés le *Conseil* ou le *Sénat* du pape ; ils sont *princes de l'Eglise*.

Les diverses réunions auxquelles assistent les cardinaux sous la présidence du Souverain Pontife s'appellent des *consistoires*. Il y a deux sortes de consistoires : les consistoires *ordinaires* ou *secrets* où les cardinaux seuls sont admis, et les consistoires *extraordinaires* ou *publics*, où l'on voit non-seulement le Sacré Collège, mais encore les autres prélats présents à Rome et les ambassadeurs des princes.

Lorsque le Saint-Siège est vacant, ce sont les cardinaux qui ont mission d'élire le Souverain Pontife, et pour cela ils se réunissent en *conclave* ; ils doivent se conformer aux règles établies ou confirmées par les papes précédents.

Ils président les tribunaux romains ecclésiastiques et ils forment les *Congrégations Romaines* chargées des affaires générales de l'Eglise. (Voir *Morale générale*, p. 155.)

Les cardinaux sont revêtus de la pourpre romaine. La couleur de leur vêtement n'est pas néanmoins la pourpre qui est d'un rouge *violet* ; c'est le rouge *écarlate*.

Leurs principaux insignes sont :

1° La *calotte* rouge que le Souverain Pontife envoie par un de ses gardes nobles aux cardinaux qu'il vient de proclamer.

2° La *barette* rouge apportée par un ablégat au chef de l'Etat, qui lui-même la remet aux nouveaux cardinaux.

Les cardinaux ont quatre chapeaux distincts : Le chapeau *pontifical*, placé sur leur tête en plein consistoire par le pape lui-même ; 2° le chapeau *parasol*, qu'on porte à côté des cardinaux à la procession du Saint Sacrement ; 3° le chapeau de *cérémonie* que les cardinaux portent dans les grandes circonstances et qui est en feutre rouge avec une bordure en fil d'or ; 4° le chapeau *ordinaire* qui est noir avec des glands d'or.

La couleur rouge de leurs vêtements indique qu'ils doivent être prêts à verser leur sang pour la défense de l'Eglise.

Les cardinaux ont droit au trône, marque de leur dignité, soit dans l'église dont ils sont titulaires, soit dans leur palais. Ce trône est rouge avec des franges d'or, il est surmonté d'un *dais* de couleur rouge.

L'*ombrellino* est une sorte de parasol en damas rouge : il est placé dans leur antichambre et il surmonte aussi leur voiture pour rappeler leur dignité.

Les cardinaux ont trois *anneaux* : l'anneau *cardinalice* que le pape leur met au doigt en leur conférant le titre de cardinal ; l'anneau *ordinaire* qu'ils portent habituellement et l'anneau *pontifical* qui leur sert pour les cérémonies.

On leur donne le nom d'*Eminence* et d'*Eminentissime* prince.

Dans leur signature, ils mettent d'abord leur nom de baptême, puis leur qualité de cardinal et enfin leur nom de famille.

Représentants du Pape

Légats. — Les légats ou ambassadeurs du Souverain Pontife ont pour mission de représenter le Pape dans les contrées éloignées de la ville de Rome.

On en distingue trois sortes : les *légats-nés*, les *légats envoyés* ou *nonces apostoliques* et les légats *a latere*.

1° Les *légats-nés* sont ceux dont la fonction est attachée à la dignité même dont ils sont investis. Tel était autrefois dans les Gaules l'archevêque de Reims, qui conserve encore le titre honorifique de légat-né du Saint-Siège et à qui l'on donne pour ce motif la qualification de *Son Excellence*

2° Les *nonces apostoliques* sont les ambassadeurs ordinaires du Pape auprès des divers gouvernements de la chrétienté ; lorsqu'ils ne doivent exercer leur emploi qu'à titre provisoire, ou qu'il n'y a pas de souverain dans le pays où ils sont envoyés, on les appelle *internonces*.

2° Les légats *a latere* (du latin *latere*, côté) sont ainsi appelés parce qu'ils sont pris des côtés du Souverain Pontife ; ce sont des cardinaux faisant partie de son conseil. Ces légats ont plus de pouvoir que tous les autres ; ils portent les insignes apostoliques et ils sont envoyés, dans certaines cir

constances extraordinaires, pour exercer l'autorité même du Souverain Pontife.

C'est ainsi que furent accrédités en France, au commencement de notre siècle, le cardinal Consalvi et le cardinal Caprara, qui tous deux étaient légats *a latere* : il s'agissait de préciser le Concordat et de restaurer dans notre pays le culte catholique.

VICAIRES ET PRÉFETS APOSTOLIQUES. — On appelle *vicaires apostoliques*, les prélats dont la juridiction s'exerce, non pas en leur nom personnel, mais au nom du Souverain Pontife. Tels sont les *évêques missionnaires* qui vont prêcher et administrer les sacrements dans les pays où la hiérarchie ecclésiastique n'est pas encore établie.

Les *Préfets apostoliques* exercent aussi leur juridiction au nom du Saint-Siège ; ils diffèrent des Vicaires apostoliques, généralement revêtus d'un caractère épiscopal, tandis qu'eux mêmes ne sont que de simples prêtres.

Patriarches et Primats

Un *patriarche*, du grec, *patron arché* « prince des Pères » est un évêque placé à la tête de plusieurs provinces.

Le Concile de Nicée fait mention de trois siéges patriarcaux, institués en l'honneur de saint Pierre, prince des Apôtres ; celui de *Rome*, dont le titulaire est appelé le *patriarche universel* parce qu'il a une pleine juridiction sur toutes les provinces de l'univers catholique ; celui d'*Antioche*, que saint Pierre avait fondé avant de se fixer dans la capitale du monde ; et enfin celui d'*Alexandrie*, que le prince des Apôtres avait établi par son disciple, saint Marc.

Plus tard, un nouveau patriarcat fut érigé à *Constantinople*, lorsque cette ville fut devenue la capitale de l'empire; et enfin on y ajouta celui de *Jérusalem*. parce que cette ville sainte avait été le théâtre des principaux mystères de la foi et le berceau de l'Église catholique.

Les Patriarches jouissaient autrefois de nombreux privilèges ; mais aujourd'hui les quatre patriarcats de l'Orient sont tous occupés par les infidèles ; et, en réalité, le Souverain Pontife seul, qui est patriarche de l'Occident, conserve d'une manière effective les pouvoirs de suprématie attachés à cette dignité.

Toutefois, le Pape crée encore des Patriarches orientaux du rite oriental et du rite latin, pour ne pas laisser perdre le souvenir de ces sièges célèbres ; mais ordinairement les titulaires ne peuvent même pas en prendre possession et ils n'ont guère que le titre honorifique de *Patriarches*, sans en avoir la juridiction.

Indépendamment des *Patriarches* proprement dits, prépósés aux sièges que nous venons de mentionner, il y a des Patriarches d'un ordre inférieur, comme le *Patriarche de Venise* et le *Patriarche de Lisbonne*, appelé aussi *Patriarche des Indes*. Le titre qu'ils portent est un titre honorifique, et leur juridiction est absolument identique à celles des primats dont nous allons parler.

Le costume des Patriarches est le même que celui des archevêques ; mais,comme signe de leur dignité, ils portent la mozette sur le mantelet ; dans les cérémonies pontificales, ils jouissent de plusieurs privilèges propres aux cardinaux, après lesquels ils tiennent le premier rang.

Les *Primats*, ainsi appelés parce qu'ils avaient le premier rang dans la contrée qu'ils habitaient, étaient des évêques qui exerçaient une certaine autorité sur plusieurs métropolitains.

Avant le Concordat de 1801, l'archevêque de Lyon avait la dignité de *Primat des Gaules* ; depuis cette époque, il ne conserve ce nom qu'à titre honorifique.

Archevêques

L'*archevêque*, comme le nom l'indique, est un évêque placé à la tête des autres évêques d'une province. Les archevêques portent encore le nom de *métropolitains*, parce que leur siège épiscopal se trouve dans le *métropole*, ou ville principale de la province. Les évêques soumis à l'autorité du métropolitain sont appelés ses *suffragants*.

La juridiction des métropolitains était autrefois très étendue ; ils avaient le plus souvent pour mission de choisir, de consacrer et de juger leurs suffragants ; mais,dans la suite des âges, ils ont perdu peu à peu la plupart de leurs droits.

D'après la discipline actuelle de l'Eglise, les pouvoirs du métropolitain sont les suivants: 1° Convoquer tous les trois ans ses suffragants à un concile provincial ; 2° Recevoir en

appel les causes jugées en première instance par l'un de ses suffragants ; 3° Nommer un vicaire capitulaire, si le chapitre cathédral négligeait de le faire lui-même dans les huit jours qui suivent la mort d'un évêque suffragant.

Les archevêques portent le même costume que les autres évêques. Dans leurs armoiries, il y a quatre rangs de houppes, tandis que celles des autres évêques n'en ont généralement que trois.

Les deux insignes de la juridiction des métropolitains sont la *croix* portée devant eux dans les cérémonies et le *pallium*.

Le *pallium* est une bande de laine blanche tissée, d'environ trois centimètres de largeur, qui contourne les épaules et dont les deux bouts pendent en avant et en arrière, à la hauteur de la ceinture ; cet ornement est marqué de six croix noires en soie et il est fixé à la chasuble par trois épingles d'or.

La laine qui sert à tisser les pallium est celle de deux agneaux bénits tous les ans à Rome, le jour de la fête de sainte Agnès, dans la basilique dédiée à cette sainte, et élevés avec soin dans un monastère de religieuses.

Le Souverain Pontife consacre lui-même le *pallium* à l'autel de Saint Pierre, et il l'envoie aux archevêques comme signe de leur participation à son pouvoir pontifical. Les métropolitains sont tenus de le solliciter avec instance ; et, avant de l'avoir reçu, ils ne peuvent ni s'appeler archevêques, ni conférer les ordinations, ni exercer aucune fonction épiscopale. S'ils sont transférés dans un autre archevêché, ils doivent demander un nouveau *pallium*. Après leur mort, ils sont ensevelis avec cet ornement.

Quelques évêques, comme par exemple, en France l'évêque d'Autun, ont le privilège du *pallium*, sans être métropolitains.

Le Souverain Pontife, qui a la plénitude de la juridiction, se sert du *pallium* en tout temps et en tout lieu ; tandis que les autres archevêques ne peuvent le porter que dans leur province, à certains jours déterminés et pendant la messe solennelle.

Evêques

Le nom d'*évêque*, en latin *episcopus*, du grec *episcopeô* « je surveille », signifie *inspecteur*.

Les chefs des diocèses sont ainsi appelés, parce qu'ils ont pour mission de veiller sur les besoins et sur la conduite des fidèles confiés à leurs soins.

Ils sont encore nommés *pasteurs* des diocèses, parce qu'ils doivent procurer à leurs ouailles la nourriture spirituelle de la parole divine et des sacrements.

Dans le langage ecclésiastique, on les désigne par la dénomination d'*Ordinaire*, parce qu'ils sont revêtus d'une juridiction *ordinaire*, c'est-à-dire inhérente à leur fonction, à leur titre épiscopal.

Le nom générique de *prélats*, qui signifie *élevé au-dessus*, s'applique non seulement aux évêques, mais encore, à certains ecclésiastiques élevés en dignité.

Enfin le titre de *pontife*, qui appartient à l'évêque, rappelle que, dans les fonctions liturgiques, il est médiateur entre Dieu et les fidèles.

On distingue les *résidents*, *les coadjuteurs*, les évêques *auxiliaires*, les évêques *administrateurs* et les évêques *titulaires*.

Les évêques *résidents* sont chargés de la sollicitude d'un diocèse où ils doivent résider ; les *coadjuteurs* ont reçu du Souverain Pontife la mission de venir en aide à des évêques résidents infirmes ou trop âgés : s'ils ne sont pas investis du droit de future succession, ils sont évêques *auxiliaires*.

Les évêques *titulaires* sont ceux qui n'ont que le *titre* d'évêques et le caractère épiscopal, sans être pourvus du gouvernement d'un diocèse ; ces évêques *titulaires* sont généralement des coadjuteurs ; souvent ce sont des évêques qui ont renoncé au siège épiscopal qu'ils occupaient précédemment.

Un prêtre, pour être élevé à l'épiscopat, doit briller par sa science, sa foi et sa vertu, et être âgé au moins de trente ans.

Primitivement, le choix des évêques était fait par le clergé ; plus tard il appartint au chapitre cathédral, mais depuis le pontificat du Pape Clément V, il est réservé par le droit commun au souverain Pontife.

Toutefois le Saint-Siège a fait certaines concessions par différents concordats.

Léon X permit aux rois de France de nommer ou de présenter des ecclésiastiques pour les évêchés de leur royaume ; en 1801, ce même pouvoir fut accordé à Napoléon Ier par Pie VII, et il a été exercé en France par le chef de l'Etat jusqu'à la loi dite de séparation.

Dans l'Amérique du nord, les évêques de la province désignent un certain nombre de candidats, parmi lesquels le Pape fait un choix ; en Angleterre, le chapitre propose trois sujets aux évêques de la province, qui émettent aussi leur avis ; après quoi, c'est le Saint-Père qui prononce.

Le Souverain Pontife seul peut donner la juridiction aux évêques et la confère ordinairement en consistoire, au moment de la *confirmation* solennelle, appelée aussi *institution* ou *provision canonique*.

Le pouvoir civil n'est absolument pour rien dans la juridiction que reçoivent les évêques ; il n'y a que le Pape qui tienne de Notre-Seigneur Jésus-Christ le droit de les investir au nom de Dieu de cette divine puissance.

L'évêque est préposé dans son diocèse au culte divin ; une de ses principales fonctions est de veiller au parfait accomplissement des obligations liturgiques. Il doit envoyer dans les paroisses des prêtres chargés de célébrer le saint Sacrifice, de présider les divins offices et d'administrer les sacrements ; il est tenu de parcourir les différentes parties de son diocèse pour s'assurer par lui même que les prescriptions de l'Eglise sont exactement remplies.

Dans les solennités, il célèbre pontificalement les saints mystères ; il confère le sacrement de l'Ordre et le sacrement de Confirmation ; il consacre les saintes huiles, les églises et les autels et fait les autres cérémonies qui lui sont spécialement réservées.

L'évêque aussi est de plein droit le juge ordinaire de ses diocésains ; il a le pouvoir de faire des lois, conformément aux règles tracées par les saints canons ; il est juge et gardien de la foi ; il est le docteur des fidèles de son diocèse et doit leur prêcher la parole évangélique. C'est pourquoi une *chaire*, en latin *cathedra*, est le symbole de son autorité et

l'on a donné le nom de *cathédrale* à l'église dont l'évêque est titulaire, parce que là se trouve sa chaire.

C'est encore l'évêque qui confère à d'autres prêtres la mission d'annoncer la parole de Dieu dans les différentes localités de son diocèse.

Les insignes épiscopaux comprennent :

1° Le *trône*, élevé sur trois marches et surmonté d'un dais de la couleur du jour, dans la cathédrale ; un trône de couleur verte sans dais peut être dressé dans l'évêché.

2° *Le chapeau pontifical*, large et plat, noir au-dessus, vert au-dessous, attaché sous le menton par un cordon vert.

3° L'*ombrellino*, de même forme que celui des cardinaux, mais de couleur verte ou violette.

4° L'*écusson*, orné des armoiries de famille ou d'autres armoiries choisies par l'évêque et surmonté d'un chapeau vert, avec 3 rangs de houppes pour les évêques et 4 rangs pour les archevêques ; ce chapeau est appuyé sur une croix d'or, dont le croisillon est double pour les archevêques.

5° L'*anneau* que l'on baise quand on est admis à l'audience des évêques, et la *croix pectorale* suspendue à une chaine d'or et, dans les cérémonies, à un cordon vert.

6° La *crosse* en argent, symbole de la juridiction.

7° Le *rochet* et la *mosette violette*.

8° Le *mantelet* violet ou *mantelleta*, insigne des évêques hors de leur diocèse ; et la *cappa* violette dans leur diocèse aux solennités.

Lorsqu'ils officient pontificalement, les évêques portent, indépendamment des ornements destinés aux prêtres, les *sandales*, les *bas*, le *rochet*, les *tunicelles*, les *gants* et la *mitre*.

Ils sont revêtus de la soutane violette, et, dans leur intérieur ou en voyage, d'une soutane noire agrémentée de rouge: leur chapeau ordinaire est noir avec un cordon ou ruban vert.

Le titre liturgique des évêques est celui de *Révérendissime Père et Seigneur* ; leur titre ecclésiastique, celui d'*Illustrissime et Révérendissime* ; on les appelle *Monseigneur* et on leur donne la qualification de *Sa Grandeur*. Dans leur signature, ils font suivre leur nom de baptême de leur qualité d'évêque et du nom de leur siège.

Vicaires de l'Evêque

Un *vicaire*, du latin *vices agere*, « tenir la place », est celui qui exerce les fonctions d'autrui. Les vicaires des évêques sont donc ceux qui remplacent les évêques dans l'exercice de leur juridiction.

Ces vicaires sont *généraux* ou *forains*.

Le *vicaire général* réside dans la même ville que l'évêque et il est ainsi nommé, parce qu'il le remplace d'une manière *générale* pour toutes les affaires administratives, dont plusieurs néanmoins demeurent réservées personnellement à l'évêque lui-même. C'est ce qui fait que les canonistes regardent la juridiction des vicaires généraux comme *ordinaire* et non pas seulement comme *déléguée* : elle est inhérente à leur titre.

Les *vicaires généraux* sont encore appelés *grands vicaires*, pour être distingués des vicaires des curés.

Leur vêtement qu'on appelle *l'habit vicarial* n'est autre que le costume ecclésiastique avec le *mantelet* ou *mantelletta* et la barette. Leur titre ecclésiastique est celui de *Révérendissime*.

Indépendamment des vicaires généraux, les évêques ont d'autres vicaires appelés *forains*, du latin *foris* « au dehors » parce qu'ils résident hors de la ville épiscopale, dans les principales localités du diocèse. Les *vicaires forains* exercent la part de juridiction qui leur est déléguée et qui est déterminée par les statuts de chaque diocèse ; leur fonction principale consiste à s'assurer que le culte divin s'accomplit régulièrement dans leur *district*, qu'aucune erreur contraire à la foi n'y est professée : ils doivent prévenir l'évêque des scandales qui pourraient se produire. Dans plusieurs diocèses ils portent le nom de *doyens* ; ils reçoivent le titre d'*archiprêtres* dans les villes, qui sont comme le centre de plusieurs districts.

Le titre qu'on doit donner aux Vicaires forains est celui de *très Révérend*.

Chapitre cathédral

A côté de l'évêque se trouve le chapitre cathédral.

Un Chapitre est une réunion de plusieurs clercs séculiers ou réguliers, attachés dans une église au culte public et sou-

mis à un même genre de vie, sous la direction d'un supérieur. Les membres du chapitre sont appelés *chanoines*, en latin *canonicus* du grec *canon*, «*règle*», à cause de la règle ou genre de vie uniforme qu'ils doivent suivre.

Dès les premiers siècles de l'ère chrétienne, les clercs d'une même église trouvèrent de nombreux avantages à vivre en communauté ; et les évêques appelaient souvent dans leur demeure tous ceux qui étaient attachés au service de leur cathédrale. Cette institution étant tombée en désuétude, S. Chrodegand, évêque de Metz, la fit revivre au VIII^e^ siècle; les chanoines furent assimilés aux religieux, à cause de la vie commune qu'ils observaient. Au XII^e^ siècle, plusieurs trouvèrent cette discipline trop difficile et l'abandonnèrent ; c'est pourquoi ils furent nommés chanoines *séculiers*. Les autres, qui continuèrent à vivre en commun sous la règle de S. Augustin, furent appelés *chanoines réguliers*.

Depuis cette époque, il se forma de nombreux chapitres *réguliers* ou *séculiers*. Lorsqu'ils étaient attachés à une église autre que la cathédrale, ils étaient connus sous le nom de *collégiales*, du latin *collegium*, «collège, réunion» ; le nom de *chapitre* fut particulièrement destiné au *chapitre cathédral* qui formait le conseil, ou sénat de l'évêque ; c'est celui dont nous nous occupons tout spécialement.

Les chanoines sont établis surtout pour le culte liturgique ; ils remplissent, au nom de tout le diocèse le grand devoir de la prière publique.

C'est la fonction la plus élevée de la vie ecclésiastique ; c'est celle que les Apôtres s'étaient particulièrement réservée, lorsqu'ils choisirent des diacres. Aussi les chanoines de la cathédrale sont-ils les premiers en dignité dans le diocèse. Le chapitre a le droit d'avoir un sceau spécial ; il est qualifié de *très révérend* et dans les basiliques de *très illustre et très révérend* ; ce même titre est donné à chaque chanoine

Dans le chœur, les membres du chapitre ont le privilège de porter les insignes ou marques extérieures de leur titre. Ce sont généralement le *rochet* ou surplis à manches étroites la *mosette*, et, dans les basiliques, la *cappa magna* ; à ces insignes s'ajoutent, pour plusieurs diocèses, la *croix*, la *mantelletta*, etc. ; mais ces derniers privilèges ne sont accordés que par un indult du Saint-Siège.

Indépendamment des chanoines *titulaires*, qui constituent le *chapitre* et qui seuls ont droit de vote, il y a des chanoines *honoraires* qui n'ont que les honneurs et les insignes des chanoines, sans avoir de *prébende* ou *bénéfice*.

A la mort des évêques, la juridiction épiscopale est dévolue au chapitre, qui est obligé, dans la huitaine, de confier cette juridiction à un administrateur. Celui-ci dès lors, en demeure investi jusqu'à la préconisation d'un nouvel évêque et il prend le nom de *vicaire capitulaire*. Il possède la juridiction ordinaire des évêques, avec certaines limites résultant du caractère provisoire de ses pouvoirs.

Prélats

A ne considérer que l'étymologie du nom de *prélat*, qui signifie *élevé au-dessus*, on pourrait le donner à tous les pasteurs qui ont charge d'âmes. Mais l'usage a réservé ce titre honorifique à ceux qui tiennent comme une sorte de milieu entre les évêques et les curés.

Les *prélats* exercent une juridiction proprement dite ; ils ont le droit d'imposer des prescriptions particulières aux ecclésiastiques et aux fidèles qui se trouvent placés sous leur dépendance. Ils portent aussi le titre d'*abbés*, d'un mot hébreu qui veut dire *père*. On en distingue trois sortes :

1° Ceux qui gouvernent une église ou un monastère déterminé et qui sont exempts de la juridiction de l'évêque diocésain ; ils ne sont soumis qu'à l'autorité immédiate du Souverain Pontife. Tels sont les abbés généraux des ordres religieux ; on peut y rattacher les abbés d'un monastère particulier, bien qu'ils reconnaissent la suprématie de l'abbé général délégué par le chapitre de l'ordre.

2° Les prélats exempts de l'ordinaire et investis d'une juridiction directe sur le clergé et les fidèles, et qui de plus exercent ce pouvoir dans un territoire séparé d'un diocèse quelconque. Ils ont par conséquent une autorité semblable à celle des évêques sur la portion de territoire qui leur est assignée ; ils ont tous les pouvoirs des ordinaires, à l'exception des prérogatives d'*ordre*, qui résultent de la consécration épiscopale. Ces prélats sont appelés abbés *nullius*, mot latin qui veut dire d'*aucun*, parce qu'ils ne dépendent d'aucun évêque, ni d'aucun diocèse.

L'élection des abbés, comme celle des évêques, doit être confirmée par le Souverain Pontife et elle est suivie d'une cérémonie solennelle qu'on nomme *bénédiction abbatiale* et qui offre certaines analogies avec la consécration épiscopale.

Les insignes des abbés sont les vêtements pontificaux, la mitre et la crosse d'argent, signe de leur juridiction, l'anneau et la croix pectorale avec un cordon vert et or. Le chapeau de leurs armoiries est noir, et il est orné de trois rangs de houppes. Ils sont appelés *Révérendissimes* ; ceux qui dépendent d'un abbé général n'ont que la qualification de *très Révérends*.

Les abbés qui appartiennent à un ordre religieux gardent le costume de leur ordre ; mais, en qualité de prélats ils y ajoutent le *mantelet*, la *mosette* et la *croix pectorale*. Ils ne peuvent officier pontificalement que dans leur monastère, et même ce n'est qu'à certains jours déterminés qu'ils ont le droit de faire dresser un trône.

Indépendamment des prélats dont nous avons parlé, il y en a d'autres qui n'ont pas de juridiction, et pour lesquels la prélature est seulement un titre honorifique. C'est une faveur que le Saint-Siège attache à certaines fonctions de la cour romaine ou qu'il accorde à certains ecclésiastiques qu'il veut honorer. Parmi eux, il faut d'abord remarquer *le majordome de Sa Sainteté* et trois autres fonctionnaires appelés prélats de *fiocchi* parce que les chevaux de leurs équipages sont ornés de *fiocchi* ou panaches violets. Ils ont le même costume que les évêques et sont appelés, *Monseigneur*, *Excellence*, *Révérendissime*.

Après eux, les plus élevés de ces prélats sont les *protonotaires participants*. Ils sont au nombre de *sept*, en mémoire des sept notaires établis à Rome, dès l'origine, par le Pape saint Clément, pour recueillir les *actes des Martyrs*.

Ils ont le privilège de l'oratoire privé, comme les évêques, et peuvent, comme eux, officier pontificalement, à la différence de la crosse et du trône.

Ils ont les vêtements violets, le chapeau violet avec un cordon rose ; dans les cérémonies, ils portent la *mantellets* ; leur titre est celui d'*Illustrissime* et *Révérendissime*.

La réunion des sept Protonotaires apostoliques forme un

collège qui a le droit de délivrer chaque année un certain nombre de diplômes pour le doctorat en théologie et en droit canonique.

Indépendamment des sept protonotaires qu'on appelle *participants* et qui résident à Rome,il y en a d'autres qu'on nomme protonotaires *ad instar* «par ressemblance»,parce qu'ils portent le même costume et qu'ils ont un titre et des honneurs semblables aux protonotaires apostoliques proprements dits ; ceux-là peuvent résider dans tous les diocèses du monde catholique.

Il y a aussi à Rome des prélats employés dans les divers tribunaux ou offices du Saint-Siège, et jouissant des mêmes privilèges que les protonotaires, sauf le cordon *rose* du chapeau qui est remplacé pour eux par le cordon violet : tels sont les douze *auditeurs* du tribunal de la Rote, dont l'un représente la France ; tels sont encore les *Clercs de la Révérende Chambre Apostolique*, qui est une sorte de cour des comptes, et les *votants de la signature* qui remplissent l'office d'une *cour de cassation*.

Les protonotaires et les autres prélats dont nous venons de parler sont appelés quelquefois prélats de *mantelletta*. On les distingue ainsi d'autres prélats inférieurs, désignés sous le nom de prélats de *mantellone* ou long manteau, parce que ce vêtement est leur insigne distinctif. C'est un manteau violet qui descend jusqu'aux pieds.

Ces derniers sont attachés d'une manière réelle ou honorifique à la maison du souverain Pontife. Il y en a de plusieurs degrés. Les premiers d'entre eux les *Camériers secrets participants* ; viennent ensuite les autres camériers. puis les clercs et les chapelains du Saint-Père.

Curés

Au IVe siècle, la foi chrétienne était déjà répandue dans les villages et les campagnes. Il était impossible aux évêques d'aller remplir les fonctions liturgiques dans ces localités, trop éloignées de leur siège épiscopal.

C'est alors que furent établis les *curés*, ainsi appelés du latin *curare*,«avoir soin »,parce que l'évêque confiait à leur

sollicitude ou à leur *soin* une portion de son diocèse appelée *paroisse*.

Plus tard cette institution s'étendit aux localités plus importantes et même à la ville épiscopale : l'évêque pouvait ainsi vaquer aux fonctions *pontificales* qui lui sont propres et s'occuper du gouvernement général de son diocèse.

Les curés sont encore appelés *recteurs*, de *regere*, « conduire » ; ils sont en effet chargés, sous la surveillance de leur évêque, de la direction d'une paroisse.

La mission des curés est d'accomplir dans leur paroisse toutes les fonctions du culte liturgique. Pour cela, ils doivent y résider. Il leur faut donc une église paroissiale et un presbytère.

Ils sont tenus de veiller à l'entretien et à l'ornementation de leur église. C'est pour eux une obligation rigoureuse d'appliquer le saint sacrifice de la messe pour leurs paroissiens tous les dimanches et jours de fêtes (1). Ils doivent aussi célébrer les divins offices, enseigner la doctrine chrétienne par des catéchismes et des instructions régulières. C'est à eux encore qu'il appartient de conférer solennellement le baptême d'administrer les sacrements de pénitence, d'eucharistie et d'extrême onction; d'apporter le saint Viatique aux malades, d'assister aux mariages et de donner la bénédiction nuptiale.

Ils doivent faire aussi les autres bénédictions marquées dans le *Rituel Romain* ; enfin, ils décernent à ceux qui sont morts dans la communion de l'Église les honneurs de la sépulture ecclésiastique ; et, pour cela, un cimetière bénit est placé sous leur garde.

Ces devoirs des curés, par une juste réciprocité, imposent aux fidèles l'obligation de recourir à leur entremise. A moins d'être délégué par le Souverain Pontife ou par l'Évêque diocésain, aucun autre prêtre ne peut, sans leur assentiment, remplir publiquement les fonctions sacrées sur le territoire confié à leur juridiction.

Le chrétien doit remplir dans sa paroisse les principaux actes de la vie chrétienne. C'est là qu'on est obligé de faire baptiser l'enfant qui vient de naître ; c'est à son propre curé

---

(1) Ils sont tenus de le faire, même aux fêtes supprimées par le Concordat.

qu'il faut demander la communion pascale, la bénédiction nuptiale, le saint Viatique, l'Extrême-Onction.

La coutume attribue aussi aux curés le droit de faire faire la première communion aux enfants domiciliés sur leur paroisse.

La juridiction des curés sur leurs paroissiens les accompagne partout, pour le sacrement de pénitence, et ils peuvent leur donner l'absolution dans un lieu quelconque où ils viendraient à les rencontrer : en un mot, les liens les plus intimes sont formés entre les prêtres à qui les évêques ont confié le soin d'une paroisse et les fidèles qui l'habitent. C'est pourquoi le S. Concile de Trente émet le vœu que les curés soient *inamovibles*, c'est-à-dire qu'on ne les retire point de la paroisse à laquelle ils sont attachés.

Le costume des curés, des prêtres et des clercs inférieurs est l'*habit ecclésiastique*.

Dans les premiers siècles, le vêtement des clercs ne différait guère de celui des laïques, qui portaient alors des vêtements allongés. Lorsque plus tard les fidèles prirent les habits courts, à l'imitation des barbares, l'Eglise ne voulut point permettre aux ecclésiastiques de céder à ces modes nouvelles ; elle leur a toujours prescrit un vêtement allongé auquel on a donné le nom de *soutane*. Dans certains cas, elle permet la *soutanelle* ou soutane moins allongée. Ce n'est que dans les temps de persécution qu'elle autorise les vêtements ordinaires.

D'après les réglements de droit commun, les ecclésiastiques doivent toujours porter une soutane noire, avec un col noir recouvert d'un collet de toile blanche et un chapeau. Lorsqu'ils sortent, ils portent un menteau très ample, en mérinos, qu'on appelle *menteau long*.

Dans les cérémonies, le costume des curés, comme celui de tous les simples prêtres, est le surplis à manches larges, avec la barette noire à trois cornes.

S'ils célèbrent les saints mystères, ils ont les vêtements sacerdotaux ordinaires ; aucun insigne spécial n'est attaché à leur qualité de curés.

Ils président dans leur église et sont qualifiés de *Révérends*.

Des vicaires

Un *vicaire* est un prêtre chargé d'aider le curé dans l'accomplissement de ses fonctions. Dans les paroisses importantes, les nécessités du culte exigent la présence d'un ou plusieurs vicaires. Le pouvoir des vicaires est un pouvoir de *délégation* ; généralement ils peuvent remplir les mêmes fonctions liturgiques que le curé dont ils sont les auxiliaires ; néanmoins l'évêque et le curé lui-même peuvent limiter leurs pouvoirs dans la mesure qui leur paraît convenable.

Les vicaires n'ayant qu'une juridiction déléguée ne peuvent l'exercer que sur le territoire même de la paroisse à laquelle ils sont attachés.

Des chapelains

Un chapelain, comme le mot l'indique, est un prêtre employé au service d'une chapelle ; ce qui le distingue des curés et des vicaires, c'est qu'il n'exerce pas de juridiction sur le territoire d'une paroisse. Du reste, généralement, la chapelle à laquelle il est attaché n'est pas destinée aux fonctions paroissiales.

Les chapelains reçoivent communément le nom d'*aumôniers*, lorsqu'ils sont chargés de remplir un ministère spirituel auprès d'une communauté ou d'une catégorie déterminée de personnes.

On distingue ordinairement cinq catégories d'aumôniers :

1° Les aumôniers de *religieuses*. Nous entendons par là ceux qui remplissent les fonctions saintes dans les chapelles attachées aux communautés religieuses de femmes, que ce soient d'ailleurs des religieuses proprement dites ou seulement des instituts à vœux simples, comme la plupart des congrégations établies en France.

D'après les règles communes, ces aumôniers devraient être âgés de 40 ans ; les évêques néanmoins peuvent choisir des prêtres plus jeunes, s'ils trouvent en eux les qualités voulues. Ces fonctions ne doivent pas être confiées à des religieux, mais bien à des prêtres séculiers.

L'aumônier n'est pas toujours le même que le *confesseur*. D'après les lois ecclésiastiques, ce dernier doit être renou-

velé tous les trois ans, sauf le cas d'une autorisation de la *Sacrée Congrégation des évêques et des réguliers.*

Lorsque la communauté religieuse à laquelle les chapelains sont attachés récite en chœur le grand office, ils doivent, en célébrant la *messe principale*, se conformer à cet office particulier.

L'étendue de la juridiction des aumôniers des communautés religieuses est déterminée par les statuts diocésains et par le titre que leur a donné leur évêque. En droit, ces communautés sont soumises à la juridiction du curé, à moins qu'elles n'en soient régulièrement exemptes.

2° Les aumôniers de *collèges* et autres institutions de ce genre sont dans une situation analogue aux précédents ; leurs pouvoirs et leurs fonctions sont réglés par l'évêque diocésain, au moment de leur nomination.

3° Les aumôniers de *confréries* sont sous la dépendance des curés, à moins qu'ils n'aient formellement reçu quelque privilège spécial. Ils peuvent cependant, sauf le cas d'une défense expresse faite par l'évêque, célébrer dans l'église de leur confrérie la messe et les offices divins ; mais ils ne peuvent rien faire qui ait un caractère paroissial.

4° Les aumôniers d'*hospice* obtiennent parfois une juridiction plus étendue que les précédents, à cause de la nature de leurs fonctions ; dans certains cas, ils peuvent administrer solennellement le baptême. Mais, en droit, les hospices sont comme les autres communautés, soumis à la juridiction du curé de la paroisse ; il en est de même des *prisons*.

5° Les aumôniers *militaires* doivent demander les pouvoirs nécessaires aux évêques des diocèses dans lesquels ils passent, à moins qu'ils n'aient reçu du Saint-Siège des facultés générales qui s'étendent à tous les pays qu'il traversent. Leur juridiction est déterminée par le titre même qui leur est conféré.

Laïques employés au service du culte

Au-dessous des ecclésiastiques qui s'occupent des fonctions liturgiques, dans les divers degrés de la hiérarchie sainte, il y a encore des laïques attachés au culte divin. C'est à des clercs élevés aux ordres mineurs que devrait le plus souvent être confié l'office qu'ils remplissent.

On devra ne donner à ces employés que des fonctions compatibles avec leur état, bien veiller à ce qu'ils ne soient pas indignes d'une telle mission et, faire en sorte qu'ils la remplissent toujours d'une manière convenable.

Il est à désirer que les *chantres* et les *sacristains* portent le costume ecclésiastique, c'est-à-dire la soutane et le surplis lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions.

En France, on donne aux *suisses* un costume qui rappelle celui des militaires, tandis que les *bedeaux* ressemblent presque à des huissiers de tribunal. Ces costumes sont de pure fantaisie. En Italie et à Rome, le suisse et le bedeau sont remplacés par des *massiers*, qui portent une masse, sorte de bâton surmonté d'une pomme d'or ou d'argent, et qui sont revêtus d'une soutane noire, garnie d'une simarre.

L'habillement des *enfants de chœur* est trop souvent abandonné au caprice et à l'arbitraire. Mgr Barbier de Montault, qui est fort au courant des moindres détails liturgiques, fixe ainsi le costume qui devrait leur être donné : une *soutane rouge* sans queue, surplis court ou *cotta*, col noir avec collet blanc, barette noire, bas noirs, souliers à boucle. Il condamne les aubes, ceintures, pèlerines, calottes et autres accessoires de ce genre.

ARTICLE IV

ORDRES RELIGIEUX

I

Caractère et conditions des ordres religieux

Les membres de l'Eglise qui n'appartiennent pas à la hiérarchie sont appelés *laïques*, du grec *laos* « peuple », ou simples fidèles.

Indépendamment du clergé ou de la hiérarchie proprement dite, il faut signaler aussi les *Ordres religieux* qui sont pour l'Eglise de précieux auxiliaires dans l'accomplissement de sa mission. Les ordres qui se rattachent directement à la hiérarchie se distinguent les uns des autres par leur degré de participation au sacerdoce de Jésus-Christ et par l'étendue des pouvoirs spirituels qu'ils confèrent ; les ordres religieux au contraire sont caractérisés par le genre d'existence des personnes qui en font partie et par la diversité des œuvres auxquelles ils s'appliquent.

En parlant des « états *de vie* » (*Morale spéciale*, chapitre IX, page 355) nous avons fait connaître les conditions essentielles de l'état religieux, qui implique les trois vœux de *pauvreté*, de *chasteté*, et *d'obéissance*.

La pratique de ces trois vœux ne suffit pas pour constituer un ordre religieux. Deux autres conditions sont nécessaires : 1° *une règle de vie*, commune à tous les membres et pratiquée sous l'autorité d'un supérieur légitime ; 2° *l'approbation du Saint-Siège*, sans laquelle un institut ne saurait être considéré comme un ordre religieux proprement dit.

Cette approbation en effet peut seule garantir la parfaite conformité d'une règle avec les préceptes et les maximes de l'Evangile.

On distingue quatre règles particulièrement célèbres, auxquelles se rattachent les principaux ordres religieux : la règle de *saint Basile* en Orient ; celles de *saint Augustin*, de *saint Benoit* et de *saint François d'Assise* en Occident.

II

Principaux ordres religieux

Dès l'origine de l'Eglise, on vit les anachorètes et les vierges chrétiennes faire extérieurement profession de tendre à la vie parfaite et de pratiquer les conseils évangéliques.

Au quatrième siècle, la vie monastique, pratiquée d'abord en Orient, s'établit en Occident : de nombreux religieux se réunissaient sous l'autorité d'un Père ou abbé ; chacun avait sa cabane ou cellule; mais une salle commune les réunissait tous pour la prière ; les moines se livraient souvent aux travaux de l'apostolat.

Au sixième siècle, la règle de saint Benoit devint le code de la vie monastique. Plus tard cette règle donna naissance à des ordres nombreux tels que Cluny, Citeaux, Vallombreuse, les Chartreux, Grandmont, Fontevrault, qui s'épanouirent surtout au onzième siècle et au commencement du douzième.

La règle de saint Augustin fut suivie non-seulement par les divers ordres connus sous le vocable de ce saint docteur, mais encore par plusieurs autres ordres, comme celui de Prémontré qui fleurit au douzième siècle, par divers ordres

de chanoines réguliers, par les Trinitaires et par l'Ordre de saint Dominique ou des Frères Prêcheurs.

Au commencement du treizième siècle, saint François d'Assise fonda l'Ordre des Frères-Mineurs, qui fut particulièrement fécond : ce saint établit aussi, pour les femmes, l'Ordre des *Clarisses* ou *Pauvres Dames*.

Les Franciscains et les Frères-Prêcheurs jetèrent dès lors un vif éclat et se développèrent avec une incroyable rapidité : cinquante ans après sa fondation, l'Ordre des Mineurs ou Franciscains comptait deux cent mille religieux. Vers la même époque, on vit aussi se propager l'ordre des *Carmes*, ainsi appelé parce qu'il avait été fondé sur le mont Carmel, où divers ermites s'étaient fait gloire, dans la suite des âges, de mener un genre de vie conforme à celui des disciples du prophète Elie. Les Ermites de saint Augustin prirent à leur tour une grande extension au treizième siècle.

Le caractère commun de ces quatre Ordres, Franciscains, Dominicains, Carmes et Ermites de Saint Augustin, c'était la pratique d'une forme nouvelle de la pauvreté, consistant à vivre d'aumônes : et qui les fit appeler les *ordres mendiants*. Tandis que les Ordres *antérieurs* possédaient des terres et des propriétés dont les revenus leur procuraient les moyens de vivre et d'accomplir leurs œuvres, les ordres mendiants vivaient de la charité publique. Ce détachement extérieur rendit ces religieux populaires au moyen-âge et contribua puissamment à l'efficacité de leur apostolat.

Lorsque le protestantisme envahit l'Europe, au seizième siècle, Dieu suscita, pour combattre cette hérésie et pour propager la foi, de nombreux ordres de *Clercs réguliers*, spécialement la *Compagnie de Jésus*, établie par Saint-Ignace, les *Théatins* qui eurent pour fondateur saint Cajetan et Caraffa, évêque de *Théate* ; les *Somasques*, spécialement voués au soin des orphelins ; les *Barnabites* et les Clercs réguliers mineurs appliqués surtout à observer les règles de la perfection ecclésiastique ; les *Clercs des Ecoles pies*, institués pour la formation chrétienne de la jeunesse ; les *Clers réguliers ministres des infirmes*, voués au soin des malades

III

Instituts religieux des temps modernes

Le dix-septième siècle vit se former en France plusieurs

instituts religieux qui, sans être des Ordres religieux proprement dits, méritent d'être signalés : les *Eudistes*, qui s'occupaient de la formation du clergé et de la prédication ; les *Prêtres de la Mission* particulièrement destinés par Saint Vincent de Paul aux missions des campagnes ; les prêtres de la *Compagnie de Saint Sulpice* pour la direction des séminaires.

Au siècle suivant, parurent les *Frères des Ecoles chrétiennes* pour l'éducation des enfants du peuple; la *Congrégation du Saint-Esprit*, pour la formation des clercs pauvres ; les *Missionnaires du Saint-Esprit*, établis par le B. Louis Grignion de Montfort pour les missions et les écoles populaires; les *Passionistes*, appliqués à la pénitence pour ramener à Dieu les pécheurs et les hérétiques ; la *Congrégation du Très-Saint Rédempteur*, spécialement destinée par saint Alphonse de Liguori, son fondateur, à l'œuvre des missions.

Depuis la Révolution française, de nouveaux instituts ont pris naissance, notamment les *Picputiens* ou *Prêtres des Saints Cœurs de Jésus et de Marie* ; les *Oblats* de *Marie Immaculée*, la *Société de Marie*, la Congrégation *du Saint et Immaculé Cœur de Marie*, *la Société du Saint-Sacrement*, les *Missionnaires du Sacré-Cœur* d'Issoudun, les *Oblats de Saint-François de Sales*, *de* dom Bosco ; les *Peres de Notre-Dame d'Afrique*, fondés par le Cardinal Lavigerie, etc.

Ces diverses Congrégations de prêtres s'occupent de missions, de prédication ou d'enseignement.

Ajoutez-y de nombreux instituts de frères pour l'éducation de l'enfance, tels que les *Petits frères de Marie*, les *Frères de la Société de Marie*, les *Frères du Sacré-Cœur*, les *Clercs de Saint Viateur*, les *Frères de la Sainte Famille*, les *Frères de l'Instruction chrétienne* de Ploermel, les *Frères de la Doctrine Chrétienne*, les *Frères de Saint Gabriel*, etc.

IV

Congrégations de femmes

A côté de ces familles religieuses d'hommes, la Providence a suscité d'innombrables congrégations de femmes.

C'est ainsi qu'ont été fondés successivement dans la suite

des âges des monastères de Bénédictines, de Cisterciennes, d'Augustines, de Trinitaires, de Norbertines, de Clarisses, de Dominicaines, de Franciscaines, de Carmélites.

Les Visitandines, les Ursulines, les Filles de la Charité, les Filles de Notre-Dame, établies en France au XVII^e^ siècle s'y multiplièrent rapidement ; plusieurs de ces congrégations se distinguèrent dans l'œuvre de l'éducation chrétienne des jeunes filles.

Au dix-huitième siècle, signalons spécialement les *Sœurs de la Sagesse.*

Le dix-neuvième siècle a compté par centaines les instituts de femmes fondés pour la même œuvre ou pour des œuvres hospitalières.

Contentons-nous de mentionner les *Sœurs de la Présentation de Marie*, de la Vénérable Marie Rivié ; les *Dames du Sacré-Cœur* de la Bienheureuse Barat ; les *Sœurs de la Sainte Famille* de Villefranche, de Bordeaux et d'Amiens ; les *Sœurs de l'Assomption* ; les *Sœurs de Saint Joseph de Cluny*, les *Sœurs du Bon Pasteur* d'Angers ; les *Sœurs du Saint Cœur de Marie* ; les *Dames de Jésus-Marie* de Lyon, auxquelles on pourrait ajouter de nombreuses communautés qui ont pris naissance dans les divers diocèses de France.

V

Bienfaits des ordres religieux

Les ordres religieux sont souverainement utiles et bienfaisants.

1° Ils procurent à leurs membres des moyens efficaces de perfectionnement et de sanctification. C'est surtout par les ordres religieux que l'Eglise sauve les âmes. Elle préserve ceux qui en font partie des dangers du monde et elle leur offre une règle qui leur apporte d'innombrables secours spirituels et les enrichit sans cesse de mérites précieux.

2° Non seulement les religieux trouvent dans leur état un moyen de sanctification personnelle ; mais, par leur exemple et par leur apostolat, ils contribuent puissamment à déterminer les autres hommes à la pratique de la vie chrétienne.

3° Leurs prières et leurs pénitences sont un hommage ré-

parateur offert à la justice divine ; ils acquittent la dette de tant d'hommes qui oublient leur véritable destinée et qui ne songent même pas à remplir leurs devoirs essentiels envers leur Créateur.

4° L'histoire montre d'ailleurs que de tout temps les Ordres religieux ont été pour le ministère de l'Eglise des auxiliaires non seulement utiles, mais presque indispensables. Comment aurait pu s'accomplir à partir du quatrième siècle, la formation des paroisses de campagne s'il n'y avait pas eu des moines disposés à s'y établir pour y procurer aux fidèles les secours de la religion ? Cette évangélisation de campagnes est leur œuvre presque exclusive du quatrième siècle au huitième et du neuvième ou douzième.

Au moyen-âge, lorsque l'Eglise fonde des universités, c'est aux religieux qu'elle a recours pour en occuper les principales chaires : c'est à eux également qu'elle confie le ministère de la prédication.

Après la découverte du Nouveau-Monde, c'est encore à eux qu'elle s'adresse pour faire connaître l'Evangile à ces peuplades qui l'ignorent.

5° Indépendamment de ces bienfaits spirituels qu'ils procurent à l'Eglise, les Ordres religieux rendent en outre des services signalés à la société civile.

En faisant connaître Dieu aux barbares, ils leur ont enseigné l'agriculture et les sciences pratiques nécessaires à leur civilisation. Seuls adonnés à l'étude pendant de longs siècle, ils ont pu conserver au monde les trésors des lettres antiques.

N'est ce pas à eux encore que l'on doit les principales découvertes de la science ? N'ont-ils pas été de véritables pionniers des œuvres d'enseignement et d'assistance publique dans le passé ?

N'est-ce pas par leur dévouement et par leur générosité qu'ont été réalisées les principales œuvres de miséricorde ? Qui comptera les légions de vierges chrétiennes vouées au soin des malades et les innombrables bienfaits dont les religieux ont couvert leur patrie ?

C'est donc une aberration inconcevable que de voir certains Etats, non seulement se montrer défiants à l'égard des Ordres religieux, mais les persécuter, les traiter en parias,

s'emparer de leurs biens et les expulser de leur demeure. De telles iniquités ne peuvent s'expliquer que par l'influence secrète de l'esprit du mal, qui ne cesse de conspirer contre le bonheur de l'homme et qui, pour atteindre son but, pervertit les hommes investis de la puissance publique et déforme absolument leur intelligence.

V

Le tiers-ordre franciscain

Après les Ordres religieux ou réguliers, nous devons signaler dans l'Eglise un ordre séculier, destiné aux fidèles qui vivent dans le monde : c'est le tiers ordre franciscain, ainsi appelé parce que ce fut le troisième Ordre institué par saint François d'Assise, qui avait d'abord établi l'ordre régulier des Frères Mineurs et celui des Clarisses.

Le tiers ordre se fait gloire d'avoir le Pape pour Chef, de s'attacher à la charité chrétienne et de pratiquer fidèlement les commandements de Dieu et de l'Eglise. Ses membres reçoivent, en guise d'habit, un *scapulaire* et un *cordon* et ils se soumettent à une règle de vie approuvée par le Saint-Siège. Le Pape Léon XIII a adapté cette règle aux exigences des temps présents ; elle demande à ceux qui l'embrassent d'éviter les lectures dangereuses et les spectacles licencieux, d'observer dans leur tenue les règles de la modestie chrétienne, de s'examiner chaque jour sur les péchés de parole, de dire le *Benedicite* et grâces avant et après le repas, d'assister à la messe quand ils le peuvent, de communier et de se confesser au moins une fois par mois, de s'adonner aux œuvres de charité et d'apostolat, en un mot, elle est un programme de vie chrétienne.

Le Souverain Pontife exhorte vivement les fidèles à entrer dans cet Ordre béni, qu'il enrichit de nombreuses faveurs pour les encourager davantage à s'y agréger. Il le considère comme une vaillante milice, destinée à lutter contre la franc-maçonnerie et à entraîner les âmes par ses exemples dans la route qui mène au Ciel.

ARTICLE V

Devoirs envers l'Eglise

Dans la *Morale individuelle* (p. 319), nous avons déjà rappelé, à propos de la vertu de piété, les devoirs généraux

des catholiques envers l'Eglise : c'est une mère que nous sommes tenus d'*aimer* et de *respecter* ; nous sommes en outre obligés de lui *obéir* et de lui *venir en aide*.

Il nous reste à faire connaître brièvement les principaux devoirs des fidèles à l'égard des représentants de la hiérarchie ecclésiastique et à signaler également les devoirs spéciaux qu'ont à remplir les membres du clergé.

I

Devoirs des fidèles envers le clergé

« *Qu'on considère en nous les ministres du Christ et les dispensateurs des mystères de Dieu.* » Par ces paroles, l'Apôtre saint Paul attirait l'attention des fidèles des premiers temps sur le caractère divin, qui impose aux fidèles l'amour et le respect envers le clergé.

« *Qui vous écoute, m'écoute*, avait dit le Sauveur à ses apôtres, et *qui vous méprise me méprise.*»

A l'*amour* et au *respect* doit donc s'ajouter l'*obéissance* à la parole du prêtre, qui est l'écho de la parole même de JÉSUS-CHRIST.

Enfin saint Paul rappelle que *celui qui sert l'autel doit vivre de l'autel*, pour apprendre aux fidèles qu'il leur appartient de procurer le pain matériel aux prêtres qui se dépensent pour leurs intérêts spirituels.

Appliquons ces principes aux divers représentants de la hiérarchie ecclésiastique.

1° Tous lescatholiques doivent *aimer* et *respecter* le *Pape*, qui est le représentant de JÉSUS-CHRIST sur la terre. Cette obligation est plus rigoureuse encore pour les prêtres et surtout pour les évêques, qui sont les auxiliaires du Pape, et qui reçoivent de lui les pouvoirs dont ils sont investis.

Tous les fidèles et surtout les membres du clergé doivent au Pape une obéissance absolue.

Il est docteur infaillible. S'il définit une vérité notre intelligence doit donc s'empresser d'y adhérer sans réserve. Il est chef suprême et par conséquent c'est avec une parfaite docilité qu'il faut observer les préceptes qu'il impose, suivre les directions qu'il donne, se conformer aux conseils qu'il croit utile de faire entendre.

Le Pape est le Père de tous les catholiques ; s'il est dans le besoin, ses fils sont tenus de lui venir en aide, dans la mesure de leurs ressources. C'est ainsi qu'ils doivent le défendre contre ses ennemis, par la plume, par la parole et par les actes ; qu'ils doivent, selon leurs facultés, soutenir l'œuvre du denier de Saint-Pierre et faire tous leurs efforts pour revendiquer et obtenir l'indépendance spirituelle et temporelle nécessaire à l'exercice de son ministère.

2° L'évêque est le chef spirituel de son diocèse ; il est donc aussi le père spirituel des prêtres et des fidèles, qui lui doivent l'*amour*, le *respect*, et *l'obeissance* en tout ce qui est d'ordre spirituel. Les prêtres d'ailleurs, au moment de leur ordination lui promettent solennellement le respect et l'obéissance.

Ils doivent en outre à leur évêque l'assistance nécessaire à l'accomplissement de sa mission. L'ancien droit imposait notamment au clergé la *procure canonique* ou rétribution payée à l'évêque pour les honoraires de la visite pastorale ; le droit *cathédratique* sorte de tribut acquitté à l'occasion du synode ; et le *subside de charité* versé dans les cas de nécessité publique pour les besoins des pauvres ou œuvres importantes.

3° Les fidèles ont des devoirs analogues à remplir à l'égard des *curés*, qui sont auprès d'eux les représentants immédiats de l'autorité spirituelle.

Ils doivent donc les aimer et les respecter comme des pères à qui Dieu a confié le soin de leurs âmes ; ils sont tenus également de leur obéir en ce qui concerne l'ordre spirituel et la discipline de la paroisse.

S'ils remarquent dans leur pasteur des misères ou des défauts, loin d'imiter l'indigne conduite de Cham, ils s'efforceront de les couvrir du manteau de la charité chrétienne et ils prieront avec ferveur pour le père de leurs âmes.

Ajoutons qu'ils doivent, par le denier du culte, prendre part à la rétribution donnée à leur curé pour sa subsistance.

Ce que nous venons de dire au sujet des curés s'applique dans une certaine mesure à leurs vicaires et aux prêtres qui leur servent d'auxiliaires et de collaborateurs.

II

Devoirs du clergé

Devoirs généraux des clers

Les membres du clergé sont tenus, en vertu de la dignité même de leur état, de mener une vie vertueuse et sainte. Ce devoir devient encore plus pressant lorsqu'ils occupent une situation plus élevée dans les degrés de la hiérarchie.

1° En entrant dans les ordres sacrés, ils contractent l'obligation rigoureuse de garder la chasteté perpétuelle.

2° Ils sont tenus de réciter tous les jours les heures canoniques.

Ce précepte oblige, sous peine de péché grave, non seulement tous les clercs engagés dans les Ordres sacrés, mais encore tous ceux qui sont pourvus d'un bénéfice.

3° Ces mêmes clercs doivent porter la *tonsure* et l'*habit ecclésiastique*.

4° Ils doivent s'abstenir d'une manière générale des travaux ou occupations incompatibles avec la sainteté de leur état, spécialement de l'étude de la médecine, du commerce proprement dit: de la chasse bruyante et du port des armes, de la fréquentation des cabarets, théâtres, ou personnes suspectes, des danses et des jeux de hasard.

Devoirs des évêques

Les principaux devoirs des évêques sont :

1° La *résidence* dans leur diocèse, qu'ils ne peuvent quitter pendant plus de trois mois de l'année sans une raison légitime.

2° La *visite* de leur diocèse chaque année, ou tous les deux ans, soit par eux-mêmes, soit par leur Vicaire général ou par un autre délégué. A l'occasion de cette visite, ils sont tenus d'administrer le sacrement de Confirmation, de se rendre compte du degré d'instruction des enfants, de s'informer de la situation morale et matérielle du clergé et des divers abus qui ont pu se produire.

3° La *prédication*, obligation fondamentale de leur charge : ils doivent s'en acquitter directement par eux-mêmes ou par des prêtres capables d'expliquer exactement la doctrine et les préceptes de l'Eglise.

4° L'*administration* du sacrement de *Confirmation* et du sacrement de l'*Ordre*, la *consécration* des saintes huiles le jeudi-saint, la célébration de la messe pour leurs diocésains au moins les jours de fête sont encore des devoirs imposés par la charge épiscopale.

5° Le choix de bons curés pour les paroisses et de bons confesseurs pour les fidèles, ainsi que l'examen des aspirants qui se présentent pour l'ordination comptent également parmi leurs obligations importantes.

6° Signalons aussi la *fondation d'écoles catholiques* soit pour les jeunes clercs, soit pour les enfants des familles chrétiennes, ainsi que la surveillance de l'enseignement donné par les maitres.

7° Les évêques sont tenus de réunir des synodes diocésains pour remédier aux abus, et de s'appliquer de tout leur pouvoir à soulager les misères spirituelles et matérielles de leurs diocésains.

8° C'est une grave obligation pour eux de pratiquer le devoir de la correction fraternelle, particulièrement à l'égard des curés qui négligent les charges de leur ministère, des prêtres qui célèbrent les saints mystères d'une façon scandaleuse et des prédicateurs dont l'enseignement n'est pas pleinement conforme à celui de l'Eglise.

9° Les évêques doivent être en parfaite union d'esprit et de cœur avec le Souverain Pontife : tous les trois ans ils sont tenus de se rendre à Rome pour lui rendre compte de l'état de leur diocèse.

10° Ils ont la charge des biens temporels ecclésiastiques de leur diocèse, et la garde des établissements religieux ou des instituts charitables fondés par l'Eglise.

Devoirs spéciaux des chanoines

Les devoirs des chanoines découlent de leurs fonctions que nous avons fait connaitre (p. 510) Ils sont tenus de donner l'exemple de la régularité et des vertus ecclésiastiques.

1° Le premier devoir de chaque chanoine, après sa nomination, est de prononcer la profession de foi de Pie IV, complétée par Pie X.

2° Les chanoines sont astreints à la résidence ; ils ne peuvent pas s'absenter de la ville épiscopale pendant plus de trois mois de l'année.

3° Ils doivent, à moins d'une légitime dispense, assister chaque jour à la messe conventuelle et à l'office du chœur, en participant personnellement au chant ou à la récitation des heures canoniques.

4° Ils sont tenus d'assister aux assemblées du chapitre et de prendre part à l'élection du Vicaire capitulaire que le chapitre cathédral doit nommer dans les huit jours qui suivent la mort de l'evêque.

5° Ils sont tenus d'assister et d'accompagner l'évêque, chaque fois qu'il officie pontificalement.

Devoirs des Curés

1° Les curés sont plus rigoureusement encore que les chanoines, astreints à la résidence. Pour profiter des deux mois de vacances que le Concile de Trente leur accorde chaque année, ils doivent obtenir la permission écrite de l'évêque et se faire remplacer pendant ce temps par un prêtre approuvé

2° Ils doivent s'occuper des intérêts spirituels de chacun de leurs paroissiens ; pour leur faciliter cette obligation, l'Eglise leur prescrit de tenir cinq registres : les livres des *âmes*, des *baptisés*, des *confirmés*, des *mariages* et des *défunts*. Le formulaire de ces différents registres est marqué dans le *Rituel romain*.

3° Ils sont tenus de prier pour leurs paroissiens et spécialement de célébrer la messe et de l'appliquer à leur intention tous les dimanches et jours de fête de précepte, et même aux fêtes qui, ayant cessé d'être de précepte, l'étaient avant la Révolution française.

4° Pour instruire convenablement leurs paroissiens, ils sont obligés de leur prêcher tous les dimanches et jours de fêtes solennelles, soit par eux-mêmes, soit par un prêtre capable de le faire utilement ; ils sont spécialement tenus de leur annoncer les jeûnes, les jours de fêtes, les indulgences, de publier les mariages et les ordinations.

Ils doivent aussi faire régulièrement le catéchisme aux enfants et les instruire sur la religion, au moins les dimanches et les jours de fête.

5° Les curés sont obligés, comme les chanoines, de prononcer le serment de Pie X ; de donner l'exemple d'une foi vive, d'une conduite édifiante et d'une grande charité. Ils

doivent pourvoir, autant que possible, au soulagement des pauvres et des malades de leur paroisse.

6° C'est encore pour eux une obligation grave de préserver leurs paroissiens et spécialement les enfants du scandale des mauvaises doctrines et par conséquent de remplacer, autant qu'ils le peuvent, les mauvais maitres, les mauvais journaux et les mauvais livres par des écoles et des feuilles catholiques.

7° Enfin les curés doivent administrer avec sagesse les biens temporels de leur église, et s'assurer que toutes les charges et fondations sont fidèlement remplies.

—

CHAPITRE V

RAPPORTS DE L'EGLISE ET DE L'ETAT

I

Distinction et rapports des deux sociétés

Nous avons étudié les sociétés nécessaires à l'homme : il a besoin, non seulement de la *famille* où s'accomplit son éducation, mais encore de la *société civile* qui le protège et assure son bien-être temporel et de l'*Eglise*, qui lui procure les moyens d'arriver à la félicité éternelle, sa véritable destinée.

Ainsi chaque personne, chaque famille fait en même temps partie de deux sociétés distinctes, l'*Etat* et l'*Eglise*.

Chacune de ces sociétés est une société *parfaite*, qui possède en elle-même et sans recourir à une autre société tous les moyens nécessaires pour atteindre la fin qui lui est propre : l'Etat dispose du pouvoir et des ressources convenables pour le bonheur temporel des familles qui le composent ; l'Eglise de son côté a reçu de son divin fondateur tous les secours et la puissance dont elle a besoin pour se maintenir sur la terre et pour sanctifier les hommes et les conduire au Ciel.

Quoique ces deux sociétés parfaites soient composées des mêmes personnes, elles sont entièrement distinctes : l'Etat

est une société *naturelle*, l'Eglise une société surnaturelle ; l'Etat a pour fin immédiate le bonheur temporel de ses sujets, l'Eglise se propose directement leur félicité éternelle ; l'Etat tient son pouvoir de Dieu, principe nécessaire de toute autorité sociale ; l'Eglise le possède à ce même titre et de plus elle l'a reçu directement de JÉSUS-CHRIST, qui l'a investie expressément de sa puissance divine; l'Etat est circonscrit dans des limites déterminées par des conventions ou par des circonstances diverses l'Eglise n'a pas de limites sur la terre soumise tout entière à sa juridiction ; l'Etat le plus ancien n'a pas quinze siècles d'existence, et il n'en est aucun qui n'ait subi de fréquentes tranformations dans ses limites et dans son régime politique ; l'Eglise, fondée depuis dix-neuf siècles, conserve toujours la même constitution, et la même immortalité.

Il résulte manifestement de ce parallèle que l Eglise peut revendiquer en tout pays tous les droits dont l'Etat est investi en qualité de société parfaite ; tous les titres qu'un Etat peut faire valoir, elle les possède sans conteste ; elle peut en outre présenter à l'humanité les pouvoirs incomparables que Dieu lui-même lui a conférés.

Voilà donc deux sociétés distinctes qui ont chacune les mêmes sujets.

Doivent-elles être unies et agir de concert ? Sont-elles subordonnées l'une à l'autre ? S'il se produit entr'elles quelque conflit, quelle est l'autorité qui doit le résoudre ?

Telles sont les principales questions que soulève immédiatement dans l'esprit la coexistence de ces deux sociétés, dont le pouvoir s'exerce sur les mêmes personnes.

Léon XIII a magistralement résolu ces difficultés dans son admirable Encyclique *Immortale Dei* sur la *Constitution chrétienne des Etats*.

Reproduisons cet exposé lumineux qui nous facilitera l'intelligence de la doctrine catholique sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat.

Voici comment s'exprime l'illustre Pontife :

« Dieu a divisé le gouvernement du genre humain entre deux puissances : la puissance ecclésiastique et la puissance civile ; celle-là préposée aux choses divines, celle-ci aux choses humaines. Chacune d'elles en son genre est souve-

raine ; chacune est renfermée dans des limites parfaitement déterminées et tracées en conformités de sa nature et de son but spécial. Il y a donc comme une sphère circonscrite, dans laquelle chacune exerce son action *jure proprio*.

» Toutefois leur autorité s'exerçant sur les mêmes sujets, il peut arriver qu'une seule et même chose, bien qu'à un titre différent, mais pourtant une seule et même chose, ressortisse à la juridiction et au jugement de l'une et l'autre puissance. Il était donc digne de la sage providence de Dieu qui les a établies toutes les deux, de leur tracer leur voie et leur rapport entre elles. *Les puissances qui sont ont été disposés par Dieu*. (Rom., XIII 1.) S'il en était autrement, il naîtrait souvent des causes de funestes contentions et de conflits, et souvent l'homme devrait hésiter, perplexe comme en face d'une double voie ne sachant que faire, par suite des ordres contraires de deux puissances dont il ne peut en conscience secouer le joug. Il répugnerait souverainement de rendre responssable de désordre la sagesse et la bonté de Dieu, qui dans le gouvernement du monde physique, pourtant d'un ordre bien inférieur, a si bien tempéré les unes par les autres les forces et les causes naturelles, et les a fait s'accorder d'une façon si admirable qu'aucune d'elles ne gêne les autres, et que toutes dons un parfait ensemble conspirent au but auquel tend l'univers.

» Il est donc nécessaire qu'il y ait entre les deux puissances un système de rapports bien ordonné non sans analogie avec celui qui dans l'homme constitue l'union de l'âme et du corps. On ne peut se faire une juste idée de la nature et de la force de ces rapports, qu'en considérant, comme nous l'avons dit, la nature de chacune des deux puissances, et en tenant compte de l'excellence et de la noblesse de leurs buts, puisque l'une a pour fin prochaine et spéciale de s'occuper des intérêts terrestres, et l'autre de procurer les biens célestes et éternels.

» Ainsi tout ce qui dans les choses est sacré à un titre quelconque, tout ce qui touche au salut des âmes et au culte de Dieu, soit par sa nature, soit par rapport à son but, tout cela est du ressort de l'autorité de l'Église. Quant aux autres choses qu'embrasse l'ordre civil et politique, il est juste qu'elles soient soumises à l'autorité civile, puisque JÉSUS-CHRIST a commandé de rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. »

» Des temps arrivent parfois où prévaut un autre mode d'assurer la concorde et de garentir la paix et la liberté ; c'est quand les chefs d'État et les Souverains Pontifes se sont mis d'accord par un traité sur quelque point particulier. Dans de telles circonstances, l'Église donne des preuves éclatantes de sa charité maternelle en poussant aussi loin que possible l'indulgence et condescendence. »

II

L'hérésie du Libéralisme

L'enseignement de l'Eglise, si bien rappelé par Léon XIII est combattu par l'hérésie moderne du *Libéralisme*, ainsi appelée parce qu'elle se sert, pour séduire les esprits, du mirage trompeur d'une fausse liberté. Cette erreur prétend *libérer* l'Etat de l'autorité divine ; elle est une forme plus ou moins déguisée de l'athéisme social.

On peut distinguer trois degrés de libéralisme : le libéralisme *absolu*, le libéranisme *mitigé* et le libéralisme que, par un abus d'expression, on appelle *libéralisme catholique*.

1° Le libéralisme *absolu* soustrait complètement l'Etat à l'autorité divine ; il le transforme en une sorte de divinité à laquelle tout doit obéir. Dans ce système, l'Etat devient l'arbitre suprême du bien et du mal ; tout ce qu'il ordonne est bon, tout ce qu'il défend est illégitime.

Cette erreur monstrueuse, on le voit, contient en germe la suppression de toute morale et la justification du despotisme le plus tyrannique.

Si le pouvoir de l'Etat n'a pas à tenir compte de la loi divine les scélérats qui parfois parviennent à l'exercer peuvent pressurer à leur gré les citoyens, exiger d'eux les actes les plus indignes, promulguer les lois les plus odieuses et les plus injustes. Leur puissance est illimitée, rien n'a le droit de leur résister, ils sont les représentants de l'Etat ; qu'est-ce qui pourrait entraver l'exercice de leurs caprices et de leurs passions ?

C'est donc une sorte d'ironie d'appeler « libéralisme » ce monstrueux système qui n'est que le masque de l'oppression et qui est en réalité une forme de matérialisme et d'athéisme. On l'appelle parfois le *Césarisme* en souvenir du système païen qui concentrait toute la puissance entre les mains des césars ou empereurs. Cette doctrine, dont sont imprégnés la plupart de nos politiciens contemporains, repousse toute idée de prééminence de l'Eglise sur l'Etat ; elle refuse même, au mépris de l'histoire et du bon sens, de considérer l'Eglise comme une société parfaite. Son aveuglement et son parti pris sont tels qu'elle oublie que jusqu'à notre époque toutes les nations civilisées lui ont reconnu ce caractère, soit en proclamant son autorité divine et en se soumettant à ses lois, soit en accréditant auprès du Saint-Siège des ambassadeurs et en signant avec lui des concordats.

2° Le libéralisme modéré ne réclame pas ouvertement la suprématie de l'Etat sur l'Eglise, mais il se déclare partisan de l'indépendance absolue et de la séparation des deux sociétés. « L'Eglise libre dans l'Etat libre », voilà sa formule.

Louis Veuillot fait un exposé humoristique de cette opinion.

Plus d'alliance entre l'Eglise et l'Etat ; que l'Eglise n'ait plus rien de commun avec les gouvernements ; que les gouvernements n'aient plus rien de commun avec les religions ; qu'ils ne se mêlent plus de ces affaires !

Le particulier professe à sa guise le culte qu'il a choisi suivant son goût : comme membre de l'Etat, il n'a point de culte propre. L'Etat reconnait tous les cultes, leur assure à tous une égale protection, leur garantit une égale liberté, tel est le régime de la tolérance ; et il nous convient de le proclamer bon, excellent, salutaire ; de le maintenir à tout prix, de l'élargir constamment.

On peut dire que ce régime est de droit divin : Dieu lui-même l'a établi en créant l'homme libre ; il le pratique en faisant luire son soleil sur les bons et sur les méchants. A l'égard de ceux qui méconnaissent la vérité, Dieu aura son jour de justice, que l'homme n'a pas le droit de devancer.

Chaque église, libre dans l'Etat libre, incorporera ses prosélytes, dirigera ses fidèles, excommuniera ses dissidents ; l'Etat ne tiendra nul compte de ces choses, n'excommuniera personne et ne sera jamais excommunié.

La loi civile ne reconnaîtra aucune immunité ecclésiastique, aucune prohibition religieuse, aucun lien religieux ; le temple paiera l'impôt des portes et fenêtres, l'étudiant en théologie fera le service militaire, l'évêque sera juré et garde national, le prêtre se mariera s'il veut, divorcera s'il veut, se remariera s'il veut.

D'un autre côté, pas plus d'incapacités et de prohibitions civiles que d'immunités d'un autre genre. Toute religion prêchera, imprimera, processionnera, carillonnera, anathématisera, enterrera selon sa fantaisie et les ministres du culte seront tout ce que peut être un citoyen.

Ainsi ce système ; tout en laissant théoriquement à l'Eglise une liberté qu'il lui refuse presque toujours en pratique, proclame l'indépendance complète de l'Etat à l'égard de l'Eglise et à l'égard de Dieu.

Quelques libéraux modérés n'osent pas, il est vrai, soustraire ouvertement l'Etat à l'autorité divine ; mais le Dieu

(1) *Mélanges religieux*, par Louis Veuillot, 3e série, tome I l'*Illusion libérale ;* page 353.

qu'ils reconnaissent est celui des rationalistes ; ils s'attribuent à eux-mêmes le droit d'interpréter à leur gré ses volontés. Ils soutiennent, avec le libéralisme absolu, que l'Etat ne saurait avoir à demander aucune direction à l'Eglise à laquelle, disent-ils, aucune sorte de subordination ne peut rattacher la société civile.

Ils oublient que l'Etat, comme le rappelle si bien Léon XIII dans l'Encyclique *Immortale Dei*, « est tenu, au moins autant que l'individu, à rendre un culte à Dieu, en se conformant aux règles et au mode suivant lesquels Dieu lui-même a déclaré vouloir être honoré. »

Ce culte, l'Eglise seule est qualifiée pour en déterminer la forme. Elle est seule l'interprète autorisé des principes de morale et de justice auquels l'Etat doit se conformer pour diriger les citoyens.

Ainsi le libéralisme modéré s'insurge, aussi bien que le libéralisme absolu, quoique d'une façon plus hypocrite, contre l'autorité divine dans l'ordre social : cette doctrine est donc manifestement fausse et impie.

Dans le journal l'*Avenir*, fondé en 1830, Lamennais s'était fait le champion de ce libéralisme trompeur ; séduits par le dévouement du maître à la cause du Saint-Siège, plusieurs catholiques avaient embrassé ses erreurs, qui furent solennellement condamnées en 1832 par Grégoire XVI dans l'Encyclique *Mirari vos*.

Lamennais, blessé dans son orgueil, tomba dans l'apostasie ; la plupart de ses disciples se soumirent au Pape avec empressement ; mais plusieurs d'entr'eux conservèrent dans leur esprit diverses illusions qui les entraînèrent dans une nouvelle forme de libéralisme, connue sous le nom de « *libéralisme catholique* »

3° Ce *libéralisme catholique*, ou *catholicisme libéral*, est ainsi appelé parce que ceux qui le professent prétendent demeurer fidèles à tous les enseignements du catholicisme.

Pour échapper aux condamnations de Grégoire XVI, renouvelées en 1864 par Pie IX dans l'Encyclique *Quanta cura*, ils distinguent entre la *thèse* et *l'hypothèse*.

La *thèse* de la souveraineté de Dieu sur l'Etat, disent-ils, nous l'admettons comme vous ; elle a pu être applicable au moyen âge, parce qu'à cette époque les citoyens professaient

les mêmes croyances et reconnaissaient tous l'autorité de Dieu et de son Eglise

Mais la société se trouve aujourd'hui dans une situation bien différente. Le nombre des hérétiques et des incrédules est très considérable ; et, comme l'Etat ne doit froisser les convictions de personne, il ne peut, dans des conditions pareilles, ni professer une religion particulière, ni s'incliner devant l'autorité de l'Eglise dont plusieurs citoyens ont cessé de faire partie.

Telle est situation ou l'*hypothèse* qu'il faut envisager ; et, dans cette hypothèse, ce qu'il y a de plus pratique et de meilleur, c'est « l'Eglise libre dans l'Etat libre » au sens où l'entend le libéralisme mitigé.

Grâce à cette distinction subtile entre la *thèse* et l'*hypothèse*, de nombreux catholiques ont cru pouvoir en toute sûreté demeurer attachés au libéralisme. C'est ainsi que plusieurs personnages éminents du dix-neuvième siècle, tels que Lacordaire, Charles de Montalembert, Mgr Dupanloup, Albert de Broglie, le comte de Falloux, ont regardé ce système du libéralisme comme la meilleure solution pratique des rapports de l'Eglise et de l'Etat. Frappés de l'influence que le mirage d'une fausse liberté exerce sur nos contemporains et victimes eux-mêmes de cette triste fascination, ils jugeaient qu'il y aurait avantage, pour la société civile comme pour l'Eglise; dans les conditions présentes, à vivre séparées l'une de l'autre. De là leur formule : « L'Eglise libre dans l'Etat libre ».

Il est surprenant que des hommes si distingués n'aient pas remarqué l'incohérence d'un pareil système.

Catholiques, ils font profession de croire en Dieu et en Jésus-Christ, de reconnaître l'infinie sagesse de la Providence qui a déterminé les lois constitutives de l'Eglise et de l'Etat. Et par une étrange contradiction, ils se déclarent les champions d'un système qui maintient ces deux sociétés dans des conditions contraires ces lois de leur divin fondateur. Ils osent même accorder leurs préférences à cette situation anormale et la regarder comme un bien pour l'Eglise et pour l'Etat.

N'est-ce pas une prétention aussi sotte qu'orgueilleuse et un outrage manifeste envers la majesté divine ?

Cette inconséquence éclate d'ailleurs dans tous les raisonnements des catholiques libéraux. S'ils apprécient dans l'histoire les relations de l'Eglise et des Etats chrétiens qui se sont succédé à travers les âges, ils s'obstinent à méconnaître les bienfaits innombrables qui découlaient de l'union des deux pouvoirs pour mettre en relief les inconvénients et les abus qui étaient le résultat inévitable des passions humaines.

Au contraire, pour les nations où le régime de la séparation a prévalu, ils ferment les yeux sur les maux innombrables qui en sont la conséquence et ils font ressortir uniquement quelques avantages médiocres et souvent problématiques de la liberté sans frein accordée à toutes les doctrines, à l'erreur comme à la vérité.

Le comble de l'incohérence de la plupart des catholiques libéraux, c'est que, dans la pratique, ils semblent s'attacher à favoriser l'activité néfaste des ennemis de la religion et c'est surtout à la liberté de l'Eglise qu'ils créent des entraves.

II

Union des deux sociétés

Le simple exposé du libéralisme suffit pour faire comprendre à tout esprit non prévenu que cette doctrine est contraire à la sage raison et au simple bon sens. Mais, comme les sophismes de cette hérésie ont été répandus sous mille formes dans l'esprit de nos contemporains, il importe d'établir clairement la nécéssité de l'union de l'Eglise et de l'Etat.

1° Cette nécessité découle d'abord de l'obligation imposée à tous les hommes d'appartenir à la fois à la société civile pour leurs intérêts temporels et à l'Eglise pour leurs intérêts éternels. Comme le remarque Léon XIII, (p. 563) « il est nécessaire qu'il y ait entre les deux puissances un système de rapports bien ordonné, non sans analogie avec celui qui dans l'homme constitue *l'union de l'âme et du corps*. »

La Providence divine ne pouvait nous abandonner au conflit et aux ordres contraires de deux pouvoirs opposés, ayant droit l'un et l'autre à notre obéissance. Elle veut donc qu'il y ait une union harmonieuse entre les deux autorités.

2° L'homme, ainsi que nous l'avons démontré dans l'*An-*

thropologie (p. 87) est créé pour le bonheur du ciel où l'Eglise doit le conduire. Il est de toute évidence, comme nous l'avons déjà remarqué (p. 432), que l'Etat ne peut avoir le droit de prendre des mesures qui auraient pour effet d'empêcher l'homme d'atteindre sa destination et qu'il doit au contraire, autant que le permet sa mission toute temporelle, aider les citoyens à parvenir à leur fin suprême. Comment obtenir ce résultat s'il n'y a pas entre les deux sociétés une union parfaite ?

3° L'Etat est obligé de rendre un culte à Dieu ; il est tenu en outre, dans l'exercice de son pouvoir, de se conformer aux règles de la justice et de la loi divine, de suivre toujours les lumières de la vérité. Ces obligations importantes, il ne peut les remplir qu'en s'adressant à l'Eglise, seule chargée de déterminer le mode du culte divin, seule interprète infaillible des lois de Dieu et des règles de la justice, seule dépositaire de la vérité.

4° Pie X compare, après Léon XIII et plusieurs illustres docteurs, les rapports de l'Eglise et de l'Etat à l'union de l'âme et du corps. On sait ce que devient le corps humain lorsqu'il est séparé de son âme. Ainsi l'Etat, privé de l'influence vivifiante de l'Eglise, se désagrége et se corrompt : les puissants exploitent les faibles qui, à leur tour, méconnaissent l'autorité : le corps social, au lieu d'avoir des membres harmonieusement unis par la charité, se disloque et tombe en ruine.

Le concours de l'Eglise est donc nécessaire à l'Etat qui, de son côté, en demeurant uni au pouvoir ecclésiastique, favorise son action salutaire ; et qui, en procurant aux citoyens le bien être de la vie présente, leur facilite ainsi les moyens d'obtenir la couronne céleste.

5° Sa Sainteté Pie X a souvent rappelé, à la suite de plusieurs autres Papes, que cette union avec l'Eglise s'impose particulièrement à notre nation.

Dans l'allocution adressée aux Français à la suite du décret des miracles de Jeanne d'Arc, il reproduit les paroles écrites par Grégoire IX au roi saint Louis : « Dieu a choisi la France de préférence à toutes les autres nations pour défendre la liberté religieuse. Pour ce motif la France est le

royaume de Dieu même, les ennemis de la France sont les ennemis du Christ. »

Pie X ajoute : « Vous direz à vos compatriotes qu'ils fassent le trésor des testaments de saint Remi, de Charlemagne et de saint Louis, qui se résument dans les mots si souvent répétés par l'héroïne d'Orléans : « *Vive le Christ, qui est le roi des Francs.* » !

Notre histoire nationale en effet ne cesse de nous manifester les liens intimes et traditionnels qui unissaient la France à l'Eglise.

III

Subordination de l'Etat à l'Eglise

Nous avons montré que l'union de l'Etat avec l'Eglise est nécessaire à la prospérité des deux sociétés : elle est particulièrement indispensable à la France.

Cette union est comparée par saint Jean Chrysostome et par les docteurs catholiques à celle de l'âme et du corps. « La puissance séculière, dit saint Thomas, est soumise à la puissance spirituelle comme le corps l'est à l'âme » (1).

On pourrait supposer que cette doctrine ne reconnaît pas l'Etat comme une société parfaite et indépendante dans sa sphère. Ce serait une erreur. Léon XIII, en effet, proclame que chacune des deux puissances est « souveraine » *maxima*, dans son domaine, où elle agit et se meut *en vertu de son propre droit*.

La puissance civile est donc indépendante et souveraine dans les questions temporelles : « En ce qui concerne l'ordre de l'administration publique, écrivait le Pape saint Gélase à l'empereur Anastase, les évêques de l'Eglise, sachant que l'Empire vous a été donné par la disposition de Dieu, obéissent à vos lois. »

La puissance ecclésiastique de son côté est indépendante et souveraine dans l'ordre spirituel ; « Tout ce qui est sacré à un titre quelconque, dit Léon XIII, tout ce qui touche au salut des âmes et au culte de Dieu, soit par sa nature, soit par rapport à son but, tout cela est du ressort de l'autorité de l'Eglise. »

---

(1) *Summa theologica* 22 æ q. 60, art. 6 ad. 3.

C'est ce que saint Grégoire de Nazianze rappelait hardiment à l'Empereur Théodose : « Vous aussi, ô Empereur, la loi chrétienne vous soumet à mon empire et à mon trône. Car, nous autres évêques, nous avons aussi un empire, j'ajoute même un empire plus excellent et plus parfait que le vôtre. »

« Songez, écrit Ives de Chartres à Henri, roi d'Angleterre, que le royaume de la terre doit être soumis au royaume des Cieux confié à l'Eglise. Car, de même qu'en l'homme la partie animale doit être soumise à la raison, de même la puissance terrestre doit l'être au gouvernement ecclésiastique. Quand elle n'est pas gouvernée et régie par la loi de l'Eglise, la puissance de la terre n'a pas plus de valeur qu'un corps soustrait à la direction de l'âme. »

Hugues de Saint-Victor expose la même doctrine avec une admirable précision : « Le pouvoir terrestre a le roi à sa tête, le pouvoir spirituel a le Pape pour chef. Au pouvoir royal appartient ce qui est terrestre, et tout ce qui regarde la vie de la terre. Au pouvoir du souverain pontife revient ce qui est spirituel, et tout ce qui a rapport à la vie spirituelle. Mais, autant la vie spirituelle surpasse en dignité la vie de la terre, autant l'esprit surpasse le corps; autant aussi la puissance spirituelle est supérieure en dignité et en honneur à la puissance terrestre et séculière. »

Le domaine des deux puissances est donc clairement déterminé. Beaucoup d'objets néanmoins peuvent se rattacher à la fois à l'ordre spirituel et à l'ordre temporel, comme, par exemple, le mariage, les obsèques, l'enseignement public. Pour maintenir alors l'union et l'harmonie des deux sociétés, il est indispensable qu'il existe entr'elles une *subordination* déterminée.

Les explications précédentes nous font parfaitement comprendre que le premier rang revient de droit à l'Eglise. Il suffit de se rappeler le but pour lequel l'homme a été créé. Sa fin suprême est incontestablement le bonheur éternel du Ciel. Par conséquent tous ses actes doivent se rapporter à cette fin et ils sont mauvais s'ils s'en détournent. Il en de même de toutes les sociétés humaines : elles sont mauvaises et funestes, si elles éloignent l'homme du but où

doit tendre sa vie ; elles ne sont vraiment *bonnes* qu'autant qu'elles l'aident à y parvenir.

L'Eglise est établie pour conduire l'homme à cette fin dernière. L'Etat serait donc manifestement coupable s'il l'entravait dans l'exercice de son auguste mission. Pour bien remplir lui-même la charge dont il investi, il doit la seconder de tout son pouvoir. C'est ainsi que son action, quoique indépendante dans sa sphère, est nécessairement subordonnée à celle de l'Eglise, qui lui marque ses devoirs en tout ce qui touche aux intérêts de la Religion et du salut des âmes.

Loin d'amoindrir l'Etat, cettte subordination l'honore et devient, pour son chef comme pour tous les citoyens, une source de bienfaits précieux.

Constantin, Clovis, Charlemagne et saint Louis sont devenus grands surtout par les hommages qu'ils ont rendus à l'Eglise.

En s'inclinant devant Dieu et devant son Vicaire, ces Empereurs et ces Rois ont ajouté à leur couronne une auréole qui faisait resplendir la majesté de leur propre puissance et qui, en leur assurant le respect et l'obéissance des peuples, devenait un gage de stabilité sociale et de prospérité pour la nation.

Les sujets à leur tour ont compris qu'ils n'avaient pas à redouter d'être opprimés ou pressurés par des princes qui remplissaient si bien leurs devoirs envers Dieu, source de toute justice. Ils voyaient avec raison dans le Pape un père vigilant et plein de sollicitude, dont l'autorité, reconnue de leur souverain politique, les mettait à l'abri de toute injustice. C'était la plus sûre sauvegarde de leurs droits et de leur liberté.

N'ont-ils pas au contraire tout à redouter des princes qui refusent de s'incliner devant Dieu et devant son Eglise ? De tels dépositaires du pouvoir sont nécessairement livrés à leurs passions et aux flatteurs qui les entourent ; le seul frein qui pouvait les retenir n'exerçant sur eux aucun empire, ils ne s'imposent aucune contrainte et deviennent presque fatalement des tyrans ou des chefs scandaleux.

D'autre part, les peuples qui n'admettent pas la suprématie sociale de l'Eglise sont fatalement le jouet et la vic-

time des sophistes et des conspirateurs qui les exploitent. L'autorité n'ayant plus à leurs yeux son caractère divin, ils n'ont pour elle aucune vénération ni aucune obéissance ; dès lors les lois sont méprisées, la bride est lâchée aux révolutionnaires et la société civile exposée aux pires malheurs.

Ainsi, quoique souverain dans les choses temporelles, le pouvoir de l Etat est subordonné à celui de l'Eglise en tout ce qui se rattache directement ou indirectement au bien spirituel des peuples; et cette subordination contribue puissamment à la prospérité de la société civile et de la société religieuse.

IV

Devoirs de l'Etat envers l'Eglise

I. Le premier devoir de l'Etat envers l'Eglise, c'est de reconnaître sa divine autorité, qui se manifeste avec éclat, comme nous l'avons établi (p. 516), par son *unité*, sa *sainteté*, sa *catholicité* et son *apostolicité* : ces quatre signes extérieurs sont accessibles à tous les regards.

Dès l'origine du christianisme, tous les peuples civilisés ont trouvé dans ces marques visibles la preuve de sa céleste origine.

La France, en particulier, depuis sa naissance au baptistère de Reims, s'est toujours fait gloire de proclamer la divinité de l'Eglise. Avant de se soumettre à l'autorité d'Henri IV, à la fin du seizième siècle, elle exigea que ce prince embrassât publiquement le catholicisme. Lorsque les sectaires de la Révolution française voulurent lui imposer une Constitution condamnée par le Pape, le peuple français versa des flots de sang plutôt que de l'accepter. L'illustre conquérant qui avait conduit à travers l'Europe les armées victorieuses de la Révolution comprit que pour s'élever sur le trône, il devait avant tout conclure un concordat avec le Souverain Pontife lui-même. L'Etat français serait donc en opposition avec ses traditions nationales, s'il refusait de s'incliner devant l'autorité divine de l'Eglise et de son chef.

Les mêmes motifs qui obligent toute personne de bonne foi à reconnaître cette autorité en font à l'Etat un devoir encore plus impérieux.

par l'Etat, en effet, il faut entendre ici les hommes qui exercent le pouvoir au nom de la société civile dont ils sont les mandataires.

N'est-il pas évident que leur condition, en les élevant au-dessus des autres, les oblige à leur donner l'exemple ? Ne sait-on pas que le peuple est naturellement porté à imiter les personnes qui occupent un rang supérieur ? Si donc le simple citoyen est tenu de rendre hommage à la divinité de l'Église et de lui demander les moyens d'être éternellement heureux, les représentants du pouvoir civil y sont obligés, non seulement à titre d'hommes et de citoyens, mais encore à cause de l'influence qu'ils exercent par leurs actes et surtout à cause de leur situation et du caractère public dont ils sont revêtus : le Dieu que l'Église représente n'est pas seulement le Dieu des individus, il est aussi le Dieu des peuples et des rois.

II. De cette obligation fondamentale s'écoulent les autres devoirs de l'Etat envers l'Eglise. Les uns, pour employer une expression philosophique, sont *négatifs* et les autres *positifs*.

Les devoirs *négatifs* consistent surtout à ne pas apporter d'opposition ou d'obstacle à l'action salutaire de l'Eglise, à lui laisser le plein exercice de sa liberté. Cette obligation est de droit naturel par rapport aux autres Etats ; elle est particulièrement rigoureuse à l'égard de l'Eglise, dont le pouvoir s'exerce, plus directement que celui des Etats, au nom de Dieu lui-même et dont la mission est d'un ordre plus élevé.

L'Etat serait donc coupable s'il entravait la publication des écrits pontificaux ou épiscopaux, la prédication de la doctrine chrétienne, la fondation des séminaires ou écoles catholiques, le recrutement du clergé, l'érection des églises, monastères ou établissements de charité, les manifestations extérieures du culte religieux, en un mot, la fondation et le fonctionnement des œuvres catholiques.

L'Etat a aussi des devoirs *positif* qui consistent à seconder efficacement l'Église dans son travail d'évangélisation, en subventionnant notamment les écoles qu'elle ouvre, en lui fournissant des secours pour ses églises ou autres fondations utiles, en procurant à ses ministres les ressources

nécessaires à leur existence matérielle, en réprimant les attaques des ennemis de la Religion et en s'opposant à la diffusion des fausses doctrines.

Signalons surtout, parmi les devoirs positifs, des représentants du pouvoir, l'obligation de professer eux-mêmes la religion catholique et de rendre à Dieu un culte public en se conformant aux règles de la liturgie ecclésiastique. Les rois catholiques s'engageaient par serment, pendant la cérémonie solennelle de leur sacre, à remplir tous ces devoirs qui leur étaient signalés par le pontife consécrateur.

Charlemagne, en recevant de saint Léon III la couronne impériale, prononça la formule suivante qui rappelle les obligations les plus importantes du prince chrétien: « *Au nom du Christ, moi Charles, empereur, je promets devant Dieu et le B. Pierre apôtre, d'être en toute chose, avec le secours de Dieu, le protecteur et le défenseur de cette sainte Eglise Romaine, autant que je le saurai et le pourrai.*

Louis Veuillot résume admirablement cette doctrine: « La force doit protéger, affermir, venger le plus grand, le plus illustre, le plus nécessaire droit de l'homme, qui est de connaître et de servir Dieu ; elle doit mettre l'Eglise à même de dispenser ce droit à tout homme sur la terre. »

La fidélité aux devoirs que nous venons de mentionner suppose que les représentants du pouvoir et les citoyens dont se compose l'Etat sont fils de l'Eglise catholique, comme le leur ordonne Dieu lui-même *qui veut le salut de tous les hommes* ; si, par ignorance ou pour tout autre motif, ils vivent en dehors de l'Eglise, c'est une anomalie sociale et les catholiques doivent faire tous leurs efforts pour propager la vérité et pour obtenir en sa faveur au moins la liberté que les lois de l'Etat accordent aux fausses doctrines.

V

Les Concordats

Dans plusieurs Etats, des conventions sont faites entre le représentant du pouvoir civil et le Souverain Pontife, pour déterminer en pratique les relations mutuelles des deux puissances. Ces conventions portent le nom de *Concordats*. Le plus souvent elles sont amenées par un état de souffran-

ce et de malaise entre la société civile et la société spirituelle Pour mettre fin à cette situation pénible, le Pape fait certaines concessions au Chef de l'Etat, qui, de son côté, s'engage à observer rigoureusement les lois telles qu'elles sont acceptées d'un commun accord par les deux pouvoirs.

Le premier Concordat conclu entre la France et le Saint-Siège est celui de François Ier et de Léon X en 1516. La *Pragmatique Sanction*, ou ordonnance royale promulguée à Bourges en 1438 par le roi Charles VII, imposait à la France plusieurs dispositions schismatiques du conciliabule de Bâle. Pour donner à cet acte quelque apparence de légitimité, les jurisconsultes de l'époque avaient imaginé, en l'attribuant à saint Louis, une autre pragmatique sanction dont le défaut d'authenticité est aujourd'hui démontré.

La Pragmatique de Bourges provoqua des troubles dans l'administration ecclésiastique ; plusieurs Papes protestèrent contre cette ordonnance schismatique qui violait les droits du Saint-Siège. Léon X la condamna solennellement et bientôt après, le 18 août 1516, ce Pape conclut à Bologne avec François Ier le Concordat qui a réglé la législation ecclésiastique en France jusqu'à la Révolution française. Le Roi était investi du privilège de nommer les titulaires des archevêchés, des évêchés et des abbayes ; mais le Pape seul pouvait les instituer.

Après la perturbation violente de la fin du dix-huitième siècle, Pie VII conclut avec Napoléon le Concordat de 1801, demeuré en vigueur pendant tout le dix-neuvième siècle et jusqu'au vote de la loi inique du 9 décembre 1905, qui a brutalement séparé l'Etat de l'Eglise, sans même en avertir le Souverain Pontife, contrairement aux principes les plus manifestes du droit des gens.

En 1817, Louis XVIII avait conclu avec Pie VII un nouveau Concordat, qui annulait celui de 1801 pour faire revivre celui de Léon X et de François Ier ; mais cette convention ne fut pas approuvée par la Chambre, par suite de l'incohérence des projets de loi présentés par les ministres pour l'appuyer.

On revint donc au Concordat de 1801, et on se contenta de créer en 1822 quelques nouveaux évêchés.

Depuis la loi de séparation, l'Eglise n'a plus en France

de situation légale ; on a volé ses biens, on affecte de l'ignorer. Il appartient aux catholiques de s'unir pour revendiquer leurs droits et pour faire cesser la situation anormale à laquelle ils ont été réduits par l'action maçonnique.

VI

Pouvoir temporel des Pontifes

L'Eglise est établie pour conduire les hommes au Ciel : « Je te donnerai les *clés du royaume des Cieux* », dit Jésus à Pierre à qui il a conféré dans ce but toute la puissance spirituelle. Mais, de même qu'il n'est pas venu sur la terre pour nous procurer des richesses ou des avantages matériels, de même il n'a pas directement doté son Eglise d'un pouvoir temporel qui n'était pas en rapport avec son œuvre : « Mon royaume n'est pas de ce monde », dit il à Pilate après avoir affirmé sa royauté.

Est-ce à dire que l'Eglise et ses représentants ne doivent jamais exercer de pouvoir temporel et qu'ils n'ont pas qualité pour posséder des biens terrestres ?

Non certes. Il est évident en effet que l'Eglise étant une société parfaite, a le droit de se procurer tout ce que qui est nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Elle ne peut se passer de temples, d'autels, d'ornements et de vases sacrés pour le culte divin : ces divers objets ne peuvent être acquis et conservés sans des biens matériels. Il lui faut aussi des ministres sacrés, des écoles pour l'éducation de ses fils, des subventions pour ses pauvres. Tous ces divers besoins exigent des ressources pécuniaires qu'elle a par conséquent le droit de posséder.

Non seulement l'Eglise et ses ministre sont investis du droit de propriété ; mais, dans certaines circonstances, ils exercent très opportunément un pouvoir temporel ; parfois même ce pouvoir leur devient indispensable pour remplir dignement leurs fonctions.

C'est le cas pour le Souverain Pontife. Préposé par sa charge au gouvernement spirituel de tous les peuples catholiques, il est essentiel qu'il jouisse d'une pleine indépendance et qu'aucun Etat ne puisse entraver ou influencer d'une manière fâcheuse l'exercice de son autorité suprême. Comment

cette condition pourrait-elle se réaliser s'il était le sujet d'un souverain quelconque ? Il est donc nécessaire qu'il soit lui-même le chef d'un Etat indépendant.

C'est ce que comprirent, au huitième siècle, Pépin le Bref et Charlemagne, en constituant les Etats de l'Eglise.

L'empereur Constantin l'avait déjà pressenti, au lendemain de l'Edit de Milan qui donna la paix à l'Eglise (313). Pour ne pas entraver l'action du Saint-Siège, il voulut fonder une autre capitale à Constantinople et il fit au Pape de riches donations, auxquelles s'ajoutèrent bientôt de nouvelles propriétés.

Toutefois ce fut seulement sous saint Grégoire II que le Pape fut investi d'une souveraineté temporelle proprement dite.

Confirmé par l'intervention de Charles Martel, ce pouvoir temporel du Saint Siège fut définitivement constitué par Pépin le Bref, qui donna à Etienne II les provinces dont il avait fait la conquête : les clés de 22 villes furent déposées sur la confession de Saint-Pierre.

Charlemagne à son tour rendit au Pape les villes que le roi lombard lui avait reprises et il confirma les donations de son prédécesseur, en y ajoutant de nouvelles terres.

Les évènements ont plusieurs fois démontré la haute sagesse de l'Empereur franc. A cause de leur séjour en France, les Papes d'Avignon au XIV^e^ siècle étaient privés de l'indépendance nécessaire à l'exercice de leur autorité.

La dure captivité de Pie VII, sous le premier empire, et la situation actuelle du Pape, dépouillé de ses Etats, démontrent une fois de plus que le Souverain Pontife n'est vraiment libre et indépendant que s'il possède la souveraineté temporelle sur des Etats assez étendus pour se faire respecter des autres puissances.

VII

La franc-maçonnerie

« *Celui qui n'est pas avec moi et contre moi* », disait Jésus à ses apôtres. Cette parole peut s'appliquer aux rapports de l'Eglise et de l'Etat : lorsque le pouvoir civil n'est pas avec l'Eglise, il subit une influence tout opposée, il devient l'esclave de la franc-maçonnerie.

De même en effet que, pour perpétuer l'œuvre de la Rédemption et conduire les peuples au Ciel, le divin Sauveur a établi sur la terre l'Eglise catholique, de même Satan, « le singe de Dieu », a voulu fonder une société opposée pour accomplir son œuvre de haine contre l'humanité et se préparer des compagnons de supplice dans l'enfer. Cette institution diabolique, c'est la *franc-maçonnerie*.

De tout temps Satan s'est insurgé contre Dieu. Avant la venue du Messie, tous les peuples étaient plongés dans l'idolatrie, à l'exception du peuple juif qui seul connaissait le vrai Dieu et qui souvent se laissait entraîner par la contagion et se rendait lui-même coupable d'infidélité. Les hommes gémissaient donc universellement sous le joug du Prince du mal.

Après la Pentecôte, l'Eglise, quoiqu'assaillie par les persécutions et les épreuves, amena les peuples à JÉSUS-CHRIST. L'implacable ennemi des âmes suscita toute sorte d'obstacles à son œuvre de salut : les persécutions, les schismes et les hérésies renaissaient sans cesse pour restaurer le règne de Satan ; la secte des Ariens fut l'une des plus funestes.

Au seizième siècle, plusieurs peuples chrétiens s'éloignent de l'Eglise. En 1546, Lœlius Socin est l'âme d'une association impie réunie à Vicence pour faire revivre l'arianisme et saper par la base la religion chrétienne. Fauste Socin, son neveu, né à Sienne en 1539, se fait l'apôtre de cette conjuration et nourrit le projet de grouper toutes les sectes pour détruire l'Eglise catholique et former une nouvelle église, qui repousse les mystères, la révélation et la divinité de Jésus-Christ. Socin, mort en 1604, fut donc le père du rationalisme.

Ses disciples, appelés *Sociniens* ou *Unitaires*, prirent pour emblèmes des instruments de maçonnerie, parce qu'ils voulaient détruire l'ancienne société pour en construire une nouvelle. Etablis d'abord en Pologne où Socin avait passé la fin de sa vie, ils envoyèrent des émissaires en Allemagne et en Angleterre, où ils eurent l'appui de Cromwell. C'est là que les adeptes de ce rationalisme impie tinrent des réunions sous le nom « *d'hommes libres* » ou « *libres maçons* » pour marquer qu'ils avaient soustrait leur esprit à l'ensei-

gnement de la doctrine révélée. Cromwell, en leur donnant le nom de *franc-maçons* leur proposa le temple de Salomon comme une allégorie de l'édifice social qu'ils voulaient bâtir.

En 1717, fut fondé *l'ordre maçonnique* qui comptait à Londres quatre sociétés appellées *Loges*. C'est de là que la franc-maçonnerie se répandit dans toute l'Europe. Voltaire se fit initier à la secte, et, de retour en France, il en devint le propagateur acharné: les productions de l'Encyclopédie, la suppression des Jésuites et des congrégations religieuses, la perversion de l'esprit public et finalement les horreurs révolutionnaires furent le fruit de ses abominables campagnes. La secte avait eu l'art de recruter de nombreux adhérents dans les rangs de la noblesse et de faire entrer à la cour et dans les conseils du roi des hommes dévoués à ses intérêts.

En Allemagne, Adam Weishaupt, propagea, sous le nom d'*illuminisme*, une organisation qui s'inspirait des mêmes principes.

Balsamo, né à Palerme en 1743 et connu sous le nom de *Cagliostro*, s'occupa de répandre la franc-maçonnerie en Italie et en France : il y ajouta certaines pratiques cabalistiques et des emprunts aux antiques mystères d'Orient : il fonda des loges de femmes ou *ateliers d'adoption*.

Plusieurs écrivains rattachent les francs-maçons à une société de même nom, instituée au moyen-âge pour la construction des cathédrales et autres édifices ; les membres de cette société, très florissante en Angleterre, s'engageaient à garder le secret professionnel. sur l'art de bâtir et ils comptaient des *apprentis*, des *compagnons* et des *maîtres*. Ce qu'il y a de plus vraisemblable, c'est que les Sociniens, en Angleterre, empruntérent à cette association existante les termes et les symboles dont elle faisait usage pour les appliquer à l'entreprise de destruction et de bouleversement moral qu'ils méditaient.

D'autres auteurs font remonter la franc-maçonnerie aux Templiers dégénérés, aux Albigeois, et même, par une succession non interrompue, aux Manichiens des premiers siècles ; cette opinion n'est pas historiquement établie.

Quoiqu'il en soit, le but avéré des sectes maçonniques est la destruction du christianisme et de l'ordre social.

Clément XII dénonça la franc-maçonnerie en 1738 et il en excommunia les adeptes.

Benoit XIV, Pie VII, Léon XII, Pie IX et Léon XIII ont condamné à leur tour cette société ténébreuse.

Ce dernier Pape en particulier, dans l'Encyclique *Humanum genus*, expose avec une parfaite netteté les desseins de la secte, ses erreurs malfaisantes, et les dangers dont elle menace la société : il exhorte les catholiques à la combattre énergiquement.

Ce qui caractérise les francs-maçons, c'est l'hypocrisie et le mensonge. Ils prétendent être une société de bienfaisance, étrangère à la politique, alors que leurs constants efforts visent à gouverner les affaires publiques pour détruire le catholicisme.

Ils sont liés par un redoutable secret qui leur est manifesté plus ouvertement à mesure qu'ils s'élèvent dans un grade supérieur.

D'après Mgr Meurin, les loges directrices seraient surtout composées de Juifs et le Chef dogmatique suprême de toute la franc-maçonnerie aurait sa résidence à Charleston.

Grâce au mystère dont ils s'entourent, les francs-maçons ont réussi, depuis plus de 150 ans, à diriger la plupart des Etats de l'Europe. En France en particulier, ils ont imposé leur action néfaste, à tous les gouvernements qui se sont succédé depuis Louis XVI et ils ont été les principaux instigateurs de toutes les Révolutions qui se sont accomplies.

Plus aveugle que le peuple déicide, la France a renié Jésus-Christ et son Eglise pour s'abandonner à l'impulsion satanique de cette secte néfaste. Il est temps qu'elle ouvra les yeux.

CHAPITRE VI

SOCIÉTÉS LIBRES OU CONVENTIONNELLES

La famille et *l'Etat* sont des sociétés *naturelles* nécessaires à l'homme ; l'Eglise, société *surnaturelle*, lui est encore plus indispensable, puisqu'il ne peut sans elle parvenir à sa fin suprême.

Indépendamment de ces sociétés établies par Dieu, il en

est d'autres qu'on appelle *libres* ou *contentionnelles* parce qu'elles sont formées en vertu d'une libre convention des personnes qui en font partie.

Les sociétés libres sont innombrables. La législation française les rattache à quatre grandes catégories : 1° Les *Sociétés* proprement dites; 2° les *Mutualités* 3° les *Syndicats professionnels* ; 4° les *Associations*.

ARTICLE 1er

SOCIETÉS PROPEMENT DITES

I

Qu'est-ce qu'une société ?

La société proprement dite est, « d'après le *Code civil* (art. 1833) « un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. »

Il est facile de trouver dans cette définition les quatre éléments de toute société : 1e les *membres*, ou toutes les personnes qui ont pris part au contrat ou convention qui l'a *constituée*; 2° le but qui distingue une société ainsi entendue ou le *bénéfice* à réaliser; 3° *l'union sociale*, résultant du fonds commun, formé par les mises des divers sociétaires ; 4° la *participation* des membres ou la mise de chaque sociétaire qui doit apporter « ou de l'argent, ou d'autres biens, ou son industrie. »

D'après ces explications, on voit que ce qui caractérise la société proprement dite, au sens juridique, c'est que ses membres ont pour but de partager des bénéfices.

II

Diverses sortes de sociétés

On distingue généralement deux sortes de sociétés au sens juridique : les sociétés *civiles* et les sociétés *commerciales*.

Société civiles

Les sociétés civiles sont *universelles* ou *particulières*.

I. La société *universelle* peut exister en deux formes différentes :

1° La societé universelle des *biens présents*, est celle où

les parties mettent en commun tous les biens meubles et immeubles qu'elles possédent actuellement et les profits qu'elles pourront en retirer, mais non cependant la propriété des biens qu'elles pourraient recevoir dans l'avenir par succession, donation ou legs.

2° La société universelle de *gains* met en commun tout ce que les parties acquerront par leur industrie, à quelque titre que ce soit, pendant le cours de la société. Les meubles que chacun des associés possède au temps du contrat y sont aussi compris ; mais leurs immeubles personnels n'y entrent que pour la jouissance.

Lorsque le contrat ne parle que d'une société universelle sans autre explication, c'est de la société de gains qu'il faut l'entendre.

Ce genre de société ne peut s'établir, observe le Code, qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre et auxquelles il n'est pas défendu d'avantager quelqu'un au préjudice d'autres personnes.

II. « La société *particulière* est celle qui ne s'applique qu'à certaines choses déterminées, ou à leur usage, ou aux fruits à en percevoir.

Le contrat par lequel plusieurs personnes s'associent soit pour une entreprise désignée, soit pour l'exercice de quelque métier ou profession, est aussi une société particulière. »

Sociétés commerciales

Les sociétés *commerciales* sont, comme le nom l'indique, celles qui ont pour but de faire des actes de commerce. Toutefois la loi ne précise pas d'une manière parfaitement claire la démarcation entre les sociétés civiles et les sociétés commerciales. Toutes les sociétés, par exemple, constituées comme nous l'expliquerons plus loin sous la *forme anonyme* ou en *commandite*, sont commerciales quoiqu'elles n'aient pas pour objet des actes de commerce.

On considère comme civiles les sociétés *immobilières*, ayant pour objet l'achat d'immeubles pour les revendre ou les louer ; les sociétés appliquées à l'exploitation des produits du sol, telles que les sociétés *agricoles*, les sociétés *minières* ; on regarde au contraire comme commerciales les sociétés qui achètent des denrées pour les revendre, celles qui

exploitent des manufactures ; les sociétés de banque, de crédit, d'assurances à primes fixes, etc.

La loi française distingue trois sortes de sociétés commerciales : les sociétés *en nom collectif*, les sociétés *en commandite* et les sociétés *anonymes*.

1° La société *en nom collectif* est celle dans laquelle tous les associés sont solidairement responsables des engagements pris au nom de la société.

Elle a pour signature ou, comme on dit, pour *raison sociale*, le nom de tous les associés, dont plusieurs peuvent être au besoin représentés par la mention *et C^ie* (et compagnie).

Ce genre de société commerciale est censé adopté par les contractants toutes les fois qu'ils n'ont pas stipulé le contraire

Chaque associé devient personnellement responsable des dettes contractées par la société elle-même.

2° Ce qui caractérise la société *en commandite*, c'est qu'elle comprend deux catégories distinctes d'associés : les *commandités* et les *commanditaires*.

Les commandités sont solidairement responsables des dettes de la société ; les commanditaires se contentent des fournir des fonds et n'ont à répondre que du versement de la somme qu'ils ont promise ; ils ne peuvent pas s'occuper de l'administration de la société, ils ont seulement le droit de la surveiller.

Ces sociétés en commandite doivent avoir une « raison sociale » ou ne peuvent figurer que les noms des commandités ; ceux des commanditaires en sont exclus.

On distingue deux sortes de sociétés en commandite : les commandites *simples* et les commandites par *actions*.

C'est aux commandites simples que s'applique directement les explications qui précèdent.

Dans la commandite par *actions*, le capital social est divisé en un certain nombre d'actions ou parts d'un chiffre uniforme, par exemple, de cinquante francs, de cent francs de cinq cents francs. Ce genre de commandites a été établi pour obtenir plus facilement des ressources en intéressant à une entreprise un plus grand nombre de personnes et en leur proposant des titres d'égale valeur.

Tous ceux qui achètent des actions deviennent des com-

manditaires et font ainsi partie de la société qui a fait appel à leur concours.

Il ne faut pas confondre les actions avec les *obligations*. Ceux qui prennent des *obligations* ne font pas partie de la société ; mais celle-ci contracte à leur égard une dette exprimée par le chiffre de l'obligation qu'elle souscrit.

3° Les *sociétés anonymes* sont celles qui n'ont pas de raison sociale ou signataire responsable.

Le fonds social seul est débiteur des créanciers. Il se divise en un certain nombre d'actions, et aucun associé n'est tenu au-delà du montant nominal des actions qu'il a souscrites ou acquises.

Ces sociétés sont dites *anonymes*, parce qu'elles ne peuvent être désignées par le nom d'aucun des associés ; on les distingue seulement en exprimant l'objet ou l'entreprise qu'elles ont en vue.

Pour constituer une société anonyme, les fondateurs préparent d'abord des statuts ; ils divisent le capital social en un certain nombre d'actions qui doivent être totalement souscrites par sept personnes au moins, avec un versement minimum du quart de chaque action : ils sont tenus ensuite de constater par une déclaration devant notaire l'accomplissement de ces conditions et de faire nommer par l'assemblée générale constitutive des administrateurs et des commissaires de surveillance.

4° Les sociétés à *capital variable* sont ainsi appelées parce que le capital n'en est pas fixé d'une façon fermé, comme dans les sociétés commerciales ordinaires ; il est susceptible soit d'augmentation par des versements successifs ou par de nouveaux associés, soit de diminution par la reprise des apports ou par la retraite de certains de ses membres.

Ces sociétés, généralement connues sous le nom de *coopératives*, ont surtout pour but de permettre aux travailleurs de vivre dans des conditions plus économiques.

On distingue particulièrement trois sortes de sociétés de ce genre : la société de *consommation*, la société de *production* et la société de *crédit*.

Dans la société de *consommation*, les associés s'achètent et se revendent à eux-mêmes les denrées nécessaires à leur subsistance ; ils suppriment ainsi les frais occasionnés par

les intermédiaires et ils bénéficient de la différence du gros au détail.

La société de *production* est celle où les associés travaillent directement pour leur propre compte, en se faisant eux-mêmes entrepreneurs pour partager les bénéfices, qui leur tiennent lieu du salaire reçu dans les exploitations dirigées par des patrons.

La société de *crédit* est une banque ouvrière, qui procure aux travailleurs des avances de fonds à des conditions plus avantageuses que les autres banques.

5° *L'Association en participation* est ainsi nommée parce qu'elle est formée par deux ou plusieurs personnes qui veulent participer ensemble soit à une opération déterminée, soit à une série d'entreprises. Ce qui distingue cette sorte de société, c'est son caractère intime : elle n'est connue que de ceux qui en font partie et elle n'a pas par conséquent de raison sociale ; les personnes étrangères à l'association ignorent ou sont censées ignorer le contract qui unit ses menbres et considèrent chacun d'eux comme agissant pour son compte personnel : aux associés de s'entendre pour déterminer le degré de participation de chaque membre aux affaires communes et pour se partager les bénéfices ou les pertes s'il y a lieu.

Compagnies

Le nom de *Compagnies* désigne les grandes sociétées anonymes formées pour les entreprises les plus considérables, telles que la construction et l'administration de canaux, des lignes de chemins de fer, de vastes manufactures, l'exploitation des mines, l'armement des vaisseaux pour le commerce.

Des compagnies se constituent également pour assurer les terres, les Immeubles, les meubles, les animaux et les personnes contre l'incendie, contre la grêle et contre d'autres fléaux.

Les principes concernant les sociétés anonymes ordinaires s'appliquent également aux compagnies, qui ne sont en réalité que de sociétés plus importantes.

Le spectacle des résultats extraordinaires obtenus par les grandes Compagnies est une preuve éclatante de la puissance de l'Association.

III

Devoirs des membres d'une société

Le premier devoir des membres d'une société est de s'assurer que toutes les clauses du contrat qui les associe sont conformes aux règles de la justice et qu'aucune d'elles n'est en opposition avec la loi divine.

Chacun doit verser exactement la somme qu'il a promise et donner à l'œuvre commune sa part de travail et de sollicitude.

Ceux qui exercent une fonction particulière, comme celles de gérant, comptable, administrateur, doivent s'en acquitter consciencieusement.

Aucun membre ne peut employer à son profit les ressources de la caisse commune.

Les bénéfices doivent être partagés en proportion de l'apport de chaque membre. Si quelqu'un donne son industrie personnelle au lieu d'une somme d'argent, il importe de déterminer d'avance la quotité de mise à laquelle son travail peut être équivalent.

Les pertes sont réparties dans une proportion analogue à celle du partage des bénéfices.

Les administrateurs doivent veiller à ce que les actes publics de constitution soient faits dans les formes légales, éviter toute émission fictive d'actions et s'abstenir de toute déclaration fallacieuse, soit dans leurs rapports avec les membres de la société, soit avec les personnes qui n'en font pas partie.

En un mot les principes de la justice doivent présider sans cesse à l'organisation et au fonctionnement de toute Société civile ou commerciale.

Un associé ne peut pas faire entrer un nouveau membre dans la société sans l'assentiment des autres ; mais il peut s'adjoindre personnellement, pour la part qu'il a lui-même dans l'association, un coassocié qui partage ses propres risques et qu'on appelle habituellement un *croupier*, parce qu'il le prend en quelque sorte « en croupe » avec lui.

ARTICLE II

MUTUALITÉS

On donne le nom de Mutualités à des sociétés dont les

membres s'unissent en vue de se procurer des avantages d'un genre spécial, notamment des secours dans leurs maladies, des retraites pour la vieillesse ou bien des compensations et des ressources en cas d'accident, de revers ou de perte dans leur exploitation.

Ces sociétés sont inspirées à la fois par une sage prévoyance et par la charité chrétienne : les fonctions y sont généralement gratuites et elles procurent aux travailleurs plus d'indépendance et de sécurité.

Signalons trois sortes de sociétés de ce genre : 1° les sociétés de secours mutuels ; 2° les assurances mutuelles ; les caisses de crédit mutuel.

I

Sociétés de secours mutuels

Les sociétés de secours mutuels ont pour but, ainsi que leur nom l'indique, de procurer à leurs membres le moyen de se rendre mutuellement service dans certaines circonsces déterminées. Elles comprennent habituellement deux sortes de membres : les membres *honoraires* qui versent une cotisation et contribuent à la prospérité de la société sans profiter de ses avantages, et les membres *participants* qui ont droit à tous les avantages assurés par la société, en échange du versement régulier de leur cotisations.

Le régime de ces sociétés est déterminé par la loi du 1er Avril 1898, à la suite de laquelle l'Etat a fait rédiger un réglement modèle.

Parmi les secours qu'elles peuvent procurer à leurs membres participants, signalons les soins médicaux et les remédes nécessaires en cas de maladie, une indemnité pendant l'incapacité de travail, des retraites de vieillesse, des secours aux familles, les frais de funérailles des allocations à la veuve et aux enfants d'un associé décédé.

La loi française distingue trois sortes de sociétés de secours mutuels : les sociétés *libres*, les sociétés *approuvées*, et celles qui sont reconnues *d'utilité publique*.

Tous les membres participants ont pour devoir de verser exactement leur cotisation et d'être absolument sincères dans leur déclaration de maladie. Les administrateurs doivent veiller à l'observation des statuts et à la bonne tenue des

registres ; les associés invités à remplir l'office de *visiteur* le feront d'une manière consciencieuse. Tels sont en résumé les principaux devoirs qu'entraînent les sociétés de secours mutuels,

II

Assurances mutuelles

Il existe de grandes sociétés d'assurances contre l'incendie contre la grêle, contre la mortalité du bétail et contre les divers accidents qui peuvent survenir aux travailleurs ; mais il est bien plus pratique pour les propriétaires d'une même région de former entr'eux des sociétés mutuelles d'assurances soit contre l'incendie, soit contre la mortalité du bétail. Se connaissant les uns les autres ils peuvent n'accepter dans leur société que des personnes d'une probité reconnue et, à l'aide d'une cotisation modeste, former un capital suffisant pour réparer les désastres éventuels.

Pour plus de sûreté, il est bon qu'ils se réassurent à une caisse centrale.

L'Union Centrale des sociétés d'Agriculteurs de France, Paris, rue d'Athénes, 8, et l'Action populaire de Reims ont publié des renseignements complets sur ces diverses sortes de mutualité et sur le Crédit mutuel dont nous allons parler.

Il est bon de s'adresser aussi au bureau de l'*Union des Œuvres ouvrières*, 82, rue de l'Université, à Paris.

III

Caisses de Crédit mutuel

La forme la plus remarquable et la plus utile des sociétés mutuelles de crédit est la *Caisse rurale* système Raiffeisen.

M. Louis Durand, éminent catholique, qui s'est appliqué à propager en France cette institution, en explique clairement la nature et le fonctionnement dans une excellente brochure publiée à la Maison de la Bonne presse, à Paris, sous ce titre : « *La Caisse rurale et ouvrière* ».

« La Caisse rurale, dit-il, est une petite société de crédit mutuel entre les habitants de la même commune. Elle est formée sans capital, chaque associé apportant, non de l'argent, mais sa responsabilité illimitée. Tous répondent solidairement sur tous leurs biens des engagements contractés par la société.

» La société emprunte, sous la garantie solidaire de ses membres, les modestes capitaux dont elle a besoin ; elle les prête à ses seuls membres, pour les emplois jugés utiles et profitables, et sous la garantie d'une caution, parfois même d'un gage ou d'une hypothèque.

» Naturellement elle prête à un taux un peu supérieur à celui auquel elle emprunte ; elle réalise donc un petit *boni*, qui forme une réserve pour parer aux pertes possibles, Mais jamais un centime de cette réserve n'est réparti comme dividende entre les associés, ni comme un traitement entre les administrateurs qui exercent leurs fonctions gratuitement et par dévouement.

» Il n'est pas douteux qu'une telle société n'ait un fonctionnement à la fois simple, facile et sûr.

» Elle trouve sans peine les capitaux dont elle a besoin parmi les petits capitalistes ou épargnistes de la localité. Elle ne fait que des opérations sérieuses et sûres, sans risques appréciables de pertes. Et si, par malheur, une perte était éprouvée, sa situation n'en serait nullement ébranlée et ses membres n'auraient pas à en souffrir. »

La caisse rurale exerce une action sociale et morale très efficace, parcequ'elle n'admet que des personnes honnêtes et laborieuses. Elle est particullèrement adaptée, comme son nom l'indique, à la population des campagnes

La Caisse *Ouvrière* et la caisse *mixte* sont organisées sur des principes analogues pour les ouvriers des villes.

ARTICLE III

I

Anciennes corporations

Les syndicats professionnels sont une préparation au rétablissement des anciennes corporations ouvrières. Sous le régne de saint Louis, tous les corps de métiers formaient des associations pourvues de sages réglements. Ces sociétés professionnelles protégeaient les travailleurs, assuraient la bonne formation des ouvriers et l'excellente qualité du travail. Elles comprenaient les *apprentis* qui se formaient à leur métier pendant une période de 18 mois à 4 ans ; les *compagnons* ou ouvriers qui avaient terminé leur apprentissage et qui allaient se perfectionner dans les diverses villes en faisant « le tour de France » ; et enfin les *maîtres* qui pour obtenir ce titre, devraient d'abord présenter un ouvrage ou chef d'œuvre prouvant leur habileté et jurer, au moment de leur

admission, d'observer fidèlement les statuets de la corporation.

Les dignitaires, connus sous le nom de *bayles* ou *jurès*, étaient élus chaque année.

Ces corporations, annexées à des, confréries religieuses étaient toutes animés d'un esprit profondément chrétien.

C'est pour ce motif qu'au dix-huitième siècle les francs-maçons, pour détruire le catholicisme, voulurent abolir les associations professionnelles qui en étaient le rempart de la Religion dans le peuple, Turgot, exécuteur de leurs volontés, décréta en 1776 la suppression des corporations ; mais ce ministre fut contraint de se retirer devant l'indignation populaire, provoquée par cette mesure : Louis XVI rétablit aussitôt ces associations, mais elles furent définitivement abolies en 1791 par l'Assemblée constituante.

Ainsi les travailleurs étaient isolés et abandonnés à la merci des capitalistes. Ils ont fini par obtenir le vote de la loi du 21 mars 1884, qui consacre l'existence des *syndicats professionnels*. Malheureusement la plupart de ces associations sont imbues des erreurs du socialisme : pour porter leurs fruits, et rendre vraiment service à la classe ouvrière, elles ont besoin de l'esprit de justice et de charité que l'Eglise seule peut leur communiquer. Il importe donc de former des syndicats de travailleurs catholiques pour restaurer l'ordre social.

II

Organisation d'un syndicat

Membres d'un syndicat

Le syndicat professionnel est une association établie soit entre patrons, soit entre ouvriers, soit entre patrons et ouvriers exerçant une même profession ou des professions connexes, en vue d'étudier et de défendre les intérêts de leur profession.

Les syndicats sont *simples* s'ils comprennent seulement des patrons ou s'ils n'ont que des ouvriers ; ils sont *mixtes* lorsqu'ils admettent à la fois des patrons et des ouvriers.

Un syndicat mixte serait l'idéal d'une organisation complète ; mais, comme le plus souvent les ouvriers estiment que leurs intérêts sont opposés à ceux des patrons, cette persua-

tion peut engendrer le malaise et la défiance, et, en général, on organise parallèlement des syndicats d'ouvriers et des syndicats de patrons.

Des commissions mixtes peuvent être formées par des délégués de chaque syndicat pour discuter les questions sur lesquelles l'un des deux est en opposition avec l'autre.

Les membres d'un syndicat doivent exercer la même profession ou des professions *connexes*, comme le sont, par exemple, les diverses professions comprises dans l'industrie du bâtiment : maçon, charpentier, serrurier, menuisier, etc. Tous les propriétaires et cultivateurs d'une paroisse peuvent se grouper en un syndicat agricole. On admet même des syndicats pour les professions libérales : la loi reconnaît expressément ceux des médecins, pharmaciens, dentistes et sages-femmes.

Fondation d'un syndicat

Pour constituer légalement un syndicat, il faut d'abord en rédiger les statuts et les déposer ensuite à la mairie de la localité où l'association a son principal établissement. On doit indiquer en même temps les noms de tous ceux qui seront chargés à un titre quelconque de la direction et de l'administration du syndicat.

Une nouvelle déclaration devient nécessaire chaque fois qu'il y a quelque modification dans les statuts ou dans le personnel des directeurs ou administrateurs.

Telle est la seule formalité prescrite par la fondation d'un syndicat. Les administrateurs doivent faire partie de l'association, être de nationalité française et jouir de leurs droits civiques.

Le syndicat ainsi constitué devient une personne morale ayant la capacité juridique de posséder les biens nécessaires à son fonctionnement.

Il ne peut s'occuper que d'objets relatifs à la profession de ses membres, spécialement de l'étude et de la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

A cette fin, il peut s'annexer une bibliothèque, une école professionnelle, un bureau de renseignements ou de placement, des coopératives, des mutualités de toute nature, semuluels, assurances mutuelles, caisses de crédit, en un

mot toutes les institutions propres à améliorer la condition des syndiqués.

III

Devoirs des syndicats et de leurs membres

Les syndicats sont tenus à observer les règles de justice qui s'imposent à tous les hommes en particulier.

Avant tout ils doivent respecter la liberté de tous et ne jamais user de contrainte ou de ruse pour faire entrer dans leur association les personnes qui désirent rester en dehors et conserver leur indépendance quoiqu'elles exercent la même profession que les syndiqués. Les associations professionnelles sont libres de leur nature et ne peuvent par conséquent être imposées à personne.

Les administrateurs ont pour mission de sauvegarder la dignité du corps professionnel dont ils sont les représentants ; ils auront soin de s'abstenir de toute proposition de mesures ou actes contraires à la justice, comme serait, par exemple, une grève qui se produirait dans des conditions contraires à celles du contrat de travail.

Les syndiqués doivent verser régulièrement leur cotisation, favoriser de leur mieux les intérêts de l'association, s'aimer et s'aider mutuellement ; ils demeurent d'ailleurs toujours libres d'abandonner l'association, à condition d'acquitter la cotisation de l'année courante.

Les membres des syndicats professionnels trouveront dans les principes de la charité chrétienne le secret de rendre de précieux services à leurs frères et de contribuer efficacement au bien général.

ARTICLE IV

ASSOCIATIONS

I

Diverses sortes d'associations

« L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances et leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices.

» Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit, applicables aux contrats et obligations. »

Ainsi est formulé l'article 1er de la loi du 1er juillet 1901, qui règle le régime des associations en France.

On y remarque tout d'abord la différence de l'association et de la société ; celle-ci se propose directement le partage des bénéfices ; l'association au contraire implique expressément l'exclusion d'un tel but ; elle est une mise en commun de connaissances et d'efforts pour une fin honnête quelconque, mais qui n'est pas un partage de bénéfices.

Les associations sont donc aussi nombreuses et aussi variées que peuvent l'être les branches de l'activité humaine.

Dans l'ordre religieux, intellectuel, moral ou physique, d'innombrables objets peuvent captiver l'attention de l'homme, et le porter à former diverses associations *religieuses*, *politiques*, *littéraires*, *scientifiques*, *artistiques*, *musicales*, *sportives*, ou de tout autre genre.

La loi française distingue trois formes d'associations : les associations *libres*, les associations *déclarées* et les associations *d'utilité publique*.

1° Les associations libres sont celles qui se forment librement, sans autorisation ni déclaration préalable ; elles sont légales, mais elles ne jouissent pas de la capacité juridique.

2° Les associations déclarées sont ainsi appelées parce que leurs fondateurs déposent à la préfecture ou à la sous-préfecture une déclaration contenant le nom et l'objet de l'association, le siège de ses établissements et les noms, professions et domiciles de ses administrateurs ou directeurs. On leur donne un récipissé de cette déclaration, qui est rendue publique par une insertion au *Journal officiel*.

Ces associations deviennent ainsi capable d'ester en justice et d'administrer les cotisations et immeubles nécessaires à l'accomplissement du but qu'elles se proposent,

3° Les associations *d'utilité publique* sont celles qui sont reconnues comme telles par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

Telles sont les trois formes sous lesquelles les associations peuvent se constituer.

Les membres d'une association ont à remplir les devoirs que nous avons déjà signalés en parlant des sociétés : ils s'engagent à mettre leur influence et leur activité au service de l'œuvre commune, à verser régulièrement leur cotisation, et à observer les statuts.

Les administrateurs doivent veiller à ce que l'association ne dévie point du but qu'elle se propose et remplir fidèlement la charge qui leur est confiée.

II

Congrégations religieuses

La même loi qui promulguait en France la liberté d'association à frappé d'interdiction les Congrégations religieuses qui sont inconstestablement les associations les plus utiles et les plus bienfaisantes pour un pays.

En vertu de l'article 13 de cette loi, aucune congrégation ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi.

L'article 14 interdit l'enseignement à toute personne qui fait partie d'une Congrégation religieuse non autorisée.

Cette loiperfide fut suivie d'un décret prononçait cette interdiction contre les membres des Congrégations même autorisées.

Inutile de faire ressortir ce qu'il y a d'inique dans une pareille mesure : au mépris de la justice et des principes fondamentaux de la Constitution française, les pouvoirs publics traitaient en parias les citoyens les plus méritants et les plus utiles au pays et violaient leurs droits les plus sacrés en les dépouillant brutalement de la faculté d'enseigner

Non contents de cet attentat, ils ont expulsé de leur domicile ces religieux et ces religieuses qui n'avaient d'autres tort que de se dévouer au bien du peuple, et ils se sont emparés de leurs biens et de leurs établissements pour en faire des écoles destinées à une éducation contraire aux principes du catholicisme, qui est la religion traditionnelle de la France.

On a honte de constater de pareils actes publics en un pays civilisé.

Inutile de rappeler que toutes ces mesures sont directement attentatoires à la liberté de l'Eglise et aux droits les plus manifestes des catholiques.

Ainsi que nous l'avons déjà remarqué (p. 553) les congrégations religieuses sont une source de bienfaits non-seulement pour les personnes qui en font partie, mais encore pour l'Etat dont leurs membres ont les serviteurs les plus dévoués et les plus utiles.

Les catholiques doivent s'efforcer de faire disparaître de notre législation cette disposition honteuse et tyrannique qui suffirait à prouver que l'autorité publique est l'esclave de la franc-maçonnerie.

Qu'ils comprennent du moins à ce souvenir la force incroyable que donne l'association, en constatant que quelques milliers de francs-maçons ont pu tromper si grossièrement le bon sens public et qu'il s'associent eux-mêmes généreusement pour rendre à notre partie sa religion et sa liberté.

III

Confréries et associations pieuses

Si la loi de 1901 fait disparaître les congrégations religieuses, elle donne une existence légale aux confréries et associations pieuses, approuvées et établies sous diverses formes dans l'Eglise catholique.

On donne le nom de *confrérie* à une association de pieux laïques établie dans une église paroissiale ou dans une chapelle pour s'occuper d'œuvres de religion et de charité.

Ces associations, font en procurant la sanctification de leurs membres exercent, sur les autres fidèles une influence très salutaire. Elles ne peuvent être érigées qu'en vertu de l'autorité épiscopale ; le plus souvent on les affilie à des *archiconfréries* qui leur communiquent leurs privilèges spirituels.

Parmi ces archiconfréries, les plus importantes et les plus connues sont celles du Sacré-Cœur, du Saint Sacrement, de la Sainte Vierge, du Saint Rosaire, de Notre Dame du Mont Carmel, de l'Immaculée Conception, du Saint Cœur de Marie et de la Bonne Mort.

Chacun peut choisir celle qui répond le mieux à son attrait.

Indépendamment des confréries proprement dites, il y a de nombreuses associations de piété pour les fidèles de toutes les conditions et de tous les âges, telles que les sociétés de *Saint Vincent de Paul*, les associations des *Mères chrétiennes*, des *Enfants de Marie*, des *Saints Anges*, de Saint Joseph.

Signalons tout spécialement l'*Association Catholique de la jeunesse française* qui s'efforce de grouper la jeunesse catholique de notre pays sous l'étendard de la Croix avec la devise : « *Piété, étude, action* »

IV

Union nationale des catholiques

Toutes ces associations sont excellentes pour maintenir et raviver la vie chrétienne.

Mais, pour résister aux attaques de la franc-maçonnerie, il est essentiel que tous les catholiques de France s'unissent autour de leurs évêques sur le terrain de la vie publique et nationale.

Léon XIII leur a plusieurs fois rappelé ce devoir ; les Encycliques *Immortale Dei* et *sapientiæ christianæ* en font ressortir l'importance.

Pie X, à son tour, après avoir proclamé dans sa première Encyclique la nécessité de former ainsi le parti de Dieu, a insisté sur cette obligation des catholiques de France, dans les encycliques qu'il leur a adressées au lendemain de la funeste loi de séparation.

Il l'a précisée plus nettement encore à l'occasion de la béatification de Jeanne d'Arc, qu'il a proposée aux catholiques français comme un modèle de patriotisme et de courage civique.

La grande œuvre de l'héroïne de Domremy a été de faire régner le Christ sur la France. Le Pape demande à nos catholiques de s'associer et de combattre vaillamment pour obtenir le triomphe de la même cause et pour sauver ainsi leur patrie.

Il faut donc qu'ils travaillent de concert à rendre à la France sa mentalité chrétienne en propageant des écrits catholiques, en développant partout l'enseignement chrétien et en ne donnant leur suffrage qu'à des hommes déterminés à rendre à l'Eglise sa liberté.

Résume de la morale sociale

Après avoir, dans une première section de la *Morale spéciale*, traité les questions relatives à la Morale *individuelle*, nous nous sommes occupés, dans la seconde section, de la

Morale *sociale*, qui a pour objet les devoirs qu'impose à l'homme sa condition de membre d'une société.

En six chapitres, nous avons étudié : 1° la *société humaine en général* ; 2° la *famille*, 3° l'*Etat* ; 4° l'*Eglise* ; 5° les *Rapports de l'Eglise et de l'Etat* ; 6° les sociétés *libres* ou *conventionnelles*.

I. *La société humaine en général*

1. Dans toute société, on distingue quatre éléments constitutifs : les *membres*, la *fin* ou *but*, l'*union* nécessaire, la *participation* de chacun aux avantages et aux inconvénients.

2. L'union des membres a pour principal lien l'autorité qui est essentielle à toute société et qui réside tantôt dans une seule personne, tantôt dans un groupe ou une assemblée. Cette autorité possède, dans une société parfaite, le pouvoir *législatif*, le pouvoir *judiciaire* et le pouvoir *exécutif*.

3. Le sophiste anglais Thomas Hobbes et Jean-Jacques Rousseau ont prétendu que la société n'a pour principe que le libre convention des hommes.

Léon XIII au contraire proclame que la société est une loi de la nature, ou plutôt de Dieu auteur de la nature : la faculté du langage, les sentiments du cœur, les besoins naturels de l'homme et l'expérience de tous les siècles établissent cette vérité fondamentale.

Trois sociétés sont nécessaires à l'homme : la *famille*, la *société civile*, et l'*Eglise*.

4. Il y a diverses sortes de sociétés : la société *simple* et la société *composée* ou formée de sociétés subordonnées ; la société *naturelle* à laquelle l'homme est appelé par sa nature, la société *surnaturelle* établie de Dieu pour élever l'homme à une destinée supérieure à sa nature et la société *libre*, provenant des libres conventions de l'homme ; la société *parfaite* qui trouve en elle-même tout ce qu'il lui faut pour atteindre sa fin et la société *imparfaite* qui a besoin pour cela de se rattacher à une société d'ordre supérieur ; la société *égale* dont l'autorité se trouve dans la collectivité et la société *inégale* dont l'autorité réside dans un seul membre ou dans quelques personnes déterminées.

II. *La famille*

La famille, constituée par le mariage, comprend les pa-

rents, les enfants et les serviteurs. Nous l'avons étudiée dans cinq articles : 1° Le mariage ; 2° devoirs des époux ; 3° devoirs des parents ; 4° devoirs des enfants ; 5° devoirs des serviteurs.

Le mariage

1. Les trois caractères du mariage sont : la *sainteté*, qui résulte de ce que cette union est un sacrement ; l'*unité*, qui exige que le mari n'ait qu'une épouse et la femme qu'un seul époux ; l'*indissolubilité*, en vertu de laquelle ce lien ne peut être rompu par aucune puissance humaine.

2. Parmi les empêchements *dirimants*, qui rendent le mariage nul de plein droit, signalons la parenté, l'affinité, l'infidélité, le défaut de consentement, l'engagement dans les ordres sacrés et la *clandestinité* ou défaut des formalités prescrites par le Concile de Trente, qui exige la présence du curé et de deux autres témoins.

Le défaut des bans, l'opposition des parents, le vœu de chasteté, la profession de l'hérésie et le temps prohibé sont des empêchements *prohibitifs* qui interdisent le mariage célébré dans ces conditions, sans toutefois le rendre nul.

3. Il faut se préparer au mariage par la prière, par un choix prudent et sage, par la confession et par la communion.

4. Les époux sont eux-mêmes les ministres du sacrement de mariage qu'ils doivent recevoir avec un grand esprit de foi et de piété.

5. Quoique saint et nécessaire à la société le mariage n'est obligatoire pour aucune personne ; il est inférieur à l'état de virginité qui dégage l'âme des sollicitudes terrestres et lui permet de s'adonner plus efficacement aux œuvres de charité.

Devoirs des époux

1. Les époux se doivent mutuellement le *respect*, l'*amour* et la fidélité.

2. Le mari doit protéger son épouse et gouverner sagement sa famille.

3. La femme doit obéissance à son mari ; elle a spécialement pour mission de diriger l'intérieur de la famille.

Obligation des parents

1. Le père a l'autorité dans la famille : il la partage avec

la mère. Tous les deux doivent *aimer* leurs enfants et pourvoir à tous leurs besoins spirituels et corporels.

2. L'éducation corporelle exige que les parents veillent sur la santé des enfants et leur procurent tout ce qui est nécessaire à leur entretien.

3. L'éducation morale et spirituelle implique la présentation des enfants au baptême, leur formation à la piété et aux habitudes de la vie chrétienne.

4. Les parents doivent leur faire donner une instruction sérieuse et, dans ce but, les placer dans une école chrétienne.

5. Ils sont tenus d'assurer l'avenir de leurs enfants en leur procurant un état de vie et en leur transmettant leurs biens en héritage.

Devoirs des enfants

Ces devoirs sont l'amour, le respect, l'obeissance, et l'assistance.

Devoirs des maîtres et des domestiques

1. Les maîtres doivent respecter la dignité de leurs domestiques, les aimer sincèrement et subvenir à leurs nécessités. Les domestiques de leur côté sont tenus d'obéir à leurs maîtres et d'exécuter ponctuellement leurs ordres.

2. Ils doivent n'imposer aux ouvriers qu'un travail raisonnable et modéré et leur donner un juste salaire.

III. *L'Etat*

Le chapitre relatif à l'Etat ou société civile comprend neuf articles : 1° Eléments de la société civile ; 2° Divers régimes politiques ; 3° Organisation politique de la France ; 4° Pouvoir législatif ; 5° Pouvoir judiciaire ; 6° Pouvoir exécutif ; 7° Devoirs des représentants et auxiliaires de l'autorité ; 8° Devoirs des citoyens ; 9° Droit de gens.

Eléments de l'Etat

1. Les membres de la société civile sont les *familles* dont l'association forme d'abord la *commune* ; plusieurs communes réunies forment le *département* ; et les départements ensemble constituent l'Etat.

2. La fin de l'Etat est de procurer le bonheur temporel des familles en leur assurant la paix et les commodités de la vie, et en ne s'éloignant jamais de la loi divine.

3. L'autorité, qui est le lien social, vient de Dieu, dont ceux qui l'exercent sont les représentants sur la terre.

4. Tous les membres de la société participent aux avantages sociaux et aux charges communes.

Régimes politiques

On distingue trois sortes de régimes politiques.

1. Le régime *monarchique*, dans lequel une seule personne exerce l'autorité, est *héréditaire* ou *électif*; *absolu*, *tempéré* ou *constitutionnel*. Dans ce dernier cas le souverain est soumis à une *constitution* qui l'oblige à confier le gouvernement à des ministres responsables devant les représentants du pays.

2. Le régime *aristocratique* confie l'autorité à une élite de citoyens.

3. Le régime *démocratique* est celui dans lequel le peuple choisit périodiquement les représentants de l'autorité.

4. Chaque régime a ses avantages et ses inconvénients : l'essentiel c'est que la législation et les représentants du pouvoir s'inspirent toujours des principes de la justice.

Organisation politique de la France

1: La France comprend 86 départements et les Colonies. Chaque département est divisé en *arrondissements*, *cantons*, et *communes*.

La commune est administrée par un maire, aidé d'un adjoint et de conseillers municipaux qui votent le budget.

Le canton est formé de plusieurs communes et nomme un conseiller général et un conseiller d'arrondissement.

L'arrondissement est administré par un sous-préfet nommé par le gouvernement ; le chef-lieu est ordinairement le siège d'un tribunal de première instance.

Le département est une vraie société ayant la personnalité civile. Le préfet, qui l'administre, est nommé par le gouvernement : il est assisté d'un conseil de préfecture et contrôlé par le *Conseil général*, qui nomme une commission départementale.

Il y a en France 23 cours d'appels, 20 corps d'armées, 16 académies et 5 arrondissements maritimes.

2. Jusqu'en 1792, la monarchie héréditaire a été le régime traditionnel établi en France. La Convention proclama

la République, et pendant la période révolutionnaire, les Constitutions se succédèrent les unes aux autres, souvent sans être appliquées.

La Constitution de l'an VIII a donné naissance à l'organisation administrative actuelle de la France : elle fut remplacée en 1804 par la Constitution impériale dont elle était la préparation.

La France a été ensuite successivement sous le régime des Chartes de 1814 et 1815, de la Constitution, Août 1830, de celle de 1849, de la Constitution impériale de 1852 et de la Constitution de 1875, qui divise le pouvoir entre le Président de la République, le Sénat et la Chambre.

Pouvoir législatif

1. Le domaine de la loi comprend les droits, les contrats et les biens de toute sorte.

2. L'Etat est limité, en faisant des lois, par la loi divine, par le bien général et par les droits des citoyens, des communes et des autres Etats.

3. Le législateur doit s'attacher à maintenir la paix sociale à pratiquer la justice distributive et à se conformer aux règles de la prudence.

Pouvoir judiciaire

1. Le pouvoir judiciaire a pour mission d'interpréter les lois et de juger si les actes des citoyens leurs sont conformes.

2. La justice est rendue par les juges de paix ; par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel. Le personnel judiciaire comprend les juges, le procureur de la République et son substitut, les procureurs généraux et les avocats généraux ; il faut y rattacher aussi les avocats, les avoués, les greffiers, les huissiers et les témoins.

3. La Cour de cassation, est un tribunal suprême qui siège à Paris et qui peut casser les sentences rendues par les cours d'appel.

4. Les tribunaux administratifs ont pour mission de juger les différends entre les particuliers et les représentants de l'autorité publique : le *Conseil de préfecture* remplit cette fonction dans chaque département et le *Conseil d'Etat* peut réviser les décisions du Conseil le préfecture. Le *Tribunal des conflits* décide, en cas de contestation, si les affaires

doivent être jugées par les tribunaux ordinaires ou par les tribunaux administratifs.

5. Les tribunaux spéciaux sont les conseils de guerre pour les militaires, les tribunaux de commerce pour les affaires commerciales, lès Conseils de prud'hommes pour les contestations entre patrons et ouvriers, le conseil départemental, le Conseil académique et le Conseil supérieur pour l'Instruction publique.

6. Les jurés sont des citoyens appelés à juger les affaires criminelles, les arbitres sont choisis pour trancher divers différends.

7. Les juges doivent avant tout être intègres, impartiaux et indépendants ; leur fonction leur interdit d'accepter aucun présent des personnes qu'ils ont à juger.

8. Les *notaires* se rattachent au pouvoir judiciaire, dont les sentences sont le plus souvent basées sur leurs actes ; ils ont une mission sociale importante.

Pouvoir exécutif

1. Le pouvoir exécutif est chargé de l'exécution des lois : il est confié en France au Président de la République et au Conseil des ministres.

2. Le président de la République est élu pour sept ans ; il dispose de la force armée ; il choisit les ministres et nomme les fonctionnaires.

3. Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres. Le ministre de la *Justice* ou Garde des sceaux dirige le personnel judiciaire ; le ministre de l'*intérieur* est préposé aux préfets, aux maires, au personnel administratif, à la gendarmerie et à la police ; le ministre de l'*Instruction publique* nomme et révoque le personnel de l'Instruction publique ; celui des *Travaux publics* dirige les travaux publics, comme routes, ponts, canaux, ainsi que le service des postes, télégraphes, et téléphones ; ceux de l'*Agriculture*, du *Commerce* et du *Travail* sont préposés à ces trois branches de la vie nationale ; le ministre des *Finances* surveille la perception des impôts directs et indirects, ainsi que l'Enregistrement et la Cour des comptes ; le ministre des *affaires étrangères* s'occupe des relations avec les autres puissances et a sous ses ordres les agents diplomatiques et les consuls ;

le ministre de la *guerre* est préposé à l'armée de terre qui comprend l'armée active, la réserve de l'armée active, l'armée territoriale et la réserve de l'armée territoriale ; le ministre de la *marine* est le chef de l'armée de mer, et le ministre des *Colonies* administre les colonies françaises.

4. Le pouvoir exécutif a le droit de percevoir les impôts, de recruter des soldats et d'infliger aux violateurs de la loi et aux perturbateurs de l'ordre public les punitions qu'ils méritent et même, s'il y a lieu, la peine de mort.

5. Ses devoirs comprennent la *fidélité* à appliquer les lois et les sentences de la justice ; la *force* pour contraindre les rebelles à observer la loi ; l'*humanité* pour tempérer par la bonté l'usage de la force.

Devoirs des représentants et auxiliaires de l'autorité

1. Les citoyens sont tenus de ne donner leur suffrage qu'à des représentants disposés à rendre la législation conforme à la loi de Dieu ; ceux qui le peuvent doivent solliciter dans ce but un mandat législatif ; les sénateurs et les députés ne peuvent voter en conscience que des lois justes et utiles.

2. Les avocats doivent étudier les causes dont ils sont chargés, ne pas soutenir en matière civile des causes injustes et ne jamais recourir au mensonge ou à la supercherie.

Les avoués, les huissiers, les greffiers et les notaires sont tenus de bien remplir toutes les formalités légales, et d'être exacts dans les moindres détails.

Les témoins sont obligés à prêter serment et à ne rien dire contre la vérité.

3. Les agents du pouvoir exécutif sont tenus d'être fidèles, fermes et bons. Les chefs doivent donner le bon exemple, être bien au courant de leur service, et traiter leurs subordonnés avec justice et bonté ; le devoir des employés est d'être ponctuels, discrets et attachés aux intérêts dont ils ont la garde.

Devoirs des citoyens

1. Le citoyen doit aimer sa patrie et s'efforcer de lui conserver le patrimoine de la vérité.

2. Le service de la patrie impose le paiement des impôts, les charges militaires et surtout le devoir électoral qui exige qu'on ne vote jamais pour un candidat hostile à la religion.

3. Le respect de l'autorité veut qu'on obéisse au pouvoir établi, alors même que sa légitimité serait suspecte, toutes les fois qu'il ne commande rien d'injuste : mais on ne peut pas lui obéir, s'il demande des choses contraires à la loi divine.

Droit des gens

1. Chaque Etat a droit naturellement à sa conservation, à son progrès et à sa liberté ; il a droit également au respect des biens qu'il a légitimement acquis et des contrats conclus avec lui.

2. La justice oblige tous les Etats à respecter ces droits chez les autres peuples ; la charité les oblige en outre à les assister dans leur détresse, à conclure avec eux des traités de commerce et à les protéger, s'ils le demandent, contre l'oppression ou l'anarchie.

3. Si des contestations se produisent entre les Etats, le mieux serait de recourir à l'arbitrage du Pape ; mais souvent il n'y a d'autre solution que la guerre, qui doit toujours être juste et respectueuse des lois imposées par le droit des gens.

IV. L'Eglise

Ce chapitre comprend cinq articles : 1° Eléments sociaux de l'Eglise ; 2° divinité de l'Eglise ; 3° hiérarchie ecclésiastique ; 4° ordres religieux ; 5° devoirs envers l'Eglise.

Eléments sociaux de l'Eglise

1. Toute personne qui possède la nature humaine est appelée à faire partie de l'Eglise, dont elle devient membre par le baptême.

2. L'Eglise a pour fin de conduire les hommes à leur bonheur suprême : aussi est elle visible et accessible à tous.

3. Elle a pour chef le Pontife romain, docteur infaillible, souverain prêtre, jouissant du pouvoir législatif, judiciaire et exécutif.

4. Les membres de l'Eglise participent à la vérité qu'elle répand, aux mérites de Jésus-Christ et des saints, à la messe à l'Eucharistie, aux sacrements, aux sacramentaux, aux fruits de la prière liturgique. Ils reçoivent aussi beaucoup de bienfaits d'ordre temporel.

—o—

L'Eglise l'emporte sur les autres sociétés par son origine,

par son étendue, par sa destination, par l'autorité de son chef et par l'abondance des biens qu'elle procure.

Divinité de l'Eglise

L'Eglise porte quatre marques principales de sa divinité : 1° Son *unité* de gouvernement, de doctrine et de communion depuis sa fondation, malgré les pouvoirs conjurés.

2° Les principes de sanctification qu'elle possède, les saints qu'elle produit, les œuvres qu'elle accomplit, ou sa *sainteté*.

3° Sa *catholicité* ou diffusion dans tous les temps et dans tous les lieux, quoiqu'elle soit en butte aux plus violents assauts des forces et des passions humaines.

4° Son *apostolicité* qui la rattache directement aux Apôtres et à Jésus-Christ.

Hiérarchie ecclésiastique

1. La hiérarchie est formée de tous ceux qui exercent dans l'Eglise un pouvoir quelconque ; on les appelle *clercs*.

Il y a la hiérarchie d'*ordre* et la hiérarchie de *juridiction*.

2. La hiérarchie d'ordre embrasse les *évêques* qui possèdent la plénitude du sacerdoce, les *prêtres* qui peuvent célébrer la messe et absoudre, les *ministres* comprenant les *diacres*, les *sous-diacres* et les quatre ordres-mineurs d'*acolythe*, *exorciste*, *lecteur*, *portier*.

3. Au degré supérieur de la hiérarchie de juridiction, se trouve le Pape, Vicaire de Jésus-Christ sur la terre. Ses insignes sont la *tiare*, symbole de sa triple autorité de roi, de docteur et de pasteur ; la *férule*, marque de sa juridiction sans limite ; la *sedia*, le *dais*, le *trône*, la *croix papale*, l'*écusson*, l'*anneau* du pêcheur, les *mules*, la *falda* et le *fanon*, emblèmes de sa divine autorité.

Les *cardinaux*, divisés en trois ordres, sont les auxiliaires du Pape, qu'ils sont chargés d'élire lorsque le siège est vacant. Ils ont pour insignes la *calotte rouge*, la barette *rouge* et le chapeau *rouge* : ils sont Princes de l'Eglise et forment le *Sacré Collége*.

Les représentants du Pape auprès des gouvernements sont appelés *nonces apostoliques* et, s'ils appartiennent au Sacré Collège, *légats à latere*.

Les *Vicaires apostoliques* sont des évêques et les *Préfets apostoliques* des prêtres qui exercent les uns et les autres leur judiction au nom du Pape dans les pays où la hiérarchie n'est pas organisée.

Les *patriarches* exerçaient autrefois leur juridiction sur plusieurs provinces ; les *primats* occupaient le premier rang parmi les évêques de leur pays : actuellement ces titres ne sont qu'honorifiques.

Les *archevêques* sont placés à la tête des évêques d'une province ; ils ont pour insignes le pallium et la croix portée devant eux.

Les évêques *résidentiels* gouvernent un diocèse; les *coadjuteurs* les aident avec future succession ; les *auxiliaires* les secondent dans leur ministère ; les *titulaires* n'ont que le titre d'évêque sans administration de diocèse.

Les évêques résidentiels ont pour emblème le *trône*, le *chapeau pontifical*, l'*ombrellino* et l'*écusson*, symboles de leur dignité ; l'*anneau* marque leur union à leur église ; la *croix* leur juridiction sur le diocèse.

Les *Vicaires généraux* les secondent dans l'administration de tout le diocèse.

Le chapitre cathédral est formé de *chanoines* qui remplissent le devoir de la prière publique dans l'église épiscopale et qui, en cas de mort de l'évêque, nomment l'administrateur du diocèse.

Les *prélats* comprennent les *abbés*, placés à la tête des monastères, les *protonotaires apostoliques*, les *camériers* et divers employés de la Cour pontificale.

Les *curés* sont appelés à administrer une paroisse ; les *vicaires* les secondent dans ce ministère ; les *chapelains* font le service d'une chapelle.

A défaut de clercs, on emploie des laïques pour le culte, notamment des sacristains, des suisses, des bedeaux et des enfants de chœur.

Ordres religieux

1. Un ordre religieux se compose de personnes qui font les trois vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance et suivent une même règle de vie approuvée par le Saint-Siège.

2. Les moines s'établirent d'abord en Orient, sous la direction d'un abbé. Saint Basile fit une règle modèle. En

Occident, la règle de saint Benoit devint le code de la vie monastique. Celle de saint Augustin a servi de base à l'Ordre des frères Prêcheurs et à plusieurs autres ordres. Saint François fonda ses trois Ordres au XIII^e^ siècle. C'est alors que fleurissent les Ordres mendiants ; au XVI^e^ siècle paraissent les Clercs réguliers, spécialement la Compagnie de Jésus.

3. Les Eudistes, les Prêtres de la Mission, les Frères des Ecoles chrétiennes et plusieurs instituts sont fondés au 17^e^ siècle et aux deux siècles suivants pour les missions ou l'enseignement.

4. De nombreuses congrégations de femmes s'établissent à partir du 17^e^ siècle pour l'enseignement des jeunes filles et pour les œuvres hospitalières.

Les ordres religieux réalisent la sanctification de leurs membres et procurent au monde de nombreux avantages spirituels et des bienfaits temporels considérables.

6. Le tiers ordre franciscain est un ordre séculier dont les membres pratiquent la vie chrétienne dans le monde.

Devoirs envers l'Eglise

1. Les fidèles doivent au Pape amour, respect, obéissance et assistance. Ils ont des devoirs analogues à l'égard de leur évêque et de leur curé.

2. Les clercs engagés dans les ordres sacrés sont obligés de garder la chasteté toute leur vie, de réciter chaque jour l'office divin, de porter la tonsure et l'habit ecclésiastique et de s'abstenir de fonctions ou travaux incompatibles avec la sainteté de leur état.

Les évêques doivent résider dans leur diocèse, le visiter régulièrement, prêcher, administrer la confirmation et l'Ordre, fonder des écoles catholiques, garder fidèlement les biens ecclésiastiques confiés à leur sollicitude.

Les chanoines sont tenus de résider dans la ville épiscopale, d'assister au chœur et aux assemblées du chapitre.

Les curés doivent résider dans leur paroisse, prier pour leurs paroissiens, leur prêcher les dimanches et fêtes, faire le catéchisme aux enfants, préserver leurs paroissiens et surtout les enfants du scandale des mauvaises doctrines.

V. Rapports de l'Eglise et de l'Etat

1° L'Eglise est une société parfaite aussi bien que l'Etat : elle s'occupe des choses spirituelles, tandis que l'Etat s'occupe des choses temporelles. Les deux sociétés ont pour membres les mêmes personnes.

2° Le libéralisme prétend soustraire l'Etat à l'autorité divine. Le libéralisme absolu regarde l'Etat comme une sorte de divinité, libre de faire ce qui lui plait ; le libéralisme *mitigé* proclame l'indépendance absolue de l'Etat en regard de l'Eglise et admet tout au plus la suprématie du Dieu des rationalistes ; le libéralisme prétendu *catholique* fait profession de reconnaitre l'enseignement de l'Eglise, mais, en pratique, il regarde comme mieux adapté aux nécessités contemporaines le régime où l'Etat ne reconnait aucune religion

II. La nécessité de l'union des deux sociétés est proclamée par le Saint Siège qui compare cette union à celle de l'âme et du corps. L'Etat en effet est obligé de rendre un culte à Dieu, et l'Eglise seule peut déterminer ce culte ; l'Etat sans l'Eglise se désagrége et se corrompt comme un corps sans âme.

Cette union avec l'Eglise est particulièrement imposée à la France par ses traditions nationales.

3° Les deux puissances sont souveraines, chacune dans sa sphère ; mais comme la recherche du bonheur temporel de l'homme ne doit jamais l'éloigner de sa fin suprême, il faut que l'Etat soit subordonné à l'Eglise, qui a seule qualité pour lui tracer ses devoirs. Cette subordination agrandit le pouvoir civil et protège les peuples contre le despotisme.

4° L'Etat est tenu de reconnaitre la divinité de l'Eglise, de ne pas mettre obstacle à son action bienfaisante et de seconder son œuvre d'évangélisation.

5° Souvent les rapports des deux puissances sont réglés par un Concordat. En France, il y a eu Concordat entre François Ier et Léon X et plus tard entre Bonaparte et Pie VII.

6° Quoi qu'investi du pouvoir spirituel, le Pape peut exercer aussi une puissance temporelle ; celle-ci lui est nécessaire pour la complète indépendance de son autorité spirituelle.

7° La franc-maçonnerie, depuis plus de 150 ans, assujétit les Etats à sa tyrannie pour les soustraire à la direction bienfaisante de l'Eglise. Cette société ténébreuse a été fondée au seizième siècle pour lutter contre le catholicisme et pour maintenir les intelligences sous le joug de l'hérésie arienne.

VI. *Sociétés libres*

Sous le titre de sociétés libres nous comprenons : 1° les sociétés proprement dites ; 2° les mutualités ; 3° les syndicats professionnels ; 4° les associations.

Sociétés

1. Les sociétés proprement dites résultent du contrat de plusieurs personnes qui mettent quelque chose en commun pour partager un bénéfice.

2. Les sociétés *civiles* sont universelles ou particulières.

Les sociétés *commerciales* ont pour objet des actes de commerce ; elles comprennent les sociétés en *nom collectif*, en *commandite*, *anonymes*, à *capital variable* ou *coopératives* et les associations en participation.

Les compagnies sont des sociétés organisées pour les grandes entreprises.

3. Les membres d'une société doivent verser exactement l'apport qu'ils ont promis, ne jamais employer à leur profit personnel les ressources de la caisse commune et partager dans une juste proportion les bénéfices et les pertes.

Les administrateurs doivent veiller à l'accomplissement des prescriptions légales et se conformer toujours aux règles de la justice et de la loyauté.

Mutualités

1. Les sociétés de secours mutuels procurent à leurs membres des secours pour les temps de maladie ou de vieillesse.

On distingue les sociétés libres, les sociétés approuvées, et les sociétés d'utilité publique.

2. Les assurances mutuelles ont pour but de garantir, par une souscription de tous, les propriétaires d'une même commune contre divers désastres éventuels.

3. La caisse rurale est une société de crédit entre les habitants de la même commune à la campagne ; elle est basée sur la responsabilité illimitée de tous ses membres.

Syndicats professionnels

1. Les syndicats professionnels font revivre les anciennes corporations ouvrières en les accommodant à notre époque.

2. Ces syndicats comprennent les membres d'une même profession ; ils sont *simples* s'ils ne groupent que des patrons ou des ouvriers ; *mixtes*, s'ils réunissent les uns et les autres.

Pour fonder un syndicat, il faut en déposer à la mairie les statuts avec les noms des administrateurs.

3. Les syndicats ne doivent exercer aucune contrainte pour se recruter ; les administrateurs sont tenus de se conformer aux principes de la justice.

Les syndiqués demeurent libres de quitter l'association en versant leur cotisation de l'année courante.

Associations

1. Toute mise en commun de connaissances et d'activité dans un but autre que le partage de bénéfices est comprise sous le terme juridique d'*association*.

On distingue les associations *libres*, les associations *déclarées* et les associations d'*utilité publique*.

2. Par une contradiction manifeste, la loi qui autorise les associations interdit les congrégations religieuses.

3. Les associations pieuses et les confréries sont devenues légales par suite de cette même loi.

4. Le Pape a particulièrement invité les catholiques à se grouper sous la direction de leurs évêques en une vaste association nationale pour la défense de la foi.

Questionnaire

Comment se divise la morale ? Quel est l'objet de la première partie ? — de la seconde partie ? Quelles sont les deux sections de la troisième partie ? Qu'est-ce que la morale sociale ? Comment se divise la morale sociale ?

CHAPITRE I. *La Société en général*

1. Quels sont les quatre éléments constitutifs d'une société ? A quoi peut-on comparer la société ?

II. D'où vient l'union des parties du corps humain? Qu'est-ce que l'autorité sociale ? Montrez la nécessité d'une autorité sociale — Cette autorité existe-t elle dans toutes les sociétés ? Est-il nécessaire qu'elle réside dans une seule personne ? Quel est le triple pouvoir de l'autorité sociale ?

III. Que savez-vous de Thomas Hobbes ? Quel est son système sur l'origine de la société ? Qu'entend-il par Léviathan ? Quelle est la doctrine de Jean Jacques Rousseau sur l'origine de la société ? Que faut-il penser de ce sophiste ?

Quelle est la doctrine catholique sur la destination sociale de l'homme ? Prouvez cette destination par la faculté du langage, par les désirs naturels et par les besoins de l'homme. L'homme peut-il se suffire à lui-même ? Que montre à ce sujet l'observation des divers pays et des diverses époques de l'histoire ? Quelles sont les sociétés nécessaires à l'homme ? En quoi a-t-il besoin de la société domestique ? Pourquoi lui faut-il aussi la société civile ? Qu'est ce que la cité ? N'y a-t-il pas une troisième société nécessaire à l'homme ? Quelle différence y a-t-il entre l'Eglise et les deux sociétés qui précèdent ?

IV. Qu'entendez vous par les sociétés simples et les sociétés composées ? Les sociétés simples conservent-elles leur autonomie en formant une société composée ?

Qu'entendez-vous par la société naturelle ? — surnaturelle ? — libre ?

Quelle différence y a-t-il entre une société parfaite et une société imparfaite ? — En quoi consistent les sociétés égales et inégales ?

CHAPITRE II. — *La famille.*

Pourquoi la famille est-elle appelée société domestique ? Pourquoi est constituée la famille? Montrez dans la famille les divers éléments d'une société. Comment se divise ce chapitre sur la famille ?

Le mariage

I. Qu'est-ce que le mariage ? Que prouve cette définition ? Quel est le chef de la famille ? Par qui l'homme est-il aidé dans l'accomplissement de sa mission ?

Que comprend cette étude sur le mariage ?

Signalez trois caractères du mariage.

Qui l'a établi ? Quand fut-il institué ? Comment a-t-il été de tout temps considéré ? A quelle dignité Jésus-Christ a-t-il voulu élever le mariage ? De quelle alliance ce sacrement est-il le symbole ?

Comment les sectaires ont-ils outragé la foi catholique, au sujet du mariage ?

A qui appartient le droit de régler les conditions du mariage?

Que faut-il penser de ce qu'on appelle le mariage civil ?

En quoi consiste l'unité du mariage ? Que tolérait la loi mosaïque ? L'époux survivant peut-il légitimement contracter une nouvelle alliance après la mort de l'autre ? Comment la raison exige-t-elle l'unité du mariage ? Qu'entendez-vous par l'*indissolubilité* du mariage ? Que tolérait à ce sujet la loi mosaïque ? Cette tolérance peut-elle exister chez les chrétiens ? Quels seraient les tristes fruits du *divorce* ? L'Eglise peut-elle autoriser la séparation momentanée des époux ? Peut-on dans ce cas contracter une alliance nouvelle ?

II. A quoi faut-il faire attention avant de recevoir le sacrement de mariage ? Combien y a-t-il de sortes d'empêchements au mariage ?

Quel est l'effet des empêchements dirimants ? — Enumérez les principaux. — Que comprend la parenté ? — Jusqu'à quel degré est-elle un empêchement ? — Comment compte-t-on ces degrès ? Quelle différence y a-t-il entre la manière de compter d'après le droit ecclésiastique et d'après le code civil français ? — A quoi s'étend encore l'empêchement de parenté ?

En quoi consiste l'empêchement d'*infidélité* ?

Que penser d'un mariage contracté par *force* ou par *erreur* ?

Quelles sont les catégories de personnes qui ne peuvent pas se marier validement ? — Le *divorce* prononcé par les tribunaux permet-il de contracter une nouvelle alliance ?

Qu'appelle-t-on mariages clandestins ? — Quelles sont les formalités exigées par le concile de Trente au sujet du mariage ?

L'Eglise peut-elle dispenser de certains empêchements ? Doit-on facilement demander des dispenses ?

Qu'entend-on par empêchement prohibitifs ? — Quels sont les principaux empêchements prohibitifs ? — Peut-on se marier entre catholiques et hérétiques ?

III. Quelle est la première préparation au mariage ? — Que doit-on surtout rechercher dans la personne avec laquelle on désire s'unir ? — Comment Guillaume Pérauld résume-t-il ce qu'il faut faire avant le mariage ? — Que dit-il de la famille, de la condition et de l'intention ?

Que doivent faire les deux époux une fois le jour du mariage fixé ? — Pourquoi faut-il se confesser et communier ?

IV. Qu'est ce qui constitue le sacrement de mariage ? — Comment le chrétien envisage-t-il ce contrat ? Quels sont les ministres du sacrement de mariage ? Comment ce sacrement est-il donné ?

Quelle est la première condition exigée par le Concile de Trente pour le mariage ?

Pourquoi l'Eglise accompagne-t-elle de cérémonies la réception de ce sacrement ?

De quoi l'anneau des époux est-il le symbole ?

Que font les deux époux au moment où ils prononcent leur consentement ? — Que fait le prêtre ? — Quelles paroles prononce-t-il ?

Que fait ensuite l'époux ? — Comment se termine la cérémonie ? — Que remarquez-vous de particulier pendant la messe de mariage ?

V. Le mariage est-il obligatoire ?— Qu'enseigne l'Eglise au sujet de l'excellence de la virginité ? — Montrez que cette doctrine résulte de la vraie destinée de l'homme. — Rappelez les services rendus à la société par l'état de virginité. — Comment saint Paul résume-t-il la triple excellence de la virginité ? — En quoi cette excellence resplendit-elle dans la sainte famille de Nazareth ?

Devoirs des époux

I. Comment peut on diviser les devoirs des époux ? — D'où résultent les devoirs communs des époux ? — Comment s'appelle le lien moral qui les unit ? — Combien distinguez-vous de sortes d'amour ? — Qu'est ce que l'amour instinctif ? — Quel en est le mobile ?

En quoi consiste l'amour rationnel ? — Pourquoi doit-il se trouver dans les époux chrétiens ? — Que dit à ce sujet l'apôtre St Paul ? — Quel type d'amour conjugal propose-il ?

Quel est le mobile de l'amour du Sauveur pour son Eglise? Qu'elle est la première qualité de l'amour des époux ? Quels devoirs impose un amour véritable soit au mari soit à la femme ?

Quel est le second caractère de l'amour des époux ? Quels sont les devoirs qui en résultent pour les époux chrétiens ?

Quelle doit être la troisième qualité de l'amour conjugal ? Pourquoi ? Quelle est la condition de la fidélité ? Qu'arrive-t-il lorsque les époux s'aiment chrétiennement ? Quelle est la conséquence du support mutuel ?

II. Quelle est la fonction du mari dans la famille ? Quels devoirs particuliers lui sont imposés à ce titre ?

III. Quels sont les devoirs de la femme à l'égard de son époux? Que dit Saint Paul à ce sujet? De quelle pensée doit s'inspirer son obéissance ?

Qu'est-ce qui la caractérise ? Par quoi est déterminé le rôle de la femme dans la famille ? Quels sont les devoirs qu'elle est tenue d'y remplir ?

Obligations des parents

I. Comment peut-on définir la famille ? Qu'est-ce qui

est indispensable à toute société ? A qui appartient d'abord l'autorité ? A qui le père la communique-t-il ? Quelle est la première obligation des parents ? Qu'est-ce qui guide l'amour paternel ? Quel est le caractère particulier de l'amour maternel ?

II. A quoi sont tenus les parents pour l'éducation corporelle de leurs enfants? Quelles sont à ce sujet les obligations d'une bonne mère ?

III. A quoi sont tenus les parents pour l'éducation morale et religieuse de leurs enfants? Que faut-il penser du système de Jean-Jacques Rousseau sur l'enseignement religieux ?

IV. A qui appartient le choix d'une école ? Quels sont les droits de l'Etat et de l'Eglise au sujet des écoles ?

A quoi sont obligés les parents par rapport à l'école ?

V. Que doivent faire les parents pour l'avenir de leurs enfants ? Que faut-il penser du droit d'aînesse ?

Devoirs des enfants

Quels sont les devoirs des enfants envers leurs parents ? Que remarquez-vous au sujet du devoir de l'obéissance ?

Maîtres et domestiques

I. Qu'entendez-vous par les domestiques? En quoi consistait autrefois l'esclavage ? Quels sont les devoirs réciproques des maîtres et des serviteurs ?

II. Quels sont les devoirs des maîtres et des ouvriers ?

CHAPITRE III. — *La société civile*

Comment se divise ce chapitre sur la société civile ?

Eléments de la société civile

I. Quels sont les membres de la société civile? Qu'est-ce que la commune ? Est-elle une société parfaite? Qu'est-ce que l'Etat ? — la nation ? Quels noms emploie-t-on pour désigner le premier élément de la société civile ?

II. Quelle est la fin de l'Etat ? Quelles sont les trois conditions que la société civile doit chercher à réaliser ?

III. Qu'est-ce qui unit les divers éléments de l'Etat ? Quel est le triple pouvoir de l'autorité ? A qui remonte l'autorité ? Préciser à ce sujet la doctrine catholique.

IV. Quels sont les avantages et les charges auxquels participent tous les citoyens ?

Régimes politiques

Qu'appelez-vous « régimes politiques ? » L'autorité sociale varie t elle ? Comment peut-elle être exercée ?

Quels sont les trois principaux régimes politiques ?

I. D'où vient le mot *monarchie*? En quoi consiste ce régime? Combien distinguez-vous de régimes monarchiques, au

point de vue de la transmission du pouvoir ? Qu'est-ce que la monarchie élective ? Qu'est ce que la monarchie héréditaire ?

Quelles sont les diverses sortes de monarchies par rapport à l'exercice du pouvoir ?

Qu'entendez-vous par la monarchie absolue ? la monarchie tempérée ?

En quoi consiste la monarchie *représentative* ? Pourquoi l'appelle-t-on ainsi ?

Que fait le roi dans ce régime ? Combien distinguez-vous de chambres ? Qu'est-ce que la Constitution ? Quel nom lui donne-t on quelquefois ?

Qui fait exécuter les lois ? Qui est *responsable* et irresponsable ?

A qui appartient en réalité le pouvoir dans le régime représentatif ? Que nous apprend l'expérience au sujet des assemblées politiques ?

II. En quoi consiste le régime aristocratique ? Qu'est-ce qu'une oligarchie ?

III. En quoi consiste le régime démocratique? Combien distingue-t-on de sortes de démocraties ? Qu'est-ce que la démocratie tyrannique ? Qui gouverne avec ce régime ? En quoi consiste la démocratie honnête ? Quelles sont les conditions nécessaires à son fonctionnement ?

IV. D'où dépend surtout le bonheur d'une société? Quel est, d'après saint Thomas. l'idéal d'un régime politique ? Que pense ce docteur de la forme monarchique et de la démocratie ? Quel est à ce sujet la doctrine catholique ?

Organisation politique de la France

Comment est divisée la France ? Comment se divise chaque département ?

Qu'est-ce que la commune ? Par quelle loi est réglé le fonctionnement des communes ?

Combien y-at-il de conseillers municipaux ? Pour combien de temps sont-ils élus ? Quelles sont les conditions requises pour être électeur et pour être conseiller ? Comment élit-on le maire et ses adjoints ?

Quelles sont les fonctions du maire? Célèbre-t-il les mariages ? Quand se réunit le conseil municipal ? Que fait-il ? D'ou proviennent les recettes ? En quoi consistent le dépenses ?

La commune a-t-elle le droit de posséder ? Depuis quand sa liberté est-elle restreinte ? Signalez un droit dont la commune est actuellement privé.

Y a-t-il des sociétés plus étendues que la commune ? Qu'est-ce qu'un canton ? Le canton est-il une vraie société ? Y a-t-il quelques liens entre les communes d'un même can-

ton ? Quels sont les représentants élus par les diverses communes d'un même canton ?

Qu'est-ceque le canton au point de vue judiciaire ? Quelles sont les attributions du juge de paix ? Que remarquez-vous encore au sujet du chef-lieu de canton ?

Qu'est-ce que l'arrondissement ? Qui se trouve au chef lieu de l'arrondissement ? Quelles sont les fonctions des sous-préfets ? Que fait le conseil d'arrondissement ?

Quel tribunal y a-t-il ordinairement dans le chef-lieu d'arrondissement ? Quel est le nombre des juges dans le tribunal de première instance ? Qu'entendez-vous par le juge d'instruction ? Quelles sont les affaires dont s'occupent les tribunaux de première instance ? A quoi s'arrête leur compétance en matière criminelle ? Pourquoi ces tribunaux sont-ils ainsi nommés ?

Qu'est-ce que le département ? A qui semblerait revenir le choix du préfet dans une république ? Par qui est-il nommé ? Qu'en résulte-t-il ? Que fait le préfet, comme représentant de l'Etat ? De qui est-il assisté ? Par qui sont choisis les membres du Conseil de préfecture ? Quelles sont les attributions de ce conseil ? Quel est l'office du préfet, comme chef du département ?

Par quoi est tempérée l'autorité du préfet ? Quelle est l'influence qui amène souvent le choix des conseillers généraux ? Quel est le rôle du conseil général ? Combien de sessions a-t-il chaque année ?

Qu'est-ce que la commission départementale ?

Où est formée habituellement la cour d'assises ? Combien de fois se réunit-elle chaque année ? Par qui est-elle présidée ? Que remarque-t-on à côté de la cour proprement dite ? Qui sont les jurés ? Quelle est leur mission ?

Quelles sont les divisions de l'Etat, autres que le département ? Qu'embrasse la division judiciaire ? — la division militaire ? — la division universitaire ? — la division maritime ?

II. Quel était autrefois le régime politique de la France ? Que remarquez-vous dans la loi salique? Comment fut consacrée l'autorité de Pépin le Bref ? Que fit Hugues Capet à son avènement ? Quelle fut la conséquence de l'hérédité des fiefs ? Comment les rois s'appuyèrent-ils sur la démocratie ? Que fit saint Louis ? Que remarquez-vous au sujet de Philippe-le-Bel ? Comment les Etats généraux interprétèrent-ils la loi salique ? Que fit Jeanne d'Arc auprès de Charles VII ? Qu'est-ce qui se produisit au XVI^e^ siècle ? Comment se prépara la monarchie absolue ? Quelle fut la grande faute de Louis XIV ? Que doit-on reprocher à Louis XV et à Louis XVI ? Quelles étaient, sous l'ancienne monarchie, les lois fondamentales du royaume ?

Quelles furent les constitutions de la période révolutionnaire ? Que remarquez-vous sur celles de 1791 et 1793 ? Que savez-vous de la constitution de l'an III ?

Que savez-vous de la Constitution de l'an VIII ? Par quelle Constitution fut-elle remplacée ? Que proclamait la Charte de 1814 ? Que remarquez-vous sur les Constitutions de 1830, de 1849 et du second Empire ?

Quelle est la Constitution actuellement en vigueur ? Comment les pouvoirs publics sont-ils divisés ? En qui réside la souveraineté ? Par qui la nation l'exerce-t-elle ?

Pouvoir législatif

Qui participe au pouvoir législatif ?

I. Quel est le domaine du pouvoir législatif ?

II. Quelles en sont les limites ? Pourquoi ses lois doivent-elles être conformes à la loi de Dieu ? Comment le législateur doit-il respecter les droits des citoyens et des autres sociétés ? Pourquoi est-il limité par le bien général ?

III. Quel est le grand devoir du législateur ? Qu'exige la paix sociale ? La loi peut-elle proscrire tous les vices ? Que doit-elle prescrire par rapport aux ennemis du dehors ?

Rappelez les trois principes de la justice distributive ? Quelles sont les principales règles auxquelles doit se conformer le législateur ?

Pouvoir judiciaire

I. Pourquoi le pouvoir judiciaire est-il ainsi appelé ? En quoi consiste-t-il ? Comment est-il une conséquence du pouvoir législatif ? Doit-il être exercé par les mêmes personnes ? Quel est le rôle des citoyens investis du pouvoir judiciaire ? Comment le divisez-vous ?

II. Quel est l'office du Juge de paix ? Qu'est-ce que le tribunal de première instance ? Qu'entendez-vous par les cours d'appel ? Quel nom donne-t-on aux juges qui les composent ? Combien de conseillers doivent siéger simultanément ? Comment ces cours sont-elles organisées ?

Qu'entendez-vous par le ministère public ? Pourquoi l'appelle-t-on aussi le parquet ? Quelle est sa mission ? Y a-t-il un ministère public devant le juge de paix ?

A qui appartient le ministère public devant les tribunaux de première instance ? Qui l'exerce devant les cours d'appel ?

Qu'entendez-vous par les avocats ?

Quel est l'office des avoués ? Quel est l'emploi des greffiers ? Quelle est la fonction des huissiers ?

Qu'entendez-vous par les témoins ?

III. Qu'est-ce que la Cour de cassation ? Combien comprend-elle de sections ? Que remarquez-vous au sujet des avocats de cette cour ?

IV. Quelle différence y a-t-il entre les tribunaux ordinaires et les tribunaux administratifs ?

Comment est composé le Conseil de préfecture ? Quelles sont ses attributions ?

Où siège le Conseil d'Etat ? De quelles affaires s'occupe-t-il ?

Qu'entendez-vous par le *Tribunal des conflits* ? Dans quel cas a-t-on recours à ce tribunal ? Qui le préside ? De qui relèvent les tribunaux administratifs ?

V. Qu'entendez-vous par les tribunaux spéciaux ? Quel est le but des conseils de guerre ? — des tribunaux de commerce ? — des conseils de prud'hommes ? — du conseil départemental ? — du conseil académique ? — du conseil supérieur de l'instruction publique ?

VI. Quelle est la mission des jurés ? Qu'entendez-vous par les arbitres ?

VII. Quels sont les devoirs des juges ? Quelles qualités doivent-ils avoir ? Que doivent-ils faire en cas de doute ? Quand sont-ils obligés de restituer ?

VIII. Qu'est-ce qu'un notaire ? Combien y a-t-il de classes de notaires ?

Pouvoir exécutif

I. Qu'est-ce que le pouvoir exécutif ? Quelle est la mission des ministres ? Quelle qualité doivent-ils avoir ? Par qui le pouvoir exécutif est-il représenté en France ?

II. Qu'est-ce que le Président de la République? Quelles sont ses attributions ?

III. Quelles sont les attributions des ministres ? — des sous-secrétaires d'Etat ? Qu'est-ce qu'un bureau ? Nommez les divers ministères.

Quel est le personnel placé sous les ordres du ministre de la Justice ?

Quelles sont les attributions du ministre de l'intérieur ? Qu'est-ce que la gendarmerie ? Comment est divisée la gendarmerie départementale ?

Quelles sont les fonctions du ministre de l'Instruction publique ? Quel est le personnel placé sous ses ordres ? Quel est le service qui se rattache à ce ministère ?

De quoi s'occupe le ministre des travaux publics ? Quel personnel a-t-il sous ses ordres ? Quel service se rattache à ce ministère ? Quels sont les fonctionnaires du service des postes ?

Quelles sont les attributions du ministre de l'Agriculture ? Par qui est-il secondé ? Comment se divise le service des eaux et forêts ?

Quelle est la fonction du ministre du commerce ? — du ministre du travail ?

A quoi s'occupe le ministre des finances ? Combien y a-t-il de sortes d'impôts ? Que comprennent les impôts directs ? — les impôts indirects ?

Comment sont organisés les services qui dépendent du ministère des finances ?

Quelles sont les attributions du ministre des affaires étrangères ? Combien y a-t-il de classes d'agents diplomatiques ? Qu'entendez-vous par les consuls ?

De quoi s'occupe le ministre de la guerre ? Quel est le principe de notre système militaire ? Comment se recrute l'armée ? En combien de parties se divise-t-elle ?

De quoi se compose l'armée active ? En quelles armes se divisent les troupes? Comment sont-elles organisées? Quels éléments distinguez-vous dans l'armée ?

De quoi s'occupe le ministre de la marine ? Comment se recrute l'armée de mer ? Comment se devise la France au point de vue maritime ?

Quelles sont les colonies françaises ? Comment sont administrées ces colonies ?

IV. Quels sont les droits du pouvoir exécutif ? Quels impôts peut-il exiger ? Quels sont ses droits par rapport au recrutement de l'armée ?

Qu'est-ce que le droit de coaction ? Quel est le but des peines portées contre les coupables ? Quelles sont les diverses sortes de peines ? Le pouvoir exécutif peut-il condamner à la peine de mort ? Ce pouvoir est-il conforme à la loi naturelle ? Qui peut l'exercer ?

V. Quels sont les principaux devoirs du pouvoir exécutif ? Qu'exige la fidélité ? Pourquoi la force est-elle nécessaire ? En quoi consiste l'humanité ? A quoi saint Thomas compare-t-il le pouvoir dans la société ?

Auxiliaires et représentants du pouvoir

I. Quel est le premier représentant du pouvoir législatif ? Quels sont les devoirs des citoyens au sujet de la législation ? Quelles sont les lois les plus nécessaires à la prospérité de l'Etat ? Que doivent faire les catholiques à qui leur condition le permet ? Quels sont les grands devoirs des députés et des sénateurs ?

II. A quoi sont tenus les avocats ? Quelles causes leur sont interdites en matière civile ? A quoi sont-ils tenus s'ils causent du dommage ?

De quoi doivent-ils s'abstenir dans le cours de leurs plaidoieries ?

Peuvent-ils défendre un coupable ? Comment se détermine l'honoraire ?

Quels sont les devoirs des avoués ?

Enumérez les principaux devoirs des huissiers. A quoi doivent-ils particulièrement veiller ? Comment faut-il qu'ils s'acquittent de leur ministère ?

Signalez les obligations principales des greffiers.

A quoi les notaires sont-ils tenus ? Enumérez leurs principaux devoirs.

Quelle est l'obligation du témoin ? Que doit-il soigneusement éviter dans sa déposition ? Qu'arriverait-il s'il faisait un faux témoignage ? Dans quel cas le témoin ne peut-il pas révéler une chose qu'il connait ?

III. A quoi sont tenus les chefs de service du pouvoir exécutif ? Quels sont les principaux devoirs de leurs employés dans l'état militaire et dans l'ordre civil ?

Devoirs des citoyens

I. Quels sont les devoirs des citoyens ? A quoi peut-on comparer les citoyens ? Quel est leur premier devoir ? Que demande de nous l'amour de la patrie ? Quel bien devons-nous surtout désirer pour elle ? Qu'a rappelé le Pape Pie X ? Que doivent faire les catholiques pour conserver à la patrie la vérité divine ?

II. Quelles sont les obligations qu'impose le service de la patrie ? Quelle est l'importance du devoir électoral ? Quels principes faut-il se rappeler avant d'émettre son suffrage ? Que doivent faire les catholiques capables de remplir un mandat électif ?

III. Pourquoi faut-il respecter l'autorité civile ? Dans quels cas cette règle peut-elle offrir des difficultés ?

La société peut-elle résister à un usurpateur ?

Quelle est la conduite à tenir lorsque l'usurpateur est devenu le maître ?

Quelle attitude faut il observer par rapport au gouvernements de fait ? Que demande le bien de la société ?

Est-on obligé d'exécuter les ordres injustes d'un prince légitime ? Que prétendait Jean Jacques Rousseau au sujet de l'insurrection ? Quelle proposition l'Eglise a-t elle condamnée à ce sujet ?

Comment doit-on supporter l'oppression tyrannique ?

Quelles sont les diverses opinions des théologiens ? Quel est l'avis de saint Thomas ? Combien de remèdes nous propose t-il ?

IV. Combien distingue-t on de sortes de lois ? En quoi consistent les lois morales ? Qu'entendez-vous par les lois pénales ? Une loi civile morale oblige-t-elle en conscience ?

Quelles sont les conditions d'une loi juste ? Montrez qu'une telle loi est obligatoire.

Les lois injustes obligent elles en conscience ? D'où provient l'injustice des lois ?

Dans quel cas peut-on exécuter une loi injuste ? Dans quel cas est-on tenu de résister ?

Combien distingue-t-on de sortes de résistances ? Qu'est-ce que la résistance passive ? la résistance active ?

En quoi consiste la résistance défensive ? Peut-on y recourir ? A qui appartient-il de le faire ? Quelle est la ressource suprême à défaut de ce moyen ?

Droit des gens

I. Qu'est-ce que le droit des gens ?

Combien possèdent-ils de sortes de droits un Etat ? Quels en sont les droits naturels ? Comment un Etat peut-il acquérirdes droits ? En quoi consistent les traités d'alliance ? de convenance ?

II. Combien les Etats ont-ils de sortes de devoirs mutuels ? Quels sont les devoirs de justice des Etats ? Pourquoi doivent-ils remplir aussi des devoirs de bienfaisance ? Quel est le premier de ces devoirs ?

Que doit faire un Etat à l'égard d'un peuple opprimé par l'étranger ou par l'anarchie ? A quoi sont tenus les souverains catholiques à l'égard des chrétiens persécutés injustement par les infidèles ? Quelles règles faut-il suivre pour les transactions commerciales ?

III. Pourquoi est-il difficile de résoudre pacifiquement les conflits entre les Etats ? Que peuvent faire les Etats catholiques ? Qu'ont fait, au dernier siècle, l'Allemagne et les Etats Unis ? Que demandait David Urquhardt ? Quels obstacles s'opposent à cette solution ?

Que savez-vous de la ligue des catholiques français pour la paix ? En quoi consiste la convention de La Haye ?

Qu'est-ce que la guerre ? Quelle différence y a-t-il entre la guerre offensive et défensive ? Quelles sont les conditions requises pour que la guerre soit légitime ? Dans quels cas une guerre est-elle juste ?

Quelles sont les règles imposées par le droit des gens au sujet de la guerre ? Quelle différence y a-t-il entre le soldat et le bourreau ? Quelle est la destination providentielle de la guerre ? Le progrès de la civilisation a-t-il amoindri les horreurs de la guerre ?

CHAPITRE IV -- *L'Eglise*

Comment se divise ce chapitre ?

Membres de l'Eglise

I. Qui est appelé à faire partie de l'Eglise? Que fit l'apôtre saint Pierre ?

Comment devenons-nous membres de l'Eglise ? Quels sont les effets du baptême ?

Quelles sont les conditions requises pour que les adultes reçoivent le baptême ? Comment les baptisés peuvent-ils être retranchés de l'Eglise ?

II. Quelles fins se propose l'Eglise ? Que forment les enfants de l'Eglise quand ils sont entrés dans le Ciel ? Pourquoi faut-il que l'Eglise soit visible ? Comment l'a-t elle été pendant toute la durée de son existence ?

III. Sous quel régime l'Eglise a-t elle été établie ? A qui l'autorité fut elle conférée par Jésus-Christ ? Où se trouve le chef de l'Eglise ? Quels titres porte-t-il ? De quel privilège jouit-il pour enseigner la vérité ? Quels sont les pouvoirs dont il est investi comme roi ? Quels pouvoirs exerce-t-il comme souverain prêtre ?

IV. Quel est le premier bien que possède l'Eglise ? Quelle autre lumière nous donne-t-elle avec la vérité ?

De quoi se compose le trésor de l'Eglise ? Quels sont les grands biens spirituels qu'elle possède ?

Signalez les bienfaits des sacrements et des sacramentaux? Qu'est-ce que la louange liturgique ?

Comment se produit la communion des saints et dans quelle mesure ?

Quels sont les bienfaits naturels que l'Eglise procure ?

Comment l'Eglise l'emporte-t-elle sur les autres sociétés par ses divers éléments ?

Divinité de l'Eglise

Quelles sont les marques de la divinité de l'Eglise ?

I. Quelle unité remarquez-vous d'abord dans l'Eglise ? En quoi cette unité est-elle admirable ?

Quels sont les obstacles dont l'unité du gouvernement de l'Eglise a triomphé ? En quoi l'unité de doctrine est elle merveilleuse dans l'Eglise catholique ? Comment l'unité de communion montre-t elle la divinité de l'Eglise ?

II. Qu'est ce que la Sainteté ? En quoi consiste-t-elle dans l'Eglise ? Comment l'Eglise a-t-elle la sainteté de principe ? Pourquoi ses ennemis l'attaquent-ils ? Quel témoignage indirect rendent-ils à sa sainteté ? Que remarquez-vous au sujet de ceux qui abandonnent les sectes religieuses ? Comment la sainteté de l'Eglise ressort-elle de sa comparaison avec les sectes hérétiques ? Qu'est-ce qui prouve que l'Eglise a de vrais saints ? Ces saints sont-ils de tous les temps ? En trouve-t on dans les sectes hérétiques ? En quoi resplendit encore la sainteté de l'Eglise ?

III. Qu'est-ce que la catholicité ? Comment savons-nous que l'Eglise doit être catholique ? L'Eglise Romaine est-elle catholique en réalité ? Comment cette catholicité prouve-t-elle la divinité de l'Eglise ?

IV. Quelles sont les deux conditions qu'embrasse l'apostolicité de l'Eglise ? Comment prouve-t-on que l'Eglise romaine actuelle est la même que celle dont saint Pierre était le chef ? Comment l'autorité des pasteurs de l'Eglise remonte-t-elle à Jésus-Christ ?

Hiérarchie ecclésiastique

I. Qu'est-ce que la hiérarchie ? Combien distingue-t-on de hiérarchies ? Qu'entendez-vous par les clercs ? Combien y a-t-il de sortes de clercs ? Comment entre-t-on dans le c ergé ?

II. Que comprend la hiérarchie d'ordre ? Qu'entendez-vous par les évêques ? Quels sont leurs pouvoirs ? Quels sont les pouvoirs du prêtres ? Combien y a-t il d'ordres de ministres ? Quels sont ces ordres ? Quelles sont les fonctions de chacun d'eux ?

III. Que remarquez vous au sujet du Pape ? Quels sont les insignes pontificaux ?

Qu'est-ce que le Sacré Collège ? Combien y a-t-il d'ordres de cardinaux ? Quelles sont leurs fonctions ? Quels sont leurs insignes ?

Que savez-vous des vêtements du trône, de l'ombrellino et des anneaux des cardinaux ? Quel titre leur donne-t on ? Comment signent-ils ?

Qu'entendez vous par les légats ? Combien y en a-t-il de sortes ? Qu'est-ce qui distingue les légats-nés, les nonces apostoliques et les légats *a latere* ?

Qu'entendez-vous par les vicaires apostoliques et les préfets apostoliques ? Qu'entendez-vous par les patriarches ? Quels étaient autrefois leurs privilèges ? Quels sont actuellement les patriarches ? Qu'est-ce qu'un primat ?

Qu'est ce qu'un archevêque ? Quels sont les pouvoirs des métropolitains ? Quel est leur costume ? Quels sont leurs insignes ? En quoi consiste le pallium ?

Pourquoi les évêques sont-ils ainsi appelés ? Quels sont les autres noms qui les désignent ? Combien distingue-t-on de sortes d'évêques ? Quelles sont les qualités requises pour l'épiscopat ? Par qui les évêques sont-ils choisis ? Quelles sont leurs principales fonctions ? Faites connaître les insignes épiscopaux. Quel est le costume des évêques ? Quel titre leur donne-t on ?

Combien distingue-t-on de vicaires de l'évêque ? Quels sont les pouvoirs des vicaires généraux ? Que savez-vous des vicaires forains ?

Qu'est-ce qu'un chapitre ? Quelle est l'origine des chanoines ? Quelle différence y a-t-il entre les chapitres réguliers et les chapitres séculiers ? Quelles sont les fonctions des chanoines ? Quels sont leurs insignes ? Que savez-vous des chanoines honoraires ? Qu'est-ce que le vicaire capitulaire ?

Qu'est ce qu'un prélat ? Combien distingue-t-on de sortes de prélats ? Quels sont les insignes des abbés ? Qu'entendez-vous par les protonotaires apostoliques ? Quels sont les autres principaux prélats ?

A quelle époque ont été établis les curés ? Quelle est leur mission ? Quels sont leurs devoirs ? Que remarquez-vous sur la juridiction des curés ? Que savez-vous du vêtement ecclésiastique ?

Quelles sont les fonctions et les pouvoirs des vicaires ?

Qu'est-ce qu'un chapelain ? Combien distingue-t on de catégories d'aumôniers ? Que remarquez-vous au sujet de leur juridiction ?

Que remarquez-vous au sujet des laïques employés dans les fonctions sacrées ? Quel est le costume des chantres, des sacristains, des suisses, des enfants de chœur ?

Ordres religieux

I. Comment s'appellent les membres de l'Eglise qui n'appartiennent pas à la hiérarchie ? En quoi les ordres religieux se distinguent-ils des ordres hiérarchiques ? Quelles sont les conditions essentielles de l'état religieux ? Que faut-il en outre pour un ordre religieux ? Quelles sont les quatre grandes règles auxquelles se rattachent les principaux ordres religieux ?

II. Que remarquez-vous au sujet de la vie religieuse dans les quatre premiers siècles ? A quels ordres donna naissance la règle de saint Benoit ? Quels sont les principaux ordres qui suivirent la règle de saint Augustin ? Que savez-vous de saint François et de son ordre ? Quels sont les quatre ordres mendiants ? Pourquoi sont-ils ainsi appelés ? Quels ordres furent suscités de Dieu à l'apparition du protestantisme ?

III. Quels sont les instituts religieux fondés au XVII^e^ siècle et au XVIII^e^ ? Quels instituts ont pris naissance depuis la Révolution française ? Signalez les principaux instituts de frères fondés depuis cette époque ?

IV. Quels sont les grands ordres de religieuses ? Rappelez les principaux instituts de femmes établis au dix-neuvième siècle.

V. Quels sont les principaux bienfaits généraux des ordres religieux ? Quelles œuvres ont-ils accomplis au quatrième siècle, au moyen-âge, et après la découverte du nouveau monde ? Quels services ont-ils rendus à la société civile ?

VI. Qu'est-ce que le Tiers-Ordre Franciscain ? Qu'est-ce qui distingue ses membres ? Que savez-vous de la règle du Tiers-Ordre ?

Devoirs envers l'Eglise

I. Quels sont nos devoirs généraux envers l'Eglise ? Rappellez les devoirs généraux des fidèles envers le clergé. Quelles sont les obligations des catholiques à l'égard du Pape ? Quels sont les devoirs du clergé et des fidèles envers leur évêque ? A quoi les fidèles sont-ils obligés à l'égard de leur curé ?

II. Quelles sont les trois principales obligations des clercs? Quelles sont les occupations dont ils doivent s'abstenir ?

Rappelez les principaux devoirs des évêques, des chanoines et des curés.

CHAPITRE V. — *Rapports de l'Eglise et de l'Etat*

Quelles ressemblances remarquez-vous entre l'Eglise et l'Etat ? En quoi ces deux sociétés se distinguent-elles ? Quelles difficultés pourrait entraîner l'autorité de ces deux sociétés sur les mêmes sujets ? Résumez ce que dit Léon XIII à propos de ces deux puissances.

I. Qu'est-ce que le *libéralisme* ? Pourquoi cette erreur est-elle ainsi appelée? Combien distingue-t-on de degrés de libéralisme ? En quoi consiste le libéralisme absolu ? Quelles sont les funestes conséquences de cette doctrine ? Pourquoi l'appelle-t-on « Césarisme » ? Quelle est son injustice à l'égard de l'Eglise ?

En quoi consiste le libéralisme mitigé? De quel Dieu certains libéraux reconnaissent-ils l'autorité sociale ? Que rappelle Léon XIII au sujet du culte dû à Dieu par l'Etat ? Par qui a été condamné ce libéralisme mitigé ?

Pourquoi le catholicisme libéral est-il ainsi appelé ? Exposez ce système. Signalez en les principaux champions. En quoi ces catholiques se sont-ils montrés inconséquents ? Quelles est leur manière d'apprécier l'histoire ?

II. D'où découle d'abord la nécessité de l'union des deux sociétés ? Comment résulte-t-elle de la fin de l'homme ? Comment est-elle une conséquence des devoirs de l'Etat envers Dieu ? A quoi les docteurs catholiques comparent-ils l'Etat séparé de l'Eglise ? Pourquoi cette union s'impose-t-elle spécialement à la France ?

III. A quoi est comparée l'union des deux sociétés ? Dans quel ordre l'Etat est-il une puissance indépendante ? La puissance ecclésiastique est-elle indépendante ? Y a-t-il des objets qui dépendent à la fois de l'ordre spirituel et de l'ordre temporel ? Pourquoi, dans ce cas, le premier rang appartient-il à l'Eglise ? A quoi l'Etat est-il obligé ? Cette subordination amoindrit-elle le pouvoir civil ? Quels en sont les avantages pour les sujets et pour les souverains ?

IV. Quel est le premier devoir de l'Etat envers l'Eglise ? Pourquoi ce devoir concerne-t-il particulièrement la France ? Quels sont les principaux motifs qui l'imposent aux représentants du pouvoir civil ?

En quoi consistent les devoirs négatifs de l'Etat envers l'Eglise ? Quels sont les principaux devoirs positifs des représentants de l'Etat ? A quoi s'obligeaient les rois au moment de leur sacre ? Rappelez le serment de Charlemagne. Que dit à ce sujet Louis Veuillot ? A quelle situation sociale s'appliquent les principes que nous venons de rappeler ?

V. Qu'appelle-t-on « Concordats »? l'ar quelle situation les concordats sont-ils ordinairement amenés ? Que savez-vous de la Pragmatique sanction de Bourges et du Concordat de François 1er et de Léon X ? Combien de temps a duré le Concordat de 1801 ? N'y a-t-il pas eu un Concordat en 1817?

VI. Quel est l'objet du pouvoir de l'Eglise ? L'Eglise et ses ministres peuvent-ils avoir des biens temporels ? l'euvent-ils exercer un pouvoir temporel ? Pourquoi ce pouvoir est-il nécessaire au Pape ? Par qui a t-il été constitué ? Comment les évènements ont-ils montré qu'il est indispensable ?

VII. A quelle institution s unit l'État qui se sépare de l'Eglise ? Comment Satan s'est-il opposé à l'action de l'Eglise ? Que savez vous de Loelius Socin et de Fauste Socin ? Comment les Sociniens s'installèrent-ils en Angleterre ? Quel fut le résultat de l'initiation de Voltaire ? Que savez-vous de l'illuminisme ? Quelle fut l'œuvre de Cagliostro ? Quel rapport y a-t-il entre les francs-maçons modernes et les francs-maçons du moyen-âge ? A quelles sectes certains auteurs rattachent-ils la franc-maçonnerie ? Quel est le but avoué es secies maçonniques ?

y Par qui ont été condamnés les francs-maçons ? Qu'est-ce ui les caractèrise ? Quelle influence exercent-ils sur les Etats depuis 150 ans ?

CHAPITRE VI. — *Sociétés libres*

Quelles sont les quatre catégories de sociétés libres ?

Sociétés

I. Qu'est-ce qu'une société, au sens juridique ?

II. Combien y a-t-il de sortes de sociétés ? Quelles sont les deux formes de société universelle ? Qu'est-ce que la société particulière ? Qu'est-ce qu'une sociéte commerciale ? Combien y en a t-il de sortes ? Qu'est-ce qu'une société en nom collectif ? — en commandité ? Combien y a-t-il de sortes de commandites ? En quoi les actions diffèrent-elles des obligations ? Qu'entendez-vous par les sociétés anonymes ? Comment se constituent elles ? Pourquoi les sociétés à capital variable sont-elles ainsi appelées ? Faites connaitre les principales ? Qu'est ce que l'association en participation ? Qu'entendez-vous par les Compagnies ?

III. Quels sont les principaux devoirs des membres d'une société ? — des administrateurs ? Qu'est-ce qu'un croupier

Mutualités

Qu'appelle-t-on mutualités ? Combien en distinguez-vous de sortes ?

I. Quel est le but des sociétés de secours mutuels ? Qu'appelle-t-on membres honoraires ? — membres participants ? Combien y a-t-il de sortes de sociétés de secours mutuels ?

II. En quoi consistent les sociétés d'assurances mutuelles ?
III. Qu'est-ce que la Caisse rurale ? Comment est-elle organisée ? Qu'entendez-vous par la caisse ouvrière et mixte?

Syndicats professionnels

I. Comment étaient organisées les anciennes corporations ? Par qui ont elles été supprimées ?

II. Qu'est-ce que le syndicat professionnel ? Quand est-il *simple* ? — *mixte* ? Quelle condition est requise pour les membres d'un syndicat ? Quelles sont les formalités nécessaires pour former un syndicat ? Que peut-on y annexer ?

III. Quels sont les devoirs des syndicats, des administrateurs et des syndiqués ?

Associations

I. Qu'est-ce que l'Association ? En quoi diffère-t-elle de la société ? Qu'elles sont les diverses formes d'association ?

II. Quelle est la situation légale des congrégations religieuses en France !

III. Qu'est-ce qu'une confrérie ? — une archiconfrérie ? Signalez les principales associations pieuses.



TABLE DES MATIÈRES

MORALE SPÉCIALE

DEUXIÈME SECTION

MORALE SOCIALE

Morale sociale 389

CHAPITRE I

La société humaine en général

I. *Eléments constitutifs d'une société*. 390
II. *L'autorité sociale*. 391
III. *Destination sociale de l'homme* 393
Monstrueuse doctrine d'Hobbes 393
Système de Jean Jacques Rousseau 396
Preuves de la sociabilité de l'homme 398
Sociétés nécessaires à l'homme. 401
IV. *Principales sortes de sociétés*. 404

CHAPITRE II

La famille

Article I^er^. — *Le mariage.*

I. *Caractères du mariage* 407
Sainteté 407
Unité 408
Indissolubilité. 408
II. *Empêchements du mariage*. 409
Empêchements dirimants 409
Empêchements prohibitifs 411
III. *Préparation au mariage* 412
IV. *Célébration du mariage* 413
V. *Excellence de la virginité* 414

Article II. — *Devoirs des époux.*

I. *Devoirs communs aux deux époux*. 416
II. *Devoirs du mari* 419
III. *Devoirs de la femme* 419

ARTICLE III. — *Obligations des parents.*

I. *Amour paternel et maternel.* 420
II. *Education corporelle.* 421
III. *Education morale* 422
IV. *Choix d'une école* 423
V. *Avenir des enfants* 424

ARTICLE IV. — *Devoirs des enfants.*

ARTICLE V. — *Devoirs des Maîtres et des Serviteurs.*

I. *Domestiques* 426
II. *Ouvriers* 428

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ CIVILE

ARTICLE I^er^. — *Eléments de la société*

I. *Membres de la société civile.* 429
II. *Fin assignée à l'Etat.* 431
III. *L'autorité dans l'Etat* 433
IV. *Participation aux biens communs* 435

ARTICLE II. — *Les régimes politiques.*

I. *Régime monarchique.* 436
II. *Régime aristocratique* 437
III. *Régime démocratique* 438
IV. *Appréciation de ces régimes* 439

ARTICLE III. — *Organisation politique de la France*

I. *Divisions politiques* 441
La commune 441
Le canton. 443
L'arrondissement. 444
Le département 445
Autres divisions de l'Etat 446
II. *Régime politique* 447
Régimes politiques avant 1789. 448
Constitution de la période révolutionnaire 452
Constitution de l'an VIII 453
Les Constitutions du XIX^e^ siècle 453
Constitution de 1875. 455

ARTICLE IV. — *Pouvoir législatif*

I. *Domaine de la loi.* 455

II. *Limites du pouvoir législatif* 456
III. *Devoirs du législateur* 457
Paix sociale 457
Justice distributive 458
Règles de prudence 459

ARTICLE V. — *Pouvoir judiciaire.*

I. *Objet du pouvoir judiciaire.* 460
II. *Tribunaux et cours ordinaires.* 460
III. *Cour de cassation* 462
IV. *Tribunaux administratifs.* 463
V. *Tribunaux spéciaux.* 464
VI. *Jurés et arbitres.* 465
VII. *Devoirs des juges* 463
VIII. *Notaires* 467

ARTICLE VI. — *Pouvoir exécutif*

I. *Notion du pouvoir exécutif* 467
II. *Le Président de la République.* 468
III. *Les ministres* 469
Justice. 470
Intérieur 470
Instruction publique. 471
Travaux publics 471
Postes et télégraphes 472
Agriculture 472
Commerce. 473
Travail. 473
Finances 473
Affaires étrangères 474
Marine. 478
IV. *Droits du pouvoir exécutif* 479
V. *Devoirs du pouvoir exécutif* 481
VI. *Devoirs des auxiliaires des Juges* 484
Devoirs des avocats 484
Devoirs des avoués 485
Devoirs des huissiers 485
Devoirs des greffiers 486
Devoirs des notaires. 486
Obligations des témoins. 486
VII. *Agents du pouvoir exécutif* 487

ARTICLE VII. — *Devoirs des citoyens.*

I. *Amour de la patrie* 488

II. *Service de la patrie*. 490
Devoir électoral 490
III. *Respect de l'autorité* 492
Régime usurpateur 492
Gouvernement de fait 493
Pouvoir tyrannique 493
IV. *Obéissance aux lois*. 495
Lois injustes 495

ARTICLE VIII. — *Droit des gens*

I. *Droits des Etats* 497
Droits naturels 497
Droits acquis. 498
II. *Devoirs mutuels des Etats* 499
Devoirs de justice 499
Devoirs de bienfaisance 500
III. *Conflits entre les Etats*. 501
Insuffisance des solutions pacifiques 501
La guerre. 504

CHAPITRE IV

L'EGLISE

ARTICLE I^er^. — *Eléments sociaux de l'Eglise*

I. *Membres de l'Eglise* 507
II. *Destination de l'Eglisé* 509
III. *L'autorité dans l'Eglise* 510
IV. *Participation aux biens de l'Eglise*. 512

ARTICLE II. — *Divinité de l'Eglise catholique*

I. *Unité de l'Eglise* 516
II. *Sainteté de l'Eglise* 518
III. *Catholicité* 522
IV. *Apostolicité* 524

ARTICLE III. — *Hiérarchie Ecclésiastique*

I. *La hiérarchie en général*. 526
II *Hiérarchie d'ordre* 526
III. *Hiérarchie de juridiction* 525
Le Pape 529
Les cardinaux 531
Représentants du Pape 533

Patriarches et Primats 534
Archevêques 535
Vicaires de l'Evêque. 537
Chapitre cathédral 540
Prélats. 542
Curés 544
Des vicaires 547
Des chapelains 547
Laïques employés au service du Culte 548

ARTICLE IV. — *Ordres religieux*

I. *Caractère et condition des ordres religieux* . . . 549
II. *Principaux ordres religieux* 550
III. *Instituts religieux des temps modernes* 551
IV *Congrégations de femmes* 552
V. *Bienfaits des ordres religieux*. 553
VI. *Le Tiers-ordre franciscain*. 555

ARTICLE V. — *Devoirs envers l'Eglise*

I. *Devoirs des fidèles envers le clergé*. 556
II. *Devoirs du clergé*. 558
Devoirs généraux des clercs 558
Devoirs des évêques. 558
Devoirs spéciaux des chanoines. 559
Devoirs des curés 560

CHAPITRE V

RAPPORTS DE L'EGLISE ET DE L'ETAT

I *Distinction et rapports des deux sociétés*. 561
II. *Union des deux sociétés*. 568
III. *Subordination de l'Etat à l'Eglise* 570
IV *Devoirs de l'Etat envers l'Eglise* 573
V. *Les Concordats* 575
VI. *Pouvoir temporel des Pontifes* 577
VII. *La franc-maçonnerie* 578

CHAPITRE VI

SOCIÉTÉS LIBRES OU CONVENTIONNELLES

ARTICLE Ier. — *Sociétés proprement dites*

I. *Qu'est-ce qu'une société*. 582
II. *Diverses sortes de Sociétés*. 583

Sociétés civiles 582
Sociétés commerciales 583
Compagnies 584
III *Devoirs des membres d'une société* 587

ARTICLE II — *Mutualités*

I. *Sociétés de secours mutuels*. 588
II *Assurances mutuelles*. 589
III *Caisses de crédit mutuel* 589

ARTICLE *Syndicats professionnels*

I. *Anciennes corporations* 590
II. *Organisation d'un syndicat*. 591
Membres d'un syndicat 591
Fondation d'un syndicat. 592

ARTICLE IV. — *Associations*

I. *Diverses sortes d'associations* 593
II. *Congrégations religieuses* 595
III. *Confréries et associations pieuses* 596
IV. *Association patriotique des catholiques*. . . . 596
RÉSUMÉ DE LA MORALE SOCIALE 597
QUESTIONNAIRE 611

Table générale

DU

Cours de Morale

Introduction. 1

PREMIERE PARTIE
ANTHROPOLOGIE

CHAPITRE I. Le composé humain. 8
CHAPITRE II. Facultés de l'âme humaine. . . . 21
ARTICLE I. Facultés végétatives 21
II. Des sens. 24
III. Facultés intellectuelles. 29
IV. Facultés appétitives. 42
V. Faculté de locomotion. 55
CHAPITRE III. Nature de l'âme 58
ARTICLE I. Simplicité de l'âme. 58

II. Spiritualité de l'âme. 65
III. Incorruptibilité de l'âme 69
IV. Immortalité de l'âme. 73
CHAPITRE IV. Destinée de l'âme humaine . . . 78
ARTICLE I. La Destinée et le bonheur. 78
II. Les biens apparents. 80
III. Le bien réel 86
IV. Conditions nécessaires pour le bonheur 94
V. L'hérésie rationaliste. 98
Résumé de l'Anthropologie. 101
Questionnaire 103

DEUXIEME PARTIE

MORALE GÉNÉRALE

Objet et division de la morale générale 113
CHAPITRE I. Les actes humains 114
La conscience 129
La loi. 136
Le péché. 161
Les actes bons et le mérite . . . 172
CHAPITRE VI. Causes des actes humains . . . 177
Résumé de la morale générale 204
Questionnaire 207

TROISIEME PARTIE

MORALE SPÉCIALE

PREMIÈRE SECTION : MORALE INDIVIDUELLE

CHAPITRE I. La foi. 226
ARTICLE I. De la foi en elle-même. 226
Dons correspondants à la foi. . . . 235
Vices opposés à la foi. 242
CHAPITRE II. L'espérance. 249
La Charité 253
La Prudence 268
CHAPITRE V. La Justice 272
ARTICLE I. Justice proprement dite 272
II. Vertus se rattachant à la Justice . . 299
III. Le Décalogue 330
IV. Don de piété. 332

CHAPITRE VI. La force. 332
VII. La tempérance 338
VIII. Divers genre de vie 350
IX. Etats de vie 352
Résumé de la moraie indioiduelle. 359
Questionnaire 365

DEUXIEME SECTION
MORALE SOCIALE

Morale sociale 389
CHAPITRE I. La société humaine en général. . . 390
II. La famille 407
ARTICLE I. Le mariage. 407
II. Devoirs des époux 418
III. Obligations des parents. 420
IV. Devoirs des enfants. 426
V. Devoirs des maîtres et des serviteurs. 426
CHAPITRE I. La société civile. 429
ARTICLE I. Eléments de la société 429
II. Les régimes politiques 436
III. Organisation politique de la France. 441
IV. Pouvoir législatif 456
V. Pouvoir judiciaire 460
VI. Pouvoir exécutif 467
VII. Devoirs des citoyens 488
VIII. Droits des gens 497
CHAPITRE IV. L'Eglise 507
ARTICLE I. Eléments sociaux de l'Eglise . . . 507
II. Divinité de l'Eglise catholique . . . 516
III. Hiérarchie Ecclésiastique 526
IV. Ordres religieux. 549
V. Devoirs envers l'Église 556
CHAPITRE V. Rapports de l'Eglise et de l'Etat. . 561
VI. Sociétés libres ou conventionnelles. 582
ARTICLE I. Société proprement dites. 582
II. Mutualités 588
III. Syndicats professionnels 590
IX. Associations. 592
Résumé de la morale sociale 597
Questionnaire 611

TABLE DES MATIERES

MORALE GENERALE
Objet de la morale générale
Division de la morale générale
CHAPITRE I LES ACTES HUMAINS
I. Caractères distinctifs des actes humains
II. Division des actes humains
III. Actes de la volonté
Actes produits immédiatement par la volonté
Actes commandes par la volonté
IV. Circonstances des actes humains
V. Moralité des actes humains
Faux systèmes des incrédules
Vrai fondement de la moralité
Règles de la moralité
Des actes indifférents
CHAPITRE II LA CONSCIENCE
I. Définition de la conscience
II. Diverses sortes de consciences
III. Principes relatifs à la conscience
Conscience certaine
Conscience douteuse
Conscience scrupuleuse
CHAPITRE III LA LOI
I. Notion de la loi
Etymologie du mot loi
Définition de la loi
II. Principales formes de la société
III. Diverses sortes de lois
IV. La loi naturelle
Prescription fondamentale
Diverses catégories de préceptes
Immutabilité de la loi naturelle
Connaissance de la loi naturelle
V. La loi divine positive
Loi primitive
Loi ancienne
Préceptes moraux
Préceptes cérémoniaux
Préceptes judiciaires
Loi nouvelle
VI. Lois ecclésiastiques
VII. Lois civiles
Des lois civiles en général
Histoire sommaire de notre législation
Diverses sortes de loi
Pouvoir législatif
CHAPITRE IV LE PECHE
I. Nature du péché
Définition du péché
Gravité de ce désordre
II. Diverses sortes de péchés
Péchés de coeur, de parole et d'action
Péché contre Dieu, contre soi-même et contre le prochain
Péchés d'ignorance, de fragilité et de malice
Péchés de compussion ou d'omission
Péchés actuel et péchés habituel
Péchés originel et péché personnel
III. Péché mortel et péché véniel
Distinction du péché mortel et du péché véniel
Conditions d'un péché mortel
Dangers des péchés véniels
IV. Effets du péché
Amoindrissement des dons de la nature
Tache du péché
Chàtiment du péché
CHAPITRE V LES ACTES BONS ET LE MERITE
I. Effets généraux des actes bons
II. Du mérite en général
Coditions du mérite
Mérite de justice et de convenance
III. Nos mérites auprès de Dieu
Pouvons-nous mériter auprès de Dieu?
Mérites surnaturels
Mérites de convenance par rapport à Dieu
CHAPITRE VI CAUSES DES ACTES HUMAINS
ARTICLE 1er. - *Causes intérieures*
I. Des habitudes
Notion de l'habitude
Diverses sortes d'habitudes
II. Des vertus
Les vertus en général
Vertus intellectuelles
Vertus morales
Vertus infuses
Vertus théologales
Vertus morales infuses
Dons du Saint-Esprit
Béatitudes
Fruits du Saint-Esprit
III. Les vices
Notion du vice
Les vices capitaux
IV. Les passions
Les passions en général
Passions de l'appétit concupiscible
Passions de l'appétit irascible
Influence des passions sur la volonté
ARTICLE II. - Causes extérieures
I. La grâce
La gràce habituelle

La grâce actuelle
La grâce et la liberté
II. La tentation
Causes de la tentation
Avantages de la tentation
Degrés de la tentation
Règles à suivre dans la tentation
RESUME DE LA MORALE GENERALE
QUESTIONNAIRE
TABLE DES MATIERES
MORALE SPECIALE
Division de la morale spéciale
PREMIERE SECTION MORALE INDIVIDUELLE
Division de la morale individuelle
CHAPITRE I LA FOI
ARTICLE I[er]. - De la foi en elle-même.
I. Objet de la foi
II. L'acte de foi
Acte intérieur de foi
Nature de l'acte de foi
Nécessité de l'acte de foi
Etendue de l'acte de foi
Acte extérieur de foi
III. La vertu de foi
Cause de la foi
Effets de la foi
ARTICLE II. - Dons correspondant à la foi.
I. Du don d'intelligence
II. Don de science
III. Accord de la raison et de la foi
La raison conduit à la foi
La foi et la raison ne sont jamais en contradiction
La raison et la foi se perfectionnent et se complètent mutuellement
ARTICLE III. - Vices opposés à la foi.
I De l'infidélité
Infidélité privative et positive
Diverses sortes d'infidèles
Les païens
L'hérésie
L'apostasie
II. Le blasphème
III. L'ignorance
CHAPITRE II L'ESPERANCE
I. Nature de l'Espérance
II. Fondements de l'Espérance chrétienne
III. De la crainte
IV. Péchés contre l'Espérance
CHAPITRE III LA CHARITE
I. Nature de la Charité
Excellence de la charité
Motifs de la charité
Degrés de la charité
Objet de la charité
II. Fruits de la Charité
Fruits intérieurs
1° La joie
2° La paix
3° La miséricorde
Fruits extérieurs de la charité
1° Aumônes corporelles
2° Aumônes spirituelles
3° Devoir de l'aumône
4° De la correction fraternelle
III. Vices opposés à la charité
1° La haine
2° La paresse
3° L'envie
4° La discorde
5° La dispute
6° Le schisme
7° La guerre
8° La rixe
9° La sédition
10° Le scandale
IV. Précepte de la charité
V. Don de sagesse
CHAPITRE IV LA PRUDENCE
I. Diverses sortes de prudence
II. Facultés nécessaires à la prudence
III. Du don de conseil
IV. Vices opposés à la prudence
CHAPITRE V LA JUSTICE
ARTICLE I[er]. - Justice proprement dite
I. La justice et le droit
II. Le domaine et la propriété
1° Diverses sortes de domaine
2° Objet du domaine de l'homme
3° Moyens d'acquérir la propriété
4° Le socialisme
III. Diverses sortes d'injustices
1° Injustice par action
Homicide
TABLE DES MATIERES
MORALE SPECIALE
DEUXIEME SECTION MORALE SOCIALE
Morale sociale
CHAPITRE I LA SOCIETE HUMAINE EN GENERAL
I. Eléments constitutifs d'une société
II. L'autorité sociale
III. Destination sociale de l'homme
Monstrueuse doctrine d'Hobbes

Système de Jean Jacques Rousseau
Preuves de la sociabilité de l'homme
Sociétés nécessaires à l'homme
IV. Principales sortes de sociétés
CHAPITRE II LA FAMILLE
ARTICLE I^er^. - Le mariage.
I. Caractères du mariage
Sainteté
Unité
Indissolubilité
II. Empèchements du mariage
Empèchements dirimants
Empèchements prohibitifs
III. Préparation au mariage
IV. Célébration du mariage
V. Excellence de la virginité
ARTICLE II. - Devoirs des époux.
I. Devoirs communs aux deux époux
II. Devoirs du mari
III. Devoirs de la femme
ARTICLE III. - Obligation des parents.
I. Amour paternel et maternel
II. Education corporelle
III. Education morale
IV. Choix d'une école
V. Avenir des enfants
ARTICLE IV. - Devoirs des enfants.
ARTICLE V. - *Devoirs des Maîtres et des Serviteurs.*
I. Domestiques
II. Ouvriers
CHAPITRE III LA SOCIETE CIVILE
ARTICLE I^er^. - Eléments de la société
I. Membres de la société civile
II. Fin assignée à l'Etat
III. L'autorité dans l'Etat
IV. Participation aux biens communs
ARTICLE II. - Les régimes politiques.
I. Régime monarchique
II. Régime aristocratique
III. Régime démocratique
IV. Appréciation de ces régimes
ARTICLE III. - Organisation politique de la France
I. Divisions politiques
La commune
Le canton
L'arrondissement
Le département
Autres divisions de l'Etat
II. Régime politique
Régimes politiques avant 1789
Constitution de la période révolutionnaire
Constitution de l'an VIII
Les Constitutions du XIX^e^ siècle
Constitution de 1875
ARTICLE IV. - Pouvoir législatif.
I. Domaine de la loi
II. Limites du pouvoir législatif
III. Devoirs du législateur
Paix sociale
Justice distributive
Règles de prudence
ARTICLE V. - Pouvoir judiciaire.
I. Objet du pouvoir judiciaire
II. Tribunaux et cours ordinaires
III. Cour de cassation
IV. Tribunaux administratifs
V. Tribunaux spéciaux
VI. Jurés et arbitres
VII. Devoirs des juges
VIII. Notaires
ARTICLE VI. - Pouvoir exécutif
I. Notion du pouvoir exécutif
II. Le Président de la République
III. Les ministres
Justice
Intérieur
Instruction publique
Travaux publics
Postes et télégraphes
Agriculture
Commerce.
Travail.
Finances
Affaires étrangères
Marine.
IV. Droits du pouvoir exécutif
V. Devoirs du pouvoir exécutif
VI. Devoirs des auxiliaires des Juges
Devoirs des avocats
Devoirs des avoués
Devoirs des huissiers
Devoirs des greffiers
Devoirs des notaires
Obligations des témoins
VII. Agents du pouvoir exécutif
ARTICLE VII. - Devoirs des citoyens.
I. Amour de la patrie
II. Service de la patrie
Devoir électoral
III. Respect de l'autorité
Régime usurpateur

Gouvernement de fait
Pouvoir tyrannique
IV. Obéissance aux lois
Lois injustes
ARTICLE VIII. - Droit des gens
I. Droits des Etats
Droits naturels
Droits acquis.
II. Devoirs mutuels des Etats
Devoirs de justice
Devoirs de bienfaisance
III. Conflits entre les Etats
Insuffisance des solutions pacifiques
La guerre.
CHAPITRE IV L'EGLISE
ARTICLE I^er^. - Eléments sociaux de l'Eglise
I. Membres de l'Eglise
II. Destination de l'Eglise
III. L'autorité dans l'Eglise
IV. Participation aux biens de l'Eglise
ARTICLE II. - Divinité de l'Eglise catholique
I. Unité de l'Eglise
II. Sainteté de l'Eglise
III. Catholicité
IV. Apostolicité
ARTICLE III. - Hiérarchie Ecclésiastique
I. La hiérarchie en général
II. Hiérarchie d'ordre
III. Hiérarchie de juridiction
Le Pape
Les cardinaux
Représentants du Pape
Patriarches et Primats
Archevêques
Vicaires de l'Evêque
Chapitre cathédral
Prélats.
Curés
Des vicaires
Dès chapelains
Laïques employés au service du Culte
ARTICLE IV. - Ordres religieux
I. Caractère et condition des ordres religieux
II. Principaux ordres religieux
III. Instituts religieux des temps modernes
IV Congrégations de femmes
V. Bienfaits des ordres religieux
VI. Le Tiers-ordre franciscain
ARTICLE V. - Devoirs envers l'Eglise
I. Devoirs des fidèles envers le clergé
II. Devoirs du clergé
Devoirs généraux des clercs
Devoirs des évêques
Devoirs spéciaux des chanoines
Devoirs des curés
CHAPITRE V RAPPORTS DE L'EGLISE ET DE L'ETAT
I. Distinction et rapports des deux sociétés
II. Union des deux sociétés
III. Subordination de l'Etat à l'Eglise
IV Devoirs de l'Etat envers l'Eglise
V. Les Concordats
VI. Pouvoir temporel des Pontifes
VII. La franc-maçonnerie
CHAPITRE VI SOCIETES LIBRES OU CONVENTIONNELLES
ARTICLE I^er^. - Sociétés proprement dites
I. Qu'est-ce qu'une société
II. Diverses sortes de Sociétés
Sociétés civiles
Sociétés commerciales
Compagnies
III Devoirs des membres d'une société
ARTICLE II - Mutualités
I. Sociétés des secours mutuels
II Assurances mutuelles
III Caisses de crédit mutuel
ARTICLE Syndicats professionnels
I. Anciennes corporations
II. Organisation d'un syndicat
Membres d'un syndicat
Fondation d'un syndicat
ARTICLE IV. - Associations
I. Diverses sortes d'associations
II. Congrégations religieuses
III. Confréries et associations pieuses
IV. Association patriotique des catholiques
RESUME DE LA MORALE SOCIALE
QUESTIONNAIRE
Table générale DU Cours de Morale
Introduction
PREMIERE PARTIE ANTHROPOLOGIE
CHAPITRE I. Le composé humain
CHAPITRE II. Facultés de l'âme humaine
ARTICLE I. Facultés végétatives
ARTICLE II. Des sens
ARTICLE III. Facultés intellectuelles
ARTICLE IV. Facultés appétitives
ARTICLE V. Faculté de locomotion
CHAPITRE III. Nature de l'âme
ARTICLE I. Simplicité de l'âme
ARTICLE II. Spiritualité de l'âme
ARTICLE III. Incorruptibilité de l'âme

ARTICLE IV. Immortalité de l'âme
CHAPITRE IV. Destinée de l'âme humaine
ARTICLE I. La Destinée et le bonheur
ARTICLE II. Les biens apparents
ARTICLE III. Le bien réel
ARTICLE IV. Conditions nécessaires pour le bonheur
ARTICLE V. L'hérésie rationaliste
Résumé de l'Anthropologie
Questionnaire
DEUXIEME PARTIE MORALE GENERALE
Objet et division de la morale générale
CHAPITRE I. Les actes humains
CHAPITRE II. La conscience
CHAPITRE III. La loi
CHAPITRE IV. Le péché
CHAPITRE V. Les actes bons et le mérite
CHAPITRE VI. Causes des actes humains
Résumé de la morale générale
Questionnaire
TROISIEME PARTIE MORALE SPECIALE
PREMIERE SECTION: MORALE INDIVIDUELLE
CHAPITRE I. La foi
ARTICLE I. De la foi en ellle-même
ARTICLE II. Dons correspondants à la foi
ARTICLE III. Vices opposés à la foi
CHAPITRE II. L'espérance
CHAPITRE III. La Charité
CHAPITRE IV. La Prudence
CHAPITRE V. La Justice
ARTICLE I. Justice proprement dite
ARTICLE II. Vertus se rattachant à la Justice
ARTICLE III. Le Décalogue
ARTICLE IV. Don de piété
CHAPITRE VI. La force
CHAPITRE VII. La tempérance
CHAPITRE VIII. Divers genre de vie
CHAPITRE IX. Etats de vie
Résumé de la morale individuelle
Questionnaire
DEUXIEME SECTION MORALE SOCIALE
Morale sociale
CHAPITRE I. La société humaine en général
CHAPITRE II. La famille
ARTICLE I. Le mariage
ARTICLE II. Devoirs des époux
ARTICLE III. Obligations des parents
ARTICLE IV. Devoirs des enfants
ARTICLE V. Devoirs des maîtres et des serviteurs
CHAPITRE I. La société civile
ARTICLE I. Eléments de la société
ARTICLE II. Les régimes politiques
ARTICLE III. Organisation politique de la France
ARTICLE IV. Pouvoir législatif
ARTICLE V. Pouvoir judiciaire
ARTICLE VI. Pouvoir exécutif
ARTICLE VII. Devoirs des citoyens
ARTICLE VIII. Droits des gens
CHAPITRE IV. L'Eglise
ARTICLE I. Eléments sociaux de l'Eglise
ARTICLE II. Divinité de l'Eglise catholique
ARTICLE III. Hiérarchie Ecclésiastique
ARTICLE IV. Ordres religieux
ARTICLE V. Devoirs envers l'Eglise
CHAPITRE V. Rapports de l'Eglise et de l'Etat
CHAPITRE VI. Sociétés libres ou conventionnelles
ARTICLE I. Société proprement dites
ARTICLE II. Mutualités
ARTICLE III. Syndicats professionnels
ARTICLE IX. Associations
Résumé de la morale sociale
Questionnaire